

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1884



JX  
3  
A6

ARCHIVES

DIPLOMATIQUE

1882



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME XI

(JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE)

1884



PARIS

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970



Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ÉTATS-UNIS. — FRANCE

**Sentence finale de la commission arbitrale constituée pour le règlement de certaines réclamations des citoyens de chacun des deux pays contre l'autre (1).**

**31 mars 1884.**

Nous, soussignés, commissaires nommés aux termes et en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la convention conclue le 15 janvier 1880 entre les États-Unis d'Amérique et la République française, établissons d'abord que M. A. Lefavre a, le 14 mai 1883, remplacé M. L. de Geofroy comme commissaire pour la République française, et rendons maintenant comme il suit notre sentence finale sur et touchant les matières à nous renvoyées par ladite convention :

I. Nous disons que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique paiera au Gouvernement de la République française, dans le délai de douze mois, la somme de six cent vingt-cinq mille cinq cent soixante-six dollars et trente-cinq cents (625,566 35), sans intérêts, soumise à la déduction établie par l'article X de ladite convention, pour et en pleine compensation des diverses réclamations formulées par des corporations, compagnies ou individus privés, citoyens de la France, contre le Gouvernement des États-Unis, et résultant d'actes commis contre les personnes ou les biens des

(1) V. *Archives*, 1883, III, pp. 5 et 10, les conventions des 15 janvier 1880 et 8 février 1883, relatives à l'organisation de cette commission.



citoyens français dans la période comprise entre le 13 avril 1861 et le 12 août 1866, ladite somme étant le total des sommes, principal et intérêts, allouées à certains réclamants par différentes sentences séparées rendues à cet effet, consignées et signées par nous ou par ceux de nous qui ont donné leur assentiment à ces dites sentences séparées, lesquelles figurent parmi les procès-verbaux de la commission, et sont ci-contre relatées, des exemplaires imprimés de ceux-ci étant annexés à la présente décision.

II. Toutes autres réclamations de la part de citoyens français contre les États-Unis, qui ont été présentées et soutenues devant notre juridiction, ont été et sont ici rejetées et rayées, en bonne et due forme, comme il apparaîtra des diverses sentences séparées, dans les documents y relatifs signés comme il est dit ci-dessus, et qui figurent parmi les procès-verbaux de la présente commission.

III. Nous disons que le Gouvernement de la République française paiera au Gouvernement des États-Unis, dans le délai de douze mois, la somme de treize mille six cent cinquante-neuf francs et quatorze centimes (13,659 fr. 14), sans intérêts, soumise à la déduction établie par l'article X de ladite convention, pour et en pleine compensation des diverses réclamations élevées par les corporations, compagnies ou individus privés, citoyens des États-Unis, contre le Gouvernement de la France, et résultant d'actes commis contre les personnes ou les biens de citoyens des États-Unis pendant la dernière guerre entre la France et le Mexique, ou durant la guerre de 1870-1871 entre la France et l'Allemagne, et les troubles civils subséquents connus sous le nom d'« Insurrection de la Commune », ladite somme étant le total des sommes, principal et intérêts, allouées à certains réclamants par différentes sentences séparées rendues à cet effet, consignées et signées par nous ou par ceux de nous qui ont donné leur assentiment à ces dites sentences séparées, lesquelles figurent parmi les procès-verbaux de la Commission et sont ci-contre relatées, des exemplaires imprimés de ceux-ci étant ci-contre annexés.

IV. Toutes autres réclamations de la part de citoyens des États-Unis contre le Gouvernement de la République française, qui ont été présentées et soutenues devant notre juridiction, ont été et sont ici rejetées ou rayées en bonne et due forme, comme il apparaîtra par les diverses sentences séparées dans les documents y



relatifs, signés comme il est dit ci-dessus, et qui figurent parmi les procès-verbaux de la présente Commission.

V. Certaines autres réclamations et parties de réclamations de la part de citoyens français contre les États-Unis, et de la part de citoyens des États-Unis contre la France, ont aussi été présentées, mais ont été plus tard, et avant toute sentence rendue à leur sujet, retirées par l'agent des États-Unis ou l'agent de la République française, comme il apparaîtra par les procès-verbaux de la Commission, dont des exemplaires imprimés, dûment approuvés par les commissaires, seront remis à chaque Gouvernement avec le présent.

VI. Et nous renvoyons aux différentes sentences séparées, faites et signées comme il est dit ci-dessus, comme faisant partie de notre sentence finale, et à un état en forme de table ci-joint, donnant le numéro de chaque réclamation, le nom du réclamant, le caractère de la réclamation, le lieu et l'époque où elle fut faite, le montant de la réclamation et, quand elle a été admise, la somme, principal et intérêts, allouée dans chaque cas, notre intention étant que les opérations de la présente Commission aient la force et l'effet dits et prévus dans l'article XI de ladite convention.

Signé à Washington, ce 31 mars 1884.

A.-O. ALDIS,  
*Commissaire pour les États-Unis.*

A. LEFAIVRE,  
*Commissaire pour la République française.*

BARON DE ARINOS,  
*Commissaire président,  
nommé par l'empereur du Brésil.*

Bien que le commissaire pour la République française signe cette sentence finale, il déclare solennellement qu'il le fait en affirmant à nouveau le principe invoqué aussi bien par M. L. de Geofroy, son prédécesseur, que par lui-même, dans les opinions contraires qu'ils émirent dans les affaires suivantes contre les États-Unis :

*(Suit une liste de trente noms.)*

Il établit ensuite que M. de Geofroy et lui-même ont refusé leurs signatures aux jugements rendus dans les affaires suivantes intentées contre les États-Unis :

*(Suit une liste de quarante et un noms.)*



Et il renouvelle sa volonté de s'abstenir de toute participation aux susdits jugements.

C'est seulement sous les réserves formelles susdites que le commissaire pour la République française signe la sentence finale rendue ce jour par la Commission, et il le fait dans l'attente que ses avis consciencieux seront reçus dans un esprit de complète impartialité et de sincère amitié par les Gouvernements des États-Unis et de France.

A. LEFAIVRE.

**Message du Président des États-Unis transmettant une communication du secrétaire d'État.**

A la Chambre des représentants :

Je transmets ci-contre copie d'un rapport du secrétaire d'État en date du 16 courant, relatif à la sentence finale rendue par la dernière commission des réclamations franco-américaines, et condamnant les États-Unis au paiement d'une somme de 625,566 35 dollars, pour réclamations de citoyens français contre ce Gouvernement. Je recommande qu'il soit alloué au Gouvernement la somme ci-dessus pour le mettre à même d'exécuter ses obligations conformément au traité du 15 janvier 1880 entre ce pays et la France.

Chester A. ARTHUR.

Washington, 18 avril 1884.

Département d'État,  
Washington, 16 avril 1884.

Au Président :

La Commission des réclamations franco-américaines, organisée conformément aux clauses du traité du 15 janvier 1880, entre les États-Unis d'Amérique et la France, a terminé ses opérations le 31 mars dernier. La Commission a prononcé une condamnation finale contre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour la somme de 625,566 25 dollars en paiement de réclamations de citoyens français admises par le tribunal, et une condamnation finale contre le Gouvernement de la France pour une somme de 13,659 francs et 14 centimes pour des réclamations de citoyens américains admises par la Commission.

L'article IX du traité du 15 janvier 1880 décide que ces sommes devront être payées dans les douze mois après la date de la sentence finale, après toutefois les déductions spécifiées dans l'article X du traité. Pour mettre le Gouvernement à même de satisfaire promptement aux obligations dérivant de ce traité, une allocation de la somme de 625,566 35 dollars sera demandée. Dans le règlement définitif



entre ce Gouvernement et celui de la France, une déduction sera faite du montant de la condamnation pour les dépenses de la Commission aux termes de l'article X du traité. La somme ainsi déduite sera restituée au Trésor des États-Unis.

Une copie de la sentence finale de la Commission des réclamations franco-américaines, ci-dessus relatée, est transmise ci-contre.

Fred. K. T. FRELINGHUYSEN.

## ÉTATS-UNIS — MEXIQUE

### **Memorandum de la convention pour l'entrée des troupes de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre.**

**29 juillet 1882 (1).**

Article I<sup>er</sup>. — Il est convenu que les troupes régulières fédérales des deux Républiques peuvent réciproquement franchir la ligne frontière des deux pays, quand elles sont en train de poursuivre de près une bande d'Indiens sauvages dans les conditions déterminées par les articles suivants.

Art. II. — L'entrée réciproque admise dans l'article I<sup>er</sup> ne pourra s'effectuer que dans les parties inhabitées ou désertes de la dite ligne frontière. Pour l'effet même de cette convention, il faut entendre par les parties inhabitées ou désertes, les points qui sont au moins distants de deux lieues de tout campement ou ville de chaque pays.

Art. III. — Aucunes troupes de l'un ou l'autre pays ne pourront traverser la frontière depuis Capitan Leal, ville du côté mexicain sur le Rio Braro, à vingt lieues mexicaines (52 milles anglais) au-dessus de Piedras Negras, jusqu'à l'embouchure du Rio Grande.

Art. IV. — Le chef des troupes qui traversent la frontière en poursuivant les Indiens doit, au moment du passage, ou avant s'il est possible, donner avis de sa marche au plus proche commandant militaire ou représentant de l'autorité civile du pays sur le territoire duquel il pénètre.

Art. V. — La force poursuivante se retirera sur son propre territoire aussitôt qu'elle aura battu la bande poursuivie ou qu'elle aura perdu sa trace. Dans aucun cas, les forces des deux pays ne pourront respectivement s'établir ou demeurer sur le territoire étranger pour plus de temps qu'il n'est nécessaire à la poursuite de la bande dont elles suivent la trace.

(1) *Diario oficial*, 25 août 1882.



Art. VI. — Les abus qui pourront être commis par les forces ayant pénétré sur le territoire de l'autre nation, seront punis par le Gouvernement de qui relèvent ces forces, en raison de la gravité de l'offense et en conformité avec ses propres lois, comme si les abus avaient été commis sur son propre territoire, le dit Gouvernement étant d'ailleurs obligé à faire retirer les parties coupables de la frontière.

Art. VII. — Dans le cas d'outrages qui pourraient être commis par les habitants d'un pays envers les forces étrangères qui peuvent se trouver sur leur territoire, le Gouvernement du dit pays ne serait responsable envers le Gouvernement de l'autre que pour déni de justice dans la répression des coupables.

Art. VIII. — Cette convention restera en vigueur pendant deux ans, et il peut y être mis fin par l'un ou l'autre Gouvernement moyennant avis donné à cet effet à l'autre partie quatre mois d'avance.

Art. IX. — Comme le Sénat des États-Unis du Mexique a autorisé le Président de cette République, conformément au paragraphe III, lettre B, section III de l'article 72 de leur Constitution, telle qu'elle a été modifiée le 6 novembre 1874, à permettre l'entrée des troupes mexicaines aux États-Unis et des troupes des États-Unis au Mexique (1), et que la Constitution des États-Unis

(1) Nous croyons utile de rapporter à ce sujet la dépêche adressée par le secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères des États-Unis du Mexique au ministre plénipotentiaire du Mexique à Washington.

Mexico, le 22 août 1882.

« ... Il y a entre le texte des bases accordées par le Sénat et celui du memorandum et du protocole quelques différences; pourtant elles ne sont pas substantielles, mais de pure rédaction; elles pouvaient être et sont approuvées par le Président.

« Il n'en va pas de même de l'article 8, lequel présente une grave divergence entre son texte et celui de la 5<sup>e</sup> des bases arrêtées par le Sénat au mois de mai de cette année et qui furent remises en temps opportun à la légation. Celle-ci autorise seulement l'Exécutif à permettre pour un an la sortie de nos troupes hors du territoire national et leur entrée sur le territoire américain. Or, dans l'article cité, il est stipulé que l'arrangement signé par Votre Excellence demeurera en vigueur pendant deux ans.

« Il n'est point passé inaperçu pour nous que, dans ce même article, il est dit que la convention peut être dénoncée quatre mois d'avance; cependant, si on ne la dénonce pas, son maintien en vigueur sera une violation ouverte de la loi; et si on veut la dénoncer, la stipulation est tout au moins oiseuse, et son approbation pourrait être considérée comme un acte peu respectueux des résolutions du Sénat, lequel a déclaré finalement que l'arrangement à conclure par l'Exécutif, en vertu des pouvoirs à lui conférés, ne pourra produire d'effet au delà d'un an.

Signé : MARISCAL.



investit le Président des États-Unis du pouvoir de permettre le passage, sans consentement du Sénat, cette convention n'exige pas la sanction du Sénat de l'un ou l'autre pays, et commencera à produire ses effets vingt jours après cette date.

En foi de quoi nous avons réciproquement signé ce memorandum, ce vingt-neuvième jour de juillet 1882.

Signé : ROMERO.

(L. S.)

Signé : FRELINGHUYSEN.

(L. S.)

**Convention additionnelle.**

**22 juin 1883.**

Article unique. — Il a été convenu que la convention conclue entre les États-Unis d'Amérique, représentés par Frederick-T. Frelinghuysen, secrétaire d'État, et la République mexicaine, représentée par Matias Romero, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, à Washington, le 29 juillet 1882, et le protocole signé par les mêmes parties avec les mêmes pouvoirs, le 21 septembre 1882, qui organisent le passage réciproque, dans les parties inhabitées ou désertes de la ligne frontière internationale, par les troupes régulières des Gouvernements respectifs, à la poursuite de sauvages indiens ennemis, laquelle convention, aussi bien que le protocole, expire le 18 août 1883, seront et sont par la présente prorogés, dans toutes leurs parties, conditions et stipulations, pour un an à partir du 18 août 1883, c'est-à-dire jusqu'au 18 août 1884.

En foi de quoi nous avons réciproquement signé ce memorandum dans la ville de Mexico, ce vingt-deuxième jour de juin 1883.

Signé : José FERNANDEZ,

*Officiel major au département des affaires  
étrangères du Mexique.*

(L. S.)

Signé : P.-H. MORGAN,

*Envoyé extraordinaire et ministre pléni-  
potentiaire des États-Unis d'Amérique.*

(L. S.)



## FRANCE - TUNISIE

**Convention réglant les rapports respectifs des deux pays,  
8 juin 1883 (1).**

S. A. le bey de Tunis, prenant en considération la nécessité d'améliorer la situation intérieure de la Tunisie, dans les conditions prévues par le traité du 12 mai 1881 et le Gouvernement de la République, ayant à cœur de répondre à ce désir et de consolider ainsi les relations d'amitié heureusement existantes entre les deux pays, sont convenus de conclure une convention spéciale à cet effet : en conséquence, le Président de la République française a nommé pour son plénipotentiaire, M. Pierre-Paul Cambon, son ministre résident à Tunis, officier de la Légion d'honneur, décoré de l'Haïd et grand'croix de Nichau Iftikar, etc., etc., lequel, après avoir communiqué ses pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, a arrêté, avec S. A. le bey de Tunis, les dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup>. — Afin de faciliter au Gouvernement français l'accomplissement de son protectorat, S. A. le bey de Tunis s'engage à procéder aux réformes administratives, judiciaires et financières que le Gouvernement français jugera utiles.

Art. 2. — Le Gouvernement français garantira à l'époque et sous les conditions qui lui paraîtront les meilleures, un emprunt à émettre par S. A. le bey, pour la conversion ou le remboursement de la dette consolidée s'élevant à la somme de 120 millions de francs, et de la dette flottante jusqu'à concurrence d'un maximum de 17,550,000 fr.

S. A. le bey s'interdit de contracter, à l'avenir, aucun emprunt pour le compte de la Régence sans l'autorisation du Gouvernement français.

(1) Elle est promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 11 avril 1884. Le Président de la République a été autorisé à ratifier et à faire exécuter cette convention par une loi du 9 avril 1884 dont il est utile de rapporter les articles suivants :

« Quand, en vertu de l'art. 2 de la présente convention, le bey de Tunis demandera au Gouvernement français l'autorisation de contracter un emprunt, cette autorisation ne pourra être accordée que par une loi. » (Art. 2)

« Un rapport sera présenté chaque année au Président de la République sur les opérations financières dans la Régence de Tunis, sur l'action et le développement du protectorat. Ce rapport sera distribué au Sénat et à la Chambre des députés. » (Art. 3)



Art. 3. — Sur les revenus de la Régence, S. A. le bey prélèvera : 1° les sommes nécessaires pour assurer le service de l'emprunt garanti par la France ; 2° la somme de deux millions de piastres (1,200,000 fr.), montant de sa liste civile, le surplus des revenus devant être affecté aux dépenses d'administration de la Régence et au remboursement des charges du protectorat.

Art. 4. — Le présent arrangement confirme et complète, en tant que de besoin, le traité du 12 mai 1881 (1). Il ne modifiera pas les dispositions précédemment intervenues pour le règlement des contributions de guerre.

Art. 5. — La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République française et l'instrument de ladite ratification sera remis à S. A. le bey de Tunis dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à la Marsa, le 8 juin 1883.

*Signé* : PAUL CAMBON.

*Signé* : ALI, bey de Tunis.

## MONACO — RUSSIE

### Convention d'extradition

5 sept. 1883 (2)

Article 1<sup>er</sup>. — Le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco et le Gouvernement de Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, s'engagent à se livrer réciproquement, suivant les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés, accusés ou prévenus à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée :

1° Attentat contre la vie du souverain ou des membres de sa famille, ainsi que tout autre crime ou délit ci-après énoncé commis à l'égard du souverain ou des membres de sa famille ;

Les crimes ou délits de cette dernière catégorie ne seront justiciables que des tribunaux de droit commun et ne seront pas-

(1) Voir ce traité, *Archives* 1884, I.144.

(2) Les ratifications ont été échangées à Vienne le 26 janvier 1884.



sibles que des peines infligées suivant les indices d'un fait qualifié crime ou délit par la loi, abstraction faite de la personne envers laquelle le crime ou le délit aura été commis.

2° Homicide volontaire ;

3° Avortement ;

4° Blessures ou coups volontaires commis avec préméditation ou ayant occasionné des lésions corporelles, ou une maladie, ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours ;

5° Rapt, viol, ou tout autre attentat à la pudeur, commis avec violence ;

6° Attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans, commis par les parents ou toute autre personne chargée de sa surveillance ;

7° Bigamie ;

8° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition, exposition et délaissement d'un enfant ;

9° Attentat à la liberté individuelle ; enlèvement de mineurs ;

10° Contrefaçon, falsification, altération ou rognement de monnaie, ou participation volontaire à l'émission de monnaie contrefaite, falsifiée, altérée ou rognée ;

11° Contrefaçon ou falsification à l'égard des sceaux de l'État, des billets de banque, des effets publics et des poinçons, timbres et marques, de papier-monnaie et de timbres-poste ; usage de sceaux, de billets, d'effets, de marques, de poinçons ou de timbres falsifiés ; usage préjudiciable de vrais sceaux, marques, timbres ou poinçons ;

12° Faux et usage de faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passeports, les feuilles de route et les certificats ; destruction et enlèvement de documents ;

13° Faux serment, faux témoignage, fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation des témoins, des experts ou des interprètes ;

14° Corruption des fonctionnaires publics, concussion, soustraction ou détournement commis par des percepteurs ou des dépositaires publics ;

15° Incendie volontaire ;



16° Destruction ou renversement volontaire, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, de digues ou chaussées ou d'autres constructions appartenant à autrui ; dommage causé volontairement aux appareils télégraphiques ;

17° Association de malfaiteurs, pillage, dégâts de denrées ou marchandises, d'effets, de propriétés mobilières, commis en réunion ou en bande et à force ouverte ;

18° Perte, échouement, destruction ou dégât illégal et volontaire de vaisseaux ou autres navires (baraterie) ;

19° Émeute et rébellion des passagers à bord d'un vaisseau contre le capitaine, et des gens de l'équipage contre leurs supérieurs ;

20° Le fait volontaire d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;

21° Vol ;

22° Escroquerie, extorsion commise à l'aide de violences ou de menaces ;

23° Abus de blanc-seing ;

24° Détournement ou dissipation au préjudice du propriétaire, possesseur, détenteur de biens ou de valeurs, qui n'ont été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié (abus de confiance) ;

25° Banqueroute frauduleuse ;

26° Calomnie et dénonciation calomnieuse ;

27° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits énoncés ci-dessus.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrangement ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique.

La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs mentionnés à l'art. 1<sup>er</sup> ne peut, par conséquent, en aucun cas être poursuivie et punie, dans l'État auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique.

Art. 3. — L'extradition n'aura pas lieu :

1° Dans le cas d'un crime ou d'un délit commis dans un pays



tiers, lorsque la demande d'extradition sera faite par le Gouvernement de ce pays ;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays requis et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté ;

3° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou si l'arrestation n'a pas eu lieu avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Art. 4. — L'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour le même crime ou délit dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 5. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine,

Art. 6. — Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux ou de plusieurs États pour crimes ou délits distincts, le Gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité du fait poursuivi ou les facilités accordées pour que l'inculpé soit restitué, s'il y a lieu, d'un pays à l'autre pour purger successivement les accusations.

Art. 7. — Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un crime ou délit quelconque non prévu par la présente convention et antérieur à son extradition, et qu'il ne pourra pas non plus être extradé pour un tel crime ou délit à un État tiers sans le consentement de celui qui a accordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Art. 8. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique ; elle ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive, avec mandat d'arrêt délivré dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la de-



mandé, et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 9. — Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'État réclamant, si l'autorité compétente de l'État requis en a ordonné la remise.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion de l'affaire criminelle.

Art. 10. — L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays pour l'un des faits mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente et expédié dans les formes prescrites par les lois du gouvernement réclamant.

Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11. — En cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays sur un simple avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au ministère des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié. Toutefois, dans ce cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 12. — L'étranger, arrêté provisoirement aux termes de l'art. 10, ou maintenu en arrestation suivant le § 2 de l'art. 11, sera mis en liberté, si dans les deux mois de l'arrestation il ne reçoit notification soit d'un arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance sur la mise en accusation ou en prévention émanée de l'autorité compétente.

Art. 13. — Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins seront invités à comparaître.

Toute commission rogatoire, ayant pour but de demander une audition de témoins, devra être accompagnée d'une traduction française.



Art. 14. — Si, dans une cause pénale, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il devra être dédommagé par l'État intéressé à la comparution du témoin des frais de voyage et de séjour, ainsi que de la peine personnelle et de la perte de temps.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Art. 15. — Lorsque, dans une cause pénale, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre État, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Art. 16. — Le transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays de transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 3, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais de transit seront à la charge du pays réclayant.

Art. 17. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, et de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.



Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis, que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 18. — Les deux Gouvernements se communiqueront par voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux qui condamneront les sujets de l'État étranger pour crime ou délit.

Art. 19. — La présente convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Dans les possessions asiatiques de l'Empire de Russie, la convention n'entrera en vigueur que six mois après sa promulgation.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Vienne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le cinq septembre de l'an de grâce mil huit cent quatre-vingt-trois.

(L. S.) OTT. NALDINI.

(L. S.) N. DE FONTON.

---







## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### AFFAIRES D'ÉGYPTE

(QUESTION FINANCIÈRE)

**Circulaire adressée par Lord Granville aux représentants de Sa Majesté Britannique à Berlin, Vienne, Paris, Rome et Saint-Petersbourg (1).**

Foreign Office, 19 avril 1884.

Mylord, je remets à Votre Excellence, avec la présente, un court exposé de la condition actuelle et de l'avenir des finances de l'Égypte. Le gouvernement de Sa Majesté désire appeler l'attention sérieuse des grandes puissances de l'Europe sur la question, tant en raison de la participation importante, bien que non uniforme, qu'elles ont prises aux arrangements financiers qui sont actuellement en vigueur en Égypte, que de l'intérêt qu'a chacune d'elles à la prospérité de ce pays.

Les finances de l'Égypte ont été amenées à de très sérieuses difficultés :

1° Par la destruction des propriétés à Alexandrie et par les indemnités allouées par la commission internationale à titre de compensation aux victimes, et s'élevant en totalité à la somme de plus de quatre millions et un quart de livres ;

2° Par les frais, comme on le sait suffisamment aujourd'hui, occasionnés par les longs efforts de l'Égypte pour conserver le Soudan ; par la tentative faite pour dompter l'insurrection dans cette région ; par les désastres qu'ont subis les forces égyptiennes en octobre dernier et par les mesures qu'on a dû prendre en vue des dangers qui avaient ainsi été créés. Les dépenses faites et celles surtout encore à faire de ce chef ne peuvent être évaluées au-dessous d'un million et demi de livres ;

3° Par l'excédent, pendant plusieurs années, des charges admi-

(1) *Correspondence respecting the finances of Egypt* (Égypte, n° 17, C. 4000). *Livre jaune*, n° 1.



nistratives courantes sur le revenu disponible du pays, et par la nécessité de faire des travaux d'irrigation.

Le Gouvernement de Sa Majesté est d'opinion qu'afin de faire face aux dépenses nécessaires pour assurer la paix et le bon gouvernement du pays et pour remplir les engagements déjà contractés par le trésor égyptien, il est urgent d'apporter quelques modifications à la loi de liquidation. Le Gouvernement de Sa Majesté propose de réunir une conférence à Londres ou à Constantinople, afin de décider si une telle modification est nécessaire et quelle en doit être la nature exacte.

Vous êtes prié de donner copie de cette dépêche et de son annexe au ministre des affaires étrangères et de vouloir bien lui demander de soumettre ces documents à la prochaine considération du Gouvernement.

---

*Annexe.* — **Memorandum concernant les finances égyptiennes.**

RÈGLEMENT ARRÊTÉ EN 1880 PAR LA COMMISSION DE LIQUIDATION.

En 1880, la commission de liquidation, de concert avec le Gouvernement égyptien, évaluait les besoins de l'administration du pays à près de 4,900,000 livres sterling (1) par an, y compris le tribut dû à la Turquie (678,000 livres sterling), le paiement dû à l'Angleterre sur les obligations du canal de Suez (194,000 livres sterling), la subvention faite aux revenus de la Daïra (34,000 livres sterling) et l'annuité de la Moukabala (150,000 livres sterling).

Elle a alors assigné certains revenus nets à l'acquittement des charges grevant la dette consolidée.

Cette dette se composait à cette époque de 22,587 liv. de dette privilégiée et de 57,776,000 liv. de dette unifiée, et les revenus assignés étaient au service de la dette privilégiée, le produit des chemins de fer et télégraphes et les droits maritimes prélevés dans le port d'Alexandrie; au service de la dette unifiée, les douanes et les contributions des quatre provinces de Garbieh, Manoufieh, Béhéra et Siout, moins un paiement de 7 0/0 pour frais d'administration.

La charge résultant de la dette privilégiée est une annuité fixe de 1,187,000 liv. st., portant 5 0/0 d'intérêt sur le capital, et une caisse d'amortissement destinée à éteindre la dette en 61 ans, à partir de 1880, par voie de tirages semestriels. Si les revenus assignés à la

(1) L'indication liv., excepté lorsqu'il s'agit de la dette, vaut toujours 20 sh. 6 d.



dette privilégiée sont insuffisants pour couvrir l'annuité, le déficit devient une première charge sur les revenus assignés à la dette unifiée.

La dette unifiée porte intérêt à 4 0/0 garanti par le Gouvernement en cas d'insuffisance des revenus unifiés. La caisse d'amortissement, qui opère par rachat sur les marchés, est alimentée par l'excédent des revenus unifiés quand ceux-ci ont parfait l'annuité de la dette privilégiée et l'intérêt de l'unifiée.

Dans le cas où les revenus assignés donnent un excédent qui, après acquittement de ces charges, est insuffisant pour assurer au service de l'unifiée un fonds d'amortissement de 288,000 livres (c'est-à-dire un demi pour cent du capital), le Gouvernement est tenu, dans certaines conditions hypothétiques, de combler le déficit.

Les revenus non assignés aux dettes privilégiée et unifiée sont à la disposition du Gouvernement pour les besoins de l'administration, défalcation faite des charges suivantes :

|   |                |
|---|----------------|
| Tribut à la Turquie . . . . .                           | livres 678,000 |
| Payement à l'Angleterre pour le compte du canal de Suez | 194,000        |
| Subvention aux revenus de la Daïra. . . . .             | 34,000         |
| Annuité pour la Moukabala . . . . .                     | 150,000        |

Ces revenus doivent également servir à combler tout déficit dans le service de l'intérêt des emprunts prélevés sur les terres des Domaines et de la Daïra, et ils ont déjà été lourdement grevés de ce chef, comme on le pourra voir en consultant les relevés de comptes annuels.

## RÉSULTATS FINANCIERS DE 1883.

### 1. — Dette.

Les résultats des arrangements ainsi pris en 1880, en ce qui concerne la Dette, par la loi de liquidation, ont été les suivants :

|         | DETTE ÉTEINTE |                |
|---------|---------------|----------------|
|         | Privilégiée   | Unifiée        |
| 1881... | 58.000 liv.   | 753.000 liv.   |
| 1882... | 63.000 »      | 297.000 »      |
| 1883... | 65.000 »      | 733.000 »      |
| Total:  | 186.000 liv.  | 1.783.000 liv. |

Le capital de la Dette privilégiée a donc été réduit en trois années de 22,587,000 liv. à 22 millions 401,000 liv. et la Dette unifiée de 57,776,000 à 55,993,000 liv., — ce qui donne une réduction totale de 1,969,000 liv.

Le budget de la Dette pour 1884 accuse un excédent présumé de



plus de 400,000 liv. à appliquer au rachat ultérieur de la Dette unifiée ainsi qu'à l'amortissement par voie de tirages de la Dette privilégiée.

## 2. — *Dépenses d'Administration.*

### 1881

|  |           |
|--|-----------|
| En commençant à partir de l'année qui finit avec 1881, la balance en numéraire disponible au 1 <sup>er</sup> janvier était de. | 547.000   |
| Le revenu pour 1881 était de. . . . .  | 4.454.000 |
| La dépense pour 1881 était de. . . . .   | 4.615.000 |
| Ce qui réduisait la balance disponible à la fin de 1881 à  | 386.000   |
| et accuse un excédent de dépense de. . . . .   | 161.000   |

### 1882

|   |           |
|---|-----------|
| L'année 1882 a ouvert avec une encaisse numéraire de 386,000 liv. |           |
| Le revenu pour 1882 était de. . . . .                             | 4.397.000 |
| La dépense pour 1882 était de. . . . .                            | 5.247.000 |
| D'où un excédent de dépense de. . . . .                           | 850.000   |

Les dépenses de 1882 comprenaient une somme de 174,000 liv. (égyptiennes), pour l'armée d'occupation, et 98,000 liv. (égyptiennes) pour combler un déficit dans les revenus des domaines; mais même les dépenses ordinaires du budget auraient par elles-mêmes déterminé un déficit dans le revenu de 577,000 liv., déficit dû principalement aux grosses dépenses militaires et civiles faites par l'administration d'Arabi-Pacha.

Pour faire face à ce surcroît de dépenses, 860,000 liv. ont été réalisées principalement par voie d'emprunts sur comptes courants et en partie par l'ajournement des paiements dus. La balance en numéraire à la fin de l'année était de 396,000 liv.

### 1883

|   |           |
|---|-----------|
| L'année 1883 s'est donc ouverte avec une dette flottante de. . . . . liv. | 860.000   |
| Et une encaisse métallique de. . . . .                                    | 396.000   |
| Les recettes de 1883 étaient de. . . . .                                  | 4.337.000 |
| Les dépenses de. . . . .  | 5.972.000 |

L'excédent de la dépense sur le revenu pour 1883 de. 1.635.000

La dépense comprenait les charges suivantes:

|  |         |
|--|---------|
| Armée d'occupation. . . . .  | 425.000 |
| Dépenses de l'expédition au Soudan, environ. . . . .   | 500.000 |
| Déficit dans le revenu des domaines, environ. . . . .  | 80.000  |
| Déficit dans le revenu de la Daïra, environ. . . . .   | 180.000 |
| Frais de la commission des indemnités. . . . .   | 12.000  |
| Allocations inférieures à 200 liv. chacune accordées par la Commission des indemnités. . . . . | 300.000 |



Pour faire face à ce nouveau déficit, des emprunts ont été contractés jusqu'à concurrence de 1,440,000 liv. Le total de ces emprunts, etc., a été porté à la fin de 1883 à 2,300,000 liv. contre une encaisse métallique de 200,000 liv.

### 1884

L'année 1884 s'est donc ouverte avec une dette flottante de 2,300,000 liv. ; le Gouvernement égyptien a en outre à faire face aux allocations non encore payées de la commission des indemnités, s'élevant à 3,950,000 liv., et aux frais présumés de l'abandon du Soudan de 1,000,000 de liv., et il sera obligé de trouver et de dépenser dans un court délai des sommes s'élevant en totalité à 1,000,000 de liv. pour des travaux d'irrigation indispensables. Contre ces dépenses il y a une balance en numéraire de 200,000 liv.

|  |           |
|--|-----------|
| Les recettes de 1884 sont évaluées à . . . . . | 4.738.000 |
| Les dépenses sont évaluées à . . . . .         | 5.250.000 |

|   |         |
|---|---------|
| L'excédent des dépenses est de liv. . . . . | 512.000 |
|---|---------|

Les prévisions de dépenses comprennent 360,000 livres pour l'armée d'occupation et une somme de 170,000 liv. destinée à faire face au déficit probable dans les revenus des domaines et de la Daïra.

### RÉSUMÉ

Pour résumer la situation, le Gouvernement égyptien a à faire face à environ 8,000,000 de liv. représentant les déficits accumulés de 1881, 1882 et 1883, y compris les frais des travaux d'irrigation nécessaires ; les budgets accusent un déficit ultérieur de plus de 500,000 liv. Les revenus assignés, sur lesquels le Gouvernement n'exerce aucun contrôle, accusent un excédent probable de 400,000 liv. en 1884.

### BESOINS FUTURS

Deux choses doivent donc être faites :

- 1° Emprunter environ 8,000,000 de liv. ;
- 2° Équilibrer les dépenses et les revenus futurs.

1) Pour se procurer cette somme de 8,000,000 de livres, il sera nécessaire de modifier la loi de liquidation avec le consentement des puissances et du sultan.

En consultant le memorandum des anciens contrôleurs généraux, sir Auckland Colvin et M. Brédif, memorandum que renfermait la dépêche du 19 août 1882 de sir Edward Malet, qui a été communiquée aux puissances, le 1<sup>er</sup> septembre 1882, on observera que ces fonctionnaires s'attendaient à ce que l'Égypte eût besoin d'un emprunt de 8,000,000 de liv. et que cet emprunt ne pourrait être contracté sans toucher à la loi de liquidation. Dans l'hypothèse où l'opération pourrait



se faire à 6 0/0, ils recommandent qu'on réalise les 480,000 liv. qui seraient nécessaires annuellement pour payer les intérêts, en faisant une économie de 100,000 liv. sur le budget de la guerre, et en mettant le reste (380,000 liv.) à charge des revenus assignés, avec suspension totale ou partielle du service de l'amortissement.

Le 4 septembre M. Duclerc a fait connaître l'adhésion générale du Gouvernement français aux propositions des contrôleurs généraux, et il ne paraît pas qu'aucune objection y ait été opposée par les autres puissances.

Il sera extrêmement difficile, même si aucune charge du chef d'un emprunt n'est imposée aux revenus non assignés, de réduire les dépenses à leur niveau. En 1881, année de bonnes recettes et où il n'y a pas eu de charges spéciales, le déficit a été de 160,000 liv. Depuis lors, les dépenses ont été considérablement augmentées, d'abord par Arabi, et ensuite par le khédive lui-même. Quoiqu'il y eût eu en 1882 un déficit de 800,000 liv., le khédive s'est engagé en 1883 dans de coûteuses opérations pour reconquérir le Soudan, au prix d'une dépense, pour cette année-là seule, de 500,000 liv., sinon beaucoup plus, sans compter qu'il a majoré de 200,000 liv. par an, pour l'avenir, la liste des pensions civiles.

Le Gouvernement de Sa Majesté s'occupe, avec l'attention la plus soutenue, de chercher le moyen d'effectuer le plus efficacement la réduction des dépenses administratives annuelles; mais il faut que l'équilibre financier soit rétabli au prix de n'importe quel sacrifice.

## AFFAIRES DE MADAGASCAR

1882-1883 (1).

**M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, à M. Raffray, Vice-Consul de France à Tananarive, Chargé du Commissariat et Consulat français à Madagascar (2).**

Paris, le 8 décembre 1882.

Depuis votre arrivée à Tamatave, vous avez pu vous rendre compte des difficultés qui, depuis plusieurs années, nous ont été

(1) Pour la période antérieure, v. *Archives*, 1882-1883, III, p. 73-96, 174-215. — En 1884, le Gouvernement anglais et le Gouvernement français ont publié l'un et l'autre des documents diplomatiques relatifs à Madagascar; presque toutes les dépêches, de quelque intérêt, publiées dans le *Livre bleu* (*Correspondence respecting the affairs of Madagascar, Africa*, n° 1, 1884), sont reproduites ou traduites dans le *Livre jaune*.

(2) *Livre jaune* n° 1.



suscitées à Madagascar, d'une part, en raison du refus persistant de la Cour d'Émirne d'exécuter les engagements solennels contractés envers nous, de l'autre, par suite des empiétements du Gouvernement Hova sur les territoires de la côte Nord-Ouest auxquels s'appliquent les conventions particulières conclues avec la France de 1840 à 1843 par divers chefs indigènes. Je n'ai pas à entrer ici dans le détail de ces griefs, dont la correspondance du Commissariat de France n'est en quelque sorte que le long exposé. En les résumant, le 29 mai dernier, dans une note adressée au Ministre des Affaires étrangères de la Reine Ranavalô II, M. Baudais formulait une protestation contre la présence du pavillon de la Reine arboré, au mépris de nos droits, sur le littoral en face de Mayotte et de Nossi-Bé. Une fin de non-recevoir absolue a été la seule réponse donnée à cette communication, et le Commissaire du Gouvernement de la République, après avoir protesté, a cru devoir, en présence des démonstrations hostiles dont il était l'objet, quitter Tananarive. Le Commandant de la station navale de la mer des Indes appuyait en même temps l'action de notre représentant par des avertissements donnés au Gouverneur de Tamatave et suivis de l'enlèvement de deux des pavillons indûment placés sur la côte Nord-Ouest.

La résolution annoncée vers la même époque par le Gouvernement de la Reine Ranavalô d'envoyer une ambassade à Paris, nous a fait suspendre les opérations ainsi commencées. Il nous répugnait en effet de recourir à l'emploi des mesures coercitives tant que les voies diplomatiques présentaient une chance de succès, si faible qu'elle fût, pour assurer la sécurité de la personne et des biens de nos nationaux et faire respecter notre situation dans la grande île africaine.

C'est avec le plus sincère désir d'en venir à une entente que nous avons ouvert des conférences qui ont eu lieu à Paris entre la mission hova et les représentants des deux Départements de la Marine et des Affaires étrangères. Ajournant l'examen des réclamations particulières en souffrance et nous abstenant d'insister sur nos droits historiques, auxquels nous ne pouvions pas plus renoncer que les Gouvernements précédents, nous nous sommes bornés à demander l'enlèvement des pavillons et des postes hovas établis sur les territoires du Nord-Ouest et la stricte



observation des clauses du traité de 1868 qui consacrent en faveur des résidents français le droit de posséder des immeubles.

Les envoyés hovas ont paru disposés à nous donner sur le premier point des satisfactions relatives ; mais, non contents d'exiger de notre part l'abandon implicite des droits généraux que je viens de rappeler plus haut, ils ont émis la prétention de limiter pour nos nationaux le droit d'acquérir des biens-fonds à la faculté de contracter des baux de vingt-cinq ans, renouvelables deux fois seulement et au gré de la Reine.

Le Gouvernement de la République n'a pas cru pouvoir, dans ces conditions, prolonger les pourparlers, et les conférences ont pris fin. Les Représentants de la Cour d'Émirne se sont immédiatement rendus à Londres.

Nous n'avons laissé ignorer au Gouvernement Britannique ni la légitimité de nos griefs ni la modération de nos vues, et il est permis d'espérer que la mission hova ne trouvera pas, de ce côté, tous les encouragements qu'elle paraît s'être flattée de rencontrer.

Le Ministre de la Marine prend en ce moment, de concert avec moi, les mesures que réclament la sécurité de nos nationaux établis en Madagascar et la défense de nos droits.

DUCLERC.

---

**M. Duclerc à M. Raffray (1).**

Paris, le 9 décembre 1882.

Le Cabinet de Berlin m'a récemment fait part de son intention de ne s'immiscer en rien dans les incidents auxquels peuvent donner lieu les affaires de Madagascar, et il m'a exprimé le désir de placer sous la protection des agents français, la personne et les intérêts des sujets allemands établis dans l'île, pour le cas où des troubles viendraient à éclater. Nous avons pris acte de ces assurances en répondant au Gouvernement Impérial que nous étions prêts à déférer à sa demande. Nous l'avons prié en même temps de nous fournir sur le nombre de ses nationaux et sur leurs établissements les renseignements propres à faciliter notre action.

Dès que ces indications nous seront parvenues, le Ministre de la Marine enverra des instructions dans le même sens au Commandant de notre station navale. J'ai tenu à ce que, dès à pré

(1) *Livre jaune*, n° 2.



sent, vous fussiez mis au courant de la démarche du Cabinet de Berlin et de notre réponse, pour régler votre conduite si quelque sujet allemand venait à réclamer votre protection.

DUCLERC.

---

**M. Fallières, Chargé par intérim du Ministère des Affaires étrangères, à M. Raffray (1).**

Paris, le 11 février 1883.

La lettre que M. Duclerc vous a adressée le 8 décembre dernier vous avait mis au courant de la situation où nous nous trouvions, à cette date, vis-à-vis du Gouvernement de Tananarive. Le Gouvernement de la République a aujourd'hui arrêté définitivement les premières mesures que cette situation rendait nécessaires, et je puis vous annoncer que le contre-amiral Pierre, nommé Commandant de la division navale de la mer des Indes, a récemment arboré son pavillon à bord de *la Flore*, et qu'il a quitté Toulon pour faire route le plus rapidement possible vers les parages de Madagascar. Les instructions remises à cet officier général ont été concertées entre les Départements de la Marine et des Affaires étrangères : elles ont pour objet d'assurer tout d'abord le respect intégral des droits de souveraineté ou de protectorat que nous tenons des traités sur la côte Nord-Ouest. La tâche ainsi assignée à notre marine constitue un acte purement défensif, une mesure de police en quelque sorte, qui ne peut en aucune façon être assimilée à une expédition en pays ennemi. Nous devons espérer que, renfermée dans ces limites, une action prompte et énergique de notre part aura pour effet, en établissant clairement aux yeux des Hovas la fermeté et la modération de nos résolutions, de nous dispenser d'une démonstration militaire ultérieure sur la côte orientale de l'île.

J'ai à peine besoin d'ajouter que vous devrez vous maintenir en complet accord avec le Commandant en chef, et faciliter, par tous les moyens en votre pouvoir, l'accomplissement de la mission qui lui est confiée par le Gouvernement de la République.

En dehors des mesures à concerter avec les stationnaires de l'escadre pour la sécurité de nos nationaux et des étrangers placés sous notre protection, vous n'aurez d'ailleurs à prendre aucune

(1) *Livre jaune*, n° 3.



initiative, et vous vous renfermerez dans la réserve qui, en présence des procédés de la cour de Tananarive, doit rester jusqu'à nouvel ordre la règle de votre attitude à l'égard des fonctionnaires hovas.

FALLIÈRES.

---

**M. Raffray à M. Duclerc (1).**

Tamatave, le 13 janvier 1883. (Arrivée le 19 février 1883.)

J'ai reçu hier soir des nouvelles de Tananarive que je crois intéressant de transmettre à Votre Excellence.

Le premier Ministre a réuni tous les Européens résidant à la capitale et, après avoir affirmé le désir de la Reine de vivre en bonne intelligence avec les Puissances européennes et avoir fait allusion aux dissentiments qui se sont élevés entre le Gouvernement français et la Cour d'Émirne, dissentiments qui, a-t-il dit, ont été beaucoup exagérés par les journaux et les rumeurs publiques, il a ajouté que les Européens n'avaient rien à craindre dans la capitale, mais qu'il leur conseillait de ne pas aller dans les campagnes.

Le premier Ministre n'a adressé ni à moi, ni au Consul d'Angleterre aucune communication officielle ou officieuse à ce sujet. M. Pakenham m'a du moins affirmé n'avoir rien reçu. Ce matin, je me suis rendu près du Gouverneur de Tamatave et lui ai demandé si le premier Ministre ne l'avait chargé d'aucune communication verbale relative à cette affaire. Le Gouverneur m'a répondu qu'il ignorait complètement le fait en question, et que même il refusait d'y croire jusqu'à ce qu'il en eût reçu la nouvelle officielle du premier Ministre. Je lui fis remarquer que cela était parfaitement véridique, puisque tous les Européens en avaient été témoins et que les renseignements transmis par eux étaient parfaitement concordants. M. le Gouverneur persévéra dans son incrédulité. Je terminai ma visite en lui disant que je le rendais personnellement responsable de la sécurité des Français dans l'étendue de son Gouvernement.

J'ai adressé au premier Ministre une lettre dont j'ai l'honneur de remettre ci-inclus copie à Votre Excellence.

J'ai reçu de Tananarive d'autres renseignements moins précis, il est vrai, mais qui présentent de l'intérêt.

(1) *Livre jaune*, n° 4.



Lorsque le Gouvernement hova eut appris la rupture des négociations entre ses Ambassadeurs et le Gouvernement français, il régna, paraît-il, à Tananarive, une certaine irritation ; on se décida à ne céder sur aucun point et on commença des préparatifs militaires qui se continuent encore aujourd'hui : réparation de tous les vieux fusils, fabrication de lances, balles, boulets, ordre aux officiers d'exercer leurs troupes, etc.

RAFFRAY.

---

*Annexe. — M. RAFFRAY*

A M. RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE A TANANARIVE.

Tamatave, le 12 janvier 1883.

Mes nationaux m'ont informé que, le mercredi 3 janvier, Votre Excellence, au nom de la Reine, a réuni au palais les différents Européens habitant Tananarive et leur a déclaré que leurs personnes et leurs biens n'avaient rien à craindre dans la ville, mais que Votre Excellence leur conseillait de ne pas aller dans les campagnes.

Votre Excellence comprendra que, si les distances l'ont empêchée de s'entendre au préalable avec le Consulat de France sur la nature de cette démarche, j'ai du moins lieu d'être fort surpris que Votre Excellence ait oublié de m'en informer Elle-même immédiatement, en me faisant connaître aussi les motifs qui l'ont déterminée à faire cette communication à mes nationaux.

Je remercie Votre Excellence de l'assurance qu'Elle a donnée que les Européens n'avaient rien à craindre à Tananarive.

Je ne doute pas, d'ailleurs, que le Gouvernement de la Reine ne prenne des mesures énergiques pour assurer la sécurité des Français, non seulement dans la capitale, mais encore sur tout le royaume de la Reine. Votre Excellence voudra bien apprécier qu'Elle est d'autant plus gravement responsable vis-à-vis du Gouvernement français de la sécurité de mes nationaux, résidant dans les pays de la Reine, que la surexcitation dont elle parle est plus grande parmi ses sujets.

Je suis désireux aussi de connaître l'opinion de Votre Excellence sur la sécurité des Français disséminés dans les campagnes sur la côte Est et Nord de Madagascar.

RAFFRAY.

---

**Instructions données par le Ministre de la Marine à M. le contre-amiral Pierre, commandant en chef de la division navale des Indes, à bord de la *Flore* (1).**

Paris, le 17 mars 1883.

Vous ferez disparaître les postes établis par les Hovas sur les  
(1) *Livre jaune*, n° 5.



parties de la côte placées sous notre protectorat ou notre souveraineté, et comme ces territoires comprennent non seulement la partie de la côte Nord-Ouest située dans le nord de Boneni, mais encore la région Nord-Est jusqu'à la baie d'Antongil, vous aurez à faire évacuer les postes qui pourraient exister également dans cette dernière région, notamment celui d'Autsinguy (baie de Diego Suarez). Vous ferez donc, quand vous le jugerez convenable, une apparition sur la côte Nord-Ouest et dans la baie d'Antongil avec plusieurs de vos bâtiments, afin d'obtenir le résultat que nous avons en vue et de bien affirmer l'intention du Gouvernement de la République de faire valoir ses droits sur toute l'étendue des territoires que les traités ont plus particulièrement placés sous sa dépendance.

Après avoir accompli cette première partie de votre mission, telle que je viens de la définir et de la compléter, vous entrez, comme je vais vous l'indiquer, dans la seconde phase de l'action.

Avant de quitter la côte Ouest de Madagascar, vous vous saisirez de la douane de Majunga, et vous laisserez sur ce point une garnison suffisante prise à Nossi-Bé, ainsi qu'un navire, de manière à parer à tout retour offensif de la part des Hovas.

Ces dispositions étant prises, vous vous rendrez promptement, avec vos autres bâtiments, devant Tamatave, où vous assurerez, de concert avec M. le Consul et Commissaire de la République, l'exécution des mesures suivantes : un ultimatum sera adressé au premier Ministre de la Reine, par l'entremise du Gouverneur de Tamatave et par les soins de M. Baudais, qui aura pour mission d'exiger de la Cour d'Émirne : 1° la reconnaissance effective des droits de souveraineté et de protectorat que nous possédons sur la côte Nord ; 2° des garanties immédiates destinées à assurer l'observation du traité de 1868 ; 3° le paiement des indemnités dues à nos nationaux. Un délai, calculé d'après la distance et l'état des communications entre Tamatave et Tananarive, sera assigné au Gouvernement hova, qui sera prévenu en même temps que, si sa réponse ne parvient pas à la date fixée, ou si elle est jugée insuffisante, le Contre-Amiral commandant en chef la division navale de la mer des Indes occupera le fort de Tamatave, se saisira de la douane, et y percevra les droits jusqu'à concurrence de la somme réclamée par nous.

Vous devrez naturellement appliquer sans aucun retard, s'il y



à lieu, et dès que le délai accordé aux Hovas sera expiré, les mesures de rigueur énoncées dans cette sommation.

Telle est, Monsieur le Contre-Amiral, l'étendue de l'action que vous aurez à exercer.

Ayant ainsi nettement établi la seconde partie de votre action éventuelle et les ressources en bâtiments et en troupes dont vous pourriez disposer, j'ajoute que l'exécution de cette dernière phase de votre mission (y compris l'occupation de la douane de Majunga) demeure subordonnée à votre approbation. La saisie de la douane de Majunga et la notification de l'ultimatum au Gouvernement de Tananarive n'auraient donc lieu que si vous jugiez possible de conduire, dans de bonnes conditions, ces opérations militaires ultérieures, telles qu'elles vous sont tracées.

Je vous recommande sur ce point, Monsieur le Contre-Amiral, d'étudier la question avec une grande prudence avant de prendre une décision, et de tenir compte, dans une juste mesure, des circonstances, de l'attitude des Hovas et des difficultés prévues.

En terminant, Monsieur le Contre-Amiral, je vous exprime mon entière confiance dans votre prudence autant que dans votre énergique dévouement. Je suis bien persuadé que vous vous acquitterez, au mieux de nos intérêts, de la mission délicate et importante qui vous est confiée.

CHARLES BRUN.

---

**M. Raffray au Ministre des Affaires étrangères, à Paris (1).**

Tamatave, le 8 février 1883. (Arrivée le 22 mars 1883.)

Par ma dernière dépêche de janvier, sous le timbre de la Direction politique, j'avais déjà eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence la communication du premier Ministre aux Européens et les préparatifs militaires des Hovas. Depuis lors, j'ai reçu deux lettres du premier Ministre, l'une toute spontanée (annexe n° 1), l'autre (annexe n° 2) en réponse à la mienne. Par ces deux lettres de même teneur, Votre Excellence pourra voir que le premier Ministre hova fait officiellement profession d'amitié pour nous et de bon vouloir pour protéger nos nationaux. Il annonce même que la surexcitation est en voie d'apaisement.

Cette déclaration du premier Ministre, *ces préparatifs militaires*, étaient-ils bien réellement motivés par les difficultés

(1) *Livre jaune*, n° 6.



survenues avec le Gouvernement français, ou bien n'avaient-ils pour but que de dérouter l'opinion publique en lui donnant une préoccupation qui l'empêchât de s'inquiéter des affaires du palais?

La Reine en effet est très gravement malade, beaucoup de personnes disent même qu'elle est déjà morte depuis un certain temps ; cependant les partis ne semblent pas être d'accord sur le choix de la future Reine et il pourrait bien, dans un avenir prochain, survenir une révolution de palais. RAFFRAY.

*Annexe 1. — M. RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE,  
A M. RAFFRAY.*

Antanarivo, le 19 janvier 1883.

Le 3 du présent mois, j'ai invité les principaux étrangers de différentes nationalités résidant à la capitale de se présenter devant moi, attendu que depuis quelque temps les bruits circulent, découlant des articles de journaux et des conversations tenues par les étrangers, qui font circuler qu'une rupture a eu lieu entre le Gouvernement français et nos ambassadeurs et que conséquemment la France se prépare à la guerre avec Madagascar.

D'après l'usage, je sais que c'est le Consul qui doit donner cette information ; mais comme il n'y a actuellement aucun Consul résidant à la capitale et que ces rumeurs causent une grande excitation au milieu des populations de la campagne, j'ai cru nécessaire de les voir à ce sujet.

Je leur ai expliqué dans la réunion que, en dépit de toutes les excitations, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine de Madagascar fera tout son pouvoir pour protéger leurs personnes et leurs propriétés, comme cela a eu lieu en tout temps. Je leur ai conseillé de se tenir à la capitale pendant ce temps d'excitation, attendu que la plupart des populations de la campagne ignorent leur devoir ; néanmoins, quel que soit leur lieu de résidence, ils recevront toujours notre protection ; cependant, ici à la capitale il sera plus facile de le faire. Le Ministre de l'Intérieur a expédié de nouvelles instructions aux différents postes de police rurale de prendre les précautions les plus strictes à la préservation de leur vie et de leur propriété. Je les ai aussi informés que Madagascar est en bonnes relations avec la France et les autres puissances amies.

Telle a été la tenue de mon discours aux différents étrangers résidant ici, et j'ai le plaisir de vous en informer, afin d'éviter toute fausse interprétation aux paroles que j'ai prononcées.

RAINILAIARIVONY.



*Annexe 2.* — M. RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE, A M. RAFFRAY.

Antanarivo, le 27 janvier 1883.

Je suis en possession de votre communiqué du 12 courant et j'ai bien pris note de son contenu. Je vous ai écrit en date du 19 courant, vous informant du motif qui m'a déterminé à faire cette communication aux étrangers et qui eut lieu le 3 janvier. Je comprends parfaitement qu'une affaire pareille devait être entendue avec le Consul, mais comme il n'existe pas de Consul résidant à la capitale, et comme l'excitation avait pris une course hâtive parmi les habitants de la capitale, j'ai cru de mon devoir d'informer les étrangers qu'ils pouvaient compter sur la protection du Gouvernement de Sa Majesté, comme cela a existé depuis longtemps, et de leur donner des conseils que j'ai crus nécessaires.

Je suis heureux de vous apprendre que l'excitation s'apaise graduellement.

Vous désirez savoir mon opinion sur la sécurité des Français sur la côte Est et la côte du nord de Madagascar. Je vous répondrai que les gouverneurs de chaque port ont déjà reçu des instructions du Gouvernement de Sa Majesté sur l'entière protection qu'ils doivent donner aux étrangers résidant dans les limites de leur juridiction et j'ai confiance qu'ils feront tout en leur pouvoir pour exécuter leur mandat.

RAINILAIARIVONY.

---

**Instructions données par le Ministre des Affaires étrangères à M. Baudais, Consul et Commissaire du Gouvernement de la République à Madagascar (1).**

Paris, le 25 mars 1883.

Monsieur, les instructions qui vous ont été données il y a un an, au moment de votre départ pour Madagascar, ne laissaient aucun doute sur la nature de nos intentions à l'égard du Gouvernement de Tananarive. Elles vous prescrivaient en effet d'éviter tout ce qui aurait pu réveiller chez lui les défiances, si peu justifiées d'ailleurs, qu'il avait manifestées précédemment, et votre unique préoccupation devait être d'assurer la défense de nos intérêts et de nos droits qui n'avaient rien que de compatible avec l'indépendance effective de la nation hova.

J'ai pu constater que vous ne vous étiez pas écarté de la ligne de conduite qui vous avait été ainsi tracée. Mais le mauvais vouloir du Gouvernement de la Reine Ranavaloa a paralysé vos efforts, et l'issue des conférences qui ont eu lieu à Paris, en

(1) *Livre jaune*, n° 8.



fournissant une preuve décisive de ses dispositions à notre égard, nous a placés dans la nécessité de pourvoir par nous-mêmes aux moyens de sauvegarder la situation conventionnelle qui nous est acquise à Madagascar.

Il a été décidé en conséquence que les opérations heureusement commencées dès l'été dernier par le commandant Le Timbre sur la côte Nord-Ouest, et qu'avait seul suspendues l'envoi d'une mission hova en France, seraient reprises sous la direction de l'amiral Pierre, nommé au commandement de notre station de l'Océan indien, et poursuivies de façon à mettre hors de cause les droits qui nous sont attribués par les arrangements de 1840 et 1841 avec les chefs sakalaves. La copie ci-annexée des instructions concertées de ce chef entre le Département de la Marine et celui des Affaires étrangères à la suite de la rupture des conférences, vous fixera sur l'étendue de la tâche primitivement assignée à nos croiseurs.

Nous n'avons pas tardé à nous convaincre que ces premières dispositions, si elles pouvaient suffire pour faire échec aux prétentions des Hovas sur les territoires de la côte placés sous notre souveraineté ou notre protectorat, risquaient d'être impuissantes à nous assurer les satisfactions et les garanties que nous sommes en droit d'exiger à d'autres égards, notamment en ce qui concerne l'exécution intégrale du traité conclu en 1868 avec la Cour d'Émirne et les préjudices causés à nos nationaux. Nous avons dû envisager l'éventualité d'une action plus complète et comportant une démonstration militaire sur un point plus rapproché de la capitale : l'amiral Pierre a été autorisé à se saisir, dans certaines conditions déterminées à l'avance, de la douane de Majunga, ainsi que de celle de Tamatave, et à occuper le fort qui défend cette dernière ville. Des instructions complémentaires lui ont été adressées à cet effet par le croiseur *le Beautemps-Beaupré*, qui doit le rejoindre dans un mois à Zanzibar, pour y demeurer à sa disposition. Vous en trouverez également le texte ci-annexé et vous pourrez ainsi vous rendre compte de l'ensemble des dispositions définitivement arrêtées aujourd'hui par le Département de la Marine, en vue d'appuyer l'action que vous aurez vous-même à exercer et dont je me trouve par suite en mesure de préciser avec vous les conditions.

Lorsque vous arriverez à Tamatave à bord de *la Nièvre*, qui



a ordre de se tenir à votre disposition, il est à présumer que les opérations concernant la côte Nord-Ouest toucheront à leur fin. Votre premier soin sera naturellement de vous mettre en communication avec l'amiral Pierre, si vous n'y avez déjà pourvu durant votre séjour à la Réunion. Il conviendra également de vous préoccuper, dès ce moment, des moyens de prévenir discrètement les étrangers établis dans le voisinage du littoral des complications imminentes et de les prémunir contre les conséquences qu'elles pourront entraîner.

Vous attendrez, d'ailleurs, l'arrivée de l'amiral Pierre dans les eaux de Tamatave pour vous acquitter près des autorités hovas de la démarche décisive qui forme le principal objet de votre mission, et ce n'est qu'après vous être assuré de son assentiment et de son concours que vous remettrez au Gouvernement de Tamatave l'ultimatum destiné à faire connaître à la Cour d'Émirne les conditions auxquelles se trouve désormais subordonné, dans notre pensée, le maintien de ses bonnes relations avec nous.

Ces conditions sont les suivantes :

1° Reconnaissance effective des droits de souveraineté ou de protectorat que les traités conclus en 1840 et 1841 avec les chefs sakalaves de la côte Nord-Ouest nous confèrent et qui s'étendent sur les territoires compris entre la baie d'Antongil à l'Est et Mazanga à l'Ouest ;

2° Garanties immédiates et formelles assurant, en ce qui concerne le droit pour nos nationaux de posséder des immeubles, l'exécution intégrale du traité de 1863, soit que nous exigions le retrait de la loi n° 85, soit que nous nous contentions de clauses additionnelles reconnaissant à nos nationaux le droit de contracter des baux à longue échéance, renouvelables par voie de simple accord entre les parties intéressées ;

3° Attribution au Gouvernement de la République d'un million de francs, chiffre auquel se monte, d'après votre estimation, l'ensemble des indemnités dues à nos nationaux.

Un délai calculé d'après la distance et l'état des communications sera assigné au Gouvernement hova, qui sera prévenu en même temps que, si sa réponse ne parvient pas à la date fixée ou est jugée insuffisante, nos forces navales occuperont le fort de Tamatave et se saisiront de la douane, pour y percevoir les droits jusqu'à concurrence de la somme réclamée par nous.



Enfin vous aurez soin d'ajouter que nous tiendrons le Gouvernement de la Reine et le premier Ministre personnellement responsables de la vie et des biens des étrangers établis sur le territoire hova, quelle que soit leur nationalité. Dès la remise de cet ultimatum, vous notifierez aux agents des puissances étrangères la situation qui nous aura été ainsi créée par l'attitude de la Cour d'Émirne, afin qu'ils puissent de leur côté profiter de l'intervalle qui s'écoulera entre notre sommation et la réponse du Gouvernement hova pour prendre les dispositions qu'ils jugeront nécessaires à la sécurité de leurs ressortissants. Vous veillerez vous-même, de concert avec le Consul d'Allemagne, à la protection des sujets et des établissements allemands, dont la garde nous a été spontanément confiée par le cabinet de Berlin. Je ne puis, du reste, vous fournir aucune donnée spéciale à cet égard, le Gouvernement Impérial paraissant avoir laissé à son représentant à Madagascar le soin de vous mettre en possession des renseignements propres à faciliter notre tâche. Si peu encourageante que soit, à l'heure présente, l'attitude des Hovas, nous voulons encore prévoir le cas où la Cour d'Émirne, définitivement édifiée sur la fermeté de nos résolutions par les premières opérations de nos croiseurs et leur présence dans les eaux de Tamatave, nous dispensera de recourir à l'emploi de mesures que nous souhaitons de pouvoir éviter, et qu'elle acceptera les conditions qui lui auront été soumises et dont il semble difficile de contester la modération.

Mais si le Gouvernement de Tananarive se refuse à nous donner les satisfactions qui nous sont dues, vous vous retirerez à bord de *la Flore*, après avoir pris les dispositions d'usage et mis en sûreté les archives du consulat, et vous y attendrez la fin des opérations qui seront jugées indispensables pour nous mettre en possession de la douane et du fort de Tamatave.

Je ne doute pas que la poursuite même de ces opérations, si elles devenaient nécessaires, ne soit réglée de façon à prévenir les complications qu'il importe d'éviter, en mettant à profit les facilités qu'offre la configuration même des lieux pour concentrer exclusivement l'action de nos croiseurs sur les établissements hovas.

Les instructions de l'amiral Pierre le laissent d'ailleurs juge des conditions faites à son initiative par les éléments dont il dis-



pose, et votre rôle se trouve, à cet égard, naturellement délimité par la ligne de conduite ainsi tracée au Commandant en chef de nos forces navales. Les enseignements du passé me dispensent d'insister auprès de vous sur la nécessité d'une entente absolue entre les représentants des deux départements auxquels incombe la responsabilité d'une entreprise particulièrement délicate, et je compte que votre expérience et votre tact contribueront à assurer le succès de leur action commune.

Recevez, etc.

---

CHALLEMEL-LACOUR.

**Le contre-amiral Pierre, au Ministre de la Marine (1).**

(TÉLÉGRAMME)

Zanzibar, 23 mai 1883.

J'ai l'honneur de vous annoncer que j'ai fait disparaître les postes hovas de la côte Nord-Ouest; Majunga a été pris de vive force le 16; nous avons détruit trente canons, chassé deux mille soldats, saisi la douane. L'occupation se trouve solidement établie; je réponds de la position militaire. Nous n'avons pas de blessés.

PIERRE.

---

**M. Baudais à M. ChallemeL-Lacour (2).**

Tamatave, le 18 mai 1883. (Arrivée le 15 juin 1883.)

Je suis arrivé ici le 9 au matin. J'ai trouvé Tamatave en grande agitation. On fait ouvertement des préparatifs de défense, des distributions d'armes blanches aux populations des environs. Tous ces préparatifs guerriers cachent, suivant moi, un véritable effroi, et n'en serait-il pas ainsi, les moyens dont disposent les Hovas ne leur permettraient pas une résistance sérieuse. Ce qu'il y aurait à redouter ici pour le moment, ce seraient les actes d'incendie, de pillage, auxquels pourrait se livrer la partie de la population flottante de Tamatave composée de porteurs venus de la capitale et attendant pour y retourner que les convois de marchandises soient formés.

Je reçois ce matin de Nossi-Bé une lettre de l'amiral Pierre; il m'annonce fort brièvement, sans aucun détail, le succès de

(1) *Livre jaune*, n° 11.

(2) *Livre jaune* n° 13.



ses opérations à la baie de Pasandava. Il doit les continuer le 16 (sans doute à Majunga) et m'informer qu'il sera ici le 25 au plus tôt.

J'ai vu le Gouverneur de Tamatave aujourd'hui même. Je lui ai fait remarquer combien il serait grave pour lui de laisser commettre un de ces actes d'incendie et de pillage dont on nous menace, le rendant responsable des conséquences qui pourraient en résulter.

La situation est délicate parce que la peur s'empare un peu des esprits ; mais j'ai bon espoir, avec le concours du *Forfait*, de pouvoir faire face aux éventualités qui pourraient se produire avant l'arrivée de la *Flore*.

BAUDAIS.

**Extrait d'un rapport de M. le contre-amiral Pierre,  
commandant en chef la division navale de la mer  
des Indes (1).**

Tamatave, le 16 juin 1883.

Je vous confirme le télégramme chiffré que je vous ai adressé le 13 par Zanzibar.

Arrivé le 31 mai à Tamatave, j'ai fait remettre le 1<sup>er</sup> juin par M. Baudais l'ultimatum.

Le 9 juin, à 8 heures du soir, M. Baudais me transmettait la réponse du Gouvernement hova.

Le 10, au lever du soleil, le feu était ouvert sur les défenses de Tamatave, par la *Flore*, le *Forfait*, le *Beautemps-Beaupré*, le *Boursaint*, la *Creuse* et la *Nièvre*, qui avaient rallié mon pavillon dans l'intervalle. Le mouvement de retraite des Hovas a commencé aussitôt. Dans l'espace d'une demi-heure, les forts étaient abandonnés et la campagne couverte de fuyards convergeant vers le camp retranché de Manjaka Ndrian-Ombana, à 8 kilomètres de la ville, préparé pour les recevoir. D'autres se retiraient par la route d'Ivondron. Chaque navire avait tiré un seul coup de canon de deux en deux minutes. Je fis continuer un feu ralenti de cinq en cinq minutes pendant une heure encore. Ce feu cessa tout à fait à 8 heures et quart. Les positions de l'ennemi étaient entièrement évacuées. Pendant la journée, on se borna à tirer un coup de canon isolé, de temps en temps, pour tenir l'en-

(1) *Livre jaune*, n° 15.



nemi à distance. Aucun mouvement, d'ailleurs, n'indiqua de la part d'un seul Hova la pensée de se rapprocher. Afin d'apporter dans mes opérations toute la prudence que vous m'avez recommandée, j'ai voulu attendre, pour occuper le fort, les rapports des éclaireurs qui devaient me renseigner sur la réalité des embuscades que l'on disait préparées par les Hovas pour nous attendre pied à pied au débarquement. Aucun d'eux ne fut aperçu dans la journée, mais les mêmes bruits de pièges, de mines et de gens cachés me furent rapportés. J'ordonnai le débarquement pour le lendemain, au point du jour. Il fut effectué en ordre parfait. Le fort était vide : on y trouva des fusils abandonnés et une petite somme d'argent.

En même temps que s'effectuait le débarquement, je faisais canonner méthodiquement le camp retranché de Manjaka-Ombana, où j'avais laissé se masser depuis la veille les Hovas, qui se croyaient à l'abri de notre artillerie à 7,500 mètres. Ils furent bientôt détrompés et se mirent aussitôt en retraite vers l'intérieur au nombre de 1,200 à 1,500, et depuis il n'a reparu dans les villages du camp retranché que de petits groupes, que deux ou trois obus suffirent à disperser.

Considérant Ivondron, première étape de la route de Tananarive, comme le point de ralliement des fuyards, j'ai envoyé, le lendemain matin 12, *le Forfait* et *la Nièvre* canonner ce village. J'ignore encore le résultat de cette attaque, car le village et les chemins de retraite sont masqués par le couvert des arbres, mais on n'a revu depuis que des Hovas isolés aussi loin que s'étend la vue.

Ce même jour, 12 juin, *le Beautemps-Beaupré* et *le Bour-saint*, partis de Tamatave pendant la nuit, attaquèrent au point du jour Fénérive, mirent les Hovas en déroute immédiate et détruisirent leurs habitations ainsi que le fort de la douane. Mahambo éprouvait le même sort dans l'après-midi, et, le lendemain 13, les deux navires et *la Nièvre*, que j'avais envoyée les renforcer, rentraient à Tamatave après avoir détruit Foulpointe de la même manière.

Le fort de Tamatave a été mis en très bon état de défense, les logements y sont vastes et sains. Les travaux qui en dégagent les approches sont déjà très avancés, l'installation de la garnison est complète, et c'est une position dont je réponds. Je n'ai fait



hisser le pavillon et je n'ai pris officiellement charge de l'ordre public que le 14, afin de faire face à tout avant d'entrer en rapports avec une population cosmopolite.

Voici les mesures que j'ai prises : Proclamation de l'état de siège, nomination du Vice-Consul français aux fonctions de maire, avis aux Consuls étrangers que, n'étant point accrédités auprès de la République Française, leur mandat consulaire est expiré ; prise en mains du port et de la douane, consigne sévère conformément à l'état de siège pour la fermeture de tout cabaret, pour le séjour des indigènes et pour la circulation nocturne.

Avec une main ferme, je compte que cela marchera ainsi.

Il m'a fallu deux avertissements de forme cordiale, et enfin une troisième sommation formelle, pour faire retirer *le Dryad* de notre ligne d'attaque. Il a obéi, mais en se ménageant aux yeux des Hovas, à qui il avait promis de s'interposer, l'apparence d'une retraite en échelons.

PIERRE.

**M. Jules Ferry, Président du Conseil, Chargé par intérim du Ministère des Affaires étrangères, à M. Baudais (1).**

Paris, 19 juin 1883.

Pour réserver nos droits historiques sur Madagascar, il conviendra, dans le traité à intervenir entre nous et les Hovas, de formuler comme il suit la clause relative à la côte Nord-Ouest :

« Le Gouvernement hova s'engage à n'occuper aucun territoire, à n'exercer aucune action dans la région qui fait l'objet des arrangements conclus par la France en 1841 et 1842 avec les Sakalaves. »

Vous prendrez soin que le port de Majunga et son territoire soient particulièrement mentionnés ; notre souveraineté n'y est pas moins certaine, mais vous savez qu'elle a été contestée.

JULES FERRY.

**M. Jules Ferry à M. Baudais (2).**

Paris, 25 juin 1883.

Monsieur, en quittant l'Angleterre, les envoyés hovas se sont arrêtés à Paris. Ils étaient accompagnés de M. Long, sujet an-

(1) *Livre jaune* n° 16.

(2) *Livre jaune* n° 17.



glais, qui s'est signalé par ses sympathies pour notre pays lors des douloureux événements de 1870-1871. Je n'ai pas cru devoir me refuser au vœu que M. Long m'a exprimé en leur nom, et j'ai eu avec les représentants de la reine Ranavaloa des entretiens où ils ont fait preuve de dispositions conciliantes. Sur leur demande, je leur ai donné communication par écrit des conditions auxquelles demeurerait subordonné, dans notre pensée, le rétablissement des bons rapports entre la France et le Gouvernement de Tananarive. Il vous sera facile de constater, en prenant connaissance de la note qui a été remise à cet effet aux délégués, et dont copie est ci-jointe, que cette communication a été calculée de façon à ne point entraver votre action, telle qu'elle a été définie par les instructions que vous avez emportées.

Les envoyés hovas ont exprimé en outre le désir que le Gouvernement de la République prit des mesures pour qu'ils pussent librement débarquer à Tamatave et regagner Tananarive. Il me m'a pas paru que, dans l'état actuel des choses, il y eût inconvénient à accueillir cette demande. J'y ai consenti d'autant plus volontiers que les dispositions manifestées par les Représentants de la Reine permettent d'espérer que leur présence à Tananarive pourra contribuer peut-être à modifier l'attitude du Gouvernement hova. Conformément aux indications mentionnées sur le sauf-conduit qui leur a été remis, je vous prierai de vouloir bien vous concerter avec le Commandant de notre station navale pour assurer au personnel de la mission hova, lors de son arrivée dans les eaux de Tamatave, toutes les facilités qui paraîtraient compatibles avec les exigences de la situation.

JULES FERRY.

---

**Note indiquant les bases d'arrangement communiquées aux envoyés hovas par le président du Conseil dans l'entretien du 18 juin 1883 (1).**

Paris, le 22 juin 1883.

1° Le Gouvernement hova devra s'engager à n'occuper aucun territoire, à n'exercer aucune action dans la région qui fait l'objet des arrangements conclus par la France en 1841 et 1842 avec les Sakalaves et qui comprend Majunga.

2° Des garanties formelles assureront à nos nationaux, en ce qui

(1) *Livre jaune*, n° 18.



concerne le droit de posséder des immeubles, les avantages qui leur ont été reconnus par le traité de 1868.

3° Une somme, qui ne saurait être moindre qu'un million, sera attribuée au Gouvernement français, qui se réserve de l'affecter au règlement des indemnités dues à ses nationaux.

Il convient d'ajouter que le Commissaire de la République française à Madagascar a reçu des pouvoirs étendus, et qu'en présence de la situation créée aujourd'hui par la résistance du Gouvernement hova, il est impossible de préciser ici les modifications que le développement même des événements pourra l'amener à apporter au programme qui lui a été tracé, en termes généraux, lors de son départ.

---

**Note remise par S. Exc. l'Ambassadeur  
de la Grande-Bretagne à Paris (1).**

*(Traduction.)*

Paris, 27 juin 1883.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été informé que le Consul de France intérimaire à Tamatave avait invité les habitants français de l'île de Madagascar à prendre des mesures de prudence en face de l'action imminente de la flotte française, mais qu'il n'avait pas signalé le danger au Consul anglais pour le mettre à même de faire la même invitation à ses nationaux.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique est convaincu que le Gouvernement français regrettera cette négligence de la part du Consul intérimaire, bien qu'on ne puisse l'attribuer à un manque intentionnel de considération.

---

**Note pour Lord Lyons,  
ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris (2).**

Paris, le 3 juillet 1883.

D'après les dernières informations transmises de Madagascar au Gouvernement français, le Consul et Commissaire de la République a débarqué à Tamatave, le 9 mai dernier, pour reprendre possession de son poste. Les instructions adressées à cet Agent lui recommandaient d'aviser les résidents étrangers aussi bien que les nationaux français, afin qu'ils pussent prendre les me

(1) *Livre jaune*, n° 19.

(2) *Livre jaune*, n° 20.



sures de prudence qu'ils jugeraient convenables, en prévision de l'action imminente des forces navales françaises.

On a donc lieu de penser que si, comme le donnent à supposer les indications parvenues au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, les habitants français de la côte orientale de l'île ont été prévenus dès le 2 mai par le gérant intérimaire du consulat et commissariat, sans qu'un pareil avertissement eût été adressé aux sujets britanniques, cette omission aura pu être réparée dès l'arrivée du titulaire du poste.

Le Ministre des Affaires étrangères s'est d'ailleurs empressé de s'enquérir du détail des dispositions qui ont dû être prises à cet effet, en exécution des instructions remises à M. Baudais.

---

**M. Challemel-Lacour à M. Baudais (1).**

Paris, 3 juillet 1883.

Monsieur, en me faisant connaître, le 18 mai dernier, dans votre rapport n° 1, les mesures que vous avez prises, dès votre arrivée à Tamatave, pour assurer le succès des opérations dirigées par le contre-amiral Pierre, vous m'annoncez que les Français de Tananarive et les membres de la mission catholique ont été avisés par vos soins de la situation créée par les événements et engagés à prendre les précautions convenables pour leur sécurité. Il serait regrettable que, contrairement à vos instructions en date du 25 mars dernier, des dispositions analogues n'eussent pas été prises à l'égard des étrangers. Aussi vous serai-je obligé de m'indiquer les mesures de précaution dont ils ont dû être l'objet de votre part ou de celle de nos autorités navales. J'attache d'autant plus de prix à recevoir ces renseignements, que le Gouvernement britannique m'a dernièrement fait exprimer, par une note verbale dont vous trouverez ci-joint une copie pour votre information confidentielle, la crainte qu'aucun avertissement n'ait été donné aux sujets anglais.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

(1) *Livre jaune*, n° 21.



**Note remise par S. Exc. l'Ambassadeur  
de la Grande-Bretagne à Paris (1).**

*(Traduction.)*

SUBSTANCE DES TÉLÉGRAMMES DU COMTE GRANVILLE A LORD LYONS,  
EN DATE DU FOREIGN-OFFICE, 10 JUILLET 1883.

L'Agent de Sa Majesté à Zanzibar fait savoir ce matin, par le télégraphe, que le navire de Sa Majesté *Dryad*, qui est arrivé de Tamatave, avait apporté la nouvelle que M. Pakenham, Consul de Sa Majesté à Madagascar, est décédé à Tamatave, le 22 juin ; que l'amiral français lui avait intimé l'ordre de quitter Tamatave dans le délai de vingt-quatre heures, bien qu'il fût dangereusement malade ; qu'il est mort sept heures avant l'expiration dudit délai ; que le commandant du *Dryad* avait embarqué les archives du Consulat ; que l'amiral français avait arrêté toute communication entre les navires de guerre britanniques et la côte, et avait refusé d'entretenir aucune correspondance par écrit avec le commandant du *Dryad* ; que Tamatave était devenue, en fait, une ville française ; et qu'aucun pavillon consulaire n'y était arboré.

Le Gouvernement de Sa Majesté a appris, en outre, que le secrétaire de M. Pakenham et un missionnaire anglais, M. Shaw, avaient été mis en prison par les autorités françaises.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien communiquer, sans retard, ces communications au Gouvernement français, et lui demander s'il a connaissance de ces faits, et s'il peut fournir des renseignements expliquant l'action de l'amiral français.

**M. Challemel-Lacour à Lord Lyons (2).**

Paris, le 19 juillet 1883.

Le 11 de ce mois, Son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre a bien voulu donner à M. Challemel-Lacour communication des nouvelles parvenues au Gouvernement britannique sur les incidents qui se seraient passés le 22 juin dernier à Tamatave.

Le Ministre des Affaires étrangères a déjà fait connaître verbalement à Lord Lyons qu'à la date susmentionnée aucun rensei-

(1) *Livre jaune*, n° 22.

(2) *Livre jaune*, n° 23.



gnement à cet égard n'est arrivé au Gouvernement de la République. Depuis lors, il n'a pas encore reçu d'informations au sujet des actes qui font spécialement l'objet de la dépêche télégraphique du Comte Granville en date du 10 juillet, bien que des télégrammes aient été expédiés par les voies les plus rapides pour obtenir des éclaircissements.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique comprendra que le Gouvernement de la République se trouve dans la nécessité de réserver sa réponse à la communication de Lord Granville jusqu'au jour, très prochain sans doute, où ces éclaircissements lui seront parvenus.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

**M. Raffray à M. Challemel-Lacour (1).**

Tamatave, le 14 juin 1883. (Arrivée le 19 juillet 1883.)

Je suis resté à Tamatave avec M. Baudais jusqu'à la réponse de l'ultimatum, qui est parvenue le 9 juin, vers huit heures du soir. Je me suis retiré alors avec lui, M. Campan et M. Litzler, à bord du croiseur *le Forfait*, qui nous avait été désigné par M. le contre-amiral Pierre.

Après les hostilités, je suis redescendu à terre. Par suite de l'occupation de Tamatave par l'armée française, le Vice-Consulat se trouvant de fait supprimé, M. le contre-amiral Pierre m'a adressé la lettre dont j'ai l'honneur de remettre ci-inclus copie à Votre Excellence, pour me prier d'exercer dans la ville de Tamatave (pour le moment française), les fonctions de maire.

Tamatave, le 14 juin 1883.

Par suite des événements qui ont fait de Tamatave une ville française, je vous ai désigné pour y remplir les fonctions de maire, fonctions qui se rapprochent de celles de consul par leurs attributions relatives à l'état civil et par d'autres détails de la magistrature municipale.

RAFFRAY.

---

**M. Baudais à M. Challemel-Lacour (2).**

Tamatave, le 13 juin 1883. (Arrivée le 20 juillet 1883.)

La nouvelle des opérations de M. le contre-amiral Pierre à la côte Nord-Ouest et de l'occupation de Majunga par les forces

(1) *Livre jaune*, n° 24.

(2) *Livre jaune*, n° 25.



françaises est arrivée à Tamatave, ainsi que je vous en informais dans ma dernière dépêche, le 18 mai, par le steamer *Argo*, faisant le service postal entre Nossi-Bé et la Réunion. Quarante-huit heures après, c'est-à-dire le 21, elle était parvenue à la capitale par les tsimandro, courriers spéciaux échelonnés par relais sur la route. Un conseil fut tenu au palais. Le premier Ministre le présidait et M. Parett, son conseiller ordinaire, ainsi que d'autres missionnaires méthodistes indépendants, y assistaient avec voix consultative.

L'expulsion des Français de la capitale y fut décidée; on leur donnait jusqu'au 30 pour se mettre en route. J'en fus informé par un homme qui réussit à franchir les différents postes hovas placés sur la route. Je me rendis immédiatement auprès du Gouverneur pour protester tant contre l'expulsion de ces Français que contre le premier Ministre qui, à ce moment, disposant à lui seul de tous les courriers à Madagascar, ne m'en avait pas informé officiellement. Le Gouverneur me répondit que le premier Ministre l'avait fait pour soustraire ces Français à la colère du peuple, quand la nouvelle de la prise de Majunga lui serait connue.

Cette nouvelle est aussi parvenue à Tananarive par la voie de Majunga le 23 au soir, un service de courriers spéciaux étant également installé de la capitale à la côte Ouest.

Je lui remis pour le premier Ministre une lettre dans laquelle je le rendais responsable de la vie et des biens des Français expulsés.

En même temps que j'apprenais cette expulsion des Français de la capitale, des lettres particulières arrivées à Tamatave disaient que le personnel de la Mission catholique était également compris dans le décret d'expulsion. Ce personnel (hommes et femmes) était réduit à faire la route à pied (100 lieues environ), les porteurs ayant, par ordre, refusé leur concours à des gens ayant encouru la disgrâce de la Reine.

L'agitation croissait de plus en plus à Tamatave; des bandes de Malgaches appelés du Sud, arrivaient à la Batterie, où on leur distribuait des armes et où on les faisait boire, outre mesure. Je pris le parti de demander au commandant du *Forfait* de venir en petite rade avec *la Nièvre* et aussi près de terre que possible, pour parer à tout événement. Ces deux navires étaient déjà sous



vapeur quand l'amiral Pierre est arrivé avec *la Flore* le même jour dans l'après-midi. Je me rendis à bord sur-le-champ. J'exposai la situation à l'amiral Pierre. Il fit dire au Gouverneur qu'à la moindre attaque contre les habitants, il ferait ouvrir le feu immédiatement sur la ville.

Nous nous concertâmes ensemble au sujet de l'ultimatum.

La pièce fut déposée le 1<sup>er</sup> juin au soir, à 10 heures 45 minutes, entre les mains du Gouverneur de Tamatave, qui s'engagea à la faire partir sur-le-champ. J'ai l'honneur de vous adresser la copie de cette pièce. Je considérais comme indispensable d'y joindre une traduction en malgache faite par M. Campan, interprète. C'est pour cela que j'ai dû rédiger l'ultimatum d'une façon très brève et surtout lui donner une tournure qui le rendit traduisible en hova. C'était le point principal, le français ne devant servir absolument à rien au premier Ministre.

En même temps, l'Amiral faisait remettre au Gouverneur une lettre l'informant qu'il n'avait plus le droit, à partir de ce moment, de se renforcer, soit en personnel, soit en matériel.

Pendant la nuit même, je notifiai aux Consuls étrangers la remise de l'ultimatum au Gouvernement de la Reine Ranavalona II, ainsi que le délai donné. Tout m'ont accusé réception dans la matinée du lendemain. M. Packenham fut le seul à soumettre quelques observations. Le Commandant en chef de la Division navale de la mer des Indes les informait, le même jour, qu'il donnerait asile à bord de ses navires à tous les étrangers sans exception qui le désireraient, quelle que fût leur nationalité.

Le Gouverneur de Tamatave me fit demander de lui faire connaître les conditions exigées dans l'ultimatum. Je ne crus pas devoir le lui refuser et les lui fis connaître verbalement et en substance par le Chancelier.

Je m'empressai d'écrire à tous les Français habitant au nord et au sud de Tamatave, sur la côte Est, pour leur dire quelle était la situation que leur créaient les événements et leur permettre de mettre leurs personnes à l'abri. Je leur adressai la circulaire ci-annexée.

Pour certaines localités, il me fut impossible de trouver un courrier. J'en fus réduit à remettre quelques-unes de ces lettres au Gouverneur de Tamatave, qui se chargea de les faire parvenir.

J'écrivis aussi aux Gouverneurs et Commandants des princi-



paux postes hovas du Nord et du Sud, les rendant responsables de tout ce qui pourrait être tenté contre les Français dans l'étendue de leur commandement.

Les bruits les plus alarmants continuèrent à circuler en ville. On assurait que le Gouvernement hova refuserait toute concession et qu'au premier coup de canon des navires français, le feu serait mis aux quatre coins de Tamatave. Or, la ville est entièrement construite de maisons de bois ou de bambou, couvertes la plupart en *paillottes*. La panique se répandit et les demandes d'embarquement affluèrent au Consulat; mais les moyens de transport faisaient défaut. J'en informai l'amiral, qui mit, pour le mercredi 6, des embarcations à la disposition de ceux qui voudraient se rendre à bord. L'embarquement eut lieu aux différentes heures fixées, sous la direction d'un officier du Consulat et avec le plus grand ordre. Le même jour, sur la prière de l'amiral Pierre, je confirmai aux Consuls étrangers l'offre qu'il leur avait déjà faite de recevoir à bord des navires de la division ceux de leurs nationaux qui voudraient s'y retirer.

Le 8 juin, le commandant du navire anglais *Dryad*, depuis longtemps sur rade, fit descendre des hommes en armes. Ils furent placés au Consulat de Sa Majesté Britannique et dans les environs. Toute la journée du 9, ce fut une fuite générale de tous les habitants sur les navires en rade, et, dans l'après-midi, il ne restait guère qu'une trentaine de Français qui, deux jours auparavant, avaient énergiquement refusé de s'embarquer avec leurs compatriotes, déclarant que jusqu'au moment où je quitterais le Consulat, ils resteraient auprès de moi; rien ne put les décider à partir. J'allai même jusqu'à leur dire, et cela suivant les ordres de l'Amiral, qu'au dernier moment, il ne leur serait pas fourni d'embarcation pour les conduire à bord.

Dans l'après-midi du samedi 9, je reçus un mot d'un des Français expulsés et en route pour Tamatave. Cette lettre ne me donnait aucun renseignement sur leur état, sur ce qu'ils avaient à endurer, ne me disait pas s'ils étaient contraints à descendre à pied, etc., etc., ne me faisait pas connaître le nombre de personnes, toutes choses que M. Suberbie, que je connais personnellement, n'eût pas manqué de faire s'il en avait eu la liberté. Il me disait seulement qu'un corps de troupes hovas les précédait et les empêchait de marcher aussi vite qu'ils l'auraient voulu. Pour



moi, cette lettre a été écrite sous une certaine pression et dans le seul but de me faire savoir que l'arrivée de nos nationaux dépendait de la troupe hova qui les précédait, pour me laisser entendre qu'en cas d'hostilités à Tamatave, cette arrivée pourrait bien être indéfiniment reculée.

Je ne vous cacherai pas que ces pauvres gens m'inspiraient de grandes inquiétudes. J'ai expédié à prix d'argent courrier sur courrier pour aller au-devant d'eux ; aucun n'a reparu. Les Hovas les en auront empêchés. J'ai fait partir cinquante porteurs pour les aider en route. Je ne les ai plus revus. C'est la répétition de ce qui s'est passé en 1857 pour les Français chassés par la vieille Reine. Ils doivent être, y compris les sœurs de Saint-Joseph, quatre-vingt-dix environ.

Le 9, à sept heures et demie, on me faisait remettre deux lettres, l'une en réponse à celle que j'adressais au premier Ministre en date du 31 mai ; la deuxième en réponse à l'ultimatum. C'est un refus formel exigeant avant tout la *reconnaissance faite par la France des droits de la Reine sur tout Madagascar*. De plus, l'ultimatum était à l'adresse de la Reine elle-même, et la réponse ne porte que la signature d'un certain Audriamifidy, jeune homme de vingt-cinq ans, Ministre par intérim des Affaires étrangères.

J'écrivis immédiatement à M. Packenham, consul de Sa Majesté Britannique, comme doyen du corps consulaire, pour l'informer que je me retirais la nuit même sur l'un des bâtiments de la division et me rendis sans délai, avec le personnel consulaire, à bord du *Forfait*, qui m'avait été désigné par M. le contre-amiral Pierre. Les archives avaient été, par précaution, embarquées à l'avance. Aussitôt à bord, je transmis à l'Amiral la réponse du Gouvernement hova, en lui faisant savoir que je la considérais comme un refus formel. L'Amiral me répondit qu'il partageait mon avis et qu'il prenait ses mesures en conséquence.

Le lendemain, 10, à 6 heures et demie, tous les navires ont ouvert le feu sur le fort de Tamatave. A 7 heures et demie, on a donné l'ordre de le ralentir, et vers 11 heures de le cesser complètement. Les Hovas n'ont pas répondu et se sont retirés dans un fort de l'intérieur, situé à 8,000 mètres environ de nos navires et visible de leurs mouillages.

Au premier coup de canon, ainsi que les Hovas avaient menacé



de le faire, le feu a été mis, et très habilement, aux quatre coins de la ville. Ils avaient choisi les maisons les plus faciles à incendier ; le quartier du marché a été entièrement dévoré par les flammes ; mais les incendies allumés avec intention tout autour du Consulat n'ont pas pris les proportions auxquelles on pouvait s'attendre, le vent portant du côté de la mer ; néanmoins, il y a quelques Français dont les maisons ont été incendiées. Huit Français dévoués, restés malgré moi au Consulat et dans une maison voisine, disant qu'ils pouvaient y être utiles, ont fait de véritables prodiges de valeur et ont réussi à arrêter les progrès du feu avant qu'il arrivât jusqu'à eux.

Le débarquement a eu lieu le lundi 11, à 5 heures du matin, pendant que les navires ouvraient le feu sur le fort de l'intérieur, où les Hovas s'étaient retirés. Les troupes sont entrées à la batterie de Tamatave sans trouver un seul Hova ; elles l'ont occupé dès ce moment.

BAUDAIS.

---

*Annexe 1. — COPIE DE L'ULTIMATUM ADRESSÉ  
A LA REINE RANAVALONA II.*

Le Gouvernement français, animé du sincère désir de rétablir le plus promptement possible avec le Gouvernement de S. M. la Reine Ranavalona II les relations de paix et d'amitié qui les ont longtemps unis, mais décidé à employer tous les moyens pour sauvegarder la situation conventionnelle qui lui est acquise à Madagascar, a donné l'ordre aux soussignés de faire connaître au Gouvernement de la Reine Ranavalona les conditions auxquelles est désormais subordonné le maintien des bonnes relations que la France désire conserver avec Madagascar.

1° Le Gouvernement hova reconnaîtra effectivement les droits de souveraineté ou de protectorat que nous confèrent sur certains territoires les traités conclus avec les chefs sakalaves.

Ces territoires s'étendent depuis la baie de Baly à l'Ouest jusqu'à celle d'Antongil à l'Est, en passant par le cap d'Ambre.

2° La loi 85, en complète contradiction avec l'article 4 du traité de 1868, sera rapportée, et la Reine s'engagera à donner des garanties formelles et immédiates que lui fera connaître en temps et lieu le Commissaire de la République française, muni de pleins pouvoirs de son Gouvernement pour régler cette question, afin qu'à l'avenir le droit de propriété ou de bail à très longue échéance puisse être exercé en toute liberté par les nationaux français.



Elles feront l'objet d'une convention spéciale pour la signature de laquelle le Gouvernement de S. M. la Reine Ranavalona II s'engagera à envoyer dans le délai de quinze jours un plénipotentiaire au lieu que lui désignera le Commissaire de la République française.

Ce plénipotentiaire aura aussi les pouvoirs nécessaires pour accepter la révision que le Commissaire de la République lui proposera, s'il y a lieu, de tout ou partie du traité de 1868.

3° Le Gouvernement de la Reine s'engagera à payer dans le délai de trente jours à partir de l'acceptation du présent ultimatum à Tamatave, entre les mains du Commissaire de la République, la somme de un million de francs, soit 200,000 piastres, pour les indemnités dues aux nationaux français.

Les soussignés, aussitôt le présent ultimatum accepté, feront connaître au Gouvernement de la Reine Ranavalona II les conditions qu'ils exigent en *garantie* de l'*exécution* des clauses énumérées ci-dessus.

Ces conditions ne sont point présentées au Gouvernement de la Reine Ranavalona II pour être discutées, mais pour être acceptées ou refusées, par *oui* ou par *non*, dans le délai de huit jours.

Ce délai a été ainsi calculé : trois pour aller de Tamatave à Tananarive, autant pour revenir de Tananarive à Tamatave ; deux jours de réflexion.

Les soussignés ont reçu de leur Gouvernement l'ordre formel de ne laisser planer aucune ambiguïté sur le terme fixé.

Si donc l'acceptation était ambiguë ou incomplète, ou si elle ne parvenait pas avant minuit de la nuit du 9 au 10 juin au Commissaire de la République, qui la transmettrait au Commandant en chef de la Division navale de la mer des Indes, M. le contre-amiral Pierre aurait le regret d'ouvrir le feu sur les défenses de la ville de Tamatave, de s'en emparer, ainsi que de détruire tous les établissements du Gouvernement de S. M. la Reine Ranavalona II sur la côte Est de Madagascar.

La douane de Tamatave serait occupée et les droits en seraient perçus par les soins de l'autorité française, jusqu'à concurrence de la somme réclamée et tant que la satisfaction complète précitée n'aurait pas été obtenue.

Des mesures ultérieures seraient prises pour la garantie à venir du droit de propriété pour nos nationaux.

La manière dont les opérations de M. le Contre-Amiral, commandant en chef la Division navale de la mer des Indes, ont été conduites et exécutées sur la côte Nord-Ouest, est de nature à renseigner le Gouvernement de Sa Majesté Ranavalona II sur l'efficacité des moyens dont il dispose pour obtenir des résultats semblables.



Au nom du Gouvernement de la République française, les sous-signés rendent ici solennellement le Gouvernement de la Reine Ranavalona II, ainsi que le premier Ministre, personnellement responsables de tout ce qui pourrait être tenté dans tout l'étendue de Madagascar, tant contre les Français que contre les étrangers, quelle que soit leur nationalité.

Tout ce qui pourrait porter atteinte directement ou indirectement à leur vie, à leur liberté, à leurs biens, à leurs familles ou aux biens de leurs familles, donnerait lieu à des indemnités dont les soussignés fixeraient le montant et dont le paiement serait immédiatement exigible.

Si le Gouvernement de la Reine, après avoir accepté les conditions du présent ultimatum, apportait des lenteurs préméditées dans l'accomplissement d'une ou plusieurs de ses promesses, si le plénipotentiaire se retranchait, à un moment donné, derrière l'insuffisance de ses pouvoirs, les hostilités commenceraient sans l'envoi d'une sommation nouvelle.

Les soussignés ont le ferme espoir que le Gouvernement de la Reine Ranavalona, en acceptant des conditions dont il serait difficile de contester la modération, les dispensera de recourir à un nouvel emploi de la force, et rien ne pourra leur causer plus de satisfaction que d'éviter une effusion de sang inutile.

*Annexe 2. — M. AUDRIAMIFIDY,*

SOUS-CHEF DES EMPLOYÉS DANS LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A M. BAUDAIS.

Tananarive, le 25 mai 1883.

Aux citoyens français fixés dans l'Imerina,

Voici ce que nous vous disons :

Considérant les hostilités commencées par l'amiral Pierre dans le Nord et la lettre de M. Baudais, consul, vu le désir que nous avons de respecter vos personnes, nous vous donnons du temps jusqu'à mercredi 30 mai 1883 pour que vous quittiez le pays et repassiez les mers.

AUDRIAMIFIDY.

*Annexe 3. — M. AUDRIAMIFIDY,*

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PAR INTÉRIM, A M. BAUDAIS.

Antananarivo, 5 juin 1883.

L'ultimatum adressé au Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar le 1<sup>er</sup> juin 1883 a été reçu. En réponse, nous avons à vous informer que le Gouvernement de S. M. la Reine de Madagascar



a le regret de vous dire qu'il ne voit aucune occasion d'entrer en négociation si votre Gouvernement ne reconnaît à Sa Souveraine la souveraineté de Madagascar. Votre Gouvernement, par le traité conclu en 1868, a entièrement connaissance de cela.

Il a aussi été démontré en preuve par l'indemnité qu'a réclamée la France à Marambity, au sujet de l'affaire du boutre touélé dans les latitudes qu'elle réclame actuellement dans l'ultimatum.

AUDRIAMIFIDY.

---

*Annexe 6.* — M. RAMDRIAMIFIDY, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
PAR INTÉRIM, A M. BAUDAIS.

(Traduction.)

Antananarivo, le 5 juin 1883.

Votre lettre du 31 mai 1883 à Son Exc. le 1<sup>er</sup> Ministre m'a été remise.

Voici ce que je vous dis : dans ladite lettre, vous accusez Son Excellence de l'expulsion des Français de la capitale avant qu'aucun ultimatum ait été adressé. En réponse j'ai à vous informer que notre désir, comme cela a toujours existé, est qu'une bonne amitié règne entre nous et le Gouvernement de la République française ; néanmoins nous avons été réellement étonnés lorsque nous vîmes que sans aucun ultimatum l'amiral Pierre avait bombardé Amooovtsangana et Majunga. Ce bombardement a eu pour conséquence l'expulsion des Français.

Relativement à la responsabilité que vous faites reposer sur Son Excellence, j'ai à vous répondre que cette responsabilité doit peser sur vous, non seulement à l'égard des Français, mais aussi pour les pertes qu'ont subies les Malgaches dans leurs biens, car ce sont vos propres actes qui ont donné occasion à ce qui a lieu.

RANDRIAMIFIDY.

---

*Annexe 7.* — M. PACKENHAM, CONSUL DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE,  
A M. BAUDAIS.

(Traduction.)

Tamatave, le 4 juin 1883.

En suite de la lettre que je vous ai adressée le 2 de ce mois, et en me référant à votre lettre du 1<sup>er</sup> courant m'informant que vous aviez transmis au premier Ministre Hova votre ultimatum indiquant les conditions auxquelles le Gouvernement de la République avait soumis la continuation des relations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine Ranavalao II ; que le délai pour l'acceptation de



ces conditions expirerait à minuit de samedi, 9 de ce mois; et me priant d'informer les sujets britanniques, que le *jour susdit et à l'heure susindiquée, on ouvrirait le feu sur Tamatave*;

J'ai aujourd'hui l'honneur de vous informer que j'ai averti, autant que j'ai pu, les sujets britanniques; mais que le délai me paraît trop court pour permettre à ceux qui se trouvent à quelque distance de se retirer à Tamatave.

Je désire, en outre, faire observer que, à mon avis, et dans le cas d'hostilités à Tamatave, les travailleurs indigènes *libres* employés aux plantations de sucre britanniques et factoreries : *Melville, Avenir et Trianon*, dans le voisinage immédiat de Tamatave, déserteraient en masse, ce qui entraînerait pour les propriétaires la perte totale de la récolte pendante, évaluée à 50,000 fr. pour Melville et Avenir chacun, et à 30,000 fr. pour Trianon. Il va sans dire que cette évaluation ne s'applique qu'à la récolte pendante des cannes à sucre, et ne comprend pas la valeur des constructions et des machines sur les plantations en question.

PAKENHAM.

---

**M. Challemel-Lacour à M. Baudais (1).**

Paris, le 31 juillet 1883.

J'ai reçu la lettre par laquelle M. Raffray m'annonçait à la même date qu'il avait accepté d'exercer les fonctions de maire à Tamatave sur la demande du commandant en chef de la station navale de la mer des Indes.

En vous remerciant de l'exactitude que vous avez mise à me renseigner, par tous les moyens mis à votre disposition, sur les événements qui ont accompagné la prise de Tamatave, je crois utile de vous indiquer les réflexions qu'ont inspirées à M. le Ministre de la marine et à moi-même la lecture de votre correspondance.

L'affirmation pratique des droits acquis à la France en vertu des traités passés avec les chefs sakalaves de la côte Nord-Ouest a été, comme vous le savez, l'un des motifs déterminants de l'action militaire dont la nécessité est imposée au Gouvernement de la République. Aussi le premier effet de notre intervention doit-il être de donner un caractère effectif à notre souveraineté sur cette partie de la Grande Terre; le maintien de l'occupation de Majunga paraît le meilleur moyen de nous aider à obtenir un si important résultat.

(1) *Livre jaune*, n° 26.



Les droits que nous tenons de nos traités avec les maîtres indépendants de cette partie du littoral sont d'ailleurs par eux-mêmes assez précis pour qu'il soit inutile de leur donner une consécration nouvelle en exigeant que la Cour d'Émirne les reconnaisse formellement dans le traité à intervenir. Vous n'aurez sur ce point qu'à vous reporter aux instructions qui vous ont été adressées dans le même sens par le télégraphe, le 21 juin dernier, et que je vous confirme en vous en envoyant ci-jointe la copie.

A Tamatave et sur la côte orientale au sud de la baie d'Antongil, la situation n'est pas la même. Là, nous n'entendons pas revendiquer, quant à présent, l'exercice d'une souveraineté effective ; et, sans renoncer aux droits historiques que nous pourrions faire valoir de ce côté, notre occupation doit rester temporaire. La possession de Tamatave n'est entre nos mains qu'un moyen d'amener les Hovas à composition. Nous devons nous y borner aux mesures strictement nécessaires pour la réalisation du résultat prévu dans vos instructions générales et pour presser les déterminations de la cour de Tananarive, en contrariant le moins possible le commerce et les relations des neutres. A ce point de vue, l'institution d'une mairie française et l'invitation adressée aux agents consulaires de cesser leurs fonctions n'étaient pas suffisamment justifiées par le caractère de notre établissement et dépassaient le but que le Gouvernement de la République s'est assigné. Je me plais à penser dès lors que vous vous serez entendu avec le Commandant en chef de nos forces navales, dès la réception des instructions que nous lui avons fait porter par votre collègue de Zanzibar, pour permettre aux consuls étrangers de reprendre leurs fonctions et pour inviter M. Raffray lui-même à se renfermer dans les limites de ses attributions consulaires.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

### **Le contre-amiral Pierre au Ministre de la Marine (1).**

(TÉLÉGRAMME)

Zanzibar, le 4 août 1883. Bourbon, le 28 juillet 1883.

Le 17, la troisième attaque de nuit à Tamatave a été repoussée avec vigueur. Nous avons un soldat blessé peu grièvement, les pertes de l'ennemi sont grandes. Le secrétaire particulier du feu

(1) *Livre jaune*, n° 27.



consul anglais est un Hova, fils du dernier gouverneur de Tamatave, beau-frère du fils du premier Ministre. Il est en liberté depuis quinze jours. Quant à M. Shaw, je vous ai écrit des détails complets qui arriveront à Paris vers le 10 août. Ma santé est tout à fait perdue.

PIERRE.

**Le capitaine de vaisseau Rallier, commandant « la Flore » et capitaine de pavillon du contre-amiral Pierre, au Ministre de la Marine (1).**

(TÉLÉGRAMME)

Zanzibar, le 5 août 1883.

(Tamatave, le 28 juillet 1883, par navire étranger.)

Le Commandant en chef malade est à Bourbon. Je lui expédie immédiatement vos dépêches. Vous recevrez, le 10 août, toute la correspondance du Commandant anglais Johnstone et vous comprendrez les mesures prises par l'Amiral.

Le Consul anglais Pakenham est mort; nous lui avons rendu de grands honneurs. Le Secrétaire du Consul anglais étant un Hova, fils de l'ancien Gouverneur de Tamatave, avait été arrêté comme dangereux, mais il a été relâché sur parole.

Le missionnaire Shaw est accusé de tentative d'empoisonnement sur nos soldats. Les indices sont très graves. L'instruction se poursuit.

RALLIER.

**M. Baudais,  
à M. le Ministre des Affaires étrangères, à Paris (2).**

Tamatave, le 12 juillet 1883. (Arrivée le 9 août.)

Les Français expulsés de Tananarive, par arrêté du Gouvernement hova, et qui étaient partis de la capitale le 29 mai, sont enfin arrivés ici le 23 juin.

On n'a pas attenté à la vie de ces Français; mais ils ont eu à souffrir de toutes façons; on empêchait les gens du pays de leur vendre des provisions; ils ont eu souvent à souffrir de la faim.

M. Pakenham, Consul de Sa Majesté Britannique, a succombé, le 22 juin, à une maladie de la moelle épinière dont il était

(1) *Livre jaune*, n° 28.

(2) *Livre jaune*, n° 29.



atteint depuis plusieurs années. Les honneurs funèbres ont été rendus à M. Packenham par les troupes françaises en armes. Le 23 juin est arrivé de Mahanoro un navire ayant donné asile à son bord aux Français de cette localité chassés par décret du Gouvernement hova. Ce décret est le même que celui qui a déjà atteint les Français de Tananarive. Défense était faite à tout Malgache de leur vendre quoi que ce soit. Ils ont dû s'embarquer sans qu'il leur fût permis d'emporter la moindre provision, laissant leurs plantations, leurs maisons, leurs magasins et leurs marchandises à la disposition des Hovas qui, en certains endroits, ont commencé le pillage sous les yeux de l'autorité, avant même le départ des propriétaires. La mesure d'expulsion a frappé tous les Français habitant Madagascar, quel que fût le lieu de leur résidence, Manauzara, Mahela, Mahanaro, Fénériver, Toulpointe, etc.

Les Anglais sont, en tous lieux, respectés dans leurs personnes et leurs propriétés. La crainte manifestée en novembre dernier par le Consul de Sa Majesté Britannique, affirmant que ses nationaux courraient dans toute l'étendue de Madagascar les plus grands dangers, si on en venait aux hostilités, n'était donc pas justifiée, comme j'avais l'honneur de vous le dire à cette époque. Le Gouvernement hova affecte de couvrir de sa protection les résidents anglais. C'est ainsi que les Gouverneurs de province ont pris soin de signifier à nos nationaux le décret d'expulsion en présence des sujets anglais réunis à cet effet.

Au point de vue militaire, la situation n'a pas beaucoup changé depuis ma dépêche du 13 juin. La ville, à cette date, a été mise en état de siège. Cette décision a donné lieu à une série d'arrêtés pris par l'autorité militaire, et sur lesquels je n'ai point été appelé à donner mon avis. La population étrangère les a acceptés sans trop de murmures. Je dis la population étrangère, car il n'est pas resté en tout à Tamatave 100 indigènes.

Le fort de Tamatave, dégagé des grands bois qui l'environnaient et le cachaient aux bâtiments mouillés sur rade, est maintenant visible de nos navires de guerre et facile à canonner. La garnison française y est fortement établie ; il ne peut retomber au pouvoir de l'ennemi. A plusieurs reprises, les Hovas ont fait pendant la nuit, et principalement les 19 et 25 juin et 5 juillet, des démonstrations sur la ligne française. Ils ont même pénétré



en ville, où ils ont allumé l'incendie et blessé deux personnes. Ils ont toujours été repoussés avec des pertes sensibles, dit-on, car, jusqu'ici, on n'a retrouvé en tout que huit cadavres. De notre côté, nous n'avons eu à déplorer que la mort d'un homme tué à l'ennemi. Ces attaques ont été faites sur des ordres venus directement de Tananarive d'avoir à reprendre le fort de Tamatave. Différents renforts ont été envoyés aux troupes hovas; leur arrivée a toujours coïncidé avec les attaques entreprises sans succès contre notre ligne. La route de Tananarive est interceptée, et il est, par conséquent, impossible de faire connaître à la capitale la vérité sur ce qui se passe ici. Il n'entre pas dans les habitudes d'un chef militaire hova d'avouer qu'il a été vaincu. Il s'attribue toujours le succès; c'est ainsi qu'après la prise de Majunga, le Gouverneur de cette ville, qui s'était enfui précipitamment à Tananarive, a été récompensé pour la conduite qu'il avait tenue en s'emparant d'un navire de guerre français. De même ici, le Gouverneur de Tamatave, en fuite dans les environs, envoie journellement à la capitale le bulletin de ses succès. Si la route était libre, on pourrait faire parvenir des courriers à Tananarive. Le premier Ministre connaîtrait la vérité. Les droits de douane sont perçus par les soins de l'autorité militaire.

BAUDAIS.

---

**M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères,  
à M. Waddington, Ambassadeur de la République  
française, à Londres (1).**

Paris, le 12 août 1883.

Monsieur, en accusant réception de la note du 11 juillet, par laquelle le Gouvernement anglais nous avait entretenus, d'après des informations télégraphiques, de certains incidents survenus à Tamatave, j'avais fait savoir à Lord Lyons que nous étions dans la nécessité, pour répondre à sa communication, d'attendre les renseignements que nous avions demandés nous-mêmes à Madagascar. Je viens de recevoir du Commissaire de la République à Madagascar une dépêche en date du 12 juillet, et le Ministre de la Marine m'a communiqué, de son côté, des rapports qui lui ont été adressés par l'aniral Pierre et qui vont jusqu'au 14. Je m'empresse de détacher de cette correspondance les éclaircis-

(1) *Livre jaune*, n° 30.



sements qu'elle fournit sur les incidents signalés dans la note anglaise.

Le Cabinet de Londres, vous le savez, avait appelé notre attention sur les points suivants :

1° Le Commandant de nos forces navales aurait enjoint au consul de la Reine à Madagascar de quitter Tamatave dans les vingt-quatre heures, bien qu'il fût dangereusement malade, et M. Packenham serait mort quelques heures avant l'expiration de ce délai.

2° Le Commandant du bâtiment anglais *le Dryad* aurait fait transporter à son bord les archives du Consulat britannique.

3° L'Amiral français aurait intercepté toute communication entre les vaisseaux anglais et la terre.

4° Il aurait refusé d'entretenir aucune communication par écrit avec le Commandant du *Dryad*.

5° Tamatave serait devenue, en fait, une ville française.

6° Les pavillons consulaires auraient cessé d'y être arborés.

7° Le secrétaire du consul britannique, ainsi qu'un missionnaire anglais, M. Shaw, auraient été incarcérés par les autorités françaises.

Voici, sur ces divers points, les renseignements fournis par la correspondance de nos agents :

1° Votre télégramme du 10 août établit que le principal Secrétaire d'État est aujourd'hui fixé sur les circonstances qui ont accompagné la mort du consul d'Angleterre à Madagascar. Il n'ignore plus, sans doute, que, pour assurer la sécurité de la place, l'officier investi des fonctions de Commandant à Tamatave a dû interdire toute communication entre la ville et l'extérieur. Les mêmes considérations l'ont conduit à considérer comme incompatible avec l'ordre la présence du consul anglais, dont les correspondances avec les Hovas étaient demeurées assez importantes et assez actives pour avoir nécessité l'adjonction d'un officier en service. Sa mort est survenue avant qu'aucune mesure ait été mise à exécution ; elle n'a aucune connexité avec les ordres donnés par l'autorité militaire. Les communications échangées, à cette occasion, entre l'amiral Pierre et le commandant du *Dryad* attestent que nos agents se sont attachés à tenir compte, autant qu'il a été possible, des conditions particulières dans lesquelles se trouvait le consul. C'est ainsi que l'amiral



Pierre a pris soin que la décision ne fût notifiée qu'au commandant Johnstone, afin de ménager, jusqu'au dernier moment, M. Packenham, qui est mort, cela semble certain, sans l'avoir connue; il avait mis, en outre, le médecin du bord à la disposition du malade dès qu'il avait été informé de la gravité de son état. On sait, d'ailleurs, les honneurs dont les restes mortels de M. Packenham ont été l'objet, et le Gouverneur de l'île Maurice a tenu à rendre hommage à la conduite tenue en cette circonstance par l'amiral français.

2° Les renseignements qui nous sont parvenus jusqu'à ce jour ne font aucune allusion au transfèrement des archives du Consulat britannique à bord du *Dryad*.

3° Après la prise de Tamatave et en présence des attaques des Hovas, les nécessités de la défense ont amené le Commandant supérieur à se préoccuper des inconvénients qui résultaient de la présence d'officiers étrangers, qui s'ingéraient dans le règlement des questions relevant de son autorité exclusive; il a été décidé que le séjour dans la place leur serait interdit. Toutefois le commandant Johnstone ayant exprimé le vœu qu'un officier fût adjoint à M. Packenham, en raison de son état de santé, pour assurer la gestion des affaires du Consulat, l'amiral Pierre a consenti à faire différer la publication des dispositions ainsi arrêtées. Ce n'est qu'à la suite de la prétention émise par le Commandant du *Dryad* d'exercer une sorte de contrôle sur les consignes militaires, que l'interdiction dont il s'agit a dû être rigoureusement appliquée.

4° Le Gouvernement britannique a probablement reçu, comme nous, copie de la correspondance volumineuse échangée, du 2 au 20 juin, entre le Commandant de nos forces navales et le Commandant du *Dryad*. Cette correspondance permet de constater les dispositions conciliantes dont l'amiral Pierre s'est montré animé, au début de ses relations avec cet officier. Il n'eût dépendu que du commandant Johnstone de l'y affermir. Malheureusement il semble que, par une ingérence presque quotidienne et trop souvent mal fondée dans nos affaires, par son insistance à saisir nos agents de questions qui échappaient à leur compétence, ou à soulever des discussions destinées à entraver leur action, enfin par le ton même de certaines de ses communications, le commandant Johnstone ait pris à tâche d'amener l'amiral Pierre



à refuser de poursuivre une correspondance qui risquait, en se prolongeant, de donner naissance à de regrettables complications.

En entrant dans Tamatave, le Commandant de nos forces a trouvé la ville abandonnée par les autorités locales ; il s'est empressé d'utiliser les éléments dont il pouvait disposer pour instituer provisoirement une administration française. Nul ne contestera qu'en agissant ainsi, il ne se soit acquitté de l'un des premiers devoirs qui incombent à tout occupant, celui d'assurer sur le territoire occupé le maintien de l'ordre et le fonctionnement des services publics.

6° Il est vraisemblable que les changements apportés à l'organisation municipale, joints à la défense de toute communication avec l'extérieur, ont été considérés par nos autorités militaires comme mettant fin à la mission des étrangers. Les rapports de l'Amiral ne contiennent cependant aucun renseignement précis à cet égard. Quoi qu'il en soit, dès le 16 juillet, des instructions ont été adressées à Tamatave, pour que les agents étrangers fussent autorisés, autant que le permettraient les nécessités supérieures de la défense, à continuer leurs fonctions et arborer leur pavillon.

7° Quant aux faits qui auraient motivé l'arrestation du secrétaire de M. Packenham et celle de M. Shaw, il n'en est point fait mention dans les pièces qui viennent de parvenir. Nous savons seulement, par un télégramme tout récent de l'amiral Pierre, que l'autorité militaire s'est trouvée dans la nécessité de s'assurer, à un certain moment, de la personne d'un secrétaire hova de M. Packenham, qui est fils de l'ancien Gouverneur de Tamatave, allié lui-même à la famille du premier Ministre ; le détenu a été bientôt relâché sur parole. Les seuls renseignements que nous ayons sur la seconde de ces arrestations portent qu'une information judiciaire est ouverte contre M. Shaw sous une inculpation des plus graves.

Vous voudrez bien communiquer à lord Granville les indications qui précèdent, et qui concordent sans doute avec celles qu'il a lui-même reçues directement de Tamatave. Je me plais à penser qu'elles confirmeront le Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans la conviction que le Commandant de notre escadre, dans l'exercice de ses droits, a usé de tous les ménagements que



comportaient les intérêts légitimes des tiers et les relations amicales de la France avec l'Angleterre.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

**M. Challemel-Lacour, Ministre des Affaires étrangères,  
au Comte d'Aunay, Chargé d'affaires à Londres (1).**

(TÉLÉGRAMME)

Paris, le 21 août 1883.

Je vous prie de faire savoir à Lord Grandville que les poursuites contre le missionnaire Shaw ont abouti à une ordonnance de non-lieu et que ce missionnaire a été mis en liberté à Bourbon.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

**M. Challemel-Lacour, à Lord Lyons (2).**

Paris, le 4 octobre 1883.

Ainsi que je l'annonçais à Votre Excellence, le 3 juillet dernier, je n'ai pas manqué de m'enquérir auprès du commissaire de la République à Madagascar des dispositions qu'il avait dû prendre conformément à ses instructions pour assurer autant qu'il pouvait dépendre de lui la sécurité des étrangers en même temps que celle de nos nationaux. Je m'empresse de vous communiquer les indications que je viens de recevoir de M. Baudais à ce sujet. Dès le 11 mai, date de son arrivée à Tamatave, notre agent a profité de son premier entretien avec le Consul de Sa Majesté Britannique pour l'engager à prémunir ses compatriotes contre les éventualités qui pouvaient se produire; cet avertissement a été renouvelé par écrit le 21 du même mois.

D'autre part, l'ultimatum remis le 1<sup>er</sup> juin aux autorités hovas rendait le Gouvernement de la Reine Ranavalona ainsi que le premier Ministre personnellement responsables de ce qui pourrait être tenté tant contre les Français que contre les étrangers, quelle que fût leur nationalité. En notifiant le même jour aux consuls étrangers, et par conséquent à M. Packenham, la remise de l'ultimatum, le commissaire de la République les invitait à mettre à profit le délai de dix jours, accordé au Gouvernement de Tananarive, pour prendre vis-à-vis de leurs nationaux les mesures qu'ils jugeraient convenables.

(1) *Livre jaune*, n° 34.

(2) *Livre jaune*, n° 36.



Le 2 juin, une communication directement adressée par M. Baudais aux gouverneurs de la côte les déclarait responsables de tout ce qui pourrait être tenté contre les étrangers.

De son côté, l'amiral Pierre, à deux reprises différentes, a offert aux étrangers de les recevoir au même titre que les Français à bord des navires de sa division pendant le bombardement : M. Packenham a chargé M. Baudais de transmettre, à cette occasion, ses remerciements au commandant de nos forces navales.

A la date où m'écrivait notre agent, les dispositions dont il me rendait ainsi compte semblaient avoir eu le résultat que l'on était en droit d'en attendre : rien n'indiquait, en effet, que la sécurité des sujets britanniques eût été mise en cause. Je me plais dès lors à penser que ces informations seront considérées par le Gouvernement de la Reine comme répondant d'une façon satisfaisante aux préoccupations exprimées dans votre note du 27 juin dernier.

CHALLEMEL-LACOUR.

---

**M. Challemel-Lacour à M. Waddington (1).**

Paris, le 8 octobre 1883.

Monsieur,

Vous avez pu suivre les préoccupations éveillées en Angleterre par les incidents qui ont accompagné la prise de Tamatave et notamment par l'arrestation d'un membre de la Société des Missions, M. Shaw. En même temps vous avez été tenu au courant des instructions données au Commandant de nos forces navales et réitérées à la première nouvelle de ces incidents pour garantir aux résidents étrangers tous les ménagements compatibles avec les exigences de la situation militaire.

Le 17 septembre dernier, le principal Secrétaire d'État de la Reine nous communiquait, pour information, une lettre adressée de la Réunion au Secrétaire de la Société des Missions à Londres, et dans laquelle M. Shaw présentait un exposé des poursuites intentées contre lui à Tamatave. A ce moment nous n'avions pas encore reçu les pièces de la procédure instruite par la juridiction militaire. Le dossier nous est parvenu seulement dans les premiers jours de ce mois. Nous en avons immédiatement soumis

(1) *Livre jaune*, n° 38.



les éléments, dans des conditions qui offraient les plus sûres garanties, à un examen approfondi dont je puis aujourd'hui vous communiquer le résultat.

Il a été constaté tout d'abord qu'un ensemble de circonstances qui demeurent inexplicquées se trouvaient réunies, au début, pour faire peser sur M. Shaw la présomption d'un grave attentat préparé contre la sécurité de nos troupes et dont l'autorité militaire avait le devoir d'assurer la répression. Un ordre d'arrestation a dû, par suite, être décerné contre M. Shaw. L'instruction s'est alors poursuivie conformément aux règles édictées pour la juridiction maritime ; à la suite de cette procédure préparatoire qui s'est prolongée durant sept semaines, l'innocence de M. Shaw a été constatée. Le nombre des témoignages à recueillir, les constatations à faire sur les lieux, une analyse délicate à laquelle il ne pouvait être procédé à Tamatave, la difficulté des communications avec la Réunion, le temps nécessaire pour calmer, dans l'intérêt même de la justice, l'émotion soulevée par le bruit de l'attentat, toutes ces raisons expliquent la longueur de l'information. Durant cette période, M. Shaw a été interné sur un bâtiment de l'escadre dans les conditions réglementaires imposées par l'aménagement et la discipline du bord. Il a été rendu à la liberté aussitôt que le Commandant supérieur de Tamatave eut reçu notification des résultats de la procédure.

Quoi qu'il en soit, il est constant qu'un homme innocent, sujet d'une Puissance amie, a été, durant cinquante-quatre jours, privé de sa liberté, au préjudice de ses intérêts, et maintenu, dans des conditions pénibles, sous le coup d'une accusation qui ne s'est pas trouvée justifiée. Le Gouvernement a décidé que vous seriez autorisé à offrir une somme de 25,000 fr. comme témoignage de notre désir d'alléger les conséquences des rigueurs dont M. Shaw a été l'objet.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique verra, j'en suis convaincu, dans cette décision une preuve des sentiments dont nous sommes animés, et un motif nouveau de poursuivre, de part et d'autre, dans le même esprit amical, le règlement des difficultés qui viendraient à s'élever entre les deux pays.

Vous pourrez donner lecture de cette dépêche à Lord Granville et lui en laisser copie.

---

CHALLEMEL-LACOUR.



**Lord Granville, Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères à Londres, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres (1).**

(Traduction.)

Foreign-Office, 29 octobre 1883.

Monsieur l'Ambassadeur, la dépêche de M. Challemel-Lacour, en date du 15 de ce mois, que Votre Excellence m'a remise le 17, et le Mémoire y annexé concernant les mesures prises à Tamatave, par feu l'amiral Pierre, ont été pris en sérieuse considération par le Gouvernement de Sa Majesté, ainsi que la dépêche ultérieure de M. Challemel-Lacour, en date du 15 de ce mois.

En août dernier, j'ai eu l'honneur de remettre à Votre Excellence un exposé de faits tirés des rapports du commandant Johnstone, du navire de Sa Majesté, *Dryad*, et de sa correspondance avec l'Amiral français. Ce mémoire n'était accompagné d'aucun commentaire, car il avait été convenu entre nous que la première chose à faire consistait à arriver autant que possible à une entente sur les faits de l'incident.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne doutait aucunement que, une fois ce résultat atteint, le Gouvernement de la République ne s'empressât d'exprimer son regret de ce que l'on se fût écarté de la courtoisie traditionnelle de la nation française, ainsi que des instructions formelles données à l'amiral Pierre, de maintenir soigneusement les relations les plus courtoises avec le Commandant des forces navales britanniques.

En me remettant la dépêche de M. Challemel-Lacour et le Mémoire qui l'accompagnait, Votre Excellence m'a fait observer qu'un malencontreux retard dans la réception des documents légaux envoyés de Madagascar avait fait différer la réponse du Gouvernement français, et que ces documents n'étaient arrivés que huit jours avant cette communication. Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu avec satisfaction cette explication amicale.

Le Mémoire français n'est pas une exposition contradictoire des faits ; mais il cherche à en atténuer le caractère par de nombreuses déductions, dont le Gouvernement de Sa Majesté ne

(1) *Livre jaune*, n° 40.



pourrait aucunement admettre la justice; et il cherche également à rejeter sur le commandant Johnstone toute la responsabilité de l'attitude de l'amiral Pierre, en l'accusant d'avoir manqué de promptitude en éloignant son navire du voisinage immédiat du lieu d'embarquement à Tamatave, lorsque l'Amiral l'avait prié de s'en écarter.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît de la manière la plus complète le devoir absolu des officiers britanniques d'observer rigoureusement les obligations de la neutralité; mais il a la conviction que le commandant Johnstone n'a point failli dans l'accomplissement de cet important devoir international. Sur ce point, je dois examiner la conduite du commandant Johnstone, par rapport immédiat avec les obligations qu'il reconnaissait lui incomber à l'égard de ses compatriotes à Madagascar.

Le bombardement ne devait commencer que le 10 juin, à minuit, date fixée par l'ultimatum adressé au Gouvernement hova, et notifiée aux Consuls à Tamatave. Il est vrai qu'on avait fait savoir au commandant Johnstone que l'Amiral pourrait se trouver forcé d'ouvrir le feu plus tôt; mais c'était là une éventualité incertaine; et, en attendant, le commandant Johnstone était tenu d'employer tous ses efforts, avec les ressources très limitées dont il disposait, pour effectuer l'embarquement des sujets britanniques. Bien que cette tâche l'empêchât d'éloigner entièrement son navire du théâtre des opérations projetées, il s'en est écarté le plus possible. Le *Dryad* était sous vapeur, prêt à appareiller dans le plus bref délai; et le commandant Johnstone avait fait savoir à l'amiral Pierre son intention de le faire. Il était encore occupé à embarquer des sujets britanniques, le 8, lorsqu'il fut de nouveau prié de se retirer au delà de *Fiano-Pointe* (ce qu'il fit aussitôt); et, même à cette distance, il embarqua encore 183 réfugiés.

On voit donc que le commandant Johnstone a fait de son mieux pour se conformer aux désirs de l'Amiral, d'une manière compatible avec les préceptes de l'humanité et avec ses devoirs envers ses compatriotes à Madagascar.

Les cinq différents chefs de l'accusation formulée contre le commandant Johnstone, par l'amiral Pierre, dans sa lettre du 23 juin, sont non fondés, ainsi que l'a démontré le Mémoire anglais. Le Mémoire français ne produit aucune nouvelle



preuve à l'appui, et il n'y a aucune nouvelle constatation de faits qui, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, justifie les actes tels que la proclamation du 21 juin, l'ordre d'expulsion du commandant Packenham, le bombardement de Ténérive, sans avis préalable, et en dernier lieu, la longue détention et les mauvais traitements dont M. Shaw a été victime.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucunement le désir, après la communication qu'il a reçue du Gouvernement français, de s'appesantir sur les événements signalés plus haut. En ce qui concerne le consul Packenham, le Gouvernement de Sa Majesté a lu, avec plaisir, la lettre du lieutenant Martret de Préville, qui se trouvait annexée au Mémoire français et dont il n'avait pas encore vu le texte complet. Cette lettre confirme le Gouvernement de Sa Majesté dans son opinion que l'Amiral n'aurait pas mis à exécution l'ordre d'expulsion du Consul, s'il avait été averti de son état de santé critique.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais conçu le moindre doute que le traitement infligé à M. Shaw, personnage qui jouit d'une grande réputation tant en Angleterre qu'à Madagascar, ne fût blâmé par le Gouvernement français. Il est donc inutile d'entrer dans les détails de cette question et de s'en occuper davantage.

En ce qui concerne la part prise par l'amiral Pierre aux mesures qui ont donné lieu aux plaintes du Gouvernement de Sa Majesté, et les observations à ce sujet contenues dans la dépêche de M. Challemel-Lacour, je n'ai qu'à faire remarquer que le Gouvernement de Sa Majesté se rend facilement compte de la disposition d'esprit dans laquelle le Gouvernement français a nécessairement dû envisager la question, et exprimer une opinion favorable sur la conduite d'un officier brave et distingué, qui avait longtemps et honorablement servi son pays, et qui enfin, en proie à une maladie dont il est mort, a écrit et agi d'une manière qui, dans d'autres circonstances (le Gouvernement de Sa Majesté en a la conviction) aurait répugné à ses principes, et eût été incompatible avec les relations amicales qu'il avait nouées pendant une résidence de quelques mois en Angleterre.

L'expression de regret que manifeste la dépêche de M. Challemel-Lacour démontre que le Gouvernement français agit conformément au sentiment amical et aux bonnes dispositions



existant entre les deux Gouvernements, qui éprouvent tous deux le même désir d'aplanir les difficultés qui ont surgi.

Animé de ces sentiments, le Gouvernement de Sa Majesté accepte les explications données par le Gouvernement français, afin de prévenir une controverse incompatible avec les intérêts et la dignité des deux pays.

Il est difficile d'apprécier exactement le montant de l'indemnité pécuniaire à allouer, non pas tant pour la perte en argent que pour les souffrances qu'a dû endurer un homme honorable et innocent, injustement détenu pendant si longtemps, sous l'accusation d'un fait criminel. Mais, en reconnaissant le principe de l'indemnité, le Gouvernement français a complètement relevé M. Shaw de toute atteinte à sa réputation. Le Gouvernement de Sa Majesté accepte la somme que le Gouvernement français s'est décidé à offrir, dans le même esprit dans lequel l'offre est faite.

En terminant, il ne me reste qu'à exprimer la satisfaction qu'éprouve le Gouvernement de Sa Majesté de l'arrangement de cette pénible question.

J'ai l'honneur, etc.

GRANVILLE.

**Commandant Johnstone, faisant fonction de consul,  
au comte Granville (1).**

« Dryad, » à Tamatave, 26 septembre 1883.

Mylord,

J'ai eu occasion d'adresser plusieurs lettres au Gouvernement hova. Dans ma première lettre du 20 août, j'ai fait connaître que le Gouvernement de Sa Majesté envoyait un fonctionnaire pour remplacer feu M. Packenham, et que, dans l'intervalle, la charge du consulat serait remplie par moi. Les autres lettres se rapportent aux sujets suivants :

Demandant qu'on donne aux gouverneurs hovas de la côte des instructions pour reconnaître les vaisseaux anglais, et qu'on ait pour eux les égards convenables ;

Demandant qu'on fasse une enquête au sujet d'une plainte, adressée par M. W. R. Rogers, plainte de dommages causés par les Hovas à sa sucrerie, et signalant l'inconvénient qu'il y a à permettre de détruire sans nécessité les propriétés ;

(1) *Livre bleu*, n° 106.



Attirant l'attention sur les mauvais effets et l'injustice qui résultent et qui résulteront de l'arrêt par les Hovas des exportations et autres affaires de commerce des marchands étrangers ;

Se plaignant de ce que le gouverneur de Mahanaro a refusé la permission d'acheter pour *la Dryade* des provisions fraîches, bien qu'il y en eût abondamment dans la place ;

Se plaignant de ce que, dans quelques circonstances, les autorités avaient interdit aux naturels de payer des dettes aux sujets anglais, et signalant l'inconvénient général de mesures restrictives sans nécessité.

Un message m'ayant été adressé par le premier Ministre pour m'informer de la mort de Ranavalona II et de la paisible arrivée au trône de Ranavalona III, j'ai écrit une lettre exprimant au nom du Gouvernement de Sa Majesté, mes condoléances et mes congratulations.

J'ai écrit au gouverneur de Mahanaro pour lui reprocher son attitude défavorable au sujet des approvisionnements.

A Manauzary, j'ai donné avis à tous les sujets anglais en général, quand j'eus découvert que l'un d'eux avait l'habitude de refuser ses vaisseaux pour le service des postes, causant par là un grand préjudice à la communauté.

En conséquence des rapports qui sont parvenus aux propriétaires aux environs de Tamatave sur les dommages causés à leurs propriétés, j'ai écrit au gouverneur de Tamatave, lui montrant l'inutilité et l'imprudence d'une destruction générale, et surtout rejetant sur son compte l'injuste effet qui résulterait de l'incendie de Tamatave même, comme on suppose que c'est une partie importante des projets des Hovas.

Les autorités françaises m'ayant informé qu'ils pourraient bientôt recommencer le bombardement des places sur la côte, j'ai fait connaître aux sujets anglais la possibilité du danger.

A Tamatave, le 17 courant, j'ai reçu pour les faire passer à Maurice neuf hommes, six femmes et treize enfants, sujets anglais en détresse, réduits à l'indigence par le siège et ses conséquences. Les détails seront exactement rapportés à l'Amirauté.

Le 18 courant, en visitant Mahanaro, j'ai rencontré M. J. J. Wilson, vice-consul, dans un état de santé si précaire qu'un changement de climat immédiat était nécessaire. Je l'ai donc envoyé à Maurice : et, ayant considéré que l'office de vice-consul



ne devait pas rester vacant pendant ce temps, sur la recommandation que m'avait faite M. Wilson de M. James Glas Connarton, j'ai nommé ce gentleman agent consulaire, pour remplir les devoirs nécessaires.

J'ai reçu des réponses à quelques-unes de mes lettres au premier Ministre, et, par son ordre, toutes les défenses mises sur *la Dryade* pour l'achat d'approvisionnements à Mahanaro ont été levées.

Dans la plupart des ports que j'ai récemment visités, j'ai écrit aux gouverneurs locaux en leur rappelant le traité et en leur demandant leur attention pour protéger les sujets anglais et leurs propriétés.

Les résidents anglais à Antanarino m'ont envoyé une copie d'une adresse à Votre Seigneurie.

J'ai, etc.

C. JOHNSTONE.

---

**M. Baudais à M. Jules Ferry,  
Ministre des affaires étrangères (1).**

Tamatave, le 2 novembre 1883. (Arrivée le 28 novembre.)

M. le ministre, le 22 octobre au matin se présentaient aux avant-postes deux officiers hovas porteurs d'une lettre du premier Ministre à mon adresse et à celle de l'Amiral. La lettre, remise au commandant du fort, a été envoyée à bord de *la Naïade*, où je me suis rendu et où j'en ai pris connaissance. L'Amiral était absent; il avait quitté Tamatave le 12 à bord de *la Nièvre*, pour se rendre à la côte Nord-Ouest.

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence (annexe n° 1) copie de cette lettre du premier Ministre. Cette copie est celle de la traduction faite au Consulat sur le texte hova; j'ai laissé à bord pour l'Amiral la traduction française émanant du Gouvernement malgache.

J'ai eu soin de répondre que l'Amiral et moi nous acceptons l'idée de pourparlers pour arriver à la paix, mais que l'ultimatum était un acte sérieux et réfléchi sur lequel il n'y avait pas à revenir, surtout lorsque le sort des armes nous avait donné des avantages comme ceux que nous avons obtenus depuis l'ouver-

(1) *Livre jaune*, n° 43.



ture des hostilités; de plus, connaissant la lenteur calculée des Hovas à traiter toutes les affaires et devant craindre que cette ouverture n'eût pour but que de nous arrêter dans nos opérations, soit pour s'organiser, soit pour recevoir des armes, j'ai, sur le désir qui m'en a été exprimé au nom de l'Amiral, mis comme condition que, si les pourparlers avaient lieu, nos opérations ne seraient pas suspendues.

Les officiers hovas ont été appelés à bord de *la Naiade*, où je leur ai remis la réponse. J'ai l'honneur de vous en adresser ci-jointe la copie (annexe n° 2).

Ces officiers ont quitté le fort le 23 au matin. Ma lettre a dû parvenir à la capitale vers le 25 octobre, le service des courriers du Gouvernement continuant à fonctionner. Il n'y a pas encore lieu de s'étonner outre mesure de n'avoir pas reçu aujourd'hui, au moment du départ du courrier, une communication nouvelle du Gouvernement hova.

BAUDAIS.

---

*Annexe I.* — M. RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE, A M. BAUDAIS, CONSUL ET COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE A MADAGASCAR, ET A M. LE COMMANDANT EN CHEF DE LA STATION NAVALE DE LA MER DES INDES A TAMATAVE.

Antananarivo, 15 octobre 1883.

Messieurs, lorsque les Ambassadeurs, de retour à Paris, ont, dans leur entrevue avec M. Jules Ferry, Président du Conseil, exposé de nouveau le désir du Gouvernement de la Reine de Madagascar de régler à l'amiable le différend regrettable qui existe entre les deux Puissances, M. Jules Ferry leur a dit que la France désirait le rétablissement des bonnes relations entre les deux Puissances, en exprimant toutefois le regret de ne pouvoir terminer la chose à Paris, parce qu'il avait donné et transmis à M. Baudais et à l'amiral Pierre les pouvoirs pour régler cette affaire avec la Reine même de Madagascar.

Aujourd'hui que les Ambassadeurs sont arrivés à la capitale, je vous écris en conséquence :

Si le Gouvernement français veut traiter avec le Gouvernement de la Reine de Madagascar sur d'autres bases que celles de l'ultimatum, afin d'établir de bonnes relations entre les deux Puissances, mon Gouvernement est prêt à entrer en négociations; car rien ne lui est plus agréable que de voir le rétablissement des bonnes relations



entre la France et Madagascar, dans l'intérêt du développement du commerce et du progrès de la civilisation.

Vivez, soyez heureux, que Dieu vous protège, Messieurs.

Ainsi parle votre Serviteur.

RAINILAIARIVONY,  
*Premier Ministre.*

---

*Annexe 2.* — M. BAUDAIS, CONSUL ET COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE A MADAGASCAR, ET M. LE COMMANDANT EN CHEF DE LA STATION NAVALE DE LA MER DES INDES, A M. RAINILAIARIVONY, PREMIER MINISTRE ET COMMANDANT EN CHEF.

L'Amiral et moi apprécions dans le sens le plus élevé les propositions contenues dans votre lettre du 15 octobre.

Ainsi que vous, M. le Premier Ministre, la France verrait avec plaisir les bonnes relations s'établir de nouveau entre elle et Madagascar.

M. le Contre-Amiral commandant en chef la division navale de la mer des Indes et moi consentirions à entrer en pourparlers avec des plénipotentiaires choisis par vous à cet effet, mais aux conditions suivantes :

1° Pendant le cours de ces pourparlers, aucune action de guerre ne sera suspendue.

2° L'ultimatum remis par M. le contre-amiral Pierre et par moi au Gouvernement de la Reine Ranavalona a été, de la part de la France, un acte réfléchi et sérieux. Les conditions qui y sont énumérées et dont la modération n'a pu vous échapper ont été imposées avant l'ouverture des hostilités. Elles doivent à plus forte raison être maintenues aujourd'hui, que nous occupons Majunga et Tamatave, et elles serviront de base à tout arrangement à intervenir entre les deux nations.

De plus, il importe, M. le Premier Ministre, que les négociations soient menées rapidement. Le Gouvernement français s'est fixé une date au delà de laquelle notre bonne volonté réciproque serait sans effet. La conclusion de notre différend resterait alors livrée au sort des armes.

BAUDAIS.

Pour l'Amiral : *Le Chef d'État-Major,*  
BUGE.

---



**M. Waddington à M. Jules Ferry (1).**

Londres, 4 décembre 1883.

Suivant les instructions du département en date du 21 novembre, je n'ai pas manqué de faire parvenir au Gouvernement Britannique, par l'intermédiaire du principal Secrétaire d'État, le chèque de mille livres sterling (1,000) sur MM. de Rothschild, représentant le montant de l'indemnité accordée par le Gouvernement de la République au sieur Shaw.

Lord Granville vient de m'accuser officiellement réception de cet effet par une lettre dont je crois devoir adresser ci-joint copie à V. E.

WADDINGTON.

---

**ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES DU 4 DÉCEMBRE 1883.**

Foreign-Office, 30 novembre 1883.

M. l'Ambassadeur, Votre Excellence a eu la bonté de transmettre à ce département un chèque pour le règlement de l'indemnité accordée par votre Gouvernement à M. Shaw. En vous en accusant réception, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence les remerciements du Gouvernement de Sa Majesté pour le bon vouloir qu'a montré le Gouvernement de la République à terminer cette affaire.

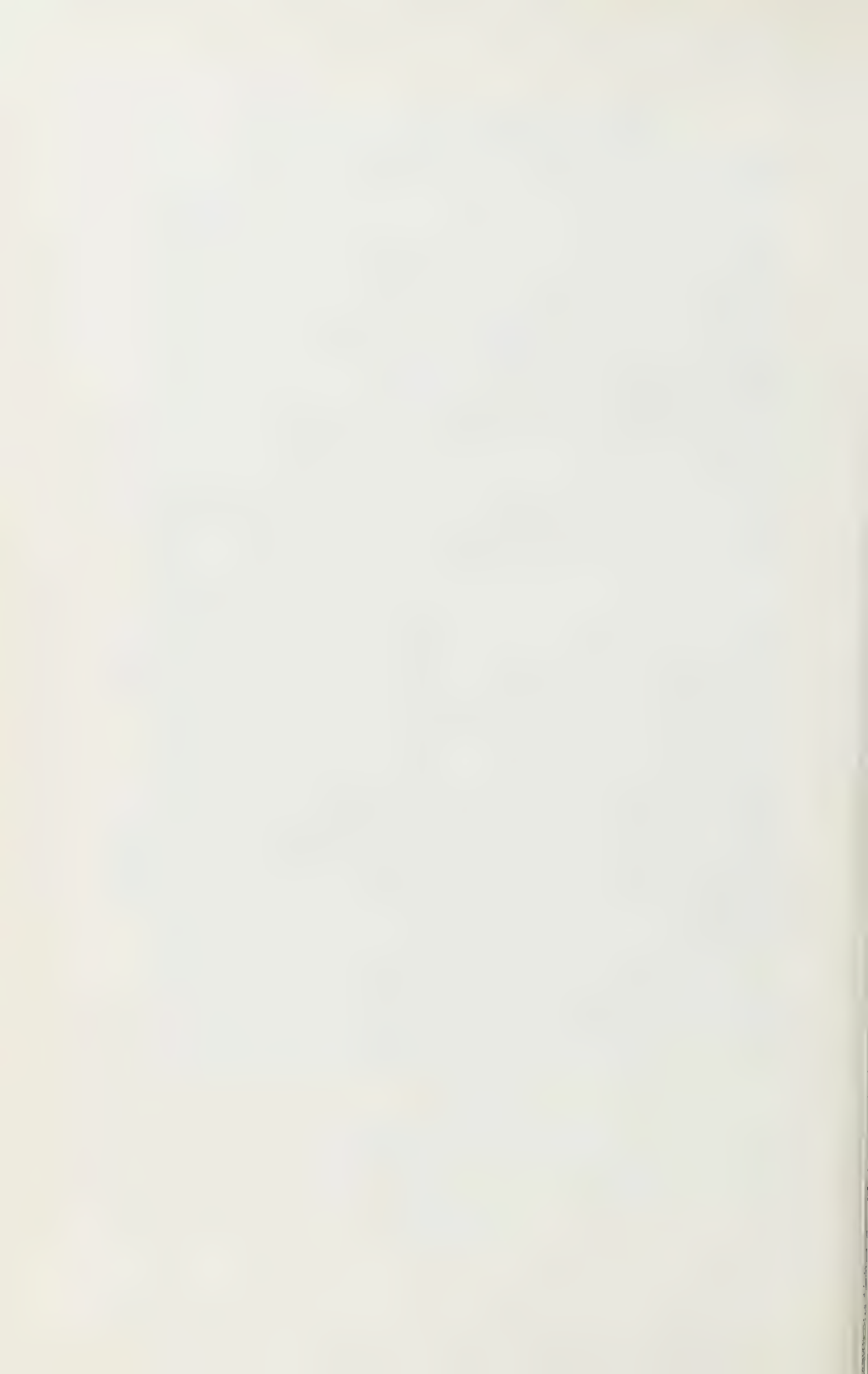
Je désire aussi saisir cette occasion d'exprimer son appréciation des hauts sentiments de justice et d'amitié pour notre pays qui ont amené votre Gouvernement à terminer l'incident Shaw d'une manière honorable en soi et satisfaisante pour le Gouvernement de Sa Majesté.

(A suivre.)

GRANVILLE.

(1) *Livre jaune*, n° 44.







## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### PAYS-BAS

#### **États-Généraux (Chambre haute) : Affaire du Springbok. 25 janvier 1884.**

*Le comte Van Lynden Van Sandenburg, ministre d'État.* Je désire poser une question au ministre des affaires étrangères et soumettre quelques observations à son attention.

Pendant la dernière guerre américaine, — j'entends la guerre civile entre les États du nord et du sud de l'Amérique du Nord, — un acte de spoliation fut commis, du plus grave caractère si on l'examine dans ses rapports avec le droit international. Cet acte a passé, à l'époque, presque inaperçu; mais, à raison des conséquences importantes qui peuvent en résulter comme d'un précédent, on ne peut pas souffrir qu'il reste ignoré, ou qu'il demeure plus longtemps, il faut l'espérer, sans être redressé.

Il n'est pas étonnant que l'acte de spoliation dont je parle, bien qu'il ait été, comme je l'ai dit, à peine remarqué au moment où il se produisit, ait depuis lors attiré de plus en plus l'attention non seulement de ceux qui, par profession, s'occupent de l'étude des lois internationales, mais aussi de ceux qui vraisemblablement en pourraient éprouver quelque dommage. Il a occupé aussi l'attention sérieuse de plusieurs Gouvernements étrangers. Pendant le cours des dix-sept années qui ont suivi, des protestations répétées se sont fait entendre, et des tentatives ont été faites de temps à autre, sinon pour réparer l'acte de spoliation auquel je fais allusion, au moins pour se garder contre ses fâcheuses conséquences, pour empêcher la doctrine par laquelle on cherchait à le justifier d'être reconnue comme règle de droit international, et surtout pour protéger à l'avenir les droits des neutres en temps de guerre.

L'acte de spoliation sur lequel je désire ramener l'attention fut l'injustifiable saisie faite en pleine mer, par un croiseur américain, du vaisseau *le Springbok*. Le ministre des affaires étrangères comprendra quel est mon objet, maintenant que j'ai nommé le navire.

Je ne considère pas comme nécessaire ici d'entrer dans tous les détails de l'affaire. Ils peuvent être ainsi résumés :

En décembre 1862, le *Springbok*, sous pavillon anglais, pavillon



neutre, par conséquent, faisait voile de Londres, port neutre, jusqu'à Nassau, port de l'île de la Nouvelle-Providence, du groupe de Bahama, par conséquent port neutre.

Une partie très insignifiante — environ 1 % — de la cargaison se composait de ce qui était regardé par les capteurs comme une quasi-contrebande de guerre, soit de deux petites caisses contenant des boutons de cuivre, et une caisse contenant, à titre d'échantillons, une douzaine de sabres de cavalerie et une douzaine de rifles baïonnettes. Il y avait aussi à bord dix petits barils de salpêtre. Excepté cela, la cargaison, évaluée à environ 66,000 livres sterling, consistait en mousselines, tissus, mercerie, thés, denrées coloniales, médicaments, papeterie, etc.

Le vaisseau, comme je l'ai dit, partait de Londres pour Nassau. Poursuivant son voyage directement vers cette destination, il ne s'en trouvait plus qu'à environ cent cinquante milles, lorsqu'il fut abordé, saisi par le croiseur américain *Sonoma*, sans qu'aucune recherche fût faite et en l'absence de quoi que ce fût qui ressemblât à une violation de blocus ou qui pût justifier un procédé si arbitraire, et conduit, comme prise de guerre, à New-York, où le vaisseau et toute la cargaison furent condamnés par le tribunal des prises du district. La sentence du tribunal du district de New-York fut, en appel devant la Cour suprême des États-Unis, à Washington, confirmée au sujet de la cargaison, valant plus de 66,000 livres sterling, mais cassée au sujet du vaisseau, dont la valeur n'était que de 4,000 livres sterling.

Ce jugement de la Cour suprême fut déterminé par la voix prépondérante du *Chief Justice*, les huit juges adjoints s'étant divisés sur l'affaire. Le jugement n'est pas basé sur ce que le vaisseau portait de la contrebande de guerre ou avait été coupable d'une violation de blocus, mais seulement sur la présomption, sans base sérieuse, qu'il devait y avoir eu, de la part des propriétaires de la cargaison, une *intention* de transborder la cargaison, quand elle aurait été débarquée à Nassau, dans *quelque autre* vaisseau, et ainsi de la faire ensuite parvenir à *quelque* port confédéré bloqué, appliquant ainsi faussement au blocus ce qui est techniquement appelé par les juristes la « théorie des voyages continus ».

Cette décision monstrueuse, j'ai à peine besoin de le faire remarquer, rend vains et met à néant d'un seul coup tous les efforts qui ont été faits pendant des années, je pourrais dire durant plusieurs siècles, pour protéger en temps de guerre la propriété neutre sur mer, et pour empêcher l'oppression que les belligérants faisaient peser sur le légitime commerce neutre. Cette saisie et ce jugement sont maintenant regardés universellement par les juristes comme arbitraires et injustes, et ont été stigmatisés par Bluntschli comme *iniques*.



Même aux États-Unis, dans le pays de Wheaton, l'un des plus éminents écrivains en matière de droit des gens, où jadis avaient prévalu une doctrine et une pratique plus douces, comme dans le reste du monde civilisé, le jugement sur l'affaire du *Springbok* est, à l'heure actuelle, blâmé et déploré.

L'honorable William Maxwell Ewarts, ancien secrétaire d'État en Amérique, a fait la déclaration suivante : « L'affaire de la cargaison du *Springbok*, si l'on permet qu'elle reste comme une règle incontestée du droit des gens, donne aux belligérants un pouvoir que jamais jusqu'ici ils n'avaient osé réclamer, et soumet le commerce des puissances neutres aux exigences des belligérants dans une mesure jusqu'ici inconnue, dans une mesure intolérable, soit pour leurs intérêts, soit pour leur dignité. La règle ainsi établie donne aux croiseurs et aux tribunaux des prises des belligérants un champ d'immixtion dans le commerce entre les ports neutres *mis à l'index*, bien plus large et bien moins contrôlé que celui qu'ils ont dans le commerce entre les ports neutres et les ports belligérants. Un blocus sur le papier des ports neutres, alors que le blocus n'est déjà pas admissible à l'égard des ports ennemis; la prise et la mise en adjudication de navires qui ne peuvent d'aucune façon se justifier à l'aide des preuves les plus simples, car ces preuves ne sauraient s'appliquer qu'au voyage actuel *innocent*; la condamnation prononcée, à cause de l'intention d'un voyage futur, qui n'est pas encore entrepris, condamnation appuyée nécessairement sur des preuves *extérieures*, si même il y a des preuves, voilà les étranges conséquences qui découlent de cette nouvelle doctrine du droit des belligérants et de l'asservissement des neutres. C'est en réalité une *extension du domaine de la légitimité des prises de guerre au théâtre du commerce neutre entre ports neutres*, sur la *fiction* de voyages continus possibles, qui restent encore à indiquer et à déterminer. » Il est vrai que les États-Unis n'ont pas donné leur adhésion à la déclaration de Paris de 1856, et tiennent, avec l'Angleterre, qu'un blocus est violé quand un vaisseau sort d'un port neutre avec l'intention de violer un blocus effectif et dûment notifié, et que, sous certaines circonstances, ce vaisseau s'expose à être saisi à quelque point que ce soit de son voyage depuis son départ; mais cette doctrine ne saurait s'appliquer dans le cas du *Springbok*, où il n'y avait pas pour un iota de preuves d'aucune intention de violer le blocus. Au surplus, le vaisseau fut rendu par la Cour suprême.

Je n'ai pas besoin d'insister sur les périls auxquels un pareil précédent expose la propriété sur mer en temps de guerre. S'il était adopté et appliqué par les futurs belligérants, il n'y aurait de sûreté d'aucune sorte pour la propriété neutre. On ne doit donc pas s'étonner que, par toute l'Europe, cette doctrine et ce précédent soient dénoncés



par les jurisconsultes et les Chambres de commerce. Même aux États-Unis, autrefois champions ardents des droits des neutres, l'opinion publique réclame la répudiation de cette doctrine et la révision du jugement. Les citoyens américains, en effet, s'aperçoivent que si ce précédent n'est pas écarté, leur propre commerce et leurs transports de marchandises neutres, au cas d'une guerre européenne, souffriraient probablement plus que ceux d'aucun autre pays de l'application par les belligérants de la doctrine de leur Cour suprême.

L'Angleterre, à raison de sa suprématie maritime et de sa position insulaire, est la seule nation dont la politique est d'accueillir cette extension américaine des droits des belligérants. Cette considération n'a pas cependant empêché les jurisconsultes britanniques de la couronne d'hésiter devant la procédure américaine dans cette affaire. L'un d'eux, sir Rondell Palmer, maintenant lord chancelier d'Angleterre, employa, devant la Chambre des communes, le 23 avril 1863, étant encore solicitor général, le langage énergique qui suit : « Quand il apparut qu'une sorte de *Liste noire* avait été adressée aux croiseurs des États fédéraux, et qu'ils se croyaient autorisés à détenir les vaisseaux anglais inclus dans ces listes, à les emmener dans les ports pour les vendre, non pas sur le fondement d'une cause quelconque raisonnable de suspicion, découverte à la suite d'une enquête, mais sur le fondement d'informations reçues de ce pays-ci, on ne perdit pas de temps pour intimer aux États fédéraux que c'était là un abus des droits des belligérants auquel le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait un instant se soumettre. »

Deux faits ont été récemment produits au jour, qui sont bien faits pour augmenter la réprobation universellement exprimée à propos de la saisie du *Springbok* et de la condamnation de sa cargaison.

Voici le premier : ce que le solicitor général anglais soupçonnait est prouvé s'être en effet passé à cette époque. Il y a quelques mois on publia le texte de la dépêche officielle, où le commandant du croiseur américain annonçait au secrétaire de la marine qu'il avait capturé le *Springbok*, en accomplissement des ordres à lui donnés de saisir, partout où il les rencontrerait, et à tout hasard, tous vaisseaux figurant sur la *Liste noire*. Cette dépêche était ainsi conçue :

V. S. S. Sonoma, 3 février 1863.

En mer, par 25° 35' de latitude nord ; 73° 40' de longitude ouest.

A l'honorable Secrétaire de la marine,

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que, dans une croisière en vue de l'*Oreto*, j'ai capturé aujourd'hui, par les longitude et latitude susmentionnées, le navire anglais *Springbok*, un des vaisseaux désigné-



comme faisant un commerce de contrebande sur la liste à moi fournie par le vice-amiral Wolkes.

J'envoie le *Springbok* à New-York, sous la conduite de M. Willes, faisant fonctions de capitaine.

Très respectueusement, votre obéissant serviteur,

Signé : T. H. STEVENS,  
*Commodore de la marine des Etats-Unis.*

L'autre fait est la publication d'une lettre adressée à l'éminent juriste, feu W. Beach Lawrence, par feu l'honorable Samuel Nelson, un des quatre juges dissidents lors du procès du *Springbok* (1867). Il y admet candidement que l'esprit de quelques-uns de ses collègues était influencé par la chaleur de la guerre civile et par l'irritation contre l'Angleterre. Il confesse plus loin que « la Cour suprême n'était pas, à cette époque, familière avec la loi du blocus ». — Je veux vous donner *ipsissima verba* du juge Nelson : « La vérité est que le sentiment du pays était profond et fort contre l'Angleterre, et que les juges, en tant qu'individus, ne faisaient point exception à ce sentiment. D'ailleurs la cour n'était pas alors familière avec la loi du blocus. Maintenant que les passions et les préjugés du moment se sont dissipés, il n'y a et il ne peut pas y avoir deux opinions différentes dans cette affaire. »

Ces découvertes n'ont pas produit une mince sensation en Amérique aussi bien qu'en Europe.

Sans aller jusqu'à dire positivement que l'éminent secrétaire d'Etat actuel des États-Unis a, soit de vive voix, soit par lettre, donné à entendre au représentant d'une puissance étrangère à Washington, qu'il n'est pas opposé à remédier au déni de justice et à réparer le tort commis dans l'affaire de la cargaison du *Springbok*, pourvu que des observations écrites lui fussent d'abord adressées à cette fin par une puissance amie; néanmoins je puis aller jusqu'à exprimer ma conviction que, si des démarches solennelles sont faites en vue d'obtenir la révision d'un jugement et d'une doctrine si universellement condamnés, il y a tout lieu de croire que ces démarches seront couronnées de succès, à la satisfaction du monde civilisé. Je sais que l'attention de différentes Puissances est maintenant dirigée sur cette question qui a enfin pris un caractère international, attendu qu'elle affecte les droits des neutres.

Il importe peu qui peuvent être les propriétaires de la cargaison, à quelle nationalité ils appartiennent, s'ils sont anglais, français, hollandais ou même américains. Un grand principe est en jeu, et la seule preuve satisfaisante et concluante que le Gouvernement des États-Unis puisse donner qu'enfin il déserte et répudie une doctrine destructive du commerce neutre et un jugement résultant d'une erreur,



sera une sentence accordant pleine compensation aux propriétaires spoliés de cette cargaison, qui ont longtemps souffert d'une flagrante injustice.

Maintenant n'est-ce pas le rôle évident, n'est-ce pas le devoir du gouvernement hollandais, du gouvernement du pays qui donna naissance à Hugo Grotius, de se rapprocher des États-Unis de l'Amérique du Nord, de concert avec d'autres puissances maritimes, dans le but d'insister près de leur Gouvernement pour qu'il revienne sur ses pas? A mon sens, c'est là clairement notre devoir.

La question que je pose donc au ministère des affaires étrangères est celle-ci : Est-il d'accord avec moi sur cet important sujet? Et s'il l'est, le représentant de Sa Majesté à Washington a-t-il reçu l'autorisation et les instructions pour arriver de son mieux à l'accomplissement du but désiré? (*Applaudissements.*)

— *M. Van der Does van Willebois.* L'honorable membre pour Utrecht a appelé mon attention sur l'affaire du *Springbok*, et dans un discours que j'ai écouté avec grand plaisir, il m'a demandé si moi, ministre des Affaires étrangères d'un pays qui a donné naissance à Grotius, le vaillant défenseur du *Mare liberum*, je veux donner au ministre de Sa Majesté à Washington, des instructions pour presser le Gouvernement américain de répudier et de redresser ce qui a été fait au sujet de la cargaison du *Springbok*, et ainsi d'obtenir de ce Gouvernement la reconnaissance pratique du principe si important de l'immunité de la propriété neutre sur mer en temps de guerre.

Je suis parfaitement d'accord avec l'honorable membre sur ceci, qu'il nous est impossible de faire trop pour atteindre ce noble but, et que des mesures énergiques doivent être prises.

L'honorable membre pour Utrecht voudra bien, en même temps, admettre que notre ministre à Washington n'a nul besoin d'être instruit de nos vues à ce sujet, car il en a déjà été pleinement instruit, et il a reçu mission de saisir toute occasion pour agir instamment sur le Gouvernement américain à cet égard.

— *Le comte Van Lynden van Sandenburg.* J'ai l'honneur de remercier le ministre des affaires étrangères de l'assurance qu'il me donne d'avoir prêté son attention à ce sujet et de vouloir la lui continuer.

Une observation encore, et j'aurai fini : j'invite le ministre à revoir encore la correspondance qui a eu lieu, au sujet du *Springbok*, entre le département des affaires étrangères et le représentant de Sa Majesté à Washington. Peut-être aussi il voudra consulter et entendre à ce sujet un juriste extrêmement distingué que lui-même, quand pour la première fois il prit les affaires étrangères, attacha à l'administration comme conseiller légal. J'entends parler du professeur Asser, qui, en sa qualité de membre actif et diligent de l'Institut de



Droit International a, de concert avec ses distingués collègues, signé l'opinion d'une haute importance qu'au sujet du *Springbok* ce corps savant a récemment exprimée (1). Un des premiers qui aient mis en avant cette « consultation » était le professeur Bluntschli qui, hélas ! ne vécut pas assez pour signer le document à la rédaction duquel il avait contribué. Je suis certain que le ministre, quand il sera pleinement instruit des détails de la question, sera d'accord avec moi quant à la marche à suivre. Il verra que cette importante tâche ne doit pas être laissée aux efforts isolés de notre très compétent représentant à Washington, mais que celui-ci doit être renseigné sur les vues et sur le vif intérêt du Gouvernement dans cette affaire ; et, en addition aux précédentes instructions, il devrait être avisé de se mettre en communication avec les représentants des autres puissances maritimes qui, je crois le savoir, vont faire des représentations et des demandes écrites sérieuses et amicales au Gouvernement américain. Il n'y a pas le moindre danger que ce Gouvernement prenne ombrage de ces demandes. Il y a lieu de croire, au contraire, que les représentations seront pour lui un secours bienvenu. Naturellement on prendra le plus grand soin de faire ces représentations dans le langage le plus courtois et le plus amical, et d'éviter d'éveiller la susceptibilité d'une nation justement fière.

Si l'opinion que j'ai adoptée dans cette affaire est exacte, je n'ai pas le plus léger doute que quand les puissances maritimes intéressées au résultat auront, par leur représentant à Washington, adressé une note au ministère d'État américain, non seulement cette note sera favorablement accueillie, mais encore cette demande sera promptement couronnée d'un succès complet. Je serais heureux que ce résultat fût en effet favorable, et au contraire très chagrin si, par tiédeur, par défaut d'active coopération de notre part, mon pays ne devait pas partager l'honneur du succès.

Je crois qu'il n'était pas suffisant que le ministre seul prît la parole, qu'il fallait en outre que le Parlement hollandais élevât aussi la voix pour défendre les intérêts menacés du monde civilisé, et pour donner son concours à l'action diplomatique qui, je l'espère, sera bientôt engagée. (*Applaudissements prolongés.*)

1. Voir dans la *Revue de Droit international* (1882, p. 329), cette consultation, qui a été délibérée par MM. Arntz, professeur à l'Université de Bruxelles ; Asser, professeur à l'Université d'Amsterdam ; Bulmerincq, professeur à l'Université de Heidelberg ; Gessner, conseiller de légation ; Hall, de Martens, professeurs de l'Université de Saint-Petersbourg ; Pierantoni, professeur à l'Université de Rome ; Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris ; Albéric Rolin, professeur à l'Université de Gand, et Sir Travers-Twiss, Q. C.

---







## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### ALLEMAGNE

Le Reichstag, dans ses séances du 8, du 9 et du 10 mai, a discuté un projet de loi relatif à la prorogation, pour un nouveau délai de deux ans, de la loi votée en 1878 contre les socialistes. Le prince de Bismark a pris la parole dans la séance du 9. Faisant allusion à la proposition de M. Windthorst, présentée le 1<sup>er</sup> avril 1881 et invitant le Gouvernement fédéral à concerter avec les puissances étrangères des mesures contre les attentats anarchistes, il a contesté que le chef des cléricaux ait eu le premier l'idée de cette proposition. Le chancelier de l'empire a déclaré que les négociations à ce sujet auraient été ouvertes même sans cette motion, l'empereur lui-même en ayant pris l'initiative dès le mois de mars 1882. A l'appui de cette affirmation, le prince de Bismark possède une lettre autographe que l'empereur Guillaume lui avait adressée à cette époque. Voici le texte de ce document, jusqu'ici inconnu, tel qu'il a été lu par le chancelier :

« Le grand crime du 13 mars m'impose de nouveau la conviction que le moment est venu d'arrêter la tendance qu'il y a à commettre des attentats contre la vie des souverains et des chefs d'État, tendance qui se répand dans toute l'Europe.

« A mon avis, cela ne peut se faire que par l'action commune des grandes puissances. La proposition n'a pas, que je sache, été faite ouvertement jusqu'ici. Le point capital est d'amener l'Angleterre, la Suisse et la France, qui jusqu'à présent ont donné asile aux criminels accusés de meurtres politiques, à édicter des lois qui pourraient prévenir des crimes de cette catégorie.

« Il s'ensuit que le problème n'est pas facile à résoudre, ces pays ne possédant pas jusqu'à présent de telles lois. Cependant l'Angleterre, par suite des événements qui se produisent chez elle, est portée à modifier sa législation à cet égard et ne peut faire de grandes difficultés. Ce serait un moment propice pour gagner le Gouvernement anglais à ces vues; en France et en Suisse, ce sera plus difficile.

« Vous savez ce que je pense des attentats; vous savez qu'à mon sens les mesures de police ne peuvent pas en préserver, comme l'a prouvé une fois de plus l'assassinat de l'empereur (Alexandre II). Mais la



prospérité générale des États et leur tranquillité sont en jeu, si ces menées ne sont pas combattues en commun par tous les États. »

Après lecture de cette lettre, le prince de Bismark fait l'historique des négociations dont elle a été le point de départ.

« C'est donc, dit-il, par la volonté de l'empereur en premier lieu et par la force même des événements que nous avons été amenés à entrer en négociations sur cette matière avec les puissances étrangères. Nous crûmes devoir commencer par des négociations avec la Russie, comme puissance la plus éprouvée pour le moment. Nous priâmes le Gouvernement russe de faire en son propre nom, à tous les États intéressés, la proposition tendant à la convocation d'une conférence des grandes puissances, et de notre côté nous promîmes d'y prendre part et de faciliter par tous les moyens possibles l'entente sur ce sujet. Le gouvernement russe accueillit favorablement notre proposition et lança des invitations à une conférence qui devait avoir lieu à Bruxelles. La Russie, l'Allemagne et l'Autriche étaient prêtes à y envoyer leurs représentants; la France déclara qu'elle ferait dépendre sa décision de celle de l'Angleterre. Celle-ci s'y étant refusée, la France la suivit, et ainsi le concours des deux puissances occidentales n'a pas pu être gagné. En Suisse et dans d'autres États nous rencontrâmes de l'opposition, ces États ayant fait dépendre leur concours de la décision des puissances occidentales.

« Nous poursuivîmes des négociations à cet égard pendant longtemps, essayant d'amener au moins entre l'Autriche, la Russie et l'Allemagne une entente dans ce sens que le privilège des assassins politiques fût amoindri, de façon à les soumettre au droit commun et à détruire une fois pour toutes l'opinion que l'assassinat est excusable et légitime lorsqu'il a des motifs politiques, et que le meurtre d'un souverain est excusable lorsqu'on a pour but de mettre à sa place un autre système de gouvernement. Avec de telles idées, il n'y a pas de crime pour lequel on ne puisse pas en fin de compte invoquer des motifs politiques. Cette opinion n'a pas été inculquée aux peuples européens par leurs Gouvernements, mais par leurs Parlements, dans lesquels, presque partout, les luttes bruyantes des partis éblouissent la vue et faussent la notion juste des choses. Ce sont les Parlements et la crainte des élections qui empêchent les Gouvernements de prendre des mesures propres à la répression des crimes. Je ne veux pas entrer ici dans les détails, je dirai seulement que le Gouvernement austro-hongrois se déclara finalement dans l'impossibilité de traiter avec nous sur cette matière. De la sorte, les deux seules puissances qui avaient pris l'initiative continuèrent les négociations relatives aux bases sur lesquelles les extraditions pourraient et devraient avoir lieu, ainsi qu'aux moyens de limiter les dangers résultant du trafic des matières explosibles.



« J'espère vous avoir démontré, ajoute le chancelier, que le Gouvernement n'a rien négligé pour assurer la sécurité publique. La question de savoir si le Gouvernement prussien doit faire une loi sur le trafic de la dynamite à l'intérieur a été examinée au point de vue technique par la commission du génie nommée par l'ancien ministre de la guerre, le général de Kamecke. On a déclaré que cette loi serait extrêmement difficile dans son exécution et en tout cas inefficace si les principaux des États européens ne se décidaient pas à adopter des mesures identiques.

« Ces matières explosibles, qui se transportent si facilement, ressemblent beaucoup à la presse. Aucun État n'est assez fort pour lutter isolément par des mesures préventives ou répressives contre ces deux puissances. Il faudrait dans ce but une entente de tous les États.

« Le Gouvernement est reconnaissant de l'initiative prise par le Reichstag dans la question de la loi sur la dynamite. Mais elle ne conjurera pas le danger dont les citoyens tranquilles sont menacés par la démocratie sociale; aussi les autorités doivent-elles persister à demander la prorogation de la loi.

« Les comparaisons entre l'Allemagne et la Russie ne sont en cette question ni admissibles ni exactes. En Russie il n'existe pas de classe ouvrière démocrate et socialiste; les ouvriers sont au contraire sympathiques à l'empire, qui les soutient lorsqu'ils sont malades ou incapables de travailler. Le nihilisme se recrute dans les classes élevées. »

---

On lit dans le *Reichsanzeiger* du 9 juin :

« Le président du Transvaal, dans l'allocution qu'il a prononcée à l'audience d'hier, a remercié l'empereur de l'accueil amical qu'il avait reçu, a relevé le fait que la plus grande partie de la population du Transvaal et de l'Afrique du Sud était d'origine allemande et a exprimé l'espoir et le désir que les relations entre l'Allemagne et le Transvaal resteraient toujours excellentes et que les échanges commerciaux entre les deux pays contribueraient à leur prospérité.

« L'empereur a répondu en exprimant sa joie de pouvoir saluer les représentants d'un État uni à l'Allemagne par d'antiques liens de race, et a déclaré qu'il était heureux de voir que les relations amicales entre l'Allemagne et le Transvaal allaient être confirmées par un traité.

« Sa Majesté est convaincue que ce traité contribuera à augmenter les sentiments d'amitié et de sympathie qui existent entre les deux peuples. Sa Majesté n'épargnera aucun effort pour que ce but soit atteint. »

---



## ESPAGNE

Dans le message qu'il a lu le 20 mai au Sénat, à l'ouverture des Cortès, le roi dit que la situation n'offre plus aujourd'hui de graves difficultés : les difficultés actuelles sont bien moindres que celles qui existaient au commencement de son règne ; elles ne dépassent pas celles qu'éprouvent la plupart des États d'Europe.

« Malheureusement, ajoute le message, il pèse, il pèsera longtemps sur nous, le souvenir odieux des discordes qui ont fait subir à l'Espagne tous les maux de l'anarchie. Aussi les menaces les plus impuissantes, les aventures les plus folles viennent-elles quelquefois troubler la confiance, bien qu'elles ne puissent troubler sérieusement l'ordre public. L'échec qu'ont subi les tentatives de complots en est une grande preuve ; ces tentatives n'ont eu d'autre résultat que celui de peser sur le crédit public et de montrer qu'une union plus intime que jadis existe entre nos anarchistes et ceux qui, sur tant d'autres points, insultent à la civilisation moderne. Mais, comme la crainte qu'inspirent ces complots est nuisible, bien que sans fondement, mon Gouvernement a besoin de votre appui énergique pour convaincre comme jadis le monde que la paix et les institutions libérales espagnoles sont capables de triompher de bien d'autres périls que ceux qui les menacent actuellement. Mon Gouvernement, sûr de lui-même et du pays, ne demandera pas de modifier dans un sens restrictif les lois récemment votées et basées sur des principes différents des siens. Il se contentera des lois actuelles pour réprimer les perturbateurs, mais il les appliquera rigoureusement.

Pour moi, j'ai donné des preuves répétées que je sais remplir strictement les devoirs que le régime parlementaire m'impose. Il dépend des partis qui se maintiennent dans la légalité, de gagner ou de perdre l'appui de l'opinion, sans laquelle il est impossible d'obtenir le pouvoir dans les nations libres.

J'éprouve une grande satisfaction à vous dire que nos relations avec le Saint-Siège n'ont jamais été plus cordiales. Le Saint-Père, l'objet de la constante vénération des catholiques, excite ma filiale sollicitude.

Nos relations avec tous les Gouvernements étrangers sont également amicales. Les grandes preuves de considération que je reçois continuellement d'eux ont inspiré, il y a quelque temps déjà, à mon Gouvernement l'idée d'étudier s'il ne convenait pas d'élever le rang de nos représentants chez les nations désireuses de prendre une telle mesure. C'est ce qui a lieu avec l'Allemagne.

Les négociations poursuivies avec l'Angleterre et l'Allemagne pour la reconnaissance de la souveraineté de l'Espagne sur l'Archipel Sou-



lou, ont amené la rédaction d'un protocole définitif qui sera prochainement signé.

Suivant les désirs du peuple espagnol, désirs qui sont les miens, j'ai conclu un traité de paix avec le Chili. J'espère en conclure un autre avec la République de l'Équateur et faire oublier pour toujours de regrettables dissentiments.

Mon Gouvernement vous soumettra les projets de traités de commerce avec le Portugal, les Pays-Bas, le Danemark, et celui qui a été signé le 1<sup>er</sup> mars avec les États-Unis, afin que vous décidiez au mieux des intérêts de l'Espagne.

Nos finances se sont beaucoup améliorées sous mon règne. La dette publique a acquis une grande sécurité. Le paiement des intérêts est solidement garanti, et il n'existe aucune crainte de voir jamais ce paiement interrompu.

L'accroissement des recettes prouve que nous arriverons prochainement à l'équilibre des recettes et des dépenses.

Le comité supérieur de la défense du royaume a presque terminé l'élaboration des projets de travaux de défense, travaux qui recevront une grande impulsion. Il vous sera présenté des projets de lois pour faciliter la mobilisation et arriver à reconstruire le matériel de la marine, devenu vieux ou insuffisant.

Nous utiliserons les crédits économisés sur le budget de l'exercice courant pour des constructions importantes, sans oublier l'industrie nationale.

Le projet de budget pour le prochain exercice vous sera soumis dans les délais prévus par la constitution. Il vous démontrera que de tels projets sont possibles, à la condition que le Gouvernement se borne à faire seulement les dépenses urgentes et à ajourner les autres à une époque à laquelle les finances répondront d'une façon plus satisfaisante aux besoins inévitables du pays.

Vous pouvez, messieurs les députés et sénateurs, avoir confiance dans l'avenir. Les dangers intérieurs sont plus apparents que réels. Aucune complication extérieure n'est à craindre.

Aucune nation ne peut, toutefois, envisager les questions militaires avec indifférence, et l'Espagne ne peut, malgré sa politique pacifique, se soustraire à cette loi commune.

Nous devons donc appliquer nos forces au développement de notre prospérité intérieure ; mais, comme la volonté d'un seul ne suffit pas, nous devons aussi préparer en même temps la défense du pays.

En agissant ainsi et en étant animés de l'esprit de concorde, nous parerons à toutes les éventualités. »

Le roi termine en déclarant que son aspiration constante est que l'Espagne soit respectée à l'extérieur et que la concorde règne à



l'intérieur, et en demandant aux Cortès de s'inspirer toujours du sentiment national.

---

## ÉTATS-UNIS

Dans sa séance du 13 juin, le Sénat a approuvé la proposition de M. Frelinghuysen tendant à mettre un crédit à la disposition du Gouvernement pour l'acquisition, dans le Nicaragua, de terrains sur lesquels serait creusé un canal interocéanique.

Dans la même séance, le Sénat a refusé d'approuver la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris en 1883, mais il a donné son adhésion à la convention conclue à Paris (mars 1884) pour la protection des câbles sous-marins.

---

## FRANCE

Le 6 juin ont été échangées à Paris les ratifications de la *Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle*, qui a été conclue à Paris, le 20 mars 1883, entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la France, le Guatemala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, le Salvador, la Serbie et la Suisse, et à laquelle ont accédé la Grande-Bretagne, l'Équateur et la Régence de Tunis.

---

Le 6 juin a été signé à Hué par le roi d'Annam un traité modifiant le traité du 17 août 1883 qui a réglé le protectorat de la France sur l'Annam.

---

### *Chambre des députés.*

Dans la séance du 23 juin, M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères, a déposé un *Livre jaune* comprenant la correspondance échangée entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement français au sujet de la Conférence. Il a exposé ensuite les vues dont le Gouvernement s'était inspiré dans les négociations dont cette correspondance donne la conclusion.

Dans la séance du 26 juin, a eu lieu la discussion de l'interpellation déposée depuis quelque temps par M. Delafosse. Après avoir entendu l'auteur de l'interpellation, MM. Jules Ferry, Freppel, Francis Charmes et Ribot, la Chambre a voté, à l'unanimité de 460 votants, l'ordre du jour pur et simple proposé par MM. Charmes et Ribot. Le président du conseil avait préalablement déclaré que les décisions prises à la Conférence n'engageraient la France qu'après avoir reçu l'approbation du Parlement.

---



Le 27 juin, le Sénat a, sur la proposition du duc de Broglie, renvoyé la discussion d'une interpellation sur les affaires d'Égypte, jusqu'après la clôture de la Conférence.

---

## GRANDE-BRETAGNE

*Chambre des Lords. — Séance du 1<sup>er</sup> mai.*

Lord Granville, répondant à lord Carnarvon, dit que le Gouvernement a envoyé une circulaire aux cinq grandes puissances et une dépêche à la Porte, afin de leur proposer qu'une conférence soit tenue pour examiner si la loi de liquidation égyptienne peut être modifiée(1). Aucune réponse n'a été reçue de la Turquie. Les autres puissances ont donné leur consentement. La France a donné courtoisement son adhésion en principe; mais elle désire quelques explications préliminaires.

*Chambre des Communes. — Séance du 1<sup>er</sup> mai.*

M. Gladstone, répondant à sir Stafford Northcote, donne lecture de la circulaire du Gouvernement au sujet de la Conférence. Il n'est pas encore décidé si la conférence se réunira à Constantinople. L'orateur ajoute qu'il ne croit pas que le désir de la France de voir certaines communications préliminaires échangées entre les Gouvernements français et anglais soit la condition de son assentiment; mais, M. Waddington étant revenu à Londres, ces communications sont imminentes, et peut-être même ont-elles lieu en ce moment.

M. Ahsley, répondant à M. Cowen, dit que la commission anglo-française pour le traité des pêcheries de Terre-Neuve ne présentera pas de rapport. Cette commission a été nommée pour examiner si on pouvait arriver à un arrangement permettant, d'une part, aux Français de continuer à exercer leurs droits de pêche, et accordant, d'autre part, aux sujets anglais de plus grandes facilités pour développer l'industrie coloniale. Les commissaires anglais ont signé un projet d'arrangement favorable aux droits des deux Gouvernements français et anglais. Le Gouvernement local de Terre-Neuve sera consulté avant que cet arrangement soit sanctionné. Les deux commissaires anglais se rendront à Terre-Neuve.

L'orateur entre dans des explications au sujet du projet et ajoute que le rapport des commissaires anglais et d'autres correspondances seront communiqués au Parlement. Le Gouvernement français n'a fait aucune demande de territoire en dehors du territoire qui lui est concédé expressément par les traités. Le Gouvernement anglais croit que

(1) Voir plus haut, p. 21.



le nouvel arrangement, qui est dans les limites du traité, sera avantageux aux intérêts anglais. Il contient des stipulations qui nécessiteront certainement l'action de la législature coloniale pour devenir valables.

*Chambre des Communes. — Séance du 2 mai.*

*M. Ashmead Bartlett* appelle l'attention de la Chambre sur les événements qui ont eu lieu à Madagascar et reproche au Gouvernement de n'avoir pas suffisamment protégé les intérêts des sujets anglais qui ont été sacrifiés dans la lutte par la France.

*Lord E. Fitzmaurice.* Est-il sage, lorsqu'un différend a été réglé par la voie diplomatique, d'y revenir sans cesse, au risque de ressusciter des irritations que tous nos efforts ont eu pour but de calmer? Si le Parlement avait siégé à l'époque où les délicates négociations nécessitées par la question avaient lieu entre lord Granville et *M. Waddington*, l'honorable membre les eût sans doute compromises par ses irritantes interpellations. Je suis certain que le bon sens de la Chambre et du pays désapprouveront fortement l'honorable membre de soulever à nouveau de telles questions.

Le Gouvernement français a donné toutes les réparations que nous pouvions lui demander et exprimé ses regrets à l'endroit des faits dont nous avons le droit de nous plaindre, spécialement en ce qui concerne le traitement subi par le consul *Packenham*. Le Foreign Office s'empressera, de son côté, en toute circonstance d'user de ses bons offices pour rétablir la paix entre les Gouvernements de France et de Madagascar.

*Chambre des Communes. — Séance du 8 mai.*

*M. Gladstone*, répondant à une interpellation de *M. Bourke*, dit qu'il n'a aucun fait nouveau concernant la conférence à apprendre à la Chambre, et qu'il n'a pas encore reçu de réponse définitive de la Turquie.

Le ministre réitère la déclaration que l'invitation ne porte que sur la question financière; il ajoute que si l'on saisisait la conférence d'autres questions, ce serait constituer une conférence nouvelle. Il dit toutefois qu'il serait contraire aux usages de prendre d'avance l'engagement que si quelque puissance essayait d'y introduire d'autres questions, le Gouvernement britannique refuserait de les discuter.

Quant à la loi de liquidation, bien qu'elle ait été rédigée à l'origine sans l'intervention des autres puissances, il est à observer que la nécessité de la modifier est née des dommages occasionnés à Alexandrie, et que pour ce motif il a semblé utile de s'adresser, en cette circonstance, à toutes les puissances intéressées.



*M. A. Balfour.* Toutes les puissances d'Europe seront donc invitées ?

*M. Gladstone.* Non, seulement celles qui sont reconnues comme grandes puissances.

*M. Bourke.* Toutes les puissances, excepté la Turquie, ont-elles définitivement accepté l'invitation ?

*M. Gladstone.* Je le comprends ainsi. Je ne sache pas que leurs réponses dépendent de l'acceptation de la Turquie.

*Chambre des Communes. — Séance du 12 mai.*

*Sir Hicks Beach* insiste sur l'urgence de sa motion. Par la campagne entreprise contre Osman Digma, le Gouvernement anglais a empêché le général Gordon de remplir sa mission d'une façon pacifique et l'a ensuite honteusement abandonné. Le pays désapprouve la conduite du Gouvernement. Il demande qu'on délivre le général Gordon. Le Gouvernement ne doit pas hésiter à déclarer immédiatement qu'il est résolu de venir en aide au général Gordon. Nous ne demandons pas, dit l'orateur, que le Gouvernement entreprenne une tâche impossible, mais nous demandons que le Gouvernement ne dise pas que des mesures ne sont pas possibles parce qu'il n'est pas disposé à en prendre. Il faut tout faire pour éviter à l'honneur de l'Angleterre la tache d'avoir abandonné le général Gordon.

*M. Gladstone* prend ensuite la parole. Il défend l'action du Gouvernement et repousse les accusations formulées par sir H. Beach. Il dit que la suggestion de sir H. Beach est de faire la guerre contre le mahdi. *M. Gladstone* repousse cette idée, qui implique la conquête du Soudan, c'est-à-dire une guerre contre un peuple qui veut regagner sa liberté. Nous sommes déterminés, dit-il, à ne pas entreprendre la conquête du Soudan et à ne pas engager l'Angleterre dans de grandes difficultés. Le seul but de sir H. Beach est de faire passer le Gouvernement au parti conservateur.

La question égyptienne est entourée de difficultés, et souvent le Gouvernement se trouve dans la nécessité de prendre des décisions tout en n'ayant que des données incertaines. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si quelquefois quelques-unes des décisions ne paraissent pas justifiées par les événements. Les difficultés sont augmentées par les interpellations répétées et des motions de blâme renouvelées toutes les trois semaines. Le Gouvernement continuera à lutter avec les difficultés de cette question, malgré les efforts que fait l'opposition pour aggraver sa situation, car le Gouvernement se croit fort de l'appui de la majorité du pays. Le Gouvernement espère donc empêcher l'opposition d'atteindre son but.



Le général Gordon n'a jamais demandé de soldats anglais ; il n'a jamais dit qu'il était en danger. Il y a une différence fondamentale entre les vues du Gouvernement et celles de sir H. Beach. L'orateur regrette que sir H. Beach n'ait pas exprimé ses vues d'une façon plus explicite et plus courageuse.

Le Gouvernement a contracté un engagement envers la nation anglaise et un engagement envers le général Gordon. Son devoir est de concilier ces deux engagements. Il doit prendre en considération les finances, le sang et l'honneur de la nation, et, avant de prendre des mesures militaires, il doit soigneusement peser la nécessité de prendre les armes.

Son devoir est aussi de tenir compte de toutes les circonstances de climat, de saison et de distance. Il peut arriver un moment où le devoir du Gouvernement sera d'installer une force dans ce terrible pays, parce que la vie du général Gordon est, à tous les points de vue, une vie précieuse pour le pays, et l'Angleterre n'a jamais refusé à ses agents une protection raisonnable. Dans le cas actuel, cette obligation est augmentée par le caractère de Gordon. Le Gouvernement a pris l'engagement, vis-à-vis du Parlement et de la nation, que cette assistance serait donnée. Il ne voit pas comment il peut aller plus loin, à moins de suivre le conseil de sir Beach, c'est-à-dire de ne tenir aucun compte des difficultés de climat et de saison. Le Gouvernement emploiera tous ses efforts afin de maintenir l'honneur du pays et de remplir le devoir du pays envers le vaillant et illustre général Gordon.

Au cours de la discussion, M. Gladstone lit un télégramme du gouverneur de Dongola, en date du 10 mai, disant que des messagers expédiés par lui à Gordon sont revenus à Dongola en déclarant qu'il était impossible de pénétrer à Khartoum, car cette ville est investie par les rebelles. Ils ajoutent que des escarmouches ont lieu sur le Nil Blanc. Sur les rives du fleuve, les insurgés ont construit des abris en bois pour se protéger ; mais, lorsque les troupes de Gordon les attaquent, ils s'enfuient, afin de se mettre hors de la portée des canons.

M. Laing (libéral) condamne la conduite du Gouvernement et déclare qu'il votera contre lui, parce qu'il croit que sa politique en Égypte est le premier chapitre dans l'histoire de la chute de l'empire britannique.

*Chambre des Communes. — Séance du 13 mai.*

M. Chaplin reprend la discussion sur la motion Hicks Beach.

Lord Randolph Churchill, dans un discours fréquemment applaudi, attaque vivement la politique du Gouvernement. Il admet que le but de la motion proposée par sir Hicks Beach est de faire passer le pou-



voir aux mains des conservateurs. Ce changement serait heureux pour le pays, et, s'il se produisait bientôt, il signifierait secours immédiat porté à Gordon et défaite du madhi, plutôt que soulèvement des mahométans. Il impliquerait aussi le protectorat temporaire de l'Angleterre sur l'Égypte.

*M. Forster* (libéral), ex-ministre pour l'Irlande, fait un discours fréquemment interrompu par les applaudissements chaleureux des conservateurs. Il déclare qu'il est impossible d'approuver la politique du cabinet. Il ne peut donc pas soutenir le Gouvernement dans cette occasion.

*Lord Hartington* défend la politique ministérielle. Il pense qu'aucun Gouvernement n'aurait le droit de risquer la santé d'un grand nombre de soldats dans une expédition à Khartoum avant les mois de septembre ou d'octobre. Si la nécessité et la possibilité d'une expédition sont prouvées, l'orateur croit que le pays sera prêt à faire tous les sacrifices pour le salut de Gordon et des garnisons menacées.

*M. Goschen* a déclaré qu'il n'était pas satisfait des déclarations du Gouvernement, parce que le Gouvernement semble ne pas reconnaître le danger que court Gordon et qu'il n'a pas manifesté l'intention d'envoyer une expédition à Khartoum. Or, la nécessité de cette expédition est pleinement démontrée à l'orateur, et il conclut en exprimant le regret de ne pouvoir augmenter la majorité du Gouvernement et en déclarant qu'il considère comme un devoir de lui refuser sa voix.

La motion de blâme Hicks Beach a été rejetée par 303 voix contre 275.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 14 mai.*

*M. Watkins* demande qu'il soit procédé à la seconde lecture du bill relatif au percement d'un tunnel sous la Manche. « Ce projet, dit-il, est d'un intérêt national et implique une grande question politique. Je désirerais savoir si le Gouvernement a une politique favorable à la vraie cordialité qui doit régner entre les nations, ou s'il désire l'isolement de l'Angleterre et sa séparation perpétuelle de la France, car les résultats logiques de cette politique seraient la tension des relations et la possibilité d'une guerre. »

*M. Chamberlain*, président du ministère du commerce, demande le rejet du bill. « La politique du Gouvernement est très claire, ajoute-t-il. Il est vrai que *M. Gladstone* et d'autres hommes distingués avaient d'abord approuvé en principe le projet d'un tunnel; mais, depuis, il a été reconnu qu'il existe de puissantes raisons de politique générale contre un projet dont l'exécution affecterait sérieusement la sécurité du pays. Le côté militaire de la question a été soigneusement examiné par un comité composé d'hommes habiles dans les sciences et



dans l'art militaire. Le rapport de ce comité a tué le projet de tunnel et rendu sa construction impossible. La majorité de la commission mixte des deux Chambres s'est déclarée, de son côté, contre ce tunnel. Dans ces circonstances, le Gouvernement ne peut donner son assentiment à ce projet. »

*M. Baxter* prend ensuite la parole; il déclare que, tout en croyant la construction d'un tunnel sous la Manche très avantageuse pour l'Angleterre et les pays continentaux, il est d'avis que, dans l'état actuel de l'opinion publique, il serait plus sage de retirer le bill et d'attendre quelques années pour le représenter, car l'on peut espérer que l'opinion publique sera alors complètement modifiée.

Le bill est successivement combattu par *MM. Mac Farlane, Muntz, Massey Lopes* et *Vivian*, qui déclarent que les risques provenant du percement d'un tunnel ne seraient pas suffisamment compensés par les avantages commerciaux qui en résulteraient.

*M. Peel* traite la question au point de vue national; il dit que, si l'on tient compte des dangers prévus par les autorités militaires compétentes, il n'est pas douteux qu'il serait peu politique d'appuyer le bill.

*M. Labouchère* se montre favorable à la construction d'un tunnel; il combat toutefois le bill, parce que son adoption entraînerait la ruine du railway du Sud-Est.

*M. Willis* appuie le bill; il tourne en ridicule l'idée que la France puisse jamais songer à la tentative d'un débarquement de troupes en Angleterre.

*M. Hay* insiste sur ce point qu'avec l'existence d'un tunnel la flotte ne suffirait plus pour assurer la défense de l'Angleterre, et que l'on ne saurait s'étonner que la France s'emparât du tunnel si l'occasion s'en présentait.

*M. Hopwood* se déclare partisan du bill et se montre surpris du langage de *M. Hay*. Il ne croit pas qu'aucune nation puisse s'abaisser à agir de la façon que le fait pressentir *M. Hay*.

Le bill relatif au percement d'un tunnel sous la Manche a été repoussé par 222 voix contre 84.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 15 mai.*

*Lord Fitz-Maurice* dit que l'Angleterre a accepté l'invitation de l'Italie à prendre part à une conférence à Rome, qui aura pour but l'étude préliminaire de la question de l'exécution des jugements étrangers. Cette conférence prendra pour bases les résolutions adoptées dans les réunions tenues par l'Association de la réforme et de la codification du droit des gens.



*Chambre des Communes. — Séance du 16 mai.*

Lord Fitz-Maurice, répondant à M. Cameron, déclare que l'Angleterre est prête à coopérer avec la France et tout autre pays dans les démarches à faire pour tâcher de détruire l'esclavage au Maroc.

Répondant ensuite à M. Storey, le sous-secrétaire d'État au Foreign-Office annonce que la Hollande a refusé l'offre de médiation faite par l'Angleterre au sujet d'Atchin, mais que le Gouvernement n'a pas perdu tout espoir d'amener la Hollande à étudier les mesures propres à pacifier ce pays.

*Chambre des Lords. — Séance du 19 mai.*

Lord Roseberry ajourne sa motion relative à la déportation des récidivistes français, parce qu'il a appris d'une source très autorisée que cette motion pourrait causer quelque ombrage à la France. L'orateur croit, néanmoins, devoir faire remarquer que cet ajournement n'implique pas du tout un manque de sympathie de sa part à l'égard des Australiens.

Lord Roseberry demande que les plus notoires des criminels français ne soient pas envoyés dans une petite île touchant aux colonies anglaises les plus riches. Si un projet de loi de ce genre était adopté par les Chambres françaises, il détruirait presque tout le commerce de la France avec l'Australie ou à travers l'Australie.

*Chambre des Communes. — Séance du 22 mai.*

Sur la demande faite par le Gouvernement d'ouvrir un crédit de 3,468,550 livres sterling, M. Worms demande une réduction de 1 million 500,000 livres sterling afin d'appeler l'attention de la Chambre sur la politique du Gouvernement en Égypte, surtout en ce qui concerne la conférence. L'orateur se plaint que le Gouvernement ait refusé de fixer une limite aux questions soumises à la conférence, et il insiste afin que la Chambre, avant de donner son assentiment au crédit proposé, demande au Gouvernement une garantie sur la question de la conférence, et sache jusqu'à quel point l'Angleterre est prête à faire droit aux demandes des autres Puissances.

Faisant allusion à la France, qui, après l'Angleterre, a les plus grands intérêts en Égypte, M. Worms mentionne le bruit qu'il ne répugnerait pas au Gouvernement français de rétablir le contrôle à deux, dont la rupture a été causée par la France elle-même. Dans tous les cas, ajoute l'orateur, la Chambre a le droit de connaître les bases de la conférence avant sa réunion. C'est une question de la plus haute importance pour l'Angleterre de maintenir intacte la



route des Indes par le canal de Suez, et il est tout à fait à désirer que la Chambre reçoive l'assurance du Gouvernement, avant la réunion de la conférence, que les intérêts anglais n'y seront pas mis en discussion. L'orateur combat aussi l'introduction de l'élément turc dans la question. En terminant, il demande que le Gouvernement fasse une déclaration nette.

*M. Gladstone* dit : Où est donc l'utilité de m'adresser une question ? D'après les vues, la conviction et l'attente du Gouvernement, il n'y a pas la moindre appréhension à avoir que les intérêts de l'Angleterre soient lésés. Le but de la conférence est de consulter les intérêts généraux de toutes les puissances intéressées dans les questions qui seront discutées. Toutes les propositions relatives au règlement des finances égyptiennes qui seront adoptées à la conférence seront soumises au contrôle de la Chambre. Quant à la limite des questions à discuter par la conférence, cette limite a été établie, en ce qui concerne le Gouvernement anglais, par sa lettre d'invitation.

Cette limite est maintenant établie, mais le Gouvernement ne peut pas communiquer à la Chambre les réponses des Puissances. Le Gouvernement persiste dans la base de la conférence telle qu'elle a été exposée d'abord, et aucune Puissance n'a essayé de modifier cette façon de voir à ce sujet. Si les réponses des Puissances étaient communiquées à la Chambre, elles n'ajouteraient rien aux informations déjà données à la Chambre. L'invitation à la conférence est un acte du Gouvernement et il en est responsable comme de tous ses autres actes dans la future conférence.

Faisant allusion aux réflexions de *M. Worms* sur le rétablissement du contrôle à deux, *M. Gladstone* déclare qu'il n'y a guère de raisons de craindre que le Gouvernement propose de rétablir ce contrôle, car il a produit des résultats très désastreux.

*M. Lowther* attaque le Gouvernement. Il espérait que *M. Gladstone* aurait déclaré que, dans le cas où d'autres Puissances chercheraient à élargir les bases de la conférence, les représentants anglais recevraient l'ordre de se retirer.

*M. Gladstone* répond que le Gouvernement ira à la conférence sans avoir le moindre désir d'en élargir les bases ; mais, ajoute-t-il, prendre l'engagement demandé par *M. Lowther*, ce serait manquer de courtoisies envers les autres Puissances et admettre qu'elle peuvent avoir le dessein de sortir des limites de notre invitation. *M. Gladstone* ne peut donc pas donner une semblable assurance.

*M. Bourke* est heureux de pouvoir conclure des paroles de *M. Gladstone* que les délibérations de la conférence seront limitées aux questions financières. Le pays sera plus satisfait qu'il ne l'a été jusqu'à présent et le résultat de la discussion de l'amendement de *M. Worms*



sera de donner au Gouvernement plus de force à son entrée à la conférence.

*M. Worms retire son amendement.*

*Chambre des Communes. — Séance du 26 mai.*

*Lord Fitz-Maurice* dit qu'un échange de communications a lieu actuellement avec le Gouvernement russe au sujet des frontières russes, persanes et afghanes; mais le Gouvernement ne peut pas encore faire connaître le caractère de ces communications. Le Gouvernement a été informé par le ministre anglais de Téhéran que le bruit avait couru, à Saraks, qu'un officier supérieur russe y arriverait bientôt pour prendre possession de certains territoires sur la rive droite de Herirud, afin de les remettre aux Turcomans de Merv.

*M. Dixon Hartland* demande si le Gouvernement a eu connaissance d'un article publié par un journal de Paris au sujet du traité de Tien-Tsin. Il désire savoir si la liberté du commerce dans les provinces du sud de la Chine sera entravée par des droits prohibitifs et si la Chine n'a pas tenu compte des engagements qu'elle a contractés vis-à-vis des autres puissances en faisant concession de droits exclusifs à la France. L'orateur demande également si le Gouvernement prendra des mesures afin d'empêcher qu'une atteinte soit portée aux intérêts anglais.

*Lord Fitz-Maurice* répond que les questions mentionnées dans l'interpellation de *M. Dixon Hartland* sont examinées par le Gouvernement; mais il serait prématuré d'exprimer à présent une opinion à ce sujet, attendu que le traité de commerce entre la France et la Chine, prévu par l'article 3 du traité de Tien-Tsin, n'est pas encore conclu.

*Chambre des Communes. — Séance du 27 mai.*

*M. Gladstone*, avant de s'occuper de la question de *M. Bourke*, relative aux négociations entamées avec la France au sujet de l'Égypte, déclare qu'il va répondre d'abord à celle de *sir D. Wolff*, qui se rapporte également à la conférence égyptienne.

« Le Gouvernement, dit *M. Gladstone*, a déjà fait remarquer que les attributions de la conférence étaient limitées, ainsi que cela résulte de la lettre d'invitation et des intentions du Gouvernement, aux arrangements financiers qui lui seront soumis par l'Angleterre afin d'établir l'équilibre dans les recettes et les dépenses de l'Égypte. Il est donc évident que le Gouvernement ne peut faire une déclaration nouvelle, aujourd'hui que la date de la réunion de la conférence n'est pas encore fixée. »



Revenant ensuite à la question de M. Bourke, M. Gladstone répète la déclaration qu'il a faite récemment et ajoute :

« Le Gouvernement a décidé qu'il ne pouvait s'engager, dès à présent, à communiquer au Parlement, avant la réunion de la conférence, les résultats de l'entente commune qui pourrait être conclue avec la France et les projets qui pourraient résulter des communications avec les puissances. »

M. Balfour demande si le Gouvernement peut donner l'assurance qu'il ne veut pas prendre, avec la France, au cours des négociations, un engagement obligatoire pour l'Angleterre et dont le parlement n'aurait pas connaissance. L'orateur désire, en outre, savoir si, avant la conclusion avec la France d'un arrangement relatif à la situation politique de l'Égypte, le Parlement aura le droit d'exprimer son opinion sur cet arrangement.

M. Gladstone répète que, si les communications échangées avec la France amènent un résultat, ce résultat sera communiqué à la Chambre. « Il est difficile, ajoute M. Gladstone, de prendre, ainsi que le demande M. Balfour, un engagement au sujet de la portée des négociations pendantes, car cet engagement toucherait à plusieurs questions délicates et importantes. Nous sommes, toutefois, formellement persuadés que lorsque nous arriverons à une conclusion, la Chambre trouvera que nous avons tenu compte en toute occasion des droits et des privilèges de l'Angleterre en Égypte. »

Lord Churchill exprime la crainte que les bases de la conférence puissent être élargies par suite des négociations préliminaires actuellement poursuivies.

M. Gladstone répond que les communications échangées avec la France n'auront pas, à son avis, pour résultat de soulever la question de l'étendue des pouvoirs de la conférence qui est limitée par la lettre de convocation.

Sir Stafford Northcote demande s'il faut conclure des paroles de M. Gladstone que l'échange des pourparlers avec la France sera terminé avant que communication en soit faite au Parlement. « Nous aimons à croire, dit-il, que l'arrangement fait avec la France ne portera sur aucun point important, tel que la fixation de l'époque du retrait de nos troupes d'Égypte. »

L'orateur demande si, au cas où une question de cette importance viendrait à être traitée, elle serait tranchée avant que le Parlement en fût informé.

M. Gladstone répond : « Je ne crois pas. » Il ajoute que, en vertu des traités européens, toutes les grandes puissances ont le droit de prendre part à une affaire qui affecte la position de l'Égypte. C'est



donc un engagement européen que nous avons en vue, et non pas un arrangement spécial avec la France.

*Sir W. Bartlett* demande si, dans le cas où les communications avec la France aboutiraient à l'établissement d'un contrôle multiple ou à un arrangement pour le retrait des troupes anglaises à une époque déterminée, le Parlement aurait l'occasion de discuter l'arrangement.

*M. Gladstone* répond qu'il est impossible d'examiner des suppositions pareilles : « Je me contente, dit-il, de m'en tenir aux déclarations que j'ai déjà faites. »

*Chambre des Lords. — Séance du 9 juin.*

*Lord Stanhope* demande si les négociations avec la France sont terminées et si, avant de soumettre les propositions aux autres puissances et avant d'entrer en conférence, le Gouvernement fera une déclaration sur le caractère de ces négociations. L'orateur demande également si le Gouvernement s'est mis d'accord avec la France pour limiter la durée de l'occupation. Lord Stanhope est opposé à l'idée de remettre le contrôle prépondérant, justement acquis par l'Angleterre en Égypte, à un contrôle multiple. Il demande quelle serait la position de l'Angleterre relativement à ses communications avec les Indes dans le cas de certaines complications. Il croit que la fixation du terme de l'occupation serait très désastreuse. Il pense que le Gouvernement ne consentira pas à céder aux autres puissances ce que l'Angleterre a gagné en faisant beaucoup de sacrifices. L'orateur espère donc que le Gouvernement donnera des assurances satisfaisantes.

*Lord Granville* répond que, comme il l'avait prévu avant les vacances, il ne peut pas donner de réponse aujourd'hui, bien qu'un grand progrès ait été fait dans les négociations avec la France. Il espère être à même de faire une déclaration tout à fait complète dans le courant de la semaine prochaine. L'orateur ne voit rien d'arbitraire ou d'insolite dans le procédé de communiquer aux autres puissances, avant d'en informer le Parlement, le résultat des négociations, comme il a l'intention de le faire. Il demande s'il ne vaut pas mieux réserver les critiques sur la politique du Gouvernement jusqu'au moment où il donnera au Parlement communication complète de tout ce qui a été fait, dans son ensemble et dans tous ses détails. Il ne voit aucun danger possible dans ce procédé, car cette déclaration promise donnera au Parlement l'occasion d'agir, si cela est nécessaire, afin d'empêcher le Gouvernement de s'engager dans une politique qui ne serait pas en harmonie avec les idées du Parlement et du pays.

*Lord Salisbury* déclare que la première partie de la déclaration de lord Granville est la plus importante. S'il la comprend exactement, il



la considère comme la promesse que le pays ne se sera définitivement engagé dans une ligne politique que lorsque le Parlement aura eu le temps d'exprimer son opinion. C'est un engagement très net et, s'il avait été fait il y a quelque temps, il aurait épargné à la Chambre une grande anxiété. L'orateur accepte cet engagement avec une grande satisfaction ; il s'abstient donc de critiquer une politique dont il ne connaît pas les détails, et il aura, selon la réponse de lord Granville, l'occasion de la discuter avant qu'il ne soit trop tard.

L'incident est clos et la séance est levée.

*Chambre des Communes. — Séance du 10 juin.*

Lord Fitz-Maurice, répondant à M. Bartlett, dit que le Gouvernement anglais a donné son assentiment à la proposition de la Porte de nommer M. Crestovich gouverneur général de la Roumélie orientale.

Répondant à M. Anderson, lord Fitz-Maurice dit que des représentations ont été adressées au Gouvernement des États-Unis au sujet des conspirations à la dynamite. Le Gouvernement n'a pas encore reçu la réponse du Gouvernement américain à la dernière communication ayant cet objet.

Répondant à M. Bartlett, lord Fitz-Maurice dit que le Gouvernement n'a reçu aucune information sur l'intention qu'aurait la France d'augmenter ses forces à Madagascar au moyen de troupes revenant du Tonkin. Quant à la question de protection des nationaux anglais, le ministre a déjà constaté que le nombre des fonctionnaires consulaires à Madagascar a été considérablement augmenté.

Lord Churchill demande à M. Gladstone si, comme pour les négociations avec la France, il veut s'engager à soumettre à la Chambre toutes les négociations ou communications qui ont eu lieu ou peuvent avoir lieu entre l'Angleterre et la Turquie, relativement à un envoi de troupes turques en Égypte ou au Soudan, avant qu'aucune action puisse être engagée par la Turquie par suite de ces négociations ou communications.

M. Gladstone répond : « Je dois dire d'abord qu'en présence de l'état de trouble existant actuellement au Soudan, je ne puis m'engager à communiquer au Parlement préalablement et à toute occasion les mesures éventuelles qu'il sera nécessaire de prendre, car cela pourrait avoir des conséquences préjudiciables. Dans le cas actuel, toutefois, cette difficulté n'existe pas. La question de lord Churchill paraît, en effet, basée sur les suppositions auxquelles a donné naissance le bruit que nous aurions proposé à la Turquie d'envoyer des troupes en Égypte ou au Soudan pour pacifier ce pays. Or, ce bruit



ne repose sur aucun fondement. « Nous avons échangé diverses communications avec la Turquie au sujet de la question mentionnée dans le *Livre bleu* récemment publié, c'est-à-dire au sujet de certains ports de la mer Rouge : mais ces négociations n'ont pas fait grand progrès. »

---

Il a été distribué au Parlement les documents suivants :

- 1° — Afrique. N° 4 (1884) C. — 4022. *Affaires de Loanda*; dépêches du 25 janvier 1881 au 12 novembre 1883.  
— N° 5. C. — 4023. *Négociations avec le Portugal relativement au Congo*; dépêches du 2 février au 10 avril 1884.
- 2° — Commerce. N°s 9 et 20 (1884) C. — 3926 et 3965. Rapports sur l'agriculture dans les pays étrangers; octobre 1883 à janvier 1884.  
— N° 10. C. — 3927. *Convention commerciale entre les États-Unis et l'Espagne*; dépêches du 17 janvier au 23 février 1884.  
— N° 14. C. — 3933. *Rapports diplomatiques et consulaires sur des sujets d'intérêt général et commercial* : Allemagne, assurances obligatoires; Hollande, détroit de la Sonde, éruption volcanique; Perse, mines de turquoises; Suède, mouvement coopératif; Turquie, route de Samsoon-Siva. Décembre 1883 à janvier 1884.  
— N° 15. C. — 3934. *Convention pour la protection des télégraphes sous-marins*; dépêche de lord Lyons du 21 mars 1884.  
— N° 16. C. — 3961. *Correspondance relative à l'article XXXVIII du traité de Berlin*, chemin de fer des Balkans (suite de Commerce n° 33, 1883); du 2 novembre au 10 décembre 1883.  
— N° 18. C. — 3933. *Mémoire de l'association des Chambres de commerce relatif aux négociations commerciales avec l'Espagne*; 7 mars 1884.  
— N° 22. C. — 3996. *Rapport sur l'épidémie de choléra en Égypte, commission scientifique allemande*; du 13 septembre 1883 au 2 avril 1884.  
— N° 23. C. — 4004. Relations commerciales avec l'Espagne, protocole du 1<sup>er</sup> décembre 1883.  
— N° 24. C. — 4021. *Réclamations de M. John Dixon contre la Compagnie du chemin de fer de Guinâres*; dépêches du 30 août 1882 au 1<sup>er</sup> mai 1883.  
— N° 25. C. — 4025. Canal de Suez. Tonnage et passage. 1883.
- 3° — Égypte. N° 10 (1884) C. — 3966. *Correspondance relative à*



*l'assentiment des Puissances étrangères à la loi de liquidation ;*  
du 31 mars au 19 août 1880.

— N° 11. C. — 3967. Du 19 septembre 1879 au 7 mars 1881 (4 dépêches).

— N° 12. C. — 3969 (suite des n° 5, 6, 7, 8 et 9, 1884). Dépêches du 1<sup>er</sup> janvier au 18 mars 1884 (313 dépêches).

— N° 13. C. — 3970 (suite). Du 25 mars au 23 avril 1884 (36 dépêches).

— N° 14. C. — 3997 (suite du n° 11). *Extrait d'une dépêche du marquis de Salisbury à M. Malet*, du 19 septembre 1879.

— N° 15. C. — 3998. 3 dépêches des 16 et 18 avril 1884.

— N° 16. C. — 3999. 6 dépêches du 6 au 12 février 1884.

— N° 17. C. — 4000. Changements dans la loi de liquidation ; 2 dépêches du 19 avril.

— N° 18. C. — 4001 (suite du N° 12). 56 dépêches du 22 mars au 30 avril 1884.

4° — Pays-Bas. N° 1 (1884). C. — 4024. Correspondance relative au naufrage du *Nisero* et à la détention de son équipage par le rajah de Tenom (Atchin) ; 109 dépêches du 23 novembre 1883 au 30 avril 1884.

— N° 2 (1884). C. — 4041. Correspondance sur le même sujet ; 10 dépêches du 5 au 31 mai 1884.

## ITALIE

*Sénat. — Séance du 22 mai.*

Répondant à diverses interpellations dans la discussion du budget des affaires étrangères, *M. Mancini* déclare, au sujet de la question d'Assab, qu'il est d'accord avec les précédents orateurs sur ce fait que l'Italie n'a pas d'intérêt à convoiter des colonies politiques ou des conquêtes de territoire. Il serait imprudent et nuisible de pousser l'Italie vers une grande politique coloniale, mais il est utile d'avoir des colonies commerciales.

Au sujet de la question de la Propagande, *M. Mancini* a répété les déclarations qu'il a faites à la Chambre, à savoir que la Propagande, par la conversion de ses biens immeubles, a augmenté ses revenus, tout en restant libre d'employer ses capitaux à l'achat des valeurs qui lui sembleront préférables. *M. Mancini* déclare qu'une loi spéciale pour la Propagande serait superflue politiquement, et inopportune après les vaines tentatives faites par le Vatican auprès des puissances afin de provoquer une intervention diplomatique. L'orateur, néanmoins, admet que l'article 8 de la loi des garanties réserve le règle-



ment relatif aux corps moraux ecclésiastiques. On étudiera si quelques corps moraux spéciaux par la nature de leur mission n'ont pas besoin d'une plus grande liberté pour administrer leurs propriétés. Il pense, à la prochaine session, pouvoir présenter à ce sujet un projet de loi. Du reste, la Propagande étant une institution hautement bien-faisante, il espère avoir l'occasion de lui témoigner la faveur et la protection du Gouvernement italien.

M. Mancini, continuant son discours, annonce que toutes les puissances, excepté deux, ont consenti à prendre part à la conférence pour la codification des lois relatives à l'exécution des jugements étrangers. La conférence se tiendra à Rome au mois de novembre prochain.

M. Mancini conclut en disant que le Gouvernement persévère dans les principes qui ont jusqu'à présent dirigé sa politique étrangère. Son but est d'améliorer toujours les rapports cordiaux existant entre toutes les puissances. Les liens précieux qui nous attachent à quelques-unes d'entre elles, dit M. Mancini, sont nécessaires pour notre complète sécurité et pour garantir à l'Europe les bienfaits de la paix. Ils sont utiles à toutes les puissances et n'en menacent aucune. Le ministère sera toujours un loyal observateur des traités, résolu à maintenir rigoureusement l'ordre public à l'intérieur et à empêcher tout acte inconsidéré et toute manifestation séditieuse de nature à compromettre nos relations internationales.

*Chambre des députés. — Séance du 10 juin.*

M. Mancini, répondant à M. Bonacci, dit qu'il n'est guère possible que le congrès de Washington ait le temps de discuter, dans la session courante, la loi assimilant les étrangers aux Américains relativement aux droits à payer pour l'introduction des objets d'art. Si la loi n'est pas discutée le 21 juin, comme l'Italie le demande, M. Mancini, considérant ce traitement comme injuste et comme inconciliable avec le traité de commerce, prendra des mesures pour compenser les dommages. Les ministres des affaires étrangères, du commerce et des finances étudient dans ce but une loi qui puisse être appliquée d'accord avec les autres Gouvernements de l'Europe.

M. Bonacci réplique que si les États-Unis persistent, l'Italie devrait abolir tout droit différentiel ou dénoncer le traité de commerce.

M. Mascilli demande que l'on prenne des mesures afin que l'Angleterre observe rigoureusement les conventions sanitaires internationales en Égypte. L'orateur demande s'il est vrai que le choléra sévisse dans diverses parties de l'Orient.

M. Mancini répond que les conditions sanitaires de l'Égypte ne



présentent actuellement rien d'anormal ni de menaçant. Le choléra a augmenté dans les Indes, mais le Gouvernement a pris de nouvelles mesures. On continue à observer, avec quelques modifications, la convention de 1852, dénoncée en 1866. M. Mancini espère qu'une conférence se tiendra pour élaborer une nouvelle convention.

*Chambre des députés. — Séance du 11 juin.*

M. Camporeale demande s'il est vrai qu'il se prépare au Maroc des événements tendant à en modifier les conditions politiques. Il dit qu'une agitation inscrite en France et au Maroc préoccupe l'opinion publique, surtout en Italie, où se maintient le souvenir des événements de Tunis.

L'orateur veut par cette interrogation mettre le ministre à même de faire des déclarations rassurantes. Il expose les faits et met en relief l'accueil fait à M. Ordega au Maroc, l'envoi d'une escadre française, la protection accordée au chérif d'Ouazzan, contrairement à l'esprit du traité de 1880. Il rappelle que la France a eu de longue date des vues sur le Maroc ; l'Angleterre en a empêché la réalisation en 1855. On croit aujourd'hui que la liberté d'action laissée par l'Angleterre à la France au Maroc est une compensation faite à la France pour la liberté d'action laissée à l'Angleterre en Égypte. L'orateur demande si M. Mancini a su se créer en Europe des alliances capables d'empêcher l'accomplissement d'une entreprise qui rendrait la situation de l'Italie sur la Méditerranée plus malheureuse encore. Il croit que l'accord avec les deux empires devrait être complété moyennant un accord avec l'Angleterre au sujet de la Méditerranée. Il souhaite que M. Mancini puisse déclarer que les craintes sont sans fondement ou que l'Italie ne pourrait pas envisager d'un œil indifférent les changements politiques sur la côte méditerranéenne de l'Afrique.

M. Mancini répond que le Gouvernement n'a pas manqué à son devoir. Il a observé avec une attention assidue les événements qui se sont déroulés au Maroc, pour ne pas être surpris par des faits accomplis irréparables. Il esquisse les rapports du Maroc avec l'Europe. L'Angleterre et la France y ont les principaux intérêts commerciaux. L'Espagne, l'Angleterre et la France y ont les principaux intérêts politiques. L'Italie y a un intérêt géographique, un intérêt maritime pour la liberté de la navigation. L'Italie y a aussi un intérêt indirect, mais très important, qui est d'empêcher la formation d'un vaste empire africain aux portes de l'Italie, qui romprait l'équilibre des forces de la Méditerranée et menacerait la sûreté territoriale de l'Italie. Par une politique d'attente inactive, le Gouvernement se rendrait coupable envers l'avenir de la nation.

Le ministre examine ensuite les rapports de l'Italie avec le Maroc. Il rappelle l'élévation du consul d'Italie à Tanger au rang de ministre



plénipotentiaire, les satisfactions accordées à l'Italie lors du différend de 1883.

La France, dit M. Mancini, poursuit deux buts principaux au Maroc : la protection du chérif d'Ouazzan et la rectification de la frontière. M. Mancini explique en quoi consistent ces deux questions. Le chérif pourrait devenir l'instrument de la France et une cause de luttes et de guerre civile. Quant à la rectification de la frontière, il y avait deux projets : la cession d'un grand territoire comme l'oasis de Figuig, ce qui serait un véritable démembrement du Maroc, ou la cession d'une zone restreinte, incertaine, contestée entre l'Algérie et le Maroc, impunément parcourue par des tribus rebelles et nomades qui y trouvent un refuge. M. Ordega, par ses rapports avec le chérif, la protection accordée aux Marocains et l'intimidation exercée sur le sultan, a fait destituer le Gouverneur d'Ouazzan. Son attitude envers ses collègues de Tanger a provoqué des plaintes et des réclamations, a créé des apparences trompeuses, outrepassant peut-être l'esprit des instructions de son Gouvernement.

Le ministre italien a échangé des communications avec les cabinets de Madrid, de Londres et de Berlin. Il a fait des démarches amicales, mais très pressantes à Paris, demandant à connaître les intérêts de la France. Le cabinet de Paris a donné à l'Italie, à l'Angleterre et à l'Espagne des assurances formelles, positives, catégoriques, réitérées, que le *statu quo* territorial et politique du Maroc ne serait pas altéré. On peut dire que le premier différend franco-marocain a été clos à la satisfaction de la France par le rappel et le remplacement du gouverneur envoyé à Ouazzan par le sultan. Quant à l'autre différend, la France a déclaré qu'il s'agissait seulement d'une ancienne question de rectification simple et limitée des frontières, et non de la cession d'un territoire considérable. Ce différend est aussi sur le point d'être terminé.

La France a également donné l'assurance qu'elle donnerait des explications satisfaisantes sur la conduite de M. Ordega. L'Italie insistera pour qu'on envoie à M. Ordega des instructions afin qu'il ne semble pas, d'après son attitude, encourager des faits pouvant devenir le germe de complications et d'agitations.

M. Mancini ajoute qu'il lui est impossible de ne pas ajouter créance à des déclarations aussi implicites. Il manquerait à la courtoisie et aux usages internationaux rien qu'en supposant que le Gouvernement d'une grande et noble nation est capable d'employer un pareil langage pour endormir et tromper la vigilance des autres puissances. Néanmoins, en présence des circonstances particulières et récentes indiquées par M. Camporeale, le devoir du Gouvernement est aussi de rester en observation. Il continuera à échanger des communications



avec les autres puissances intéressées. Ces communications ayant un caractère confidentiel, l'orateur ne pourrait pas en parler à la Chambre sans commettre une indiscrétion et sans nuire au but poursuivi. M. Mancini insiste sur la nécessité de cette réserve. J'espère, dit-il en terminant, que M. Camporeale est satisfait et que la Chambre est convaincue que les efforts du Gouvernement, joints à ceux des autres Gouvernements, tendront à prévenir, dans la mesure de nos forces, des innovations perturbatrices ou menaçantes pour les pays voisins de la Méditerranée.

M. Camporeale répond qu'il n'est pas complètement satisfait. Néanmoins, il prend acte des déclarations faites par M. Mancini que le Gouvernement veillera afin de prévenir des faits capables de créer une situation nouvelle.

— Le 2 juin, a été signé un traité de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Espagne.

---

## PAYS-BAS

*Seconde Chambre des états généraux. — Séance du 9 juin.*

Le Gouvernement présente le traité de commerce franco-hollandais.

M. Brantzen Vandezyp interpelle le Gouvernement sur la question des naufragés anglais du *Nisero* à Atchin. Il demande quel est l'état actuel de la question de la mise en liberté des prisonniers et si le Gouvernement déposera les documents échangés avec le cabinet anglais : quelles mesures le Gouvernement se propose de prendre afin de favoriser la mise en liberté des naufragés du *Nisero*.

L'interpellateur proteste contre l'immixtion de toute autre puissance dans les affaires intérieures d'Atchin.

Le ministre des affaires étrangères dépose tous les documents, mais provisoirement pour les membres de la Chambre seulement. Le ministre des colonies donne un aperçu de la question. Il ajoute que le gouverneur-général des Indes a autorisé le gouverneur d'Atchin à assurer de grands avantages aux chefs indigènes qui voudront agir énergiquement contre Tenom. — Suivant les dernières nouvelles, la situation des prisonniers est bonne. — Rien ne pourrait nuire davantage aux intérêts des naufragés que l'activité déployée par une puissance étrangère en faveur de leur délivrance.

L'interpellation a été ajournée en attendant l'impression des documents. Le Gouvernement a constaté que l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis des Pays-Bas dans la guerre à Atchin a été correcte.

---



## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> juin. — *Études diplomatiques. La première lutte de Frédéric II et Marie-Thérèse : Campagne de Flandre, invasion de l'Alsace*, par le duc de Broglie. — *La Chine et les Chinois : la langue, les classes, les lettres, le journal, époques préhistoriques*, par le colonel Tcheng-Ki-Tong, attaché militaire à l'ambassade de Chine à Paris. — *Universités allemandes et Universités françaises*, par Ernest Lavisse (à propos de livres récents, notamment de l'ouvrage du P. Didon). — *La puissance coloniale de l'Angleterre*, par G. Valbert (à propos d'un livre important publié récemment en Angleterre, *The Expansion of England*, par M. Seeley, professeur à Cambridge.)

15 juin. — *La Chine et les Chinois : l'éducation, le culte des ancêtres, l'Œuvre de la Sainte-Enfance, les classes laborieuses, les plaisirs, la société européenne, Orient et Occident, l'arsenal de Fou-Tchéou*, par le colonel Tcheng-Ki-Tong (fin des piquantes études d'un Chinois militaire et diplomate, qui a su trouver le moyen de se moquer agréablement des Européens en ne paraissant parler que de son pays). — *Une page de la vie de Hoche : la capitulation de Quiberon*, par Albert Duruy. — *France et Madagascar*, par Edmond Plauchut.

---

## La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> juin. — *Madagascar*, par L. Pauliat (étude historique et politique).

15 juin. — *Madagascar*, par L. Pauliat (suite). — *Les sous-secrétaires d'État*, par G. Dufour (vive critique de l'institution). — *La Réforme électorale en Angleterre*, par Émile Jamais.

---

## Revue Britannique.

Juin 1884. — *Trois cours républicaines : Thiers, Mac-Mahon, Grévy* (histoire anecdotique empruntée à une revue anglaise). — *L'Armée chinoise*, par G. d'Orcet (analyse critique d'un article du *Blackwood's Magazine*). — *L'Archipel malais* (article de la *Quaterty Review*). — *Conditions d'une constitution démocratique*, par Ch. Beauquier (programme du parti démocratique radical). — *Politique étrangère de l'Angleterre* (traduction d'un article anonyme de la *Fornightly Review*, qui a eu un grand retentissement).

---



### Le Correspondant.

10 juin. — *Comment les monarchistes constitutionnels entendaient le gouvernement de la République*, par Eugène Dufeille (apologie du ministère Buffet). — *Un opuscule religieux du général Gordon*, par Mme A. Craven.

25 juin. — *Les élections en Belgique*, par le vicomte de Gontaut-Biron. — *Chronique de la chute d'une République*, par H. Forneron (histoire d'Angleterre, de 1658 à 1660).

---

### Revue maritime et coloniale.

Juin 1884. — *Le budget de la marine anglaise (1884-1885)*, (discussion à la Chambre des communes, séance du 20 mars 1884). — *Aperçu sur l'histoire de la médecine au Japon*, par le docteur Léon Ardouin. — *La Grèce en 1883*, par B. Girard. (Travaux publics, canal de Corinthe avec plan; instruction publique; religion et clergé; presse; organisation judiciaire.) — *Chronique*.

---

### Le Mémorial diplomatique.

31 mai. — *La question d'Égypte et l'opposition anglaise. — Nouvelles diverses. — Correspondances de Londres, de Vienne. — Le projet de révision de la Constitution française. — La question de la Conférence égyptienne au Parlement anglais. — La République du Salvador et ses relations extérieures* (analyse d'un mémoire présenté au sénat du Salvador par le secrétaire d'État pour les affaires étrangères). — *Documents* (actes relatifs aux finances tunisiennes; discours de l'empereur François-Joseph pour la clôture du Parlement hongrois; discours du Trône à l'ouverture du Parlement brésilien; lettre du Pape au sujet de l'organisation des archives du Vatican; discours du gouverneur de l'île de Crète, à l'ouverture de l'assemblée générale.)

7 juin. — *Attentats dynamitiques et droit des gens. — Nouvelles diverses. — Correspondances de Bruxelles, de Londres et de Saint-Petersbourg. — Le Gouvernement russe et la Conférence sur les affaires d'Égypte. — Documents* (règlement sur la participation de la France à l'Exposition universelle d'Anvers; traité de commerce entre la France et la Birmanie).

16 juin. — *L'échec du parti libéral en Belgique. — Nouvelles diverses* (débats parlementaires en Angleterre et en Italie sur les affaires extérieures; reconnaissance par les États-Unis du gouver-



nement du général Iglesias au Pérou). — *Correspondances* de Belgrade (différend entre la Serbie et la Bulgarie), de Bruxelles (élections), de la Haye, de Londres, de Saint-Petersbourg, de Vienne. — *L'attentat contre le président du Guatemala.*

21 juin. — *La question du Congo et le traité anglo-portugais.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles (nouveau ministère), de la Haye (affaire du Nisero), de Londres, de Saint-Petersbourg. — L'armée belge jugée par les Anglais (analyse d'un article du *Times*). — *Documents* (message du président de la République Argentine; discours du roi de Serbie à l'ouverture de la Skoupchtina).

28 juin. — *La France et la Conférence égyptienne.* — *Nouvelles diverses.* — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye (mort du prince d'Orange, affaire du Nisero), de Londres, de Saint-Petersbourg. — *Les affaires d'Égypte à la Chambre des députés.* — *Le Livre jaune sur les affaires d'Égypte.* — *Le Livre bleu anglais sur les affaires d'Égypte.* — *Les traités de l'Association internationale du Congo avec les indigènes.* — *Documents* (lettre des Cardinaux au président de la République française).

### L'Économiste français.

31 mai. — *La révision de la Constitution; nécessité d'augmenter les attributions du Sénat, de réduire celles de la Chambre, de supprimer la moitié des fonctionnaires publics,* par P. Leroy-Beaulieu. — *Le projet de loi allemand sur les sociétés anonymes* (premier article), par M. Block. — *Le socialisme légal* (troisième et dernier article), par Arthur Mangin. — *La question des Consulats au point de vue des informations,* par Arthur Raffalovich. — *Le Mexique, l'instruction, l'assistance publique et les institutions de prévoyance,* par de Fontpertuis. — *La Société française de colonisation.*

7 juin. — *La question égyptienne; de l'inutilité et de l'inopportunité de modifier la loi de liquidation,* par P. Leroy-Beaulieu. — *Lettre de Suisse* (referendum du 11 mai, les comptes d'État pour 1883). — *Les voies navigables en Allemagne,* par Paul Muller. — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada,* par de Fontpertuis (origine de la population canadienne; situation de la Floride; immigrants italiens).

14 juin. — *Les successions, les donations et la richesse de la France,* par P. Leroy-Beaulieu. — *Le projet de loi allemand sur les sociétés anonymes* (second article), par M. Block. — *Le ministère des affaires étrangères et le Foreign-Office,* par M. Jametel. — *La rivalité de l'Angleterre et de la Russie en Asie,* par de Fontpertuis. — *L'Union*



monétaire latine (dénonciation par la Suisse). — *Les finances égyptiennes.*

21 juin. — *Les créanciers français de l'Égypte et la Conférence*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les successions et les donations et la richesse de la France.* — *Le mouvement économique aux États-Unis*, par de Fontpertuis (élections présidentielles; projet d'un canal interocéanique par le Nicaragua). — *Le commerce et les ressources du Tonkin*, par H. Bloch. — *Les communications maritimes de l'Allemagne avec la Chine et l'Australie*, par Arthur Raffalovich (discussion récente au Reichstag). — *L'assurance contre les accidents de fabrique en Allemagne*, par Herzog.

28 juin. — *Les successions et donations et la richesse de la France* (troisième article), par P. Leroy-Beaulieu (l'ensemble de la richesse de la France est évalué à 186 milliards de francs environ). — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les cinq premiers mois de 1884.* — *Les communications maritimes de l'Allemagne avec l'Asie et l'Australie*, par Arthur Raffalovich (déclaration de M. de Bismarck sur la politique coloniale). — *Le Japon, ses ports, son industrie et sa situation commerciale*, par de Fontpertuis. — *La France dans l'Extrême-Orient et le traité de Tien-Tsin*, par Jametel.

---

#### Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Avril 1884. — France : *Loi approuvant la convention financière avec le bey de Tunis* ; *loi sur l'organisation municipale du 5 avril 1884* (dispositions qui touchent aux finances des communes) ; *rapport au Président de la République sur la conversion du 5 0/0* ; *les primes d'assurance maritime et les frets à Marseille en 1883* ; *les faillites en 1882* ; *les profits procurés à l'État par les chemins de fer* ; *les finances coloniales* (Sénégal, Gabon, Sainte-Marie de Madagascar, Mayotte, Nossi-Bé, Réunion, Taïti, Nouvelle-Calédonie). — Étranger : *Angleterre* (les recettes budgétaires de l'exercice 1883-1884 ; les progrès des classes ouvrières depuis un demi-siècle ; les Caisses d'épargne, mouvement des dépôts et profession des déposants). — *Les impôts communaux en Prusse.* — *L'impôt foncier et le mouvement des alcools en Russie.* — *La comptabilité publique en Tunisie.* — *Les impôts au Tonkin.*

Mai. — France : *Les successions et les donations depuis 1826* ; (série de tableaux fort importants qui ont donné lieu à d'intéressants articles de M. Leroy-Beaulieu dans l'*Économiste français*) ; *la propriété bâtie à Paris* (avec une carte) ; *les frets à Bordeaux en 1883.* — Étranger : documents divers concernant la *Belgique* (Budget de



1884 et sa discussion au Sénat, la question des sucres, règlements relatifs aux prêts agricoles). — *Angleterre* : exposé budgétaire du chancelier de l'Échiquier, la circulation monétaire. — *Allemagne* : les caisses publiques en Prusse et les banques populaires allemandes. — *États-Unis* : la situation financière, la crise de New-York.

---

**Histoire du Gouvernement de la Défense nationale en province**, par Steenackers et Le Goff, tome I<sup>er</sup>, Paris, 1884, G. Charpentier.

Il est bien évident que le temps n'est pas encore venu d'écrire une histoire vraiment impartiale de la guerre franco-allemande et des efforts qui furent faits pour organiser la résistance. Il n'en est pas moins utile que des acteurs et des témoins viennent expliquer leurs actes et leurs impressions. On lira avec intérêt l'ouvrage consacré au Gouvernement de la défense nationale en province par deux hommes qui ont assisté de très près aux événements qu'ils racontent. M. Steenackers était directeur-général des télégraphes et des postes ; sa situation lui permettait donc d'être très informé en même temps que son intelligence et son activité lui donnaient une importance supérieure à ses fonctions. Le volume que nous annonçons va jusqu'au commencement d'octobre 1870 ; après une *Introduction*, il comprend huit chapitres : *la délégation de Tours ; le mouvement national après l'entrevue de Ferrières ; Strasbourg ; la résistance dans le Haut-Rhin ; l'invasion en-deçà des Vosges ; le ministère de la guerre sous l'amiral Fourichon ; la politique intérieure de la délégation jusqu'au 9 octobre ; les ligues et les commissaires de la défense*. Ceux mêmes qui ne partageraient pas les opinions politiques et les appréciations des auteurs, liront avec intérêt leur œuvre qui contient un grand nombre de pièces et de documents fort utiles, la plupart dispersés çà et là dans les journaux et publications du temps, quelques-uns inédits. — Le second volume, qui paraîtra bientôt, commencera avec l'arrivée de Gambetta à Tours.

---

L.

**Rumæniens Uferrechte an der Donau**, ein völkerrechtliches Gutachten, par le D<sup>r</sup> Franz von Holtzendorf. Leipsick. 1883, Duncker et Humblot.

**Eine Lanze für Rumænien**, eine völkerrechtliche und geschichtliche Betrachtung, par le D<sup>r</sup> Félix Dahn. Leipsick, 1883, Breitkopf et Härtel.



**La Question du Danube**, par M. Heinrich Geffcken, avec deux cartes. Berlin 1883, Müller.

**Österreich-Ungarn und Rumänien in der Donau-Frage, eine völkerrechtliche Untersuchung**, par le Dr Georg Jellinek. Vienne, 1884, Hœlder.

La science contribue essentiellement aux progrès du droit international et par son autorité morale seule, elle supplée parfois à l'absence d'une législation universelle. La question générale à laquelle se rapporte le sujet des quatre ouvrages dont nous donnons les titres, repose sur des principes que le code européen a depuis longtemps reconnus, et le rôle des jurisconsultes qui l'abordent, soit dans son ensemble, soit dans ses parties, se borne à une œuvre de développement ou d'interprétation.

Mais si, à proprement parler, il ne s'agit point ici d'une lacune à combler dans le corps des lois qui régissent la communauté continentale, il faut convenir que la pratique des maximes fluviales proclamées dans la première moitié de ce siècle comporte de graves divergences, et c'est à l'étude d'un règlement-type que la science doit s'appliquer.

Il est donc très intéressant de voir des professeurs distingués traiter concurremment, même sur des points de détail, une pareille matière, et l'on ne doit que savoir gré au gouvernement roumain de leur avoir soumis le différend qui a surgi sur le Danube entre lui et le gouvernement austro-hongrois.

Sans doute, cette consultation aurait eu plus de poids si elle avait été spontanée, et il est clair que les avis de MM. de Holtzendorf, Dahn et Geffcken sont de véritables plaidoyers en faveur du jeune royaume créé en 1878.

Quoi qu'il en soit, ces plaidoyers sont dignes de toute attention, aussi bien que l'ingénieuse réplique du Dr Jellinek.

Pour ne point sortir du cadre de ce recueil, nous devons nous contenter d'indiquer sommairement le fond du débat, sans négliger la question de forme qu'il a soulevée au début des négociations de 1883.

N'était-il pas contraire au droit international que la Roumanie, État souverain, fût exclue, comme partie contractante, des délibérations d'une conférence appelée à fixer le régime du Danube sur le parcours roumain?

La Roumanie n'est-elle pas autorisée à considérer le traité de Londres comme non avenu pour elle, sinon dans toutes ses clauses, du moins dans celles qu'elle a repoussées à Galatz ou sur lesquelles elle a fait des réserves?

Pour mettre à exécution dans sa lettre et dans son esprit l'article 55 du traité de Berlin de 1878, y avait-il lieu d'instituer une commission



spéciale sur le Danube moyen, et si tel était le cas, l'Autriche-Hongrie, qui n'est pas riveraine de cette région, peut-elle légitimement se faire représenter dans cette commission et y prétendre au privilège permanent de la présidence ?

Était-il juste d'attribuer à la nouvelle commission le caractère d'un syndicat à la fois délibératif et exécutif exerçant la police fluviale aux lieu et place des États riverains ?

Tels sont à peu près les éléments de la cause déférée aux jurisconsultes allemands à la suite de la transaction européenne du 10 mars 1883. MM. de Holtzendorf, Dahn et Geffcken donnent raison à la Roumanie sur tous ces points, et notamment sur le dernier, qui intéresse plus particulièrement la doctrine en matière de droit fluvial conventionnel.

Quant au Dr Jellinek, il conteste nettement et avec une grande habileté la plupart des conclusions des trois avocats du gouvernement roumain (c'est ainsi qu'il les nomme), et il cite à l'appui de son argumentation de nombreux précédents.

Pour se prononcer en pleine connaissance des faits et en toute impartialité sur le sujet résumé dans cette courte notice, il paraît indispensable de consulter, indépendamment des quatre brochures austro-allemandes, les *Actes et documents* publiés en 1883 par le ministère roumain et dont les *Archives diplomatiques* ont reproduit plusieurs extraits. Ce recueil volumineux, véritable *Digeste danubien*, comme le qualifiait le baron d'Avril dans l'étude remarquable qu'il lui a consacrée (1), complète heureusement, selon ce diplomate autorisé, le travail didactique qu'a fait paraître M. Ed. Engelhardt en 1879 sous le titre de *Régime conventionnel des fleuves internationaux* (Paris, Cotillon (2)).

---

**Correspondance inédite de Mallet Du Pan avec la cour de Vienne (1794-1798)**, publiée par André Michel; 2 vol. in-8°. Paris, Plon, 1884.

Cette correspondance, dont on avait déjà, dans un excellent ouvrage, publié quelques fragments, vient d'être donnée dans son entier. L'importance de cette publication est évidente. « Quatre observateurs, dit M. Taine qui a écrit la préface de cette édition, quatre observateurs ont, dès le début, compris le caractère et la portée de la Révolution française : Malouet, Rivarol, Gouverneur Morris, Mallet du Pan,

(1) *La Question du Danube*, dans la *Revue du Monde latin* du 25 janvier 1884.

(2) Nous ajoutons que les ouvrages publiés depuis sur la question ont beaucoup profité du travail de M. Engelhardt, sans que les auteurs se soient toujours préoccupés de citer la source à laquelle ils avaient puisé.



celui-ci plus profondément que les autres. En outre, ce que n'ont pas fait les autres, il a décrit, commenté, jugé la Révolution depuis le commencement jusqu'à la fin; de 1789 à 1800, ses analyses et ses prédictions se succèdent de semestre en semestre, de mois en mois et souvent de semaine en semaine. » Cette citation de l'éminent historien suffirait à assurer la fortune de cette publication nouvelle.

A un contemporain, l'historien demande deux qualités : l'exactitude des informations et, s'il se peut, l'impartialité des jugements. On nous garantit l'une et l'autre. « On relève presque à chaque page de notre texte, dit M. A. Michel, les traces de ces informations de première main qui fournissaient à Mallet du Pan les éléments de sa correspondance. Il parle tour à tour d'« une personne de confiance qui fait, à sa prière, un voyage en France », d'« une confidence du baron de Staël », de « lettres reçues de personnes graves et influentes », etc. On lui envoie de Toulon l'état des troupes; — il a entre les mains des lettres de Barthélemy aux magistrats de Zurich et de Berne; il sait, par des informations *certaines*, que la Convention s'attend à être obligée de créer un milliard d'assignats; — on lui communique des lettres de San Fermo, ambassadeur vénitien; — il *envoie* à Lyon une personne de confiance vérifier des informations reçues sur l'état de la ville; — le chef de l'état-major de Hoche, un adjudant général et un commissaire ordonnateur de l'armée de Sambre-et-Meuse écrivent à ses correspondants, qui lui transmettent leurs lettres, etc., etc. » Voilà pour l'exactitude; elle est incontestable. Reste l'impartialité. Sans doute elle ne fait pas défaut. Il juge à merveille certains personnages, certaines situations, et son jugement est aussi sévère à ses amis qu'à ses ennemis. Mais quand on nous le donne pour un prophète, pour un justicier infaillible, pour un homme en possession de la vérité, de cette vérité qui sera celle de l'histoire, je trouve qu'on exagère singulièrement et ses mérites et ses vertus. Mallet du Pan n'était pas Français. Il avait vécu en France sous l'ancien régime et par l'ancien régime. La Révolution survient, le chasse de sa situation et de la France. Réfugié en Suisse, puis en Angleterre, il n'est plus qu'un ennemi, plein d'une haine sagace et clairvoyante. Que la Convention ne fasse pas une faute, il la dévoile; qu'elle ne commette pas une injustice, il la dénonce. Mais jamais de ces cris du cœur qui font la joie du lecteur : le Français ne trouve pas d'écho en lui. On a publié récemment les *Mémoires* de tel émigré qui se réjouissait des succès de la France et rendait justice à ses héros. Ne demandez pas cette grandeur d'âme ou cette stricte justice à Mallet du Pan. Merlin de Douai est « l'homme le plus vil de la Convention »; nos maîtres nous l'ont signalé comme un admirable jurisconsulte, Mallet du Pan en fait un « compilateur de dictionnaires de jurisprudence ». Bonaparte est un



« petit bamboche à cheveux éparpillés, un bâtard de Mandrin, qui expiera promptement sa gloire de tréteau, son inconduite, ses vols, ses inconvenantes pasquinades ». Ailleurs, il le traite de « petit saltimbanque de cinq pieds trois pouces, qui n'a jamais fait la guerre que dans les tripôts et les lieux de débauche ». Hoche est un « second Bonaparte par son audace, son activité, sa célérité et son fanatisme républicain. »

Qu'on ne vienne pas, après ces jugements, nous vanter la sagacité et l'impartialité de Mallet du Pan. Il eut ses erreurs et ses passions ; l'historien qui exploite la mine si riche de ses informations a peut-être le droit de fermer les yeux sur ce qu'il y a de défectueux en lui. Pour nous, tout en lui reconnaissant une grande situation parmi les historiens au jour le jour de la Révolution, nous ne saurions lui concéder le privilège de la sincérité et de la clairvoyance.

J. C.

---

**Le ministère Gambetta, histoire et doctrine** (14 novembre 1881 — 26 janvier 1882), par Joseph Reinach ; in-8°, 604 pages. Paris, Charpentier, 1884.

M. Gambetta, chef incontesté de la majorité républicaine pendant huit ans, longtemps écarté du pouvoir par le manque de correction constitutionnelle des chefs du pouvoir exécutif, appelé enfin à former un ministère à la fin de 1881, fut, au bout de deux mois, renversé par la majorité qui l'avait soutenu et presque contraint à prendre le pouvoir. Il y avait là un phénomène bizarre, un illogisme de conduite qui méritait d'être étudié. Peut-être le temps n'en était-il pas encore venu. Peut-être devait-on laisser passer quelques années encore sur ces déplorables événements. Cette réserve faite, le livre de M. Reinach se recommande par la netteté du plan, la sûreté des informations, et une bonne odeur de fidélité à ce mort qui fut son maître et son ami.

Dans les premiers chapitres intitulés : *Un peu plus de lumière, la Légende du grand ministère, l'Autorité nécessaire*, il explique les obstacles apportés depuis de longues années à la remise du pouvoir entre les mains de M. Gambetta, les causes qui arrivèrent insensiblement à fausser la pratique du gouvernement parlementaire, enfin les difficultés qu'on lui suscita quand il fut appelé à former un cabinet. Dans une seconde partie, il expose quel était le programme du ministère. Le cabinet Gambetta avait l'intention et la prétention d'être un ministère d'affaires. Il y avait de grosses réformes réclamées par l'opinion ou par les spécialistes. M. Gougeard à la marine, M. Rouvier au commerce, M. Bert à l'instruction publique, M. Campenon à la guerre, M. Waldeck-Rousseau à l'intérieur, le président du conseil aux



affaires étrangères, tous jeunes, ardents, convaincus, servis par d'excellents sous-secrétaires d'État, tous se mirent à l'œuvre, et le 26 janvier, M. Gambetta avait dans son portefeuille, pour les déposer sur le bureau de la Chambre, une série de projets d'une importance considérable qui représentaient le labeur et l'activité du ministère pendant six semaines.

Ces projets, M. Reinach les expose et les étudie à loisir. Nous n'en retiendrons ici que ceux de M. Gambetta relatifs aux affaires étrangères. Les affaires méditerranéennes, celles de Madagascar, de Terre-Neuve, du Tonkin, attirent son attention. Pour la Tunisie, il affirme, par sa conduite et ses discours, la volonté d'y maintenir l'autorité de la France et de retirer du traité du Bardo tous les fruits qui en doivent découler naturellement. Pour l'Égypte, il tâche de laisser intact le *Condominium*, et, par une série d'habiles dépêches, il lie l'Angleterre à une action à deux dont elle ne se trouve déliée que par l'arrivée aux affaires de M. de Freycinet.

Enfin, après cet exposé, M. Reinach arrive au projet de révision, occasion de la chute de M. Gambetta. Ce chapitre, d'un si vif intérêt aujourd'hui que la révision est de nouveau en discussion, met à jour les manœuvres jalouses qui furent dirigées contre le cabinet ou plutôt contre celui qui en était le chef. Il facilitera une étude curieuse et intéressante : la comparaison de la conduite des assaillants en 1882 et en 1884.

Le livre de M. Reinach vaut encore par de hautes qualités de modération et de patriotisme. « L'Angleterre, dit-il en finissant, dès le soir du 26 janvier, se vit maîtresse de l'Égypte. Mais ce fut à Berlin que le contentement fut le plus vif. Le vote de la Chambre y fut salué par tous les journaux officiels, en langage diplomatique, comme une nouvelle garantie de paix, — en bon allemand comme une nouvelle victoire pour la Prusse. L'année 1882 commençait bien pour le prince de Bismarck. Elle devait encore mieux finir. Sa dernière heure verra mourir Gambetta, précédé dans la tombe, de quelques semaines, par le général Skobeleff, suivi, à quelques jours de date, par le général Chanzy. » Le Dieu des armées, même en temps de paix, travaillait pour l'Allemagne.

J. C.

---

**L'Impôt sur le revenu, législation étrangère et économie politique**, par M. Joseph Chailley, docteur en droit, membre de la Société d'économie politique; 1 vol. in-8°, 633 pages. 1884, Paris, Guillaumin.

Cet ouvrage comprend une introduction et deux parties, consacrées l'une à la législation étrangère, l'autre à la discussion théorique et pratique.



Dans l'introduction, l'auteur expose les raisons qui l'ont déterminé à traiter cette question : l'état de nos finances, les vices de notre organisation fiscale, et la nécessité de promptes réformes.

Les législations étrangères qu'il étudie sont celles d'Angleterre et d'Italie. En Angleterre, il cherche les résultats de l'*Income tax* au point de vue financier et économique, et il constate que, prorogé depuis quarante ans par ceux mêmes qui l'ont combattu, il a rempli un triple rôle : mettre le budget en équilibre, aider à des dégrèvements essentiels, redresser l'effet injuste des impôts indirects. La législation italienne, les remaniements nombreux qu'elle a subis et le rendement fructueux de cet impôt, malgré un taux exagéré (13,20 %), prouvent que les peuples de race latine ont toutes les qualités de patience et d'honnêteté nécessaires.

De l'étude de ces législations l'auteur, s'appuyant sur les travaux de ses devanciers, cherche, dans une seconde partie, à extraire des principes théoriques propres à l'existence de l'impôt sur le revenu. Et, après de longues discussions et la réfutation de nombreuses objections, il établit que cet impôt doit être un impôt complémentaire et non un impôt unique, un impôt de quotité, admettant, pour la constatation des revenus, la déclaration du contribuable, et atteignant, à un taux modéré, tous les revenus, quelle qu'en soit la source. D'ailleurs, il faut que le pays où on voudra l'introduire présente certaines conditions de richesse.

L'auteur passe ensuite à l'application en notre pays des principes qu'il vient de formuler. Il examine comment les divers projets et propositions de lois de 1848 à 1884, dont il donne le plus souvent le texte *in extenso*, ont tenu compte de ces principes et compris le rôle de l'impôt sur le revenu. Puis, arrivant à l'heure actuelle, il se demande si cet impôt peut être établi en France. Il discute les objections qu'on y a spécialement formulées. Il s'attache alors à prouver que notre législation fiscale présente de nombreuses injustices, qui, dès à présent, et bien plus encore dans l'avenir, en doivent paralyser la productivité. Cependant nos dépenses croissent et ne peuvent pas ne pas croître. L'auteur propose de demander les ressources nécessaires à l'impôt sur le revenu. Il y aura, dit-on, superposition. C'est le cas de toutes les législations. Mais nous payons une masse énorme d'impôts directs ! L'Angleterre en paie bien plus que nous : 1,093 millions, sur un budget total de 3,775 millions ; la France 774, sur près de 4 milliards. Mais nous ne pourrions jamais l'acclimater chez nous. Pourquoi ? Sommes-nous moins tolérants et moins honnêtes que les autres nations ? L'histoire et la pratique prouvent le contraire. Moins patients ? Les gouvernements ne doivent pas s'arrêter à certaines résistances. Et il cite, à ce propos, un discours très concluant de M. Léon Say. Il



esquisse alors un projet emprunté aux législations anglaise et italienne, avec des modifications suggérées par les études de MM. Bonnet, Leroy-Beaulieu et de Parieu. Reste une dernière question : quelle étendue donnera-t-on à la réforme, et quel moment choisira-t-on pour la faire? Contrairement à ce que voudraient les principes, il faudra qu'elle soit le plus mince possible, s'abstenant de toucher aux autres impôts existants, et qu'elle se produise au moment favorable, ce qui implique que la crise agricole et industrielle doit être dissipée. Mais ce jour-là, il faudra ne pas lâcher l'occasion et ne pas attendre l'heure des expédients hâtifs pour accomplir une réforme qui veut du temps, du calme et de la confiance.

« M. Chailley, disait récemment M. de Parieu en présentant cet ouvrage à l'*Académie des sciences morales et politiques*, M. Chailley est un nouveau venu dans la science; mais son travail, éminemment instructif, est la révélation d'un jeune économiste promettant un sérieux avenir. »

---

**L'Évolution politique et la Révolution**, par M. de Molinari, in-8°, 511 pages. Paris, Reinwald et Guillaumin, 1884.

A la suite de vastes et profondes études, M. de Molinari paraît se plaire désormais aux problèmes complexes. Il nous avait donné, il y a quelques années, l'*Évolution économique au XIX<sup>e</sup> siècle*; il aborde aujourd'hui le terrain de la politique. Les deux ouvrages ont d'ailleurs des liens étroits, grâce à l'application très nouvelle et très heureuse que fait l'auteur de la méthode de l'économie politique à l'étude de la politique. On est un peu étonné d'abord de certaines étrangetés de langage, résultat naturel de ce procédé. Avoir toute sa vie défini la politique « la science du gouvernement », et l'entendre appeler « la science des moyens de conserver, d'exploiter, de fortifier et d'agrandir un État »; voir traiter les questions religieuses comme les opérations commerciales, et lire qu'en certains pays la « décadence de la religion a été accélérée par l'interdiction de la concurrence religieuse »; lire de cette Révolution dont les doctrines sont pour beaucoup d'entre nous des dogmes révévés, qu'elle a supprimé en France la liberté; tout cela est bien pour offusquer et peut-être pour alarmer. Mais bientôt on entre dans les idées de l'auteur, et on savoure la jouissance d'un livre plein de science, d'observation, de philosophie et de raison, dont je ne veux faire d'autre éloge que d'en reproduire de mon mieux le plan et l'allure générale. Ce sera la meilleure des louanges et la plus efficace.

La race humaine a vécu d'abord en troupeaux; le besoin aidant, elle a reconnu la nécessité d'une discipline et de l'obéissance à un chef.



Celui-ci est pris dans la foule; il y reste ou il y rentre, le danger passé; souvent il est remplacé par un plus capable; il n'a d'ailleurs ni attributions fixes, ni salaires. Puis, grâce aux conquêtes de l'homme sur la nature et sur l'ignorance, la gestion des intérêts généraux exige plus de temps; le chef ne peut plus vaquer à ses affaires privées; on le dispense du travail accoutumé, on le charge uniquement du soin du gouvernement, on le salarie, et, plus tard, l'éducation et la sélection faisant leur office, sa famille souvent hérite après lui de ses fonctions. Le Gouvernement, rouage spécial dans le mécanisme de la société, est institué désormais. Il existe partout, sous des formes variables. C'est la gestion, par des délégués spéciaux, des intérêts communs; c'est une entreprise.

Quand elle est bien menée, c'est la plus fructueuse des entreprises. Ce résultat constaté, chacun veut en avoir sa part. Et, grâce à la lutte pour y parvenir, les différentes nations arrivent ou doivent arriver à des formes successives de gouvernement qui peuvent être rangées sous quatre types : entreprise patrimoniale, sans limitation ou avec limitation des pouvoirs de l'entrepreneur, au profit de la nation *sujette*; concession ou affermage à un entrepreneur héréditaire avec participation de la nation *propriétaire et souveraine*; exploitation en régie par la nation *propriétaire et souveraine*.

Voici l'origine et la genèse de ces formes de gouvernement. Le gouvernement, s'il est une entreprise fructueuse, est une science difficile. L'entrepreneur tâche d'en retirer le bénéfice maximum, pressant les peuples qu'il exploite; et rarement il sait s'arrêter à propos. Plus la richesse matérielle augmente, plus les profits sont grands, et plus il craint que ceux qu'il exploite (au sens économique du mot) ne découvrent combien est profitable sa fonction d'entrepreneur et ne veuillent l'en dépouiller. Il s'efforce, en conséquence, de les maintenir dans l'ignorance ou tout au moins dans le silence. Mais le progrès est inéluctable. La condition politique doit toujours aller de pair avec la condition matérielle. Sinon, l'accord se fait un jour brusquement : c'est la Révolution. Les exploités veulent s'exploiter eux-mêmes; ils chassent l'entrepreneur. L'État appartient à la Nation. Cela eut lieu chez nous le 10 août 1792.

Mais cette situation a ses inconvénients à son tour. Quand l'ancien entrepreneur salarié était incapable, on pouvait le remplacer. Si la nation est elle-même incapable, si le gouvernement de la nation par la nation est défectueux, le danger en résultant sera perpétuel. Or, il y a bien des chances pour que la nation soit incapable, et son gouvernement défectueux. Exploitant elle-même et pour elle-même, elle prend obstinément tous ses employés parmi les citoyens; or peut-être à l'étranger y a-t-il des hommes plus aptes à certaines fonctions. Bien



plus, elle est forcée de multiplier les emplois pour que, dans la nation, un plus grand nombre de membres soit appelé à profiter des bénéfices de l'industrie gouvernementale, et les frais augmentent en conséquence. L'accord d'ailleurs ne dure guère dans la nation; il se forme des partis tour à tour vainqueurs, tour à tour appelés au gouvernement, et qui, après chaque lutte, exaspérés et avides de jouissances, cherchent à élargir leur part de butin par la création de nouveaux emplois et une rétribution plus forte des anciens. Plus tard, ce qui n'était que le jeu naturel du « *spoils system* » est formulé en doctrine. On étend les attributions de l'État, on double les cadres de l'administration pour satisfaire à des devoirs nouveaux, et un jour on voit la nation tout entière occupée à pourvoir à l'existence de toute la nation. Les exploitants sont trop nombreux, trop payés : cela doit conduire infailliblement à la banqueroute.

Comment sortir de cette situation? Par la force, par la Révolution? Ce serait une cause de recul pour l'humanité. Car l'avenir, l'histoire le laisse deviner, l'avenir, peut-être très lointain, est à la paix. Et après une révolution, même si la concorde se rétablit, la paix n'en a pas moins été d'autant retardée. L'issue est donc indiquée : on sortira de cet étrange système par l'évolution lente et naturelle des institutions.

Le mal signalé était celui-ci : la nation tout entière est gouvernément. On n'y remédiera pas en revenant aux systèmes de l'ancien régime, au gouvernement de la nation par un seul. Non. On tendra à la diminution graduelle des devoirs de l'État et, par suite, des charges financières de la nation. On reviendra à l'entreprise, mais tout autrement entendue. On fera disparaître les maisons politiques d'entreprises, et l'on aura les sociétés politiques d'entreprises. La supériorité de la forme dite « à l'entreprise » est dans la division du travail, dans la spécialisation, dans l'unité de direction et dans l'intérêt de l'entrepreneur. Il se formera des sociétés, des établissements politiques, qui vendront à la société de la sécurité, de la liberté, de la tutelle, etc. Et qu'on ne dise pas que cela est impossible. Par la puissance de l'association, tout est possible. Dès à présent on vend du transport, de la chaleur, de la lumière. Les sociétés politiques emploieront leur capital en forteresses, en armées, en prisons. Elles auront à cet égard tout pouvoir. En revanche, elles subiront la responsabilité pécuniaire de leurs actes, et elles auront des attributions strictement limitées.

Les mêmes contrats qui se feront avec l'État se feront ensuite avec le département, avec la commune. Ce sera le régime de l'administration privée. Aucune charge financière pour l'État. Un autre avantage, c'est que les sociétés pourront faire avec les individualités poli-



tiques des contrats convenant à chacune d'elles. La loi protège d'une manière uniforme, par l'entremise du Gouvernement, toutes les manifestations de l'activité humaine. Il y a trop de tutelle pour les individualités supérieures et moyennes; il n'y en a pas assez pour la multitude des individualités inférieures. Dans l'avenir, on arrivera à la spécialisation et à la diversification de la loi.

Ainsi comprises, les sociétés politiques excluent l'unité; elles sont contraires au dogme de l'indivisibilité. Avec elles, on ne comprend plus, par exemple, la guerre de la Sécession. Le Nord n'a pas le droit de retenir le Sud; il n'y a plus de *servitude politique*. Est-ce que cela supprime la nationalité, la patrie, le patriotisme? Nullement. Cette évolution ne pourra s'accomplir que le jour où les nations ne seront plus menacées dans leur existence. Ceci posé, l'amour de la patrie est indépendant de la provenance des services politiques comme de celle des produits agricoles ou industriels. Et si la servitude politique, nécessaire autrefois à l'existence des nations, perd son utilité ou devient une cause d'affaiblissement, ne sera-ce point faire acte de patriotisme que de les en affranchir?

Telle est, dans ses traits essentiels, la conception que s'est formée M. de Molinari des *gouvernements de l'avenir*. Présentée ainsi brièvement, sans les mille raisonnements ingénieux ou savants dont elle est étayée, elle est faite pour surprendre. Plus d'un criera à la chimère. La foule des gens à courte vue se défient volontiers de l'élite prévoyante. Ce qu'on ne saurait nier, c'est que le progrès soit fatal et nécessaire : la masse et l'autorité des arguments produits par M. de Molinari conduisent à croire que ce progrès se réalisera de la manière qu'il indique.

J. C.

---

**La Dette publique, histoire de la Rente française**, par J.-M. Gorges, 1 vol. in-18 de 390 pages, Paris, 1884, Guillaumin et Charavay.

M. Gorges, que ses hautes fonctions de sous-directeur de la Dette inscrite ont mis à même de connaître admirablement l'histoire, le rôle et la répartition des rentes françaises, agacé par les paradoxes et les erreurs que les ignorants et les pseudo-savants émettent chaque jour sur ce sujet, a voulu faire, une bonne fois, justice des unes et des autres. « Il nous a paru, dit-il, intéressant de rechercher comment s'est formé, à l'origine, le contrat solennel qui lie l'État envers ses prêteurs; de suivre, à travers l'histoire, la destinée du pacte fondamental...; de montrer ensuite cet amas confus de contrats indigestes, de créances disparates, se fondant, sous la Convention, en un tout simple et homogène, le Grand-Livre; enfin d'observer les modifications



de la dette sous cette forme nouvelle, et la marche graduelle de la vulgarisation de la rente, passant dans le mouvement de la spéculation par la création de l'inscription au porteur, pénétrant dans les masses laborieuses par la consolidation des Caisses d'épargne, et par les souscriptions publiques. »

Soit dit en passant, ces quelques lignes, empruntées à la préface, sont un de ces résumés modèles que peuvent seuls donner de leur ouvrage les auteurs pénétrés de leur sujet et qui ont écrit en vue d'un but démonstratif bien déterminé. M. Gorges a tenu parole à lui-même et aux lecteurs : dans trois parties distinctes il a étudié les divers points de son programme : origines de la dette publique, œuvre de Cambon, transformation du Grand-Livre.

Que l'une de ces trois parties, la première, soit peut-être un peu trop anecdotique, que M. Gorges ait cédé au désir légitime de faire œuvre d'historien, en même temps que de financier, c'est là un mince défaut qui n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage ; cet ouvrage se tient dans une forte cohésion, avançant sûrement à l'étude des difficultés soulevées, et faisant enfin la pleine lumière sur des questions pratiques et souvent ignorées. Ce sont là des mérites qu'on ne saurait trop louer. M. Gorges a fait le livre qu'il devait et qu'il pouvait faire. C'est une très heureuse application de la maxime : « *The right man in the right place* ». J. C.

**Essai sur l'inégalité des races humaines**, par le comte de Gobineau, 2 vol. in-18. Paris, 1884, Firmin-Didot, 2<sup>e</sup> édit.

C'est là une œuvre considérable, digne du savant auteur de la *Renaissance en Italie*. Ancien diplomate, ayant beaucoup voyagé, observateur par nature, affamé de vérité, M. de Gobineau devait arriver, après des études un peu disséminées, à faire une sorte de synthèse de ses observations et de ses théories dans une théorie plus vaste. Il a voulu enchaîner l'histoire d'aujourd'hui à celle d'hier ; l'antiquité la plus proche, il l'a trouvée liée intimement à une antiquité toujours plus reculée ; les civilisations ne meurent pas, elles sommeillent ; après la Chaldée trop vieillie, la Perse jeune et vigoureuse ; après la Grèce décrépète, Rome virile, et plus tard les races teutoniques. Mais quel est le lien, où trouver la relation commune ? « D'inductions en inductions, dit M. de Gobineau, j'ai dû me pénétrer de cette évidence que la question ethnique domine tous les autres problèmes de l'histoire, en tient la clef, et que l'inégalité des races dont le concours forme une nation suffit à expliquer tout l'enchaînement des destinées des peuples.... Après avoir reconnu qu'il est des races fortes et qu'il en est de faibles, je me suis attaché à observer de



préférence les premières, à démêler leurs aptitudes, et surtout à remonter la chaîne de leurs généalogies. En suivant cette méthode, j'ai fini par me convaincre que tout ce qu'il y a de grand, de noble, de fécond sur la terre en fait de créations humaines... ramène l'observateur vers un point unique, n'est issu que d'un même germe, n'a résulté que d'une seule pensée, n'appartient qu'à une seule famille dont les différentes branches ont régné dans toutes les contrées policées de l'univers. L'exposition de cette synthèse se trouve dans ce livre. »

Le tableau tout entier est divisé en six parties, en six livres : I. *Recherche et exposition des lois naturelles qui régissent le monde social*; — II. *Civilisation antique rayonnant de l'Asie centrale au sud-ouest*; — III. *De l'Asie centrale sur le sud et le sud-est*; — IV. *Civilisations sémitisées du sud-ouest*; — V. *Civilisation européenne sémitisée*; — VI. *Civilisation occidentale*.

La conclusion de M. de Gobineau est curieuse et puissante. Devançant les temps et peut-être un nombre énorme d'années (il dit environ six mille ans), il prévoit que ces races humaines, parties de l'unité, reviendront un jour à l'unité, et cette unité qui existait à l'aurore de leur vie en verra, pour des raisons physiologiques, le terme. « Les nations, non, les troupeaux humains, accablés sous une morne somnolence, vivront dès lors engourdis dans leur nullité, comme les buffles ruminants dans les flaques stagnantes des marais Pontins... Cet état misérable ne sera pas de longue durée; car un effet latéral des mélanges indéfinis, c'est de réduire les populations à des chiffres de plus en plus minimes... Du même pas que l'humanité se dégrade elle s'efface... La religion ne nous a pas promis l'éternité; la science, en nous montrant que nous avons commencé, semblait toujours nous assurer que nous devons finir. Il n'y a donc lieu ni de s'étonner, ni de s'émouvoir en trouvant une confirmation de plus d'un fait qui ne pouvait passer pour douteux. »

Telle est la conception générale de ce livre. Puissant par la science et par les études personnelles, suggestif au plus haut point par le nombre des questions qu'il soulève, il est bien tel qu'on devait l'attendre de l'esprit élevé, religieux et philosophique de son auteur. Il a eu la bonne fortune d'être beaucoup lu et discuté du vivant de l'auteur, son succès ne s'est pas épuisé avec la première édition. Un pareil livre fait honneur à la science et à la pensée françaises.

---

**Politische Geschichte der Gegenwart**, par Wilhelm Müller, professeur à Tübingen, tome XVII, année 1883; un vol. in-8°. Berlin, 1884, Julius Springer.



Dans un volume de 268 pages, M. le professeur Müller nous retrace l'histoire des principaux événements de l'année 1883, en Europe et en Amérique. La publication qu'il dirige en est à sa dix-septième année, et il suffira de quelques indications pour préciser le genre d'intérêt qu'elle présente.

L'Allemagne occupe naturellement le premier rang, l'auteur consacre à son pays 121 pages; puis vient la France avec 32, l'Angleterre, 21, l'Autriche 25, l'Italie 9, la Russie 5, la Turquie 19, l'Espagne 3, la Belgique et la Hollande 4, la Scandinavie 6, la Suisse 7, et l'Amérique 6.

Pour la France, voici l'analyse des faits cités et commentés : Mort de Gambetta et de Chanzy; — Procès du prince Krapotkine; — Correspondance avec l'Angleterre à propos de l'Égypte; — Manifeste du prince Napoléon, projets contre les princes d'Orléans, proposition de M. J. Fabre, entrée au ministère du général Thibaudin, ministère Ferry, décret contre les princes, opposition dans le Sénat contre ce décret; — Débats sur la révision de la constitution; — Mouvements et agitations des anarchistes; — Projet de loi sur la réforme de la magistrature; — Conflits avec les évêques à propos des manuels d'enseignement civique; — Loi sur les chemins de fer; — Politique coloniale de la France : les Français au Congo, à Madagascar; expédition du Tonkin, origines du conflit, défaite des Français à Hanoï, traité de Hué, déclaration du ministère sur cette expédition, prise de Sontay; — Remaniements dans le ministère; — Mort du comte de Chambord; — Élections aux Conseils généraux, Paris hors du droit commun; — Budget; — Déclaration de M. Ferry sur la révision de la constitution en 1884; — Ambassade française près du Saint-Siège.

Tels sont les principaux points relatifs à la France. Ils permettent de juger du reste. Les six pages relatives à l'Amérique contiennent une trentaine de faits du plus haut intérêt : lutte du Chili et du Pérou, gouvernement du général Iglesias, Congrès des États-Unis, Libre-échangistes et protectionnistes, etc. Trois tables, analytique, chronologique et alphabétique permettent de consulter le volume avec fruit. Il est rédigé avec une impartialité suffisante, en s'inspirant volontiers des organes les plus autorisés de chaque pays. Et, malgré son peu d'étendue, bien qu'il n'entende, à cause de cela même, rivaliser ni avec les *Années politiques* de chaque pays, ni avec notre ancien et si regrettable *Annuaire des Deux-Mondes*, ni avec l'*Annual-Register*, j'ai un véritable plaisir à le recommander. Tout au plus, pourrait-on désirer une quatrième table : table des principaux documents publiés dans chaque pays, relativement à la politique, aux finances, etc. Ce desideratum pourrait être facilement rempli, et permettrait un éloge sans réserve.



**Les colonies franques de Syrie aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles,**  
par E. Rey, membre de la Société des antiquaires de France, 1 vol.  
in-8°, Paris, 1883, Alph. Picard.

L'histoire de la domination franque en Syrie n'a encore été traitée que d'une manière incomplète à propos de l'histoire des croisades. M. Rey, qui a publié déjà d'importants travaux sur l'Orient latin, a entrepris de combler cette lacune ; il a fait pour cela plusieurs voyages en Syrie où il a trouvé de nombreux et importants documents. Son ouvrage est divisé en deux parties ; la seconde est consacrée à la *Géographie historique au temps des Croisades* ; chaque principauté est décrite en détail d'après les documents les plus authentiques ; un index de toutes les localités occupées en Syrie par les Francs aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles rendra de grands services aux historiens et aux géographes et permettra d'éviter des méprises dans lesquelles sont tombés les écrivains les plus estimés (1). Nous avouons que ce qui nous a particulièrement intéressé, c'est la première partie, où M. Rey nous décrit la *Société dans les principautés franques de Syrie* en la passant en revue sous ses différents aspects dans une série de chapitres dont voici les titres : *La noblesse latine ; les bourgeois ; les communes commerciales ; les indigènes chrétiens ; les indigènes musulmans et autres ; les esclaves ; l'état militaire et maritime ; les écoles et le mouvement intellectuel ; le commerce ; l'industrie et les arts industriels ; état forestier et agricole ; état financier ; l'état ecclésiastique et l'assistance publique ; les grands pèlerinages*. On trouvera dans ces différents chapitres des renseignements fort intéressants pour l'histoire générale et aussi pour l'histoire des relations internationales qui étaient à cette époque plus suivies qu'on ne pourrait le supposer au premier abord. « Tandis que les navigateurs arabes visitaient les îles des épices, les navires chinois pénétraient dans le golfe Persique, et les villes de l'Euphrate devenaient les entrepôts où s'échangeaient activement les produits de l'Europe et ceux de l'extrême Orient. Il en était de même de diverses industries, et spécialement de la céramique et de la verrerie : Venise dut ses florissantes manufactures de Murano et du Rialto aux importations de Syrie. »

Nous signalerons notamment le chap. III, consacré aux *Communes commerciales*, qui donne une idée de la situation faite aux étrangers et de l'organisation de ceux-ci en colonies dirigées par le consul ou *bale*. Ces relations entre orientaux et occidentaux eurent les plus grands avantages pour les uns et les autres. « Dans l'ordre intellec-

(1) Il suffit de citer une de celles que relève l'auteur. M. Michaud, confondant Hiéropolis de Syrie avec Hiéropolis d'Isaurie, fait exécuter par la cavalerie du comte d'Edesse une marche de 150 lieues dans une journée.



tuel, c'est en Syrie, aux écoles renommées des Nestoriens et des Jacobites, que les croisés recueillirent les éléments des sciences philosophiques dont le magnifique épanouissement devait, quelques années plus tard, jeter un si vif éclat sur l'Université de Paris. La géographie bénéficia plus largement encore ; pour faire apprécier les progrès réalisés dans cet ordre d'idées, il suffit de rappeler que, dès l'année 838 de notre ère, le khalife El-Mamoun, fondateur de deux observatoires, faisait mesurer un degré terrestre dans la plaine qui s'étend de Palmyre à Rakka, et que les Arabes connaissaient alors non seulement la Méditerranée, mais encore les côtes de l'océan Indien, les îles de Java, Bornéo, Sumatra, etc. C'est de leurs travaux que s'inspirèrent les premiers cartographes européens, à commencer par Marino Sanuto. N'oublions pas enfin que l'usage de l'aiguille aimantée, emprunté aux Sarrasins, facilita, dans les siècles suivants, les merveilleuses découvertes des Normands, des Portugais et des Espagnols. »

Cela suffit pour montrer l'intérêt de ce livre qui a demandé de longues recherches dans les ouvrages orientaux et occidentaux et qui est accompagné de plusieurs plans ou dessins.

L.

---

**Annuaire diplomatique et consulaire des États des Deux-Mondes, 1884. Gotha, Justus Perthes.**

C'est une nouvelle édition du supplément de l'almanach de Gotha que nous avons déjà annoncé (*Archives*, 1884. I, 136). Un ouvrage semblable a besoin d'être tenu continuellement à jour, parce que chaque année il survient de nombreux changements dans le personnel diplomatique et consulaire de chaque pays. Le présent volume a été imprimé dans la seconde quinzaine du mois de mai dernier et se trouve ainsi très au courant : on connaît le souci d'exactitude qui caractérise les successeurs de Justus Perthes.

*Le Gérant : FÉCHOZ.*



# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

ALLEMAGNE, BELGIQUE, DANEMARK, FRANCE,  
GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

**Convention pour régler la Police de la pêche  
dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales,  
6 mai 1882 (1).**

Art. 1<sup>er</sup>. Les dispositions de la présente convention, qui a pour objet de régler la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, sont applicables aux nationaux des hautes parties contractantes.

Art. 2. Les pêcheurs nationaux jouiront du droit exclusif de pêche dans le rayon de trois milles, à partir de la laisse de basse mer, le long de toute l'étendue des côtes de leurs pays respectifs, ainsi que des îles et des bancs qui en dépendent.

Pour les baies, le rayon de trois milles sera mesuré à partir d'une ligne droite, tirée en travers de la baie, dans la partie la plus rapprochée de l'entrée, au premier point où l'ouverture n'excèdera pas dix milles.

Le présent article ne porte aucune atteinte à la libre circulation reconnue aux bateaux de pêche, naviguant ou mouillant dans les eaux territoriales, à la charge par eux de se conformer aux règles spéciales de police édictées par les puissances riveraines.

(1) Les ratifications ont été échangées à la Haye le 15 mars 1884 ; la convention a été promulguée dans le *Journal Officiel de la République française* du 11 avril 1884.



Art. 3. Les milles mentionnés dans l'article précédent sont des milles géographiques de soixante au degré de latitude.

Art. 4. Pour l'application des dispositions de la présente convention, les limites de la mer du Nord sont déterminées comme suit :

I. Au Nord, par le parallèle du 61° degré de latitude ;

II. A l'Est et au Sud :

1° Par les côtes de la Norvège entre le parallèle du 61° degré de latitude et le phare de Lindesnaes (Norvège) ;

2° Par une ligne droite tirée du phare de Lindesnaes (Norvège), au phare de Hanstholm (Danemark) ;

3° Par les côtes du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Belgique et de la France jusqu'au phare de Gris-Nez ;

III. A l'Ouest :

1° Par une ligne droite tirée du phare de Gris-Nez (France) au feu le plus est de South-Foreland (Angleterre) ;

2° Par les côtes orientales de l'Angleterre et de l'Écosse ;

3° Par une ligne droite joignant Duncansby Head (Écosse) à la pointe sud de South Ronaldsha (îles Orcades) ;

4° Par les côtes orientales des îles Orcades ;

5° Par une ligne droite joignant le feu de North Ronaldsha (îles Orcades) au feu de Sumburgh Head (îles Shetland) ;

6° Par les côtes orientales des îles Shetland ;

7° Par le méridien du feu de North Unst (îles Shetland) jusqu'au parallèle du 61° degré de latitude.

Art. 5. Les bateaux de pêche des hautes parties contractantes sont enregistrés d'après les règlements administratifs des différents pays. Pour chaque port, il y a une série continue de numéros précédés d'une ou plusieurs lettres initiales indiquées par l'autorité supérieure compétente.

Chaque Gouvernement établira un tableau portant indication desdites lettres initiales.

Ce tableau, ainsi que toutes les modifications qui pourraient y être ultérieurement apportées, devront être notifiés aux autres puissances contractantes.

Art. 6. Les bateaux de pêche portent la lettre ou les lettres initiales de leur port d'attache et le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port.

Art. 7. Le nom de chaque bateau de pêche, ainsi que celui du



port auquel il appartient, sont peints à l'huile, en blanc sur un fond noir, sur l'arrière de ce bateau, en caractères qui devront avoir au moins huit centimètres de hauteur et douze millimètres de trait.

Art. 8. La lettre ou les lettres et les numéros sont placés sur chaque côté de l'avant du bateau, à huit ou dix centimètres au-dessous du plat-bord, d'une manière visible et apparente. Ils sont peints à l'huile en couleur blanche sur un fond noir.

Néanmoins la distance ci-dessus indiquée n'est pas obligatoire pour les bateaux d'un faible tonnage sur lesquels il n'y aurait pas de place suffisante au-dessous du plat bord.

Les dimensions de ces lettres et de ces numéros sont, pour les bateaux de quinze tonneaux et au-dessus, de quarante-cinq centimètres de hauteur sur six centimètres de trait.

Pour les bateaux au-dessous de quinze tonneaux, ces dimensions sont de vingt-cinq centimètres de hauteur sur quatre centimètres de trait.

La même lettre ou les mêmes lettres et numéros sont également placés sur chaque côté de la grande voie du bateau, immédiatement au-dessus de la dernière bande de ris ; ils sont peints à l'huile : en noir, sur les voiles blanches ou tannées ; en blanc, sur les voiles noires.

La lettre ou les lettres et numéros portés sur les voiles ont un tiers de plus de dimension dans tous les sens que ceux placés sur l'avant des bateaux.

Art. 9. Les bateaux de pêche ne peuvent avoir, soit sur les parois extérieures, soit sur les voiles, d'autres noms, lettres ou numéros que ceux qui font l'objet des articles 6, 7 et 8 de la présente convention.

Art. 10. Il est défendu d'effacer, d'altérer, de rendre méconnaissables, de couvrir ou de cacher, par un moyen quelconque, les noms, lettres ou numéros placés sur les bateaux et sur les voiles.

Art. 11. La letitre ou les lettres et le numéro affectés à chaque bateau sont portés sur les canots, bouées, flottes principales, chaluts, grappins, ancres et en général sur tous les engins de pêche appartenant au bateau.

Ces lettres et ces numéros sont de dimensions suffisantes pour être facilement reconnus. Les propriétaires de filets ou autres



instruments de pêche peuvent en outre les marquer de tels signes particuliers qu'ils jugent utiles.

Art. 12. Le patron de chaque bateau doit être porteur d'une pièce officielle, dressée par les autorités compétentes de son pays, qui lui permette de justifier de la nationalité du bateau.

Ce document indique obligatoirement la lettre ou les lettres et le numéro du bateau, ainsi que sa description et le nom ou les noms, ou la raison sociale de son propriétaire.

Art. 13. Il est défendu de dissimuler par un moyen quelconque la nationalité du bateau.

Art. 14. Il est défendu à tout bateau de pêche de mouiller, entre le coucher et le lever du soleil, dans des parages où se trouvent établis des pêcheurs aux filets dérivants.

Toutefois, cette défense ne s'applique pas à des mouillages qui auraient lieu par suite d'accidents ou de toute autre circonstance de force majeure.

Art. 15. Il est défendu aux bateaux arrivant sur les lieux de pêche de se placer ou de jeter leurs filets de manière à se nuire réciproquement, ou à gêner les pêcheurs qui ont déjà commencé leurs opérations.

Art. 16. Toutes les fois que pour pêcher avec des filets dérivants, des bateaux pontés et des bateaux non pontés commenceront en même temps à mettre leurs filets à la mer, ces derniers les jetteront au vent des autres.

Les bateaux pontés doivent, de leur côté, jeter leurs filets sous le vent des bateaux non pontés.

En général, lorsque des bateaux pontés jettent leurs filets au vent des bateaux non pontés déjà en pêche et lorsque des bateaux non pontés jettent leurs filets sous le vent des bateaux pontés déjà en pêche, la responsabilité des avaries causées aux filets incombe à ceux qui se sont mis en pêche les derniers, à moins qu'ils n'établissent qu'il y a cas de force majeure ou que le dommage ne provient pas de leur faute.

Art. 17. Il est défendu de fixer ou de mouiller des filets ou tout autre engin de pêche dans les parages où se trouvent établis des pêcheurs aux filets dérivants.

Art. 18. Il est interdit à un pêcheur d'amarrer ou de tenir son bateau sur les filets, bouées, flottes ou toute autre partie de l'attirail de pêche d'un autre pêcheur.



Art. 19. Lorsque des pêcheurs au chalut se trouvent en vue de pêcheurs aux filets dérivants ou à la ligne de fond, ils doivent prendre les mesures nécessaires pour éviter tout préjudice à ces derniers ; en cas de dommage, la responsabilité encourue incombe aux chalutiers, à moins qu'ils ne prouvent soit un cas de force majeure, soit que la perte subie ne provient pas de leur faute.

Art. 20. Lorsque des filets appartenant à des pêcheurs différents viennent à se mêler, il est défendu de les couper sans le consentement des deux parties.

Toute responsabilité cesse si l'impossibilité de séparer les filets par d'autres moyens est prouvée.

Art. 21. Lorsqu'un bateau pêchant aux cordes croise ses lignes avec celles d'un autre bateau, il est défendu à celui qui les lève de les couper à moins de force majeure et, dans ce cas, la corde coupée doit être immédiatement renouée.

Art. 22. Sauf les cas de sauvetage et ceux prévus par les deux articles précédents, il est défendu à tout pêcheur de couper, de crocher ou de soulever, sous quelque prétexte que ce soit, les filets, lignes et autres engins qui ne lui appartiennent pas.

Art. 23. Il est interdit d'employer tout instrument ou engin servant exclusivement à couper ou à détruire les filets.

La présence à bord d'engins de cette nature est également défendue.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour en empêcher l'embarquement à bord des bateaux de pêche.

Art. 24. Les bateaux pêcheurs ont à observer les règles générales, relatives aux feux, adoptées ou qui seront adoptées d'un commun accord par les hautes parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Art. 25. Tout bateau de pêche, tout canot, tout objet d'armement ou de grément de bateau de pêche, tout filet, ligne, bouée, flotte ou instrument quelconque de pêche, marqué ou non marqué, qui aura été trouvé ou recueilli en mer, doit, aussitôt que possible, être remis aux autorités compétentes, dans le premier port de retour ou de relâche du bateau sauveteur.

Ces autorités informent les consuls ou agents consulaires de la nation du bateau sauveteur et de celle du propriétaire des objets trouvés. Elles rendent ces objets aux propriétaires ou à leurs



représentants, dès qu'ils ont été réclamés, et que les droits des sauveteurs sont dûment garantis.

Les autorités administratives ou judiciaires, selon la législation des différents pays, fixent l'indemnité que les propriétaires doivent payer aux sauveteurs.

Il demeure entendu que cette disposition ne porte aucune atteinte aux conventions déjà en vigueur sur cette matière, et que les hautes parties contractantes se réservent la faculté de régler entre elles, par des arrangements spéciaux, le montant d'une allocation fixe à louer par filet retrouvé (1).

Les engins de pêche de toute nature trouvés sans marques sont considérés comme épaves.

Art. 26. La surveillance de la pêche sera exercée par des bâtiments de la marine militaire des hautes parties contractantes ; en ce qui concerne la Belgique, ces bâtiments pourront être des navires de l'État, commandés par des capitaines commissionnés.

Art. 27. L'exécution des règles qui concernent le document justificatif de la nationalité, la marque et le numérotage des bateaux, etc., et des engins de pêche, ainsi que la présence à bord des instruments prohibés. (art. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 23 § 2), est placée sous la surveillance exclusive des bâtiments croiseurs de la nation du bateau pêcheur.

Toutefois, les commandants des bâtiments croiseurs se signaleront mutuellement les infractions auxdites règles commises par les pêcheurs d'une autre nation.

Art. 28. Les bâtiments croiseurs de toutes les hautes parties contractantes sont compétents pour constater toutes les infractions aux règles prescrites par la présente convention, autres que celles indiquées dans l'art. 27, et tous les délits se rapportant aux opérations de pêche, quelle que soit d'ailleurs la nation à laquelle appartiennent les pêcheurs qui commettent ces infractions.

Art. 29. Lorsque les commandants des bâtiments croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du patron du bateau auquel une contravention est ainsi imputée, d'exhiber la pièce officielle justifiant de sa nationalité. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur la pièce produite.

(1) Cf la *Déclaration* franco-hollandaise du 14 mai 1884, ci-après p. 141.



Les commandants des bâtiments croiseurs ne peuvent pousser plus loin leur visite ou leur recherche à bord d'un bateau pêcheur qui n'appartient pas à leur nationalité, à moins, toutefois, que cela ne soit nécessaire pour relever les preuves d'un délit ou d'une contravention relative à la police de la pêche.

Art. 30. Les commandants des bâtiments croiseurs des puissances signataires apprécient la gravité des faits de leur compétence parvenus à leur connaissance et constatent le dommage, quelle qu'en soit la cause, éprouvé par les bateaux de pêche appartenant aux hautes parties contractantes.

Ils dressent, s'il y a lieu, procès-verbal de la constatation des faits, telle qu'elle résulte, tant des déclarations des parties intéressées, que du témoignage des personnes présentes.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant d'un bâtiment croiseur aura le droit de conduire le bateau en contravention dans un port de la nation du pêcheur. Il pourra même prendre à son bord une partie des hommes de l'équipage pour les remettre entre les mains des autorités de la nation du bateau.

ART. 31. Le procès-verbal prévu à l'article précédent est rédigé dans la langue du commandant du bâtiment croiseur et suit les formes en usage dans son pays.

Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toute mention ou témoignage qu'ils croiront utile. Ces déclarations devront être dûment signées.

ART. 32. La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs chargés de la police de la pêche ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres sera, sans tenir compte de la nationalité du croiseur, considérée comme résistance envers l'autorité nationale du bateau pêcheur.

ART. 33. Lorsque le fait imputé n'est pas de nature grave, mais que néanmoins il a occasionné des dommages à un pêcheur quelconque, les commandants des bâtiments croiseurs peuvent concilier à la mer les intéressés et fixer l'indemnité à payer s'il y a consentement des parties en cause.

Dans ce cas, si l'une des parties n'est pas en mesure de s'acquitter immédiatement, les commandants font signer en double expédition par les intéressés un acte réglant l'indemnité à payer.



Un exemplaire de cette pièce reste à bord du croiseur, l'autre est remis au patron en crédit, afin qu'il puisse, au besoin, s'en servir devant les tribunaux du débiteur.

Dans le cas, au contraire, où il n'y aurait pas consentement des parties, les commandants agiront conformément aux dispositions de l'article 30.

ART. 34. La poursuite des délits et contraventions prévus dans la présente convention aura lieu au nom de ou par l'État.

ART. 35. Les hautes parties contractantes s'engagent à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention et notamment pour faire punir soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendront aux dispositions des articles 6 à 23 inclusivement.

ART. 36. Toutes les fois que les pêcheurs de l'un des pays contractants se seront livrés à des voies de fait contre les pêcheurs d'une autre nationalité ou leur auront causé volontairement des dommages ou des pertes, les tribunaux du pays auquel appartiendront les bateaux des délinquants seront compétents pour les juger.

La même règle est applicable en ce qui concerne les délits et contraventions prévus par la présente convention.

ART. 37. La procédure et le jugement des contraventions aux dispositions de la présente convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

ART. 38. La présente convention sera ratifiée.

Les ratifications seront échangées à La Haye dans le plus bref délai possible.

ART. 39. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les hautes parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour et, dans le cas où aucune des hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année et ainsi de suite d'année en année. Dans le cas, au contraire, où l'une des puissances signataires dénoncerait la convention, celle-ci sera maintenue entre les autres parties contractantes, à moins qu'elles ne la dénoncent également.



*Article additionnel.* Le Gouvernement de S. M. le roi de Suède et de Norvège aura la faculté d'adhérer à la présente convention pour la Suède et pour la Norvège, soit ensemble, soit séparément.

Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement des Pays-Bas et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye en six exemplaires, le 6 mai 1882.

(L. S.) LEFEBVRE DE BEHAINE.

(L. S.) EM. MANCER.

(L. S.) SCHMIDTHALS.

(L. S.) DONNER.

(L. S.) BARON D'ANETHAN.

(L. S.) LÉOPOLD ORBAN.

(L. S.) K. BRUUN.

(L. S.) W. STUART.

(L. S.) C. M. KENNEDY.

(L. S.) C. CECIL TREVOR.

(L. S.) ROCHUSSEN.

(L. S.) ED. RAHUSEN.

— Nous reproduisons les principaux passages de l'*Exposé des motifs* du projet de loi soumis au Parlement français pour obtenir l'approbation de la Convention qui précède :

Depuis longtemps, les conflits se produisant dans cette mer entre les pêcheurs des diverses nationalités qui s'y livrent à l'exercice de leur industrie, avaient réclamé l'action vigilante des Gouvernements riverains. Au commencement de l'année 1880, une enquête avait été prescrite par le Gouvernement britannique dans un certain nombre de ports de la côte anglaise, et le commissaire chargé de cette enquête avait émis l'opinion qu'il était indispensable d'élaborer un règlement international qui assurât la police de la pêche dans la mer du Nord. Le commandant de la station française de surveillance de la pêche dans ces parages avait, d'ailleurs, suivi l'enquête en question et était, de son côté, arrivé à la même conclusion.

Après un échange de vues sur ce sujet, les divers États intéressés se rallièrent à la proposition du Gouvernement néerlandais ayant pour objet de régler la question au moyen d'un arrangement international. A cet effet, une conférence, composée de délégués spéciaux de



l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de la France (1), de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège se réunit à La Haye le 8 octobre 1881, et arrêta, le 29 du même mois, les termes d'un projet de convention destiné à être soumis à l'approbation des Gouvernements respectifs.

Ce projet ayant obtenu l'assentiment des puissances intéressées, la convention diplomatique, dont vous êtes actuellement saisis, a été signée, à la Haye, le 6 mai 1882, par les plénipotentiaires des différents États, à l'exception, toutefois, de ceux de la Suède et de la Norvège, qui n'ont pas cru devoir, au dernier moment, y donner leur adhésion.

Afin de résumer d'une manière aussi précise que possible l'ensemble des matières traitées dans cette convention, nous avons, messieurs, signalé dans les paragraphes suivants les points qui nous paraissent devoir appeler plus particulièrement votre attention.

*Application de la convention et limites de la mer du Nord.*

*Mer territoriale en matière de pêche.*

Après avoir indiqué (art. 1<sup>er</sup>) l'objet de la convention et les pêcheurs auxquels elle est applicable, en dehors des eaux territoriales, les négociateurs ont pensé qu'il y avait lieu de déterminer les limites dans lesquelles elle devait être exécutée (art. 4). Ils ont donc défini l'existence, dans la mer du Nord, d'une mer commune en dehors des eaux territoriales qui ne sont régies que par les règlements émanant des puissances riveraines.

Cette distinction entre la mer commune et les eaux territoriales n'avait pas encore été faite d'une manière précise. Elle soulevait, en effet, des questions délicates dont la solution n'avait pu être obtenue dans les négociations antérieures. La définition de la mer territoriale, telle qu'elle a été stipulée en l'article 2, nous a paru pouvoir être acceptée : la limite convenue de trois milles à partir de la laisse de basse mer est déjà généralement admise, et les négociateurs français avaient proposé qu'elle fût reconnue sans tenir compte de la configuration des côtes, mais ils ont dû consentir à l'adoption d'une clause spéciale pour le mesurage des baies. La disposition nouvelle qui est insérée à cet égard dans l'article 2, paragraphe 2, doit d'ailleurs, à nos yeux, donner une assez large satisfaction aux intérêts des pêcheurs français. Ceux-ci trouveront, en outre, dans le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 2 une garantie dont ils apprécieront l'importance, quant au droit de libre circulation qui leur est reconnu dans les eaux territoriales des États contractants.

(1) Les délégués du Gouvernement français dans cette conférence étaient M. Bigrel, capitaine de vaisseau, et M. Mancel, commissaire de marine.



*Immatriculation des bateaux. — Placement et dimension des lettres, numéros ou noms à porter sur les bateaux, les voiles et les principaux engins de pêche.*

Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la convention contiennent à ce sujet des règles très précises, d'une application facile et qui fourniront, soit aux pêcheurs entre eux, soit aux croiseurs, les moyens d'établir l'identité des bateaux rencontrés dans la mer commune.

*Mouillage et placement des pêcheurs. — Jet des filets, etc.*

*Dommages causés par les bateaux chalutiers.*

Sans entrer dans des détails aussi minutieux que le font les convention et règlement de 1839-1843 pour la pêche dans la mer commune entre la France et l'Angleterre, ou le règlement français sur la pêche maritime côtière, la nouvelle convention renferme, dans les articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22, un ensemble de prescriptions qui ont semblé parfaitement suffisantes pour protéger efficacement la pêche. L'article 19, en particulier, contient une disposition destinée à établir la responsabilité des pêcheurs au chalut vis-à-vis des pêcheurs aux filets dérivants ou à ligne de fond.

*Feux destinés à prévenir les abordages.*

A cet égard, les négociateurs ont pensé que la stipulation la plus pratique était d'imposer aux bateaux pêcheurs l'obligation d'observer les règles générales, relatives aux feux, déjà adoptées ou qui seront adoptées d'un commun accord, par les hautes parties contractantes, en vue de prévenir les abordages en mer. Tel a été l'objet de l'article 24.

*Interdiction d'engins pouvant servir à couper et à détruire les filets.*

Cette interdiction, prescrite dans l'article 23, a surtout pour but de protéger les filets dérivants contre les grappins ou autres engins coupants employés par des chalutiers pour se frayer un passage.

*Bateaux, filets, flottes, lignes, etc., trouvés et recueillis en mer.*

L'article 25 contient, sous ce rapport, des dispositions fort importantes, principalement pour les armateurs et les équipages des bâtiments harenguiers, l'obligation de restituer aux propriétaires les objets sauvetés, et le principe de l'indemnité due aux sauveteurs s'y trouvant nettement formulés. Il eût paru préférable d'accorder, comme le demandaient les négociateurs français, une allocation fixe par filet retrouvé ; mais il a été du moins entendu, dans le paragraphe de l'article en question, que les hautes parties contractantes se réservaient la faculté de régler entre elles, par des arrangements spéciaux, le montant de la somme à payer par chaque filet retrouvé et remis à son propriétaire.



*Croiseurs. — Surveillance qui leur incombe.*

*Procès-verbaux à dresser. — Arbitrage.*

L'article 26 établit que, sauf pour la Belgique qui n'a pas de bâtiment de guerre, la surveillance de la pêche pourrait être exercée par des bâtiments de la marine militaire de chacun des États contractants.

Pour éviter, d'ailleurs, à l'avenir, les difficultés qui se sont produites quelquefois en pareille matière, la convention spécifie dans les articles 27 et 28 qu'une distinction sera faite entre la surveillance nationale et la surveillance internationale. Est réservée au contrôle exclusif des croiseurs de la nation du bateau pêcheur l'exécution des règles relatives au rôle d'équipage, à la marque et au numérotage des bateaux et des engins de pêche, ainsi que la présence à bord des instruments prohibés.

Pour toutes les autres infractions, comme pour les délits se rapportant aux opérations de pêche, les commandants des bâtiments de guerre de toutes les nations contractantes auront compétence, sans tenir compte de la nationalité des pêcheurs ayant commis des infractions. Ainsi que l'indique l'article 30, procès-verbal de la constatation des faits sera dressé dans la limite de sa compétence par le commandant croiseur et, si le cas lui semble assez grave, il aura le droit de conduire le bateau en contravention dans un port de la nation du pêcheur. En ce qui concerne le procès-verbal lui-même, l'article 31 énonce des dispositions très précises destinées à donner à cet acte toute l'authenticité désirable. D'un autre côté, l'article 33 stipule que si le fait imputé n'est pas grave, mais que néanmoins il a occasionné des dommages à un pêcheur, les commandants des croiseurs pourront concilier à la mer les intéressés et fixer l'indemnité, si les parties en cause y consentent. Cette mesure a pour but, tout en assurant une police effective, d'éviter des frais aux pêcheurs.

*Pièce officielle prouvant la nationalité.*

Le patron de chaque bateau de pêche doit être porteur d'une pièce officielle lui permettant de justifier de la nationalité de son bateau. Les indications à porter sur ce document ont été réduites (art. 12) au strict nécessaire, et, pour ne pas s'immiscer dans la réglementation de chaque pays, on a évité d'indiquer, par exemple, si ce serait un rôle d'équipage comme en France ou le congé usité en Angleterre.

Il y avait lieu, en outre, de déterminer les cas dans lesquels les commandants des croiseurs seraient en droit d'exiger l'exhibition de la pièce officielle dont il s'agit. La rédaction de cet article était particulièrement délicate. Les négociateurs français se sont attachés à faire concilier la liberté des pêcheurs avec une police effective de la pêche dans la mer du Nord. L'article 29, paragraphe 2, stipule à cet



effet, que les commandants des croiseurs se borneront à demander aux bateaux pêcheurs l'exhibition de la pièce constatant leur nationalité, et ne pourront faire une visite ou une recherche à bord, qu'autant qu'il serait nécessaire de relever les preuves d'un fait délictueux, ou d'une contravention à la police de la pêche.

*Voies de fait entre pêcheurs. — Compétence. — Procédure.*

L'article 35 statue sur la compétence des juges appelés à prononcer les peines soit contre les pêcheurs de l'un des pays contractants qui se livreraient à des voies de fait contre les pêcheurs d'une autre nationalité ou leur causeraient des dommages, soit contre ceux qui contreviendraient à la convention. Conformément aux principes généraux, il est entendu que les tribunaux du pays auquel appartiendront les bateaux des délinquants seront compétents pour les juger.

Par les articles 34 et 37, il est stipulé que la poursuite des délits et contraventions se fera par l'État, ou en son nom, et que, d'autre part, les procédures suivies et les jugements rendus en cette matière auront toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettront.

*Durée de la convention.*

Aux termes de l'article 39, la convention signée à La Haye doit rester en vigueur pendant une première période de cinq années, afin de permettre aux puissances d'apprécier les résultats qu'elle aura produits. Elle demeurera, d'ailleurs, obligatoire au delà de cette période, d'année en année, à moins de dénonciation.

Telles sont, messieurs, dans leur ensemble, les stipulations de la convention du 16 mai 1882 ; adoptées après un examen contradictoire, poursuivi pendant de longues et laborieuses conférences, elles sont destinées, nous en avons la confiance, à apporter une amélioration sensible dans les rapports des pêcheurs des diverses nationalités entre eux, et à assurer la bonne et stricte police de la pêche dans la mer du Nord.

---

FRANCE — PAYS-BAS

**Déclaration relative**

**aux indemnités à allouer aux sauveteurs de filets de pêche  
14 mai 1884 (1).**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, ayant résolu, d'un commun accord, de mettre un terme aux difficultés auxquelles

(1) Promulguée dans le *Journal officiel* du 6 juillet 1884 ; les ratifications avaient été échangées le 3 juillet.



donne lieu le règlement réciproque des indemnités à allouer aux sauveteurs de filets de pêche dans les ports des deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

1° L'indemnité que les résidents français, sauveteurs de filets de pêche appartenant à des résidents néerlandais et, réciproquement, les résidents néerlandais sauveteurs de filets de pêche appartenant à des résidents français recevront dans le cas prévu à l'article 25 de la convention du 6 mai 1882, réglant la police de pêche dans la mer du Nord, est fixée à 2 fr. par filet, si le filet est remis à l'autorité française et d'un florin par filet, si le filet est remis à l'autorité néerlandaise.

2° A cette indemnité s'ajoutera le poisson trouvé dans les filets.

3° Le paiement de l'indemnité de 2 fr. ou d'un florin sera fait, en France, en présence de l'autorité maritime, soit du domicile du sauveteur, soit du lieu de sauvetage ;

Dans les Pays-Bas, en présence du bourgmestre auquel les filets ont été remis ;

4° La présente déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 mai 1884.

(L. S.) Signé : JULES FERRY.

(L. S.) Signé : B<sup>on</sup> DE ZUYLEN DE NYEVELT.

---

## BELGIQUE-FRANCE

### Arrangement pour régler l'alimentation d'un canal,

14 mai 1884 (1).

Le Gouvernement de la République et le Gouvernement de S. M. le roi des Belges, désirant faciliter le service de l'alimentation du canal de l'Espierre, sont convenus d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution des dispositions contenues dans la convention qui est annexée au présent arrangement et qui a été passée, à Paris, le 28 février 1884, entre le ministre des tra-

(1) Promulgué dans le *Journal Officiel* de la République française du 1<sup>er</sup> juin 1884.



vaux publics de France et le président du conseil d'administration de la société anonyme du canal de l'Espierre.

En foi de quoi, les soussignés, autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 14 mai 1884.

(L. S.) Signé : JULES FERRY.

(L. S.) — GARNIER HELDEWIER.

#### ANNEXE

### Convention signée avec la société anonyme du canal de l'Espierre.

Entre le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État sous réserve de l'approbation des présentes et de la ratification du gouvernement belge, d'une part, et la société anonyme du canal belge de l'Espierre, dont le siège social est à Warcoing (Belgique), la dite société représentée aux présentes par M. Charles-Henri Vergé, membre de l'Institut de France, président du conseil d'administration, délégué à cet effet par délibération de ce conseil, en date du 19 septembre 1883, d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

Art 1<sup>er</sup>. — Toutes les prises d'eau pratiquées par les industriels dans le canal de Roubaix, depuis le bief de partage jusqu'à la frontière belge, étant supprimées, l'administration française s'engage à n'en jamais laisser rétablir aucune sur le versant de l'Escaut, ni pour le service de l'industrie, ni pour celui de l'agriculture, ni pour aucun autre usage, toutes les eaux en excès que la différence de chute des diverses écluses du canal de Roubaix (versant de l'Escaut) pourrait amener dans le bief de Roubaix et dans celui de Leers, devant être utilisées à l'alimentation du canal belge de l'Espierre, à l'exclusion de tout autre usage.

Art. 2. — Une indemnité de 100,000 fr., imputable sur les fonds du Trésor français, sera accordée à la société anonyme du canal de l'Espierre et il lui sera fait abandon, en toute propriété, et pour en disposer comme elle l'entendra, de la machine élévatoire annexée à l'écluse de Leers.

Art. 3. — L'administration française se charge de maintenir le plan d'eau du bief de Leers au niveau normal de flottaison.

L'administration belge, de son côté, assurera la manœuvre de l'écluse de Leers et la maintiendra en l'état normal d'entretien, à l'exception du bassin d'économie y annexé, qui sera supprimé.



Il est stipulé, d'ailleurs, que cette écluse ne sera manœuvrée que pour le passage des bateaux.

Quant aux eaux disponibles pour l'alimentation des biefs du canal belge, par suite de l'engagement pris à l'article 1<sup>er</sup>, elles s'écouleront soit au moyen de siphons qui seront établis aux écluses du Sartel et de Leers, de manière à fonctionner automatiquement dès que les eaux s'élèveront dans les biefs du Sartel et de Leers, à cinq centimètres au-dessus de la flottaison normale, et qui cesseront de fonctionner automatiquement dès que les eaux descendront dans ces mêmes biefs à la côte normale de flottaison, soit au moyen de déversoirs de superficie, soit au moyen de tout autre ouvrage fonctionnant automatiquement.

Les ouvrages seront établis conformément aux projets qui seront arrêtés, d'un commun accord, par l'administration française et par l'administration belge. Ils seront construits par la première à l'écluse du Sartel, et par la seconde, à l'écluse du Leers.

Art. 4. — En retour de ces avantages, la société anonyme du canal de l'Espierre renonce, soit pour le passé, soit pour l'avenir, à toute réclamation, en ce qui concerne l'alimentation du canal de l'Espierre, tant à la charge de la France qu'à celle de la Belgique.

Elle s'engage, en outre, à remettre, à première réquisition, l'écluse de Leers, ainsi que ses dépendances, et la maison éclusière, entre les mains de l'administration belge.

Fait en double, à Paris, le vingt-huit février mil huit cent quatre-vingt-quatre.

*Le ministre des travaux publics,*

Signé : D. RAYNAL.

Pour la société anonyme belge du canal d'Espierre :

*Le président du conseil d'administration,*

Signé : CH. VERGÉ.

## ESPAGNE — FRANCE

### Convention télégraphique

(2 mai 1884.) (1)

Le Président de la République française,

Et Sa Majesté le roi d'Espagne,

Désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la colonie française du Sénégal par la voie d'Espagne,

(1) Les ratifications ont été échangées à Paris le 8 juillet 1884 et la Convention a été promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 13 juillet 1884.



Et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la convention télégraphique internationale signalée le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg,

Ont résolu de conclure une convention spéciale à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir...

ART. 1<sup>er</sup>. En vue du transfert valablement fait à l'administration française, pour quelque cause que ce soit, de la propriété du câble des îles Canaries à Saint-Louis du Sénégal, conformément aux clauses et conditions de la convention passée avec la compagnie *Spanish National Telegraph* le 11 juin 1883, il est entendu que le Gouvernement espagnol reconnaîtra à l'administration française le droit d'atterrissement aux îles Canaries, aux conditions où ce droit a été accordé à MM. d'Oksza et Fernandez Neda, par ordre royal signé le 10 avril 1883 à Madrid, et transféré par ceux-ci à la compagnie *Spanish National Telegraph* avec l'approbation du Gouvernement espagnol.

ART. 2. A partir de la même époque, le Gouvernement espagnol fera assurer à Ténériffe, par les soins de son administration, le service du câble du Sénégal.

A cet effet, le conducteur sous-marin sera relié au bureau que l'administration espagnole aura fait établir à Santa-Cruz de Ténériffe pour l'exploitation du câble reliant cette île à Cadix.

Tous travaux et dépenses de pose et d'entretien du câble du Sénégal resteront à la charge exclusive de l'administration française jusqu'au point d'atterrissement à la côte de l'île de Ténériffe.

Le service télégraphique français se chargera de la direction électrique du câble de Ténériffe au Sénégal. Un ingénieur de cette administration, accrédité auprès de l'administration espagnole, pourra résider dans l'île de Ténériffe avec le personnel destiné à l'assister pour l'entretien du câble.

Cet ingénieur se mettra d'accord avec le chef espagnol des télégraphes à l'île de Ténériffe dans toutes les affaires afférentes aux épreuves techniques.

Pour constater l'état électrique du conducteur sous-marin toutes les fois qu'il le jugera convenable, il sera autorisé à pénétrer dans la pièce exclusivement réservée aux expériences et au service spécial du câble.

Le chef espagnol des télégraphes pourra assister aux essais du câble quand il le jugera nécessaire.



Les questions de transmission entre les postes extrêmes de Saint-Louis et de Ténériffe devront être résolues de commun accord entre les chefs des deux bureaux, ainsi que les autres mesures que le service du câble demanderait en se conformant dans tous les cas aux dispositions réglementaires en vigueur.

Lorsque les deux câbles aboutiront au bureau de l'administration espagnole à Ténériffe, des communications directes entre Saint-Louis du Sénégal et Cadix devront être établies au moyen de relais à installer dans ce bureau.

Les dispositions nécessaires seront prises par l'administration espagnole pour que ces communications directes soient accordées aussi souvent que les besoins de la correspondance locale entre les Canaries et l'Espagne le permettront, et cela, d'accord avec l'ingénieur de l'administration française.

Dans tous les cas, l'administration espagnole emploiera pour l'exploitation du câble les appareils les plus rapides.

Les dispositions de la présente convention ne sauraient obliger le Gouvernement espagnol à porter atteinte aux conditions de la convention relative à la concession du câble de Cadix aux Canaries, dont une copie est ci-annexée.

En conséquence, celles de ces dispositions qui seraient en contradiction avec les clauses de ladite concession, notamment les trois dernières dispositions du présent article, n'entreront en vigueur qu'après l'expiration de cette concession.

ART. 3. En vue de faciliter la transmission des télégrammes échangés avec le Sénégal et en considération de l'augmentation de trafic que cet échange de correspondance produira, l'administration espagnole s'engage à maintenir en bon état le câble de Cadix à Ténériffe et un fil direct spécial entre le point d'atterrissage de ce câble sur la côte espagnole et la frontière française aussi longtemps que la ligne de Ténériffe à Saint-Louis fonctionnera, quel que soit le mode d'exploitation de cette ligne.

ART. 4. Les correspondances télégraphiques échangées par le câble du Sénégal seront soumises à toutes les règles de la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et du règlement signé à Londres le 28 juillet 1879, et de toutes autres conventions substituées à celle-ci et auxquelles auront adhéré les deux Gouvernements contractants.

En vue de l'application de cette convention et de ce règlement,



le Gouvernement français déclare que les correspondances entre l'Europe et le Sénégal seront régies d'après les règles du régime européen.

De son côté, le Gouvernement espagnol fixe pour les lignes terrestres de son réseau continental à 0 fr. 10 c. par mot, sans surtaxe additionnelle, sa part terminale ou de transit terrestre pour les correspondances destinées à être acheminées par le câble des Canaries à Saint-Louis jusqu'au moment où il prendra lui-même l'exploitation de ce câble. Aucune taxe de transit ne sera perçue pour le passage par les îles Canaries.

A partir de cette époque, c'est-à-dire lorsque le Gouvernement espagnol exploitera lui-même son câble de Cadix aux Canaries, le tarif des correspondances destinées à être acheminées par le câble des Canaries à Saint-Louis sera établi comme il suit :

A. Pour la correspondance locale, c'est-à-dire pour les correspondances échangées entre Saint-Louis du Sénégal et les îles Canaries, la taxe ne pourra excéder la somme de 1 fr. 50 par mot, y compris les parts terminales française et espagnole.

La part terminale pour les correspondances de cette nature ne pourra excéder 0 fr. 10 par mot, sans surtaxe additionnelle.

B. Pour les correspondances destinées à être acheminées par le câble de Cadix à Ténériffe, la taxe sous-marine de Cadix à Ténériffe ne pourra dépasser 0 fr. 50 par mot, taxe actuelle des correspondances entre l'Espagne et les îles Canaries. Les taxes terrestres espagnoles, terminale et de transit, seront au total de 0 fr. 18 par mot.

Ce tarif sera applicable par mot et sans surtaxe ni minimum.

ART. 5. Les deux Gouvernements s'engagent à réduire de moitié les taxes sous-marines des dépêches officielles expédiées par eux et leurs agents, et transitant sur les câbles de Cadix à Ténériffe ou de Ténériffe au Sénégal.

Cette réduction ne sera applicable qu'au transit sous-marin et n'entrera en vigueur qu'à l'expiration des concessions faites par chacun des deux Gouvernements à la compagnie *Spanish national Telegraph*, ou, avant cette date, au moment où les deux Gouvernements auront pris l'exploitation directe des deux câbles.

Chacun des deux Gouvernements désignera les agents qui pourront profiter de cette réduction et notifiera sa décision à l'autre Gouvernement.



ART. 6. Les taxes fixées par la présente convention ne pourront être relevées qu'après entente entre les deux administrations française et espagnole. Ces administrations s'interdisent d'ailleurs tout tarif de faveur.

Elles s'engagent, en outre, à s'appliquer mutuellement toutes les réductions de taxe qui pourraient être accordées aux autres correspondances, à moins que ces réductions ne s'appliquent à des distances plus courtes.

ART. 7. La présente convention sera ratifiée et elle entrera en vigueur à partir du jour de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Paris aussitôt que faire se pourra.

Fait à Paris, en double expédition, le 2 mai 1884.

(L. S.) JULES FERRY.

(L. S.) COCHERY.

(L. S.) MANUEL SILVELA.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### AFFAIRES D'ÉGYPTE (1)

#### QUESTION FINANCIÈRE

Sir E. Baring au Comte Granville (2).

(Traduction.)

Londres, 2 juin 1884.

Mylord,

Depuis mon arrivée à Londres, il y a environ un mois, j'ai eu avec votre Seigneurie et avec d'autres membres du Gouvernement de Sa Majesté plusieurs conversations sur les affaires d'Égypte, et spécialement sur la manière dont, à l'avenir, un contrôle effectif pourrait être exercé sur les dépenses du Gouvernement égyptien.

Il peut être utile de mettre par écrit les vues que j'ai adoptées sur cette branche particulière de la question égyptienne, et qu'à différentes reprises, j'ai exprimées dans mes entretiens avec votre Seigneurie.

Voici la situation avec laquelle nous avons à compter. Le Gouvernement égyptien ne peut pas continuer à faire face à ses engagements financiers. La loi de liquidation, acceptée, en 1880, par les Puissances, doit, de toute nécessité, être modifiée. Je ne suis pas encore en état de dire jusqu'à quel point elle devra l'être. Un comité, dont je fais partie, siège en ce moment, avec mission d'examiner à fond la situation financière du Gouvernement égyptien. Je ne puis encore établir les conclusions auxquelles ce comité arrivera. Je tiens toutefois à établir ma conviction profonde, qu'au prix de tous les sacrifices de la part des porteurs de la dette, il est essentiel, dans l'intérêt de tout le monde, que la combinaison financière actuellement élaborée présente, autant que

(1) V. plus haut, p. 21 et suiv.

(2) *Further Correspondence respecting the finances of Egypt* (Egypte, n° 23, 1884, C. 4047) n° 10.



les difficultés mêmes inhérentes aux choses le permettent, des éléments solides de stabilité et un caractère définitif. De quelque côté qu'on regarde la question, on doit, je crois, reconnaître que rien ne serait plus fâcheux que d'arrêter aujourd'hui un projet financier, et plus tard, après une courte expérience, d'être obligé d'admettre la nécessité de reprendre toute la question.

Et, en reconnaissant que certaines causes exceptionnelles et, on peut l'espérer, temporaires, tendent à rendre, pour le moment, la position du Trésor égyptien anormalement mauvaise, il est, en même temps, essentiel de se rappeler que, pour espérer d'y mettre fin, on ne saurait trop se garder d'accepter des chiffres ridiculement optimistes dans l'approximation des recettes et des dépenses.

Je suis de plus convaincu qu'on ne peut avoir confiance dans la stabilité de l'arrangement financier à intervenir, si l'on ne réduit considérablement les dépenses du Gouvernement égyptien. Je crois que cette opinion est partagée par toute autorité qui a eu l'expérience actuelle du fonctionnement de l'administration égyptienne. L'expérience a prouvé la nécessité d'un contrôle rigoureux sur la dépense, et ce contrôle doit, j'ai à peine besoin de le dire, être exercé principalement, sinon entièrement, par le ministère d'Européens plutôt que d'Égyptiens.

Pendant la courte période de prospérité qui suivit immédiatement le vote de la Loi de Liquidation, les dépenses du Gouvernement égyptien ont été beaucoup, et souvent sans nulle nécessité, augmentées. Quiconque a été mêlé au fonctionnement d'un ministère des finances, sait combien il est difficile de maintenir les dépenses de l'État, même avec un contrôle parfaitement bien organisé. La difficulté de réaliser des économies en Égypte est exceptionnellement grande. Il existe, il est vrai, un certain nombre de fonctionnaires zélés et capables au ministère des finances du Gouvernement égyptien, et je puis attester qu'en fait, ils ont fait de leur mieux pour restreindre la dépense. Mais le pouvoir du ministère des finances égyptien est insuffisant. Il possède, relativement aux autres départements du Gouvernement qui font la dépense, beaucoup moins de pouvoir que celui qui est accordé au Trésor en Angleterre, ou au département des finances auquel j'ai été associé dans l'Inde. D'autre part, les ministres orientaux ne se soumettent qu'avec une extrême difficulté aux ennuis d'une réduction de leurs dépenses. Souvent, ils se refusent



à voir la nécessité de règles qui, par des administrations d'occident, seraient considérées comme essentielles pour la réalisation des économies et le maintien du bon ordre financier. La tentation à laquelle est exposé tout ministre d'Orient d'accroître les fonctions pour fournir de places ses amis, ses parents ou ses partisans, cette tentation est très grande.

En outre, il faut songer que, bien que les tendances des ministres égyptiens soient en elles-mêmes l'inverse de l'économie, ils ne doivent nullement supporter tout le blâme pour l'augmentation des dépenses qui s'est produite dans le passé. Ils sont souvent soumis à de fortes pressions du dehors. La nature de cette pression a subi un changement considérable depuis tantôt sept ans que j'ai été mêlé, pour la première fois, au Gouvernement égyptien. A cette époque, le Trésor égyptien était exposé à des assauts d'Européens qui voulaient obtenir des concessions, des marchés, etc., de toutes sortes. Depuis qu'il a employé nombre de hauts fonctionnaires européens, dont l'avis en ces matières est parfaitement désintéressé, le Gouvernement égyptien en a sans doute retiré un profit, par cela même qu'il a pu ainsi présenter une résistance effective à des projets et des demandes de cette sorte qui auraient pu être nuisibles aux intérêts du Trésor égyptien. Mais au lieu de la pression que je signale, une autre sorte de pression s'est révélée, qui, avec un but plus louable, est à peine moins ruineuse que l'autre. Le Gouvernement égyptien est constamment sollicité de consacrer plus d'argent en monuments publics, prisons, hôpitaux, maisons d'éducation, tribunaux, etc. De très forts arguments peuvent être produits en faveur des dépenses de cette sorte, et le Département des finances n'a pas la force de faire respecter cet axiome, que toute réforme administrative, si désirable qu'elle soit, ne saurait être effectuée sans tenir compte d'une condition, la plus essentielle de toutes au bien-être d'un État : ne pas dépenser plus qu'il ne reçoit.

Sur cette question et à un point de vue purement financier, sans me préoccuper d'aucune considération politique, je suis d'avis qu'il est absolument essentiel à la stabilité de l'arrangement à intervenir, de restreindre effectivement les dépenses égyptiennes.

En organisant les moyens pour arriver à cette réduction, il est important de se rappeler qu'il faut laisser une élasticité suffisante aux institutions que l'on veut créer pour permettre de



modifier périodiquement le montant des dépenses avec la situation financière et les exigences du pays au temps présent.

Une autre considération importante dont il faut tenir compte, est que le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas — en quoi il est, selon moi, parfaitement sage, — disposé à prendre le gouvernement de l'Égypte, soit de façon permanente, en annexant le pays, soit temporairement, sous forme de protectorat.

Les intérêts britanniques en Égypte, sur lesquels le Gouvernement de Sa Majesté doit veiller, peuvent, selon moi, se résumer en un mot. Ils consistent à maintenir libre la route de l'Orient, dont la liberté serait compromise si l'Égypte tombait dans les mains d'une autre puissance. En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté a montré par les propositions contenues dans la circulaire de votre Seigneurie aux Puissances en date du 3 janvier 1883, qu'il désire faire un arrangement pour que le Canal de Suez reste ouvert en temps de paix et de guerre à tous vaisseaux de guerre ou de commerce de tous pays. Dans ces conditions, il est désirable pour les intérêts britanniques que l'Égypte soit assez raisonnablement gouvernée pour n'offrir à aucune Puissance étrangère de motifs légitimes d'intervenir dans son administration intérieure. Et si les finances de l'Égypte ne sont pas en ordre suffisamment bon, les affaires égyptiennes constitueront toujours nécessairement une source d'inquiétude pour l'Europe et d'anxiété spéciale pour l'Angleterre.

Comme le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de prendre le gouvernement de l'Égypte, il n'y a aucune raison pour que la tâche odieuse et impopulaire du contrôle des dépenses soit assumée par le seul Gouvernement britannique. C'est là une mesure d'ordre international, et le contrôle doit être exercé par un corps international. D'autant plus que l'exercice du contrôle par les seuls agents britanniques, exciterait, sans aucune compensation, la jalousie des Puissances étrangères.

Je puis aussi dire que la résurrection, sous un autre nom, du contrôle anglo-français, qui existait autrefois, soulèverait de grandes objections.

Et s'il y avait eu chez le Gouvernement l'intention d'établir un « contrôle multiple » au lieu de l'ancien « contrôle à deux », je me serais approprié la plupart des arguments qui ont été formulés dans ce pays contre une telle manière de faire.



Comme j'ai résidé moi-même en Égypte pendant l'existence du contrôle tel qu'il avait été organisé en 1876, et que j'ai été l'un des Contrôleurs après la réorganisation de 1879, je pourrai peut-être me permettre de parler avec quelque autorité de la véritable nature des fonctions des Contrôleurs. Je n'insisterai pas sur le contrôle originel de 1876, car il n'a jamais été question de rétablir les attributions particulières qui furent données aux deux Contrôleurs à cette époque; je parlerai seulement du contrôle révisé en 1879.

Le pouvoir des Contrôleurs était dû presque entièrement à une cause. Ils avaient le droit d'assister à toutes les réunions du Conseil des ministres. Le résultat naturel était que mon collègue, M. de Blignières, et moi, sans aucune tentative d'usurper des fonctions qui ne nous appartenaient pas, nous étions consultés non seulement sur les questions financières, mais sur toutes les matières qui venaient devant le Conseil. Nous devînmes des conseillers politiques et non pas exclusivement financiers.

Nous nous tenions soigneusement à l'arrière-plan, mais nous prenions dans le gouvernement du pays une part dont le public soupçonnait alors à peine l'étendue.

Tout rétablissement de ce système, sous une forme internationale, est, à mon sens, hors de question.

Je verrais les plus graves objections à donner aux Commissaires de la Dette publique, soit collectivement, soit individuellement, le droit d'assister au Conseil des ministres égyptiens. Leurs fonctions devraient être strictement limitées au contrôle financier.

Toutefois, on peut raisonnablement soutenir que le pouvoir sur les caisses de l'État entraîne le pouvoir de surveiller chaque branche de l'administration, et que si les Commissaires de la Dette publique exercent un puissant contrôle sur les dépenses du Gouvernement égyptien, virtuellement ils gouverneront le pays. Leur permettre de le faire pourrait être critiqué à plus d'un point de vue.

Est-il donc impossible de limiter leurs pouvoirs de façon à éviter les maux d'un Gouvernement international? Je ne le crois pas. Je vais jusqu'à dire qu'il sera possible d'esquisser un plan, grâce auquel la dépense extravagante sera réprimée et qui, en même temps, ne permettra nulle immixtion indue d'une Puissance



étrangère dans le fonctionnement du Gouvernement égyptien. En outre, je pense que cette organisation peut se faire sans faire déchoir le Gouvernement britannique de la position qu'il doit occuper en Égypte.

Je pense qu'il serait mauvais de donner aux Commissaires de la dette, sur les détails de la dépense, des pouvoirs semblables à ceux qui sont exercés par le Trésor ou par le département des finances de l'Inde. Leurs pouvoirs, selon moi, devraient être d'une nature plus générale.

On a proposé que les Commissaires de la dette publique aient « voix consultative » dans la préparation du budget, c'est-à-dire que le budget, avant d'être adopté par le Gouvernement, devrait être soumis aux Commissaires, qui auraient le droit de faire à ce sujet telles observations ou suggestions qu'ils jugeraient convenables. Le Gouvernement égyptien attacherait, sans doute, un grand poids aux vues des Commissaires, mais je ne suppose pas qu'on voudrait lui imposer légalement et diplomatiquement l'obligation de suivre leur avis. Je pense qu'un pouvoir de « consultation » dans la préparation du budget, avec les limites que j'ai indiquées, pourrait être conféré aux Commissaires, non seulement sans inconvénient, mais avec un grand avantage pour les intérêts de tout le monde.

En outre, on propose que, sauf dans des cas de nécessité urgente, dont les Commissaires devraient recevoir toutes explications et justifications, aucune dépense ne soit contractée pendant le cours de l'année en dehors de ce qui est prévu au budget, à moins que les Commissaires de la dette publique n'y aient donné leur sanction préalable. Je n'entends pas que cette proposition donnerait nécessairement aux Commissaires le droit d'intervenir à propos de tout changement qui serait apporté aux prévisions dans le cours de l'année. Leur droit d'immixtion serait limité aux cas où les changements proposés impliqueraient une augmentation de dépenses sur le total du budget. Mais des virements d'un chapitre à l'autre, qui combleraient avec les économies de l'un l'excès des dépenses de l'autre, pourraient être permis sous la seule responsabilité du Gouvernement égyptien. Les traitements pourraient être augmentés sans consulter les Commissaires, si la dépense qui en résulterait était soldée par des économies réalisées sous une autre branche du budget. En outre, afin d'épargner au Gouverne-



ment égyptien tout embarras dans l'administration du pays, il sera nécessaire, en élaborant le nouveau projet financier, de laisser une marge suffisante aux recettes sur les dépenses pour parer aux événements imprévus.

Des fonctions du genre de celles que je viens de décrire pourraient, je crois, être sans inconvénient confiées aux Commissaires de la dette publique.

Le dernier changement qui me semble être encore nécessaire nécessaire dans la constitution actuelle de la Commission de la dette publique est que le Commissaire anglais soit président.

Il a été aussi suggéré que quand l'occupation britannique cessera, les Commissaires de la dette publique devraient, outre les pouvoirs auxquels j'ai fait allusion, avoir un droit d'inspection suffisant à s'assurer que tous les impôts perçus au nom du Gouvernement sont bien versés au Trésor. A cela je ne vois nulle objection.

Les honoraires des Commissaires devraient aussi, à mon avis, être, quand expireront les contrats des Commissaires actuels, réduits de 3,000 à 2,000 livres au plus par an.

Naturellement, les Commissaires devraient se voir interdit tout contrôle sur les dépenses de l'armée britannique d'occupation. Le paiement, de ce chef, serait réglé entre les Gouvernements britannique et égyptien.

Le plan que je viens d'esquisser me semble être une sauvegarde suffisante contre le danger d'une immixtion indue des Commissaires de la dette publique dans les détails de l'administration égyptienne, et permet en même temps la création d'une institution qui ne peut faillir à exercer un contrôle sur les dépenses du Gouvernement égyptien.

J'ai, etc.

Signé : E. BARING.

---

**M. Jules Ferry, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. le Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres (1).**

Paris, 29 avril 1884.

Monsieur, le 22 de ce mois, Lord Lyons m'a remis la note circulaire dont le texte est ci-annexé. Comme vous le verrez, le Gouvernement anglais estime que, pour faire face aux dépenses

(1) *Livre jaune*, n° 2.



nécessités par la bonne administration et le maintien de la paix en Égypte, et pour remplir les engagements déjà souscrits par le Trésor égyptien, il y a lieu d'apporter certaines modifications à la loi de liquidation. En conséquence, il propose aux grandes Puissances la réunion d'une conférence à Londres ou à Constantinople, en vue de décider si de telles modifications sont nécessaires et quelle devrait en être la nature.

Désireux de faciliter, en ce qui nous concerne, une œuvre où tant d'intérêts communs sont engagés, et aussi de donner à la Grande-Bretagne une nouvelle preuve de notre bon vouloir, nous n'hésitons pas à acquiescer, en principe, à la proposition du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dans les termes où elle est formulée. Le caractère même de cette proposition indique que les modifications sur lesquelles les Puissances auront à délibérer, impliquent l'examen de certaines questions connexes à la loi de liquidation et dont il est impossible de ne pas tenir compte. Le Gouvernement français espère dès lors que les ministres de la Reine ne se refuseront pas à en faire préalablement l'objet d'un échange de vues, qui est indispensable pour déterminer avec précision le mandat de la Conférence et assurer l'issue de ses travaux.

Je vous prie de vouloir bien donner lecture de la présente dépêche à Lord Granville et de lui en laisser copie.

Jules FERRY.

---

**M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à Lord Granville, principal Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1).**

Londres, le 15 juin 1884.

Dans l'entretien que nous avons eu ensemble hier, nous sommes arrivés à un accord complet sur toutes les questions préliminaires, soulevées par la proposition contenue dans la dépêche circulaire de Votre Seigneurie, en date du 19 avril dernier. Le moment est donc venu de constater par écrit les termes de cet accord.

Dans sa dépêche du 29 avril, dont copie vous a été remise par M. le Comte d'Aubigny, M. Ferry, après avoir accepté en principe la proposition du Gouvernement de la Reine, ajoutait les

(1) *Livre jaune*, n° 3.



considérations suivantes : « Le caractère même de cette proposition indique que les modifications, sur lesquelles les Puissances auront à délibérer, impliquent l'examen de certaines questions connexes à la liquidation et dont il est impossible de ne pas tenir compte. Le Gouvernement français espère, dès lors, que les ministres de la Reine ne se refuseront pas à en faire préalablement l'objet d'un échange de vues, qui est indispensable pour déterminer avec précision le mandat de la Conférence et assurer l'issue de ses travaux. »

L'échange de vues proposé par M. Ferry ayant été accepté par Votre Seigneurie, je m'empressai, dans le premier entretien que nous eûmes à ce sujet, le 2 mai, de bien établir le terrain sur lequel le Gouvernement de la République entendait se placer dès le début de nos pourparlers.

Il importait d'abord d'écarter deux idées, deux préjugés fort répandus dans la presse anglaise, relatifs au rétablissement du *condominium* et aux prétendus projets militaires de la France en Égypte. En conséquence, je vous ai déclaré que le Gouvernement français ne songeait d'aucune façon à pousser au rétablissement du contrôle anglo-français en Égypte. Sans doute nous conservons la conviction que ce contrôle a produit, tant qu'il a duré, de bons et salutaires effets, et que sous son influence l'Égypte a été tranquille et ses finances prospères. Mais nous nous rendons un compte exact des raisons qui doivent aujourd'hui faire écarter toute pensée d'un retour à un régime que les événements ont renversé. Le condominium est mort, et nous n'entendons pas le ressusciter. C'est au seul point de vue des intérêts collectifs de l'Europe, et de la part légitime que nous y représentons, que nous considérons désormais les affaires d'Égypte.

L'autre malentendu qu'il convenait de dissiper portait sur l'intention, qui nous a été souvent attribuée par l'opinion anglaise, de substituer une occupation française à l'occupation anglaise, le jour où le Gouvernement de Sa Majesté aurait rappelé ses troupes. Je vous ai déclaré que le Gouvernement de la République était prêt à prendre à cet égard les engagements les plus formels. Cette résolution nous a été inspirée par la confiance où nous sommes que le Gouvernement de Sa Majesté n'hésitera point de son côté à confirmer expressément les déclarations solennelles qu'il a faites à diverses reprises de ne porter aucune atteinte à



la situation internationale faite à l'Égypte par les traités et les firmans, et d'évacuer le pays quand l'ordre y sera rétabli. Il y aurait de la sorte entre les deux Gouvernements un engagement synallagmatique comportant, de la part de l'Angleterre, une clause d'évacuation à échéance déterminée, qui ne pourrait être prolongée sans une nouvelle consultation des Puissances, et de la part de la France, l'engagement formel de ne procéder, en aucun cas, à une intervention armée dans le delta du Nil, sans une entente préalable avec l'Angleterre.

Après avoir exposé les vues de mon Gouvernement sur ces deux points si importants, j'ai fait observer à Votre Seigneurie qu'il serait juste de stipuler dans l'intérêt des créanciers de l'Égypte, auxquels vous alliez peut-être demander de grands sacrifices, certaines garanties de nature à assurer la bonne gestion des finances égyptiennes et à prévenir des désordres administratifs qui ramèneraient, à bref délai, de nouveaux embarras. D'ailleurs, l'avenir et la prospérité de l'Égypte tout entière dépendent de la sage et intègre direction de ses finances, et les précautions qui pourraient être prises dans ce but seront à la fois une force et un frein pour son Gouvernement.

Vous avez pensé qu'il serait possible de trouver ces garanties dans l'extension des attributions et des pouvoirs de la Commission de la Dette, institution qui fonctionne déjà depuis plusieurs années à la satisfaction générale et dans laquelle les principales Puissances intéressées ont chacune un représentant. Je vous ai répondu que telle était aussi la pensée du Gouvernement français.

En prenant acte de mes déclarations, vous avez bien voulu ajouter que vous étiez autorisé par M. Gladstone et par vos collègues à me dire qu'ils avaient été très sensibles à la façon amicale dont la communication leur avait été faite de notre côté ; qu'ils appréciaient le caractère désintéressé des assurances que j'avais été chargé de vous donner et qu'ils partageaient avec le Gouvernement de la République la conviction que la bonne administration de l'Égypte était un objet d'intérêt général pour l'Europe.

Dans les entretiens qui ont suivi, vous avez, à votre tour, développé les vues du Gouvernement de Sa Majesté et vous avez exposé, de concert avec M. le Chancelier de l'Échiquier, de quelle



façon et dans quelle mesure il vous paraissait possible de donner satisfaction aux vœux du Gouvernement français.

Je viens donc aujourd'hui vous demander de bien vouloir formuler vous-même, sous leur forme définitive, les propositions que vous m'avez faites au nom de votre Gouvernement.

---

WADDINGTON.

**Lord Granville, principal Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres (1).**

(Traduction;)

Foreign Office, 16 juin 1884.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 15 de ce mois, relative à l'entente préliminaire désirée par votre Gouvernement avant d'accepter la proposition d'une Conférence en vue de discuter la situation financière de l'Égypte. Votre Excellence expose dans la note les assurances et les explications que votre Gouvernement est prêt à donner à l'égard de l'Égypte, et vous demandez à être informé des vues du Gouvernement de Sa Majesté sur les questions soulevées.

Le Gouvernement de Sa Majesté apprécie l'importance des déclarations faites par Votre Excellence au nom du Gouvernement français. L'abandon formel de toute pensée de rétablir le *condominium*, et les assurances pour l'avenir que des troupes françaises n'entreraient pas en Égypte sans le consentement de l'Angleterre ont rendu praticable et grandement facilité un complet et franc échange de vues.

Le Gouvernement de Sa Majesté est satisfait de constater que les deux Gouvernements sont d'accord en ce qui concerne les intérêts que l'Europe a dans la bonne administration et la prospérité de l'Égypte. Rien ne saurait plus clairement démontrer les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur ce point, que la circulaire que j'ai adressée aux représentants de Sa Majesté près les cours des Grandes Puissances, le 3 janvier 1883.

Cette dépêche fut écrite trois mois après que la bataille de Tel-el-Kebir eut permis aux forces britanniques d'occuper l'Égypte. Elle fut soumise au Parlement anglais et communiquée

(1) *Livre jaune*, n° 4.



aux Puissances et à la Sublime-Porte. Elle rencontra un acquiescement général. C'est dans cette dépêche que la déclaration fut faite que le Gouvernement de Sa Majesté était désireux de retirer les forces britanniques dès que le permettraient la situation du pays et l'organisation de moyens convenables pour assurer l'autorité du Khédive.

Le Gouvernement de Sa Majesté a maintenu et maintient cette déclaration. C'est avec regret qu'il a vu les circonstances s'opposer au développement des mesures prises en vue de cette évacuation ; il regrette également de constater que le moment n'est pas encore venu, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix en Égypte, d'en retirer les forces britanniques.

Il y a quelque difficulté à fixer une date précise à cette évacuation, d'autant plus que toute période ainsi fixée pourrait, à l'épreuve, se trouver ou trop longue ou trop courte. Mais le Gouvernement de Sa Majesté, afin d'écarter toute espèce de doute à l'endroit de sa politique dans cette affaire, et eu égard aux déclarations faites par la France, s'engage à retirer ses troupes au commencement de l'année 1888, à condition que les Puissances seront alors d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Égypte.

Il croit qu'il est raisonnable d'espérer qu'on pourra établir en Égypte dans une période de trois années et demie, les garanties nécessaires pour un ordre de choses satisfaisant. Mais si malheureusement tel n'était pas le cas et si le Gouvernement britannique considérait alors qu'une prolongation de l'occupation fût nécessaire, il n'est pas à supposer que les Puissances européennes s'entendissent pour s'opposer à une mesure exigée par la sécurité de l'Égypte, intérêt qui, à divers degrés, est commun à tous.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît volontiers l'importance qu'il y a pour la prospérité de l'Égypte à ce que ses finances soient rationnellement et économiquement administrées.

C'est dans ce but qu'en 1876 le contrôle anglo-français a été primitivement institué.

L'arrangement Goschen-Joubert donnait au contrôleur anglais des recettes une position prépondérante vis-à-vis du contrôleur français dont la tâche était d'apurer les comptes du Trésor ; mais d'importantes fonctions administratives étaient conférées à chacun des deux contrôleurs.



Le contrôle à deux, tel qu'il avait été en dernier lieu institué en 1879, différerait en deux points importants du contrôle primitif de 1876. Le contrôleur anglais n'était plus chargé de fonctions plus importantes que celles de son collègue français, et bien que les pouvoirs de contrôle conférés à ces deux fonctionnaires fussent restreints aux matières financières, le fait qu'ils avaient le droit d'assister aux réunions du conseil des ministres leur donnait virtuellement le droit d'intervention dans toutes les questions se rapportant à l'administration du pays. Ils n'étaient plus, comme auparavant, simplement des fonctionnaires financiers. D'importantes fonctions politiques leur étaient conférées. Il est inutile d'insister sur les avantages ou les désavantages et dangers de ce système, qui est actuellement abandonné formellement, aussi bien par le Gouvernement français que par les Gouvernements égyptien et britannique.

On reconnaîtra sans peine que tant que la Grande-Bretagne aura à supporter le fardeau et la responsabilité de l'occupation militaire de l'Égypte, il serait impossible au Gouvernement de Sa Majesté d'admettre cette intervention, soit dans l'administration, soit dans le gouvernement politique du pays, telle qu'elle avait été accordée au contrôle anglo-français par l'un ou l'autre des arrangements précités, et le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il ne serait ni sage ni pratique de renouveler, après le retrait des troupes britanniques, un système quelconque de cette nature mis à exécution par un nombre plus ou moins grand d'étrangers non placés sous l'autorité du Gouvernement égyptien.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté est d'opinion qu'il n'y aurait rien de contraire à la position que l'Angleterre doit occuper en Égypte, et qu'il y aurait même un avantage intrinsèque à ce qu'une extension limitée fût donnée aux pouvoirs de la Commission de la Caisse de la dette publique.

Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à proposer aux Puissances que, dans l'année qui suivra la modification de la loi de liquidation, les fonctions de la Caisse de la dette publique soient étendues de la manière suivante :

Les Commissaires de la Caisse seraient consultés lors de la préparation du budget de chaque année, à commencer par 1886. Le budget serait autant que possible basé sur les dispositions du budget normal que le Gouvernement de Sa Majesté se propose



de présenter à la Conférence, sous réserve des changements survenant dans la situation du pays, et dont il conviendra de tenir compte.

Le budget de chaque année ayant été ainsi préparé de concert avec les Commissaires, ceux-ci auraient un droit de *veto* pendant l'exercice à l'égard de toute dépense proposée qui dépasserait le budget, sauf en cas de circonstances subites entraînant péril pour la paix et l'ordre.

Ce droit de *veto* s'appliquerait également aux dépenses du budget de 1885, bien que ce budget n'eût pas été arrêté en consultation avec les Commissaires.

Après le retrait des troupes britanniques, la Caisse aurait en plus le droit d'inspection des revenus, de manière à assurer la rentrée effective au Trésor de la totalité des revenus et à empêcher qu'ils ne fussent détournés en chemin pour d'autres objets.

Le président de la Caisse serait un Anglais.

Le Gouvernement de Sa Majesté proposera, à la fin de l'occupation anglaise ou avant, aux Puissances et à la Porte, un projet de neutralisation de l'Égypte sur la base des principes appliqués à la Belgique, et fera, en ce qui concerne le canal de Suez, des propositions conformes à celles contenues dans ma dépêche-circulaire du 3 janvier 1883(1).

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu avec satisfaction la déclaration de Votre Excellence portant que ces propositions sont acceptables pour la France.

J'ai à ajouter que tous les arrangements mentionnés plus haut sont subordonnés à l'issue satisfaisante des arrangements financiers qui seront proposés par le Gouvernement de Sa Majesté à la Conférence.

Agréez, etc.

GRANVILLE.

---

DÉPÊCHE CIRCULAIRE DU 3 JANVIER 1883.

Lord Granville à Lord Lyons.

(Traduction.)

Foreign-Office, 3 janvier 1883.

EXTRAIT.

.....  
 ..... On constate que les événements des derniers temps

(1) Voir l'extrait ci-après.



ont eu, en particulier, pour résultat d'attirer spécialement l'attention sur le canal de Suez, premièrement au point de vue du danger dont il a été menacé pendant la courte période de succès que l'insurrection a eue dans le principe; deuxièmement, en conséquence de l'occupation du canal par les troupes anglaises au nom du Khédive, et de l'emploi que ces troupes en ont fait, en le prenant comme base des opérations entreprises au nom de Son Altesse et en vue de soutenir son autorité, et troisièmement, à cause de l'attitude prise par la direction et les employés de la Compagnie du canal à un moment critique de la campagne.

En ce qui concerne les deux premiers de ces points, le Gouvernement de Sa Majesté croit qu'il est important pour toutes les nations que la navigation du canal soit en tout temps libre et sans entraves et que les actes de guerre ne puissent ni obstruer ni endommager cette voie de communication. On a reconnu généralement que les mesures prises par le Gouvernement anglais pour protéger la navigation et l'usage du canal, au nom du maître du territoire et en vue de rétablir son autorité, ne constituaient en aucune façon des infractions à ce principe.

Mais pour établir sur des bases mieux déterminées la situation du canal dans l'avenir et pour prévenir les dangers qui pourraient se produire, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il y aurait avantage à ce qu'un arrangement ayant les effets ci-dessous indiqués fût conclu entre les grandes Puissances, arrangement auquel d'autres nations pourraient ultérieurement être invitées à adhérer :

1° Le canal sera libre pour le passage de tous les navires dans n'importe quelles circonstances;

2° En temps de guerre, on fixera un laps de temps pendant lequel les navires de guerre d'une puissance belligérante pourront rester dans le canal, et on ne pourra y débarquer ni troupes ni munitions de guerre;

3° Aucun acte d'hostilité ne sera commis dans le canal ni dans ses approches, ni dans aucune autre partie des eaux territoriales de l'Égypte, alors même que la Turquie serait une des puissances belligérantes;

4° Aucune de ces deux dernières clauses ne sera applicable aux mesures qu'il sera nécessaire de prendre pour la défense de l'Égypte.

5° Toute puissance dont les navires de guerre causeront un dommage quelconque au canal sera obligée de supporter les frais de la réparation immédiate de ce dommage.

6° L'Égypte prendra toutes les mesures qu'elle pourra pour faire observer les conditions imposées aux navires belligérants dans le canal en temps de guerre.



7° Il ne sera pas construit de fortifications sur le canal ni dans son voisinage.

8° Aucune des clauses de cet arrangement ne sera considérée comme diminuant ou affectant les droits territoriaux du Gouvernement égyptien dans une mesure plus étendue que celle qui est indiquée expressément dans l'arrangement.

.....

GRANVILLE.

**M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à lord Granville, principal Secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1).**

Londres, le 17 juin 1884.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date du 16 courant et dans laquelle elle a exposé les vues du Gouvernement de Sa Majesté Britannique au sujet des affaires d'Égypte et pris acte des déclarations contenues dans ma note du 15 de ce mois.

Dans la première partie de la note, vous traitez la question de l'occupation et de l'évacuation de l'Égypte par les forces britanniques, et votre conclusion se formule dans l'engagement suivant :

« Le Gouvernement anglais s'engage à retirer ses troupes au commencement de l'année 1888, à condition que les Puissances seront alors d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Égypte. »

Vous abordez ensuite les considérations d'ordre financier et vous rappelez l'origine du contrôle anglo-français, ainsi que les différentes phases par lesquelles il a passé. J'aurais peut-être quelques réserves à faire au sujet de la situation réciproque des deux contrôleurs et de l'importance relative de leurs fonctions ; mais je me borne à rappeler qu'ils avaient tous les deux le même titre, le même rang, les mêmes appointements. Quoi qu'il en soit de ce détail rétrospectif, vous reconnaissez que, pour assurer la bonne gestion des finances égyptiennes, il importerait d'étendre les pouvoirs actuellement confiés à la Commission de la dette, et vous proposez de le faire conformément aux dispositions suivantes :

1° Une fois le budget annuel fixé, la Commission de la dette

(1) *Livre jaune*, N° 5.



joindra à ses attributions actuelles le droit d'opposer son *veto* à toute dépense entraînant une augmentation du budget, sauf pour les cas de force majeure constituant un danger pour la paix et l'ordre. Ce droit s'exercera pour la première fois sur le budget de l'année 1885, que le Gouvernement anglais se propose de présenter à la Conférence et qui sera, en quelque sorte, le budget normal de l'Égypte;

2° Pour la préparation du budget de 1886 et des années suivantes, la Commission de la dette aura voix consultative. Chaque année le projet de budget lui sera communiqué en temps utile; elle fera ses observations, mais sans pouvoir le modifier de sa propre autorité;

3° Après le départ des troupes anglaises, la Commission de la dette aura le pouvoir d'inspection financière, de façon à pouvoir assurer la perception régulière et intégrale des revenus;

4° Le président de la Commission de la dette sera un Anglais.

Vous remarquerez que pour plus de clarté j'ai placé vos propositions dans un ordre un peu différent de celui que vous aviez adopté, et qu'au n° 2 j'ai ajouté un paragraphe destiné à préciser la portée de la voix consultative de la Commission; ce paragraphe vous a d'ailleurs été déjà soumis dans un de nos entretiens, et vous l'avez approuvé.

Dans la troisième partie de la note, vous prenez l'engagement de proposer aux Puissances et à la Porte, soit pendant l'occupation anglaise, soit au moment de l'évacuation : 1° un projet de neutralisation de l'Égypte sur la base des principes appliqués à la Belgique; 2° un projet relatif au canal de Suez, conforme aux principes exposés dans votre dépêche-circulaire du 3 janvier 1883.

Le Gouvernement français a appris avec satisfaction l'annonce de ces deux projets et en a pris acte. Je suis autorisé à vous déclarer que le Gouvernement de la République accepte les différentes propositions contenues dans votre note du 16 courant et représentant les termes de l'accord intervenu entre nous.

En terminant, je suis heureux de constater l'esprit de modération et les sentiments amicaux qui ont présidé à nos pourparlers. Le Gouvernement de la République est convaincu que l'accord qui en est sorti ne fera que resserrer et consolider les liens qui unissent les deux pays.

WADDINGTON.



— En déposant la correspondance échangée entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement français au sujet de la conférence, M. *Jules Ferry*, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, a, dans la séance de la Chambre des députés du 20 juin 1884, fait l'exposé suivant :

C'est le 19 avril que le gouvernement britannique, par une dépêche circulaire adressée à ses représentants à Paris, à Berlin, à Vienne, à Rome, à Saint-Petersbourg et à Constantinople, a convié les grandes Puissances à se réunir en conférence pour examiner s'il n'y a pas lieu de modifier la loi de liquidation qui régit actuellement les finances égyptiennes et dans quelles mesures cette modification serait nécessaire. A ce moment, Messieurs, il y avait plus de quinze mois que toute négociation officielle ou officieuse, toute conversation était rompue entre les deux Gouvernements au sujet des affaires de l'Égypte. La dernière communication était une dépêche de mon honorable prédécesseur, M. Duclerc, en date du 4 janvier 1883. Dans cette dépêche, M. Duclerc, désespérant de faire accepter au Gouvernement anglais soit le maintien du contrôle à deux qui avait régi l'administration des affaires égyptiennes depuis 1876 jusqu'en 1882, soit une combinaison équivalente, rompait les négociations et, avec beaucoup de dignité, déclarait que la France reprenait sa liberté d'action.

Fallait-il, Messieurs, persister dans cette attitude ? Fallait-il la porter devant cette conférence, ou plutôt, ce qui alors eût été plus simple et plus clair, refuser d'aller à la conférence ? Nous ne l'avons pas pensé. Il faut, en politique, savoir reconnaître la force des faits accomplis et des situations acquises, et se garder des regrets inutiles : la politique du tout ou rien n'est pas meilleure pour les nations que pour les partis.

Messieurs, du jour où, dans des circonstances que je n'ai ni à rappeler ni à juger, car elles appartiennent à l'histoire, la Chambre des députés a refusé de s'associer d'une manière quelconque à une intervention armée dans la vallée du Nil, il était manifeste que les combinaisons moitié politiques, moitié financières, de 1876 et de 1879 étaient profondément compromises, qu'elles étaient vouées à une ruine prochaine, inévitable.

Le contrôle à deux, détruit en fait, allait bientôt être aboli en droit ; notre diplomatie était impuissante à le faire revivre par ses protestations, pouvait-elle consacrer ses efforts, avec quelque espérance de succès, à le rétablir ?

Messieurs, puisque la politique du contrôle à deux, qui avait fonctionné pendant six ans en Égypte pour le grand bien de ce pays, pour la prospérité de ses affaires, de son crédit, de ses finances, de



venait impraticable, la sagesse commandait d'aviser et de chercher une autre politique. Car, messieurs, regarder, laisser faire, se voir progressivement évincer, de jour en jour, d'un pays où la France avait porté ce qu'elle a de meilleur : son génie, sa langue, ses capitaux, une colonie laborieuse, riche, puissante, — laisser faire et regarder, ce n'est pas une politique. Assister au spectacle des embarras d'autrui, ce n'est pas une consolation, encore moins un dédommagement.

Il fallait chercher une autre politique, et voici celle à laquelle nous nous sommes arrêtés.

L'Égypte, messieurs, n'est ni chose anglaise ni chose française : c'est une terre essentiellement internationale et européenne. C'est l'Europe qui l'a fécondée ; c'est l'Europe qui a réorganisé sa justice ; c'est l'Europe qui lui a donné de bonnes finances. La question d'Égypte n'a jamais cessé et ne cessera jamais d'être, avant tout et par-dessus tout, une question européenne.

Et messieurs, qui a plus hautement reconnu, qui a plus solennellement proclamé cette vérité fondamentale de droit public européen, que le cabinet même qui s'adressait à nous, ce cabinet que préside l'illustre M. Gladstone ? Qui s'est défendu avec plus d'énergie de la pensée d'annexer l'Égypte ou d'y fonder un établissement définitif que le cabinet présidé par M. Gladstone ? Qui a parlé le premier de neutraliser l'Égypte pour assurer, dans l'intérêt du monde entier, la liberté du canal, sinon le comte Granville, le principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique dans le cabinet Gladstone ? Et avec quelle administration, avec quels hommes d'État la France avait-elle plus de chances de s'accorder pour substituer à cet état d'hostilité sourde, de mécontentement mal déguisé, qui pèse comme une atmosphère lourde et obscure sur les rapports de la France et de l'Angleterre à propos de l'Égypte depuis deux ans, une entente fondée sur l'équité, sur la justice, entre ces deux grandes nations dont l'harmonie importe tant à la paix comme à la liberté du monde ?

Oui, messieurs, je l'avoue, dans les négociations laborieuses dont nous vous apportons le résultat, au grand et légitime souci des intérêts si divers et si précieux qui nous rattachent à l'Égypte, nous avons mêlé — et nous l'avons, en vérité, mis encore plus haut — le souci de nos bons rapports avec la grande nation libérale, avec l'Angleterre.

Messieurs, nos intérêts côtoient ceux de l'Angleterre sur presque tous les points du globe ; le cours des choses, les événements prédestinent la France et l'Angleterre à avoir des contacts plus fréquents encore sur toute la surface du monde dans l'avenir que par le passé. Eh bien, messieurs, il n'est pas une de ces rencontres, pas un de ces conflits quotidiens, qui ne puisse se régler par l'accord des deux puissances, des deux gouvernements, s'ils sont inspirés tous les deux par



l'esprit de sagesse, d'équité et de concorde ; il n'en est pas un, si petit qu'il soit, qui ne puisse s'aigrir et tourner à mal s'il existe entre les deux nations des causes permanentes de tiraillements et de malentendus.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons abordé l'Angleterre et noué les négociations.

Il était certain, Messieurs, pour tous ceux qui voulaient prêter l'oreille aux différentes manifestations de l'opinion anglaise, que cette étrange et persistante méfiance vis-à-vis de la France dans la question d'Égypte tenait à deux causes, reposait sur deux erreurs, sur deux malentendus : sur cette opinion, d'abord, que la France poursuivait en Égypte, envers et contre tous, avec une obstination que les événements n'étaient pas parvenus à décourager, la reconstitution du contrôle à deux ; et ensuite sur cette crainte, habilement répandue dans l'esprit public en Angleterre, fomentée par les organes de l'opposition, que la France avait le dessein, lorsque les troupes anglaises évacueraient l'Égypte, de substituer à une occupation anglaise une occupation française. C'étaient là les deux points aigus, douloureux en quelque sorte, de l'opinion britannique.

Il nous était fort aisé de rassurer le gouvernement anglais et l'opinion anglaise sur l'un et l'autre de ces deux points.

Voici en quels termes notre ambassadeur à Londres, M. Waddington, ouvrant la négociation, s'en est expliqué avec le cabinet britannique.

(Le ministre analyse ou reproduit la dépêche du 15 juin rapportée plus haut, p. 156.)

Messieurs, sur ce premier point, assurément le plus important de toute cette affaire, nous avons obtenu de sérieuses satisfactions.

Une date précise d'évacuation a été fixée par le cabinet britannique : c'est le 1<sup>er</sup> janvier 1888, dans trois ans et demi à peu près à partir du jour où j'ai l'honneur de vous parler. Voici dans quels termes, Messieurs, lord Granville, dans sa dépêche du 16 juin, formule cet engagement du Gouvernement britannique :

« Il y a quelques difficultés à fixer une date précise à cette évacuation, d'autant plus que toute période ainsi fixée pourrait, à l'épreuve, se trouver ou trop longue ou trop courte. Mais le Gouvernement de Sa Majesté, afin d'écarter toute espèce de doute à l'endroit de sa politique dans cette affaire et eu égard aux déclarations faites par la France, s'engage à retirer ses troupes au commencement de l'année 1888, à condition que les puissances seront alors d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Égypte. »

Messieurs, on a dit dans les journaux anglais, on a répété dans les journaux français que cette clause, que cet engagement d'évacuation



avait un caractère potestatif, et qu'il suffirait — c'était là, disait-on, la condition singulière acceptée par le Gouvernement français — qu'une seule puissance fit opposition à l'évacuation de l'Égypte par les troupes anglaises, pour que l'Angleterre fût en droit d'y rester.

Messieurs, cette clause singulière, étrange, cette espèce de veto emprunté aux traditions de la diète polonaise, est une invention qui touche au ridicule.

Quand les puissances se réunissent en congrès ou en conférence, elles ne stipulent pas qu'il dépend du caprice de l'une d'elles d'empêcher l'accord européen de se faire; et si le représentant du Gouvernement français qui, par la force des choses, a été en quelque sorte le porte-parole des intérêts européens dans cette négociation, avait eu l'insigne faiblesse de se prêter à une telle comédie, ces grandes puissances auraient certainement refusé de s'y associer.

Oui! les puissances seront consultées, mais elles délibéreront, comme elles ont coutume de le faire, et c'est elles qui décideront si la situation de l'Égypte comporte ou ne comporte pas la prolongation de l'occupation anglaise au-delà du terme fixé, au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1888.

Messieurs, dans les pourparlers qui sont intervenus sur ce point, on a dû naturellement se préoccuper de deux hypothèses : celle où le délai serait trop long, où l'évacuation serait possible avant le 1<sup>er</sup> janvier 1888, parce qu'avant cette époque l'ordre et la paix publique seraient rétablis dans le delta du Nil. Dans cette hypothèse, l'évacuation aurait évidemment lieu avant la date fixée.

La réalisation de cette hypothèse n'est pas impossible; elle est vraisemblable; elle est, dans tous les cas, désirée par un gouvernement, qui proteste avec la plus grande énergie contre toute pensée d'un établissement définitif dans la vallée du Nil, et qui ne poursuit, — ses déclarations les plus anciennes sont ici d'accord avec ses déclarations les plus récentes, — que la restauration de l'ordre et du bon gouvernement en Égypte, et non un avantage exclusif au profit de l'Angleterre. Le délai, au contraire, pourrait être trop court. Cela est tout à fait improbable, et l'affirmer, le croire, à cette heure, n'est-ce pas faire injure, en quelque sorte, à la grande nation qui a entrepris de rétablir l'ordre dans la vallée du Nil, et à qui il faudrait, le suppose-t-on? plus de trois ans et demi pour l'accomplir. Cela n'est pas vraisemblable, et il faudrait des circonstances particulièrement malheureuses pour le rendre possible. Mais si ces circonstances malheureuses se produisaient, c'est l'Europe, aux termes de l'accord intervenu, c'est l'Europe qui en serait juge. Il n'y a sur ce caractère de l'engagement pris envers nous aucune équivoque possible; l'honneur du Gouvernement britannique en est le meilleur garant.

Messieurs, il y a quelque chose de plus encore, quelque chose de



plus important, j'ose le dire, dans les accords préliminaires dont je vous retrace l'histoire ; non seulement l'engagement d'évacuation y est stipulé, mais il existe une autre clause qui, outre qu'elle suppose, implique l'évacuation, en règle par avance les conséquences. Rien ne montre mieux que cette clause les intentions élevées et le caractère de désintéressement qui marquent la politique du cabinet anglais. En effet, messieurs, évacuer l'Égypte, c'est un fait, mais un fait qui ne résout, qui ne règle rien. L'Égypte évacuée, quelle sera sa situation ? Comment se réglera la liberté du canal ? En quelles mains tombera cette riche province, abandonnée par les armes anglaises ? Sur ce point, le cabinet anglais a des vues arrêtées ; il a non seulement des vues, mais il a pris des engagements, et voici en quels termes, messieurs :

« Le Gouvernement de Sa Majesté proposera, à la fin de l'occupation anglaise ou avant, aux puissances et à la Porte un projet de neutralisation de l'Égypte sur la base des principes appliqués à la Belgique, et fera, en ce qui concerne le canal de Suez, des propositions conformes à celles contenues dans ma dépêche-circulaire du 3 janvier 1883. »

Il n'est pas inutile de vous rappeler quelles sont ces propositions. Il n'y a certes pas d'intérêt plus considérable, à l'heure qu'il est, pour notre pays que la liberté du canal. Voici les propositions auxquelles il est fait allusion dans la dépêche de lord Granville, propositions qui datent déjà du 3 janvier 1883 et que le cabinet anglais promet de soumettre à la Porte et au concert européen avant le 1<sup>er</sup> janvier 1888, avant l'évacuation. (V. plus haut, p. 162.)

Ainsi, la liberté du canal, garantie par la neutralité de l'Égypte, par un ensemble de mesures destinées à placer sous la sauvegarde de l'Europe la sécurité et la liberté de l'Égypte, comme l'a été l'indépendance de la Belgique : il me semble que c'est là une politique large, élevée, pacifique, digne de l'illustre homme d'État qui l'inspire, et que, sur ce terrain, une entente est possible entre la France et l'Angleterre. Je suis profondément convaincu qu'il y a là des garanties sérieuses, des engagements et des assurances de la plus haute portée, du plus grand intérêt pour notre pays, et j'estime que cela vaut bien, en définitive, l'abandon du contrôle à deux.

Messieurs, les échanges de vues entre la France et l'Angleterre ont porté également sur un autre ordre d'idées, sur le contrôle des finances égyptiennes. Pendant plusieurs semaines, nous avons négocié sur cet objet avec le cabinet britannique, et nous croyons pouvoir vous indiquer le point sur lequel nous avons trouvé le Gouvernement anglais irréductible, et ce que nous avons dû considérer comme le dernier mot de sa politique. Le Gouvernement anglais



répugne absolument à la restauration d'un contrôle analogue à celui de 1876, ou à celui de 1879, alors même que le contrôle, au lieu d'être remis à deux fonctionnaires, l'un Français, l'autre Anglais, serait confié à une commission internationale.

Le Gouvernement anglais objecte à cette combinaison — je ne juge pas, je rapporte — que les contrôleurs de 1879, bien qu'ils n'eussent en apparence qu'un pouvoir financier, possédaient, de fait et de droit, l'entrée au conseil des ministres, que par conséquent ils avaient sur la politique et sur l'administration égyptienne l'influence la plus directe.

Le Gouvernement anglais tient, dans ses vues pour l'organisation définitive de l'Égypte, à distinguer d'une manière sérieuse et profonde le contrôle financier de l'influence politique.

Il entend laisser aux Égyptiens une très grande liberté administrative, et il estime que cette liberté d'administration était entravée ou annulée par la présence permanente dans le conseil des ministres égyptiens de deux fonctionnaires étrangers ne relevant pas du khédive.

Telle est l'opinion arrêtée du Gouvernement anglais. Cependant il a admis que, sur ce point, une entente était possible. En effet, il a consenti à une extension très sérieuse des pouvoirs de la commission de la dette égyptienne.

La Commission de la dette publique se compose actuellement de quatre délégués : français, anglais, autrichien et italien. Cette commission a un pouvoir limité, très défini, absolument étranger, dans l'état actuel des choses, à toute l'administration et à tout le budget administratif de l'Égypte : elle règle, elle surveille, elle administre cette partie du budget égyptien qui est réservée, par privilège, au service de la dette, soit de l'unifiée, soit de la privilégiée ; elle surveille, elle administre, elle assure la rentrée des revenus, elle les reçoit, elle les distribue : voilà la limite parfaitement tracée de ses attributions.

C'est à cette commission, messieurs, que le Gouvernement anglais consent à donner des prérogatives nouvelles. Ces attributions ont certainement leur importance ; vous allez en juger.

La première est un droit de veto appliqué à toutes les dépenses du Gouvernement égyptien excédant les crédits inscrits au budget, et ce n'est pas là assurément une attribution sans valeur.

La seconde, messieurs, est assurément plus importante encore ; c'est le droit, pour la commission, de collaborer à l'établissement du budget. Ce sera sans doute un pouvoir consultatif ; il n'y en a jamais eu d'autre en Égypte ; jamais le contrôle, soit celui de 1876, soit celui de 1879, n'a été autre chose qu'un contrôle consultatif. Mais du



moins il est formellement stipulé que les budgets de chaque année seront soumis, en temps utile, à la commission de la dette, qu'elle les examinera, qu'elle pourra présenter des observations ; elle ne pourra, sans doute, y faire droit elle-même, puisqu'elle n'est, je le répète, qu'une commission consultative, mais elle sera saisie des budgets ; elle les étudiera, ce qui lui donnera, je crois, sur les finances égyptiennes, une action sérieuse et salutaire. Enfin, après le départ des troupes anglaises, la commission jouira du pouvoir le plus étendu d'inspection sur toutes les finances égyptiennes.

De sorte que, si vous comparez l'institution nouvelle à l'ancien contrôle qu'il a bien fallu abandonner, vous reconnaîtrez que la nouvelle commission de la dette, avec ses pouvoirs étendus, possèdera à peu près toutes les attributions de l'ancien contrôle, moins le droit d'assister au conseil des ministres.

Le budget de 1885 sera établi par la conférence que le Gouvernement britannique vient de convoquer, et sur ce budget s'appliquera cette partie du contrôle dont je parlais tout à l'heure, qui consiste à mettre les dépenses en rapport avec les crédits votés, à opposer le veto aux dépenses qui dépasseraient les crédits ; mais dès 1886 le budget de l'Égypte sera établi et préparé avec la collaboration de la commission de la dette. Ces différentes dispositions sont fort bien résumées en termes convenus entre les parties contractantes dans une dépêche de M. Waddington du 17 juin dernier. Voici les clauses qui constituent l'arrangement financier :

« 1° Une fois le budget annuel fixé, la commission de la dette joindra à ses attributions actuelles le droit d'opposer son veto à toute dépense entraînant une augmentation du budget, sauf pour le cas de force majeure constituant un danger pour la paix et l'ordre. Ce droit s'exercera pour la première fois sur le budget de l'année 1885, que le Gouvernement anglais se propose de présenter à la conférence et qui sera, en quelque sorte, le budget normal de l'Égypte ;

« 2° Pour la préparation du budget de 1886 et des années suivantes, la commission de la dette aura voix consultative. Chaque année, le projet de budget lui sera communiqué en temps utile ; elle fera ses observations, mais sans pouvoir le modifier de sa propre autorité ;

« 3° Après le départ des troupes anglaises, la commission de la dette aura le pouvoir d'inspection financière, de façon à pouvoir assurer la perception régulière et intégrale des revenus. »

Enfin : « 4° Le président de la commission de la dette sera un Anglais. »

Messieurs, la conférence dont nous venons de poser les préliminaires a plusieurs sortes d'adversaires. Elle a d'abord contre elle, et tout naturellement, les créanciers de l'Égypte, qui ne peuvent



voir sans inquiétude se réunir à Londres une conférence dans laquelle on doit examiner s'il y a des sacrifices à leur demander. Il y a ensuite, messieurs, contre la conférence, tous les partisans du protectorat anglais, de l'annexion, sous une forme plus ou moins déguisée, de l'Égypte, qui forment en Angleterre un parti puissant ; et puis il y a tous ceux qui n'aiment pas l'entente entre la France et l'Angleterre.

Messieurs, cela fait beaucoup d'adversaires, des adversaires puissants, ayant sur le public une grande influence. En effet, ils ont, des deux côtés du détroit et notamment au delà de la Manche, vivement remué l'opinion.

Et nous avons, à cette heure, cet étrange spectacle qu'en Angleterre le sort du cabinet est mis en péril parce qu'on lui reproche d'avoir trop cédé à la France, et qu'ici le cabinet français est vivement et violemment attaqué pour avoir, dit-on, tout abandonné à l'Angleterre.

Qu'est-ce que cela prouve, messieurs ? Cela prouve qu'il n'y a, dans cette affaire, d'abandon ou de défaillance ni d'un côté ni de l'autre, qu'il n'y a qu'un arrangement qui, comme tous les arrangements de ce monde, est fait de concessions réciproques.

On critiquera notre modération, je m'y attends bien, mais croyez que cette modération-là ne nous affaiblira ni devant la conférence ni devant l'Europe.

---

## GRANDE-BRETAGNE — PAYS-BAS

### Affaire du Nisero.

NOTE ADRESSÉE A LORD GRANVILLE PAR LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DES PAYS-BAS A LONDRES (1).

19 mai 1884.

Mon cher comte Granville,

C'est avec un vif regret que mon Gouvernement a appris par votre communication officieuse du 29 avril dernier que je m'étais empressé de lui transmettre, que l'un des naufragés du *Nisero*, détenus par le rajah de Tenom, serait décédé et qu'il y aurait lieu d'attribuer la maladie de trois autres de ces malheureux à une nourriture insuffisante. Quoique cette communication ne soit pas encore confirmée par les rapports du Gouverneur général des Indes néerlandaises, mon Gouvernement admet volontiers que la chose pourrait n'être que trop vraie, et il s'est empressé

(1) *Further Correspondence respecting the Wreck of the « Nisero », n° 4.*



de transmettre par le télégraphe à qui de droit des instructions dans le sens demandé par Votre Excellence. Les autorités que la chose concerne ont du reste d'ancienne date les instructions les plus positives pour venir, autant qu'elles seront dans l'occasion de le faire, en aide aux victimes de l'acte de brigandage du rajah de Tenom.

Le Gouvernement du Roi, revenant sur le vrai motif qui a poussé le rajah à cet acte et sur les évolutions qu'il fait pour en exploiter les conséquences, ne saurait admettre, cher comte, l'impression qui, d'après votre communication, est celle du Gouvernement de la Reine.

Votre lettre n'admet pas que le non paiement de la somme qu'un négociant chinois de Penang devait au rajah de Tenom a motivé la détention de l'équipage du *Nisero*. Évidemment votre lettre suppose du reste, comme chose incontestable, que la perte du *Nisero* doit être attribuée à un sinistre inévitable, ce que le Gouvernement du Roi ne croit pas en dehors de toute discussion, d'après les données qu'a supputées le cours des informations. Mais quoi qu'il en soit de cette dernière supposition, il est dûment avéré que l'arrestation criminelle de l'équipage en question et la détention de la très grande partie des hommes de cet équipage ne peuvent être attribuées qu'au non paiement de la dette du négociant chinois de Penang, le rajah de Tenom ayant énoncé lui-même ce motif dans les premières lettres qu'il a adressées à ce sujet aux autorités néerlandaises et ayant borné ses premières exigences pour la mise en liberté des prisonniers au paiement susdit. Le rapport du Gouverneur d'Atjeh du 28 novembre dernier ne laisse pas subsister le moindre doute à cet égard.

« La première lettre (ainsi s'exprime textuellement ce rapport) était une réponse aux lettres du résident assistant. Toekoe Imam Moeda communiquait par ce message qu'il était disposé à délivrer l'équipage prisonnier, soit à Rigas, soit à un autre endroit à désigner par le résident assistant, pourvu qu'un certain Tem Po, un Chinois de Penang, vînt préalablement payer en personne le poivre du district de Panga, acheté et emporté par lui, mais non pas soldé. Cette lettre du rajah ne mentionnait aucune autre condition, mais donnait l'assurance que Toekoe Imam Moeda n'avait pas oublié ce qu'il avait juré auparavant à Kotta-Radja. »



Dans son rapport précité, le Gouverneur d'Atjeh déduisait de ceci la très correcte conséquence que Toekoe Imam Moeda, prétendant avoir à se plaindre des procédés d'un sujet anglais, résidant à Singapore, en détenait d'autres dans le but d'obtenir qu'il fût satisfait à ses prétentions. Et ce n'est qu'après les agissements des autorités de Singapore, très naturels dans un ordre d'idées humanitaires, que le rajah a jugé opportun d'attribuer ces actes criminels aux considérations que Votre Excellence a bien voulu m'exposer dans sa lettre officieuse du 29 avril.

C'est cette immixtion qui donna dans l'esprit du rajah naissance à l'espoir qu'il y aurait moyen de susciter un conflit entre l'Angleterre et les Pays-Bas et qu'il pourrait en faire son profit. A ces fins il était tout naturel que dans ses communications avec les autorités anglaises, il en vînt à motiver la détention des hommes du *Nisero* par ses prétendus griefs contre le Gouvernement des Indes néerlandaises.

Mon Gouvernement demande au Gouverneur d'Atjeh la lettre susdite du rajah de Tenom pour l'avoir à sa disposition.

Votre Excellence voudra bien se rappeler que dès les premières diligences que les autorités de Singapore ont cru devoir faire dans l'intérêt des prisonniers du rajah — diligences qui malheureusement ont abouti à l'envers de leur but — je vous ai signalé, mon cher comte Granville, les appréhensions de mon Gouvernement, qui malheureusement ont été justifiées par les événements, et nous en sommes à voir le rajah nourrissant l'espoir de voir éclater d'un jour à l'autre un conflit entre l'Angleterre et les Pays-Bas, renchérir sur ses propres exigences, à tel point que les envoyés des autorités de Singapore elles-mêmes les ont hautement qualifiées d'insensées et d'inadmissibles.

De ce qui précède il résulte en toute évidence qu'une immixtion anglaise plus accentuée que celle dont de part et d'autre nous devons regretter les conséquences, fût-elle admissible, serait une mauvaise politique dont les effets désastreux pourraient se faire sentir en dehors même de la colonie dont il s'agit spécialement dans le cas présent, et partout où les puissances coloniales ont à craindre des actes de brigandage et de piraterie. Tout d'abord cette immixtion plus accentuée serait des plus nuisibles à l'Angleterre elle-même dans ses rapports avec Atjeh. Elle établirait pour les rajahs atchénois qu'il suffirait à l'avenir de saisir



quelques sujets anglais et de les détenir ensuite pour viser au résultat de quelque intrigue, et augmenterait, dans une proportion inquiétante, pour les trafiquants anglais dans ces parages, le danger d'être détenus à tout propos. Ce ne seraient du reste pas les intérêts anglais seuls qui pâtiraient de cet état de choses, mais encore les intérêts de toutes les nations civilisées dans les rapports commerciaux de celles-ci avec des tribus méchantes ou peu civilisées ; car un acte de piraterie ou de brigandage, suivi d'un appel à la médiation de quelque État intéressé d'une manière ou d'autre dans la chose, pourrait devenir une bonne aubaine pour les chefs de semblable tribu.

Loin donc d'amener « *restoration of peace and reestablishment of trade* », le but visé par Votre Excellence, une médiation anglaise, quand bien même elle pourrait être acceptée, entraînerait infailliblement pour les sujets de toutes les nations civilisées, et plus spécialement pour les sujets de Sa Majesté Britannique, la nécessité de compliquer par des mesures de précaution incessantes tout commerce avec les territoires et dépendances de l'ancien sultanat d'Atjeh.

Je vous avoue, cher comte Granville, que je me rends assez mal compte, dans un autre ordre d'idées, comment le Gouvernement de Sa Majesté la Reine souffrirait qu'un coupable rajah eût pu amener l'Angleterre à une médiation qu'au début elle avait jugée non admissible et qui serait une intervention médiatrice d'un Gouvernement civilisé autant que puissant dans un différend entre une puissance amie et un vassal rebelle qui a violé le droit des gens et commis un acte de brigandage et de piraterie.

Le Gouvernement du Roi ne pourrait au reste accepter l'offre d'une médiation que le Gouvernement de la Reine lui ferait en vue de favoriser le dénouement des difficultés surgies entre l'administration d'Atjeh et le rajah de Tenom et de contribuer à la pacification d'une partie de la colonie.

Considérant la tournure que la présente affaire a prise, et en appelant à sa longue et multiple expérience des hommes et des choses dans les pays d'Atjeh, mon Gouvernement est dûment convaincu que, pour obtenir quelque chose des chefs atjehnois, il doit leur imposer sa supériorité et son autorité.

Aussi, dans l'occurrence, lorsque les efforts pour obtenir la délivrance des prisonniers par voie pacifique avaient échoué, nous



avons tâché d'y parvenir par une expédition militaire. Celle-ci, quoique ayant parfaitement réussi comme fait militaire, n'a pas atteint son but spécial, et une nouvelle expédition armée, aussi nombreuse, formidable et bien équipée qu'elle pourrait être, ne l'atteindrait pas davantage. Le rajah se bornerait à faire conduire ses prisonniers plus avant dans l'intérieur des terres, où ils se trouveraient complètement en dehors de la sphère d'action d'une force expéditionnaire.

L'on essaye actuellement de réduire le rajah récalcitrant par un blocus très sévère de Tenom et de la côte limitrophe, et je serai appelé sous peu à communiquer au Gouvernement anglais l'application de mesures énergiques et efficaces en voie de préparation. Ces mesures gênent sans aucun doute pendant un certain temps le libre mouvement du commerce, mais cette gêne n'atteint pas moins les intérêts du commerce néerlandais que ceux de tout autre commerce.

Il ne dépend enfin que du rajah de Tenom de faire acte de loyauté vis-à-vis de mon Gouvernement, auquel il se reconnaît lié par son serment de Kotta Radja, et de mettre en liberté les prisonniers qu'il détient en violation du droit des gens pour appuyer auprès du Gouvernement d'Atjeh son dire qu'il a été calomnié par ses ennemis.

Mais avant de terminer cet'exposé, il est de mon devoir, mon cher comte Granville, de réitérer encore une fois à Votre Excellence que, d'après la conviction intime de mon Gouvernement, rien ne saurait nuire davantage aux intérêts des malheureux naufragés que l'activité déployée par une puissance étrangère pour leur délivrance. Cette activité, en pénétrant le rajah du grand prix que l'on attache à la libération des hommes en son pouvoir, doit nécessairement l'encourager à ne rien rabattre d'exigences jugées de toute part inacceptables.

Le Gouvernement du Roi ne demande certes pas mieux que de favoriser de toute manière l'approvisionnement des prisonniers du rajah; mais, s'inspirant des observations que je viens de développer, il croit que cet approvisionnement, en vue du but à atteindre, se fait le mieux par lui directement ou par son entremise.

Dans cet ordre d'idées et en premier lieu pour obliger le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, il a, comme j'avais déjà l'hon



neur de le mentionner au début de cette lettre, invité le gouverneur-général des Indes néerlandaises par voie télégraphique à seconder autant que possible les efforts des autorités anglaises tendant à pourvoir les naufragés du *Nisero* des vivres et subsistances dont ils ont besoin, en énonçant en même temps l'avis que ce ravitaillement devrait de préférence s'exécuter au moyen d'un navire néerlandais.

Persuadé, que les considérations qui précèdent prouveront à Votre Excellence que le Gouvernement néerlandais a abordé et discuté une offre éventuelle de médiation du Gouvernement anglais dans le même esprit amical qui en avait déterminé la proposition, je saisis encore cette occasion pour transmettre les remerciements du Gouvernement néerlandais pour la conduite toute courtoise et amicale des officiers et employés anglais qui ont pris part aux missions à Tenom.

Veuillez... etc.

Comte DE BYLANDT.

#### Le comte Granville au comte de Bylandt (1).

Foreign Office, 31 mai 1884.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 9 courant, par laquelle vous m'informez que votre Gouvernement décline la proposition amicale de médiation dans les affaires d'Atchin que renfermait ma communication à vous faite le 29 dernier.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu cette nouvelle avec un grand regret, et il ne lui est pas possible d'apprécier les raisons données pour repousser une offre qui avait été calculée en vue de terminer d'une manière honorable et amicale les hostilités depuis si longtemps pendantes dans ce pays, ainsi que les difficultés qui en sont résultées et qui ont eu pour couronnement le déplorable incident du *Nisero*.

Les faits de cette affaire sont mis en toute clarté par les rapports des officiers britanniques qui ont pris part à la récente mission de Tenom.

Ces rapports et autres documents sur ce sujet viennent d'être déposés devant le Parlement, et, conformément à la promesse

(1) *Further Correspondence; Netherlands, N° 2 (1884). C. — 4041; « Blue book » présenté au Parlement anglais, N° 10.*



que contenait ma précédente communication, j'ai l'honneur de vous en envoyer copie.

La simple inspection du *Livre bleu* doit montrer à tout lecteur impartial qu'il n'y a nul fondement à la conjecture exprimée dans votre réponse que le naufrage du *Nisero* ne devait pas être attribué à un accident, mais à quelque dessein criminel; et les documents montrent très pertinemment que le motif du rajah de Tenom pour détenir l'équipage n'était pas d'obtenir paiement d'une dette de Khoo-Tien-Poh, le négociant de Penang, avec lequel il avait toujours été en d'excellents termes, mais bien l'espoir d'arriver, grâce aux bons offices du Gouvernement de Sa Majesté, à être relevé de l'interdiction de ses ports au commerce par les autorités hollandaises.

En particulier je vous renverrai, Monsieur le ministre, au rapport très concluant de M. Maxwell, à la page 86 des *Documents parlementaires* (1), qui donne un récit clair, concis et, je le crois, exact de toute cette affaire.

La détention de l'équipage du *Nisero* n'a pas seulement causé ici la plus pénible anxiété, mais sa captivité prolongée produit une agitation croissante que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut qu'envisager très sérieusement, comme produite en vue d'altérer les relations amicales des deux pays. Le sentiment public, et non sans raison, est que la souveraineté réclamée par le Gouvernement néerlandais sur le territoire où ces sujets britanniques sont détenus entraîne avec soi des obligations aussi bien que des droits, et parmi elles l'obligation pour lui de ne pas permettre l'emprisonnement de personnes innocentes, sujettes d'une Puissance amie. Malheureusement, tous les efforts du Gouvernement néerlandais pour remplir cette obligation, depuis la date de l'événement, en novembre dernier, sont demeurés entièrement infructueux.

Bien plus, les mesures qu'il prend actuellement ne peuvent pas être données comme offrant une perspective sérieuse d'obtenir à une date prochaine le résultat désiré; et d'autre part le Gouvernement de Sa Majesté a de solides raisons de croire que son amicale intervention serait probablement couronnée de succès.

Dans ces conditions, le Gouvernement de Sa Majesté estime qu'il a le droit d'insister auprès du Gouvernement néerlandais

(1) V. *Netherlands* (1. 1884). C.



pour faire accepter sa médiation, et il croit que si l'on convenait d'abandonner les restrictions commerciales imposées aux ports atchinois, la mise en liberté des captifs pourrait être obtenue.

Le Gouvernement de Sa Majesté a eu le plaisir de s'entretenir avec sir Frederick Weld, gouverneur des « *Straits Settlements* » qui est arrivé récemment de cette colonie en Angleterre, et il confirme complètement les indications des autres agents britanniques quant au caractère de la guerre qui désole l'Atchin depuis tantôt treize ans, et quant au peu d'espoir d'arriver à la paix si les autorités néerlandaises ne sont pas préparées à abandonner les restrictions qu'elles ont mises à la liberté des communications commerciales en confinant le commerce général à certains ports déterminés, et en exigeant du cabotage qu'il ne se fit plus que par des vaisseaux de faible tonnage.

Cette politique, M. le ministre, s'éloigne de l'esprit du traité de 1824 (1) entre la Grande Bretagne et les Pays-Bas, et des notes qui y sont jointes, si même ce n'est pas une violation d'une des clauses les plus importantes de ce traité, en considération duquel la Grande-Bretagne avait consenti à se désister des droits et avantages qu'elle possédait en vertu du traité avec l'Atchin du 22 avril 1819: La stipulation à laquelle je fais allusion est contenue dans l'article IV, aux termes de laquelle le Gouvernement des Pays-Bas s'est engagé à respecter la liberté du commerce, et « à n'empêcher en rien la libre communication des indigènes de l'Archipel de l'Est avec les ports des deux Gouvernements respectivement, ou des sujets des deux Gouvernements avec les ports appartenant aux Puissances indigènes. »

L'objection mise en avant, autant que je sais, par les autorités néerlandaises à l'exécution de cet engagement en Atchin, est la crainte de voir des armes et des machines introduites dans le pays par contrebande. Mais cette objection ne peut être une réponse aux plaintes des négociants britanniques. Bien plus, je ferai observer que des précautions suffisantes pourraient être prises pour parer au danger redouté, et que les autorités des possessions britanniques dans ces régions ont jusqu'ici, en vue de l'éviter, prêté aux autorités néerlandaises leur coopération de la

(1) *Traité entre Sa Majesté Britannique et le roi des Pays-Bas relatif au territoire et au commerce dans les Indes-Orientales, signé à Londres le 17 mars 1824.*



manière la plus amicale, en interdisant l'exportation des munitions de guerre, nonobstant le grand tort que leur causaient ces mesures restrictives et les plaintes qu'elles soulevaient.

Dans la note anglaise jointe au traité de 1824, les plénipotentiaires britanniques, après avoir remarqué que le traité était, à certains égards, incompatible avec le traité précédent de 1819, entre la Grande-Bretagne et le roi d'Atchin (qu'il s'agissait de modifier), exprimaient leur confiance « qu'aucune mesure hostile au roi d'Atchin ne serait adoptée », et quand le Gouvernement de Sa Majesté, par le traité de 1871 (1) retira son objection à « l'extension de la puissance néerlandaise dans une partie quelconque de l'île de Sumatra », il ne prévoyait guère que le résultat serait la guerre éclatant entre le Gouvernement néerlandais et les Atchinois et ne cessant pas jusqu'à aujourd'hui.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas entrer dans les causes de ces hostilités ni discuter le droit strict du Gouvernement des Pays-Bas à faire la guerre au chef de l'Atchin; mais envisageant les dispositions et le but des traités sus-mentionnés, la captivité prolongée des sujets britanniques à Tenom, et le détriment causé aux intérêts britanniques par l'état actuel des affaires d'Atchin, il considère qu'il est pleinement autorisé à formuler l'expression des sentiments que ces événements ont déterminés dans le pays, et à offrir sa médiation pour le rétablissement de la paix et celui du commerce sur la base d'une liberté commerciale mieux en rapport avec l'esprit et l'intention du règlement général effectué par le traité de 1824.

Dans la conclusion de son rapport, M. Maxwell observe que les difficultés entre le chef de Tenom et les autorités néerlandaises, et la détention de l'équipage du *Nisero* ne sont que des incidents d'une lutte dans laquelle tout le Nord de Sumatra est engagé depuis des années, et qu'il serait parfaitement possible pour le Gouvernement britannique d'ouvrir des négociations avec le sultan titulaire d'Atchin et ses conseillers à Kemala, et avec les chefs militaires dans les autres parties d'Atchin, en vue de fixer les termes d'un arrangement pacifique.

Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à envoyer une mission

(1) *Convention entre Sa Majesté et le roi des Pays-Bas pour le règlement de leurs mutuelles relations dans l'île de Sumatra, signée à La Haye le 2 novembre 1871.*



à Kemala avec cet objectif, si le Gouvernement des Pays-Bas veut entreprendre de rétablir la liberté du commerce, qui, de toute façon, assurerait, dans l'opinion des agents britanniques, la libération de l'équipage du *Nisero*.

Je vous prie, M. le ministre, d'avoir la bonté de soumettre les précédentes observations à votre Gouvernement, et de lui transmettre le sérieux espoir du Gouvernement de Sa Majesté qu'il verra jour à répondre aux propositions ici réitérées en vue d'une solution pacifique et honorable de ses différends avec les Atchinois, et de la cessation des conséquences injustes qui en sont résultées pour ce pays.

J'ai, etc.

Signé : GRANVILLE.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

**LOI tendant à la répression des infractions à la convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales.**

**(15 janvier 1884.)**

Art. 1<sup>er</sup>. Les infractions à la convention internationale du 6 mai 1882 (1), ayant pour objet de régler la police de la pêche dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un bateau de pêche français, seront jugées par le tribunal correctionnel soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache auquel appartiendra le bateau du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de France dans lequel sera conduit le bateau.

Art. 2. Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit de la partie civile.

Elles pourront être aussi intentées à la diligence des officiers du commissariat chargés de l'inscription maritime. Ces officiers, en cas de poursuites par eux faites, auront le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et d'être entendus à l'appui de leurs conclusions.

Art. 3. Les poursuites seront intentées dans les trois mois qui suivront le jour où la contravention aura été constatée.

A défaut de poursuites intentées dans ce délai, l'action publique et les actions privées relatives aux contestations entre pêcheurs seront prescrites.

Art. 4. Les procès-verbaux dressés, soit par les commandants des bâtiments croiseurs français, soit par les commandants des bâtiments croiseurs des nations qui ont signé la convention internationale du 6 mai 1882, ou qui y adhéreront, ne seront point soumis à l'affirmation et feront foi jusqu'à inscription de faux.

(1) V. plus haut, p. 129.



A défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 5. Les citations, actes de procédure et jugements sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les citations et significations seront faites et remises, sans frais, par les soins soit des agents diplomatiques ou consulaires, soit des commissaires de l'inscription maritime ou de leurs subordonnés.

Les jugements seront signifiés par simple extrait contenant le nom des parties et le dispositif du jugement.

Cette signification fera courir les délais d'opposition, d'appel et de pourvoi en cassation.

Art. 6. En cas de recours en cassation, l'amende à consigner est réduite à moitié du taux fixé par l'article 419 du Code d'instruction criminelle.

Art. 7. Les percepteurs des contributions directes sont chargés du recouvrement des condamnations pécuniaires prononcées pour contravention à la présente loi.

Art. 8. Sera puni d'une amende de 25 à 125 francs ou d'un emprisonnement de trois à vingt jours :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire les filets;

2° Quiconque aura fait usage de ces mêmes instruments ou engins.

Art. 9. La peine sera double lorsque l'embarquement ou l'usage des instruments ou engins prohibés auront eu lieu pendant la nuit.

Art. 10. La recherche des instruments ou engins prohibés pourra être faite à domicile, chez les marchands et fabricants, ainsi qu'à bord des bateaux de pêche.

Art. 11. Les instruments ou engins prohibés seront saisis; le jugement en ordonnera la destruction.

Art. 12. Sera puni d'un emprisonnement de deux à dix jours et d'une amende de 5 à 100 francs :

1° Quiconque aura résisté aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs chargés de la police de la pêche ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres;

La pénalité sera la même, qu'il s'agisse d'un croiseur français, d'un bâtiment de guerre ou d'un navire commandé par un capi-



taine commissionné appartenant à l'une des nations qui auront signé la convention du 6 mai 1882 ou qui y adhéreront;

2° Tout patron de bateau de pêche qui ne sera pas porteur d'une pièce officielle, dressée par les autorités compétentes, lui permettant de justifier de la nationalité de son bateau;

3° Quiconque aura dissimulé, par un moyen quelconque, la nationalité du bateau.

Art. 13. Seront punis d'une amende de 2 à 50 francs ou d'un emprisonnement d'un à cinq jours ceux qui contreviendront aux mesures d'ordre et de précaution prescrites par la convention internationale du 6 mai 1882, et notamment en ce qui concerne :

Les lettres initiales et numéros des bateaux de pêche;

Le nom de chaque bateau, l'indication de son port d'attache;

Le placement et la dimension des lettres et des numéros sur les bateaux et les voiles;

L'interdiction de mettre à l'extérieur des bateaux d'autres lettres ou numéros que ceux adoptés par les autorités compétentes;

La défense d'effacer ou de cacher les noms, lettres et numéros;

Les marques à porter sur les principaux engins de pêche;

La défense de mouiller dans les parages où se pratique la pêche dérivante;

Le placement des pêcheurs arrivant sur les lieux de pêche;

Le jet des filets par les bateaux pontés et les bateaux non pontés;

La défense de mouiller des filets dans les parages où se pratique la pêche dérivante;

L'interdiction aux pêcheurs d'amarrer leurs bateaux sur des bouées ou des engins de pêche qui ne leur appartiennent pas;

Les dommages causés par les pêcheurs au chalut, à défaut par eux d'avoir pris des mesures propres à les empêcher lorsqu'ils se trouvent en vue de pêcheurs aux filets dérivants ou à la ligne de fond;

Les filets qui se mêlent;

Les lignes mêlées;

La défense aux pêcheurs de couper, de crocher ou de soulever des filets, cordes et engins qui ne leur appartiennent pas.

Art. 14. Le jugement devra indiquer, conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1867, la durée pendant laquelle la



contrainte par corps pourra être exercée pour le recouvrement des condamnations.

Art. 15. En cas de conviction de plusieurs infractions à la présente loi, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention pourront être cumulées, s'il y a lieu, sans préjudice des peines de la récidive.

Art. 16. En cas de récidive, le contrevenant sera condamné au maximum de la peine de l'amende ou de l'emprisonnement; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive lorsque, dans les deux ans précédents, il a été rendu contre le contrevenant un jugement pour contravention aux prescriptions de la convention du 6 mai 1882.

Art. 17. Toutes les fois que des pêcheurs se seront livrés en mer à des voies de fait contre d'autres pêcheurs ou leur auront occasionné avec intention des dommages ou des pertes, le tribunal pourra condamner les délinquants à un emprisonnement dont la durée n'excèdera pas vingt jours, ou à une amende dont le montant ne dépassera pas 125 francs. S'il y a eu, en même temps, contravention aux prescriptions de la convention du 6 mai 1882, l'emprisonnement ou l'amende porté ci-dessus pourra être infligé en sus de la peine à laquelle aura donné lieu ladite contravention.

Art. 18. Le tribunal correctionnel saisi de la connaissance du délit connaîtra en même temps de toute demande en dommages-intérêts à laquelle le délit pourra donner lieu.

Art. 19. Toutes les actions civiles en dommages-intérêts, pour contraventions à la convention du 6 mai 1882, qui ne seraient pas poursuivies en vertu de l'article 2 de la présente loi, ou pour faits relatifs à la pêche, entre pêcheurs français ou entre pêcheurs français et étrangers, seront portées, quel qu'en soit le montant, devant le juge de paix du domicile du Français défendeur.

Art. 20. Pourront être déclarés responsables des amendes prononcées pour contraventions prévues par la présente loi, les armateurs des bateaux de pêche, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits des patrons et équipages de ces bateaux.

Ils seront, dans tous les cas, responsables des condamnations civiles.

Seront également responsables, tant des amendes que des con-



damnations civiles, les pères ou mères veuves des marins embarqués, à raison des faits de leurs enfants mineurs.

Cette responsabilité sera réglée conformément au dernier paragraphe de l'article 1384 du Code civil.

Art. 21. Le produit des amendes et celui de la vente des instruments ou engins confisqués, détruits ou non, sera attribué intégralement à la caisse des invalides de la marine.

Art. 22. Tout individu à bord d'un bateau de pêche français qui, dans l'étendue de la mer du Nord, se sera rendu coupable, contre un Français ou contre un étranger appartenant à l'une des nations qui ont signé la convention du 6 mai 1832 ou qui y adhéreront, d'un fait qualifié crime par la loi française, sera jugé dans les formes ordinaires par la cour d'assises du département où est situé le port d'attache du bateau.

Art. 23. L'article 463 du Code pénal sera applicable aux délits et contraventions prévus par la présente loi.

Art. 24. La mise en vigueur de la présente loi sera provisoirement suspendue jusqu'au moment où les autres puissances signataires de la convention du 6 mai 1882 auront édicté les pénalités prévues à l'article 35 de cette convention.

---

## SUISSE

### **Loi fédérale concernant la propriété littéraire et artistique, 23 avril 1883 (1).**

Art. 1<sup>er</sup>. La propriété littéraire et artistique consiste dans le droit exclusif de reproduction ou d'exécution des œuvres de littérature et d'art.

Ce droit appartient à l'auteur ou à ses ayants cause.

L'écrivain ou l'artiste qui travaille pour le compte d'un autre écrivain ou artiste est censé avoir cédé à celui-ci son droit d'auteur, à moins de convention contraire.

La propriété littéraire comprend le droit de traduction.

Art. 2. Le droit de propriété littéraire ou artistique dure pendant la vie de l'auteur et pendant trente années à partir du jour de son décès.

S'il s'agit d'une œuvre posthume ou d'une œuvre publiée par

(1) Cette loi est exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1884.



la Confédération, par un Canton, par une personne juridique ou par une société, le droit est fixé à trente années à partir du jour de la publication.

L'auteur ou son ayant cause ne peut prétendre au droit exclusif de traduction que s'il en fait usage dans les cinq ans à dater de l'apparition de l'œuvre dans la langue originale.

Les traductions jouissent, au même titre que les œuvres originales, de la protection accordée par la présente loi contre la contrefaçon.

Art. 3. Les œuvres posthumes et celles mentionnées à l'article 2, 2<sup>e</sup> alinéa, doivent être inscrites, dans les trois mois qui suivent leur publication, au département fédéral du commerce, qui tient à cet effet un registre en double.

Pour les autres œuvres, les auteurs n'ont aucune formalité à remplir, afin d'assurer leur droit ; ils peuvent toutefois, à leur convenance, les faire inscrire dans le registre susmentionné.

Le taux de l'émolument à payer pour l'inscription ne dépassera pas 2 francs par œuvre.

Le conseil fédéral édictera les prescriptions nécessaires pour l'exécution des dispositions contenues au présent article.

Art. 4. Le Code fédéral des obligations règle les questions de droit relatives aux conventions entre auteurs et éditeurs d'œuvres littéraires ou artistiques.

Art. 5. A moins de stipulations contraires, l'acquéreur d'une œuvre appartenant aux beaux-arts n'a pas le droit de la faire reproduire avant l'expiration du terme prévu à l'article 2, 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> alinéa.

Toutefois, le droit de reproduction est aliéné avec l'œuvre d'art lorsqu'il s'agit de portrait ou de buste-portrait commandé.

L'auteur d'une œuvre d'art ou ses ayants cause ne peuvent, pour exercer leur droit de reproduction, troubler dans sa possession le propriétaire de l'œuvre.

Art. 6. A moins de stipulations contraires, l'acquéreur de plans architecturaux a le droit de les faire exécuter.

Art. 7. L'aliénation du droit de publication des œuvres dramatiques, musicales ou dramatico-musicales, n'entraîne pas par elle-même aliénation du droit d'exécution, et réciproquement.

L'auteur d'une œuvre de ce genre peut faire dépendre la représentation ou exécution publique de cette œuvre de con-



ditions spéciales, qui, cas échéant, doivent être publiées en tête de l'œuvre.

Toutefois, le tantième ne doit pas excéder 2 0/0 du produit brut de la représentation ou exécution.

Lorsque le paiement du tantième est assuré, la représentation ou exécution d'une œuvre déjà publiée ne peut être refusée.

Art. 8. Les dispositions de la présente loi sont applicables aux dessins géographiques, topographiques, d'histoire naturelle, architecturaux, techniques et autres analogues.

Art. 9. Les œuvres photographiques et autres œuvres analogues sont au bénéfice des dispositions de la présente loi, sous les conditions suivantes.

- a. L'œuvre doit être enregistrée conformément à l'article 3, 1<sup>er</sup> alinéa.
- b. La durée du droit de reproduction est fixée à cinq années, à partir du jour de l'inscription. S'il s'agit de la reproduction d'une œuvre artistique non tombée dans le domaine public, cette durée sera celle résultant du contrat entre le photographe et l'artiste. En l'absence de stipulation sur ce point, la durée reste fixée à cinq années, à l'expiration desquelles l'auteur de l'œuvre d'art ou ses ayants cause rentre dans tous les droits qui leur sont garantis par l'article 2.
- c. Lorsque l'œuvre a été exécutée sur commande, le photographe, à moins de stipulations contraires, n'a pas le droit de reproduction.

Le fait de prendre directement de l'original une photographie d'un objet déjà photographié précédemment ne constitue pas une contrefaçon.

Art. 10. Les dispositions de la présente loi sont applicables à toutes les œuvres dont les auteurs sont domiciliés en Suisse, quel que soit le lieu de l'apparition ou de la publication de l'œuvre. Elles sont également applicables aux œuvres parues ou publiées en Suisse, dont les auteurs sont domiciliés à l'étranger.

L'auteur d'une œuvre parue ou publiée à l'étranger, et qui, lui-même, n'est pas domicilié en Suisse, jouit des mêmes droits que l'auteur d'une œuvre parue en Suisse, si ce dernier est traité, dans le pays étranger, sur le même pied que l'auteur d'une œuvre parue dans ledit pays.



Art. 11. Ne constituent pas une violation du droit d'auteur :

*A) Quant aux œuvres littéraires :*

- 1° la reproduction d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages littéraires ou scientifiques, dans des critiques; des ouvrages traitant de l'histoire de la littérature, ou dans des recueils destinés à l'enseignement scolaire, à condition que les sources utilisées soient indiquées ;
- 2° la reproduction des lois, des décisions ou délibérations des autorités et des comptes-rendus publics d'une administration ;
- 3° la publication de comptes-rendus de réunions publiques ;
- 4° la reproduction, avec indication de la source, d'articles extraits de journaux ou recueils périodiques, à moins que l'auteur n'ait formellement déclaré, dans le journal ou recueil même, que la reproduction en est interdite ; cette interdiction ne pourra toutefois atteindre les articles de discussion politique qui ont paru dans les feuilles publiques ;
- 5° la reproduction des nouvelles du jour, lors même que la source ne serait pas indiquée ;

*B) Quant aux beaux-arts :*

- 6° la reproduction fragmentaire d'une œuvre appartenant aux arts du dessin, dans un ouvrage destiné à l'enseignement scolaire ;
- 7° la reproduction d'objets d'art qui se trouvent à demeure dans des rues ou sur des places publiques, pourvu que cette reproduction n'ait pas lieu dans la forme artistique de l'original ;
- 8° la reproduction ou l'exécution de plans et dessins d'édifices ou de parties d'édifices déjà construits, pour autant que ces édifices n'ont pas un caractère artistique spécial ;

*C) Quant aux œuvres dramatiques et musicales :*

- 9° l'insertion, dans un recueil spécialement destiné à l'école ou à l'église, de petites compositions musicales déjà publiées, avec ou sans le texte original, pourvu que la source soit indiquée ;
- 10° l'exécution ou la représentation d'œuvres dramatiques, musicales ou dramatico-musicales, organisée sans but de lucre, lors même qu'un droit d'entrée serait perçu pour couvrir les frais ou pour être affecté à une œuvre de bienfaisance ;



11° la reproduction de compositions musicales par les boîtes à musique et autres instruments analogues.

Art. 12. Toute personne qui, sciemment ou par faute grave, s'est rendue coupable de la reproduction ou de la représentation ou exécution illicite d'œuvres littéraires ou artistiques, ou de l'importation ou de la vente d'œuvres reproduites ou contrefaites, doit en dédommager l'auteur ou son ayant cause sur la réclamation de ces derniers.

Le juge déterminera suivant son libre arbitre le montant des dommages et intérêts.

Toute personne qui opère, sans faute grave de sa part, une reproduction interdite, qui répand un ouvrage reproduit ou une contrefaçon, ou qui en organise une exécution illicite, ne pourra être actionnée que pour lui faire interdire les actes qui troublent la possession de l'ayant droit et, s'il y a dommage, pour obtenir d'elle le remboursement de l'enrichissement sans cause permise (art. 73. O.).

Art. 13. Toute personne qui, sciemment ou par faute grave, viole le droit d'auteur, peut en outre être condamnée, sur la plainte de la partie lésée et suivant la gravité de la contravention, à une amende de 10 à 2,000 francs. Dans le cas où la raison, le nom ou la marque de l'auteur ou de l'éditeur aurait aussi été imité, la peine pourra aller jusqu'à un an d'emprisonnement ou consister cumulativement en amende et emprisonnement dans les limites indiquées.

La participation au délit et la tentative sont frappées d'une peine moins élevée.

En cas de récidive, la peine pourra être doublée.

Art. 14. Le produit des amendes entre dans la caisse des cantons. En fixant une amende, le juge devra également fixer un emprisonnement équivalent pour le cas où l'amende ne pourrait être payée.

Art. 15. La poursuite pénale aura lieu conformément à la procédure du canton dans lequel la plainte a été portée. Celle-ci pourra l'être soit au domicile de la partie incriminée, soit au lieu où le délit a été commis. En aucun cas, il ne pourra intervenir pour le même délit plusieurs poursuites pénales.

Art. 16. Une fois l'action introduite, le juge pourra ordonner



les mesures provisionnelles nécessaires (saisie-arrêt, caution, interdiction de continuer la reproduction, etc.).

Art. 17. L'action civile ou pénale n'est plus recevable lorsqu'il s'est écoulé plus d'un an depuis que l'auteur lésé ou ses ayants cause ont eu connaissance de la contrefaçon ou de la reproduction et de la personne du délinquant, et dans tous les cas, au bout de cinq ans dès le jour de la publication, de la représentation ou de la mise en vente de l'œuvre contrefaite.

Art. 18. La confiscation de l'œuvre contrefaite sera prononcée par le juge, suivant son libre arbitre, tant contre le contrefacteur que contre l'importateur et le débitant. Il en sera de même des instruments et ustensiles spécialement destinés à la contrefaçon.

S'il s'agit de la représentation ou de l'exécution d'une œuvre dramatique, musicale ou dramatico-musicale, le juge peut ordonner la confiscation des recettes.

Le produit des confiscations ou les recettes confisquées seront avant tout employés au paiement de l'indemnité civile adjugée au propriétaire de l'œuvre.

Art. 19. La présente loi s'applique à tous les écrits, œuvres d'art, compositions dramatiques, musicales ou dramatico-musicales, publiés ou parus avant l'entrée en vigueur de la présente loi, quand même ils n'auraient joui, d'après le droit cantonal, d'aucune protection contre la contrefaçon, la reproduction ou la représentation publique.

Dans la supputation des délais de protection, le temps écoulé depuis la publication de l'œuvre jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi sera compté comme si la loi avait déjà été en vigueur à l'époque où l'œuvre a été publiée.

Aucune poursuite ni pénale ni civile ne pourra être fondée sur la présente loi en raison de reproductions qui auraient été faites avant l'entrée en vigueur de celle-ci. En revanche, la vente de ces reproductions, après l'entrée en vigueur de la loi, n'est permise que si le propriétaire s'est entendu à cet égard avec l'auteur, ou qu'il ait, à défaut d'une entente, payé l'indemnité qui aura été fixée par le tribunal fédéral.

Art. 20. Le délai de protection de l'article 2, plus long que celui des prescriptions légales antérieures, est accordé en faveur de l'auteur ou de ses héritiers, mais non pas en faveur de l'éditeur ou de tout autre cessionnaire. Si le délai de protection



prévu par la présente loi est, au contraire, plus court que celui prévu par les prescriptions légales existant antérieurement à la présente loi, les droits acquis suivant lesdites prescriptions conservent néanmoins leur existence.

Art. 21. La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1884.

Elle abroge les dispositions contraires des lois et ordonnances cantonales et spécialement le concordat du 3 décembre 1856 (R. off., V. 453).

Art. 22. Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi.

---

Nous reproduisons les passages les plus importants du *Message* adressé, le 9 décembre 1881, par le Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale pour motiver le projet de loi qui est devenu, avec quelques modifications, la loi dont le texte précède :

L'article 64 de la Constitution fédérale donne à la Confédération le droit de légiférer, entre autres, sur la « propriété littéraire et artistique. »

Actuellement, cette matière est régie en Suisse :

- 1° par le concordat du 3 décembre 1856 entre les cantons de Zurich, Berne, Uri, Unterwalden (le Haut et le Bas), Glaris, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, Schaffhouse, Appenzell-Rh. int., Grisons, Thurgovie, Tessin, Vaud et Genève, cantons auxquels se sont joints ensuite Argovie, Appenzell-Rh. ext. et Schwyz ;
- 2° par la convention franco-suisse du 30 juin 1864 (1), qui assure en Suisse aux auteurs français, à défaut d'une loi fédérale, le bénéfice de la législation française ;
- 3° par le traité de commerce avec la Belgique, du 11 décembre 1862, qui garantit aux auteurs belges le traitement de la nation la plus favorisée ;
- 4° par la convention italo-suisse du 22 juillet 1868, qui reproduit essentiellement les dispositions de la convention franco-suisse.
- 5° par les conventions avec la Confédération de l'Allemagne du nord, du 13 mai 1869, avec la Bavière, le Wurtemberg et la Hesse, du 16 octobre 1869, avec Bade, également du 16 octobre 1869, lesquelles conventions sont également calquées à peu près complètement sur la convention franco-suisse.

(1) Cette convention a été remplacée par celle du 23 février 1882, *Archives*, 1883, IV, 271.



Dans le programme du 9 octobre 1874 concernant l'ordre dans lequel les lois découlant de la nouvelle constitution fédérale doivent être promulguées, le Conseil fédéral avait placé la loi sur la propriété littéraire et artistique au tout dernier rang. Si nous proposons aujourd'hui d'intervertir cet ordre auquel, d'ailleurs, on ne s'est pas toujours conformé dans d'autres circonstances, c'est pour les raisons suivantes :

- 1° La révision imminente des traités de commerce et des conventions sur la protection réciproque de la propriété littéraire et artistique qui se rattachent à ces traités, donne à cette loi un caractère d'actualité et même d'urgence. Comme nous l'avons déjà fait ressortir dans notre Message sur les marques de fabrique et de commerce, il y a quelque chose d'humiliant pour la Suisse, dans le fait qu'elle accorde plus de droits chez elle aux étrangers qu'à ses propres ressortissants, et que ses tribunaux doivent appliquer des pénalités tirées de lois étrangères. Le seul moyen de sortir de cette situation d'infériorité, c'est de promulguer sans retard la loi prévue par la constitution fédérale, ainsi qu'on l'a fait pour les marques de fabrique et de commerce.
- 2° La loi sur la propriété littéraire et artistique est un complément nécessaire de la loi sur les obligations et le droit commercial. En effet, cette dernière loi renferme un titre concernant les conventions entre auteurs et éditeurs (titre 13, art. 372-391) ; mais la base même de ces conventions fera défaut, tant que le droit de l'auteur sur la reproduction de son œuvre n'existera pas uniformément, c'est-à-dire tant que la propriété littéraire et artistique ne sera pas réglée par une loi fédérale.
- 3° Divers pays sont en voie de réviser leur législation sur la matière et cherchent à y introduire des principes qui ne nous paraissent pas tous bien fondés. Les œuvres du domaine de la pensée faisant l'objet d'un commerce important entre les peuples, la législation des autres pays, surtout des États voisins, ne saurait nous laisser indifférents. Jusqu'ici, on avait aussi mis au droit de propriété littéraire et artistique certaines restrictions en faveur de l'enseignement et de l'étude. Un courant se produit actuellement qui tend à assurer à l'auteur et à ses ayants droit, au détriment de la société, la jouissance absolue et perpétuelle de cette propriété de convention. N'est-il pas utile et nécessaire que la Suisse, pour ce qui la concerne, maintienne les principes qu'elle croit sages et raisonnables, et déclare, par sa législation, qu'elle ne laissera pas appliquer chez elle des notions de droit évidemment exagérées ? Nous croyons que nous serons beaucoup plus forts pour résister aux tendances que nous signalons si, lors de la négociation des



traités de commerce ou de conventions spéciales, nous pouvons nous appuyer sur une loi fédérale, que si nous n'avons à opposer à ces tendances que les dispositions d'un concordat qui ne lie pas toute la Suisse, et qui n'est d'ailleurs plus à la hauteur de notre époque.

## I

Le droit de l'écrivain ou de l'artiste sur son œuvre est de nature double ; il consiste d'abord dans la possession de l'objet matériel créé par l'auteur ; il consiste ensuite dans la reproduction de cet objet par un procédé quelconque.

Le droit de propriété de l'objet matériel est régi par le droit commun ; le détournement d'un manuscrit, d'une statue, d'un tableau, n'est pas d'une nature différente du détournement de tout autre objet matériel appartenant à l'auteur.

Le droit de reproduction de l'objet constitue ainsi un droit de propriété, mais de propriété *sui generis*. Sans entrer dans une discussion métaphysique sur l'origine de cette propriété, nous nous bornons à constater que celle-ci est, comme toute autre propriété, le résultat d'un travail ; mais elle se distingue de la propriété purement matérielle en ce que, dès l'instant que l'auteur a publié son œuvre, les idées qu'elle contient ne sont plus en sa possession exclusive, mais deviennent la possession de tous ceux qui se les assimilent. Seulement, en bonne justice, l'auteur doit seul avoir le droit de les reproduire *dans la forme* même qu'il leur a donnée, et c'est ce droit de reproduction qui constitue ce qu'on appelle « la propriété littéraire et artistique. » (Article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa du projet de loi.)

La propriété littéraire et artistique est donc une chose aussi facile à définir et à borner que la propriété purement matérielle. Elle est reconnue et protégée depuis un temps plus ou moins long par tous les États civilisés.

A la rigueur, on pourrait soutenir que cette propriété doit, comme la propriété matérielle, être absolue et perpétuelle. Toutefois, guidés par des considérations théoriques et pratiques, tous les États, sauf le Mexique par sa loi du 1<sup>er</sup> mars 1871, ont assigné des limites, soit à l'étendue de cette propriété, soit à sa durée.

Nous croyons aussi que ces limites sont nécessaires. L'intérêt social exige qu'il ne soit pas mis, à la circulation des idées et à l'éducation des esprits, des obstacles qui pourraient devenir facilement infranchissables. Les chefs-d'œuvre du génie humain ne peuvent rester indéfiniment l'apanage d'un petit nombre de privilégiés. Il faut que, après avoir mis l'auteur et sa famille largement en mesure de retirer les fruits de son travail, la société fasse aussi valoir ses droits légitimes, car elle a contribué, pour sa bonne part, à former l'auteur en mettant



à sa disposition le fonds commun des connaissances humaines, en lui fournissant des modèles et un public, et en lui accordant la protection spéciale des lois.

Nous nous occuperons plus loin, à propos de la contrefaçon, des restrictions qu'il y a lieu de mettre, dans l'intérêt général, au droit exclusif de reproduction accordé à un auteur. Sauf ces réserves expresses, le droit de reproduction doit être complet. Un très petit nombre de législations permettent la reproduction, dans le cas où le procédé ou la destination sont totalement différents de la destination ou du procédé primitifs; ce sont : le concordat des cantons suisses du 3 décembre 1856, la loi allemande du 9 janvier 1876, la loi russe de 1833.

En n'admettant pas ces réserves, nous nous rattachons à la grande majorité des législations, et nous proposons de dire que « la propriété littéraire et artistique consiste dans le droit exclusif de reproduction ou de représentation par un procédé quelconque. » (Article 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup> alinéa.)

Le droit de traduction rentre-t-il dans le droit de reproduction? Sur ce point, la législation des États se ressent de ce que, dans la plupart d'entre eux, il n'y a guère qu'une seule langue écrite, sinon parlée. Chaque État s'est préoccupé surtout de sauvegarder les intérêts de ses ressortissants sur son propre territoire, et, quant aux productions étrangères, il a trouvé utile de pouvoir en profiter par des traductions faites avec ou sans le consentement de l'auteur. Cependant, les conventions internationales ont déjà commencé à améliorer la situation des auteurs. Dans les conventions conclues par la Suisse, il est stipulé que l'auteur d'un ouvrage publié en Suisse, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, devra l'indiquer en tête de son ouvrage, et faire usage de ce droit pendant la première année dès la publication de l'original. La protection accordée n'est que de cinq années, et est soumise à l'accomplissement de diverses formalités. (Voir entre autres l'article 6 de la convention franco-suisse.)

Cette restriction au droit de reproduction n'est pas juste. La traduction d'une œuvre littéraire n'est autre chose qu'une des formes de la reproduction de cette œuvre. La seule chose qui se trouve changée, surtout pour les ouvrages en prose, c'est la langue. Pour les ouvrages en vers traduits en langue poétique, la personnalité du traducteur exerce, il est vrai, une beaucoup plus grande influence sur la forme; mais l'arrangement général des idées, la marche poétique, les images demeurent essentiellement les mêmes, et l'auteur se trouve dépouillé injustement si le droit de traduction ne rentre pas expressément dans le droit de reproduction.

Il appartient à la Suisse, qui place sur le même pied ses trois lan-



gues nationales, de proclamer nettement que « le droit de reproduction comprend le droit de traduction. » (Article 1<sup>er</sup>, 4<sup>me</sup> alinéa.)

Pour les œuvres dramatiques et musicales, ainsi que les plans et dessins d'architecture, nous proposons à l'article 6 la disposition suivante :

« L'aliénation du droit de publication des œuvres dramatiques ou « dramatico-musicales et des plans et dessins architecturaux d'édifices « construits et non construits, n'entraîne pas par elle-même aliénation « du droit d'exécution et de représentation, et réciproquement. »

Une autre question très controversée est celle du droit de reproduction d'une œuvre appartenant aux arts du dessin, lorsque l'œuvre a été aliénée par l'auteur. Le congrès pour la propriété artistique, tenu à Paris pendant l'exposition universelle de 1878, s'est longuement occupé de la question et, à la suite des congrès de Bruxelles en 1858, et d'Anvers en 1861 et en 1868, il a résolu, après une vive discussion, « que la cession d'une œuvre d'art n'entraîne pas par elle-même le droit de reproduction ; qu'il en est ainsi, même en cas de cession d'une œuvre d'art à l'État, mais que toutefois le droit de reproduction se trouvera cédé avec l'objet d'art lorsqu'il s'agira du portrait ou de la statue de l'acquéreur ou d'un membre de sa famille. »

Précédemment, la question avait déjà été discutée à plusieurs reprises dans le Parlement français, et avait été tranchée dans un sens contraire à celui du congrès. Actuellement, la jurisprudence française est fixée en ce sens que le droit de reproduction passe à l'acquéreur en même temps que l'œuvre d'art. Toutefois, déjà en 1863, un projet de loi sur la propriété artistique, présenté au Corps législatif, mais qui n'a pas abouti sur ce point, proposait de donner satisfaction aux vœux des artistes.

Les motifs qui sont à la base du droit consacré par la jurisprudence française et par la législation de plusieurs autres États, sont essentiellement les suivants :

Le droit de reproduction, dit-on, n'est qu'un accessoire du droit à la propriété de l'objet matériel ; or, la règle de droit est que l'accessoire suit le principal. Ce n'est pas une propriété sérieuse que celle d'une chose dont la possession est d'un côté et l'usage de l'autre. L'acquéreur ne donnera pas une somme aussi élevée pour une œuvre d'art si la jouissance qu'il en a se borne à une contemplation platonique de l'objet, et si, au lieu d'avoir la certitude qu'il possède un objet unique, il est exposé à voir l'artiste reproduire son œuvre indéfiniment. L'artiste peut toujours réserver par contrat que la vente n'entraîne pas le droit de reproduction, mais la loi doit établir la présomption que, à moins de stipulations contraires, l'aliénation de l'objet d'art entraîne celle du droit de reproduction.



Cette argumentation laisse à désirer aussi bien au point de vue des principes qu'à celui de la pratique. Au point de vue juridique, nous avons vu plus haut que le droit de l'auteur est double et comprend la possession et la reproduction ; lorsque l'auteur se dessaisit du premier de ses droits, la conséquence n'est pas forcément qu'il s'est, dans tous les cas, dessaisi du second, et la présomption légale doit être, au contraire, que la vente de l'objet n'entraîne pas par elle-même l'aliénation du droit de reproduction.

Au point de vue pratique, le principe admis par la jurisprudence française ne se soutient pas, eu égard à toutes les conséquences qu'on devrait logiquement en déduire, mais on est obligé de le restreindre aux branches artistiques qui ne produisent dans la règle qu'un objet unique : la peinture, la sculpture, l'architecture. Dès l'instant qu'on a affaire à des arts dont les produits sont multipliés mécaniquement : la gravure, la lithographie et autres semblables, le principe cesse évidemment d'être applicable.

Dans son discours d'ouverture au congrès de Paris, le président du Conseil d'organisation, M<sup>r</sup> Meissonnier, a indiqué d'autres raisons tirées de la pratique et que nous croyons devoir citer :

« Le droit de reproduction, a-t-il dit, a une valeur souvent égale, quelquefois même supérieure à celle de l'objet matériel qui a été vendu. Or, le plus souvent, les ventes se font verbalement, et il est rare que l'artiste stipule son droit de reproduction. Si donc l'acquéreur devient, dans le silence du contrat, propriétaire du droit de reproduction, l'artiste sera presque toujours, sans le vouloir et sans le savoir, dépouillé d'un droit dont il eût pu quelquefois obtenir un grand prix.

« Au point de vue de l'art, les conséquences sont plus graves encore. Si l'acquéreur, par le seul fait de l'achat, devient propriétaire du droit de reproduction, il pourra, sans le consentement de l'artiste, sans même le consulter, faire faire une reproduction défectueuse, indigne de l'œuvre et de l'artiste. L'artiste y perdra donc, et l'art n'y gagnera rien non plus. Ce danger est d'autant plus à redouter que celui qui achète un tableau pour le reproduire n'est presque jamais qu'un spéculateur, c'est-à-dire un homme que l'intérêt de l'art touche beaucoup moins que son intérêt personnel. Mu par cet intérêt seul, il fera faire à bon marché une gravure médiocre, qui, se vendant moins cher, ne se vendra que mieux, tandis que, si l'artiste eût conservé ses droits, jamais il n'eût consenti à une pareille mutilation de son œuvre.

« .... Si chaque acquéreur devient, par le fait seul de son acquisition, propriétaire du droit de reproduire, il en résultera une confusion inextricable. En effet, si le deuxième acquéreur a concédé le droit de reproduction à un tiers, comment le troisième, le quatrième,



le cinquième acquéreur en seront-ils avertis ? Chacun pourra céder ce droit à autant de tiers de bonne foi, et plusieurs se trouveraient ainsi avoir le même droit exclusif. »

Tenant compte des raisons théoriques et pratiques que nous venons d'exposer, nous proposons de statuer :

« A moins de stipulations contraires, l'acquéreur d'une œuvre appartenant aux arts du dessin, n'a pas le droit de la faire reproduire avant l'expiration du terme prévu à l'art. 2. » (Art. 5, 1<sup>er</sup> alinéa.)

A cette règle, nous mettons cependant deux exceptions. L'une est relative aux portraits exécutés sur commande ; dans ce cas, les membres de la famille doivent avoir le droit de reproduction, ce qui répond à un sentiment légitime. L'autre, qui est dans la nature des choses, prévoit que « l'auteur ou ses ayants droit ne peuvent, pour exercer leur droit de reproduction, troubler dans sa possession le propriétaire de l'œuvre. » (Art. 5, alinéa 3. )

Telle serait, d'après notre projet, l'étendue du droit de reproduction. Quant à sa durée, nous proposons, à l'article 2, d'accorder ce droit à l'auteur pendant sa vie et à ses ayants-droit pendant trente années à partir du jour de son décès.

La limitation de la propriété littéraire et artistique, quant à la durée, se justifie en principe par les raisons générales que nous avons indiquées plus haut. Cette durée est fixée de manière bien différente, suivant les divers États :

Le *concordat* des cantons suisses du 3 décembre 1856 la limite à la vie de l'auteur ; s'il meurt avant l'expiration de la trentième année dès la première publication, le droit passe à ses héritiers pour le reste de cette durée de trente ans.

L'*Angleterre* a différents délais : pour les œuvres littéraires, dramatiques et musicales, quarante-deux ans à partir de la publication, ou la vie de l'auteur et un terme de sept ans après la mort ; pour les œuvres de sculpture, quatorze et vingt-huit ans ; pour les peintures et les photographies, la vie de l'auteur et sept ans après la mort ; pour les dessins et les gravures, vingt-huit ans à partir de la première publication.

L'*Autriche* prescrit que le droit de reproduction ne s'étend ordinairement pas au-delà de la vie de l'auteur ; mais, si l'auteur l'a cédé, ce droit dure pendant trente ans après sa mort.

*Belgique* : la vie entière de l'auteur et cinquante ans à partir de son décès.

*Danemark* : cinq années depuis la publication d'une œuvre de peinture ou de sculpture par un procédé mécanique. Ces cinq années peuvent être doublées pour une œuvre d'une grande étendue.

*Espagne* : la vie de l'auteur et quatre-vingts ans après son décès.



*États-Unis* : vingt-huit ans depuis l'enregistrement.

*France* : la vie de l'auteur et cinquante ans après son décès.

*Italie* : droit exclusif pendant quarante ans, et droit d'exploitation du 5 0/0 sur le prix de l'objet pendant une deuxième période de quarante ans.

*Mexique* : droit perpétuel.

*Norvège* : vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort.

*Pays-Bas* : vie de l'auteur et vingt ans après le décès.

*Portugal* : vie de l'auteur et cinquante ans après le décès.

*Russie* : vie de l'auteur et cinquante ans après le décès.

Le congrès de Paris demandait cent années à partir du décès de l'auteur. Mais le Gouvernement français, dans son dernier projet, maintient les cinquante années.

Nous proposons trente années, en faisant remarquer que les dix dernières années sont passablement stériles, attendu que les éditeurs ne se hasardent plus guère à faire de nouvelles publications d'œuvres qui vont tomber dans le domaine public. Il nous a paru que trente années après la mort de l'auteur suffisaient, dans presque tous les cas, pour mettre le conjoint survivant et les enfants à l'abri du besoin, lorsque l'œuvre a une valeur sérieuse de reproduction.

La plupart des lois règlent certaines questions de succession. Nous laissons de côté ces questions pour ne pas empiéter sur la compétence cantonale.

---



## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### BELGIQUE

A la suite des élections à la Chambre des représentants qui ont eu lieu le 10 juin dernier, le cabinet libéral présidé par M. Frère-Orban, qui était aux affaires depuis 1878, a été remplacé par un cabinet que préside M. Malou. Des élections ont eu lieu le 8 juillet pour le Sénat qui avait été dissous. Les nouvelles Chambres viennent de se réunir. Le Gouvernement leur a soumis un projet de loi ayant pour objet le rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Voici les termes de l'*exposé des motifs* :

Pendant près d'un demi-siècle, quelles qu'aient été les vicissitudes de sa politique intérieure, la Belgique a maintenu des relations diplomatiques avec le Saint-Siège.

En 1872, il est vrai, la suppression du crédit porté au budget pour notre légation à Rome a été proposée ; mais, après un débat assez prolongé, la proposition a été rejetée par 63 voix contre 32.

Ces relations ont été interrompues en 1880, dans des circonstances dont le souvenir n'est pas effacé.

Les discussions auxquelles ce fait a donné lieu, vers la fin de la même année, sont également présentes à la mémoire de tous.

Dès cette époque, et maintes fois depuis lors, l'opposition a témoigné le désir et l'intention de rétablir les rapports diplomatiques entre la Belgique et le Saint-Siège lorsque les suffrages du pays lui rendraient la majorité. Elle restait ainsi fidèle à son passé et aux traditions de tous les ministères qui s'étaient succédé jusqu'en 1878.

Les organes du Gouvernement, dans le débat de 1872 que nous avons cité, ont développé les raisons d'intérêt national qui existent encore aujourd'hui et justifient pleinement le projet de loi soumis à vos délibérations.

Peu de jours après la constitution du cabinet actuel, S. Em. le cardinal secrétaire d'État a pris l'initiative d'une démarche officielle, exprimant les sentiments que Sa Sainteté n'a pas cessé de conserver pour la Belgique et son désir de voir se rétablir les rapports diplomatiques.

Nous avons répondu, avec l'autorisation du Roi, que, en nous



associant à ce désir du Saint-Père, nous étions certains d'être les fidèles interprètes des vœux de l'immense majorité du pays.

L'exécution de l'accord officieux intervenu est nécessairement subordonné, en ce qui concerne la Belgique, à l'approbation des Chambres.

Elles exprimeront leur volonté par un vote sur le crédit que nous proposons d'inscrire au budget des affaires étrangères de l'exercice courant.

Ce crédit est de 12,918 fr., chiffre égal à cinq douzièmes de la somme allouée aux budgets de 1879 et de 1880 pour la légation de Rome.

---

## FRANCE

### Affaires de Chine et du Tonkin.

Dans la séance de la Chambre des députés du 7 juillet, le président du conseil, ministre des affaires étrangères, a fait la déclaration suivante :

Messieurs, nous avons reçu, ce matin même, des mains du commandant Fournier, l'instrument authentique, absolument authentique, du traité de Tien-Tsin(1).

Nous avons pu constater le caractère de solennité particulière dont ce traité est revêtu, car il n'est pas seulement accompagné des pleins pouvoirs, dans la forme la plus régulière, donnés au vice-roi du Pé-Tché-Li par le Gouvernement impérial chinois; mais les deux exemplaires qui sont envoyés au Gouvernement français, revêtus de la signature des plénipotentiaires, renferment de plus la dépêche par laquelle le Tsong-li-Yamen communique au vice-roi du Pé-Tché-Li, sur le vu du texte même du traité, l'ordre impérial en vertu duquel approbation pleine et entière est donnée par l'empereur de Chine aux stipulations du traité. Ces stipulations ne contenaient rien de contraire à la constitution chinoise.

En étudiant avec attention le texte de l'article 2 de ce traité, dont l'interprétation paraissait, au premier abord, faire litige entre le Gouvernement chinois et la République française, nous avons reconnu que ce texte est bien celui que nous avons eu l'honneur de vous faire connaître, et les traducteurs et les experts en langue chinoise qui font autorité au département des affaires étrangères ont facilement constaté que la traduction chinoise est tout à fait adéquate au texte français.

Du reste, vous n'avez pas oublié que le traité porte, comme tous les traités de cette nature, cette clause finale, à savoir qu'au cas de doute,

(1) Sur ce traité, voir *Archives*, 1884, II, 349 et suiv.



c'est le texte français qui fait foi. Il n'y a pas de doute à élever sur le texte de l'article 2; aucune subtilité ne saurait prévaloir contre l'engagement formel, ferme, sans condition suspensive, pris par le Gouvernement chinois, dans cet article 2, de retirer immédiatement ses troupes en deçà de la frontière du Tonkin.

Nous avons également reçu, hier dans la journée, un rapport détaillé de M. le général Millot sur l'affaire de Lang-Son; c'est le récit même de l'officier supérieur qui commandait la petite colonne qui a si héroïquement lutté pendant deux jours contre des forces supérieures en nombre. Il résulte de ce rapport que, contrairement à ce qu'avait insinué le Gouvernement chinois, ce ne sont pas les troupes françaises qui ont tiré les premières; ce sont les troupes chinoises, les troupes régulières chinoises, qui ont ouvert le feu, et dans des conditions qui constituent à nos yeux un véritable guet-apens.

Nous avons cru trouver dans cette agression, sans chercher à qui en incombe la responsabilité, des chefs locaux ou du gouvernement central, nous avons cru trouver, dis-je, dans cette violation formelle du traité de Tien-Tsin le fondement d'une réparation nécessaire.

Nous avons pensé qu'ayant donné à la Chine et au monde entier une preuve si éclatante de modération au mois de mai dernier, en renonçant à une indemnité dont le principe n'est ni contesté ni contestable, nous étions aujourd'hui en droit de rappeler à ceux qui se font un jeu de la foi des traités que de tels actes se paient et veulent une réparation. (Applaudissements répétés.)

Nous avons fait connaître cette manière de voir au Gouvernement impérial; nous attendons sa réponse et nous demanderons à la Chambre de faire comme nous.

Dès que cette réponse nous sera parvenue, nous la transmettrons au Parlement; mais nous pouvons vous assurer, dès à présent, que le Gouvernement se croit en mesure de faire respecter les traités, de les protéger contre des entreprises dont l'imprudence touche au vertige, et qu'il ne sera rien épargné pour sauvegarder avec résolution, avec prudence toujours, mais avec une fermeté que rien n'ébranlera, les droits et les intérêts de la France. (Très bien! très bien! et applaudissements prolongés.)

---

#### Affaires de Madagascar.

Dans la séance du 21 juillet, la Chambre des députés a discuté le projet de loi portant ouverture au ministère de la marine d'un crédit de 5,361,000 francs pour les dépenses occasionnées par les événements de Madagascar (1). Après un débat très vif auquel ont pris part

(1) V. *Archives* 1884, II, 341 et suiv.



notamment M. G. Périn, contraire aux crédits, Mgr Freppel très favorable à l'expédition et M. de Lanessan, rapporteur de la commission, M. Goblet demande que le Gouvernement donne des explications précises sur la façon dont il entend réaliser le plan de la commission. Le Président du Conseil a répondu de la manière suivante :

Je n'éprouve aucune difficulté à répondre avec une très grande précision à la question qui m'est posée par l'honorable M. Goblet.

J'ai retrouvé dans sa bouche, avec l'élégance et la grâce qui lui appartiennent, les idées que j'avais exprimées dans une discussion précédente et devant la commission.

Je n'ai changé en aucune façon d'avis, ni sur le fond de l'affaire ni sur les moyens d'exécution.

Le fond de l'affaire, vous l'avez décidé souverainement par un vote solennel, un des votes les plus mémorables que vous ayez rendus, puisqu'il a réuni les partis ordinairement les plus opposés.

Par ce vote, vous avez fait un pas sur lequel vous n'entendez pas revenir, et il serait impertinent de ma part de venir vous demander de ne rien dire qui puisse laisser croire à ces peuplades, sur lesquelles il faut agir par des moyens d'intimidation, qu'il y a hésitation de notre part.

Il convient donc de déclarer que vous persistez dans vos résolutions du 29 mars.

Convient-il de changer de méthode ?

J'ai été le premier à dire — non sans étonner quelques-uns d'entre vous qui me regardent comme le partisan d'une politique coloniale effrénée — qu'il ne fallait pas entreprendre tout à la fois, et qu'il convenait de laisser quelque chose à faire à nos neveux.

C'est cette pensée que j'ai apportée dans la commission où j'ai été appelé à deux reprises différentes ; on m'a demandé comment j'entendais mettre en pratique l'ordre du jour de la Chambre.

J'ai répondu qu'il fallait faire concilier la politique nouvelle et très décidée de la France à Madagascar avec les devoirs que vous imposent la sagesse et la prudence.

J'ai fait connaître à la commission le texte des instructions adressées à l'amiral Miot. Le jour où la volonté de revendiquer nos droits sur Madagascar est devenue la volonté nationale, nous avons dit à l'amiral Miot : « Jusqu'ici nous nous sommes bornés à demander aux Hovas de reconnaître nos droits. A présent, il faut les exercer. »

C'est ainsi qu'est né le projet d'occupation limitée. J'ai dit qu'il fallait garder Majunga et Tamatave, et trouver dans le Nord d'autres points d'occupation que désignera le chef éminent qui commande à Madagascar.



Nous avons ainsi limité le champ d'action pour l'année 1884, et c'est pour cela que nous n'avons demandé que 5 millions. Ce n'est assurément pas avec cette somme que nous pourrions établir des postes sérieux tout autour de l'île.

Donc, tenez la demande de crédit comme la garantie de la prudence que le Gouvernement apportera dans cette affaire (Très bien ! très bien !) et veuillez considérer ce que la commission a ajouté au plan du Gouvernement comme un plan plus étendu que le Gouvernement ne repousse pas, mais qu'il n'adopte pas non plus. (Très bien ! très bien !)

Quant à l'enquête, je ne m'oppose nullement à ce que la commission la continue, mais la véritable enquête sera faite par le chef militaire si intelligent et si distingué qui est à Madagascar.

J'ajoute qu'on a beau avoir affaire à des Hovas, il ne faudrait pas cependant leur dire tous les jours sur quel point on va aller les chercher. (Très bien ! très bien !)

Je ne me prononce donc pas sur la deuxième partie du rapport. La commission a un peu dépassé la nuance de l'exacte vérité quand elle a indiqué l'occupation de certains points comme résultant d'un accord avec le Gouvernement.

Il n'y a accord que sur la première partie. Je fais surtout mes réserves sur ce point de Mavetanane à occuper à 100 kilomètres de la côte. Toutes ces questions doivent être réservées à l'appréciation du commandant qui, sous sa responsabilité, dirige les opérations de Madagascar.

La Chambre, après ces explications, peut voter les crédits. Tout en restant fidèle à la grande pensée qu'elle a émise le 27 mars, elle n'engage ni les finances ni la marine de la France dans une entreprise exagérée. Il ne s'agit nullement de chasser les Hovas de Madagascar, il s'agit de leur faire sentir notre force. (Très bien ! très bien !)

Quant aux communications que l'honorable M. Goblet a demandées, je lui répondrai que nous n'avons pas entendu parler de l'incident militaire qu'il a mentionné. Nous avons reçu une dépêche de l'amiral Miot qui propose certaines opérations et demande un supplément d'effectif.

Il est clair que nous ne pouvons indiquer ici ni l'effectif ni l'opération. (Très bien ! très bien !) Je répète que la Chambre peut en toute confiance voter les crédits.

Les crédits ont été votés par 360 voix contre 81.

— Le 22 juillet, a eu lieu à la Chambre des députés une discussion au sujet du projet de loi accordant une pension annuelle de 80,000 francs



à la famille d'Abd-el-Kader. Le projet, combattu par plusieurs députés, a été adopté par 307 voix contre 140 ; il avait été défendu de la manière suivante par M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères :

Ce n'est pas au point de vue algérien et pour consolider en Algérie l'influence française que nous vous proposons de continuer, dans une mesure modeste, aux héritiers d'Abd-el-Kader, ou du moins à ceux d'entre eux qui le méritent, une partie de la pension que la France faisait à l'émir, et qui était inscrite à notre budget pour la somme de 150,000 francs.

C'est à un point de vue de politique orientale, mais non de politique algérienne, que nous nous plaçons.

Notre autorité, notre influence, notre domination en Algérie, sont assurées non seulement par l'irrésistible supériorité de nos armes, mais aussi par une véritable assimilation de l'élément indigène, par un progrès manifeste des idées françaises dans la population arabe.

C'est au point de vue des grands intérêts, des intérêts traditionnels que la France possède en Syrie, et particulièrement dans la région du Liban, que nous demandons à la Chambre de se rallier, comme nous l'avons fait nous-même, à l'avis d'hommes qui, depuis de longues années, pratiquent cette difficile matière, et qui savent de quel poids pèsent les influences en Orient, le Consul de Damas, le Consul général de Beyrouth, l'Ambassadeur de France à Constantinople. Tous nous ont dit qu'en continuant aux héritiers de l'émir une partie de sa pension, nous ferions un acte de bonne politique et, permettez-moi le mot, un placement avantageux.

Ce sont là, vous a-t-on dit, des procédés anglais, et M. Treille a parlé de la politique coloniale anglaise en des termes au sujet desquels je dois faire des réserves absolues. Je ne suis pas un admirateur quand même de la politique coloniale des Anglais ; je crois pourtant que nous pourrions, dans une certaine mesure, nous inspirer de leur exemple !

Quand on dispose de moyens d'influence certains, il est de bonne politique de les garder ; et, à ce point de vue, c'était assurément pour la France une bonne fortune que d'avoir à Damas l'émir Abd-el-Kader, entouré de tout le prestige que lui donnait le grand rôle qu'il avait joué. On se souvient comment ce glorieux vaincu, pénétré de cette sympathie française qui s'impose aux esprits les plus rebelles, se montra, en 1860, généreusement dévoué aux intérêts de la France et du christianisme menacés par les effroyables massacres des Druses. Ce fut là un grand et imposant spectacle ! (Applaudissements.)

Quand le projet n'aurait pour effet que de perpétuer le souvenir de



cet éminent service, je dis que ce serait là un acte digne d'une nation généreuse, car les nations généreuses ont pour premier devoir de se montrer reconnaissantes !

Il n'y a pas à épiloguer sur les chiffres : la question est plus haute et plus grande.

Il faut bien vous rendre compte de l'effet que produirait la suppression de la pension qui était faite à l'émir Abd-el-Kader. Savez-vous ce que représente la famille d'Abd-el-Kader à Damas, aux Lieux-Saints, à Nazareth ? Elle représente un groupe de 3,500 ou 4,000 Algériens, sujets français, qui défendent avec une rare et noble énergie leur nationalité française contre le Gouvernement turc.

On vous a parlé de la conduite des fils d'Abd-el-Kader ; il est certain que l'aîné, Mahommed, n'a pas marché dans les sentiers de son père. Aussi, je tiens à le déclarer, Mahommed-ben-Abd-el-Kader n'est pas au nombre des bénéficiaires de la pension, et cela pour une raison déterminante, c'est qu'il est parmi les pensionnaires de la Turquie.

La Turquie, malgré la pauvreté de son budget, malgré les embarras de tout ordre auxquels elle a à faire face, n'a pas hésité à faire une pension à certains des fils d'Abd-el-Kader et à l'offrir aux autres : les deux aînés ont accepté, les autres ont fièrement refusé. Ce fait d'une pension turque offerte à la famille d'Abd-el-Kader n'est-il pas une démonstration du prix que peut avoir pour un gouvernement vigilant l'influence d'une telle famille ?

Cette population algérienne de Syrie, population française de cœur, nous sommes obligés, dans la pratique du jour, de la défendre contre les revendications musulmanes, non pas que la Porte ne reconnaisse nos droits, mais nous avons à lutter contre les agents subalternes, dont toute la politique consiste à considérer comme sujet du sultan quiconque est de religion musulmane.

Avec de la patience et de la fermeté, nous finirons par venir à bout de cette politique. Mais, si la Chambre française commettait la faute de supprimer la pension accordée à la famille d'Abd-el-Kader, elle aurait, par cela même, rompu un des liens les plus pratiques, les plus saisissables qui nous retient à ces Algériens de Syrie ; la politique française aurait subi un grave échec.

Je crois donc qu'il y a un intérêt politique de premier ordre à conserver le souvenir de la grande action, de la grande figure d'Abd-el-Kader ; ce groupe si important d'Algériens, établi en Syrie, reconnaît pour chef la famille d'Abd-el-Kader.

Quant aux griefs personnels justement relevés contre l'aîné ou les les deux aînés des fils de l'émir, je reconnais qu'ils sont fondés, mais ils n'ont jamais eu part aux libéralités de la France.



L'émir a laissé dix fils, six filles, sept veuves : c'est une nombreuse famille...

Si vous croyez que chacune des personnes de cette famille va être couverte d'or, détrompez-vous ; il s'agit de sommes de 400, 500, 800 fr. Et c'est pour de pareilles misères que vous compromettiez notre influence en Syrie, que vous abandonneriez notre clientèle traditionnelle ! Je supplie la Chambre de voter le crédit. (Applaudissements.)

— Le Gouvernement vient de présenter à la Chambre un projet de loi tendant à ouvrir au ministre de la marine un crédit de 82,000 francs destiné à subvenir aux dépenses de l'occupation d'Obock pendant le deuxième semestre de 1884.

Voici les indications intéressantes qui sont données dans l'exposé des motifs de ce projet :

Le territoire d'Obock, situé dans le golfe d'Aden, sur la côte orientale d'Afrique, a été acquis en 1862 dans le but d'assurer à nos navires un point de relâche sûr, mais il est resté jusqu'à ces derniers temps à peu près abandonné.

Aujourd'hui, par suite de l'extension de notre empire colonial dans l'Indo-Chine et des opérations militaires à Madagascar, notre marine a besoin d'avoir, au sortir de la mer Rouge, un centre de ravitaillement où elle puisse faire du charbon et des vivres en toute sécurité.

L'attention du Gouvernement s'est donc portée sur la situation de ce pays, français depuis plus de vingt ans, et l'étude approfondie qui a été faite des lieux, au commencement de cette année, par M. le capitaine de frégate Conneau et M. Lagarde, commandant de cercle au Sénégal, depuis nommé commandant d'Obock, a montré que ce territoire offre toutes les facilités désirables pour une sérieuse installation.

Le port naturel d'Obock est excellent ; des travaux peu importants le rendront très commode. L'eau douce est recueillie facilement et une grande partie du terrain peut être livrée à la culture. En outre, les habitants, dont les sentiments nous sont très favorables, nous aideront à former un centre colonial où la sécurité sera assurée par la présence d'un petit détachement.

Au point de vue économique, Obock peut devenir le débouché des riches provinces du Choa qui cherchent, en ce moment, à envoyer leurs produits à la côte, et, de ce côté, nous avons tout lieu de compter pour l'avenir sur une réelle prospérité commerciale.

L'installation que nous comptons faire sera réduite, du reste, au strict nécessaire. Le commandant n'aura provisoirement avec lui qu'un interprète et un médecin ; le poste qui lui servira de garde sera numériquement restreint.



Quelques travaux de première nécessité seront exécutés pour la sécurité des bâtiments et en vue de faciliter l'entrée du port et le débarquement; le logement du personnel sera établi avec la plus grande économie possible.

— Le Président de la République a été autorisé à ratifier :

1° Un arrangement concernant l'échange des mandats de poste, par la voie télégraphique, conclu le 14 mars 1884, entre la France et le Luxembourg.

2° Une convention pour l'échange des mandats de poste entre la France et la Perse, qui a été conclue à Paris le 9 avril 1884.

3° Un arrangement conclu à Stockholm, le 15 février 1884, entre la France et la Suède, pour la garantie réciproque de la propriété littéraire et artistique.

— Le *Journal officiel* du 29 juillet promulgue la loi qui abroge la loi du 8 mai 1816 et rétablit les dispositions du Code civil sur le divorce, en y apportant toutefois certaines modifications, dont la plus grave est la suppression du divorce par consentement mutuel.

— Le ministre du commerce vient d'adresser la circulaire suivante aux présidents des chambres de commerce et des chambres consultatives :

Monsieur le président,

Il m'a paru que si nos agents consulaires étaient autorisés à visiter nos chambres de commerce et nos chambres consultatives des arts et manufactures, lorsqu'ils viennent en France soit en congé, soit pour se rendre d'un poste à un autre, ces entrevues offriraient, aussi bien à ces chambres qu'à nos consuls, de précieux avantages.

Tandis que ces chambres auraient l'occasion de recueillir, de la bouche même de ces agents, les informations, les avis, les conseils que leur suggérerait la connaissance des pays de leur résidence, nos chambres seraient mises à même de s'entretenir avec eux de la situation économique de ces contrées, des usages et des besoins de leurs habitants, et de leur demander de diriger leurs recherches et leurs études sur tel ou tel point qu'il y aurait pour elles un intérêt particulier à éclaircir.

Dans ces entretiens, où chacun apporterait le fruit de son expérience, sa bonne volonté et ce patriotisme qui, dans notre pays, ne fait défaut à personne, s'établiraient des liens dont l'importance ne saurait vous échapper.

J'ai présenté ces vues à M. le président du conseil, ministre des



affaires étrangères, et je l'ai trouvé disposé à donner aux consuls de passage en France, sinon d'une manière générale, au moins chaque fois que les circonstances pourront le permettre, des instructions à l'effet de se rendre près des chambres de commerce ou d'institutions analogues qui auraient intérêt à les consulter.

Vous voudrez donc bien, le cas échéant, monsieur le président, me transmettre le désir que pourrait avoir votre chambre d'entendre nos agents consulaires qui se trouveraient dans le cas précité. Je m'empresserai d'en faire part à mon collègue des affaires étrangères.

Recevez, etc.

*Le ministre du commerce,*

CH. HÉRISSON.

## GRANDE-BRETAGNE

*Chambre des Lords. — Séance du 19 juin.*

*Lord de La War* demande au secrétaire du Foreign Office s'il peut donner des renseignements sur la question de la rectification des frontières entre l'Algérie et le Maroc, et sur les démarches faites par certains chérifs du Maroc pour se mettre sous la protection de la France.

*Lord Granville.* On s'est beaucoup préoccupé au Maroc, en Espagne et en Italie, des bruits qui ont couru relativement aux intentions de la France à l'endroit du Maroc. Le sultan du Maroc s'est plaint de son côté de ce que la France ait pris le chérif d'Ouazzan sous sa protection.

Je n'ai pas de renseignements officiels relativement à des démarches que d'autres chérifs auraient faites pour se mettre sous la protection de la France, ni relativement à la façon dont ces démarches auraient été accueillies par le Gouvernement français. J'ai toutefois reçu, de lord Lyons et de M. Waddington, les assurances les plus formelles de la part du Gouvernement français qu'il n'y a absolument rien de fondé dans le bruit qui a couru relativement à une intention ou à un désir de la part de la République française d'annexer ou de protéger le Maroc, ou d'y provoquer des troubles d'une façon quelconque. La France désire le maintien du *statu quo*; les seules négociations qui soient échangées en ce moment entre la France et le Maroc portent sur certaines affaires de l'intérieur. Ces assurances sont absolument d'accord avec celles que j'ai précédemment reçues de M. Barthélemy Saint-Hilaire, de M. Gambetta et de M. de Freycinet. J'ai des raisons pour croire que les mêmes assurances ont été données de la manière la plus formelle à l'Italie et à l'Espagne. Nous avons chargé notre ministre de communiquer les assurances en question au sultan du Maroc.



*Chambre des Communes. — Séance du 19 juin.*

*MM. Storey et Brogden* demandent des renseignements au sujet de l'équipage prisonnier du *Nisero* (1).

*Lord Fitz-Gerald.* Il est difficile de communiquer avec la côte du Tenom à cause de l'état de la mer à cette époque de l'année, mais nous faisons tous nos efforts pour communiquer avec cette côte le plus souvent possible.

Il est probable que le rajah de Tenom a les moyens de savoir ce qui se passe en Angleterre relativement à l'affaire du *Nisero*, et il est à remarquer que des menaces prématurées de notre part ne pourraient que faire courir de plus grands dangers aux prisonniers.

Nous avons pris des mesures pour communiquer avec le rajah par l'intermédiaire de ses amis, mais nous n'avons pas le moyen d'obtenir des nouvelles du rajah par le même procédé.

Un crédit extraordinaire de 125 mille livres (3 millions 125 mille fr.) a été demandé aux Chambres néerlandaises par le Gouvernement hollandais pour renforcer les forces navales hollandaises à Atchin et mettre les autorités de ce territoire en position d'entreprendre de nouvelles opérations militaires dans le cas où tous les autres moyens d'obtenir la mise en liberté des captifs resteraient sans résultat.

C'est le Gouvernement hollandais qui décidera des mesures à prendre.

---

*Lord E. Fitz-Maurice* répond à une interpellation de M. Labouchère que le *Times* était mal informé en disant, il y a quelques jours, que lord Lyons a été chargé, après le départ de Menton de Sa Majesté la Reine, de faire des représentations au Gouvernement français au sujet des jeux de Monte-Carlo. Le Foreign Office, en chargeant lord Lyons de telles représentations à la France, serait sorti de son domaine.

Il est également inexact que le Gouvernement du prince de Monaco ait fait au Gouvernement de Sa Majesté britannique des observations à propos des courses qui ont lieu en Angleterre.

*Chambre des Lords. — Séance du 20 juin.*

*Le comte de Rosebery* propose de charger une commission spéciale de rechercher les moyens d'augmenter l'utilité et l'importance de la Chambre des lords. L'honorable membre fait remarquer que de grands changements se sont établis dans le caractère et la puissance de la Chambre des communes en conséquence de l'accroissement de la population, de l'influence de la presse et de l'extension de l'empire; et

(1) V. plus haut, p. 173, la correspondance relative à cette affaire.



que, par suite, la Chambre des lords n'a plus la force relative qu'elle avait autrefois. L'orateur signale en outre comme cause de faiblesse, la circonstance que ce n'est guère que vers la fin de la session que commencent les travaux de la Chambre haute, le peu de mérite qu'attache le plus souvent la Chambre des communes aux mesures dont l'initiative est due à l'autre branche du Parlement, et l'insuffisante représentation ou même l'absence de représentation d'importants intérêts dans la Chambre des lords.

Le noble membre est d'avis que l'intérêt de l'Assemblée et du pays exige que ces divers points fassent l'objet de l'étude spéciale d'une commission qui serait chargée de faire connaître à la Chambre les mesures qu'elle jugerait utile de prendre pour rehausser l'éclat et l'importance de la Chambre des lords.

*Le comte de Granville* regrette que l'auteur de la proposition ne soit pas entré dans plus de détails sur la nature des réformes qu'il jugerait utile d'apporter dans l'organisation de la Chambre des lords.

*Le marquis de Salisbury* dit qu'il ne voit pas l'avantage que retirerait la Chambre d'une enquête dont les travaux ne seraient pas mieux spécifiés.

Il est certainement regrettable que la Chambre ne renferme, outre les membres de l'Église d'Angleterre, que des catholiques romains, et il est plus fâcheux encore que nous n'ayons pas parmi nous de représentants de l'industrie et du commerce du pays. L'absence de tels représentants nous empêche de nous occuper d'un grand nombre de questions. Il y aurait moyen de combler la lacune par la création annuelle et limitée de pairs à vie; je dis « limitée » afin d'empêcher l'exercice abusif de la prérogative des ministres du jour, car on comprend que si la couronne avait le droit de nommer des pairs à vie en nombre illimité, c'en serait fait de l'indépendance de cette Chambre.

On nous accuse de travailler peu. Ne perdons pas de vue que ce qui donne à la première Chambre l'apparence d'une assemblée très active, c'est la loquacité de ses membres. Nous avons l'habitude de parler beaucoup moins, et il nous suffirait de discourir plus longuement pour avoir l'air d'abattre autant de besogne que la Chambre des communes.

Ne méconnaissons pas l'importance de notre assemblée. A une seule exception près, elle est la plus importante seconde Chambre qui soit au monde, l'exception étant le Sénat des États-Unis.

Nos institutions se trouvent en ce moment sur la pente de rapides évolutions; des changements s'opèrent non pas peut-être dans leur forme, mais dans leurs relations, leur pouvoir essentiel; et ces changements affectent la Chambre des communes bien plus que la Chambre des lords; avant peu d'années d'ici des différences considérables



se seront certainement établies dans la position, la puissance et le caractère du Parlement de ce pays. Je dis donc qu'à moins d'une nécessité urgente ou de quelque mal évident, nous ne devons pas saisir ce moment de transitions rapides pour entreprendre des changements dont personne ne saurait prévoir les conséquences. (Longs applaudissements parmi les membres de l'opposition.)

*Le comte de Kimberley* est d'avis que l'enquête ne saurait être utile qu'à la condition de porter sur des points bien précisés.

*Lord Granville*. Le noble marquis s'est prononcé en faveur d'une création limitée de pairs à vie. C'est là une importante question, bien digne de l'attention de la Chambre. Si l'auteur de la proposition veut limiter l'action de la commission spéciale à l'examen de cette question, je lui donnerai très cordialement mon vote.

*Le marquis de Salisbury*. Je suis d'avis que la question de la création de pairs à vie a trop d'importance pour ne pas faire l'objet d'une proposition formelle du Gouvernement; je suis d'opinion aussi que ce n'est pas incidemment et après cinq minutes de discussion qu'elle doit se produire. Je voterai donc contre la motion.

La Chambre passe au vote et repousse la proposition principale par 77 voix contre 38, et l'amendement par 85 contre 45.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 23 juin.*

M. Gladstone dit que les documents qu'il présente à la Chambre ont une grande importance, mais qu'ils ne sont pas encore complets, parce qu'il dépend des circonstances qu'ils soient augmentés de telle ou telle façon (*sic*).

L'orateur fait remarquer que la présentation de documents avant la conclusion des transactions avec les puissances est tout à fait exceptionnelle. Dans le cas actuel, ce procédé est important, parce qu'il fait connaître les vues des Gouvernements de deux grands États sur la façon d'envisager les questions compliquées se rapportant à l'Égypte, et touche à des principes beaucoup plus importants que ceux qui sont contenus directement ou indirectement dans la question.

Mais ces documents n'auront aucun effet (*sic*), excepté en ce qui concerne les arrangements financiers à intervenir. Lorsque ces arrangements auront obtenu la sanction des puissances de l'Europe, ou qu'ils auront été examinés ou jugés par les puissances, ce sera alors au Parlement de prononcer son jugement.

M. Gladstone ne se plaint pas de l'impatience de la Chambre à prendre connaissance de ces documents. Nous sentions, dit-il, depuis quelque temps déjà, que la situation ne pouvait être satisfaisante, puisque par nos réponses négatives, nous étions obligés de nous trouver en face non seulement de demandes d'enquêtes, mais



encore d'attaques et même d'accusations. Notre impuissance à donner plus tôt des explications sur la politique égyptienne venait de l'état de choses existant, et non de l'indécision du Gouvernement. Nous avons répété, à plusieurs reprises, que nous devions nous retirer de l'Égypte le plus promptement possible, mais faire toutefois les plus grands efforts pour atteindre, avant notre retraite, le but que nous crûmes essentiel d'atteindre pour le bien-être de ce pays. L'on crut, un moment, que l'époque était arrivée où il fallait soit marcher en avant, soit prendre nos dispositions pour nous préparer à la retraite.

Le principe d'après lequel nous avons agi constamment nous avait empêché d'avancer, car un mouvement en avant aurait dénoté l'intention de prendre des mesures qui auraient pu faire croire que nous songions à rendre permanente notre position en Égypte et à agir vigoureusement en ce sens. Il a été impossible au Gouvernement de reculer parce que, si nous avions arrêté une combinaison ou essayé de faire un arrangement définitif dans l'intention de nous retirer de l'Égypte, le parlement et le pays auraient demandé ce qui allait advenir après notre retraite, ils auraient dit : Quelle assurance pouvez-vous donner que, lorsque vous aurez cessé votre action en Égypte, aucune autre puissance n'interviendra à son tour dans ce pays ?

Nous avons, en conséquence, pensé, ajoute M. Gladstone, que le Parlement et le pays ne seraient pas satisfaits de l'état de choses que notre retraite de l'Égypte leur offrait en perspective. La nécessité de traiter la question des finances égyptiennes nous a permis d'échapper aux difficultés que je viens d'énumérer. Les causes des embarras financiers de l'Égypte sont les indemnités dues pour le pillage d'Alexandrie, et le développement d'un important déficit créé par les affaires du Soudan. En conséquence, le Gouvernement a invité les puissances, il y a quelques semaines, à assister à une conférence relative aux finances égyptiennes. Depuis cette date, un examen attentif a été fait de la situation et des projets à soumettre à la conférence.

Après l'envoi de l'invitation aux puissances, un Gouvernement voisin et ami, la France, nous a manifesté le désir d'échanger avec nous des explications préliminaires au sujet de la situation générale en Égypte. Il est probable que, la question financière étant soumise à l'examen des puissances, la question de notre position en Égypte aurait été quand même soulevée et la France était la puissance qui avait le plus de droits à le faire. Je désire ne pas entamer de discussion, mais je puis déclarer que personne ne peut se former une opinion justifiée et exacte au sujet des relations de la France et de l'Égypte, s'il commence à étudier la question seulement à partir de ces dernières années. Il faut remonter au commencement du siècle, à l'époque du



grand Napoléon, et se rappeler les efforts tentés et les sacrifices faits par la France en faveur de l'Égypte; il faut aussi prendre en considération les événements qui ont signalé la création du canal de Suez, pour comprendre, non ce que vous devez permettre à la France en Égypte, mais pour vous rendre compte de la façon dont la France envisage naturellement sa position dans ce pays. Je suis heureux que la France ait demandé des explications, car cette demande nous a permis d'écarter les obstacles qui se trouvaient sur notre route, en nous mettant à même de coopérer avec elle et de soumettre actuellement à la Chambre nos projets politiques en Égypte.

Celui de nos projets que nous vous soumettons aujourd'hui commandera, je l'espère, la confiance de l'Angleterre. Il aura, en outre, l'avantage de ne pas dépendre de l'appréciation seule du Gouvernement; car il devra être ratifié d'une façon absolue et précise par le Parlement et obtenir son assentiment.

Le Gouvernement français s'est efforcé de détruire une ou deux hypothèses erronées, notamment celle-ci, que la France n'aurait pas consenti officiellement à l'abolition complète du condominium. Le Gouvernement français a de même écarté l'hypothèse d'une occupation possible de l'Égypte par les troupes françaises, lorsque l'Angleterre quittera ce pays. Les assurances données par la France sur ce point, qui a peut-être la plus grande importance aux yeux du Parlement, n'ont pas été moins explicites. M. Waddington a déclaré, en effet, que la France est prête à prendre les engagements les plus formels à ce sujet. Par ces offres spontanées du Gouvernement français, nous avons obtenu la liberté entière de délimiter notre action. Il est inutile de dire que l'assurance donnée par la France de ne pas entrer en Égypte sans notre consentement a mis fin à toute idée d'une action isolée d'une puissance quelconque. Nous avons été ainsi mis à même de fixer la limite de notre séjour en Égypte, et, jusqu'à l'échéance fixée, nous gardons la faculté de décider l'époque de notre départ. Cette limite est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1888. Nous prenons l'engagement de ne pas prolonger l'occupation militaire au-delà de cette date si les puissances déclarent alors que l'état du pays permet notre départ, sans risque pour la paix et l'ordre en Égypte.

Quant aux modifications nécessaires aux arrangements internationaux concernant l'Égypte, j'ai déjà dit que le condominium, qui impliquait un contrôle général sur les finances égyptiennes, a cessé, et que le budget ne sera plus élaboré par les commissaires de la dette. Mais les pouvoirs de la commission de la dette seront étendus. Nous croyons cette extension nécessaire pour la prospérité de l'Égypte et pour d'importants intérêts financiers. En premier lieu, les commissaires recevront des informations suffisantes au sujet des procédés



financiers du Gouvernement égyptien et auront seulement l'autorisation de faire des observations.

En second lieu, ils auront l'autorité effective d'empêcher l'augmentation des dépenses au-delà des limites fixées par le budget.

Nous nous sommes efforcés, dans la mesure du possible, de songer à l'avenir et d'étudier le point faible de l'Égypte, en ce qui concerne ses qualités politiques, sa situation géographique, ses rapports avec les grandes puissances, sa faiblesse militaire et politique, enfin la position que lui ont créée des circonstances connues de tous.

Les Gouvernements anglais et français, désirant prévenir ces dangers, ont décidé que l'Angleterre préparerait un projet pour la neutralisation du territoire égyptien, ce qui comprend la neutralisation du canal de Suez. Je dois dire, toutefois, que ce n'est pas là une question qui recevra une solution immédiate. Il est évident que, dans les circonstances actuelles, nous avons assez à faire pour résoudre les autres questions ouvertes.

D'ailleurs, le moment auquel il sera naturel de s'occuper du projet de neutralisation de l'Égypte viendra lorsque l'occupation approchera de son terme. En conséquence, notre intention est de préparer ce projet pendant le temps de l'occupation de notre armée. L'arrangement avec la France, qui est de la plus haute importance, à cause des principes sur lesquels il repose, dépend d'abord de l'opinion de la conférence, et, si la conférence n'arrive à aucune décision, l'arrangement échouera. En troisième lieu, tout ce qui se passera à la conférence sera soumis à l'approbation du Parlement, et tout dépend de cette approbation.

La première séance de la conférence aura lieu samedi.

Aussitôt que la conférence aura décidé quelque chose, nous ne perdrons pas un moment pour inviter le Parlement à formuler un jugement. Nous ferons notre possible pour hâter ce jugement, car nous croyons que, si nos projets sont acceptés, ils seront favorables à la paix de l'Europe et à la civilisation, et nous serons les premiers à dire, si ces projets n'obtiennent pas l'approbation du Parlement, que ceux qui les ont élaborés ne doivent plus participer un seul instant au gouvernement de l'Angleterre.

*Sir Stafford Northcote* déclare qu'il est difficile de commencer la discussion des projets du Gouvernement, mais qu'il a des objections à présenter contre ces projets. La limite fixée à l'occupation, dit-il, est une des questions graves sur lesquelles la Chambre doit se prononcer le plus tôt possible, même sans attendre les projets complets. L'opposition saisira une occasion prochaine de demander à la Chambre d'exprimer son opinion sur cette question et sur les propositions financières, aussitôt que les documents seront présentés. M. Gladstone a



constaté, en effet, que, selon l'avis du cabinet, les travaux de la conférence relatifs aux affaires urgentes de l'Égypte devaient avoir lieu sans délai.

*Lord Churchill* déclare qu'il ne sait pas s'il doit rire de la folie du Gouvernement, ou pleurer le déshonneur de l'Angleterre. L'orateur attaque violemment la politique du cabinet ; il considère comme sans valeur l'engagement pris par la France de ne pas envoyer des troupes en Égypte. *M. Gladstone* est devenu, dit-il, le pensionnaire politique de la France.

*M. Goschen* conseille à la Chambre de ne pas soulever de discussion avant la conclusion de la conférence.

*M. Bourke* proteste contre le projet d'une conférence, qui aura pour résultat, suivant lui, la perte de l'autorité de l'Angleterre.

*M. Forster* désire, comme *M. Goschen*, que la discussion soit ajournée jusqu'à ce que le résultat de la conférence soit connu.

*M. Gladstone* répond aux critiques qui viennent d'être formulées et répète qu'il ne peut pas communiquer à la Chambre les propositions qui seront soumises à la conférence, avant que celle-ci ne se soit prononcée, parce qu'il faut lui laisser toute sa liberté d'action. Il dit toutefois que le Gouvernement demandera à la conférence de donner à l'Angleterre, dans la caisse de la dette, une voix prépondérante. Nous croyons, ajoute-t-il, que les raisons en faveur de cette proposition sont tellement pratiques qu'elle sera acceptée. Le sultan a été consulté sur l'arrangement, et les puissances sont, sans aucun doute, toutes disposées à tenir compte des droits dont il jouit relativement à l'Égypte, concurremment avec les autres puissances européennes.

L'incident est clos.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 25 juin.*

*Sir Stafford Northcote* annonce, au nom de *M. Bruce*, que celui-ci proposera le plus tôt possible une résolution déclarant que les conditions de l'arrangement conclu entre les Gouvernements anglais et français, telles qu'elles ont été indiquées dans la correspondance récemment présentée au Parlement, ne sont pas, suivant l'avis de la Chambre, de nature à amener la tranquillité et un bon gouvernement en Égypte, ou à justifier l'acceptation par l'Angleterre d'une responsabilité quelconque au moyen d'un emprunt ou d'une garantie dans le règlement des finances égyptiennes.

L'orateur ajoute qu'il demandera demain si le Gouvernement veut fixer un jour pour la discussion de cette motion.

*M. Arnold* annonce qu'il demandera, comme amendement à cette motion, que la Chambre y substitue la résolution suivante : La Chambre attend, pour exprimer son opinion sur le résultat des négocia-



ciations avec la France, d'être en possession des propositions qui doivent être soumises à la conférence au sujet des affaires financières d'Égypte.

*Chambre des Communes. — Séance du 26 juin.*

*Lord Fitz-Maurice*, répondant à *Sir H. Maxwell*, dit que le Gouvernement est arrivé à la conviction que les objections des puissances contre certaines parties du traité du Congo sont trop sérieuses pour laisser l'espoir au Gouvernement que le traité entier sera accepté. Il a donc fait savoir au Gouvernement portugais que la ratification du traité était inutile.

Le Gouvernement, cependant, se propose de maintenir la partie du traité relative à la nomination d'une commission chargée de régler la navigation sur le Congo. Il a en vue de donner à cette commission un caractère international.

*Sir H. Maxwell* demande si la commission imposera des droits d'entrée.

*Lord Fitz-Maurice* répond négativement. Il ajoute que les devoirs de la commission seront limités à la navigation sur la rivière.

Répondant à *M. Bourke*, lord Fitz-Maurice déclare qu'aucune partie du traité ne sera ratifiée, mais qu'un nouveau traité sera négocié pour l'établissement d'une commission.

*Chambre des Communes. — Séance du 30 juin.*

*M. Gladstone*, répondant à une interpellation de *M. Lewis*, dit qu'il répète que tous les actes du Gouvernement en rapport avec l'arrangement préliminaire conclu avec la France et les décisions qui seront prises dans la conférence — s'il y en a — seront absolument dépendants du jugement du Parlement. Le Gouvernement compte obtenir dans la Chambre des communes un vote affirmatif qui aura pour effet de ratifier ou de renverser les arrangements.

*M. Lewis*. Dans la Chambre des communes seulement ?

*M. Gladstone*. Je ne doute nullement que les membres de la Chambre haute ne soient tout disposés à examiner si les travaux de la conférence doivent dépendre du jugement des deux Chambres.

*Lord E. Fitz-Maurice*, répondant à *M. Ashmead Bartlett*, dit que « la neutralisation » du canal de Suez doit s'entendre dans le sens d'un arrangement qui assurera le libre passage à tous les navires dans toutes les circonstances.

Les navires de guerre d'un État étranger avec lequel l'Angleterre aurait engagé des hostilités jouiraient du même droit que les navires anglais de passer par le canal. Le Gouvernement anglais, dans le cas de la « neutralisation » du canal, selon la signification qui devra être



attachée à ce mot, ne pourra pas arrêter les vaisseaux de guerre hostiles dans le canal ou dans ses approches.

L'intention est de prendre des mesures pour la réparation immédiate de tout dommage causé au canal par un navire de guerre, aux frais de la puissance à laquelle ce navire appartiendra, mais le Gouvernement anglais ne revendique pas le droit de fortifier le canal.

*M. Gladstone* propose d'ajourner l'ordre du jour afin de donner la priorité à la discussion de la motion de *M. Bruce*, blâmant les termes de l'arrangement conclu avec la France.

*M. Forster*. La discussion de cette motion serait, dans les circonstances actuelles, des plus inopportunes. J'engage *M. Arnold* à retirer son amendement, afin que nous puissions opposer à la motion la question préalable.

*M. Arnold*. Mon devoir, selon moi, est de maintenir l'amendement dont j'ai donné avis et tendant à réserver l'opinion de la Chambre sur l'arrangement anglo-français jusqu'après la communication des décisions de la conférence.

*M. Gladstone*. Je considère la motion comme inopportune et dangereuse. Il faut que la Chambre sache que dans la position où nous nous trouvons, il nous est impossible d'entrer dans des explications complètes pour défendre la politique que nous avons appliquée aux complications de la question d'Égypte.

*M. Goschen*. Ce que le premier ministre vient de dire me confirme dans l'opinion que le devoir de la Chambre est de refuser d'ajourner l'ordre du jour. Sans doute, le Gouvernement est tenu par l'usage d'indiquer un jour pour la discussion d'un vote de censure, lorsqu'il est proposé, mais la Chambre n'est pas tenue par le même usage à autoriser le débat.

*Sir S. Northcote*. La question sera décidée par la majorité de la Chambre, mais quant à l'opposition elle a rempli son devoir en saisissant la première occasion pour discuter l'important arrangement conclu avec la France et qui a été introduit dans une conférence dont la mission, telle qu'elle avait été indiquée à l'origine, était de s'occuper exclusivement de questions financières.

*Le Chancelier de l'Échiquier*. Il n'est pas exact que la mission de la conférence ait été changée. Je ne ferai que constater que la discussion de la motion de censure serait très nuisible à l'intérêt général.

La Chambre passe à la division et repousse la proposition d'ajourner l'ordre du jour par 190 voix contre 148.

(*M. Gladstone* et tous les membres du Gouvernement présents ont voté avec la minorité.)

La proclamation du vote est accueillie par de bruyants applaudissements.



*Chambre des Communes. — Séance du 1<sup>er</sup> juillet.*

*Lord Fitz-Maurice* dit que les Gouvernements de France et de Chine savent que les bons offices du Gouvernement d'Angleterre sont toujours à leur disposition, mais que le Gouvernement de Sa Majesté ferait du mal plutôt que du bien en offrant sa médiation, si ce n'est à un moment où il aurait quelque raison pour supposer que cette médiation serait acceptée par les deux Gouvernements.

— *M. Forster* demande si le Gouvernement de Sa Majesté prendra des mesures pour empêcher que les prisonniers égyptiens soient traités avec cruauté aussi longtemps que les troupes britanniques resteront en Égypte.

*M. Gladstone.* Je conviens que le fait de l'occupation de l'Égypte par les troupes de Sa Majesté impose certaines responsabilités au Gouvernement britannique au point de vue du gouvernement de l'Égypte. Je dirai que nous continuerons de faire, en ce qui concerne les prisons, ce que nous avons fait jusqu'à présent, et que nous n'avons pas lieu de ne pas être satisfaits des résultats que nous avons obtenus. De très grands changements ont déjà été apportés dans les prisons égyptiennes, bien qu'il y ait encore beaucoup à faire pour les mettre au niveau des prisons dans les pays civilisés. Je puis informer la Chambre que les emprisonnements arbitraires et les mauvais traitements envers les prisonniers constituent aujourd'hui en Égypte des délits qui sont poursuivis par les tribunaux. (Applaudissements dans les rangs des membres irlandais.)

*M. Forster.* Le Gouvernement a-t-il l'intention de continuer à veiller à ce que les réformes qu'il espère introduire en Égypte soient placées sous la sauvegarde de quelques fonctionnaires anglais et non pas laissées entièrement à l'action des fonctionnaires indigènes ?

*M. Gladstone.* Nous reconnaissons que notre responsabilité et notre devoir nous imposent l'obligation de prendre en Égypte les mesures de surveillance qui nous paraissent les meilleures.

*M. Chaplin.* Je regrette de devoir insister et demander au premier ministre si le Gouvernement a l'intention de prendre des mesures plus énergiques que jusqu'ici pour empêcher qu'il ne se commette dans les prisons d'Égypte des cruautés dont le récit fait frissonner l'humanité.

*M. Gladstone.* L'honorable membre n'est peut-être pas exactement renseigné. Nous continuerons d'agir comme par le passé, et je répète que les juges les plus compétents ont exprimé l'opinion que les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici ont dépassé l'attente.

*M. Chaplin.* Cette réponse ne me satisfait pas, et j'annonce que j'appellerai prochainement l'attention de la Chambre sur les cruautés



qui sont commises aujourd'hui en Égypte sous la responsabilité du Gouvernement anglais.

*Chambre des Communes. — Séance du 15 juillet.*

*M. Gladstone*, répondant à une interpellation de sir H.-D. Wolff, dit que le Gouvernement ne s'attend pas à ce que la conférence n'aboutisse pas à une solution. Il ne serait pas possible au Gouvernement de dire à quelle date la conférence pourra terminer ses travaux. Quant au Parlement, il a encore de la besogne pour trois semaines, non compris ce que la conférence lui amènera. Le Gouvernement ne croit pas que les travaux de la conférence puissent durer assez longtemps pour qu'il devienne impossible au Parlement de prendre connaissance du résultat.

— La Chambre se forme en comité des subsides pour la discussion de divers crédits demandés par le département de la marine.

*M. Campbell-Bannermann*, répondant aux observations qui se sont produites, dit que depuis 1880 le Gouvernement s'est attaché à assurer la transformation totale de l'armement de la marine, en tenant compte des améliorations et inventions successives dues à la science. Le canon qui a été adopté en dernier lieu pour la marine est certainement l'arme la plus moderne que connaisse l'Europe. Le Gouvernement n'a pas commis l'erreur d'annoncer dans ses budgets la construction de plus de navires qu'il ne saurait enachever, alors qu'il y a lieu de croire que les budgets français ont annoncé des navires qui jamais n'ont vu le jour. Le Gouvernement actuel de Sa Majesté dépense deux fois autant en construction de navires cuirassés que le Gouvernement précédent; mais ce serait de la folie de s'imposer de forts sacrifices exclusivement pour des navires cuirassés.

Le ministre dit qu'il ne veut pas établir de comparaison avec ce qui se fait dans d'autres pays, mais que l'Amirauté s'est convaincue, par les informations qui sont en sa possession, que ces mesures sont en rapport avec le but qu'elle veut atteindre. Elle sait, du reste, que la construction de nouveaux navires n'est pas poussée avec la même activité de l'autre côté de la Manche qu'en Angleterre, et que la Grande-Bretagne, sans vouloir provoquer des rivalités désagréables ou des sentiments d'aigreur entre elle et ses voisins, augmente tranquillement sa puissance dans des proportions très considérables et en rapport avec les devoirs que la marine britannique a à remplir.

Le crédit demandé est voté, ainsi que quelques autres de moindre importance.

*Chambre des Communes. — Séance du 17 juillet.*

*M. Gladstone*, répondant à diverses interpellations relatives à la conférence, dit : La commission des finances a terminé aujourd'hui



ses travaux, et ce sera maintenant à la conférence à prendre ses décisions. Aucun jour n'a encore été fixé pour sa réunion, mais lord Granville ne perdra pas de temps à prendre les dispositions nécessaires à cet effet. Le Gouvernement n'a pas de motif pour croire que la conférence prolongera ses séances au delà de la session du Parlement.

Le ministre, pressé de questions, réitère l'engagement qu'il a pris de fournir à la Chambre l'occasion de discuter les résultats de la conférence. Comme le Gouvernement l'a déclaré au début, la conférence n'a été convoquée que pour s'occuper de questions financières, et elle n'a nullement, d'ailleurs, l'intention de s'occuper de la question générale de l'Égypte.

*Lord R. Churchill.* Les puissances ont-elles été appelées à donner une opinion sur l'arrangement anglo-français?

*M. Gladstone.* Non, monsieur.

*M. Bourke.* Cet arrangement sera-t-il soumis à la Chambre?

*M. Gladstone.* Non, je n'ai jamais dit cela.

— *Lord E. Fitzgerald* annonce que le Gouvernement hollandais a, ce jour même, accepté les propositions du Gouvernement britannique pour la libération de l'équipage du *Nisero*.

Le rajah sera informé que s'il ne met pas ses prisonniers en liberté avant une date déterminée, les deux Gouvernements prendront ensemble des mesures pour le punir lui et son peuple; si le rajah s'exécute, ses ports seront ouverts et il recevra une somme d'argent.

Le sous-secrétaire d'État refuse de donner plus de détails.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 24 juillet.*

*M. Wodehouse* demande au sous-secrétaire d'État pour les colonies si la déclaration faite par le Gouvernement espagnol au Sénat, à savoir que cinq mille Espagnols ont été expulsés de Gibraltar en conséquence des mesures prises par le Gouvernement espagnol pour pour empêcher l'invasion du choléra, est exacte.

*M. Ashley.* La mesure prise par le Gouvernement de Gibraltar était un acte de nécessité, mais non pas de représailles. Il n'y aurait eu et il n'existe aucun motif pour refuser d'admettre les Espagnols comme précédemment, si le Gouvernement espagnol les autorisait à retourner chaque soir à Linea. Mais les autorités espagnoles n'ont pas voulu y consentir. Les Espagnols ont donc été exclus par le motif que, une fois admis, on ne leur eût pas permis de retourner sur le territoire espagnol, et le Gouvernement de Gibraltar eût été obligé de loger, nourrir et employer ces étrangers, et, dans le cas où le choléra envahirait la ville, celle-ci, qui est déjà encombrée, aurait une surcharge de plusieurs milliers de sujets espagnols.

— *Sir H. Wolff* demande au premier ministre si les travaux de la



conférence sont arrivés à un point qui permette au Gouvernement d'informer la Chambre s'il est probable que le Parlement sera appelé à sanctionner quelque arrangement officiel.

*M. Gladstone.* Je ne puis donner aucune information maintenant. La conférence s'est réunie aujourd'hui et se réunira encore lundi. Je ne puis prendre d'engagement positif, mais je ne suis pas sans espérer qu'après la réunion de lundi je serai en position de donner une information plus précise.

*Chambre des Communes. — Séance du 25 juillet.*

*M. Macfarlane* demande à appeler l'attention du Gouvernement sur les progrès de la marche en avant des Russes dans l'Asie centrale.

Tout d'abord, dit-il, je ferai remarquer que la prise de possession par les Russes de Merv et de Sarakhs menace la sécurité de Hérat, ainsi que l'indépendance et l'intégrité de l'Afghanistan. J'avais annoncé l'intention de saisir la Chambre d'une résolution en ce sens, mais je crois mieux faire en n'y donnant pas suite pour le moment, parce que l'attention du Parlement est absorbée par d'autres questions qui l'empêcheraient d'examiner ces intérêts lointains avec le soin qu'ils méritent. Je ne suis pas de ceux qui voudraient que le lion britannique fût constamment à l'affût, dans toutes les parties du monde, de différends à soulever, mais je suis en même temps d'avis que là où le pays a réellement des intérêts à garder, le lion britannique ne doit jamais laisser ignorer qu'il est toujours disposé à les défendre.

Je suis toutefois convaincu que le Gouvernement des Indes a fini par comprendre l'importance de la question, et que la politique d'« habile inactivité » — que je préfère qualifier de « lâche inactivité » — qu'il a suivie relativement à la conduite des Russes au nord des Indes, n'est maintenant plus de saison.

Pour ce motif, je laisserai la question entre ses mains jusqu'à la session prochaine.

---

La *Conférence* relative aux finances de l'Égypte s'est réunie à Londres le 28 juin au Foreign-Office. Tous les représentants des puissances et leurs adjoints financiers ont été reçus par Lord Granville. La Conférence a décidé de garder le secret le plus strict sur ses délibérations.

---

Il a été distribué, de février à juin 1884, au Parlement anglais, les documents suivants :

**Chine.** N° 1. 1884. (C. 3830) : Chinkiang, Shanghai, Szechuan.



N° 2. — (C. 4029) : Chung-King, Foochow, Haukow, Kinkiang, Kiungkchow, Ningpo, Pakhor, Snatow, Tamsuy, Wenchow, Wuhn.

**Commercial.** N° 4. 1884. (C. 3837) : Para, Rio-de-Janeiro, Dantzig, Hambourg, Céphalonie, Santa-Maura, Rome, Venise, Amsterdam, Oporto, Riga, Puerto-Rico, Samsoon, Trébizonde.

N° 8. — (C. 3887) : Fiume, Medellin, Copenhague, Alger, Francfort-sur-le-Mein, Corfou, Patras, Syra, Amsterdam, Salonique, Baltimore.

N° 12. — (C. 3929) : Santos, Brest, Cherbourg, Havre, Saïgon, Saint-Malo, Truxillo, Brindisi, Berdiansk, Puerto-Plata, Tripoli, Jeddah, Boston, Charleston, Galveston, Nouvelle-Orléans.

N° 19. — (C. 3964) : Rosario, Suez, Bordeaux, Boulogne, Dunkerque, Cologne, Jaemel, Ancone, Mogador, Batoum, Nicolaïeff, Sébastopol, Tangarog, Barcelone, Hoïlo, Manilla, Angora, Prevesa, Mobile, Pensacola.

N° 21. — (C. 3968) : La Rochelle, Marseille, Nantes, Saint-Nazaire, Gênes, Leghorn, Loanda, Galatz, Kustendjé, Sulina, Saint-Domingue, Ténériffe, Gothebourg.

N° 26. — (C. 4026) : Serajevo, Vienne, San-José, Guayaquil, Taïti, Cuxhaven, Hambourg, Lubeck, Stettin, Wismar, Gallipoli, Naples, Venise, Dar-al-Baïda, Mazagan, Rabat, Saffié, Java, Kertch, Cadix, Alep.

N° 27. — (C. 4030) : Syra, le Pyrée, Guatémala, Samoa, Sumatra, Lisbon, Madeira, Riga, Stockholm, Crête, New-York, Montévidéo. [*Ces sept numéros sont les parties I à VII des « Reports from Her Majesty's Consuls. »*]

N° 30. — (C. 4046) : Antioche (mines), Allemagne (Association coloniale), Grèce (budget), Uruguay (arts et métiers, écoles). [*Ce numéro fait partie des « Reports from Her Majesty's Diplomates and consular officers, » III.*]

N° 3. 1884. — (C. 3836) : Autriche (finances et chemins de fer), France (commerce extérieur), Perse (commerce), Portugal (revue générale du commerce), Suisse (horlogerie), Turquie (finances), Wurtemberg (agriculture.)

N° 17. — (C. 3962) : Autriche (commerce et douanes), Danemark (récoltes, statistiques sur le Groenland), France (commerce avec l'Angleterre), Hollande (commerce avec les nations étrangères), Russie (finances).

[*Ces deux numéros sont les parties I et II des « Reports by Her Majesty's secretaries of Embassy and Legation. »*]

N° 31. — (C. 4048) : Bois et forêts (Cobourg et Gotha, Allemagne, Russie, Suède, États-Unis).



[*Ce numéro fait partie des « Reports by Her Majesty's representatives abroad. »*]

**Corée.** N° 2. 1884. — (C. 4044) : Traité d'amitié et de commerce, signé le 26 novembre 1883.

**Égypte.** N° 22. 1884. — (C. 4042) : *Correspondance* : dépêche du 17 mai 1884.

N° 23. — (C. 4047) : 17 dépêches du 28 avril au 19 juin.

**Japon.** N° 1. 1884. — (C. 3832) : Kanagawa, rapport sur le commerce extérieur de 1882, impôts et droits réels sur la terre.

## ITALIE

*Chambre des députés. — Séance du 28 juin.*

*M. Mancini* présente le projet relatif à la construction d'un port et d'un phare dans la possession italienne d'Assab, et demande l'urgence, qui est accordée.

— On passe à la discussion du projet de loi prorogeant d'un an le traité de navigation italo-français.

*M. Tegas* propose de réduire la prorogation à six mois.

*M. Crispi* se plaint de ce qu'une loi si importante se discute dans les dernières séances de la session. Le traité actuel, dit-il, n'est pas équitable. L'Italie y fait beaucoup plus de concessions qu'elle n'en reçoit. L'orateur demande que le ministère déclare ce qu'il a l'intention de faire, quand le traité expirera, et s'il veut mettre fin à une politique de servilisme et d'humiliation.

*M. Mancini* dit qu'en effet la France a demandé plusieurs fois la prorogation du traité, qui était nécessaire, d'ailleurs, parce que la loi sur la marine marchande n'avait pas encore été discutée. L'Italie ne pouvait pas procéder à la conclusion hâtive d'un nouveau traité. L'Italie a consenti par déférence. Il ne doute pas que cet acte d'amitié ne soit convenablement apprécié par la France. Six mois ne suffiraient pas pour préparer un nouveau traité. Quant à la question du cabotage, il pense, en principe, que le cabotage sur les côtes italiennes devrait être réservé au drapeau italien.

Répondant aux critiques de *M. Crispi* contre la politique étrangère du cabinet, *M. Mancini* déclare qu'il en fait juge la grande majorité du parlement et du pays. Il ne comprend ni la politique d'humiliation, ni la politique de provocation et de bravades. L'Italie éprouverait peut-être des humiliations le jour où elle suivrait la politique de *M. Crispi*.



*M. Boselli* partage l'opinion de *M. Mancini* sur le cabotage. Il fait remarquer que l'Italie accorde à la France le droit de cabotage sur toutes ses côtes, et que la France ne lui rend pas la pareille. Il prie *M. Tegas* de retirer sa motion.

*M. Crispi* se défend du reproche d'attaquer systématiquement la politique étrangère du cabinet, et d'avoir des idées provocatrices. Il affirme qu'il n'envie pas le poste de *M. Mancini*, s'il faut y faire une politique pareille à la sienne.

Entre la politique d'aventures et celle du ministre, il y a une politique sage et efficace : celle du respect du pays. A quoi ont servi à l'Italie ses alliances si vantées ? L'Angleterre ne se soucie pas de vous, dit-il ; l'Allemagne vous méprise.

Oui, les députés de l'Allemagne assisteront à l'anniversaire de la bataille de Lissa. L'Autriche ne vous rend pas la visite que vous lui avez fait faire, sans motif justifiable. La Chambre donnerait une preuve de patriotisme en rejetant une prorogation qui pourrait bien ne pas être la dernière. Il fallait conclure le traité de navigation en même temps que le traité de commerce. Les Bourbons de Naples, eux-mêmes, n'auraient jamais subi un traité pareil. En échange de votre condescendance politique, l'Afrique vous échappe et l'Italie se sent étouffée par les puissances qui s'agrandissent autour d'elle.

*M. Mancini* réplique qu'il ne suivra pas *M. Crispi* dans sa propre apologie, quoiqu'un sentiment de colère envers le ministre l'ait poussé jusqu'à louer la politique des Bourbons. Il est sûr que la Chambre fera justice de ses exagérations passionnées.

*M. Crispi* proteste.

*M. Mancini* continue : La France désirait que le traité de navigation fût conclu en même temps que le traité de commerce ; mais la commission, d'accord avec le ministère, les a séparés dans l'intérêt de l'Italie. Il explique le refus de la France d'accorder à l'Italie le droit de cabotage sur les côtes de l'Atlantique comme sur les côtes de la Méditerranée. Il prie *M. Tegas* de retirer sa demande. — *M. Tegas* la retire, laissant au ministre la responsabilité de cette longue prorogation.

La prorogation du traité à un an est approuvée par 158 voix contre 73.

---

## PAYS-BAS

Au cours de la discussion de l'arrangement conclu avec la France pour la garantie des œuvres d'esprit et d'art, le ministre des affaires étrangères a donné lecture à la seconde Chambre de l'extrait suivant



d'une dépêche du Conseil fédéral suisse sur la protection internationale de la propriété littéraire :

Berne, le 28 juin 1884.

« Excellence,

« Le 3 décembre 1883, le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de communiquer à Votre Excellence le projet de convention élaboré par l'Association littéraire internationale, en vue de constituer une « Union générale pour la protection des droits des auteurs sur leurs « œuvres littéraires et artistiques (1). » A cette occasion, il a émis l'idée qu'il y aurait un profit réel à établir entre les Gouvernements de tous les pays civilisés une entente générale sur le grand principe qui est la base de l'Association et qui consiste à assurer une protection aussi efficace que possible, par delà les frontières politiques, aux produits de l'esprit humain dans le domaine supérieur de la littérature et de l'art; de plus, il a cru devoir indiquer qu'une conférence diplomatique lui paraissait le meilleur moyen pour rechercher si et de quelle manière on pouvait arriver à un accord commun sur la protection internationale à accorder aux auteurs d'œuvres littéraires et artistiques, et il a ajouté que si sa proposition trouvait de l'écho auprès des hauts Gouvernements, il se ferait un honneur de les inviter à se faire représenter à une conférence qui pourrait se réunir dans le courant de l'année 1884.

« Le Conseil fédéral suisse peut maintenant constater avec satisfaction que son initiative a été couronnée de succès. Il se fait un devoir d'exprimer aux hauts Gouvernements toute sa reconnaissance pour l'accueil favorable qu'ils ont bien voulu faire à sa proposition, et il ne désespère pas d'atteindre avec leur précieux concours le but élevé qu'il se propose. »

---

## SERBIE

A la skouptchina, le 5 juin, les députés du district de Timok ont interpellé le premier ministre au sujet des incursions sur le territoire serbe d'émigrants serbes réfugiés en Bulgarie, demandant si le Gouvernement avait pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des frontières.

Le ministre des affaires étrangères, M. Garaschanin, a exposé la situation. Après avoir lu la correspondance diplomatique concernant l'incident, ainsi que l'ultimatum adressé à la Bulgarie, le ministre a déclaré que le Gouvernement serbe avait fait tout ce qu'exigeait la dignité du pays.

(1) V. ce projet de convention, *Archives*, 1883, IV, 121.



« La Serbie, a-t-il ajouté, a observé de grands ménagements vis-à-vis de la Bulgarie, à qui elle n'a jamais ménagé les marques de sympathie, mais l'inqualifiable violation du droit international dont la principauté s'est rendue coupable en procédant sans avertissement préalable à l'occupation du point frontière de Bregova, au moment même où le Gouvernement serbe lui demandait des explications au sujet des incursions de bandes d'émigrés, exige une action énergique. Si d'ici à dimanche, satisfaction n'est pas donnée, toute négociation sera rompue et notre représentant quittera Sofia. »

Plusieurs membres de la skouptchina, et, dans le nombre, un député radical, le pope Gjurić, remercient le Gouvernement de sa fermeté.

La skouptchina a ensuite adopté à l'unanimité un ordre du jour portant qu'après avoir entendu les explications du ministre des affaires étrangères, la représentation nationale approuve complètement l'attitude nette et digne du cabinet, et qu'au nom du peuple elle s'engage à soutenir de tout son pouvoir le Gouvernement tant que celui-ci continuera à défendre la Serbie, comme il vient de le faire, contre les intrigues révolutionnaires de l'étranger.

---

## TURQUIE

Le Gouvernement ottoman vient d'envoyer à ses représentants auprès des Puissances une circulaire relative à la question des *postes étrangers* :

« En vertu d'un arrangement signé le 29 mars (11 avril) de cette année entre la direction générale des postes et télégraphes de Turquie et la direction générale des postes et télégraphes de la Bulgarie, l'administration ottomane a pris à sa charge exclusive le transport des valises postales entre Constantinople et Varna. Toutes les dispositions matérielles nécessaires ont été adoptées pour que ce service s'effectue dans des conditions d'exactitude et de célérité qui soient de nature à satisfaire les exigences légitimes du public et du commerce.

« Cet arrangement a pour conséquences de faire cesser les expéditions de valises qui avaient lieu jusqu'ici entre Constantinople et Varna, par l'entremise des paquebots du Lloyd et des autres Compagnies, et de rendre désormais inutile l'existence des bureaux de postes étrangers dans l'empire ottoman.

« Votre Excellence n'ignore pas que ces bureaux, quoique jusqu'ici tolérés, n'ont jamais été autorisés par le Gouvernement impérial ; s'il a pu, à une époque antérieure, fermer les yeux sur leur existence,



cela tenait à ce que le service des postes en Turquie n'avait pas encore pris assez de développement pour être en mesure de répondre à tous les besoins. Mais, depuis que les progrès accomplis par notre administration des postes l'ont mise en mesure de faire le service postal tout aussi bien que les meilleures administrations européennes, la Sublime-Porte n'a cessé de protester contre le maintien d'un état de choses qui porte directement atteinte à ses droits de souveraineté.

« Les moyens de communication nouvellement organisés entre Constantinople et Varna, aussi bien que ceux déjà existants et dont nous avons la faculté de nous prévaloir comme signataires de la convention internationale de Paris, mettent l'administration des postes ottomanes en mesure d'assumer la charge et la responsabilité du service des postes ottomanes sur tout le littoral de l'empire. Les articles 3 et 4 de la convention de Paris nous accordent, en effet, le droit de faire usage des paquebots des compagnies étrangères pour le transport de nos valises contenant les correspondances expédiées soit d'un port de Turquie à un autre, soit à une ville de l'intérieur qui se trouve en communication avec un port ottoman, soit à un bureau de poste étranger dans lequel peut s'effectuer l'échange des valises entre l'administration des postes de l'empire et une autre administration faisant partie de l'Union postale.

« L'administration des postes impériales a l'intention de continuer à faire usage, sous ce rapport, des pouvoirs que la convention lui confère. Les compagnies étrangères ne peuvent se refuser à se charger de ces expéditions, qui ont eu lieu jusqu'à présent et continuent à avoir lieu à titre gratuit, sauf toutefois en ce qui concerne la Compagnie de navigation russe. Les compagnies pourraient tout au plus exiger le paiement des frais de transport prévus par l'article IV de la convention.

« De même, le Gouvernement impérial insistera dorénavant pour la stricte observation de l'article 8 de la convention de Paris, en vertu duquel les lettres et correspondances ne peuvent être affranchies qu'au moyen de timbres-poste de l'administration du pays d'où elles sont expédiées.

« La mise en vigueur de ces dispositions, qui rentrent incontestablement dans le cercle des mesures que le Gouvernement impérial a le droit de prendre, soit comme souverain territorial, soit comme signataire de la convention de Paris, doit enlever toute raison d'être aux bureaux de poste étrangers établis à Constantinople et dans quelques villes de l'empire.

« La Sublime-Porte vient de prier S. Exc. le Président de la Confédération helvétique de vouloir bien faire connaître aux administrations intéressées, par l'entremise du Bureau international de



Berne, les dispositions qui viennent d'être arrêtées pour que l'administration impériale des postes puisse dorénavant prendre en main le service postal sur toute l'étendue de l'empire, et nous avons également eu recours aux bons offices du Président pour leur faire demander de procéder, avant la date de la mise en vigueur du nouvel arrangement qui doit commencer à être appliqué le 1<sup>er</sup> août 1884, à la fermeture des bureaux de poste relevant de leur autorité qui existent en ce moment à Constantinople et dans quelques villes de Turquie, attendu qu'il serait impossible au Gouvernement impérial de continuer à en tolérer le fonctionnement et le maintien.

« Le Gouvernement impérial ne désire certes pas se voir dans la nécessité de prendre les mesures propres à assurer la sauvegarde et la protection de ses intérêts, dans le cas, d'ailleurs improbable, où cette juste demande ne serait pas accueillie.

« Je prie Votre Excellence d'appuyer par ses démarches auprès de M. le ministre des affaires étrangères la communication qui sera faite par le bureau international de Berne à l'administration des postes... et de déployer tous ses efforts, pour qu'il soit fait droit à nos légitimes revendications. »

— Le 29 juillet, les ambassadeurs d'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie et de France ont remis à la Porte une note verbale identique dont voici le résumé : Les Puissances, ayant eu connaissance de l'intention de la Porte de fermer les bureaux de poste étrangers, se réservent de répondre à cette mesure par une communication ultérieure. En attendant, comme cette suppression ne peut avoir lieu qu'après un accord entre la Porte et les Puissances, celles-ci adressent à la Porte cette communication pour ne lui laisser aucun doute au sujet de leur manière de voir relativement à l'intention de la Porte de supprimer les bureaux de poste étrangers ou d'en entraver le fonctionnement sur le territoire ottoman.

---

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> Juillet. — *Études diplomatiques : la maladie du roi*, par le duc de Broglie (fin des remarquables articles consacrés à la première lutte de Frédéric II et Marie-Thérèse). — *Les chemins de fer italiens : la formation des réseaux et les premières conventions*, par Cuheval-Clarigny. — *Les petites Cours d'Italie, Sixte-Quint et les Médicis*, par Henri Blaze de Bury. — *L'Abyssinie et son négus*, par G. Valbert (d'après le récit d'un voyageur allemand).



15 Juillet. — *Un général diplomate au temps de la Révolution : Dumouriez aux Affaires étrangères*, par Albert Sorel. — *Les chemins de fer italiens : l'enquête parlementaire et les nouvelles conventions*, par Cucheval-Clarigny.

---

### La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> Juillet. — *La politique extérieure de l'Empire (1852-1870) d'après ses plus récents historiens*, par Léonce de Brotonne. — *Madagascar (fin)*, par L. Pauliat.

15 Juillet. — *Origine et fonctions des Consuls*, par F. de Lesseps (simples extraits de différents ouvrages). — *La loi des pauvres en Angleterre*, par Miss Frances Lord. — *Metz et le pays messin en 1884*, par Lucien Nicot.

---

### Le Correspondant.

10 Juillet. — *L'Allemagne en Orient*, par Adolphe d'Avril (l'auteur se propose de préciser l'attitude du Cabinet de Berlin pendant les deux grandes crises de la question d'Orient qui ont eu lieu de nos jours, c'est-à-dire en 1854 et en 1876). — *Le recrutement des armées*, par le lieutenant-colonel Hennebert. — *Le pays de la Reine Maraiï et la fête du 14 juillet à Tahiti*.

---

### Bibliothèque universelle et Revue suisse.

Juin. — *Charles Gordon*, par Aug. Glardon.

Juillet. — *Excursion en Algérie et en Tunisie, mai-juin 1883*, par H. Maystre. — *Charles Gordon*, par Aug. Glardon (suite).

---

### Revue maritime et coloniale.

Juillet. — *La Corée*, par G. Baudens, lieutenant de vaisseau (exposé intéressant d'après un ouvrage anglais récent; le pays est examiné sous ses différents aspects et des cartes facilitent l'intelligence du texte; à la fin, il y a quelques renseignements sur les rapports de la Corée avec les étrangers et sur les traités conclus récemment par ce pays).

---

### Revue de Géographie.

Juillet. — *La crise géographique*, par L. Drapeyron. — *Les éléments de la géographie physique de l'Algérie*, par le commandant



Niox (extrait d'un ouvrage sur l'Algérie que doit publier prochainement le savant professeur de l'École supérieure de guerre; l'article est accompagné d'une carte dressée par M. Niox). — *Mon retour au Tonkin*, par J. Dupuis. — *Le mouvement géographique*, par L. Delavaud (Maroc, Madagascar, Tonkin). — *Le projet d'une école nationale de Géographie*, par J.-B. Paquier. — *Les premiers voyages des Néerlandais dans l'Insulinde*, par le prince R. Bonaparte. — *Topographie comparée des côtes de l'Océan et de la Manche*, par J. Girard. — Comptes-rendus.

---

### Le Mémorial diplomatique.

5 juillet. — *La diplomatie et les Parlements* (inconvenients de l'immixtion des Parlements dans l'œuvre de la diplomatie, à propos des engagements pris par MM. Gladstone et Ferry, de soumettre aux Chambres les décisions de la Conférence.) — *Nouvelles diverses* (conférence de Londres, Parlement italien.) — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Les affaires d'Egypte à la Chambre des députés*. — *Documents* (message du Président de la République argentine).

12 juillet. — *L'Allemagne*. — *Nouvelles diverses* (France, Norvège, Bulgarie). — *Correspondances* de Bruxelles, de la Haye, de Londres, de Saint-Petersbourg et de Vienne. — *Violation du Traité de Tientsin*. — *La demande de crédit pour Madagascar*. — *Documents* (Convention pour la protection de la propriété industrielle; message du roi de Roumanie).

19 juillet. — *L'Angleterre et la Conférence de Londres*. — *Nouvelles diverses* (affaires de Chine, incident italo-espagnol). — *Correspondances* de Bruxelles, de Constantinople, de Saint-Petersbourg. — *Le projet de révision de la Constitution française au Sénat*. — *Le Traité de Hué*. — *Documents* (Règlement turc sur les passeports; firman d'investiture du gouverneur de la Roumélie orientale; traité de commerce gréco-égyptien; mémoire bulgare concernant le conflit avec la Serbie).

26 juillet. — *Le canal de Panama*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Le projet de révision de la Constitution française au Sénat*. — *Discussion à la Chambre des députés*. — *Les traités de l'Association internationale du Congo avec les indigènes*. — *Documents* (extrait du message du président d'Haïti; discours du prince de Bulgarie; fin du mémoire concernant le différend avec la Serbie, et documents annexés).

---



## Revue de Droit international et de Législation comparée.

1884. N° 3. — *Le Maroc, ses relations avec l'Europe, sa situation actuelle*, par Castonnet Des Fosses, avocat à la Cour de Paris (premier article; historique allant jusqu'au traité conclu par le Maroc avec la France en 1845 pour la délimitation des frontières). — *Les immunités du patriarcat œcuménique en Turquie*, par Joseph Jooris, ministre résident (nature des immunités accordées à l'Eglise grecque orthodoxe; ces immunités rentrent-elles dans le cadre des réformes que la Turquie s'est engagée à maintenir ou à faire par le traité de Berlin ?) — *La libre navigation du Congo*, par Sir Travers Twiss (3° article; détails fort intéressants sur la formation de l'État de Libéria). — *De la loi qui doit régir la tutelle des mineurs quand le tuteur légal est de nationalité différente*, par Ernest Lehr (à propos d'une décision récente du tribunal de la Seine). — *Les infractions politiques*, par Albéric Rolin (3° article; sens de ces mots dans la constitution et la loi belges). — *Notices et notes diverses*. — *Chronique des faits internationaux: Amérique espagnole* (Salvador, Pérou, Chili, échec du projet de fédération de l'Amérique centrale, relations du Mexique et de l'Espagne), par Pradier-Fodéré; *Autriche-Hongrie* (indication de nombreuses conventions internationales conclues de 1880 à 1883), par L. Strisower. — *Bibliographie*.

---

## L'Économiste français.

5 juillet. — *La répartition de la population par profession en Allemagne et en France*, par P. Leroy-Beaulieu (chiffres intéressants extraits de publications officielles récentes). — *La Terre au XIX<sup>e</sup> siècle: la division de la propriété dans l'ancienne France*, par de Foville. — *Le projet de loi italien sur la marine marchande*. — *Les Chambres de commerce à l'étranger*, par Arthur Raffalovich. — *Le Cambodge, son histoire, sa population et ses ressources naturelles*, par de Fontpertuis (article d'actualité par suite du traité récent qui met ce pays dans un état complet de vassalité par rapport à la France.)

12 juillet. — *Le choléra et les mesures incohérentes*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les cités américaines (Saint-Louis), études sur le commerce intérieur des États-Unis*, par Léon Poinsard (nombreux détails statistiques.) — *L'empire colonial de la France au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par de Fontpertuis (à propos d'un livre récent sur les colonies perdues). — *Lettre d'Angleterre* (bill sur la marine marchande; la nouvelle loi sur les faillites.)

19 juillet. — *Le commerce extérieur de la France pendant les six*



*premiers mois de 1884. — La division de la propriété en France après 1789*, par de Foville. — *La vie à bon marché, les institutions suédoises*, par Fougerousse. — *Le marché des capitaux à Berlin en 1883*, par Arthur Raffalovich. — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis (élections présidentielles, le mormonisme, Cuba). — *La Tunisie et le port de Bizerte*.

26 juillet. — *Quelques faits relatifs aux colonies anglaises*, par P. Leroy-Peaulieu (renseignements précis empruntés aux documents officiels récents). — *Le commerce extérieur de la France et de la Grande-Bretagne pendant les six premiers mois de 1884. — Une théorie de l'évolution politique et économique*, par Arthur Mangin (appréciation de l'ouvrage de M. de Molinari dont les *Archives* ont rendu compte, v. plus haut, p. 120). — *Lettre d'Égypte* (critique de la note anglaise relative au projet de réduction du service de la dette.) — *L'ancienne Régence de Tunis, sa situation avant l'occupation française*, par de Fontpertuis. — *Lettre d'Angleterre*.

---

### Moniteur officiel du Commerce.

Jeudi 5 juin 1884. — Exposition universelle d'Anvers. — Législation commerciale française (arsenic) et étrangère (douanes, États-Unis). — Rapports des consuls — *français* : Allemagne (Hambourg), Espagne (quincaillerie, verrerie, instruments agricoles, sucres, etc., concurrence allemande), Italie (Girgenti), Possessions anglaises d'Europe (Malte), Turquie d'Europe (Janina), d'Asie (Larnaca), Possessions anglaises d'Amérique (Québec); — *étrangers* : États-Unis (Espagne), suisse (Milan), belge (Sainte-Croix de Ténériffe). — Colonies françaises, Société française de colonisation, Sainte-Marie de Madagascar, Saint-Pierre, Miquelon. — Informations et renseignements commerciaux. — Avis aux navigateurs. — Postes — Tarifs collectifs (pays d'Europe) — Listes des Français à l'étranger.

12 juin. — Documents officiels : 4<sup>e</sup> titre (bijouterie); Exposition d'Anvers, circulaire aux Chambres de Commerce; législation commerciale française, étrangère (douanes, Italie). — Situation économique de la France (Bouches-du-Rhône, Eure, Haute-Loire, Saône-et-Loire). — Rapports des consuls — *français* : Angleterre (Newcastle, Exportation-Importation), Russie (récolte prochaine, Varsovie), Belgique (Liège, cuirs, charbons), Espagne (importation d'alcools, Algésiras), Italie (soie, canal Villaresi), Turquie d'Asie (commerce extérieur, Damas), États-Unis (Philadelphie), Possessions anglaises d'Amérique (Québec), Possessions espagnoles d'Amérique (Cuba, importations), Uruguay (porcelaines, liqueurs); — *étrangers* : autrichien (Moscou,



Odessa), italien (Trébizonde), États-Unis (Perse), belge, (Bombay, Le Cap). — Informations et renseignements commerciaux. — Chemins de fer. — Adjudications, — Tarifs collectifs (pays d'Europe) — Listes des Français à l'étranger.

19 juin. — Législation commerciale française (sels), étrangère (États-Unis, douanes). — Situation économique de la France (Oise, Vosges, Paris). — Rapports des consuls — *français*: Angleterre (principaux articles de commerce), Belgique (charbons), Suisse (bétail), Espagne (récoltes, blés, huiles), Italie (vins et olives), Grèce (quincaillerie, moyens de développer la vente des produits français), Turquie d'Asie (Smyrne, comparaison des importations), Chine (principaux articles d'importation), Possessions anglaises d'Asie (Bombay, expéditions pour la France), Tripoli (commerce français), États-Unis (soie), Pérou; — *étrangers*: Suisse (Russie, année 1883, revue), belge (Turquie, Salonique); — Colonies françaises: Indes, Saint-Pierre. — Renseignements commerciaux. — Postes et télégraphes. — Tarifs collectifs. — Français à l'étranger.

26 juin. — Situation économique de la France: Creuse, Eure, Finistère, Indre, Haute-Loire, Haute-Marne, Nord, Haute-Vienne. — Chambres de commerce étrangères: Angleterre, Allemagne. — Rapports des consuls — *français*: Angleterre (suite et fin), Russie (Varsovie, laines peignées), Danemark (opinion du commerce danois sur les commerçants français); Belgique (Liège, Anvers), Allemagne (Kœnigsberg, Hambourg); Bulgarie (importation); Italie (paille pour chapeaux), États-Unis (sériciculture); — *étrangers*: suisse (Londres), belge (Moscou), italien (Shanghaï). — Colonies françaises: La Réunion. — Informations et renseignements commerciaux. — Exposition: Allemagne. — Chemins de fer. — Adjudications. — Tarifs collectifs (suite). — Français à l'étranger.

3 juillet. — Interdiction de l'importation en Algérie de ceps et légumes. — Législation commerciale étrangère: Russie (douanes), Allemagne (alcools dénaturés, tissus, etc.), États-Unis (douanes). — Situation économique de la France: Loir-et-Cher, Marne, Meurthe-et-Moselle, Oise, Saône-et-Loire, Vendée, Paris. — Chambres de Commerce françaises à l'étranger: Barcelone, listes des membres. — Rapports des consuls — *français*: Angleterre (mois de mai), Russie (mois de mai), Belgique (Louvain en 1883), Allemagne (Francfort en 1883, Dantzig), Italie (récoltes prochaines), États-Unis (vins étrangers), Guatémala (mouvement commercial en 1883); — *étrangers*: néerlandais (Smyrne, exportations et importations). — Missions et rapports commerciaux (Possessions anglaises d'Océanie). — Informations. — Marine marchande: Allemagne. — Avis aux navigateurs. — Ventes publiques. — Adjudications. — Tarifs collectifs. — Français à l'étranger.



10 juillet. — Situation économique de la France : Ain, Gironde, Paris. — Rapports des consuls — *français* : Angleterre (Southampton en 1883), Allemagne (échantillons exposés au ministère des étoffes portées cet hiver à Königsberg), Espagne (Barcelone en 1883), Grèce (gisements de calamine, île de Santorin en 1883), Turquie (Valona, bitumes, Chypre), Turquie d'Asie (Smyrne en 1883), Possessions hollandaises d'Asie (Batavia), Possessions anglaises d'Afrique (Le Cap), États-Unis (Brésil, cotons) ; — *étrangers* : Belge (Louisiane, situation financière), États-Unis (Missions et rapports commerciaux), Possessions anglaises d'Océanie (suite). — Informations. — Tarifs collectifs (suite). — Français à l'étranger.

17 juillet. — Situation économique de la France : Marne. — Chambres de commerce étrangères : Allemagne. — Rapports des consuls — *français* : Angleterre (Newcastle), Russie (15 mai au 15 juin), Norvège (exportation du bois en 1883), Belgique (métallurgie), Allemagne (Breslau et Posen), Espagne (Grenade), Italie (Port-Empédocle en 1883, Milan, Gênes, Naples, Grèce (Syracuse), Turquie d'Asie (Hodeida, Hama, Hama, Hama), États-Unis (Philadelphie en mai), Mexique (situation en 1883), Brésil (café) ; — *étrangers* : belge (Roumanie, Kustendjé), austro-hongrois (Serbie, Belgrade). — Informations. — Chemins de fer. — Bibliographie. — Tarifs collectifs (suite). — Liste des Français à l'étranger.

24 juillet. — Législation commerciale française (sel en franchise) ; étrangère (Allemagne, douane). — Situation économique de la France : Ain, Ardèche, Creuse, Haute-Garonne, Eure, Nord. — Rapports des consuls — *français* : Angleterre (juin), Russie (Moscou, part du commerce français), Belgique (Namur en 1883, mouvement commercial en 1883), Allemagne (Chambre de commerce d'Offenbach 1883, Dantzig), Espagne (Carthagène), Italie (Civita-Vecchia, 2<sup>e</sup> trimestre 1884), États-Unis (commerce extérieur), Iles Sandwich (mois de mai) ; — *étrangers* : allemand (Odessa), anglais (Bosnie, Sérajevo), suisse, (Italie, Livourne Possessions hollandaises d'Asie), États-Unis (Siam, Possessions hollandaises d'Amérique, phosphates à Curaçao), belge (Santiago). — Informations. — Chemins de fer. — Avis aux navigateurs. — Postes et télégraphes. — Adjudications. — Tarifs collectifs, pays d'Europe (suite). — Liste des Français à l'étranger.

**L'année maritime**, revue des événements qui se sont accomplis dans les marines française et étrangères, par Henri Durassier, VII<sup>e</sup> année, 1882, in-12, xxxiv-465 p. Paris, 1884, Challamel aîné.

Il ne faut pas croire que les marins seuls aient intérêt à connaître ce qui concerne la marine ; celle-ci joue un si grand rôle dans les rela-



tions politiques et commerciales des peuples modernes, que tout ce qui se rattache à la marine militaire et à la marine marchande mérite l'attention des hommes politiques et des diplomates. Le volume que nous annonçons est le septième de la collection; il comprend les faits et les documents de l'année 1882, qui, d'après l'auteur, a une importance particulière; il suffit de rappeler les événements d'Égypte au point de vue international et le ministère de M. Gougeard au point de vue intérieur.

Après une *préface* qui contient des considérations générales sur la politique et l'art naval d'après les faits de 1882, l'auteur a divisé son sujet en cinq chapitres. Le *premier*, le plus important dans l'ordre d'idées de notre recueil, ne comprend pas moins de 210 pages consacrées à la *politique générale* et au *droit maritime international*; on y trouve le compte-rendu détaillé des opérations maritimes de l'expédition d'Égypte d'après les documents officiels, le récit des faits qui se sont passés à Madagascar et au Tonkin, des tentatives d'exploration du continent africain. Le chapitre II a pour titre : *Organisation générale, administration, personnel*; la situation et le budget de la marine des principaux pays sont passés en revue; l'auteur expose le programme des réformes projetées par M. Gougeard, qui fut ministre de la marine dans le cabinet Gambetta. Le chapitre III, intitulé *Matériel*, passe en revue les armements, les constructions navales, l'artillerie, les torpilles et la défense des côtes dans les grands pays maritimes. Le chapitre IV est consacré à la *navigation* en général (unité du méridien, observatoires polaires internationaux, collisions en mer, etc.), et le chapitre V à la *marine marchande*. Une *table analytique* rend les recherches faciles dans ce volume, qui contient, comme on le voit, un grand nombre de renseignements utiles.

L.

---

**Recueil des Traités de la France**, par M. de Clercq, ancien ministre plénipotentiaire, tome XIV, 1<sup>re</sup> partie, Paris 1884, Pedone-Lauriel.

M. de Clercq s'est décidé à faire paraître à intervalles plus rapprochés les volumes de sa publication classique des *Traités de la France*. Ainsi le présent volume qui est d'un peu plus de 300 pages, forme la première partie du tome XIV de la collection; il comprend les Traités et actes internationaux conclus par la France de janvier 1882 à mai 1884. Ceux de ces actes qui ont été soumis au Parlement, sont accompagnés des *exposés des motifs* et des *rapports* qui en facilitent l'intelligence. En outre, il y a deux tables, l'une chronologique et l'autre par ordre alphabétique des Puissances; il ne manque qu'une table analytique des matières pour que les recherches soient aussi faciles que possible dans cette précieuse collection qui offre toutes les garanties désirables d'exactitude.

L.



**Teorica del diritto internazionale**, par Giacomo Macri, professeur à l'Université de Messine, in-8°, Messine, 1883, tome I.

L'Italie occupe dans la science du droit international une bonne position. Dans le passé comme dans le présent, quelques-uns des meilleurs auteurs lui appartiennent, et — cela tient sans doute aux préoccupations et aux aspirations des esprits italiens avant l'unité, — chaque année nous apporte de nouvelles publications italiennes relatives au droit des gens. Voici aujourd'hui M. Giacomo Macri qui publie le tome premier d'un traité théorique de droit international, lequel est visiblement un livre d'ordre scientifique, et très probablement la reproduction plus ou moins fidèle d'un cours professé par l'auteur à l'Université de Messine.

L'auteur n'a pas mis de préface ou d'introduction, ou quoi que ce soit pouvant expliquer son but et ses intentions. Cet effacement, très louable en soi, a l'inconvénient de nous laisser dans le doute sur le plan et les développements ultérieurs de l'ouvrage. Prenons donc isolément ce premier volume. Il se compose de prolégomènes et de quatre titres. Les prolégomènes, étude des sources, revue des devanciers, ne sont pas entièrement satisfaisants : on n'aperçoit pas la base scientifique sur laquelle l'auteur va s'appuyer. Le titre premier (59 p.) traite de la *Personnalité* et du *Droit de conservation*, le deuxième (197 p.) de la *Représentation internationale*, le troisième (47 p.) de l'*Égalité*, le quatrième (280 p.) de l'*Indépendance* des États. Sous chacun de ces titres généraux, l'auteur a rassemblé toutes les matières qui peuvent s'y rattacher. Je citerai notamment sous le quatrième titre, les points suivants développés en paragraphes distincts : *du droit d'intervention* (40 pages); *indépendance du territoire et servitudes internationales nécessaires ou conventionnelles; mer territoriale*, rattachée à l'acquisition du territoire par droit d'occupation; *indépendance au point de vue législatif*, avec des développements sur les *droits des étrangers, droits de famille, de propriété, d'obligation, de succession* (67 pages); enfin, *droit de juridiction*, comprenant l'extradition qui, d'ailleurs, est traitée un peu sommairement.

Tel qu'il se présente, cet ouvrage est assez difficile à juger. Le jugement qu'on en doit porter variera avec le but que s'est proposé l'auteur. M. Macri a-t-il voulu écrire un traité de Droit international pour le public européen, pour le monde savant, dans le but de résoudre quelques-uns des problèmes les plus complexes de la matière, ou d'asseoir, à la façon d'un Bluntschli, des règles quasi certaines auxquelles se reporteront les diplomates et les gouvernants? Alors son but est manqué. Son livre, sage dans la forme et dans les idées, n'a pas la puissance et l'originalité, ni surtout la contempo-



ranéité nécessaires. Ce n'est pas avec des arguments empruntés à l'histoire de Marie Stuart ou de Charles XII qu'on peut modifier ou justifier la pratique actuelle. Si, au contraire, comme je le crois, le livre de M. Macri est la reproduction d'un cours, s'il a eu pour but de livrer à la jeunesse des Universités une théorie de droit international, avec des définitions théoriques, des renvois aux anciens auteurs, vieux maîtres en la matière, de provoquer ses lecteurs à l'étude plus approfondie et dans un esprit plus nouveau des difficiles questions du droit des gens, M. Macri a fait un bon livre, encore qu'un peu massif et diffus, et il a bien mérité de ceux en vue desquels il a écrit.

---

J. C.

**De l'occupation militaire en temps de guerre : Règles de conduite d'une armée sur le territoire ennemi**, par C. Bernier, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, br. in-8°, Paris, 1884, Larose et Forcel.

M. Bernier nous expose en fort bons termes la pratique actuelle en cette matière si difficile ; il ne fait pas que constater, il apprécie et il juge, il indique les règles qui devraient être suivies. Après une introduction générale, il délimite son sujet avec une grande précision ; suivant lui, et nous croyons qu'il est le premier à formuler cette idée avec autant de netteté, le mot *occupation* n'a aucun sens juridique ; il ne s'agit pas d'une situation de droit à définir, mais d'un *fait*, la *présence de l'ennemi* ; qu'on l'appelle *occupation* ou *invasion*, peu importe. Nous n'avons pas ici à prendre parti sur ce point ; nous constatons seulement que M. Bernier donne de sérieuses raisons à l'appui de sa manière de voir. L'ouvrage est divisé en deux parties : 1° *Règles relatives aux personnes* ; 2° *Règles relatives aux propriétés*. Toutes les questions importantes sont examinées et résolues avec beaucoup de soin ; les travaux de la Conférence de Bruxelles de 1874 sont analysés et appréciés. Il serait à désirer que les vues de l'auteur prévalussent dans les guerres à venir ; ce serait l'indice d'un progrès sérieux de la civilisation.

---

L.

**De l'intervention au point de vue du droit international**, par Jean Tanoviceano, br. in-8°, Paris, 1884, Larose et Forcel.

C'est une question qui a été bien souvent traitée et qui le sera bien souvent encore, comme toutes les questions où la théorie et le fait se contredisent. M. Tanoviceano n'a pas la prétention de l'avoir épuisée, mais il a fait un travail des plus intéressants et qui, malgré certains partis-pris et certaines exagérations que produisent assez naturellement la jeunesse et l'ardeur des convictions, mérite d'attirer



l'attention des jurisconsultes et des publicistes. Il a voulu démontrer que « la *non-intervention absolue* est le seul vrai principe qui doit régir les rapports entre les nations. » Dans une première partie, il expose la théorie de l'intervention, qu'il examine au point de vue du droit et de l'utilité; puis il fait un historique de la doctrine, et c'est peut-être la partie la plus remarquable du traité; l'auteur y fait preuve d'un sens critique fort développé. Dans une seconde partie, il fait l'histoire des principales interventions, et il met à profit de la manière la plus heureuse les publications récentes, comme celle des Mémoires de Metternich. Somme toute, malgré certaines réserves sur le fond des doctrines, nous applaudissons à ce début plein de promesses. L.

---

**Éléments de Droit international privé ou du conflit des lois** (droit civil, procédure, droit commercial), par Asser, conseil du ministère des Affaires étrangères du royaume des Pays-Bas, avocat, professeur à l'Université d'Amsterdam; ouvrage traduit, complété et annoté par Alphonse Rivier, professeur à l'Université de Bruxelles, secrétaire-général de l'Institut de droit international, un vol. in-8°, Paris, 1884, Librairie Arthur Rousseau.

Cet ouvrage, dans sa forme primitive, a paru en hollandais, il y a quelques années. Traduit presque aussitôt en allemand, il n'a pas tardé à attirer l'attention de tous ceux qui s'occupent de la matière délicate du conflit des lois. C'est qu'en effet, sous une forme concise, mais toujours d'une clarté et d'une précision parfaites, il posait les problèmes à résoudre et indiquait les principales raisons de décider; l'auteur y faisait preuve de qualités rarement réunies, en montrant en même temps un grand souci des principes et des besoins de la pratique. A la fois professeur à l'Université d'Amsterdam et avocat très occupé dans une ville où abondent les procès entre individus de nationalité différente, conseil du ministère des Affaires étrangères, délégué du Gouvernement hollandais dans de nombreuses conférences internationales, M. Asser était merveilleusement préparé pour un travail de ce genre. Il connaissait le droit existant pour l'avoir vu appliquer souvent, il en connaissait en même temps les défauts et les lacunes; il pouvait donc servir de guide aux jurisconsultes et aux praticiens en même temps qu'aux diplomates qui voudraient améliorer les rapports internationaux.

Aussi ne saurions-nous trop remercier M. Rivier d'avoir eu la bonne pensée de mettre l'excellent livre de M. Asser à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs. Lui aussi, par ses goûts et par ses études, il était bien préparé pour un travail de ce genre. Également versé dans



la littérature allemande et dans la littérature française, secrétaire-général de l'*Institut de droit international*, rédacteur en chef de la *Revue de droit international*, il est depuis longtemps familier avec toutes ces questions. Aussi ne s'est-il pas borné à une traduction, il a fait une véritable *adaptation* de l'ouvrage, en le complétant par de nombreuses notes qui renvoient soit aux décisions de la jurisprudence française, soit aux auteurs. De cette manière, la science lui est redevable d'un excellent *Manuel* au meilleur sens du mot, et nous le recommandons chaleureusement; ceux qui étudient ces questions si compliquées et si délicates de conflits de lois y trouveront toujours les idées essentielles qui servent à les résoudre ainsi que des renvois aux sources où ils pourront les approfondir.

Il nous reste à donner une idée de l'ordre des matières : Une *introduction* est divisée en sept *paragraphes* intitulés de la manière suivante : *Notion et objet du droit international privé; aperçu historique; état actuel de la science du droit international privé* (bibliographie précieuse); *les sources du droit international privé; raison juridique de l'application des lois étrangères; comment le juge doit appliquer la loi étrangère; de la condition des étrangers*. Le chapitre 1<sup>er</sup> traite du *conflit des lois civiles* en six sections (*de l'état et de la capacité; de la forme des actes; des obligations; des choses; droit de famille; des successions*). Le chapitre II traite du *conflit des lois de procédure civile* (*de la compétence, des formes de procéder, de la preuve, des commissions rogatoires et de l'exécution des jugements étrangers*) et le chapitre III du *conflit des lois commerciales* (*des actes de commerce, des commerçants et des livres de commerce, des fondés de procuration, des sociétés commerciales, de la lettre de change, droit maritime, de la faillite et des sursis*). L'ouvrage se termine par trois tables contenant : la première, les *principales conventions internationales récentes relatives au droit international privé*; la seconde, les *auteurs de droit international privé*; la troisième, *l'analyse des matières traitées*.

On voit que rien n'a été négligé pour faire de l'ouvrage un *vademecum* indispensable à tous ceux qui s'occupent des rapports internationaux au point de vue scientifique et au point de vue pratique.

L. R.

---

**Aperçu de l'état actuel des législations civiles de l'Europe, de l'Amérique**, avec indication des sources bibliographiques, par Albert Amiaud, bibliothécaire du Comité de législation étrangère au ministère de la justice, in-8°, Paris, 1884, Pichon éditeur.

M. Dufaure a rendu un service signalé à la science en créant au ministère de la justice le *Comité de législation étrangère* qui, avec



la collaboration de la *Société de législation comparée*, publie des traductions des principaux Codes étrangers appréciées de toute l'Europe savante. Ce Comité a fondé une Bibliothèque consacrée uniquement à la législation étrangère et au droit comparé, libéralement ouverte à tous les travailleurs; on est précisément en train de refondre le catalogue de cette bibliothèque, qui formera un ouvrage véritable et des plus instructifs. Le jurisconsulte préposé à cette bibliothèque, ne se contente pas de mettre son érudition au service de ceux qui viennent y travailler, de chercher à compléter et à tenir au courant la précieuse collection confiée à ses soins; il veut faire profiter le public de ses recherches et de ses travaux. L'ouvrage que nous annonçons rendra les plus grands services à ceux qui s'occupent de législation comparée et de droit international privé; ce sera un manuel extrêmement précieux pour tout ce qui concerne la législation civile: après quelques considérations générales sur le travail de codification qui depuis bientôt un siècle s'opère dans la plupart des pays de l'Europe et de l'Amérique, M. Amiaud passe les différents États en revue, et pour chacun d'eux indique l'état de la législation. Quelles sont les sources du droit civil? Y a-t-il un code? A quelle époque et dans quelles circonstances a-t-il été fait? Quels sont les recueils législatifs et les commentaires les plus importants? De cette façon, si on a à éclaircir un point de droit civil pour un pays déterminé, il est facile de savoir à quelle source on doit puiser. En parcourant ce volume, on se rendra compte des recherches auxquelles a dû se livrer l'auteur pour réunir un aussi grand nombre de renseignements; il est trop modeste en disant que son travail « n'a aucune prétention scientifique. » Il a mérité la reconnaissance de tous ceux qui se livrent aux études si attachantes, mais plus difficiles que beaucoup ne se l'imaginent, de la législation comparée. Nous exprimons le vœu qu'il poursuive son projet en l'étendant aux autres branches de la législation; il nous fait espérer un travail analogue pour le droit pénal et nous prenons acte de sa promesse.

M. Amiaud a terminé son livre par des *Tableaux et extraits des traités conclus entre la France et les puissances étrangères relativement au règlement des successions des étrangers en France et des Français à l'étranger, à l'organisation des tutelles, à l'exécution des jugements, à la dispense de la Caution judicatum Solvi*. Il y a là un grand nombre de textes importants pour la pratique journalière et qu'il faut aller chercher dans de grands recueils; il est commode de les trouver ainsi réunis. Nous nous permettrons toutefois ici une légère critique. M. Amiaud a voulu nous donner les traités qui se rapportent aux successions, aux procès (Loi de 1819, art. 16, 2123 C. civ. 546 Cpr.), mais pourquoi son attention n'a-t-elle pas été



appelée sur le principe de l'art. 11 du Code civil? N'y a-t-il pas des traités en vertu desquels les sujets respectifs ont la plénitude des droits civils? Si; et M. Amiaud rapporte même les dispositions formelles en ce sens du traité de commerce franco-espagnol (6 février 1882), et du traité de commerce franco-serbe (18 janvier 1883); il aurait fallu les faire ressortir davantage à cause de leur importance considérable. Nous nous demandons alors pourquoi il ne donne pas le traité d'établissement franco-suisse du 23 février 1882 qui contient des stipulations dans le même sens et qui est appliqué journellement par nos tribunaux?

L. R.

---

**Traité théorique et pratique de l'extradition**, par Paul Bernard, docteur en droit, conseiller à la Cour d'appel de Dijon, ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques; 2 vol. in-8°, Paris, 1883, Librairie Arthur Rousseau.

Dans le droit international, il n'est peut-être pas de matière aussi intéressante que celle de l'extradition au point de vue théorique et pratique; elle se rattache aux problèmes les plus élevés du droit criminel; elle met en jeu la souveraineté des États, qu'il faut concilier avec la nécessité d'assurer la répression des faits qui menacent la sécurité des sociétés. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si, à l'appel de l'Académie des sciences morales et politiques, ont répondu de nombreux concurrents. L'ouvrage que nous annonçons a obtenu le premier prix, et, sans vouloir porter un jugement sur les autres mémoires, que nous ne connaissons pas, nous pouvons dire qu'il est digne d'une aussi haute récompense. C'est certainement le traité le plus complet et le plus étudié qui existe, à notre connaissance, soit en France, soit à l'étranger. L'auteur a profité des travaux de ses devanciers, parmi lesquels il faut citer au premier rang M. Billot, dont l'ouvrage est classique; mais il a su y ajouter ses vues et ses recherches personnelles; il a fait preuve d'une conscience et d'une ardeur de conviction qu'on ne saurait trop louer, quand même on devrait faire des réserves au sujet des conclusions auxquelles il aboutit et des réformes qu'il propose.

L'ouvrage est divisé en deux parties d'étendue inégale qui correspondent aux deux volumes. La première est consacrée à une *introduction historique* qui est fort intéressante; c'est un travail original et de grande valeur; jamais l'histoire de l'extradition n'avait été étudiée avec ce soin; elle se bornait le plus souvent à quelques paroles fort brèves sur l'asile, tel qu'on l'entendait dans l'antiquité et au moyen âge. Ici, au contraire, on verra, dans une série de chapitres, les idées sur l'extradition qui ont régné dans les différents temps et les différents pays, ainsi que les principaux faits qui s'y rattachent, et il en est dans le nombre de fort curieux.



La seconde partie comprend le *commentaire des lois et traités*, ainsi que le *projet d'un Code international* ; M. Bernard expose complètement la pratique actuelle, telle qu'elle résulte des lois et des traités ; il la critique et propose de lui substituer un système tout nouveau, pour lequel il fait appel à un congrès universel qui poserait les règles d'une procédure unique et édicterait des principes généraux auxquels tous les peuples se rallieraient, après quoi chaque État promulguerait sa loi nationale conforme au type international. Il n'y aurait plus de procédure diplomatique, mais une procédure exclusivement judiciaire. Nous faisons les plus expresses réserves au sujet de ces vues de l'auteur, que ce n'est pas le lieu de discuter. Indiquons seulement les principales divisions de cette seconde partie : Liv. I. — *Notions juridiques sur l'extradition*. — Liv. II. *Des personnes passibles d'extradition*. — Liv. III. *Des actes qui peuvent donner lieu à l'extradition*. — Liv. IV. *Procédure de l'extradition*. — Liv. V. *Des effets de l'extradition*. — Liv. VI. *Procédures d'extradition exceptionnelles*. — Liv. VII. *Du droit d'expulsion*. — Liv. VIII. *Procédures accessoires*. — *Conclusion*. — L'ouvrage se termine par une *table analytique* qui rend les recherches faciles.

Indépendamment des réserves que nous venons de faire et qui portent principalement sur la procédure qui serait la meilleure en cette matière, nous en aurions d'autres à faire sur la forme, il est certains passages qui se ressentent trop, à mon avis, de nos discussions politiques. Les convictions de l'auteur sont des plus respectables et nous ne serions peut-être pas éloigné de partager son indignation sur tel ou tel point ; mais la forme est excessive, surtout quand il s'agit d'un ouvrage de droit et non d'une œuvre de la polémique journalière. Nous ne voulons pas terminer sur cette critique que nous devons faire pour exprimer toute notre pensée, mais qui ne diminue en rien l'estime que nous avons pour l'auteur et pour son livre. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'on le consultera avec beaucoup de fruit quand on se décidera enfin à nous donner une loi sur l'extradition ; elle avait été promise par la Constituante ; elle a été votée par le Sénat en 1879 ; espérons qu'elle aboutira avant la fin du siècle.

L. R.

---

**Étude sur le droit de propriété des œuvres dramatiques et musicales**, par Louis Catreux ; vol. in-8°, 1883. Bruxelles, Ferdinand Larcier, Paris, Arthur Rousseau.

Le titre de cet ouvrage ne donne peut-être pas une idée suffisamment claire du sujet qui y est traité ; ce n'est pas le droit de propriété des œuvres dramatiques et musicales en général : « Le but de ce travail,



« dit l'auteur lui-même, est d'étudier, de discuter l'application qui a été faite en Belgique, des dispositions légales qui régissent la propriété littéraire en matière d'ouvrages dramatiques et musicaux. » Cette question restreinte est, comme on le verra, d'un grand intérêt, par suite des diverses phases qu'elle a traversées avant d'arriver à la reconnaissance des droits des auteurs. M. Cattreux avait qualité pour en faire l'historique ; il y a joué un rôle important. Il est, si nous ne nous trompons, le représentant en Belgique de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques de France, et c'est lui qui a su faire produire tout son effet à la clause de la nation la plus favorisée, insérée dans les traités franco-belges. Après quelques observations préliminaires, l'ouvrage est divisé en quatre parties : 1° *Législation applicable aux auteurs et compositeurs étrangers* ; 2° *législation applicable aux auteurs et compositeurs nationaux* ; 3° *législation commune aux auteurs et compositeurs nationaux et étrangers* ; 4° *application des principes du droit international et Conclusion*. L'auteur rapporte beaucoup de faits intéressants et un grand nombre de décisions judiciaires de France et de Belgique, dont quelques-unes sont peu connues.

L.

---

**Un homme d'État russe** (*Nicolas Milutine*), d'après sa correspondance inédite. Étude sur la Russie et la Pologne pendant le règne d'Alexandre II (1855-1872), par Anatole Leroy-Beaulieu, in-12, Paris 1884, librairie Hachette.

Nous avons signalé à nos lecteurs le grand ouvrage de M. Anatole Leroy-Beaulieu sur *l'empire des Tsars et les Russes* (*Archives*, 1884, II, 126). Le livre qui vient de paraître, complète et confirme en quelque sorte le précédent. Grâce à des documents inédits du plus grand intérêt, M. Leroy-Beaulieu nous fait connaître de la manière la plus précise et la plus vivante les deux événements les plus considérables du règne d'Alexandre II : avant la guerre avec la Turquie, l'émancipation des serfs et les affaires de Pologne depuis la grande insurrection de 1863.

En retraçant la vie d'un homme d'État, il nous montre en mouvement tous les ressorts de la bureaucratie russe. Nicolas Milutine, quoique neveu du comte Kisseleff, n'était à vingt ans qu'un obscur employé de ministère ; c'est grâce à sa vive intelligence qu'il gravit successivement jusqu'au sommet les échelons de la hiérarchie administrative. Alexandre II trouva en lui un digne serviteur pour l'exécution de ses grands projets de réforme.

L'œuvre d'émancipation fut préparée avec une admirable persévérance par le travail obscur de Milutine, aidé de quelques amis tels que Samarine et le prince Tchertasky. Mais à peine l'émancipation



était-elle promulguée que Milutine fut sacrifié aux rancunes de la noblesse. Plus tard, cependant, Alexandre II eut de nouveau recours à lui pour effectuer en Pologne une réforme agraire analogue à celle qui avait été accomplie en Russie. La correspondance de Milutine explique clairement l'impuissance d'un pouvoir autocratique paralysé par la routine d'une bureaucratie envieuse ; elle nous fait assister aux dures épreuves, aux disgrâces imméritées qui sont le lot ordinaire d'un homme de bien sous un gouvernement despotique ; mais on voit en même temps des amitiés généreuses se grouper autour de Milutine, et l'on comprend mieux la nature et la portée du mouvement latent qui prépare, pour un avenir plus ou moins prochain, la rénovation de la Russie.

---

**Mémoires du marquis de Sourches sur le règne de Louis XIV**, publiés par le comte de Cosnac, Arthur Bertrand et Édouard Pontal, 3 vol. in-8°, Paris, 1882-1884, librairie Hachette.

C'est pour la première fois qu'on publie en entier ces mémoires dont le texte manuscrit appartient à M. le duc des Cars. Le comte de Cosnac, qui a fait une étude approfondie de l'époque de Louis XIV pour la publication des *Mémoires de Daniel de Cosnac* et pour un ouvrage non encore achevé (*Souvenirs du règne de Louis XIV*), avait toute la compétence désirable pour une pareille publication ; il a été aidé dans sa tâche par deux archivistes paléographes, déjà signalés par des travaux d'érudition.

Le marquis de Sourches était prévôt de l'hôtel du Roi et grand prévôt de France ; ces fonctions avaient une très grande importance, comme l'explique M. de Cosnac dans son introduction ; ce qu'il est surtout utile de constater ici, c'est qu'elles mettaient leur titulaire en état d'être bien informé de ce qui se passait à la Cour. Le père du marquis de Sourches les avait déjà exercées ; lui-même les exerça de 1665 à 1714. Les mémoires commencent par « un plan de l'état des affaires de la France avec toutes les nations de l'Europe, des affaires du royaume en lui-même et de la situation de la Cour au 25<sup>e</sup> de septembre de l'année 1681. » Après cet exposé sommaire, les mémoires se poursuivent sous la forme de *Chronique* journalière ou mensuelle suivant les cas. Tous les faits de quelque importance sont signalés, et on trouvera dans ce récit un utile contrôle aux célèbres mémoires de Saint-Simon et de Dangeau. Le marquis de Sourches tient en quelque sorte le milieu entre ses deux contemporains en ce qu'il n'est ni un critique violent comme le premier, ni un plat courtisan comme le second : sans doute, il admire Louis XIV et le considère comme un très grand roi, mais il fait des réserves et n'approuve pas tout aveuglément ; les réserves sont certainement discrètes, elles



n'en sont pas moins significatives. Ces mémoires nous fournissent d'abondantes indications sur la vie publique et privée du temps, les affaires administratives, les négociations diplomatiques; l'auteur raconte simplement, sans passion et sans parti-pris. Il sera certainement plus consulté que lu, aussi exprimons-nous le vœu que les consciencieux éditeurs terminent leur très utile publication par une table détaillée qui nous paraît indispensable pour faciliter les recherches.

Trois volumes ont déjà paru. Le premier va de la fin de septembre 1681 au 31 décembre 1686; il y a une lacune résultant de ce que le manuscrit correspondant aux années 1683 et 1684 a été perdu pendant la Révolution. Le second comprend les années 1687 et 1688, et enfin le troisième se rapporte aux années 1689, 1690 et 1691.

L.

---

**Les Chinois peints par eux-mêmes**, par le colonel Tcheng-Ki-Tong, attaché militaire de Chine à Paris; in-12, Paris, 1884, Calmann Lévy.

« Dix années de séjour en Europe m'ont permis de juger que, de tous les pays de la terre, la Chine est le plus imparfaitement connu. Ce n'est cependant pas la curiosité qui fait défaut!... Il semblerait que nous soyons un peuple en volière, une espèce d'êtres savants, faisant des choses merveilleuses, — comme les hommes! On nous mettrait volontiers dans la lanterne magique, et chacun sait le boniment qui nous y accompagnerait! Entre les petits Chinois qui nagent dans le sirop, comme les prunes, et les grands Chinois qui s'ébahissent sur les paravents, il y a assez de place pour nos quatre cents millions d'habitants. C'est tout ce qu'on sait de notre Chine. » Ces premières lignes de la préface nous donnent une idée de l'esprit et de la manière de l'auteur; il a voulu faire cesser notre ignorance, qu'il exagère. « Je me suis proposé, dit-il plus loin, de représenter la Chine telle qu'elle est, de décrire les mœurs chinoises, avec la connaissance que j'en ai, mais avec l'esprit et le goût européens. » Nous avons, en effet, une série de tableaux fort piquants, qui nous présentent la vie chinoise dans ses principaux aspects; il nous suffira, pour le montrer, de reproduire les titres des chapitres: *Considérations sur la famille; Religion et philosophie; le mariage; le divorce; la femme; la langue écrite; les classes; les lettrés; le journal et l'opinion, époque préhistorique; proverbes et maximes; l'éducation; le culte des ancêtres; l'Œuvre de la Sainte-Enfance; les classes laborieuses; les chansons historiques; les plaisirs; la société européenne; la poésie classique; Orient et Occident; l'arsenal de Fou-Tcheou*. Seulement il semble que la véritable préoccupation du spiri-



quel auteur ait été moins de faire connaître la Chine aux Européens en général et aux Français en particulier, que de prendre une revanche des critiques et des railleries prodiguées aux Chinois. C'est de bonne guerre, et nous devons avouer que la réponse, toujours spirituelle, est souvent juste. Toutefois nous attendions plus de l'auteur; ce n'est pas seulement un homme d'esprit, un *lettré* (aussi bien en français qu'en chinois), c'est un homme politique, un diplomate et un militaire. Nous aurions grand intérêt à connaître le point de vue chinois sur les questions capitales qui s'agitent dans le monde moderne, qui touchent notamment aux rapports internationaux. Nous ne trouvons rien à ce sujet dans son livre et nous le regrettons profondément, peut-être aurait-il dissipé bien des préjugés. Peut-être aussi est-ce un sujet trop délicat pour un diplomate en activité!

L. R.

**Lettres de M. Guizot à sa famille et à ses amis, in-18, Hachette, 1884.**

Ce recueil des lettres de M. Guizot va de 1810 à 1874; c'est toute sa vie. Et c'est en effet toute sa vie qui passe devant nos yeux : sa mère, qu'il prend pour confidente de ses projets de mariage, M<sup>lle</sup> P. de Meulan, M<sup>lle</sup> Dillon qui fut la seconde M<sup>me</sup> Guizot, ses deux filles Henriette et Pauline, dont l'une est l'éditeur de ces lettres, M. de Barante, M. de Broglie le père, M. de Rémusat, lord Aberdeen, etc.

On a dit que M. Guizot soignait beaucoup l'extérieur de sa vie intime. Ce n'est peut-être qu'un mot spirituel. Toutefois M<sup>me</sup> de Witt, qui veille d'une façon très digne et très touchante sur la mémoire de son père, paraît avoir pris ce mot au sérieux et l'avoir adopté pour règle de conduite. Je ne dis pas que les lettres soient expurgées, tout au moins sont-elles soigneusement triées. On nous a donné un Guizot, philosophe chrétien, pardonnant les injures, excusant les erreurs, toujours calme et toujours pondéré, qui n'est pas le Guizot de l'histoire. J'imagine que le vrai Guizot, le Guizot du combat, courageux jusqu'au dédain, passionné jusqu'à l'injustice, qui écrivait avec tant de crânerie les *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps* sans ménager personne parmi les contemporains, j'imagine que celui-là a dû lancer, parmi les milliers de lettres sorties de sa plume, plus d'une rebuffade à des amis imprudents, plus d'une apostrophe virulente à ses ennemis royalistes, plus d'une invective aux républicains. M. Guizot qui savait l'histoire, qui reconnaissait la nécessité et la légitimité de la Révolution, n'a jamais pu *aimer* la Révolution ni les principes de la Révolution. Il l'a poursuivie jusque chez M. Henri Martin, qu'il traite de façon très hautaine (Voy. la lettre du 26 juin 1856). J'aurais voulu qu'on nous donnât beaucoup de lettres du même ton; nous



y eussions tous gagné. Il faudra bien qu'on nous les livre quelque jour.

Mais le regret de ce qui nous manque n'enlève rien au charme de ce qu'on nous donne. Nous avons ici le Guizot intime, et, comme sa bonne fortune lui a donné pour parents ou pour amis des gens d'une haute valeur qui partageaient, en général, ses idées philosophiques ou politiques, l'intimité même de ses lettres n'empêche pas des excursions dans les sujets de l'ordre le plus élevé. Il y en a de charmantes, et il y en a de fort belles qui lui font le plus grand honneur. Je citerai notamment celles du 19 juillet 1835, où il répudie énergiquement la politique comme moyen de s'enrichir; du 4 novembre 1846, où il refuse la pairie comme peu de temps auparavant la Grandesse; du 7 avril 1840, où il signale les difficultés de la situation, et la fausseté de sa position à lui personnellement; celle enfin du 13 décembre 1845, à lord Aberdeen, quand le cabinet de sir R. Peel semblait sur le point de tomber. « Je suis bien triste, lui écrit-il; nous faisons de la si honnête et si grande politique. Et nous la faisons si amicalement. Qu'y a-t-il de plus rare dans la vie publique qu'un peu de sincérité et de vraie amitié? »

A côté des affaires de l'État, les siennes propres. Il surveille sa famille, et dirige l'éducation de ses enfants. De Londres il écrit à sa fille, pour la féliciter d'apprendre par cœur de beaux vers, car « c'est un vif plaisir de voir ses propres sentiments et les plus chers, exprimés dans un beau langage. » M. Guizot avait trouvé en M<sup>lle</sup> Dillon, une femme qui savait, comme lui, mener de front toutes choses, discuter politique, raisonner de l'*Ethnical Philosophy* de J. Mackintosh et se préoccuper de la dentition de ses enfants. Les lettres qu'il lui écrit sont pleines d'une tendresse religieuse; ses lettres à ses filles sont d'une affection charmante « J'ai près de chez moi, écrit-il à sa fille Henriette, une rue qui s'appelle Henrietta Street, je ne passe jamais devant sans un sentiment de plaisir. »

Cette correspondance trop courte se termine le 22 mai 1874 par une lettre pleine de l'amour de la France et de foi en son avenir. C'est la note qui convient. Elle résume dignement la vie de M. Guizot, qui fut, en somme, un grand serviteur du pays.

J. C.

---

**Guerre franco-allemande 1870-1871 : Notes et souvenirs d'un curé de la banlieue de Paris**, avec une carte, 2<sup>e</sup> édition; br. in-8. Paris, 1884; Ghio, éditeur.

Rien de plus précieux que des notes prises au jour le jour par un observateur sincère, qui se borne à noter les faits sans se préoccuper de les amplifier dans un sens ou dans l'autre. C'est donc avec empres-



sement que nous avons lu cette brochure qui promettait de nous donner des renseignements utiles sur la guerre et les maux qu'elle entraîne. Nous avons été quelque peu désappointé : les opinions personnelles de l'auteur en matière politique et religieuse tiennent trop de place ; cela explique peut-être les éloges qui lui ont été prodigués par un certain nombre de journaux, dont les appréciations sont reproduites avec complaisance. Il y a certainement des passages intéressants sur des faits de la guerre, sur la conduite de l'armée prussienne, mais ils sont un peu noyés dans le récit qui paraît trop destiné à montrer que le curé en question est républicain et gallican.

L.

---

**La France Orientale, Madagascar**, par E. Laillet, 1 vol. in-18, Challamel aîné, 1884.

Ingénieur, voyageur et explorateur, M. Laillet a visité Madagascar ; il s'y est fixé, y a fondé un établissement industriel, et, revenu en France avec le plus vif désir de retourner un jour dans ces contrées qu'il aime passionnément, il a, pour ses compatriotes, par patriotisme et dans l'intérêt de notre pays, rédigé ses notes et raconté ce qu'il sait.

« Cette île qui a été visitée si souvent depuis plusieurs siècles, a été continuellement le sujet d'ouvrages nombreux, d'une valeur incontestable, mais dont les plus autorisés ont le défaut d'être d'une importance trop grande et peu en rapport avec le courage des lecteurs. Je n'ai pas voulu tomber dans la même faute, et, au lieu d'étendre mes notes, je me suis contenté de les réduire et d'offrir un texte restreint permettant de passer rapidement d'une idée à une autre. »

C'est là un plan excellent ; et on ne saurait trop louer les voyageurs qui n'écrivent, comme M. Laillet, que pour instruire le lecteur, et ne cherchent pas, dans un ouvrage, matière à belles phrases, à dissertations et à système. Voir, s'instruire et instruire, voilà ce que voulait M. Laillet ; il a pleinement réussi. Dans ce volume de 212 pages, il a enfermé une quantité de faits, de documents, de renseignements historiques, dont un autre eût tiré triple mouture. Et les lecteurs des *Archives*, qui ont suivi la publication récente des documents diplomatiques sur Madagascar, pourront vérifier l'exactitude de ses informations. Nulle part, nous n'avons constaté de dissidence avec ce qui résulte des pièces mêmes.

Ce livre est divisé en deux parties à peu près égales : — I. *Description de l'île* : situation, nature du pays, climat, produits et végétation, faune du pays, population, administration, armée, mœurs, industrie, religion, langue ; — II. *Histoire politique de Madagascar* : rôle de la France depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, colonisation de Madagascar.



J'ai déjà signalé l'allure assez naïve du récit ; je louerai aussi et surtout la bonne foi. M. Laillet aime Madagascar et adore notre pays. Ce n'est pas une raison pour dissimuler les plaies qui désolent parfois certaines parties de l'île, ou les fautes nombreuses qu'on a pu reprocher à nos gouvernements successifs dans leur direction politique. « Je me suis étendu, dit M. Laillet à propos des cyclones, sur cette calamité, parce que mon impartialité exige que je fasse également ressortir le bon et le mauvais ; et certainement, mon devoir est de prévenir les planteurs qui auraient l'idée de venir à Madagascar, et les navigateurs visitant les côtes pendant la mauvaise saison. »

A un autre point de vue, dans l'histoire de nos relations avec le gouvernement hova, il signale plus d'une défaillance ou d'une imprudence dont je ne citerai qu'un exemple. Les relations étaient très tendues ; en avril 1881 on avait nommé consul à Tananarive M. Meyer, en remplacement de M. Cassas : « M. Meyer sut, en peu de mois, se créer à Tananarive une situation supérieure à son prédécesseur, et il était arrivé à obtenir une influence qui faisait espérer une solution favorable à nos droits. Malheureusement, après trois mois de gérance, il fut nommé consul à Singapour. Ce changement, qui anéantissait d'un seul coup tout le travail de M. Meyer, a été certainement une faute très grave de la part de la France. »

Combien de cas semblables, dans d'autres régions, ne pourrait-on pas signaler ! Espérons que la Commission, chargée par M. Challemel-Lacour d'étudier les réformes à apporter à la carrière consulaire, aura pris note de toutes ces erreurs et soin de les redresser.

M. Laillet, après un historique succinct, mais très exact et suffisamment complet, arrive à sa conclusion. Et sa conclusion, c'est qu'il faut agir vigoureusement avec les Hovas, sans rien attendre de la diplomatie, et les réduire sans prétendre les assimiler. Et pour cela, on devra établir une forte colonie, se suffisant à soi-même, ne craignant rien de l'extérieur ; à l'intérieur, inspirant aux Malgaches le sentiment du définitif, et les amenant peu à peu à exploiter pour nous et avec nous les richesses inépuisables de leur pays.

J. C.

---

**En Asie centrale, de Moscou en Bactriane**, par Gab. Bonvalot, in-18, Plon, 1884.

M. Bonvalot nous donne ici le premier volume d'un récit de voyage fait en 1882 comme missionnaire scientifique. Ce voyage a duré dix-neuf mois. Des notes ont été prises au jour le jour, des collections amassées, des mémoires techniques remis au ministre de l'instruction publique. Aujourd'hui l'auteur s'adresse au grand public et lui livre le résultat de ses études et le fruit de ses fatigues. « Je m'efforcerai,



dit-il, de bien rendre l'aspect du milieu où les nomades font paître leurs troupeaux dans la plaine interminable, où les sédentaires peinent dans les vallées à faire fructifier un sol sans cesse assoiffé. Je m'efforcerai de faire voir comment vivent, se vêtissent, se gouvernent, se réjouissent, en un mot, comment « sont » les diverses peuplades qu'on trouve du Pamir à la Caspienne. »

M. Bonvalot, qui est tout jeune, a déjà un passé héroïque. Il connaît sept ou huit langues, et toutes les sciences nécessaires à un voyageur; il avait une mission, un compagnon de voyage qui était un ami, des ressources suffisantes et tout le temps voulu; il a voyagé avec courage, observé avec conscience, rédigé ses notes avec exactitude, et avec tout cela, — on peut juger de la difficulté de l'œuvre, — il nous offre un ouvrage qui est au-dessous de nos espérances comme de son mérite.

Sans doute, nous avons le récit minutieux de ce qu'il a vu; il a réuni une multitude de petits faits, il a consigné une foule de détails originaux, d'observations ingénieuses; mais tout cela est si menu, si indépendant, si peu relié, qu'on a, au lieu d'un tableau d'ensemble, une suite d'esquisses sans relief, sans couleur, qui ne donnent à l'esprit qu'une impression vague et ne laissent qu'un souvenir fugitif.

Je sais bien qu'un voyage, même de dix-huit mois, ne permet pas de centraliser des documents, des statistiques, de pénétrer à fond les mœurs, les tendances, les aptitudes des peuples visités. Mais le voyageur qui sait voyager met les bouchées doubles; il pressent, il devine, il découvre sans inventer, il sait voir bien et beaucoup, il sait comment interroger et qui interroger. Je suis convaincu que M. Bonvalot, avec ses grandes qualités, aurait pu faire mieux et plus qu'il n'a fait. Je crois qu'il a manqué de méthode, et je me permets de le renvoyer à l'excellent *Manuel du voyageur* de D. Kaltbrunner, qui est le *vade mecum* du touriste et du missionnaire.

Sous la réserve de ces critiques, qui me coûtent beaucoup, je rends justice au livre de M. Bonvalot. Il est l'œuvre sérieuse et honnête d'un esprit visiblement préoccupé de sa tâche. Il abonde en tableaux exacts; parfois même la sincérité va jusqu'à la puissance et la réflexion jusqu'à la philosophie. Le voici en troïka : « Le yemtschik ne se lasse pas d'exciter ses chevaux du geste, de la main. Du départ à l'arrivée, entre les bêtes et l'homme, c'est un entretien dont celui-ci fait naturellement tous les frais : il leur prodigue des excitations, des promesses, des menaces, des compliments... Et quand on voyage la nuit, aussi longtemps que la lune ne disparaît pas à l'horizon, quel plaisir de revoir l'étoile qui brille devant soi, chaque soir, et de rêver en la fixant obstinément comme un phare. Et l'on va, on va ! » Beaucoup d'anecdotes, de légendes, même de leçons d'histoire. La lutte des Anglais aux Indes a été expliquée à M. Bonvalot par un Afghan de la



façon la plus amusante. Puis des descriptions : le pays et la vie des Turkmènes, si misérables qu'un intrigant ou un ambitieux disposant de quelque argent peut avec facilité y recruter tous les partisans dont il a besoin. « En donnant un acompte de quelques tengas (0 fr. 80) à un Turkmène quelconque, en lui jetant un manteau sur le dos, en lui prêtant un cheval et un sabre, avec la promesse qu'il mangera du riz tous les jours, de temps à autre du mouton, et qu'il boira du thé, on le fera chevaucher et guerroyer tant qu'on voudra. »

M. Bonvalot nous promet un second volume, qui sera, je crois, d'un ordre plus technique. Vraisemblablement les critiques faites à celui-ci n'auront plus leur raison d'être, et d'avance je lui souhaite la bienvenue.

J. C.

**Chine et Extrême-Orient**, par le baron G. de Contenson. Paris, in-18, Plon, 1884.

Cet ouvrage se compose de quinze chapitres : *D'Europe en Chine, Pékin, séjour dans un temple, les hôtels en Chine et les moyens de circulation, un dîner chinois, une chasse au bord du fleuve Bleu, le luxe en Chine, les émaux cloisonnés, les mandarins, l'armée chinoise, un séjour en Mongolie, les chevaux mongols, le Japon, les grottes de Quouida, Batavia.*

Tous les voyageurs qui vont en Orient se croient obligés de faire le récit de leurs voyages. Ils s'imaginent que tout nous intéresse, parce que nous ne savons rien de ces pays. C'est une erreur. Nous commençons à être très bien informés; et le temps est proche où un voyageur ne pourra prétendre à être lu que s'il part avec un but défini, une autorité spéciale; un attaché militaire n'aura, sauf des cas exceptionnels, le droit de parler que de l'armée et de la guerre, et on ne le tiendra pas quitte de son devoir quand il aura écrit dix pages de son crû et cité des traductions du siècle dernier ou des ouvrages classiques à l'étranger. Que les voyageurs en Chine prennent modèle sur les voyageurs en Afrique : où sont leurs Mungo-Park, leurs Barth, leurs Duveyrier ?

J. C.

**Les Français au Sénégal**, notice historique, par J. Ancelle, capitaine du génie, in-8° avec deux cartes, Paris, Delagrave, 1883.

Les colonies sont à l'ordre du jour. La période du recueillement semble terminée, la France vise à reconquérir son ancienne situation dans le monde, et provisoirement tourne son activité du côté de la politique coloniale. Retrouverons-nous l'élan colonisateur qu'on a constaté chez nous sous l'ancienne monarchie; saurons-nous, sans y être contraints comme autrefois par les nécessités d'organisation



sociale, quitter notre « beau pays de France » pour aller chercher au loin la richesse ? On ne peut l'affirmer, mais il est incontestable que depuis une dizaine d'années le Gouvernement et l'opinion publique sont absolument d'accord pour relever, et même étendre notre empire colonial. Et les voyageurs, les géographes, les savants, répondant à ce sentiment général, nous ont, depuis ce temps-là, donné une quantité considérable d'études, cartes, descriptions, histoires de nos colonies anciennes et récentes. C'est à ce mouvement qu'est dû le livre de M. Ancelle, *Les Français au Sénégal*.

Dans un rapide historique, il nous amène à l'année 1854, où ont véritablement commencé les tentatives sérieuses d'expansion et de colonisation. A cette époque nous avions Saint-Louis, Bakel, Sénou-dibou, et l'île de Gorée. Encore nos droits étaient-ils, en certains lieux, contestés. Le commerce était plein de difficultés et même de périls. « Humiliations, outrages pour les fonctionnaires, vexations, entraves de toutes sortes pour les trafiquants, telle était la situation des Français au Sénégal jusqu'en 1854. » C'est à cette époque que le commandant du génie Faidherbe fut nommé Gouverneur de cette colonie. Quand il la quitta, comme général, en 1865, « notre puissance était solidement assise, nous étions devenus possesseurs du sol ; humbles et méprisés auparavant, nous pouvions maintenant parler en maîtres et faire respecter nos décisions. Le commerce, libre d'entraves, disposait d'un vaste champ d'action. La base d'opérations était créée qui permettait de marcher à la conquête commerciale du Soudan. » Le général Faidherbe avait donné à la France une colonie nouvelle.

De 1865 à 1876, maintien des positions conquises. En 1876, le colonel Brière de l'Isle, le nouveau gouverneur, commença le mouvement vers le Niger. On voulait aller au Soudan à la fois par l'Algérie et le Sénégal. Du côté de l'Algérie, on aboutit au massacre à jamais déplorable de la mission Flatters. Du côté du Sénégal, les missions Galliéni et Derrien, les trois expéditions du colonel Borgnis-Desbordes, le vote et la construction partielle des chemins de fer de Dakkar à Saint-Louis et de Médine à Bamakou, enfin l'héroïsme de nos troupes nous permirent d'asseoir solidement notre influence dans toute la vallée du Sénégal. Nous sommes aujourd'hui maîtres de vastes territoires, toutes les peuplades sont liées à nous par des traités d'alliance ou de protectorat, nous avons un poste sur le Niger, à 1600 kilomètres de Saint-Louis, et la ligne de communication est protégée par treize postes fortifiés.

Ces résultats heureux et les efforts qui nous les ont assurés sont exposés par M. le capitaine Ancelle avec beaucoup de netteté dans le plan et de simplicité dans le style. Son livre, si substantiel, se termine



par de pressantes sollicitations aux pouvoirs publics et au monde commercial. L'auteur veut que l'on consolide l'œuvre et qu'on en tire toutes les conséquences possibles. Son appel sera-t-il entendu, je le souhaite passionnément. En tout cas, le pays, qu'il tire parti ou non de ses conquêtes nouvelles, n'oubliera pas ceux à qui il les doit, et, comme le disait devant Bamakou le colonel Borgnis-Desbordes, « tous les Français qui mettent au-dessus de tout la grandeur et l'honneur de leur pays, applaudiront sans réserve à ceux de leurs compatriotes qui, à force d'énergie, d'abnégation, de courage, de discipline, se sont montrés, malgré toutes les difficultés qu'ils ont rencontrées, à la hauteur de la grande œuvre de civilisation dont l'exécution leur avait été confiée. »

J. C.

---

**Amour sacré de la Patrie**, par A. Clayton, un vol. in-18, Paris, Picard-Bernheim, 1884.

Herbert Spencer, dans sa *Science sociale*, disait, il y a quelques années : « Le patriotisme est pour la nation ce qu'est pour l'individu l'égoïsme : il a même racine, et donne les mêmes biens accompagnés des mêmes maux. Si l'on admet la nécessité d'un égoïsme bien réglé, il faut admettre celle d'un patriotisme réglé. Et cependant partout on tient l'excès de l'égoïsme pour un défaut et nulle part on ne blâme le patriotisme. » Quand H. Spencer écrivait ces lignes, il était en Europe un peuple qui avait du patriotisme sans égoïsme, qui embrassait tous les faibles dans une même sympathie, saluait l'Allemagne comme une nation sœur, et faisait l'unité italienne. Celui-là peut aujourd'hui méditer sur les avantages d'un patriotisme bien réglé. L'Allemagne n'est pas encore satisfaite après nous avoir vaincus et démembrés, et récemment on nous édifiait sur les sentiments de l'Italie. A notre tour, nous voici forcés d'en arriver à l'égoïsme, et d'accueillir les livres qui prétendent irriter en nous l'*amour sacré de la patrie*.

Celui-ci n'est pas un traité de patriotisme. De pareils traités sont peu efficaces. C'est l'histoire de deux jeunes Français mêlés à la dernière guerre, et luttant contre l'envahisseur. Sombre histoire : Forbach, Reichshofen, Strasbourg, Châteaudun ; avec de rares éclaircies : Coulmiers, Pont-Noyelles et Bapaume. C'est un livre écrit pour la jeunesse. Et, par l'allure du récit, par la simplicité et la chaleur du style, il ira tout droit au cœur des enfants. Mais que de vives peintures, que de détails charmants, aujourd'hui perdus pour eux, qui leur feront plus tard relire le livre d'enfance !

La guerre est déclarée. Nos deux amis se rendent au bureau de recrutement. Leur maître, le docteur Mouthier, veut les faire entrer aux corps des ambulanciers. Ils s'y refusent. « D'abord, dit l'un d'eux,



on a plus facilement des ambulanciers que des soldats, et la France a besoin de soldats. Et puis les ambulanciers, on les traite un peu comme des gens neutres, on ne les tue pas, on ne les fait pas même prisonniers. Et moi, je ne suis pas neutre, je suis Français. » Le mot n'est-il pas bien joli ? Plus tard, l'un de nos héros, survivant à son ami, s'est évadé et rentre en France par Rocroy : « Une émotion indéfinissable, une joie pure et profonde remplissait son cœur à la pensée que ces maisons qu'il regardait, que cet air qu'il respirait, que tout ce qui l'entourait était français. » Ailleurs, c'est un furtif ressouvenir des douceurs de la paix. Voici le premier janvier. On va marcher à l'ennemi et les troupes sont pleines d'entrain. « Mais, c'est égal, on riait moins que d'habitude, on avait le cœur gros en pensant aux autres jours de l'an, quand le père, la mère, la petite sœur étaient tous là pour vous embrasser et vous souhaiter une « bonne année » dès qu'on avait les yeux ouverts. Le vieux grand-père et la vieille grand-mère arrivaient tout rajeunis ce jour-là, donner leur bénédiction aux petits-enfants et manger la dinde qu'on avait engraissée depuis longtemps. Le père descendait à la cave chercher quelques bouteilles de bon vin, et disait en les débouchant : « Ça, c'est du 46, mes enfants, fameuse année ! Goûte-moi cela, grand-père ! » Puis c'étaient des éloges à n'en plus finir, les discussions sur les vins commençaient. Les vieux causaient et la jeunesse s'amusait. Comme on riait de bon cœur ! On avait chaud dans ce temps-là, on était heureux et on trouvait cela tout naturel. » Comme tout cela est vrai, ce mélange des satisfactions matérielles et sentimentales ; le vieux père qui vous embrasse, et le bon feu qui vous réchauffe. On voit que l'auteur a passé par là, ce sont des détails qui ne s'inventent pas.

Mais j'arrête ici mes citations. Je citerais tout le livre. On lui reprochera peut-être d'être exagéré dans ses élans patriotiques, et de pousser bien au noir le caractère de nos adversaires. Ce n'est pas moi qui lui ferai ce reproche. Aujourd'hui le patriotisme n'est pas tellement débordant qu'il faille en réprimer l'excès. Il sera sans doute, tôt ou tard, mis à de rudes épreuves ; les sacrifices qu'on lui demandera et les assauts que lui livre l'esprit de cosmopolitisme tendront toujours à l'épuiser. Tâchons d'en avoir une provision, comme on l'a dit des illusions : assez pour aller jusqu'au bout, non de la vie, mais de notre tâche.

J. C.

*Le Gérant : FÉCHOZ.*



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

#### ALLEMAGNE-RUSSIE

##### **Convention relative à la correspondance entre les tribunaux respectifs.**

**23 janvier/4 février 1879.**

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, désirant faciliter et régler la correspondance entre les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie et les tribunaux des provinces limitrophes du royaume de Prusse, dans les affaires civiles et pénales, ont résolu, d'un commun accord, de conclure dans ce but une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir.....

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art 1<sup>er</sup>. Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Varsovie d'un côté, et les tribunaux des provinces limitrophes du royaume de Prusse de l'autre, correspondront dorénavant directement entre eux pour tout ce qui concerne l'envoi et l'expédition des commissions rogatoires, tant en matière civile que pénale.

Art. 2. Seront admis au droit de correspondance directe du côté de la Russie : la chambre de justice de Varsovie; les tribunaux d'arrondissement de Varsovie, de Kalisch, de Kielcy, de Lomza, de Lubline, de Pietrkov, de Plock, de Radom, de Sou-



valky et de Siedlice ; les assises de juges de paix des arrondissements susindiqués ; le tribunal de commerce de Varsovie ; les présidents de ces tribunaux, le procureur de la chambre de justice de Varsovie et les procureurs près les tribunaux d'arrondissement précités. Du côté de la Prusse : le tribunal de la Chambre de Berlin, les cours d'appel d'Insterbourg, de Marienwerder, de Posen, de Bromberg, de Breslau, de Glogau, de Ratibor, de Stettin, de Francfort-sur-l'Oder, de Kœslin ; le tribunal de la Prusse orientale de Kœnigsberg et les procureurs supérieurs des cours d'appel précitées.

La dénomination des cours et des tribunaux énumérés ci-dessus pouvant subir des modifications, les Hautes Parties contractantes se réservent de s'en faire réciproquement part en temps utile, afin de prévenir les malentendus qui pourraient en résulter.

Art. 3. Les relations ou les correspondances directes entre les tribunaux comprendront :

a) Les réquisitions relatives aux enquêtes sommaires et instructions des crimes et délits commis sur le territoire des deux pays respectifs ; aux interrogatoires, descentes sur les lieux, visites domiciliaires, saisies, visites médicales, etc.

b) Les demandes pour la remise des pièces de conviction, des valeurs et des documents ayant trait à l'instruction des affaires poursuivies devant les tribunaux.

c) La correspondance des procureurs dans les affaires de détenus.

d) La transmission des citations, des mandats de comparution, des exploits, notifications, sommations et autres actes de procédure, tant dans les affaires civiles que pénales.

e) Les dépositions des témoins, sous la foi ou sans la prestation du serment.

Les récépissés des citations, exploits, notifications et autres actes seront délivrés réciproquement munis des légalisations requises.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faire exécuter les réquisitions ou commissions décernées par les tribunaux et les magistrats admis par la présente convention à la correspondance directe en tant que les lois du pays où l'exécution devra avoir lieu ne s'y opposeront pas.

Art. 5. Les réquisitions que les tribunaux et les magistrats



désignés dans l'article 2 de la présente convention s'adresseront réciproquement seront rédigées en langue du pays du tribunal requérant.

Les réponses provoquées par lesdites réquisitions seront rédigées en langue du pays du tribunal saisi de la réquisition.

Art. 6. Dans le cas où, par des considérations spéciales, il aura été reconnu inopportun d'appliquer à une affaire quelconque le mode de la correspondance directe, il sera loisible aux Hautes Parties contractantes de se transmettre réciproquement les réquisitions judiciaires y relatives par la voie diplomatique.

Art. 7. Les frais occasionnés par la remise des significations et des citations ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'État requis.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du trentième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'État des Hautes Parties contractantes.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le  $\frac{\text{vingt-trois janvier}}{\text{quatre février}}$  de l'an de grâce mil huit cent soixante-dix-neuf.

*Signé* : GIERS.  
(L. S.)

*Signé* : v. SCHWEINITZ.  
(L. S.)

#### Acte additionnel à la précédente convention.

17/29 août 1883.

Art. 1<sup>er</sup>. Le tribunal d'arrondissement militaire de Varsovie d'un côté et les tribunaux des corps d'armée (Korpsgericht) — savoir : le tribunal du corps d'armée de la garde à Berlin, du 1<sup>er</sup> corps d'armée à Königsberg, du 2<sup>me</sup> corps à Stettin, du 3<sup>me</sup> corps à Berlin, du 5<sup>me</sup> corps à Posen et du 6<sup>me</sup> à Breslau; — de l'autre, ainsi que leurs procureurs respectifs, correspondront



dorénavant, dans les affaires de leur compétence, directement, tant entre eux qu'avec les tribunaux et les procureurs respectifs admis au droit de correspondance directe par l'article 2 de la convention du  $\frac{23 \text{ janvier}}{4 \text{ février}}$  1879.

Art. 2. Lesdites correspondances seront échangées et entretenues en tout point conformément aux articles 3, 4, 5, 6 et 7 de la convention sus-mentionnée.

Art. 3. Toutes les correspondances et tous les envois expédiés par l'une des autorités respectives admises au droit de correspondance directe, tant par la convention du  $\frac{23 \text{ janvier}}{4 \text{ février}}$  1879 que par le présent acte additionnel, seront affranchis.

Art. 4. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

Il sera exécutoire à dater du trentième jour après sa promulgation, faite la dernière dans les formes prescrites par les lois en vigueur dans les territoires d'État des Hautes Parties contractantes.

Il restera en vigueur tant que le sera la convention, à laquelle il sert de complément.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Saint-Pétersbourg, le 17/29 août 1883.

Signé : GIER.  
(L.S.)

Signé : V. SCHWEINITZ.  
(L. S.)

## BIRMANIE — FRANCE

### Déclaration relative à la mise en vigueur d'un traité de commerce. 5 avril 1884 (1).

Le Président de la République française et S. M. le roi de Birmanie, étant également animés du désir de consolider les relations d'amitié qui existent entre la France et la Birmanie, sont convenus de ce qui suit :

Le traité de commerce et d'amitié qui a été signé à Paris, le 24 janvier 1873, entre la France et la Birmanie, et sur lequel les

(1 Promulguée dans le *Journal officiel* du 30 mai 1884.



ratifications ont été échangées, à Mandalay, le 3 mars 1874, mais dont l'exécution a été ajournée, sera mis en vigueur, de part et d'autre, à la date de la signature de la convention complémentaire actuellement en cours de négociation entre les deux pays.

Il entrera en vigueur dans tous les cas, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 1884.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 5 avril 1884, correspondant à l'ère de Boudha 2427 et à l'ère vulgaire 1245, Tankou de la lune croissante.

(L. S.) Signé : JULES FERRY,

Président du conseil, ministre des affaires étrangères.

(L. S.) Signé : MINGGHIE MIN MAHA ZAYA GIAN,

MYOTHIT MYOZAH ATWIN WOOM MIN.

Le premier ambassadeur, ministre de l'intérieur du palais et du conseil privé, plénipotentiaire de S. M. le roi de Birmanie.

*Annexe.* — TEXTE DU TRAITÉ CONCLU, LE 24 JANVIER 1873, ENTRE LA FRANCE ET LA BIRMANIE, ET APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 18 JUILLET 1883.

Le Président de la République française et S. M. le roi des Birmans, désirant établir entre la France et la Birmanie des rapports d'amitié et de commerce qu'ils se réservent de consolider et d'étendre, au besoin, par la conclusion d'arrangements ultérieurs, ont nommé dans ce but, pour leurs plénipotentiaires, savoir.....

ART 1<sup>er</sup>. — Les Français en Birmanie, et les Birmans en France pourront librement résider, circuler, faire le commerce, acheter des terrains, les vendre, les exploiter, y élever des constructions, le tout en se conformant aux lois du pays. Ils jouiront d'une pleine et entière protection pour leurs familles et leurs propriétés, ainsi que de tous les avantages ou privilèges qui sont ou seront, par la suite, accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les missionnaires français jouiront en Birmanie des mêmes faveurs et immunités que les missionnaires de toute autre nation.



Les Français voyageant en Birmanie dans l'intérêt de la science, géographes, naturalistes et autres, recevront des autorités birmanes toute l'assistance dont ils auraient besoin pour le succès de leurs explorations. Les Birmans jouiront réciproquement en France des mêmes facilités.

ART. 2. — Les marchandises que les Français importeront en Birmanie et en exporteront, et, réciproquement, les marchandises que les Birmans importeront en France ou en exporteront, ne payeront pas d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient importées ou exportées par des habitants du pays ou par des étrangers appartenant à la nation la plus favorisée. Les produits birmans en France et les produits français en Birmanie, jouiront du même traitement que les produits similaires étrangers les plus favorisés.

Le Gouvernement birman, voulant encourager le développement des échanges commerciaux entre la France et la Birmanie, s'engage à n'établir sur les articles échangés aucun droit de douane, dont le taux excéderait 5 pour 100 de leur valeur. Après le paiement des droits d'entrée, les marchandises, en quelques mains qu'elles puissent passer, n'auront plus à supporter en Birmanie ni taxe, ni charge d'aucune sorte.

ART. 3. — Les deux Gouvernements se reconnaissent réciproquement le droit d'avoir un agent diplomatique résidant auprès de chacun d'eux, et de nommer des consuls ou agents consulaires partout où l'intérêt de leurs nationaux l'exigerait. Ces agents pourront arborer le pavillon de leur pays, et ils jouiront, dans leurs personnes aussi bien que dans l'exercice de leur charge, de la même protection et des mêmes immunités et prérogatives qui sont ou seront, par la suite, accordées aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

ART. 4. — Le Gouvernement birman désirant faciliter autant qu'il est en son pouvoir l'établissement des Français en Birmanie, il est convenu que les autorités birmanes n'interviendront pas dans les contestations entre Français, qui devront toujours être déferées au consul de France, et que les contestations entre Français et Birmans seront jugées par un tribunal mixte composé du consul et d'un fonctionnaire birman de haut rang.

ART. 5. — Dans le cas de décès d'un Français en Birmanie ou d'un Birman en France, les biens du décédé seront remis à ses



héritiers, et, à leur défaut, au consul de sa nation, qui se chargera de les faire parvenir aux ayants droit.

ART. 6. — La présente convention demeure obligatoire d'année en année, tant que l'un des deux Gouvernements n'aura pas annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un an ou plus tôt, s'il est possible. Elle sera mise en vigueur dès que cet échange aura eu lieu.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 24 janvier 1873, correspondant à l'ère de Boudha 2416 et à l'ère vulgaire 1234, Piatho, 11<sup>e</sup> de la lune décroissante.

(L. S.) Signé : RÉMUSAT.

(L. S.) Signé : MENGYEE MAHA SAYTHOO KENWOON MENGYEE.

## CAMBODGE — FRANCE

### Traité d'amitié et de commerce

11 août 1863 (1).

LL. MM. l'Empereur des Français et le Roi du Cambodge, Pra Maha Abbarach, désirant faire jouir le Royaume du Cambodge des bienfaits de la civilisation et de la paix ; considérant que l'intérêt commun des deux États devenus aujourd'hui limitrophes exige que le Gouvernement du Cambodge s'entende parfaitement et agisse toujours d'accord avec le Gouvernement français, S. M. l'Empereur des Français a nommé pour son représentant M. le contre-amiral de la Grandière, gouverneur et commandant en chef en Cochinchine, à l'effet de régler avec S. M. le Roi du Cambodge les conditions auxquelles S. M. l'Em-

(1) Les ratifications ont été échangées à Houdong le 14 avril 1864. Nous reproduisons ce Traité, malgré sa date ancienne, parce qu'il est indispensable à connaître pour l'intelligence du Traité qui a été conclu entre la France et le Cambodge le 17 juin 1884 pour modifier le Traité de 1863 et qui vient d'être soumis au Parlement. — V. aussi le Traité conclu le 15 juillet 1867 par la France avec Siam pour régler la position du royaume de Cambodge (Archives, 1868 II 589).



pereur des Français consent à transformer ses droits de suzeraineté sur le royaume du Cambodge en un protectorat.

En conséquence S. M. le Roi du Cambodge et M. le gouverneur de la Cochinchine sont convenus :

Article premier. — S. M. l'Empereur des Français accorde sa protection à S. M. le Roi du Cambodge.

Art. 2. — S. M. l'Empereur des Français nommera un résident ou consul français auprès de S. M. le Roi du Cambodge, qui sera chargé, sous la haute autorité du gouverneur de la Cochinchine, de veiller à la stricte exécution des présentes lettres de protection.

S. M. le Roi du Cambodge pourra nommer un résident cambodgien à Saïgon pour communiquer directement avec le gouverneur de la Cochinchine.

Art. 3. — Le résident français aura au Cambodge le rang de grand mandarin, et il lui sera rendu dans tout le royaume les honneurs dus à cette dignité.

Art. 4. — Aucun consul d'une autre nation que la France ne pourra résider auprès de S. M. le Roi du Cambodge ou dans aucun lieu de ses États, sans que le gouverneur de la Cochinchine en ait été informé et se soit entendu à cet égard avec le Gouvernement cambodgien.

Art. 5. — Les sujets français jouiront dans toute l'étendue du royaume du Cambodge d'une pleine et entière liberté pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils pourront circuler, posséder et s'établir librement dans toutes les provinces et dépendances de ce royaume, lorsqu'ils en auront informé le grand mandarin cambodgien, qui leur délivrera un permis.

Art. 6. — Les sujets cambodgiens jouiront dans toute l'étendue de l'Empire français d'une pleine et entière liberté pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils pourront circuler, posséder et s'établir librement dans toutes les provinces et dépendances de cet Empire, lorsqu'ils en auront informé un officier français compétent, qui leur délivrera un permis.

Art. 7. — Lorsqu'un Français établi ou de passage dans le royaume du Cambodge aura quelque sujet de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Cambodgien, il devra d'abord exposer ses griefs au résident français, qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Cambodgien aura à se plaindre d'un Français, le résident



écouter sa réclamation avec intérêt et cherchera à ménager un arrangement amiable. Mais, dans l'un et l'autre cas, si la chose est impossible, le résident français requerra l'assistance du fonctionnaire cambodgien compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront suivant l'équité. Le résident français s'abstiendra de toute intervention dans les contestations des sujets cambodgiens entre eux ; de leur côté, les Français dépendront, pour toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française, et l'autorité cambodgienne n'aura à s'en mêler en aucune manière, non plus que des différends qui surviendraient entre Français et étrangers européens, qui seront jugés par le résident français. Les crimes commis par des sujets français dans le royaume cambodgien seront remis et jugés à Saïgon par les cours de justice compétentes. Dans ce cas, le Gouvernement cambodgien donnera toute facilité au résident français pour saisir le coupable et le livrer au Gouvernement de la Cochinchine. En cas d'absence du résident français, le commandant des forces françaises le remplacera pour exercer la justice.

Art. 8. — Tous les Français qui voudront s'établir dans le royaume du Cambodge devront se faire inscrire à la Chancellerie de la résidence française, et le résident en informera le Gouvernement cambodgien.

Art. 9. — Tous les Cambodgiens qui voudront s'établir dans les possessions de S. M. l'Empereur des Français devront se faire inscrire auprès du résident cambodgien à Saïgon, qui en informera le gouverneur de la Cochinchine.

Art. 10. — Les marchandises importées ou exportées par navires français dans le Cambodge, lorsque leurs propriétaires seront munis d'un permis du Gouvernement de Saïgon, seront admises en franchise de tous droits dans tous les ports du royaume du Cambodge, excepté l'opium, qui sera soumis aux droits.

Art. 11. — Les navires chargés de marchandises cambodgiennes qui auront acquitté les droits au Cambodge, s'ils sont munis d'un permis du Gouvernement cambodgien visé par le résident français, seront admis en franchise de tous droits dans tous les ports ouverts de la Cochinchine.

Art. 12. — Les Français voyageant en qualité de savants, tels que naturalistes, géographes, etc., donneront avis de leur mission



au Gouvernement cambodgien, et ils en recevront tous les soins et bons offices de nature à les aider dans l'accomplissement de leur mission et à leur faciliter les voyages à l'intérieur du pays.

Art. 13. — Dans le cas où des navires français seraient attaqués ou pillés par des pirates du royaume du Cambodge, l'autorité locale du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois. Les marchandises enlevées, en quelque lieu et quelque état qu'elles se trouvent, seront remises à leurs propriétaires, ou, en leur absence, entre les mains d'une autorité française, qui se chargera de les restituer. Si l'on ne pouvait s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires cambodgiens, après avoir prouvé qu'ils ont fait tous leurs efforts pour arriver à ce but, ne sauraient être rendus pécuniairement responsables. Il en sera de même pour les actes de pillage ou de vol qui auraient été commis sur les propriétés de Français établis dans le royaume du Cambodge ; l'autorité cambodgienne, après avoir prouvé qu'elle a fait tous ses efforts pour saisir les coupables et recouvrer la totalité des objets volés, ne saurait être rendue pécuniairement responsable.

Art. 14. — Dans le cas où des navires cambodgiens seraient attaqués ou pillés par des pirates dans des parages dépendant de l'Empire français, l'autorité locale du lieu le plus rapproché, dès qu'elle aura connaissance du fait, en poursuivra activement les auteurs et ne négligera rien pour qu'ils soient arrêtés et punis conformément aux lois.

Les marchandises enlevées, en quelque lieu et en quelque état qu'elles se trouvent, seront remises à leurs propriétaires, ou, en leur absence, entre les mains de l'autorité cambodgienne, qui se chargera de les restituer. Si l'on ne pouvait s'emparer des coupables ni recouvrer la totalité des objets volés, les fonctionnaires français, après avoir prouvé qu'ils ont fait tous leurs efforts pour arriver à ce but, ne sauraient être rendus pécuniairement responsables. Il en sera de même pour tous les actes de pillage et de vol qui auraient été commis sur des propriétés de Cambodgiens établis sur le territoire français ; l'autorité française, après avoir prouvé qu'elle a fait tous ses efforts pour saisir les coupables et



recouvrer la totalité des objets volés, ne saurait être rendue pécuniairement responsable.

Art. 15. — Les missionnaires catholiques auront le droit de prêcher et d'enseigner ; ils pourront, avec l'autorisation du Gouvernement cambodgien, construire des églises, des séminaires, des écoles, des hôpitaux, des couvents et autres édifices pieux sur tous les points du royaume du Cambodge.

Art. 16. — S. M. l'Empereur des Français, reconnaissant la souveraineté du roi du Cambodge, Som-Dach-Pra-Norodom-Prom-Boreraksa-Pra-Maha-Abbarach, s'engage à maintenir dans ses États l'ordre et l'autorité, à le protéger contre toute attaque extérieure, à l'aider dans la perception des droits de commerce et à lui donner toute facilité pour établir une communication entre le Cambodge et la mer.

Art. 17. — Pour faciliter l'exécution des articles précédents, M. le gouverneur de la Cochinchine, désirant établir un terrain à l'endroit nommé Chreuy-Changva ou les Quatre-Bras, pour y construire un dépôt de charbon et des magasins d'approvisionnement pour les navires français, S. M. le Roi du Cambodge consent à donner ce terrain en amont de la partie réservée à l'extrême pointe pour construire un fort, le terrain concédé devant avoir quinze sons ou 500 mètres environ sur les deux rives. Si sur ce terrain se trouvait une pagode ou lieu consacré, on les respecterait.

Si d'autres établissements devenaient nécessaires pour les besoins de la station française, le Roi examinerait la demande que lui en ferait le gouverneur de la Cochinchine et l'accorderait aux mêmes conditions que la concession précédente.

Art. 18. — En reconnaissance de la protection que lui accorde S. M. l'Empereur des Français, S. M. le Roi du Cambodge concède à la France le droit de choisir, d'abattre, de débiter, d'exploiter dans les forêts de son royaume les bois propres aux constructions des vaisseaux de la marine impériale. Les agents français chargés de cette exploitation devront en donner avis au grand mandarin cambodgien, qui leur délivrera les lettres et les autorisations nécessaires ; toutefois les frais d'exploitation restent à la charge du Gouvernement français.

Les Français qui commerceront au Cambodge devront débattre à l'amiable les prix d'achat avec les vendeurs.



Art. 19. — La présente convention ne sera valable et ne pourra être en vigueur qu'après avoir été ratifiée par S. M. l'Empereur des Français.

En foi de quoi, S. M. Som-Dack-Pra-Norodom-Prom-Bore-raksa-Pra-Maha-Abbarach, Roi du Cambodge, et le plénipotentiaire gouverneur et commandant en chef en Cochinchine sus-désigné, ont signé la présente convention en triplicata et y ont apposé leurs sceaux.

Palais de Houdong, le 11 août 1863, correspondant au 27 de la lune Asach de l'année cor 1225.

(*Cachet du Roi de Cambodge.*)

SIGNÉ : DE LA GRANDIÈRE.

---

## FRANCE-LUXEMBOURG

### Arrangement concernant l'échange des mandats de poste par la voie télégraphique.

14 mars 1884 (1).

Les soussignés :

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le chargé d'affaires du grand-duché de Luxembourg,

Vu l'article 6 de l'arrangement du 4 juin 1878,

Sont convenus de ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Les mandats de poste représentant des envois de fonds de la France et de l'Algérie pour le grand-duché de Luxembourg, ou du grand-duché de Luxembourg pour la France et l'Algérie, pourront être transmis au moyen du télégraphe sous le titre de : télégrammes-mandats adressés par le bureau de poste tireur au bureau de poste tiré.

Art. 2. L'expéditeur des fonds sera tenu de payer, en sus de la taxe ordinaire des mandats de poste, la taxe du télégramme.

Lorsque le bureau de poste tireur aura à faire porter le télégramme-mandat au bureau télégraphique de départ, l'expéditeur pourra être, en outre, astreint à payer, pour ce transport, le droit que comporterait la législation intérieure du pays d'origine.

Art. 3. Le télégramme-mandat sera livré au bureau de poste

(1) Les ratifications ont été échangées le 25 juillet et la promulgation a eu lieu dans le *Journal officiel* de la République française du 30 juillet 1884.



tiré par le service télégraphique d'arrivée, comme s'il s'agissait d'un télégramme ordinaire.

Un avis notifiant l'arrivée du télégramme-mandat sera porté dans les mêmes conditions au domicile du destinataire des fonds.

Un droit de 50 centimes par mandat pourra être perçu, à titre de frais de copie, sur ce destinataire.

Art. 4. La distribution du télégramme-mandat ou de l'avis d'arrivée pourra être opérée *par exprès* sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire des fonds.

Dans ce cas, les frais d'exprès seront perçus par le bureau télégraphique d'arrivée, d'après le tarif en vigueur dans le pays de destination pour les télégrammes ordinaires.

Art. 5. Les administrations des deux pays contractants désigneront, chacune pour ce qui la concerne, les bureaux de poste et de télégraphe admis à participer à l'échange des mandats par la voie télégraphique. Elles régleront, d'un commun accord, toutes les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement.

Il est entendu que les dispositions prises en vertu du présent article pourront être modifiées, d'un commun accord, par les deux administrations, lorsqu'elles le jugeront nécessaire.

Art. 6. Le présent arrangement sera mis à exécution à partir du jour dont les deux administrations conviendront, dès que la promulgation en aura été faite, d'après les lois particulières à chacun des deux États, et demeurera obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 7. Toutes celles des dispositions de l'arrangement conclu à Paris, le 4 juin 1878, qui n'ont rien de contraire au présent arrangement, seront applicables aux mandats transmis par la voie télégraphique.

Art. 8. Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent acte, en double exemplaire, et l'ont revêtu de leurs cachets respectifs.

Fait à Paris, le 14 mars 1884.

(L. S.) *Signé* : JULES FERRY.

(L. S.) — M. JONAS.



Voici l'*exposé des motifs* déposé par le Gouvernement français pour obtenir des Chambres l'approbation de l'arrangement qui précède :

Nous avons entamé des négociations pour l'établissement du service des mandats télégraphiques avec les divers pays d'Europe qui possèdent ce service. Elles viennent d'aboutir, vis-à-vis du grand-duché de Luxembourg, à la conclusion d'un arrangement qui a été signé à Paris le 14 mars courant et que nous soumettons à votre approbation.

Aux termes de cet acte international, les mandats adressés, par la voie télégraphique, de France dans le grand-duché de Luxembourg, et *vice versa*, seront soumis à la double perception du droit de poste applicable aux mandats ordinaires et de la taxe télégraphique afférente à l'emploi du télégraphe. Le nouvel arrangement dérive donc à la fois :

De l'arrangement général du 4 juin 1878 (1), rendu exécutoire en vertu de la loi du 19 décembre de la même année, et qui fixe le droit à percevoir sur les mandats de poste échangés entre la France et le Luxembourg. Ce droit est de 25 centimes par 25 francs ou fraction de 25 francs ;

De la convention télégraphique conclue le 20 janvier 1880 entre la France et le Luxembourg et rendue applicable en France par la loi du 19 mars de la même année. Aux termes de cette convention, la taxe des télégrammes ordinaires, échangés directement entre la France et le Luxembourg, est actuellement de 12 centimes et demi, par mot, pour la correspondance générale, et de 5 centimes par mot pour les relations frontalières entre le Luxembourg et le département de Meurthe-et-Moselle. En outre, il est perçu pour le transit sous-marin une taxe additionnelle de 10 centimes sur les mandats à destination ou provenant de l'Algérie et de la Tunisie.

De plus, nous nous sommes réservé la faculté de percevoir sur les destinataires des mandats télégraphiques adressés du Luxembourg en France le droit de 50 centimes, qui est actuellement exigible dans notre service intérieur sur les mandats similaires, à titre de rémunération de l'avis qui est immédiatement porté à l'ayant-droit, pour le prévenir de la réception du télégramme-mandat émis à son profit.

Quant aux frais qu'entraînerait la remise par exprès, sur la demande de l'expéditeur, de l'avis d'arrivée d'un télégramme-mandat, dont le destinataire n'habiterait pas la localité, siège du bureau télégraphique, ils seraient naturellement récupérés dans la forme et d'après le tarif en vigueur pour les télégrammes ordinaires.

En résumé, l'échange des mandats télégraphiques entre la France

(1) V. *Archives*, 1878-79, I. 333.



et le Luxembourg serait basé sur la combinaison des dispositions actuellement applicables, dans les relations avec le même pays, aux deux services des mandats transmis par la voie de la poste et des correspondances échangées par le télégraphe. Il s'agit donc, en réalité, de l'extension aux mandats télégraphiques des dispositions conventionnelles qui ont déjà reçu, à deux dates récentes, la sanction parlementaire et, par suite, il serait superflu d'entrer dans de plus longs commentaires sur l'économie du projet d'arrangement ci-joint.

Cet arrangement étant destiné à faciliter les relations du public français avec les habitants d'un pays limitrophe de la France, et à ouvrir une nouvelle source de revenus pour le Trésor, nous avons la confiance que vous voudrez bien adopter le projet de loi qui suit.

---







## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

### AFFAIRES DU TONKIN

1875-1883 (1).

**Le duc Decazes, Ministre des Affaires étrangères, au comte de Rochechouart, Chargé d'Affaires de France en Chine (2).**

Versailles, le 27 février 1875.

Ainsi que vous le savez, dans le courant de l'année dernière, nous avons conclu avec le Gouvernement annamite deux traités destinés à régler, pour l'avenir, les rapports politiques et commerciaux des deux pays. L'Assemblée nationale, par son vote du 4 août, a approuvé les clauses du traité politique et autorisé le Gouvernement à procéder à l'échange des ratifications de cet acte.

La nécessité d'introduire certaines modifications dans l'un des articles de la Convention commerciale, corollaire naturel du traité politique, n'a pas permis de la présenter simultanément à l'Assemblée. Cependant la négociation à cet égard est également terminée, et j'ai lieu d'espérer que le Gouvernement pourra solliciter, dans un bref délai, l'approbation qui lui est nécessaire pour ratifier de même les arrangements commerciaux intervenus avec le Royaume d'Annam.

Aux termes de l'article 2 du traité politique, la France recon-

(1) Le Gouvernement français a publié en 1883 deux *Livres jaunes* consacrés aux affaires du Tonkin ; ils comprennent 295 dépêches allant du 15 janvier 1875 au 30 novembre 1883 ; nous allons reproduire les plus importantes d'entre elles ; nous en avons déjà donné quelques-unes (*Archives*, 1883, IV. 137-156, 342 et suiv.) — La publication faite par le Gouvernement français en 1883 débute par les traités conclus par la France avec l'Annam en 1874, qui sont : 1<sup>o</sup> le *Traité politique* du 15 mars 1874 (*V. Archives*, 1875, IV. 295) et le *Traité de commerce* du 31 août 1874 (*Archives*, 1876. I. 308).

(2) *Livre jaune*, n<sup>o</sup> 4.



naît la souveraineté du Roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute Puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance, et s'engage à lui donner, sur sa demande, l'appui nécessaire pour maintenir dans ses États l'ordre et la paix, pour le défendre contre toute agression, et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du Royaume. A cet effet, la France met à la disposition de la Cour de Hué plusieurs bâtiments à vapeur et un matériel de guerre important, dont il lui est fait gratuitement l'abandon.

Je me plais à penser que l'étroite entente établie sur de semblables bases entre la France et le Gouvernement annamite sera appréciée comme il nous convient qu'elle le soit par les membres du Gouvernement chinois.

En présence d'une situation aussi nette, il y a lieu de croire que le Tsong-li-Yamen renoncera pour l'avenir à toute idée de faire intervenir les troupes Impériales dans des provinces qui font partie du territoire annamite, et dans lesquelles nous ne saurions plus reconnaître à d'autres qu'à nous-mêmes les droits de rétablir l'ordre et d'assurer la tranquillité des populations.

Vous n'êtes pas sans avoir eu avis, d'autre part, de la clause du traité qui a pour objet de lever les obstacles opposés jusqu'à ce jour par le Gouvernement annamite à la navigation du Song-Koi, depuis la mer jusqu'au Yunnan. Je n'ai pas à faire ressortir à vos yeux le bénéfice considérable qu'est appelée à retirer la Chine d'un état de choses qui aura pour conséquence de mettre en communication facile et rapide avec les marines de tous les pays une de ses plus belles provinces ; l'éloignement du littoral en a partiellement stérilisé les richesses jusqu'à ce jour, et elle voit tomber enfin les barrières qui s'opposaient à l'écoulement de ses produits agricoles, industriels et miniers, sur les marchés du monde entier. Le Gouvernement Impérial trouverait par suite autant d'avantages, pour le moins, que nous-mêmes, à seconder énergiquement le mouvement commercial considérable qui va, dès les premiers jours, se produire par cette nouvelle et précieuse voie fluviale ; aussi je veux croire que des préventions inspirées par des vues étroites ou passionnées ne sauraient prévaloir, dans les Conseils de l'Empire, sur le sentiment réfléchi des intérêts bien entendus qui se confondent là, pour la Chine, avec ceux de toutes les Puissances commerçantes. Néanmoins, j'ai reçu, de



mon collègue le Ministre de la Marine, l'avis que notre Gouverneur de Cochinchine ne serait pas sans inquiétudes sur les dispositions que manifesteraient à cet égard les autorités Impériales récemment envoyées dans le Yunnan. L'Administration précédente de cette province avait accueilli autrefois les ouvertures qui lui avaient été faites avec un empressement bienveillant, auquel semblerait avoir fait place un bon vouloir beaucoup plus incertain. Je crois devoir signaler ces informations à toute votre attention, et je vous invite, dans la mesure où vous le permettront les circonstances résultant des changements de règne, à faire tout ce qui dépendra de vous pour dissiper les défiances du Tsongli-Yamen et pour lui faire comprendre les avantages qu'il peut retirer de ses bons rapports avec nous sur la frontière du Tonkin.

---

DECAZES.

**Le duc Decazes, Ministre des Affaires étrangères, au comte de Rochechouart, Chargé d'affaires de France en Chine (1).**

Paris, le 28 avril 1875.

Je vous ai fait connaître, en substance, par ma lettre du 27 février, les arrangements conclus à Hué, l'année dernière, et qui doivent, pour l'avenir, servir de base à nos rapports politiques et commerciaux avec le Gouvernement annamite. Je vous exprimais, en même temps, l'espoir que le Gouvernement chinois apprécierait, comme ils le méritent, les avantages devant résulter pour lui de l'ouverture du Song-Koï, et qu'il n'apporterait pas d'entraves au transit des produits que le Yunnan aura désormais la faculté d'écouler, par cette nouvelle voie, dans le monde entier. Je ne me dissimulais pas toutefois que les préjugés hostiles aux étrangers pourraient, dans une matière de ce genre, exercer une influence fâcheuse sur les déterminations du Gouvernement Impérial et l'amener à prendre des mesures qui, préjudiciables aux intérêts du commerce général, n'auraient pas des conséquences moins regrettables pour les provinces que séparent encore du littoral des distances infranchissables et qui verraient s'évanouir la perspective d'une prospérité inespérée.

En vous faisant part de mes doutes à ce sujet, je vous com-

(1) *Livre jaune*, n° 7.



muniquais les informations qui les avaient motivés et qui étaient transmises à M. l'amiral de Montaignac par notre gouverneur de Cochinchine. D'après de nouveaux avis parvenus à Saïgon, les autorités actuelles du Yunnan sembleraient effectivement peu disposées à favoriser l'établissement au Tonkin de l'ordre de choses que nous nous efforçons d'y fonder. M. l'amiral Duperré revient, dans ses derniers rapports, sur l'opportunité qu'il y aurait à entretenir le Tsong-Li-Yamen de cette question, afin de le rallier à nos vues et de provoquer l'envoi aux autorités du Yunnan d'instructions libérales, indispensables au succès de toute entreprise commerciale que l'on voudrait tenter dans ces parages.

Lorsque je vous écrivais, à la fin de février, je n'avais pas encore reçu les lettres que vous m'aviez adressées vous-même, et dans lesquelles vous me rendiez compte des dispositions amicales que nous a témoignées, dès son début, le Gouvernement de la Régence. Le choix du jeune Empereur, les sentiments attribués à son père, l'esprit de Ministres que l'on pouvait croire choisis sous l'inspiration de ce Prince, les symptômes alarmants dont, vous m'aviez entretenu à plusieurs reprises, semblaient présager le triomphe à Pékin d'une politique toute différente, et qui eût imposé aux agents étrangers, dans leurs premiers rapports avec les nouveaux Conseillers de l'Empire, une réserve pleine de circonspection. C'est dans cet ordre d'idées que je m'étais placé, lorsque je prévoyais les difficultés de la tâche que je vous confiais sur la demande de mon collègue, le Ministre de la Marine, et que je vous recommandais de n'agir qu'avec une extrême prudence. Les informations que vous m'avez fait parvenir depuis ont heureusement dissipé ces inquiétudes : le maintien au pouvoir du prince Kong fera prévaloir les idées modérées qu'il personnifie dans les conseils de l'Empire : nous en avons déjà la preuve dans ce fait que les discussions irritantes sont écartées, que les difficultés soulevées à la fin du dernier règne s'aplanissent, et qu'il est fait droit à nos justes réclamations. Dès lors vous vous trouverez sans doute en mesure d'aborder, plus librement que je ne l'avais supposé, avec les membres du Tsong-Li-Yamen, les questions qui se rattachent à l'exécution de nos traités politiques et commerciaux avec la Cour de Hué. Je n'ai pas à revenir sur les considérations que je vous ai développées dans ma lettre du 27 février, et qui doivent rendre aussi désirable pour la Chine



que pour toutes les Puissances maritimes la réalisation de l'entente que nous poursuivons. Mais il est un point sur lequel je crois devoir appeler particulièrement votre attention. Les rapports de l'amiral Duperré me donnent lieu de penser que la crainte de voir modifier les clauses restrictives énoncées, au profit de la Chine, dans le traité de Tien-Tsin, ne serait pas étrangère à l'accueil défavorable que sembleraient vouloir réserver aux négociants étrangers les autorités du Yunnan. Il importe donc de rassurer le Gouvernement impérial par des déclarations très catégoriques. Il ne saurait effectivement entrer dans notre pensée de nous soustraire, dans les eaux chinoises du Song-Koï, aux obligations de toute nature qui incombent à nos nationaux, lorsqu'ils pénètrent dans un des ports ou l'une des rivières ouverts au commerce étranger.

Les mesures que nous demandons au Gouvernement impérial de prendre à la frontière du Tonkin n'auraient, par suite, d'autre effet que d'ajouter, sur le parcours du Song-Koï, un port nouveau à ceux qu'énumère l'article 6 du traité de Tien-Tsin. Les dispositions générales énoncées dans le traité y seraient, d'ailleurs, appliquées, comme elles le sont sur tous les autres points du littoral de la Chine où les étrangers ont le droit de s'établir et de faire des opérations de commerce, en se soumettant aux ordonnances consacrées par des règlements internationaux.

Je me plais à croire que ces franches explications feront tomber les dernières hésitations du Gouvernement impérial ; je m'en fie à votre prudence et à votre tact pour entretenir de ce sujet délicat les membres du Tsong-Li-Yamen dans le moment qui vous paraîtra le plus opportun, afin de n'éveiller aucune susceptibilité et de donner à votre intervention toute l'efficacité nécessaire.

DECAZES.

---

**Le comte de Rochechouart, Chargé d'Affaires de France en Chine, au duc Decazes, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Pékin, le 19 juin 1875 (Reçu le 21 août 1875.)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une traduction de la réponse du Prince Kong à la lettre que je lui avais écrite, au

(1) *Livre jaune*, n° 14.



sujet du Tonkin, et dont je vous ai envoyé copie par le dernier courrier. Cette réponse est meilleure que je ne l'espérais. En effet, le Prince ne parle de la vassalité de l'Annam à l'égard de la Chine qu'à l'état passé, ce qui est une reconnaissance tacite de la situation nouvelle. Il ne refuse pas absolument non plus l'ouverture d'un point du Yunnan au commerce étranger, et, sans l'accorder, il donne à entendre qu'en mettant en avant le roi Tu-Duc, la chose ne serait pas impossible. « L'Annam, appelé aussi Yué-Nan, a été tributaire de la Chine ; les habitants des frontières de la Chine ont eu de tout temps avec les habitants des États tributaires voisins des rapports commerciaux dont la nature varie suivant les provinces. Il est nécessaire que j'envoie une dépêche pour ordonner une enquête au Yunnan à ce sujet ; dès que la réponse sera venue, nous nous occuperons de délibérer sur cette affaire. » Tels sont les termes employés dans la dépêche chinoise ; il ressort de cette phrase que l'Annam a été tributaire de la Chine, que les habitants des deux États avaient des relations commerciales, que le mode de ces relations varie suivant les lieux et les circonstances et qu'après une enquête qui éclairera le Gouvernement chinois sur la situation, on pourra s'entendre.

Quant au second point de ma lettre, c'est-à-dire la dispersion des bandes chinoises, le Prince répond péremptoirement que c'est sur la demande du Roi de l'Annam que ces bandes avaient été envoyées ; qu'aujourd'hui les troupes qui restent sur la frontière chinoise sont là pour protéger les frontières. « Quant aux bandes qui passent la frontière, les autorités provinciales ne peuvent les laisser faire sans manquer à leurs devoirs ; elles doivent les poursuivre et les punir. Nous venons donc d'écrire de nouveau au Gouverneur du Yunnan pour l'engager à arrêter sévèrement l'entrée de ces bandes dans l'Annam. »

Je désirerais maintenant avoir des instructions sur ce que je dois faire. Quel est le point dont vous désirez l'ouverture ? Voulez-vous tenter l'aventure d'une convention directe avec le Gouvernement chinois, ou ne vaudrait-il pas mieux négocier au nom du roi Tu-Duc et avec des pouvoirs ? Je vous serais reconnaissant de m'envoyer des instructions par télégraphe, afin que je sache plus vite à quoi m'en tenir et puisse, pour terminer cette affaire, profiter de l'incident Margary. Il me semble, en tous cas, qu'il serait utile que le roi Tu-Duc notifiât le Traité au Gouvernement chi-



nois, de façon à ce que le Tsong-Li-Yamen ne garde aucun doute sur la réalité de son existence. J'écris dans ce sens à l'amiral Duperré.

Le Gouvernement chinois a parfaitement vu que nous étions décidés à profiter des avantages conquis au Tonkin, et j'ai lieu de croire qu'il n'agirait qu'avec une très grande prudence ; le jour où ils seront persuadés qu'avec ou sans leur consentement nous ouvrirons le Yunnan, ils céderont, préférant un état régulier qui assure leurs revenus de douane à un état de désordre où ils perdraient tout.

ROCHECHOUART.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE PÉKIN, EN DATE DU 19 JUIN 1875.

**Le prince Kong au comte de Rochechouart,  
Chargé d'Affaires de France en Chine.**

Pékin, le 15 juin 1875.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 25 mai, et dans laquelle vous me faisiez part de la ratification du traité entre l'Annam et la France. En me donnant communication d'une copie de ce traité, vous exprimiez le désir de voir le Gouvernement chinois envoyer des ordres précis aux autorités du Yunnan, leur enjoignant d'empêcher les bandes chinoises d'entrer sur le territoire annamite et de rappeler les bandes qui s'y sont introduites ; « de cette façon, dites-vous, nos bonnes relations seront maintenues et affermies. » Vous m'entretenez également de la communication qui existe entre l'Annam et la Chine par le moyen du Song-Koï, qui, après avoir traversé le Tonkin, pénètre dans la province du Yunnan. Ce point, me dites-vous, ne se trouve pas indiqué dans le traité, parce qu'on ne pouvait prévoir alors la situation actuelle ; mais, maintenant que cette question se présente, il importe qu'elle soit réglée dans le plus bref délai. Le Gouvernement français vous a chargé de vous entendre avec nous sur ces deux questions : 1<sup>o</sup> l'anéantissement des bandes chinoises qui désolent l'Annam ; 2<sup>o</sup> l'ouverture d'un port du Yunnan où vos steamers puissent atterrir et se livrer à des transactions commerciales régulières.

Dans la onzième lune de la douzième année du règne de Tong-tche, j'ai reçu une lettre de M. de Geoffroy, contenant la copie d'une lettre adressée par ce dernier au Gouverneur du Yunnan, dans laquelle il était question des avantages que recueillerait le commerce de l'ouverture de cette province. J'ai répondu à M. de Geoffroy que



le Yunnan n'était pas ouvert au commerce étranger, et j'ai écrit au Gouverneur de cette province de conformer sa conduite aux stipulations du traité. Maintenant que votre Gouvernement réclame l'ouverture d'un port sur le Song-Koï, je suis obligé de répondre également que le Yunnan est fermé au commerce étranger, et que dès lors, dans votre traité, ni dans celui d'aucune nation, il ne saurait y avoir de stipulation relative à l'ouverture d'un port de commerce dans le Yunnan.

L'Annam est la contrée appelée également Yué-nan; elle a été tributaire de la Chine, et les habitants de la frontière chinoise ont eu de tout temps avec les habitants des États tributaires voisins des rapports commerciaux, dont la nature varie suivant les provinces. Il est nécessaire que j'envoie une dépêche pour ordonner une enquête au Yunnan à ce sujet; dès que la réponse me sera parvenue, nous nous occuperons de délibérer sur cette affaire.

D'un autre côté, l'Annam était jadis infesté de brigands, et son Gouvernement a, à plusieurs reprises, demandé du secours à la Chine. La Chine ne pouvait refuser aide et protection à un pays tributaire: aussi envoya-t-elle des troupes pour poursuivre ces brigands; les troupes qui se trouvent dans l'Annam y sont donc sur la demande du Gouvernement annamite, et dans le but de protéger la frontière; ce but une fois atteint, leur présence sur le territoire annamite n'avait plus de raison d'être, et on les a rappelées.

Dans le douzième mois de la douzième année du règne de Tong-tche, et dans le troisième mois de l'année dernière, j'ai écrit à M. de Geoffroy que, dans un rapport présenté par le gouverneur du Yunnan, il était dit que, sur la frontière qui sépare le Yunnan de l'Annam, le chef de brigands Houanstgoung-in et plusieurs autres troublaient profondément l'Annam, qu'ils voulaient bouleverser de fond en comble, qu'il avait envoyé des troupes pour s'opposer à cette dévastation, et que le plan de campagne avait été très bien exécuté; il priait le Tsong-Li-Yamen d'écrire aux Consuls français résidant dans l'Annam pour leur dire que les troupes du Yunnan qui ont passé la frontière n'ont pas d'autre destination que d'arrêter les dévastations des brigands et qu'ils n'ont rien à voir avec les troupes françaises.

L'Empereur donna l'ordre au Tsong-Li-Yamen de se conformer à ce rapport.

La Chine a envoyé des troupes dans l'Annam sur la demande du Gouvernement de ce pays, et dans le but de détruire le brigandage. Les soldats chinois qui se trouvent sur la frontière du Yunnan sont là dans le but de protéger l'Annam contre les attaques des brigands et, en même temps, d'assurer la sécurité du Yunnan. Quant aux bandes



qui passent la frontière, les autorités provinciales ne peuvent les laisser faire sans manquer à leur devoir; elles doivent les poursuivre et les punir. Après ce que vous nous avez dit, nous nous croyons tenu d'écrire de nouveau au gouverneur du Yunnan pour l'engager à arrêter sévèrement les bandes qui tenteraient de pénétrer dans l'Annam.

Tel est le but de la présente communication spéciale.

KONG.

---

**L'amiral Fourichon, Ministre de la Marine et des Colonies,  
à l'Amiral Duperré, Gouverneur de la Cochinchine française (1).**

Paris, 1<sup>er</sup> juin 1876.

Dans une note que vous m'avez remise au mois d'avril, vous faites ressortir les difficultés que rencontre l'exécution des traités récemment conclus entre la France et le royaume d'Annam et l'incertitude qui plane sur le caractère que nous voulons donner à notre intervention au Tonkin.

Vous insistez surtout, au cas où nous renoncerions, tout au moins pour le moment, à toute pensée d'extension de nos possessions actuelles en Cochinchine, sur la nécessité de donner au Gouvernement annamite des assurances positives que le Gouvernement français ne poursuit aucune pensée de conquête. A cet effet, vous demandez que les traités soient révisés et que l'on ne conserve que les dispositions relatives à l'ouverture des ports au commerce et au pavillon étrangers dans les conditions qui nous lient, sous ce rapport, avec la Chine et le Japon.

Vous proposez la suppression des compagnies de marins, servant de garde aux Consuls, que nous entretenons au Tonkin, afin de faire cesser les inquiétudes que la présence de ces troupes entretient chez les Annamites.

Vous pensez également que, pour éviter des difficultés graves avec la Chine, il conviendrait d'abolir la clause qui interdit à l'Annam de rien changer à l'état actuel de ses relations diplomatiques avec les Puissances étrangères.

Vous demandez enfin que, suivant les prévisions de l'article 6 du traité de commerce, on concède dès aujourd'hui au Gouvernement annamite l'administration des douanes au Tonkin.

Il ne serait ainsi maintenu que : 1° la reconnaissance de notre

(1) *Livre jaune*, n° 19.



souveraineté sur les trois provinces annexées dans la Basse-Cochinchine ; 2° l'ouverture des ports du Tonkin au commerce étranger ; 3° les garanties stipulées en faveur des chrétiens.

J'ai été, comme vous, frappé des inconvénients que présente notre situation actuelle vis-à-vis de la Cour de Hué, et j'ai provoqué un examen approfondi de la question. Il résulte de la conférence que j'ai eue à ce sujet, en votre présence, avec le Ministre des Affaires étrangères, que le Gouvernement admet qu'il soit donné l'assurance la plus positive à la Cour de Hué que nous ne songeons à aucune intervention au Tonkin, si le Gouvernement annamite exécute fidèlement les clauses relatives à l'ouverture des ports du Tonkin au commerce étranger et aux garanties qui ont été stipulées en faveur des chrétiens.

Quant à la révision des traités dont la mise à exécution soulève constamment des difficultés entre la Cour de Hué et le Gouvernement de la Cochinchine, le Gouvernement est d'avis que leur dénonciation immédiate ou éventuelle présenterait de graves inconvénients et qu'il y a lieu de les simplifier par voie d'interprétation et sans abandonner une œuvre que nous avons longtemps poursuivie et qui a à peine reçu un commencement d'exécution.

Les escortes des Consuls pourront être retirées de manière à rassurer complètement le Gouvernement annamite, mais vous conserverez le droit de les rétablir au cas où le Gouvernement de la Cochinchine le jugerait nécessaire à la sécurité de nos agents.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1879, nous cesserions d'entretenir des détachements armés dans les ports ouverts.

A la même époque, le Gouvernement annamite aurait seul la direction du service des Douanes et la perception des droits, sous la condition de payer au Gouvernement français une somme annuelle dont le chiffre sera déterminé jusqu'à parfait acquittement de l'indemnité espagnole et des dépenses faites pour l'installation du service douanier. La Direction du service des Douanes serait maintenue à un fonctionnaire français dont les attributions et la situation seraient conformes à celles du Directeur des Douanes chinoises.

Il sera expressement stipulé que la France reviendrait à la stricte exécution du traité si la sécurité des étrangers réclamait



la présence d'une force armée dans les ports ouverts, ou si, le Gouvernement annamite n'exécutant pas fidèlement les engagements contractés, il devenait nécessaire de reprendre la direction et la perception des droits, de concert avec les fonctionnaires annamites.

Pendant le congé que doit prendre M. Rheinart, M. Philastre sera chargé de le remplacer comme Résident à Hué.

M. Philastre fera verbalement à la Cour de Hué, dès son arrivée, les communications qui précèdent.

En exigeant la stricte exécution des clauses du traité qui garantissent aux chrétiens le libre exercice de leur culte, le Gouvernement s'est engagé à faire respecter l'autorité de S. M. Tu-Duc. Vous devrez, en conséquence, déclarer de la manière la plus formelle aux évêques et faire connaître aux chrétiens de la France qu'il ne donnera aucun encouragement à des tentatives de révolte contre le Gouvernement annamite, ainsi qu'à des projets de restauration de l'ancienne dynastie nationale.

En ce qui concerne l'article 16, vous indiquerez aux Consuls des Puissances étrangères à Saïgon l'interprétation qui lui a été donnée, et vous leur demanderez de vous faire connaître leurs intentions.

Ils devront déclarer s'ils entendent en profiter, ou s'ils réclament, en faveur de leurs nationaux, l'appui de notre juridiction consulaire.

Je compte sur votre intelligente fermeté pour tenir la main à ce que la nouvelle ligne politique que le Gouvernement a adoptée soit rigoureusement poursuivie, en vous laissant le soin, si le Gouvernement annamite ne reconnaissait pas la loyauté de nos intentions par une attitude sincère, de reprendre les garanties que nous ne lui concédons qu'à titre d'essai.

MONTAIGNAC.

---

**Le duc Decazes, Ministre des Affaires étrangères, à  
M. l'amiral Gicquel des Touches, Ministre de la Marine et  
des Colonies (1).**

Paris, le 7 septembre 1877.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 31 juillet dernier, et par laquelle vous m'annonciez la nomina-

(1) *Livre jaune*, n° 24.



tion du contre-amiral Lafont aux fonctions de gouverneur de la Cochinchine.

Vous vouliez bien me demander si je n'aurais pas quelques recommandations spéciales à adresser à cet officier général, qui va se trouver appelé à entretenir avec les pays indépendants, voisins de notre colonie, des rapports particuliers définis par des conventions internationales et au sujet desquels nos deux départements ont eu maintes fois à se concerter.

Il me paraît essentiel, avant tout, que l'amiral Lafont se pénétre bien de la pensée qui nous a dirigés dans la poursuite des arrangements conclus avec la Cour de Hué, ainsi que de l'interprétation que nous y avons donnée.

Cette politique a été traversée, dès l'origine, par des considérations diverses qui s'imposaient à notre prudence.

Sous l'empire de ces préoccupations, nous avons renoncé à exercer ouvertement un protectorat qui était sans aucun doute originairement dans les vues du négociateur français.

Parmi les clauses inscrites dans les traités, il en est qui visent spécialement les étrangers. Les autres n'ont trait qu'à nos rapports directs avec l'Annam, et déterminent le rôle des agents français chargés de surveiller et d'entretenir le fonctionnement du nouvel état de choses que nous avons fondé.

Il est de toute évidence que la prise de possession du Tonkin par une grande puissance maritime, hostile ou seulement rivale, eût constitué, pour notre colonie de Cochinchine et pour notre influence dans la péninsule tout entière, un incontestable danger, contre lequel il était très important de nous prémunir tout d'abord. Ce résultat a été pleinement obtenu par la stipulation en vertu de laquelle la Cour de Hué a pris l'engagement de ne rien changer désormais, sans notre assentiment préalable, aux relations diplomatiques existantes entre elle et les Gouvernements étrangers et dont, pour l'avenir, notre traité a prévu la nature de la façon la plus limitative.

Le roi Tu-Duc sait que nous avons le droit de lui demander de rester fidèlement attaché à notre système politique; et nous ne sommes limités, dans l'usage à en faire, que par nos propres convenances. Ce sont ces convenances qu'il s'agit de déterminer; le contre-amiral Duperré, en se rendant pour la seconde fois à



Saïgon, avait présenté à ce sujet à votre département des observations qui ont été sérieusement examinées.

Suivant cet officier général, après l'expérience faite des difficultés que soulevait l'exécution du traité, il n'y avait plus d'autre alternative pour nous que de conquérir le Tonkin ou de l'abandonner. La retraite devait s'entendre en ce sens que nous retirerions le plus tôt possible les escortes de nos consuls, les fonctionnaires préposés à l'organisation et à la surveillance des douanes, de façon à livrer entièrement à elle-même l'administration indigène, à réduire les attributions de nos agents diplomatiques ou consulaires à ce qu'elles sont en Chine et au Japon et à assimiler enfin de tout point, vis-à-vis de nous, l'indépendance de l'Annam, à celle de ces deux derniers pays.

Bien que les circonstances soient aujourd'hui plus favorables pour nous qu'elles ne l'étaient alors au point de vue de nos relations internationales, je ne crois pas que nous devions chercher à étendre notre situation au Tonkin. En supposant même qu'une telle entreprise dût être peu coûteuse par elle-même, elle nous exposerait encore au grave inconvénient d'être entraînés plus loin que nous ne voulons aller et nous créerait, en tout état de cause, de grands embarras, par suite de l'insuffisance numérique du personnel spécial dont nous pourrions disposer et qui ne serait nullement en état d'administrer une population trois ou quatre fois plus nombreuse que ne l'est celle de la Basse-Cochinchine. Cette combinaison ne mérite donc pas, suivant moi, de fixer présentement notre attention. Mais si je tiens pour sage de l'écarter, il ne s'ensuit pas que je me rallie au projet qui consisterait à rendre plus normaux et plus simples nos rapports avec l'Annam au prix du retrait des établissements que nous y avons fondés. Je ne méconnais nullement les inconvénients qu'entraînent pour nous les défiances et les préventions que nous inspirons au Gouvernement annamite ; je me rends également bien compte des tiraillements qui en sont la conséquence, de l'amoindrissement qui en résulte dans le rendement des douanes, ainsi que du mauvais vouloir croissant dont les chrétiens, tenus pour nos complices, se voient l'objet de la part des mandarins et des lettrés.

Je crois, en effet, qu'il y a là pour nos agents des obstacles très sérieux, propres à mettre leur expérience, leur tact, leur



patience à une difficile épreuve. Mais il ne faut pas oublier, non plus, l'effet que produirait, sur le Gouvernement et sur la population annamites, l'abandon de la situation que nous nous étions assurée par de longues négociations. Les rancunes de la Cour de Hué contre la France, qui l'a dépouillée de la Basse-Cochinchine, n'en seraient pas moins vives, et n'aurions-nous pas à craindre que l'expression en fût au contraire aggravée par la croyance générale que nos concessions seraient imputables à la faiblesse ? Quel motif avons-nous de penser que, faisant exception aux habitudes et aux instincts de tous les peuples d'origine asiatique, les Annamites se montreraient plus sensibles à notre générosité qu'ils n'ont été intimidés par notre force ? Et si l'on ne raisonne pas à Hué autrement qu'on ne le ferait à Pékin, comment parviendrions-nous à empêcher de s'y établir la conviction que nous abandonnons ce que nous ne pouvons pas garder et que notre impuissance à le retenir explique seule une aussi brusque renonciation aux avantages que la supériorité de nos armes nous avait acquis à une autre époque ?

Ces réflexions paraîtront plus décisives encore si l'on tient compte des impressions qu'un semblable mouvement de recul éveillerait dans tous les pays qui entretiennent des relations plus ou moins suivies avec l'Annam et surtout avec la Chine. Est-il besoin de rappeler, à ce propos, le retentissement qu'a eu dans le Céleste Empire la douloureuse issue de l'expédition du commandant Garnier et la très grave atteinte qu'elle a failli porter à notre prestige ? La conclusion des traités et leur notification officielle sont fort heureusement venues dissiper des rumeurs qui commençaient à se propager avec une rapidité inquiétante et qui n'ont pas été sans exercer une influence passagère, mais très marquée, sur l'attitude du Tsong-li-Yamen lui-même à l'égard de notre Légation.

Que n'aurions-nous donc pas à attendre d'un retour offensif, si nous y donnions encore une fois prétexte, en fournissant une occasion plausible de se produire à des commentaires dont notre départ du Tonkin semblerait justifier les plus malveillantes insinuations ?

J'incline donc à penser, pour ma part, que nous devons nous maintenir sur le terrain où nous nous sommes placés, sauf, dans la pratique, à modérer ou à modifier même la conduite de nos



Agents, s'il est nécessaire de le faire pour prévenir des conflits et éviter de nouveaux sacrifices en nous bornant à conserver les positions acquises.

Éclairé par vous sur les côtés particuliers et délicats de cette situation, le contre-amiral Lafont parviendra, je n'en doute pas, à éviter les écueils qu'elle présente, et saura se tenir à égale distance des déterminations qui pourraient engager notre action plus que nous ne le voulons et des renonciations que la prudence elle-même déconseille, tant au point de vue de nos relations futures avec l'Annam qu'à celui de nos intérêts généraux dans toutes les contrées de l'Extrême-Orient.

DECAZES.

---

**Le vicomte Brenier de Montmorand, Ministre de France en Chine, au duc Decazes, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Pékin, le 30 septembre 1877. (Reçu le 26 novembre 1877.)

J'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, le 30 mai dernier, pour me demander mon sentiment sur la manière de voir exposée par l'amiral Duperré dans sa lettre du 28 octobre 1876, et sur l'opportunité qu'il pourrait y avoir à introduire, en ce moment, à la Cour de Pékin des demandes formelles en vue de faire cesser les rapports de vassalité qui unissent l'Annam à la Chine.

L'amiral Duperré semble penser que l'envoi triennal d'une Ambassade annamite à Pékin, apportant à l'Empereur le tribut du Roi Tu-Duc, n'est qu'un acte de pure courtoisie, n'ayant, pour ainsi dire, qu'une importance purement historique et qui n'implique en aucune façon la pensée de resserrer un lien aujourd'hui disparu. Il en voit la preuve dans la prise de possession par la France de plusieurs provinces annamites et la conclusion de trois traités successifs avec la Cour de Hué, sans que ces conquêtes ni ces négociations aient soulevé de la part du Gouvernement chinois la moindre réclamation ni la plus simple revendication de suzeraineté.

Pour corroborer son opinion, l'honorable Gouverneur de la Cochinchine française s'appuie sur l'absence de réclamations de

(1) *Livre jaune*, n° 25.



la part du Gouvernement chinois, soit lors de la prise de possession par la France de plusieurs provinces annamites, soit après la conclusion des trois traités successifs que nous avons conclus avec la Cour de Hué.

Mais, si le Gouvernement chinois n'a fait alors aucune objection ni demandé aucune explication, il faut bien plus chercher la raison de son silence soit dans son désir de n'attirer pour le moment à la Chine aucune complication, soit parce qu'il ne comprenait pas très bien la signification du mot « Protectorat », que dans son acquiescement à ce qui venait de se passer entre la France et le Royaume d'Annam.

D'un autre côté, on s'appuie sur une phrase incidente de la dépêche du prince Kong, en date du 15 juin 1875 : « L'Annam est la contrée appelée aussi Yué-Nan; elle a été tributaire de la Chine » — *a été*... donc elle n'est plus. Cependant, en supposant la traduction de cette phrase aussi exacte que possible, ce dont il est toujours permis de douter, la suite de la même dépêche atténue singulièrement la valeur de la première déclaration : « La Chine ne pouvait refuser protection et assistance à son *vassal*. »

Cette dépêche du prince Kong, en date du 15 juin 1875, répondait à la communication du 25 mai précédent de M. de Rochechouart, dans laquelle notre chargé d'affaires, en envoyant au Gouvernement chinois une copie du traité du 15 mars et en lui faisant part de la ratification qui en avait été faite par le Gouvernement français, exprimait le désir que, comme conséquence de la nouvelle situation faite au roi Tu-Duc, le Gouvernement chinois rappelât les troupes chinoises qui se seraient introduites dans l'Annam. A cela le prince Kong répond « que c'est sur la demande réitérée du Gouvernement annamite et pour le débarrasser des brigands qui infestaient son territoire que le Gouvernement chinois a envoyé des troupes sur cette frontière. Le but une fois atteint, ajoute le prince Kong, leur maintien sur le territoire annamite n'avait plus de raison d'être, et on les a fait revenir. » Est-ce là reconnaître et ratifier la nouvelle situation de l'Annam?

Ce n'était pas, d'ailleurs, la première fois que Son Altesse le prince Kong invoquait le droit de la Chine d'intervenir dans l'Annam; on lit, en effet, dans la dépêche qu'il écrivait à M. de Geoffroy le 7 février 1874, cette phrase topique :

« Quant au nouveau corps d'armée expédié du Kouang-Si au



Tonkin, nous n'avons fait, en l'envoyant, qu'user du droit que nous avons : 1° de secourir un de nos royaumes tributaires ; 2° d'assurer la sécurité de nos frontières. »

Au reste, l'amiral Duperré paraît ne pas considérer la question au même point de vue que le département de Votre Excellence. Le premier semble, en effet, tant soit peu disposé à traiter l'Annam comme une annexe du Gouvernement de Saïgon et croire à un protectorat effectif de notre part, tandis que Votre Excellence, dans sa dépêche du 27 février 1875, insiste sur l'indépendance du roi Tu-Duc.

En l'état, l'Annam me semble donc avoir deux protecteurs : la France et la Chine. En effet, l'article 2 du traité de 1874 déclare que la France, reconnaissant la souveraineté du roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance et s'engage à lui donner, sur sa demande et gratuitement, l'appui nécessaire pour maintenir dans ses États l'ordre et la tranquillité, pour se défendre contre toute attaque et pour détruire la piraterie qui désole une partie des côtes du royaume.

Ne semble-t-il pas à Votre Excellence qu'il y ait entre ces paroles et les faits une certaine contradiction ? Ainsi, si l'Annam est reconnu comme un État entièrement indépendant, il semblerait que c'est à son Gouvernement qu'aurait dû incomber le soin de transmettre le traité du 15 mars au Gouvernement chinois ; et, d'un autre côté, si c'est la France qui est sa véritable protectrice, le tribut apporté cette année à Pékin, — la première fois depuis le traité de 1874, — n'aurait-il pas dû s'arrêter à Saïgon ? Tout au contraire, une ambassade part d'Hanoï pour Pékin au bruit d'une salve d'artillerie ; M. de Kergaradec ou le chargé d'affaires de l'amiral en sont informés ; ils rendent visite aux divers membres de l'ambassade, et ils apprennent de l'un des ambassadeurs annamites, le mandarin Bin-Van-Ki, que ses instructions portent d'aller rendre visite au ministre de France à Pékin, une fois sa mission remplie, mais seulement après en avoir obtenu la permission des mandarins chinois chargés de le recevoir.

Toutefois, il y a lieu de penser que l'autorisation de faire cette visite, — en supposant qu'elle ait été demandée, — n'a pas été accordée, car l'ambassade annamite est repartie de Pékin sans s'être présentée à la légation de France.



Notre situation vis-à-vis de l'Annam est donc en quelque sorte mixte et indéterminée.

Après cet exposé, Votre Excellence pensera sans doute avec moi qu'il serait peut-être difficile en ce moment de mener à bien de nouvelles négociations avec le Tsong-li-Yamen au sujet des nouveaux rapports que nous désirerions voir exister entre l'Annam et la Chine. On ne peut guère se flatter de briser en un jour des liens que des conformités de race, de religion et de mœurs ont établis depuis des siècles entre deux peuples chez lesquels les traditions sont tout, et où le respect des anciennes coutumes tient lieu de civilisation.

En outre, le Gouvernement chinois trouverait toujours moyen d'éluder ces questions aussi embarrassantes pour lui que pour nous, et après une volumineuse correspondance échangée, nous aboutirions, je le crains, à un échec, en ce sens que nous ne serions guère plus avancés qu'aujourd'hui et que rien ne serait décidé. Toute la question, pour les extrêmes-Orientaux, est de gagner du temps, et tous leurs actes semblent prouver qu'ils comptent sur ce grand auxiliaire pour nous expulser un jour de leur pays.

Je partage donc entièrement sur ce point l'opinion de l'amiral Duperré, et je crois que nous avons tout intérêt à laisser les choses dans le *statu quo*, tout en nous réservant le droit d'intervenir dans le cas où les relations de la Chine et de l'Annam, ne se bornant plus à un simple acte de courtoisie et de soumission, sur lequel nous pouvons sans danger fermer les yeux pour le moment, prendraient un caractère plus étroit et arriveraient à menacer ainsi nos intérêts en Cochinchine.

BRENIER DE MONTMORAND.

---

**M. Turc, Consul de France à Haï-Phong, à l'amiral Lafont,  
Gouverneur de la Cochinchine française (1).**

Haï-Phong, 5 décembre 1878.

Depuis ma dernière lettre, je n'ai reçu aucune communication du Tong-Doe-Pham touchant les opérations devant Bac-Ninh. Les autorités d'Hanoï s'abstiennent aussi de renseigner le com-

(1) *Livre jaune*, n° 38.



mandant Carreau. D'autre part, la défense, sous peine de mort, de parler des événements, nous empêche d'être renseignés par le public. J'ai pu néanmoins avoir quelques nouvelles par des négociants chinois, par un Père dominicain espagnol qui se trouvait dernièrement en tournée dans les villages avoisinant les lignes ennemies, et par M. Lesoufaché, qui a fait avec *la Hallebarde* une reconnaissance dans les eaux du Bac-Ninh. Le Commandant Maire vous transmettra, sans doute, le rapport de cet officier. \*

Je me contenterai donc de vous donner sommairement les nouvelles qu'il a pu recueillir et qui se trouvent confirmées par les dires du R. P. dominicain et des négociants chinois. Le 19 novembre, je vous informais par le télégraphe que Li-Yong-Tchoï semblait pousser sa droite à l'Ouest vers le fleuve Rouge. Cette pointe avait pour objectif réel la citadelle de Thay-Nguyen laquelle, paraît-il, s'est rendue sans combat au chef des aventuriers. Celui-ci se serait, par suite, déclaré souverain. J'ignore si c'est de l'Annam tout entier ou du Tonkin seulement. Les Autorités annamites ont fait afficher à Bac-Ninh des proclamations portant défense de reconnaître le nouveau Roi sous peine de mort.

Vous verrez, par le rapport de M. Lesoufaché, que les troupes annamites de l'armée de Bac-Ninh se reconnaissent incapables de résister aux envahisseurs. On les a bien renforcées par quelques centaines de Pavillons Noirs plus braves, mieux armés et plus aguerris qu'elles ; mais tout le monde estime que ces bandits sont vendus d'avance à Li-Yong-Tchoï. La position devient donc de plus en plus critique pour le Gouvernement du Roi. Il est même étonnant que les bandes chinoises ne soient pas déjà maîtresses de toutes les provinces Nord du Tonkin. Pour moi, la lenteur et la prudence de leur chef ne peuvent s'expliquer que par la crainte, d'un côté, de se heurter contre nous, et de l'autre de voir ses derrières menacés par une armée impériale chinoise venant du Kouang-Si au secours de l'Annam. Les positions occupées par ses troupes, à l'heure actuelle, le mettent à l'abri de ces deux éventualités. Elles lui permettent, en outre, de se porter rapidement sur la frontière du Yunnan, où l'on dit qu'une insurrection vient d'éclater. Les bruits en circulation à Canton tendraient à faire croire qu'elle se relie avec celle que lui-même a suscitée au Kouang-Si.



Le Prince Thuyet, qui est bien à la tête de l'armée de Bac-Ninh, quoique Phah-Phu-Thu ait essayé de me soutenir le contraire, est tellement détesté par le peuple, par les soldats et par les mandarins eux-mêmes, qu'il n'ose plus sortir de la citadelle de Bac-Ninh. Li a promis, par affiche, une forte récompense pécuniaire à celui qui le lui livrerait vivant.

TURC.

---

**L'amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies,**  
**à M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 30 décembre 1878.

Notre situation au Tonkin a causé de fréquentes et légitimes préoccupations à nos deux Départements ; et nous avons été maintes fois conduits à déplorer le manque de précision et les lacunes du traité qui nous lie à cet égard avec la Cour de Hué. En effet, cette convention contient, en ce qui nous touche, la plus grande partie des obligations qui incombent à une nation investie d'un rôle de protection, sans aucun des avantages résultant de cette position. Tandis que l'Annam peut requérir notre appui contre les dangers intérieurs et même extérieurs qui menacent sa souveraineté dans ce pays, nous ne saurions, vis-à-vis des nations étrangères, exciper de ce rôle pour réclamer le droit d'exercer une action prépondérante sur la politique du dehors.

Cette situation, ai-je besoin de le dire ? tient à ce que la Convention de 1874, visiblement rédigée en vue de l'établissement de notre protectorat sur le Tonkin, n'en a pas prononcé le mot. Il en résulte que nos représentants, bien qu'appuyés d'une force armée, ne sont, en réalité, ni des agents d'un protectorat qu'ils exercent cependant en partie, ni des agents consulaires, puisqu'ils n'ont pas le droit de juridiction.

Les événements dont le Tonkin est en ce moment le théâtre, viennent ajouter une complication de plus à des difficultés déjà si complexes, et nous ne saurions échapper à la nécessité d'envisager les conséquences qu'une insurrection sérieuse peut avoir sur notre politique dans cette contrée. La souveraineté de l'Annam est, vous ne l'ignorez pas, très contestée au Tonkin, et la faiblesse des moyens dont cet Empire dispose livre le pays vassal à de con-

(1) *Livre jaune*, n° 39.



tinuelles perturbations. Que ces levées de boucliers soient suscitées par les éternels prétendants de la dynastie des Leï ou qu'elles proviennent des aventuriers chinois qui, du Yunnan, se répandent tantôt du côté du Céleste Empire, tantôt dans les provinces du Sud, elles trouvent un aliment incessant dans une population mécontente et incomplètement soumise. Aussi, nul ne peut dire si une échauffourée de la nature de celle qui se produit aujourd'hui se terminera par une simple émeute ou si elle prendra les proportions d'une révolution. Il est donc on ne peut plus vraisemblable que, d'un moment à l'autre, nous pourrions nous trouver enveloppés par une insurrection triomphante,

Quelle devra être notre attitude dans cette éventualité ? et ne devrions-nous pas saisir avec empressement l'occasion qu'elle ferait naître pour sortir d'une situation où notre dignité peut se trouver compromise ? Telle est la question qui me semble se poser naturellement et sur laquelle je crois devoir demander votre avis. L'intérêt considérable qui s'attache à sa solution nous conduira peut-être, si vous l'envisagez au même point de vue que moi, à la porter devant le Conseil des Ministres, car elle touche à des points très délicats de la politique extérieure de la France.

Dans ma pensée, soit que l'Annam, impuissant à maintenir son autorité, réclame notre intervention armée pour la faire respecter, soit que les rebelles réussissent, par une action énergique et rapide, à se rendre maîtres du Tonkin et qu'il nous faille traiter avec eux, j'estime que l'établissement de notre protectorat effectif doit sortir de l'une ou l'autre de ces hypothèses. Voici quels seraient alors les avantages principaux qui devraient en résulter pour nous :

1° Les droits de douane seraient maintenus et perçus à notre profit et nous devrions y trouver les moyens de solder les frais de notre occupation ;

2° Nous aurions le droit exclusif de régler les relations extérieures du pays ; et les Représentants des différentes puissances devraient être accrédités auprès de nous ;

3° Nos agents seraient chargés de rendre la justice, tant à l'égard des Français et des étrangers qu'à l'égard des indigènes dans leurs rapports avec nos nationaux et avec les étrangers.

Fidèles, d'ailleurs, à la politique libérale que nous avons toujours pratiquée dans l'Extrême-Orient, nous continuerions à



assurer aux différentes nations européennes qui fréquentent ces parages les avantages stipulés en faveur de nos compatriotes, et notre position nouvelle ne ferait qu'augmenter les garanties déjà acquises, à cet égard, aux étrangers.

Si vous partagez mes appréciations, vous jugerez, sans doute, opportun de conférer, d'ores et déjà, à l'amiral Lafont, gouverneur de la Cochinchine, les pouvoirs nécessaires pour traiter avec qui de droit, suivant les éventualités qui viendraient à se produire.

La prudence et la sage fermeté dont cet officier général nous a déjà donné maintes preuves dans ses relations souvent si délicates avec la Cour de Hué, doivent nous inspirer toute confiance sur l'usage qu'il saura faire de ces pouvoirs.

Je ne crois pas utile d'ajouter de nouvelles considérations à celles qui précèdent pour vous faire sentir la nécessité de saisir l'occasion d'en finir avec un état de choses que vous déplorez comme moi. J'espère donc que vous voudrez bien vous associer aux vues que je viens d'exposer et me prêter votre concours pour en assurer la réalisation.

Au cas où vous désireriez être renseigné plus complètement sur l'état réel du Tonkin, sur ses ressources et sur l'esprit de sa population, etc., je me ferais un plaisir de mettre à votre disposition M. Le Jumeau de Kergaradec, lieutenant de vaisseau, en ce moment en congé en France, et qui occupe les fonctions de Consul de France à Hanoï. Cet officier, qui joint à une grande sagacité un remarquable esprit d'observation, vous fournirait, je n'en doute pas, de précieuses indications sur la grave question dont j'ai l'honneur de vous entretenir.

POTHUAU.

---

**M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

Paris, le 9 janvier 1879.

Vous avez bien voulu me communiquer aujourd'hui une copie des instructions ci-jointes que vous comptez transmettre au gouverneur de la Cochinchine en prévision de l'attitude nouvelle que pourraient l'amener à prendre les événements dont les provinces

(1) *Livre jaune*, n° 40.



septentrionales de l'Annam sont le théâtre en ce moment. Je ne puis, en ce qui me concerne, qu'approuver dans leur teneur générale les recommandations que vous adressez ainsi au contre-amiral Lafont ; j'y trouve repondues en substance les idées qui ont fait l'objet de nos communes délibérations et au sujet desquelles l'accord s'est établi entre nous. Je désirerais, toutefois, introduire quelques changements de pure forme dans le passage de votre lettre où sont indiquées à grands traits les bases de l'arrangement ultérieur dont nous serions éventuellement amenés à poursuivre la conclusion. Vous ne verrez sans doute pas d'inconvénient à ce que le paragraphe premier soit modifié ainsi :

« Le droit exclusif de régler les relations extérieures du pays et de le représenter au dehors serait reconnu à la nation protectrice. Les consuls étrangers recevraient d'elle leur exequatur. »

Et quant au paragraphe 2 relatif à la justice, je préférerais qu'il y fût dit « que des tribunaux seraient institués par nous pour rendre la justice dans les ports ouverts aux étrangers », à moins que, nous rapprochant davantage de la clause même insérée dans le traité du 15 mars, nous ne nous bornassions à stipuler que nos « *commissaires* ou *résidents* seraient chargés de l'administration de la justice dans les ports ouverts aux étrangers ».

Ces légers remaniements laisseront, vous le voyez, entièrement subsister le fond des choses, tel que vous vous proposez de le présenter au contre-amiral Lafont.

WADDINGTON.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 9 JANVIER 1879.

**L'amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies,  
à l'amiral Lafont, Gouverneur de la Cochinchine française.**

Paris, le 10 janvier 1879.

J'ai reçu vos télégrammes et vos dernières correspondances concernant la situation politique du Tonkin. De l'ensemble de ces informations, il semble résulter que l'insurrection qui vient de se produire dans ce pays aurait pris des proportions exceptionnelles et de nature à faire croire à un soulèvement général dont le résultat pourrait être l'affranchissement de cette vaste province de la souveraineté de l'Annam.

Les renseignements, bien que vagues encore, qui vous sont par-



venus de la part de notre Consul intérimaire à Hanoï tendent à démontrer que, quels que soient l'origine, la force et les moyens d'action des insurgés, les troupes annamites seront impuissantes à les tenir en respect. Dans cet état de choses, la sécurité de nos établissements a dû être ma première préoccupation, et c'est sous l'empire de cette pensée que je vous ai adressé, le 2 de ce mois, le télégramme chiffré suivant que je confirme ici :

« Kergaradec partira par prochain courrier avec instructions.

« Prenez toutes précautions pour mettre concessions Hanoï, Haï-Phong, à l'abri de toute attaque, au besoin augmenter garnison. »

La présente dépêche qui vous sera remise par le Consul titulaire d'Hanoï, a justement pour objet de vous tracer la ligne de conduite à suivre, en prévision des éventualités que peuvent faire naître les circonstances actuelles.

Il est vraisemblable que les envahisseurs du Tonkin se garderont soigneusement, pendant les premiers moments, de troubler notre occupation sur les deux points où nous entretenons quelques troupes ; ils ont, en effet, tout intérêt à ne pas compliquer leurs affaires en nous obligeant à prendre part à la lutte. Il paraît donc vraisemblable que nos concessions seront contournées et évitées, si l'insurrection, prenant du développement, se dirige dans le sud de la province. D'un autre côté, les autorités annamites, malgré leur faiblesse reconnue, hésiteront jusqu'à la dernière heure à nous demander un appui qui nous engagerait dans leurs affaires plus avant qu'elles ne le voudraient.

Cette double éventualité, dont je ne me dissimule pas le péril, pourra cependant nous fournir les moyens de sortir d'une position dont nous avons depuis longtemps reconnu l'ambiguïté. La Convention de 1874 contient, en ce qui nous touche, la plus grande partie des obligations qui incombent à une nation investie d'un rôle de protection sans aucun des avantages résultant de cette situation. La cour de Hué, invoquant les termes du traité, pourrait réclamer de nous un concours armé pour l'aider à rétablir l'ordre intérieur dans le Tonkin, et c'est la défiance qu'elle nourrit à notre égard qui seule l'empêche de nous faire des ouvertures, lesquelles, dans l'espèce, ne laisseraient pas de nous causer quelque embarras.

Nous ne devons avoir, pas conséquent, aucun scrupule à laisser ce Gouvernement aveugle subir les conséquences de sa présomption, et j'estime que nous ne saurions hésiter à rendre plus nette une situation qui nous a déjà imposé des sacrifices considérables.

Je vous envoie donc les pouvoirs nécessaires pour consacrer, par un traité nouveau, l'établissement de notre Protectorat sur le Tonkin. Soit que vous ayez à entrer en négociation à ce sujet avec une insurrection triomphante dont l'Annam n'aurait pu avoir raison, soit que,



reconnaissant son impuissance à nous garantir les avantages stipulés par la Convention de 1874, la cour de Hué se voit contrainte de recourir à nous, non dans les conditions du traité pour expulser des pirates, mais pour rétablir son autorité compromise, les clauses à stipuler devraient être les mêmes et peuvent se résumer dans les points suivants :

1° Le droit exclusif de régler les relations extérieures du pays serait reconnu à la nation protectrice, et les Représentants des différentes Puissances seraient accrédités auprès d'elle ;

2° Nos agents seraient chargés de rendre la justice, tant à l'égard des Français et des étrangers qu'à l'égard des indigènes, dans leurs rapports avec nos nationaux et avec les étrangers ;

3° Enfin les droits de douane seraient maintenus et perçus à notre profit, et le produit en serait consacré à couvrir les frais de notre occupation.

Fidèles, d'ailleurs, à la politique libérale que nous avons toujours pratiquée dans l'Extrême-Orient, nous continuerions à assurer aux différentes nations européennes qui fréquentent ces mers les avantages stipulés en faveur de nos compatriotes, et notre position ne ferait qu'augmenter les garanties déjà acquises à cet égard aux étrangers.

Les présentes instructions ont été concertées avec le Ministre des Affaires étrangères que j'ai trouvé complètement sympathique aux combinaisons qui, en dégageant notre politique des embarras occasionnés par les lacunes de notre traité avec Hué, auraient pour conséquence effective l'établissement d'un protectorat nettement défini sur le Tonkin. La prudence et la sage fermeté dont vous avez donné maintes preuves dans nos relations souvent si délicates avec la Cour de Hué, nous inspirent toute confiance sur l'usage que vous saurez faire des pouvoirs très étendus qui vous sont confiés.

Vous voudrez bien continuer à me tenir soigneusement informé de tous les incidents qui se produisent de ce côté, et vous pouvez compter sur mon appui pour vous faciliter l'accomplissement d'une tâche ardue, mais qui n'est pas au-dessus de vos forces et de votre patriotisme.

P.-S. Il reste bien entendu que vous n'engagerez et ne conclurez rien d'important sans m'avoir consulté préalablement par le télégraphe.

---

**L'amiral Pothuau, Ministre de la Marine et des Colonies,  
à M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 10 janvier 1879.

Je m'empresse de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier concernant les instruc-

(1) *Livre jaune*, n° 41.



tions destinées au gouverneur commandant en chef en Cochinchine, en vue d'assurer l'établissement de notre Protectorat sur le Tonkin.

Je suis heureux de voir que vous avez bien voulu donner votre adhésion à l'ensemble de la dépêche préparée par mes soins, et j'accepte pleinement, de mon côté, les modifications de forme par vous proposées.

En ce qui concerne le premier paragraphe visé, le texte sera libellé de la manière suivante :

« Le droit exclusif de régler les relations extérieures du pays et de le représenter au dehors serait reconnu à la nation protectrice: Les consuls étrangers recevraient d'elle leur exequatur. »

Quant au paragraphe 2, je crois préférable d'adopter la seconde version qui se rapproche du traité du 15 mars qu'elle rend plus explicite. J'ai, en conséquence, introduit dans ma dépêche une phrase ainsi conçue :

« Nos commissaires ou résidents seraient chargés de l'administration de la justice dans les ports ouverts aux étrangers. »

Les instructions ainsi modifiées ont été confiées à M. Le Jumeau de Kergaradec, consul à Hanoï, qui se rend en Cochinchine par le courrier du 12 de ce mois et qui les remettra au contre-amiral Lafont.

POTHUAU.

---

**L'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, à M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1879.

Dans les instructions qui ont été remises à M. Le Myre de Vilers, au moment où il allait prendre possession du Gouvernement de la Cochinchine, j'ai appelé particulièrement l'attention de ce haut fonctionnaire sur notre situation équivoque au Tonkin et sur les moyens d'apporter un remède sérieux à un état de choses qui menace de devenir aussi compromettant pour nos intérêts que pour la dignité de la France.

Comme on devait s'y attendre, le nouveau gouverneur, instruit par l'étude des faits, éclairé par les rapports des consuls et par les événements dont ce pays est actuellement le théâtre, insiste

(1) *Livre jaune*, n° 53.



vivement pour qu'une solution prompte et efficace vienne mettre un terme à des difficultés sans cesse renaissantes. Ainsi que ses prédécesseurs, et en particulier M. le contre-amiral Lafont, il résume la question dans le dilemme suivant : « Ou établir franchement et nettement notre protectorat sur le Tonkin, ou réduire notre action à de simples institutions consulaires. »

On ne saurait se le dissimuler, cette affaire ne présente pas une troisième issue, et les mesures dilatoires, les atermoiements opposés jusqu'ici aux embarras qu'elle a suscités font évidemment ressortir la nécessité d'une conduite nette et catégorique.

De plus, l'empereur Tu-Duc fait aujourd'hui tous ses efforts pour rétablir au Tonkin son autorité menacée, sans avoir recours à notre intervention, quoiqu'elle soit stipulée dans la Convention de 1874, et certains Gouvernements cherchent à lier, avec la Cour de Hué, des relations directes, bien que ladite Convention nous ait rendu les intermédiaires obligés des rapports de ce pays avec les autres Puissances. Les clauses essentielles du traité sont donc contestées ou compromises dans leur application. L'impuissance de cet acte à procurer les profits qu'on était en droit d'en attendre est péremptoirement démontrée.

D'où vient qu'après une existence d'à peine cinq années, le traité du 15 mars 1874 soit en quelque sorte caduc ?

La cause en est tout entière dans les termes ambigus d'une rédaction préparée évidemment en vue du *Protectorat*, mais d'où le mot topique a été effacé au dernier moment. Je crois inutile de rappeler ici les considérations politiques qui ont conduit à introduire dans cet acte une modification qui paraissait en affaiblir la signification et la portée. Nous sommes forcés de nous incliner devant les faits accomplis. On espérait, d'ailleurs, que, grâce à la force armée dont nos consuls sont entourés, ils pourraient, peu à peu, prendre, dans la pratique, l'attitude de véritables agents d'une puissance protectrice.

Il n'en a malheureusement pas été ainsi.

Enfin, comme je l'ai dit plus haut, l'empereur Tu-Duc, pour réprimer l'insurrection du Tonkin, a eu recours à la Chine, au risque de la voir se perpétuer, plutôt que de s'adresser à nous qui pourrions lui apporter un appui efficace, mais dont il redoute l'intervention trop directe dans ses affaires.

Nous avons pu croire un moment que cette rébellion grandis-



sante servirait nos projets ; le département des affaires étrangères, consulté à ce sujet, n'a pas hésité à s'associer à une politique qui, suivant la tournure des événements, nous conduirait à l'établissement effectif du Protectorat, soit du consentement de l'empereur d'Annam, au cas où nous l'aiderions à rétablir son autorité dans ce pays, soit à la suite d'une entente avec le chef de l'armée insurgée, si Tu-Duc, repoussant nos offres, se voyait dépouillé de cette province. Cette alternative a été posée au Gouverneur de la Cochinchine dans des instructions concertées entre nos deux départements et qui lui ont été remises par M. Le Jumeau de Kergaradec, titulaire du poste de consul à Hanoi.

Les événements du Tonkin n'ont pas pris jusqu'ici une tournure assez nette pour qu'il soit possible de savoir comment cette difficulté pourra se trancher, et l'état d'instabilité familial à ces contrées de l'Extrême-Orient menace de perpétuer le conflit sans profit pour nos desseins.

Or, tout délai perdu pour une solution aggrave de jour en jour notre position. On ne saurait, par suite, différer plus longtemps de prendre un parti, et le moment est, ce me semble, venu d'aborder de front la situation pour la trancher par une mesure définitive.

J'aborde d'abord l'hypothèse de l'établissement effectif du Protectorat.

Comment le faire accepter à l'empereur Tu-Duc, qui, dernièrement encore, exprimait avec tant d'amertume la douleur que lui fait éprouver la perte des provinces qui composent notre colonie de Cochinchine ?

Une pression diplomatique directe n'aurait vraisemblablement aucun résultat ; le vieux parti annamite, qui exploite les craintes superstitieuses dont le monarque est obsédé par suite de la diminution de ses États, ne manquerait pas de lui représenter la responsabilité écrasante dont il chargerait sa mémoire, vis-à-vis de la postérité, s'il admettait une plus large immixtion des Français dans les affaires de son pays.

Je n'entrevois donc, pour ma part, qu'un moyen d'arriver au résultat dont il s'agit. La prolongation des désordres dans le Tonkin rend illusoire pour nous le seul avantage commercial résultant du traité, et le Song-Koï, qui devait être ouvert à tous les pavillons, est devenu inaccessible, par suite de la présence, sur



ses bords, des bandes au pavillon noir et au pavillon jaune. L'Annam porte la responsabilité de cette situation, puisqu'il s'est engagé à maintenir libre l'accès de ce fleuve. On pourrait le mettre catégoriquement en demeure d'exécuter, dans un délai donné, cette clause du traité, et, au cas où son impuissance à le faire serait démontrée, nous lui signifierions notre intention d'agir directement en ce sens et de purger le pays des bandes de pillards dont il est infesté.

Une expédition serait alors nécessaire, et, d'après les renseignements qui me sont fournis, elle exigerait, non seulement pour conquérir le Tonkin, mais encore pour nous y maintenir pendant quelques années :

Trois mille hommes (3,000) d'infanterie de marine ou d'artillerie,

Trois mille hommes (3,000) de troupes annamites,

Douze canonnières ou avisos.

A l'aide de ces moyens d'action, le but serait probablement atteint, et ce pays, qui gémit sous un joug intolérable, nous aiderait, il faut du moins l'espérer, à le débarrasser des oppresseurs annamites et chinois qui l'exploitent. Mais alors se présenterait une nouvelle alternative. Le Tonkin, vassal peu résigné de l'Annam, serait-il replacé sous la suzeraineté contre laquelle il n'a cessé de protester, ou lui rendrait-on son autonomie sous la direction d'un représentant plus ou moins sérieux de l'ancienne dynastie des Ly ? On l'amènerait, dans un cas comme dans l'autre, à se placer sous notre protectorat.

Il semble plus opportun d'adopter la première de ces solutions, comme devant créer moins de complications. Elle aurait, en outre, pour avantage de resserrer le lien qui réunirait l'Annam, le Tonkin, la Cochinchine et le Cambodge, désormais placés sous notre suprématie et auxquels, par une administration sage en même temps que ferme et paternelle, nous ferions apprécier les bienfaits de notre civilisation. Il serait même permis d'espérer que, réduit à un état de dépendance à notre égard, le Gouvernement annamite ne tarderait pas à accepter lui-même une protection directe qui le délivrerait de l'ingérence de la Chine.

Saïgon, dont l'importance commerciale s'est notablement accrue dans ces derniers temps, deviendrait bientôt l'entrepôt immense et presque exclusif du riz dans ces parages et le grenier d'abon-



dance de la Chine. Au Tonkin, la production, troublée par d'interminables insurrections, prendrait un essor considérable; de nouveaux ports pourraient être ouverts, et les produits de ce pays, joints à ceux que le Song-Koï amènerait du Yun nan, trouveraient enfin le débouché qui leur manque.

Mais l'entretien des forces dont je viens de parler exigerait des allocations budgétaires dont je ne dispose pas et qui seront augmentées de frais assez élevés pour le maintien de notre autorité; il en résulterait des sacrifices permanents dont il ne faut pas se dissimuler l'importance. Des postes nouveaux devraient en effet être créés, tant dans les ports ouverts que dans l'intérieur et sur le Song-Koï jusqu'à la frontière du Yun nan. Afin d'assurer au pays et la tranquillité et le libre parcours du fleuve, il faudrait construire des casernes, des hôpitaux, tous les établissements d'ordres divers qu'entraîne une occupation.

Si le Tonkin possède les richesses naturelles et industrielles qu'on lui attribue et une population aussi dense qu'on le dit, il est permis de penser qu'on trouverait dans les avantages commerciaux et dans les produits de la douane et des impôts une compensation sérieuse aux sacrifices qu'on se serait imposés.

J'incline à penser que, présentée comme je viens de le faire, notre intervention ne pourrait soulever d'opposition légitime, car le traité qui nous lie avec l'Annam est un contrat synallagmatique, soumis à la seule interprétation des parties contractantes; si nous considérons certaines de ses clauses comme mises en oubli, il nous appartient exclusivement d'en réclamer l'exécution : c'est une affaire à régler entre nous et la Cour de Hué.

Dans la seconde hypothèse, celle de la réduction de notre rôle au Tonkin, le premier résultat qui se produira, sans aucun doute, est une diminution de dépenses qu'on peut évaluer à près de 1 million par an. En effet, nos représentants étant réduits au rôle de consuls, dans l'acception ordinaire du mot, nous n'aurions plus ni motifs ni prétextes à laisser auprès d'eux une force armée n'ayant aucune raison d'être, leur rôle devenant purement diplomatique. Mais, il ne faut pas se le dissimuler, avec des populations qui ne connaissent d'autre droit que celui de la force, la situation de ces consuls serait bientôt intolérable; cet amoindrissement de notre action serait considéré comme une atteinte à notre prestige, non seulement dans le Tonkin vis-à-vis de l'Annam, mais en



Cochinchine même, où les émissaires de l'empereur Tu-Duc reprendraient avec succès le thème, longtemps exploité, de l'abandon prochain de notre conquête.

En ce qui touche directement le Gouvernement de Hué, ne serait-il pas d'ailleurs à craindre qu'une autre puissance européenne, exploitant habilement notre amoindrissement apparent, ne prît pour son compte le rôle que nous aurions abandonné et n'obtint de l'empereur Tu-Duc les concessions que nous n'aurions osé exiger de lui?

Tels sont les arguments que l'on peut invoquer en faveur de l'une ou de l'autre solution.

Quelle que soit d'ailleurs celle qui sera adoptée, vous reconnaîtrez, je pense, qu'elle présente pour notre politique extérieure une gravité telle que nos deux départements ne sauraient en assumer seuls la responsabilité. Je pense donc que vous voudrez bien soumettre la question au Conseil, qui appréciera.

Jauréguiberry.

---

**M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

Paris, 3 décembre 1879.

Vous avez bien voulu me transmettre, le 25 novembre dernier, une lettre récemment adressée à votre département par M. le gouverneur de la Cochinchine, et qui a trait à l'envoi d'une ambassade annamite en France. J'ai pris connaissance avec intérêt de ce document et je vous remercie de me l'avoir communiqué.

En ce qui concerne l'intention manifestée par le Gouvernement annamite d'envoyer en France une nouvelle Ambassade, je partage, comme vous, l'opinion exprimée par M. Le Myre de Vilers touchant l'opportunité de saisir cette occasion pour ménager l'établissement à l'avenir de rapports directs entre notre agent à Hué et le roi Tu-Duc.

Il est impossible, en effet, étant donnée la nature particulière de nos relations avec l'Annam, de méconnaître l'intérêt qu'il y aurait pour nous à ce que le Représentant de la France pût s'adresser à la personne même du Souverain, sans avoir à recourir à l'entremise de ses Ministres.

(1) *Livre jaune*, n° 56.



Il est à noter toutefois que, sur ce point, la situation du chef de notre légation, telle qu'elle est actuellement définie, pourrait donner lieu à des objections qu'il serait bon de réprimer. M. Philastre, comme vous le savez, n'a que le rang de Chargé d'affaires, et il serait à craindre que les Annamites, qui commencent à être familiarisés avec nos usages diplomatiques, ne fussent tentés d'en tirer argument contre la réalisation de nos vues.

Nous parviendrions à tourner cette difficulté en conférant à notre Agent le titre d'Envoyé, de façon à l'accréditer, en cette qualité, auprès du Souverain lui-même. Je ne doute pas d'ailleurs, si cette façon de procéder obtient votre agrément, que vous ne jugiez, comme moi, nécessaire, dans tous les cas, de subordonner au règlement définitif d'une question si intéressante pour nous l'accueil qu'il conviendra de réserver aux ouvertures de la Cour de Hué.

WADDINGTON.

---

**L'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 3 janvier 1880.

Les dernières lettres de M. le Gouverneur de la Cochinchine relatives à nos relations avec la Cour de Hué et à la situation du Tonkin constatent que, loin de s'améliorer, l'état de nos affaires dans ce pays tend à s'aggraver de plus en plus et semble rendre plus urgente la solution des difficultés contre lesquelles nous luttons vainement depuis la signature du traité de 1874.

Les rapports de notre Chargé d'affaires avec le Gouvernement d'Annam sont entravés chaque jour par de nouvelles exigences. L'isolement dans lequel on le tient paraît se resserrer au lieu de faire progressivement place à un échange de bons procédés et de témoignages de confiance, et enfin un incident récent prouve que les prétentions sans cesse renaissantes des autorités annamites ne reculent déjà plus, à son égard, devant les procédés blessants et les mesures vexatoires. M. Rheinart étant sorti en barque pour se rendre à Kin-Long avec le médecin de la Légation, qui allait donner ses soins à un missionnaire gravement malade, s'est vu, au retour, arrêté par des barques militaires annamites, con-

(1) *Livre jaune*, n° 57.



traint à mettre pied à terre et à faire un grand détour à travers champs pour rejoindre son hôtel, sous le prétexte que le Roi était, en ce moment, dans le fleuve occupé à pêcher à la ligne. Que les sujets du Roi d'Annam soient, de la part des gens de sa suite, l'objet de traitements de cette nature, il n'y a rien là qui doive nous surprendre, le Souverain actuel paraissant avoir renchéri encore, à cet égard, sur les habitudes de ses prédécesseurs ; mais nous ne saurions admettre un seul instant qu'on puisse soumettre à de pareilles vexations le Représentant de la France, nation qui, en vertu d'une convention passée avec la Cour de Hué, occupe dans ce pays une situation spéciale, et y exerce des droits exceptionnels. Je suis donc absolument d'avis qu'il convient d'adopter sur ce point une règle que M. Rheinart et, avec lui, M. Le Myre de Vilers, me paraissent avoir sagement tracée, et qui consisterait à rendre au roi Tu-Duc les honneurs que, dans tous les pays civilisés, les représentants étrangers rendent aux souverains territoriaux. Je me plais à espérer que vous voudrez bien vous associer à cette manière de voir.

En ce qui concerne plus particulièrement le Tonkin, M. Turc a cru devoir, sur la demande des autorités annamites, envoyer *le Ducouëdic* croiser devant Tra-ly, et *la Hallebarde* visiter Nam-Dinh pour rassurer les populations. Cet acte de grande condescendance, qui prouve une fois de plus que, de notre côté, nous observons les traités dans toute leur teneur, a paru un peu excessif à M. Le Myre de Vilers, surtout en présence des marques de défiance qui sont prodiguées à notre Chargé d'affaires par la Cour de Hué. Cependant M. le gouverneur de la Cochinchine n'a pas cru devoir blâmer M. Turc, mais il a pris soin d'en instruire M. Rheinart, en l'invitant à faire ressortir auprès du Tuong-Dac la différence qui existe entre notre manière d'agir et celle des autorités annamites. Mais M. Le Myre de Vilers ne paraît pas se dissimuler l'inanité de ces arguments de sentiment, et il a tenu à bien faire comprendre à l'entourage du Souverain que le Gouvernement de la République n'entendait pas renouveler des marques d'amitié stériles et sans réciprocité. Les choses en sont là.

Devons-nous attendre un résultat quelconque de cette démarche, et est-il permis d'espérer que les excuses faites à notre Chargé d'Affaires pour le procédé déplorable dont il a été l'objet modifieront l'état de nos relations avec le Gouvernement de Tu-Duc ?



et le détermineront enfin à observer les clauses du Traité? Je ne saurais, en ce qui me concerne, conserver aucune illusion à ce sujet. J'estime donc que la nécessité s'impose de plus en plus au Gouvernement de la France de prendre une résolution catégorique, tant vis-à-vis du Tonkin qu'à l'égard du Gouvernement d'Annam. D'une part, en effet, les complications toujours renaissantes, les agitations fomentées par nos rivaux menacent de rendre complètement intolérable la situation de nos Représentants et de plus en plus illusoire pour nous les avantages stipulés par les traités. De l'autre, la malveillance évidente et en quelque sorte systématique de la Cour de Hué nous expose à voir un souverain faible et livré au fanatisme des mandarins chercher ailleurs une protection que de vaines conventions ont stipulée à notre seul profit.

Dans cette situation, le soin de notre dignité comme le soin de nos intérêts nous prescrivent de prendre une attitude plus en rapport avec le rôle qu'il nous appartient de jouer dans cette contrée. Tout d'abord il importe de grandir notre état militaire de manière à le mettre à la hauteur de toutes les éventualités. C'est une question dont je m'occupe tout particulièrement et que j'espère être en mesure de mener à bonne fin dans un très court délai. Ce soin doit, en effet, précéder la mise en demeure qui, dans ma pensée, devra être signifiée au Gouvernement annamite.

Quant à l'Ambassade annoncée (et sur ce point je réponds à la communication de votre prédécesseur du 3 décembre dernier), j'estime que nous ne saurions nous prêter à la recevoir avant que le roi Tu-Duc ait solennellement reconnu le protectorat de la France, tel qu'il devait résulter du traité du 15 mars 1874. Autorisée dans d'autres conditions, cette démarche ne pourrait que retarder indéfiniment une solution devenue indispensable et contrarier nos intentions sur le Tonkin. Je tiens d'ailleurs à vous faire remarquer en passant que je n'ai jamais considéré l'exécution de ce projet comme imminente, étant donnée la lenteur calculée des diplomates orientaux, et, en tout état de cause, j'ai recommandé au gouverneur de la Cochinchine de n'accorder son acquiescement qu'autant que la question des rapports directs à établir avec le roi Tu-Duc et notre représentant à Hué aurait préalablement été vidée.

Mais depuis lors le temps a marché, la situation s'est compli-



quée et nos exigences ont dû grandir en conséquence. Je suis donc d'avis que la condition de reconnaissance du protectorat doit être nettement formulée.

En cas de refus, le Gouvernement n'aurait plus à consulter, pour régler sa ligne de conduite avec l'Annam, que l'intérêt bien entendu de sa politique, afin de donner à son rôle dans le Tonkin un caractère qui le mette désormais à l'abri de toutes les contestations, de quelque part qu'elles puissent se produire.

JAURÉGUIBERRY.

---

**M. Patenôtre, Chargé d'Affaires de France en Chine, à  
M. Waddington, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Pékin, le 25 décembre 1879. (Reçu le 3 mars 1880.)

Du moment qu'on fermait les yeux sur l'envoi d'une ambassade annamite à Pékin, on devait s'attendre forcément à ce qu'à la première occasion, le Gouvernement impérial s'ingérât, d'une façon plus ou moins directe, dans les affaires du Tonkin. Cette conséquence était fatale, et en laissant, comme on l'a fait dans ces derniers temps, à une armée chinoise la tâche, assez facile en somme, de rétablir l'ordre dans les États de Tu-Duc, on a aggravé une situation déjà compromise.

Il n'était pas difficile de prévoir que la Cour de Pékin allait en tirer des déductions nouvelles en faveur de ses prétentions. Votre Excellence trouvera, ci-joint, la traduction de deux décrets récemment parus dans la Gazette officielle du Céleste-Empire et qui renferment à cet égard des déclarations instructives (2). Tous deux sont relatifs à la capture du rebelle Li-Yong-choi, dont le Département a sans doute été déjà informé par nos agents de Cochinchine. J'en transcris ci-après un passage des plus significatifs :

« Li-Yong-choi avait réuni des malfaiteurs et fomenté des troubles.... Aussi la Cour dut-elle ordonner aux troupes impériales de marcher contre lui ; elles se sont acquittées promptement et avec succès de la tâche qui leur était dévolue : elles se sont emparées du coupable vivant : force reste donc ainsi aux lois

(1) *Livre jaune*, n° 59.

(2) Nous croyons inutile de reproduire ces décrets.



de la Chine. *De plus, le calme est du même coup rétabli chez ceux que notre investiture rend nos vassaux.* »

Un autre décret en date du 19 décembre porte que « Li-Yong-choi... ayant troublé l'Annam par ses brigandages sera décapité au chef-lieu de la province de Kouang-Si. Après quoi, sa tête sera envoyée au Tonkin, pour y être exposée aux yeux de tous. »

Il convient sans doute de ne pas s'exagérer l'importance de ces documents.

Il s'agit surtout pour la Chine d'un succès d'amour-propre. Mais les déclarations contenues dans la *Gazette de Pékin* n'en sont pas moins pour nous un enseignement, et il est essentiel qu'elles ne puissent plus se reproduire. Le remède, selon moi, est entre les mains de notre Gouvernement de Cochinchine. Le jour où nous aurons pris vis-à-vis de la Cour de Hué une attitude plus conforme aux stipulations du traité de 1874, la question de vassalité de l'Annam ne pourra même plus être posée. N'est-il pas étrange, en effet, qu'après nous être engagés à donner à l'Annam l'appui indispensable pour maintenir dans ses États l'ordre et la paix, etc., et en avoir fait l'objet d'une clause spéciale, nous ayons abandonné à d'autres une prérogative aussi importante? Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler à ce propos comment, en 1875, le Département des Affaires étrangères entendait l'application du paragraphe relatif à la protection du territoire annamite : « Je me plais à penser, écrivait le 27 février M. le duc Decazes, dans la dépêche à laquelle j'ai déjà fait allusion, que l'étroite entente établie sur de pareilles bases entre la France et le Gouvernement annamite sera appréciée, comme il convient qu'elle le soit, par les membres du Gouvernement chinois. En présence d'une situation aussi nette, il y a lieu de croire sans doute que le *Tsong-Li-Yamen* renoncera pour l'avenir à toute idée de faire intervenir les troupes impériales dans des provinces qui font partie du territoire annamite et dans lesquelles nous ne saurions plus reconnaître à d'autres qu'à nous-mêmes le droit de rétablir l'ordre et d'assurer la tranquillité des populations. »

A cet égard, d'ailleurs, le département n'a point varié dans ses appréciations. Les démarches faites en 1878 par les autorités annamites auprès du vice-roi des deux Kouang pour obtenir le



concours des armées chinoises contre les bandes de Li-Yong-choi, n'ont pas manqué d'éveiller l'attention de Votre Excellence. Par une dépêche en date du 26 décembre 1878, vous invitiez notre Ministre en Chine à faire ressortir aux yeux du Gouvernement impérial les inconvénients qui pouvaient résulter de la rencontre inopinée de ses troupes et des nôtres, et la convenance qu'il y aurait, en pareille occurrence, à s'entendre au préalable avec nous en vue de déterminer les limites précises dans lesquelles devait s'exercer son intervention.

Lorsque cette lettre arriva à Pékin, M. Brenier de Montmorand avait déjà pris sur lui de faire demander des explications au Gouvernement chinois par le premier interprète de la Légation. Les détails de la conversation de M. Devéria avec les membres du Tsong-Li-Yamen ont été communiqués au département le 10 novembre 1878. — M. Brenier écrivait à ce propos à Votre Excellence : « J'ai eu un instant la pensée d'écrire au Gouvernement chinois pour protester contre l'entrée de ses troupes dans le Tonkin et faire retomber sur lui la responsabilité de tous les conflits qui pourraient en être le résultat. Mais après réflexion il m'a semblé peut-être plus prudent de m'en tenir pour le moment à l'avertissement que j'ai fait donner au Yamen par M. Devéria. »

L'abstention de M. Brenier de Montmorand était, selon moi, parfaitement justifiée. Pour qu'une protestation énergique eût eu sa raison d'être à Pékin, il eût fallu que le Gouvernement de la Cochinchine se décidât à assumer le rôle auquel les circonstances semblaient le convier, et qu'en contestant au Gouvernement chinois le droit de faire la police du Tonkin, nous fussions nous-mêmes en état de le débarrasser de ses envahisseurs. L'événement a malheureusement démontré que les appréhensions de M. Brenier étaient trop fondées, puisqu'on a permis à Saïgon « que les troupes impériales vinssent battre les rebelles sous les yeux de nos garnisons de Hanoi et de Haïphong et que les canonnières chinoises brûlassent des villages et des jonques en vue des navires de notre station du Tonkin. »

Dans ces conditions, quelle utilité serions-nous appelés à retirer des observations que je pourrais présenter au Tsong-Li-Yamen, et dont le récent décret, inséré à la *Gazette de Pékin*, eût pu me fournir le prétexte? Aucune, selon moi. Elles ne pourraient être faites aujourd'hui qu'avec une modération qui con-



trasterait fâcheusement avec le ton des notes de MM. de Geoffroy et de Rochechouart, et n'aboutiraient, selon toute vraisemblance, qu'à un échange de communications stériles.

On a toujours eu le tort, du reste, selon moi, de vouloir demander à la diplomatie ce qui n'est pas de son ressort et de croire que des négociations plus ou moins habilement conduites suffiraient à asseoir notre influence au Tonkin. En pareil cas, un acte diplomatique peut tout au plus servir à consacrer une situation, il n'a pas le pouvoir de la créer. Tous les ménagements dont nous userons à son égard dans la question annamite iront directement contre le but que nous nous proposerons, car on y verrait de notre part une preuve de faiblesse.

Si, d'autre part, la cour de Pékin a semblé tenir jusqu'ici pour lettre morte notre traité avec l'Annam, elle n'a jamais non plus protesté contre la notification qui lui en a été faite par M. de Rochechouart et d'où découlait la proclamation officielle de notre Protectorat. Elle protestera moins encore quand ces déclarations se seront traduites par une action énergique. J'estime également que les pourparlers que nous aurons à entamer avec le Tsong-Li-Yamen pour l'ouverture du Yun nan auraient alors beaucoup plus de chance d'aboutir, et que jusque-là les négociations seraient prématurées.

En résumé, agissons à Hué, témoignons par des actes de notre ferme volonté de donner au traité de 1874 toute sa signification et d'exercer tous les droits qu'il nous confère, et le reste viendra à son heure et comme par surcroît.

Quant aux moyens à employer pour assurer vis-à-vis de l'Annam le succès de la politique inaugurée en 1874, la question est naturellement de la compétence de M. Le Myre de Vilers plutôt que de la mienne; mais le souvenir de l'expédition de M. Francis Garnier n'est pas, j'imagine, si effacé à Hué que le roi Tu-Duc se fasse de grandes illusions sur le concours qu'il peut attendre de ses sujets, et il paraît bien invraisemblable qu'il puisse se refuser, si nous y prêtons la main, à la stricte exécution du traité du 15 mars.

Si nous avons commis la faute de ne point nous charger nous-mêmes du rétablissement de l'ordre au Tonkin, et si nous avons ainsi perdu l'occasion d'affirmer hautement les droits que nous tenons de l'article 2, c'est, ce semble, une raison de plus pour



nous de veiller à ce que le territoire annamite ne soit plus violé à l'avenir. Convient-il pour cela d'attendre que de nouvelles bandes se reforment sur la frontière? L'impuissance de l'Annam à se protéger lui-même est surabondamment démontrée par les derniers événements. Il est avéré, d'autre part, que le brigandage est à l'état à peu près chronique dans les provinces chinoises voisines du Tonkin; il y a toute probabilité pour qu'un jour ou l'autre les bandes de Li-Yong-Tchoï se reforment sous un chef quelconque et recommencent leurs incursions. Ne sommes-nous point suffisamment autorisés, dès lors, à prendre telles mesures préventives que nous jugerions convenables pour empêcher le retour des mêmes dangers, en installant, par exemple, des garnisons sur les points qui nous paraîtraient les plus propres à assurer la défense du Tonkin, ou en recourant à toute autre précaution analogue dont l'effet serait de faire respecter la frontière annamite? Le Gouvernement impérial, qui, lors des troubles de l'Ili, a dû abandonner à la Russie le soin de pacifier ses propres provinces, ne pourrait trouver mauvais que la France entreprît la même œuvre de réorganisation sur un territoire qui n'est pas le sien, et si nous croyions devoir fournir au Cabinet de Pékin des explications, il nous serait loisible de faire valoir les avantages qui doivent résulter pour la Chine elle-même de la suppression d'un état de choses aussi funeste à ses intérêts commerciaux qu'à ceux de l'Annam.

PATENÔTRE.

---

**M. Patenôtre, Chargé d'Affaires de France en Chine,  
à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Pékin, le 4 mars 1880. (Reçu le 7 mai 1880.)

La *Gazette de Pékin*, dans son numéro du 2-mars, vient de publier un nouveau rapport du Gouverneur du Kouang-Si, dont j'ai l'honneur de transmettre la traduction ci-jointe à Votre Excellence, et où la prétendue suzeraineté de la Chine sur le Tonkin s'affirme plus nettement encore que dans les divers documents de ce genre que j'ai pris la liberté de signaler précédemment au Département.

Il s'agit, comme toujours, de l'exécution du chef de bandes

(1) *Livre jaune*, n° 65.



Li-Yang-Tsai. Le haut fonctionnaire chinois ne se contente pas cette fois d'annoncer au Gouvernement impérial que, conformément aux ordres qu'il en a reçus, il a envoyé la tête du rebelle au Tonkin, pour qu'elle soit exposée publiquement. Il ajoute, et la gravité de cette déclaration n'échappera pas à Votre Excellence, qu'il a fait parvenir une communication au Roi Tu-Duc pour l'informer des dernières décisions prises par la Cour de Pékin. Un autre détail ne manquera pas de fixer votre attention, c'est que le Gouverneur du Kouang-Si s'est servi à cette occasion d'une forme de correspondance qui n'est usitée en Chine qu'entre personnages du même rang. Il en résulterait que le fonctionnaire en question se considère comme l'égal de Tu-Duc, et il est au moins étrange que ce dernier consente à recevoir de pareils messages.

A ce point de vue, les indications contenues dans le récent rapport du Gouverneur du Kouang-Si sont précieuses à enregistrer. Elles suffiraient à elles seules à caractériser les rapports qui subsistent encore actuellement entre la Cour d'Annam et celle de Chine et qui subsisteront, à n'en pas douter, jusqu'à ce qu'on se soit décidé à mettre le Gouvernement de Hué en demeure d'exécuter les stipulations du traité de 1874. Il est trop clair, en effet, que si des communications du genre de celles qui viennent d'être adressées au Roi Tu-Duc étaient immédiatement renvoyées à leurs auteurs, le Gouvernement chinois se tiendrait pour averti et modifierait son attitude. Au point, du reste, où en sont les choses, je persiste à croire qu'une action militaire en Annam est de plus en plus désirable. L'opinion publique en Extrême-Orient y est depuis longtemps préparée.

Si ces nouvelles venaient maintenant à être démenties et si la politique d'inaction devait continuer à prévaloir, notre influence pourrait s'en trouver très sérieusement compromise.

PATENÔTRE.

---

**M. Patenôtre, Chargé d'Affaires de France en Chine,**  
**à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Pékin, le 5 mai 1880. (Reçu le 2 juillet 1880.)

Je prends la liberté d'appeler toute l'attention de Votre Excellence sur le document ci-joint que j'emprunte à la *Gazette de*

(1) *Livre jaune*, n° 68.



*Pékin* et dans lequel la prétendue suzeraineté de la Chine sur l'Annam, si souvent revendiquée dans ces derniers temps par le Gouvernement impérial, s'affirme avec plus de netteté que jamais, grâce, cette fois, à la connivence du Roi Tu-Duc. Le Roi d'Annam, en effet, loin de répudier les traditions de dépendance que le traité de 1874 a eu pour objet d'abroger, semble saisir avec empressement l'occasion de renouer les anciens liens qui l'unissaient à la Chine. C'est ainsi qu'il fait demander à la Cour de Pékin, par l'entremise du Gouverneur du Kouang-Si, à quelle époque il lui sera permis d'envoyer à l'Empereur le tribut que les Souverains annamites ont coutume de lui offrir périodiquement. Ce n'est pas la première fois que le Gouverneur du Kouang-Si sert ainsi d'intermédiaire entre le suzerain et le vassal. Je faisais remarquer à ce propos, dans ma dépêche du 4 mars, qu'en écrivant au Roi d'Annam, ce haut mandarin s'était servi récemment d'une forme de correspondance impliquant une sorte d'assimilation de grade entre lui et Tu-Duc. Non seulement ce dernier ne s'offense pas d'être traité d'égal à égal par un fonctionnaire chinois, mais il emploie aujourd'hui, en s'adressant au Gouverneur du Kouang-Si, une forme de message réservée par l'étiquette pour les relations d'inférieur à supérieur.

J'ai montré d'autre part qu'en laissant, par une condescendance inexplicable et malgré les avertissements répétés de la Légation, le Roi Tu-Duc libre d'envoyer en 1876 son tribut à Pékin, notre Gouvernement de Cochinchine avait donné, à l'intervention ultérieure de la Chine dans les affaires du Tonkin, un prétexte plus ou moins plausible. La question se pose à nouveau aujourd'hui avec une gravité particulière. Je ne puis que répéter ici ce que j'ai maintes fois déjà écrit au Département : si la France ne veut pas renoncer à toute influence dans l'Extrême-Orient, il est d'une nécessité absolue d'apporter un prompt remède à une situation qui va s'aggravant de jour en jour. Dans les circonstances actuelles et vu l'affectation que met la Chine à rappeler, à chaque instant, une suzeraineté qui est la négation même du protectorat français sur le Tonkin, il n'y a pas à se dissimuler que le maintien du tribut annamite serait interprété de notre part comme une abdication.

PATENÔTRE.

---



## ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 5 MAI 1880.

(Extrait de la *Gazette de Pékin* du 5 mai 1880.)

Tchang-Chou-Chen, gouverneur de la province du Kouang-Si (récemment nommé Vice-Roi du Kouang-Si et du Kouang-Fong), s'agenouille pour rapporter à la Cour que le Roi de Viet-Nam (Cochinchine), devant faire parvenir son tribut l'année du cycle Ningsse, demande qu'on lui fasse savoir à quelle époque ce tribut devra franchir la frontière. En conséquence de cette démarche, Tchan Chou-Chen lève les yeux sur Leurs Majestés en leur demandant des instructions. Moi, Tchang-Chou-Chen, j'ai reçu du Roi Nguyen-Plmoc-Ti (Tu-Duc) une missive dans laquelle ce prince me dit que l'époque à laquelle il doit faire parvenir (à Pékin) le tribut réglementaire tombe la septième année du règne de l'Empereur Koan-Hin, c'est-à-dire l'année du cycle Ningsse, que les règlements lui imposent de choisir des *fonctionnaires assistants* pour apporter respectueusement les objets déterminés par l'étiquette : désireux de savoir en quel mois et quel jour il leur sera permis de franchir la frontière, il me demande une réponse à la teneur de laquelle il se conformera.

Telle est la communication que m'a faite ce Prince.

Les règlements établissent que tous les quatre ans le Viet-Nam (la Cochinchine) doit apporter son tribut : c'est l'année prochaine que tombe cette échéance, aussi le Roi attend-il des instructions.

Je me fais un devoir de rapporter ces faits à la Cour, en lui demandant à quelle époque, l'année prochaine, elle voudra bien permettre aux fonctionnaires de ce Royaume d'entrer à Pékin. De la sorte je pourrai déterminer la date à laquelle ils devront passer la frontière et en donner communication au Roi, pour sa gouverne.

C'est conjointement avec Yu-Koan, Vice-Roi intérimaire des deux Kouang, que nous venons adresser respectueusement à la Cour et conformément aux rites le présent rapport, auquel nous annexons la copie de la lettre originale que m'a écrite ledit Roi, afin que Vos Majestés daignent y jeter les yeux.

Nous supplions Leurs Majestés les Impératrices et l'Empereur de vouloir bien prendre en considération notre respectueuse requête.

Les membres du Conseil privé ont reçu le décret suivant :

« Nous ordonnons qu'il soit adressé une communication audit Roi, lui enjoignant d'observer ce qui s'est pratiqué jusqu'ici quant à l'époque fixée pour le passage de la frontière. »

---



**M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères,  
à l'Amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et  
des Colonies (1).**

Paris, le 26 juillet 1880.

D'après l'étude de nouveaux documents sur le Tonkin, je crois que votre première idée d'occupation de ce pays était plus juste que celle d'une simple police des embouchures du fleuve, à laquelle s'est rallié le Conseil des Ministres. A mon sens, il faudrait en revenir à la pensée d'une véritable expédition aboutissant à une solide occupation du fleuve, jusque dans sa partie supérieure. D'après les derniers témoignages qui m'ont été fournis, 3,000 hommes suffiraient, et l'on serait largement rémunéré des frais par le produit de la douane sur les ports de commerce du fleuve. Il n'y aurait aucune complication à redouter du côté de la Chine, qui peut-être même verrait volontiers qu'on la soulageât de la police intermittente qu'elle fait actuellement aux embouchures pour protéger son commerce de Canton. Dans ces conditions, je pense qu'il conviendrait de préparer un projet de loi dans lequel on aborderait de front l'idée d'une occupation du fleuve Rouge. Si vous partagez cette manière de voir, je vous prierai de vouloir bien élaborer ce projet de loi que nous soumettrons au Conseil et au président de la République après les vacances, vers la fin de septembre. Je tiens à votre disposition, pour le cas où il pourrait vous intéresser, le dossier que j'ai réuni en dernier lieu sur le Tonkin.

C. DE FREYCINET.

**Le marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris, à M. Barthélemy-Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Saint-Pétersbourg, le 10 novembre 1880.

(*Livre jaune*, n° 73; V. *Archives* 1883, IV, 342.)

**M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à M. Bourée, Ministre de France en Chine (2).**

Paris, le 26 novembre 1880.

J'ai reçu du marquis Tseng une communication dont je crois

(1) *Livre jaune*, n° 70.

(2) *Livre jaune* n° 75.



devoir vous adresser la copie sous ce pli (1). Elle est relative aux rapports de la France avec le royaume d'Annam, et énonce, au sujet des prétentions de la Chine à la suzeraineté de ce dernier État, une théorie qu'il nous est impossible d'admettre, vous le savez.

Notre traité du 15 mars 1874 avec le Roi d'Annam, en promettant à ce souverain notre protection, a reconnu son entière indépendance vis-à-vis de toute Puissance étrangère. Tout acte de vassalité de sa part, toute prétention à la suzeraineté de l'Annam de la part d'une tierce Puissance serait donc en contradiction directe avec notre traité et, par conséquent, avec les droits qui en découlent pour nous.

Cette observation me paraît d'autant plus opportune que le ministre de la marine vient de recevoir du gouverneur de la Cochinchine le texte de deux lettres adressées à l'Empereur de Chine par le roi Tu-Duc, destinées à être présentées à la cour de Pékin par une solennelle ambassade annamite, et contenant des expressions qui impliquent de la part du Roi notre protégé, en dépit de ses obligations formelles envers nous, la reconnaissance des prétendues prérogatives du Céleste-Empire.

Je n'ai pas encore arrêté les termes de ma réponse au marquis Tseng, et je dois me réserver d'examiner, de concert avec l'amiral Cloué, les mesures qu'il conviendra de prendre en conséquence des indications que nous recevons de Saïgon. Je vous prie donc de considérer, jusqu'à nouvel ordre, comme étant exclusivement pour votre information personnelle et confidentielle, les pièces qui accompagnent la présente lettre.

BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.

---

**M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, au marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris.**

Paris, le 27 décembre 1880.

(*Livre jaune* n° 78; V. *Archives* 1883, IV, 343.)

(1) V. plus haut, p. 315.

---



**M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, au général Chanzy, Ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg (1).**

Paris, le 21 janvier 1881.

La correspondance échangée entre le marquis Tseng et moi au sujet de la situation faite à l'Annam par les traités de 1874, a donné à l'Envoyé chinois l'occasion de s'entretenir avec vous des affaires du Tonkin. Le compte-rendu détaillé de cette conversation, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 8 de ce mois, m'a permis d'apprécier la justesse des termes dont vous vous êtes servi pour indiquer à votre interlocuteur que nous entendons réserver notre entière liberté d'appréciation et d'action vis-à-vis du roi Tu-Duc et des provinces placées depuis près de sept ans à la fois sous l'autorité de ce prince et sous notre garantie.

Je constate d'ailleurs avec satisfaction que le marquis Tseng est convenu des avantages que doit assurer à la Chine elle-même le maintien du bon ordre sur sa frontière méridionale, grâce à la sécurité que l'exercice du protectorat français est destiné à garantir dans la péninsule annamite. J'ai la confiance qu'en vous faisant connaître son opinion si éclairée à cet égard, le Représentant de la cour de Pékin à Saint-Petersbourg a été fidèle interprète des vues de son Gouvernement, et, s'il reprenait avec vous cet entretien, vous pourriez lui donner l'assurance que nous désirons aussi vivement que lui la continuation des relations amicales entre la France et la Chine. Rien ne saurait contribuer plus utilement à ce résultat qu'une juste appréciation des conventions qui ont placé l'Annam sous notre contrôle.

Je ne pense pas qu'à Pékin on ait lieu de se méprendre sur ce point; mais, si quelque doute pouvait encore se produire, il importerait de couper court dès le principe à toute cause de malentendu.

Il est nécessaire que le Gouvernement chinois se rende bien compte que l'Annam et, par conséquent, sa dépendance le Tonkin, se trouvent aujourd'hui affranchis de tout lien quelconque avec une Puissance autre que la France.

Le protectorat sur l'Annam, en créant à la France des droits, lui impose aussi des devoirs qu'elle ne saurait désertir, même sur

(1) *Livre jaune*, n° 83.



les conseils d'une Puissance amie comme la Chine; le marquis Tseng est mieux que personne en mesure d'éclairer sur ce point son Gouvernement, et nous avons la confiance qu'un examen attentif du texte des traités qui lui ont été communiqués amènera facilement le Tsong-Li-Yamen à se rendre compte par lui-même du véritable état des choses. Pour notre part, nous ne saurions, sans altérer la position que nous avons prise en 1874, entrer en explication avec un Gouvernement étranger, sur l'exercice éventuel de notre action vis-à-vis de l'Annam dans des circonstances dont nous devons rester les seuls juges. Vous avez déjà indiqué ces considérations au marquis Tseng, et vos rapports personnels avec lui vous donneront sans doute l'occasion de les faire valoir encore auprès de lui dans les termes les plus amicaux.

BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.

---

**L'amiral Cloué, Ministre de la Marine et des Colonies, à  
M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 24 août 1881.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'ampliation d'un décret rendu le 17 de ce mois sur notre proposition collective et celle de M. le ministre de la justice, et portant organisation de la *juridiction française en Annam*.

CLOUÉ.

---

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU DÉPARTEMENT DE LA MARINE  
DU 24 AOÛT 1881.

Le Président de la République française décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. Sur le territoire ouvert aux Européens dans le royaume d'Annam, la justice est rendue aux nationaux sujets ou protégés français et à tous sujets ou protégés d'une puissance étrangère, et dans tous les cas où il n'y a pas de sujets annamites en cause, par les tribunaux français établis au siège des résidents de France.

Ces tribunaux sont assimilés aux tribunaux de première instance siégeant dans l'intérieur de la colonie.

Art. 2. Ces tribunaux se conformeront, pour le jugement des affaires civiles, commerciales et pénales intéressant les justiciables désignés

(1) *Livre jaune* n° 91.



à l'article 1<sup>er</sup>, à la législation en vigueur en Cochinchine, laquelle sera promulguée dans les territoires compris dans la juridiction des tribunaux au siège des résidents.

Art. 3. Les fonctions du ministère public, de greffier, de notaire et d'huissier seront remplies par des fonctionnaires désignés par le gouverneur de la Cochinchine..

Les fonctions de notaire et de greffier pourront être réunies.

Art. 4. Il n'est rien modifié aux dispositions en vigueur, d'après les traités conclus avec le Gouvernement annamite et concernant les juridictions instituées pour le jugement des affaires civiles, commerciales et pénales, où seraient parties des sujets annamites conjointement avec des nationaux sujets ou protégés français, ou des sujets ou protégés d'une puissance étrangère.

Art. 5. Pourront être distraites de la juridiction des tribunaux français les causes dans lesquelles les sujets d'une puissance étrangère seront défendeurs, lorsqu'il sera intervenu des arrangements particuliers entre ladite puissance et le Gouvernement de la République française pour l'établissement d'une juridiction spécialement chargée de la connaissance de ces causes.

Fait à Paris, le 17 août 1881.

JULES GRÉVY.

---

**Le marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 24 septembre 1881.

*(Livre jaune n° 92 ; V. Archives 1883, IV, 344.)*

---

**L'amiral Cloué, ministre de la marine et des colonies, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 26 septembre 1881.

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, en projet, le texte des instructions que doit emporter M. le gouverneur de la Cochinchine touchant les Affaires du Tonkin et du Cambodge.

M. Le Myre de Vilers devant partir le 2 octobre prochain, pour retourner à son poste, je vous serai reconnaissant de me faire connaître, dans le plus bref délai possible, si vous avez des objections à formuler contre ces instructions.

Cloué.

(1) *Livre jaune n° 93.*



## ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 26 SEPTEMBRE 1881.

**L'amiral Cloué, ministre de la marine et des colonies, à  
M. le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine  
française.**

Paris, le        septembre 1881.

Au moment où vous allez rejoindre votre poste, je crois nécessaire de vous faire connaître les vues du Gouvernement sur les questions qui intéressent notre politique dans l'Extrême-Orient et auxquelles se trouve nécessairement mêlé le Gouvernement de la Cochinchine.

J'ai lu avec intérêt les appréciations contenues dans vos notes des 25 avril et 6 septembre sur la question du Tonkin. Je constate avec satisfaction que la ligne de conduite que vous préconisez est, d'une manière générale, conforme à celle que le Gouvernement considère comme indiquée par la prudence, et d'accord avec le langage qu'il a tenu à la tribune, lors de la récente discussion des crédits supplémentaires.

Relever le prestige de l'autorité française amoindrie par nos hésitations et nos faiblesses, et cependant se garder, avant tout, de se lancer dans les aventures d'une conquête militaire, protéger manifestement les intérêts et la sécurité des Européens dans ces parages : tel est l'objet que nous devons assigner comme but à notre politique au Tonkin.

Il faut donc prendre une attitude et tenir un langage vis-à-vis de la cour de Hué, qui lui fassent comprendre que le moment est venu de prendre au sérieux les stipulations que les ruses de sa politique tortueuse ont jusqu'alors réduites à l'état de lettre morte.

Pour se faire accepter, cette attitude doit s'appuyer sur une manifestation matérielle qui n'ait nullement le caractère d'une action militaire, mais qui suffise cependant à faire comprendre que nous avons les moyens de faire respecter la volonté de la France.

C'est l'inexécution des traités de 1874 qui doit servir de thème à nos revendications et justifier la sévérité de notre langage.

L'appui nécessaire pour en assurer l'efficacité se trouvera dans l'envoi, sur les côtes du Tonkin, de tout l'effectif naval dont vous pourrez disposer. Vous apprécierez le moment où cette manifestation devra se faire, au point de vue de l'opportunité politique, comme au point de vue de la saison.

La nécessité de poursuivre la piraterie qui se déplace plutôt qu'elle ne diminue, d'assurer la liberté du commerce du fleuve aux commerçants européens, rend absolument correct, au point de vue des traités, ce déploiement de forces maritimes, ainsi que notre intervention dans les eaux du fleuve.



Vous pourrez, au besoin, toujours dans le même ordre d'idées, appuyer votre démonstration d'un léger accroissement des garnisons d'Aanoï et de Haï-Phong, accroissement que la Cochinchine pourra fournir sans compromettre sa sécurité.

Il n'est pas douteux que vous ne trouviez ensuite un motif pour remonter le fleuve. Le développement de notre action dans cette direction rencontrera d'autant moins de résistance que vous ferez en sorte qu'il tourne au profit de la sécurité des populations et du commerce.

Vous me tiendrez toutefois exactement au courant de tout ce qui se passera, afin que, dans le cas de complications imprévues, vous puissiez recevoir les ordres du Gouvernement.

CLOUÉ.

---

**M. Gambetta, Ministre des Affaires étrangères, au  
marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris.**

Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 1882.

(*Livre jaune*, n° 97; V. *Archives*, 1883. IV, 345.)

---

**Le marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris,  
à M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 8 février 1882.

(*Livre jaune*, n° 101; *Archives*, 1883. IV, 346.)

---

**M. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, à  
l'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des  
Colonies (1).**

Paris, le 16 mars 1882.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 4 de ce mois, relativement aux dispositions prises par le gouverneur de la Cochinchine, pour accroître nos forces au Tonkin, pour établir un poste fortifié au confluent de la rivière Claire et du fleuve Rouge, et pour chasser les Pavillons Noirs des abords de ce dernier cours d'eau.

Vous m'avez en même temps exposé votre opinion motivée touchant les projets de M. Le Myre de Vilers et les mesures

(1) *Livre jaune*, n° 105.



d'exécution qu'ils devaient entraîner, et vous m'avez exprimé le désir de savoir si j'approuvais, comme vous, l'initiative prise par le gouverneur de la Cochinchine et si j'étais disposé à m'entendre avec vous relativement aux moyens de réaliser le plan de conduite suggéré par ce haut fonctionnaire.

A diverses époques déjà le Ministre de la Marine et celui des Affaires étrangères ont eu à s'entendre relativement à la politique qu'il convenait d'adopter en commun ; sous l'empire de considérations diverses, les vues ainsi arrêtées d'un commun accord entre nos départements ont subi des modifications successives, et c'est seulement dans le courant de l'été dernier qu'elles se sont trouvées fixées d'une manière plus précise et plus stable, lorsque le Gouvernement de la République, après avoir exposé aux Chambres la situation telle qu'il l'envisageait, eut obtenu, en même temps que l'adhésion du Parlement à ses conclusions motivées, les moyens financiers de mener à bien les solutions qu'il avait mises en avant.

Les instructions que l'amiral Cloué proposait d'envoyer à M. Le Myre de Vilers et auxquelles M. Barthélemy-Saint-Hilaire adhérerait, ont précisément pour objet de donner à cette politique la consécration pratique nécessaire, en traçant à notre Gouvernement à Saïgon, chargé plus spécialement du soin de nos intérêts en Indo-Chine, la conduite qu'il allait avoir à suivre dans ses relations avec l'Annam.

Depuis ce moment, les circonstances ne semblent avoir apporté aucun changement marqué à l'état de choses alors existant, et les incidents nouveaux apportés par M. Le Myre de Vilers s'ajoutent simplement aux incidents plus ou moins analogues qui avaient précédemment dicté nos résolutions ; ils contribuent à les affermir sans nous engager à les modifier. C'est donc aux instructions de septembre 1881 que je me rapporterai pour apprécier les questions que vous voulez bien me poser aujourd'hui. Ces instructions peuvent se résumer comme suit :

Exiger de l'Annam une scrupuleuse exécution des traités de 1874, appuyer nos revendications d'un certain déploiement de forces, sans d'ailleurs engager ces forces autrement que pour faire la police du fleuve Rouge, ouvert en droit aux Européens, fermé, en réalité, par les pirates et les bandes armées indépendantes qui en occupent les abords.



Je ne trouve dans les ordres écrits donnés par M. de Vilers au commandant de la station navale de Cochinchine, rien qui soit contraire au texte ou à l'esprit des directions que je viens de rappeler. Ils me semblent, au contraire, en être le développement à la fois logique et prudent ; je ne puis donc que les approuver. Je me bornerai dès lors à vous présenter quelques observations destinées à bien marquer la manière dont il me paraît désirable que ces ordres soient interprétés par celui même qui les a donnés, et exécutés par le commandant de nos forces militaires dans la province septentrionale de l'Annam.

L'ouverture effective du fleuve Rouge, considérée par nous comme la simple application des traités de 1874, comporte bien en effet la dispersion des Drapeaux Noirs et l'établissement d'un ou plusieurs petits postes fortifiés sur le cours du fleuve. Elle ne saurait comporter, au contraire, l'occupation d'aucun territoire avoisinant. Comme le fait observer M. Le Myre de Vilers, « c'est politiquement, pacifiquement, que nous devons étendre et affermir notre influence au Tonkin et en Annam », mais je m'explique un peu moins clairement dans quel sens il a ajouté les mots, « et administrativement » ; notre action, en effet, me paraît devoir être localisée avec soin et ne saurait s'exercer par aucune prise de possession, même mitigée et administrative, des villes et provinces annamites.

Si nous ébranlions l'autorité du Gouvernement et des fonctionnaires annamites par de tels empiètements, nous rendrions beaucoup plus probable le danger que M. Le Myre de Vilers a prévu lui-même dans ses ordres au commandant Rivière et qui est en effet le plus sérieux dans l'entreprise poursuivie par nous, celui de provoquer des mouvements insurrectionnels, même sympathiques à la France, qui risqueraient de nous placer en face de l'anarchie et d'étendre, au delà de nos prévisions et de notre volonté, les responsabilités de notre tâche.

J'ai vu avec satisfaction que les plus grandes précautions étaient recommandées à M. Rivière pour prévenir tout contact avec les troupes régulières chinoises qui, contre tout droit du reste, se maintiennent dans le Tonkin. Il y a là une question dont le Gouvernement de la République pourra être conduit à s'occuper plus tard, mais qu'il serait tout à fait inopportun de réveiller avant l'heure.



Il est permis d'espérer d'ailleurs que le commandant de notre station navale ne sera en aucune manière gêné par les réguliers chinois, confinés sur la frontière du sol annamite à distance du Fleuve Rouge.

Quant à l'importance des moyens d'action que le Gouverneur de la Cochinchine devra avoir à sa disposition, elle pourra être restreinte à des proportions d'autant plus modérées que l'entreprise sera mieux définie, plus étroitement limitée dans son objet et conduite avec un soin plus scrupuleux de ne point la laisser sortir du cadre ainsi tracé. Il ne s'agit, pour le moment du moins, que de rendre le Fleuve Rouge accessible au commerce et de purger ses rives des bandes qui l'infestent. Je n'ai pas à apprécier le chiffre des effectifs que nécessitera cette opération, pendant laquelle, d'ailleurs, les postes ouverts ne sauraient être dégarnis de leur garde accoutumée.

C'est un point dont vous êtes, mieux que moi, en mesure de juger, après avoir recueilli les avis du Gouverneur de la Cochinchine.

C. DE FREYCINET.

---

**M. C. de Freycinet, Ministre des Affaires étrangères, à  
M. Bourée, Ministre de France en Chine (1).**

Paris, le 18 mars 1882.

Monsieur, j'ai pris connaissance avec un vif intérêt des considérations exposées dans votre dernière dépêche, relative à la question de l'Annam. Je vois avec satisfaction que, si la Chine tient à réserver en principe ses prétendus droits de suzeraineté sur l'Annam, elle ne semble pas disposée à donner une forme plus énergique à ses revendications. Votre entretien avec le vice-roi du Tcheli, qui doit être, à n'en pas douter, en communauté d'opinion avec le Tsong-Li-Yamen, nous autorise, en effet, à croire que la note remise à M. Barthélemy-Saint-Hilaire par le marquis Tseng ne doit pas être regardée comme étant l'expression exacte des idées de la Cour de Pékin. Vous savez, du reste, par les lettres de M. Gambetta du 4 janvier dernier, en quels termes mon prédécesseur a répondu au Ministre de Chine. Ce dernier a répliqué par une dépêche dont vous trouverez ci-joint

(1) *Livre jaune*, n° 106.



copie (*voir le document n° 101*) et à laquelle je n'ai pas cru devoir répondre, pour ne pas poursuivre une discussion qui ne saurait aboutir à aucun résultat pratique.

Il résulte des déclarations qui ont été faites par Li-Hong-Tchang, et c'en est là le point le plus important, que le Gouvernement chinois, en dépit de la vivacité de langage de son représentant à Paris, ne mettra pas d'obstacle à la réalisation de nos projets sur l'Annam en tant que nous nous bornerons à exercer les droits conférés au Gouvernement de la République par le traité franco-annamite de 1874.

Ces assurances me sont d'autant plus précieuses que le Gouverneur de la Cochinchine, s'autorisant des instructions concertées l'année dernière entre les Départements des Affaires étrangères et de la Marine, vient d'être amené à prendre certaines mesures destinées à donner un caractère plus accentué à notre Protectorat sur l'Empire annamite. Les documents dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie, vous édifieront sur la portée exacte de nos projets. Il ne s'agit ni d'une conquête du Tonkin, ni même d'une entreprise pouvant nous conduire à intervenir dans l'administration intérieure de ce pays. Nous nous proposons, en renforçant la garnison de Hanoï et en envoyant des forces sur le Fleuve Rouge, de chasser les Pavillons Noirs qui en occupent les rives et d'assurer ainsi la liberté du commerce dans ces parages. Ce n'est donc pas à proprement parler une expédition militaire qui va s'ouvrir, puisque nos troupes ne devront agir que contre des pirates, et que les directions envoyées aux chefs de corps leur prescrivent d'éviter, autant que possible, toute cause de conflit avec les indigènes et aussi avec les troupes chinoises cantonnées au Tonkin. Ces dernières, du reste, se trouvent dans la région voisine de la frontière du Céleste Empire, il n'est donc pas probable qu'elles se rencontrent avec les forces françaises dont l'objectif se limite au delta du Fleuve Rouge.

Au surplus, la lettre ci-jointe en copie, que j'ai adressée le 16 de ce mois à l'amiral Jauréguiberry (*voir le document n° 105*), en vous faisant connaître exactement nos vues, vous permettra de ramener le Gouvernement Impérial à une plus exacte appréciation des choses, dans le cas où il prendrait ombrage de nos projets, en leur attribuant une portée qu'ils n'ont pas.

C. DE FREYCINET.



**M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, à  
M. Bourée, ministre de France en Chine (1).**

Paris, le 7 juillet 1882.

Vous aurez sans doute reçu directement des informations au sujet de l'expédition que le gouverneur de la Cochinchine a entreprise au Tonkin, dans le cours du mois de mars dernier. Je crois devoir, néanmoins, en rappeler ici les principaux incidents, ne fût-ce que pour vous mettre en garde contre les fausses rumeurs qui pourraient se répandre, à ce sujet, dans l'Extrême-Orient, et vous permettre de les démentir au besoin.

Vous savez déjà que, contrairement à mes intentions, il n'a pas été possible d'éviter une collision avec les troupes annamites. Le commandant Rivière, chef de l'expédition, est arrivé le 5 avril devant Hanoï. L'accueil sympathique qu'il a reçu du Gouverneur de la citadelle et des mandarins lui avait fait espérer d'abord que le but de l'entreprise pourrait être atteint sans recourir à la force ; mais bientôt il devint facile de discerner des arrière-pensées inquiétantes, cachées sous les dehors de la politesse orientale. Les réserves furent appelées et, peu à peu, la garnison de la forteresse était augmentée, en même temps que l'on travaillait secrètement à mettre les remparts en état de défense. Le commandant Rivière, voyant que malgré ses avertissements les préparatifs se continuaient, se trouva dans la nécessité d'envoyer un ultimatum au gouverneur annamite : ce dernier fut, à la date du 25 avril, invité à livrer la place aux troupes françaises, avant le lendemain à huit heures du matin. Le chef de l'expédition s'engageait, il est vrai, à ne garder la citadelle que trois jours et à la restituer ensuite aux autorités annamites, après l'avoir mise hors d'état de nous opposer ultérieurement aucune résistance. Cette sommation n'ayant pas été suivie d'effet, le bombardement commença à l'heure annoncée, et deux heures plus tard nos troupes avaient enlevé la citadelle.

Il importait surtout de savoir quel accueil serait fait par la cour de Hué à la nouvelle de ce fait d'armes. Les ministres du roi Tu-Duc avaient été avertis de nos projets, tant par M. Rheinart à Hué, que par M. Le Myre de Vilers, auprès de qui un envoyé spécial, le sous-secrétaire d'État des finances à Nguyen,

(1) *Livre jaune*, n° 123.



ex-consul à Saïgon, avait été accrédité pendant le mois d'avril. De part et d'autre, on avait pris soin de marquer nettement au Gouvernement annamite que nous n'entendions pas entrer en lutte avec lui ni rien faire qui pût être interprété comme un acte d'hostilité, que notre seul but était d'assurer la liberté de la navigation du fleuve Rouge, en dispersant les Pavillons Noirs. C'était donc uniquement l'impuissance du Gouvernement de Hué à chasser ces dangereux pirates qui nous obligeait à agir nous-mêmes. Cette impuissance, l'envoyé du roi d'Annam à Saïgon l'avait lui-même reconnue, en avouant à M. de Vilers que son Gouvernement, après les services que ces Pavillons Noirs lui avaient rendus, ne pouvait pas les expulser du pays. Il offrait seulement de les refouler dans les montagnes, proposition inacceptable, car les autorités annamites ne pourraient les empêcher de descendre dans la plaine, pour y exercer leurs brigandages, quand ils le voudraient. A la suite de ces pourparlers, Nguyen a paru comprendre que nos desseins n'étaient pas incompatibles avec le traité de 1874 et a promis d'écrire à son Gouvernement pour provoquer l'envoi des instructions les plus conciliantes au gouverneur de Hanoï. La nouvelle de la prise de cette place, arrivant au moment même où les déclarations les plus rassurantes étaient prodiguées à la cour de Hué, produisit dans l'entourage du roi une véritable stupeur, en même temps qu'une profonde irritation. M. Rheinart comprit la gravité de la situation, et, sentant tous les inconvénients que présenterait actuellement une guerre avec l'empire d'Annam, mit tout en œuvre pour empêcher le conflit local qui avait éclaté à Hanoï, de dégénérer en un conflit entre les deux États dont les troupes avaient pris part à la lutte. Notre chargé d'affaires proposa aux ministres annamites que la citadelle fût rendue, après avoir été démantelée, aux agents du roi Tu-Duc. Une offre si modérée eut pour effet de convaincre la cour de Hué de la sincérité de nos protestations pacifiques : par une lettre en date du 2 mai, le ministre des Affaires étrangères de l'Annam, tout en exprimant ses regrets et sa surprise des événements de Hanoï, annonça à M. Rheinart qu'un nouveau gouverneur serait désigné par le roi pour reprendre possession de la citadelle. Ce fonctionnaire, qui a pris passage sur le *Perceval*, est arrivé à Hanoï le 10 mai, sous les couleurs françaises, comme pour montrer plus clairement aux



populations l'accord existant entre la France et l'Annam. La place, suivant l'intention manifestée par le commandant Rivière, dans le dernier de ses rapports qui m'ait été communiqué, a dû être remise aux Annamites démantelée au moins en partie avec défense de la réédifier.

Les dernières nouvelles de Hué remontent au 14 mai. A cette époque, M. Rheinart, tout en constatant que les esprits étaient un peu calmés, et en conservant l'espérance du maintien de la paix, signale la nécessité d'observer avec la plus grande attention l'attitude de la cour d'Annam et de prendre des mesures de prudence pour le cas où les projets belliqueux de quelques-uns des conseillers du roi viendraient à être adoptés ; le plus grand danger qui pourrait survenir, serait que la cour d'Annam, obéissant aux sentiments de colère causés par notre intervention, ne se jetât dans les bras de la Chine pour avoir un allié contre nous. Le langage du marquis Tseng, dont j'ai constaté le ton inconvenant dans ma dépêche du 4 de ce mois, sous le n° 11, est une preuve du prix que la cour de Pékin attache aux prétendus liens de vassalité qui placeraient l'Annam sous son influence directe. Je vous prie de surveiller avec toute la sollicitude possible les pourparlers qui pourraient s'engager entre les deux Gouvernements. Vous devriez, si des tentatives de rapprochement vous étaient signalées, ne rien négliger pour les empêcher d'aboutir. Vous représenteriez tout d'abord au Tsong-Li-Yamen que nous ne faisons pas la guerre à l'Annam, que nous poursuivons l'exécution du traité de 1874, que nos seuls ennemis au Tonkin sont des pirates mis au ban de la nation et dont aucun peuple civilisé ne saurait prendre la défense. Vous pourriez laisser entendre, en outre, que nous sommes fermement résolus à persévérer, quoi qu'il arrive, dans la politique que nous suivons vis-à-vis de l'Annam, et notamment au Tonkin.

C. DE FREYCINET.

---

**Le marquis Tseng, Ministre de Chine à Paris,  
à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères.**

Paris, le 9 septembre 1882.

(Voir *Archives* 1883. IV, 350.)

---



**M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères,  
à M. Bourée, Ministre de France à Pékin.**

Paris, le 16 septembre 1882.

Dans une des dernières dépêches que je vous ai adressées au sujet des affaires de l'Annam et des prétentions de la Chine, j'ai constaté avec vous la différence sensible qui existait entre le langage tenu à Pékin et celui du marquis Tseng à Paris, dont la dernière lettre, vous ne l'ignorez pas, a dû être laissée sans réponse. Ce diplomate est venu ces jours-ci me prier précisément de répondre à cette lettre datée du 14 juin et dont mon prédécesseur vous a communiqué la copie. Je n'ai pas cru devoir donner satisfaction à ce désir. J'ai fait observer au représentant du Céleste Empire que c'était à Pékin que les pourparlers auraient eu lieu et que notre Ministre près Sa Majesté l'Empereur ferait connaître, si c'était nécessaire, au Tsong-Li-Yamen le point de vue auquel nous n'avons cessé de nous placer.

Aussi bien, je n'ai pas hésité à répéter au marquis Tseng que nous n'avions nullement l'intention de porter atteinte aux droits de la Chine ; que, dans l'exécution des mesures commandées par le traité de 1874, aucun acte n'avait mis ces droits en péril et que nous continuerions à montrer pour eux le même respect. Comme mon interlocuteur insistait en exprimant à cet égard quelque inquiétude pour l'avenir, j'ai coupé court à un entretien qui n'a pas cessé, d'ailleurs, d'être parfaitement courtois.

DUCLERC.

---

**M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères, à l'amiral  
Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

Paris, le 26 septembre 1882.

Monsieur l'Amiral et cher Collègue, vous avez bien voulu communiquer à mon Département les dépêches que vous avez reçues du gouverneur de la Cochinchine relativement aux affaires du Tonkin et à nos relations avec la Cour d'Annam. L'examen attentif de ces documents m'a amené à partager, dans l'ensemble, votre manière de voir sur l'attitude de M. Le Myre de Vilers et

(1) *Livre jaune*, 131.



sur la direction à la fois ferme et prudente qu'il a su donner à notre action. Je crois devoir cependant entrer dans quelques détails sur certains points qui m'ont paru particulièrement délicats.

Au commencement du mois de juillet, le Gouvernement de la Cochinchine a cru un instant toucher au terme des difficultés actuelles. La Cour de Hué, revenue de l'accès de mauvaise humeur causé par la prise de Hanoï, manifestait les dispositions les plus conciliantes et on pouvait croire qu'un traité complémentaire de celui de 1874, plus ferme et plus précis que ce dernier, placerait prochainement l'Annam sous notre protectorat, à peu près dans les mêmes conditions que la Tunisie. Tout à coup, un revirement s'est produit dans l'esprit des conseillers du roi Tu-Duc qui ont opposé à nos propositions une fin de non-recevoir absolue. Je suis porté comme vous à attribuer ce changement de politique à l'influence de la Chine qui suit d'un œil attentif nos progrès dans un pays sur lequel elle a toujours revendiqué pour elle-même un droit de suzeraineté. Aussi, suis-je absolument d'accord avec vous sur la nécessité qui s'impose au Gouvernement de la République de décourager par une attitude énergique et résolue des intrigues dont les conséquences pourraient être fâcheuses. Du reste, dès le début de l'expédition actuelle, mon Département a adopté une ligne de conduite qui répond exactement à cette manière de voir. A plusieurs reprises, le Ministre de Chine à Paris s'est ému de notre action au Tonkin et a demandé des explications par écrit et de vive voix au Gouvernement français. Parfois même, ses protestations ont été conçues dans une forme assez peu mesurée dont nous avons dû nous plaindre à Pékin. Mais mon prédécesseur et moi, nous n'avons jamais dissimulé au marquis Tseng que les affaires du Tonkin regardaient exclusivement la France et l'Annam, signataires du traité de 1874, et que nous ne pourrions y admettre en aucun cas l'ingérence du Céleste Empire. Notre Ministre à Pékin a été chargé de parler dans le même sens au Gouvernement impérial. Je dois dire que les dispositions que M. Bourée a trouvées au Tsong-Li-Yamen nous ont paru beaucoup plus conciliantes, et c'est dans un ton bien différent de celui de M. le Représentant en France que les membres du Conseil des Affaires étrangères se sont exprimés sur notre politique dans la Péninsule indo-chinoise.



Réduite à ces termes, la question se trouve bien simplifiée puisque, tout en désirant accentuer notre action dans l'Empire annamite et y exercer une influence de plus en plus prépondérante et exclusive, nous n'avons en aucune façon la pensée de nous annexer les États du roi Tu-Duc. J'ai prié notre représentant en Chine de répondre aux procédés courtois du Tsong-Li-Yamen en évitant tout ce qui pourrait éveiller les susceptibilités du Gouvernement impérial, bien qu'en restant sur le terrain où nous nous sommes placés dès le principe.

Dans cet état de choses, nous avons tout lieu d'espérer que nos bons rapports avec la Chine ne seront pas sérieusement troublés par notre expédition sur le Song-koï. Ce n'est pas à dire pour cela que cette puissance ne continue pas son action à Hué. C'est à M. Reinhart qu'il appartient, avec sa profonde connaissance du Gouvernement annamite, de déjouer les manœuvres des conseillers du roi et de lutter contre leurs tendances à chercher en Chine un appui illusoire. Les efforts de notre agent à Hué devraient tendre particulièrement à empêcher le départ de l'Ambassade qui, suivant un vieil usage, allait périodiquement porter à l'empereur de Chine l'hommage du roi d'Annam. Nous ne pouvons songer à interdire les communications indirectes entre les cours de Pékin et de Hué; mais, dans les circonstances actuelles, l'envoi d'une ambassade solennelle, manifestation publique des liens de vassalité contre lesquels nous protestons, serait blessante pour notre dignité et entraverait certainement le règlement des difficultés pendantes. Il importe donc de ne pas laisser se reproduire le fâcheux précédent de l'année 1880. Je m'en remets à la sagacité et à la fermeté de M. Le Myre de Vilers et de M. Reinhart du soin de prendre en temps utile toutes les dispositions nécessaires.

Je suis porté à penser, d'ailleurs, que la Cour de Hué se montrera plus souple quand elle aura acquis la conviction qu'elle ne peut pas compter sur le concours armé de la Chine. La nouvelle répandue en Asie de l'envoi d'une flottille chinoise dans le golfe du Tonkin a contribué sans doute à inspirer aux Annamites des velléités de résistance. Mais cette nouvelle, à laquelle on a donné trop facilement créance, ma lettre du 26 août vous a édifié sur sa valeur. Quant aux cinq cents Chinois débarqués à Pakoï, dont parle M. de Vilers, il se pourrait, en effet, que ce fût une mesure prise par le Gouvernement de Pékin pour inspirer confiance à la



Cour de Hué, et l'entretenir dans l'espérance illusoire d'une intervention.

J'en fais part à M. Bourée et j'aurai soin de vous communiquer les renseignements qu'il lui sera possible de recueillir à ce sujet.

DUCLERC.

---

**L'amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, à M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères (1).**

Paris, le 31 octobre 1882.

Vous m'entretenez, par votre dépêche du 22 octobre, des dispositions à prendre pour mettre à exécution la décision du Conseil des ministres relative à l'établissement de notre Protectorat au Tonkin.

Je m'empresse de vous faire connaître quelle est, suivant moi, la marche à suivre pour assurer le succès de l'entreprise que nous projetons : ce programme diffère très peu de celui qui avait été tracé en 1880, quand cette question fut, une première fois, sur le point d'être résolue.

Je crois nécessaire, d'ailleurs, de rappeler tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'exercer au Tonkin la souveraineté, mais uniquement d'y poursuivre l'établissement catégorique d'un protectorat complet avec perception des impôts et prélèvement d'une partie de ceux-ci en vue de diminuer les charges de notre occupation.

Pour atteindre ce but, il serait bon d'envoyer à Hué un chargé d'affaires pourvu du titre d'envoyé extraordinaire, qui recevrait pour mission d'engager immédiatement avec le Gouvernement annamite des pourparlers basés sur les faits existants et sur la reconnaissance par nous de sa suzeraineté sur le Tonkin. Il lui représenterait l'impuissance de ses agents à maintenir la tranquillité dans la province vassale, l'inexécution des traités qui en résulte au point de vue du libre accès et du libre parcours du Song-Koï ; le danger de la présence incessante de bandes prêtes à s'allier avec les rebelles du Tonkin, et pour l'expulsion desquelles le concours onéreux de la Chine a été incorrectement demandé. Pour mettre fin à un état de choses aussi préjudiciable au principe de la souveraineté de l'Annam qu'aux intérêts des populations et aux entreprises légitimes du commerce européen,

(1) *Livre jaune*, n° 137.



il lui proposerait de souscrire nettement à l'introduction du mot *Protectorat* dans le traité; par suite, nous nous engagerions à faire disparaître des provinces soumises toutes traces de rebelles et de pirates, à assurer les communications avec l'intérieur de la Chine par le fleuve Rouge et à rendre effective pour l'Annam une souveraineté qui n'est, en réalité, que nominale.

Dès le départ de l'envoyé extraordinaire et sans attendre le résultat de ces démarches, on prendrait les mesures nécessaires pour que les négociations engagées directement avec Hué fussent appuyées par une démonstration assez imposante pour en hâter la solution favorable. Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que réduit à ses seules ressources et n'ayant à sa disposition que les voies purement diplomatiques, notre Représentant se verrait certainement ajourné, paralysé et définitivement rendu impuissant par les subtils atermoiements de la diplomatie orientale. Il est donc indispensable d'abord qu'il soit admis auprès du roi lui-même et que ses injonctions pressantes puissent au besoin s'appuyer sur la présence d'une force maritime et militaire digne de la puissance au nom de laquelle il parlera. La présence à Hué d'une petite garnison de trois cents hommes environ aurait comme raison d'être la nécessité de protéger notre représentant. En même temps, des renforts seraient envoyés au Tonkin.

Cette double démonstration puiserait ses moyens d'action en dehors de ceux, très limités, que possède la Cochinchine, en hommes et en bâtiments. Notre état militaire dans cette colonie ne devrait, en cette occasion, être diminué en rien, car c'est ainsi seulement que nous démontrerions aux Gouvernements, qui, de près ou de loin, ont les yeux fixés sur ces parages, que pour agir sur l'Annam dans la mesure indiquée, nous n'avons pas besoin d'affaiblir l'importance de notre occupation dans la colonie voisine. Il y a là une considération morale dont l'intérêt est indiscutable.

Les troupes envoyées au Tonkin et dont je vous indiquerai plus loin l'effectif, soutenues par six navires, dont quatre à faible tirant d'eau, seraient réparties dans le pays comme force de police destinée à maintenir, avec les droits de l'Annam, la liberté du commerce et la sécurité des habitants. On préviendrait tout d'abord les populations que, non seulement nous ne voulons pas les aider à se séparer de leur suzerain, mais que nous répri-



merons toute tentative qui se produirait en ce sens. Des garnisons seraient, à cet effet, établies sur des points choisis par le chef de la mission et particulièrement aux bouches et sur le parcours du Song-Koï et sur les frontières de la Chine et de l'Annam. Cette occupation s'effectuant avec l'assentiment de l'Annam et de concert avec lui, ne saurait éveiller les susceptibilités d'aucune Puissance européenne, et, de ce côté du moins, nous pourrions légitimement espérer d'avoir accompli notre œuvre. Les conséquences, dont la principale est le libre accès des provinces du sud de la Chine par le Song-Koï, seraient probablement acceptées, sinon avec faveur, du moins sans trop de déplaisir, puisque tous les pavillons seraient également appelés à bénéficier de ces avantages, qu'on eût vainement attendus du Gouvernement de l'Annam livré à ses propres inspirations comme à ses seules ressources. Si, ce que je ne prévois pas, ce Gouvernement ne consentait point à modifier le traité de 1874 dans les termes indiqués plus haut, nos troupes n'en resteraient pas moins à Hué et au Tonkin ; nous aurions comme motif de cette occupation la nécessité même de faire respecter ce traité de 1874 et d'empêcher le Gouvernement annamite de s'écarter des engagements pris par lui. Il n'est point douteux que le Gouvernement annamite ne s'empresse de céder à nos justes réclamations.

Reste la question des prétendus droits de la Chine à la suzeraineté de l'Annam, droit que le Céleste Empire a essayé de faire valoir, il y a quelque temps, en envoyant au Tonkin, pour y rétablir l'ordre, des forces militaires dont une partie est encore, en ce moment, cantonnée dans ce pays. Il conviendrait que des négociations fussent engagées à ce sujet avec la Cour de Pékin, en même temps que notre Chargé d'affaires à Hué accomplirait la mission dont il est parlé plus haut ; ces deux opérations devraient donc être simultanées.

Il semblait résulter des renseignements que vous m'aviez fournis par vos dernières dépêches, que le Gouvernement chinois n'attacherait qu'une question d'amour-propre et, en quelque sorte, de point d'honneur, à l'exercice envers l'Annam d'une suzeraineté dont le caractère n'est pas bien défini et dont les avantages sont douteux. Il ne serait donc pas impossible de l'amener à renoncer à obtenir le retrait des troupes établies depuis trois ans entre les frontières chinoises et le fleuve Rouge.



Vos dernières communications me font croire que les intentions du Gouvernement chinois seraient moins pacifiques qu'on pouvait le supposer d'abord ; cependant cette nouvelle indication n'est pas encore certaine. Si l'abandon de la citadelle d'Hanoï, après son démantèlement, a pu faire supposer au Tsong-li-Yamen que nous étions disposés à abandonner notre entreprise, l'affirmation de nos droits serait probablement de nature à amener le Gouvernement chinois à renoncer à ses prétentions.

Le traité de 1874, qui a été notifié à Pékin et n'a été l'objet d'aucune protestation, nous attribuant la police de ces contrées sans cesse en butte à des incursions de pillards, nous nous déclarerons déterminés à exercer très sérieusement cette prérogative. Si l'on nous objecte que nous avons laissé agir, dans ces derniers temps, une expédition chinoise, nous répondrons que nous l'avons tolérée parce qu'elle avait pour objet de poursuivre et de punir un sujet rebelle du Céleste Empire qui s'était réfugié du Yunnan dans le Tonkin, mais que cette condescendance n'implique nullement, de notre part, une renonciation aux clauses formelles du traité, et que, dans aucun cas, elle ne saurait constituer un précédent que le Céleste Empire aurait le droit d'invoquer à cet égard. Il n'aura rien à perdre, mais tout à gagner, au contraire, à reconnaître notre Protectorat, puisque nous prendrons désormais le soin de soustraire le Tonkin aux agitations de toute nature, et d'assurer le libre parcours d'un fleuve qui mettra les provinces du Sud de la Chine en rapport direct avec le commerce européen. Le Gouvernement chinois sera évidemment le premier à profiter de notre intervention, qui portera la richesse chez ses sujets du Yun-nan, et le laissera libre d'employer à la police de ses frontières les forces militaires qu'il entretient sans profit dans un pays dont la pacification sera désormais assurée. Enfin, ses nationaux jouiront de la faculté de circuler et de trafiquer dans le Tonkin sous les garanties que notre présence assurera aux négociants paisibles du pays tout entier.

Ces considérations, que notre Représentant en Chine saura certainement faire valoir avec autant de tact que de fermeté, sont de nature à amener aisément le Céleste Empire à se désintéresser d'une question où il n'est que très indirectement engagé.

Comme, d'ailleurs, il n'y a point, dans l'espèce, de solution imminente à attendre, et qu'il s'agit surtout de déterminer une



abstention de la part de la Chine, la poursuite des pourparlers directement entamés à Hué et l'occupation du Tonkin ne devraient pas être subordonnées au résultat de ces négociations, forcément très lentes. Nous procéderions avec l'Annam comme si le Gouvernement chinois se désintéressait complètement de la question, car il est probable que le succès obtenu auprès de Touduc rendra aussi simple que facile la solution de tous les différends avec Pékin.

Telle est la ligne de conduite qui semble devoir être suivie pour sortir avec honneur de la situation équivoque et presque intolérable dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui placés.

Reste à déterminer le montant des crédits à demander au Parlement.

Je dois pour cela établir tout d'abord l'importance de l'expédition qu'il sera nécessaire d'envoyer pour occuper Hué et le Tonkin, maintenir dans ce pays l'ordre et la tranquillité, et empêcher toute tentative d'invasion par des troupes chinoises régulières ou irrégulières.

Le corps expéditionnaire, en y comprenant les troupes à détacher à Hué, se composerait : d'un régiment de marche d'infanterie de marine à quatre bataillons de quatre compagnies ; d'un régiment de tirailleurs indigènes et des troupes accessoires (artillerie, etc.).

Il comprendrait 3,000 hommes de troupes françaises et 3,000 hommes de troupes indigènes. Si la Chine n'envoie pas de contingent au Tonkin, c'est peut-être là un chiffre supérieur à celui qui est indispensable pour assurer l'établissement et le maintien de notre Protectorat ; mais je préfère prévoir d'avance le maximum des dépenses possibles, pour ne pas entraîner le pays dans une opération dont il ne connaîtrait pas toutes les conséquences.

Il y aurait lieu de déduire des 2,550 hommes d'infanterie de marine 550 hommes, environ, représentant l'état-major, et les cinq compagnies actuellement au Tonkin. L'effectif à expédier de France et à prévoir, par conséquent, en supplément au budget, serait, par suite, de 2,450 hommes (artillerie et accessoires compris), chiffre auquel il faut ajouter, d'après le principe établi dans le décret du 26 janvier 1830, 3,000 hommes environ à entretenir en France, à partir de 1884, pour les remplacements.

En ce qui concerne l'administration de cette future colonie,



j'estime qu'elle devrait être confiée à un Commissaire du Gouvernement investi des pouvoirs civils et militaires. Ce haut fonctionnaire, résidant à Hanoï, aurait sous ses ordres huit représentants du Protectorat, dont on peut, dès à présent, prévoir les résidences à Hanoï, Namdinh, Haï-Phong, Ninh-Binh, dans le Delta, et à Van-Ning, Lang-Son, Caobang, Thaï-Nguyen, sur les frontières.

L'administration locale et la perception des divers impôts, sauf la douane, resteraient entre les mains des mandarins annamites et de leurs agents, sous la surveillance de nos représentants du Protectorat ; une partie de ces impôts pourrait, d'ailleurs, être réservée pour compléter, avec la douane, la part contributive du Tonkin dans les dépenses d'occupation. Quant à la douane, elle resterait entièrement entre nos mains et les revenus entreraient dans les caisses du Trésor après prélèvement de la part d'indemnité avancée par la colonie de Cochinchine.

Il ne serait pas nécessaire de conserver de douane à l'intérieur ; outre la diminution des dépenses, nous y trouverions l'avantage de libérer le commerce des entraves et des vexations qui empêchent actuellement son développement. Il suffirait d'avoir des postes de perception dans les ports d'embarquement Haïphong, Munkaï, l'embouchure du Balate et celle du Daï. La justice indigène ne serait pas modifiée jusqu'à nouvel ordre ; mais les Européens relèveraient d'une juridiction française établie à Hanoï et comprenant un juge de première instance et un tribunal supérieur.

Les postes, les télégraphes, le service des ports devraient être naturellement organisés.

L'ensemble des dépenses annuelles s'élèverait à dix millions environ. C'est là un chiffre maximum : il est très probable qu'au début il ne sera pas possible de recruter toutes les troupes indigènes et qu'une fois celles-ci constituées, il y aurait peut-être lieu de réduire l'effectif européen. Si le Ministre de la Guerre, d'ailleurs, pouvait fournir deux des bataillons d'infanterie, soit en troupes de France, soit en tirailleurs algériens, il ne serait plus nécessaire de conserver dans les dépôts d'infanterie de marine, en vue des remplacements au Tonkin, que 750 hommes au lieu de 2,700, et cela restreindrait notablement la dépense. Enfin, il ne faut pas oublier que le Tonkin plus étendu, plus habité, plus riche que la Basse-Cochinchine, est en mesure de subvenir



aux dépenses d'occupation pour une très large part. Notre colonie de Cochinchine paye sans difficulté plus de 20 millions d'impôts ; il n'y aurait aucune exagération à demander au Tonkin, après peu de temps, 10 millions pour les dépenses de notre personnel d'administration et une partie de nos frais d'occupation.

Tels sont, Monsieur le Président du Conseil et cher Collègue, les points les plus importants sur lesquels je crois devoir appeler votre haute attention, et les renseignements essentiels pour établir le plan de campagne à suivre dans cette grande opération. Je ne doute pas que nous ne puissions bientôt réussir à établir définitivement notre drapeau dans le Tonkin et donner ainsi à la France une colonie pleine d'avenir.

JAURÉGUIBERRY.

---

**M. Duclerc, Ministre des Affaires étrangères,  
à l'Amiral Jauréguiberry,  
Ministre de la Marine et des Colonies (1).**

Paris, le 14 novembre 1882.

Conformément au désir que je vous avais exprimé, vous avez bien voulu me faire connaître, par une lettre en date du 31 octobre dernier, le plan que vous êtes disposé à suivre pour mettre un terme à la situation qui nous est actuellement faite au Tonkin. Le résultat que vous avez en vue n'est pas, quant à présent, l'exercice de la souveraineté sur cette province, mais l'établissement d'un protectorat complet, avec prélèvement d'une partie des impôts en vue de diminuer les charges de notre occupation.

Vous proposez à cet effet d'envoyer à Hué un Envoyé extraordinaire qui recevrait pour mission de représenter au Gouvernement annamite l'impossibilité où il se trouve de maintenir l'ordre dans le Tonkin, et qui s'efforcerait de lui faire accepter formellement notre protectorat. Nous nous engagerions, de notre côté, à rétablir l'ordre dans la province vassale sur laquelle l'Annam n'exerce en ce moment qu'une souveraineté nominale.

Une double démonstration militaire appuierait, à Hué et même au Tonkin, les démarches de notre Représentant, tandis que notre Ministre à Pékin s'appliquerait à désintéresser le Tsong-li-Yamen de la question.

(1) *Livre jaune*, n° 139.



Je donne, en ce qui me concerne, ma pleine approbation au projet que vous avez bien voulu m'exposer. Je désirerais toutefois connaître, en temps utile, la teneur des dispositions conventionnelles que vous proposez d'ajouter au traité de 1874, afin d'en examiner les termes de concert avec vous.

Je suis tout prêt à me joindre à vous à l'effet de demander aux Chambres les crédits nécessaires pour subvenir aux frais d'expédition et d'occupation, et je ne doute pas que le Parlement ne consente aisément à une dépense annuelle de 10 millions, qui paraît d'ailleurs devoir être couverte, dans un avenir prochain, par les ressources des contrées sur lesquelles nous aurons étendu notre protectorat.

(*A suivre.*)

DUCLERC.

---







## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

**Loi portant révision partielle des lois constitutionnelles.  
14 août 1884 (1).**

L'Assemblée nationale a adopté,

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 (2), relative à l'organisation des pouvoirs publics, est modifiée ainsi qu'il suit :

« En ce cas, les collèges électoraux sont réunis pour de nouvelles élections dans le délai de deux mois et la Chambre dans les dix jours qui suivront la clôture des opérations électorales. »

Art. 2. Le paragraphe 3 de l'article 8 de la même loi du 25 février 1875 est complété ainsi qu'il suit :

« La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision.

« Les membres des familles ayant régné sur la France sont inéligibles à la présidence de la République. »

Art. 3. Les articles 1 à 7 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 (3), relative à l'organisation du Sénat, n'auront plus le caractère constitutionnel.

Art. 4. Le paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 (4), sur les rapports des pouvoirs publics, est abrogé.

(1) Promulgation dans le *Journal officiel* du 15 août 1884.

(2) V. *Archives*, 1876. I. 340.

(3) V. *Archives*, 1876. I. 339.

(4) V. *Archives*, 1876. III. 94.



La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 14 août 1884.

JULES GRÉVY.

Par le président de la République,

Le président du conseil, ministre des  
affaires étrangères,

JULES FERRY.

Le garde des sceaux, ministre  
de la justice et des cultes,

MARTIN-FEUILLEE.

---

## BELGIQUE

**Arrêté royal relatif à la protection de la propriété industrielle des individus admis à l'Exposition universelle d'Anvers.**

**31 juillet 1884.**

« Léopold II, roi des Belges,

« A tous, présents et à venir, salut.

« Vu l'article 11 de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, lequel est ainsi conçu :

« Les hautes parties contractantes s'engagent à accorder une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues ;

« Vu l'article 3 de la loi du 5 juillet 1884, qui dispose que des arrêtés royaux détermineront, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer l'exécution de ladite convention ;

« Sur la proposition de notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics,

« Nous avons arrêté et arrêtons :

« Art. 1<sup>er</sup>. — Tout Belge ou étranger, auteur soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée aux termes de la loi du 24 mai 1854, soit d'un dessin de fabrique qui doit être déposé conformément à la loi du 18 mars 1806, ou possesseur d'une marque de fabrique ou de commerce qui doit être déposée conformément à la loi du 1<sup>er</sup> avril 1879, ou ses ayants droit,



peuvent, s'ils sont admis à l'exposition universelle qui s'ouvrira à Anvers le 2 mai 1885, se faire délivrer, par le gouverneur de la province d'Anvers, un certificat descriptif de l'objet déposé (1).

« Art. 2. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient les mêmes droits que lui conférerait un brevet d'invention ou un dépôt légal de dessin de fabrique et de commerce à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme.

« Art. 3. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition. Elle est adressée au gouverneur, accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet.

« Les demandes, ainsi que les décisions prises par le gouverneur, sont inscrites sur un registre spécial, qui est ultérieurement transmis au Ministère de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics, et communiqué sans frais à toute réquisition. La délivrance du certificat est gratuite.

« Art. 4. — Notre Ministre de l'agriculture, de l'industrie et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Donné à Ostende, le 31 juillet 1884.

« *Signé : LÉOPOLD.* »

(1) Les lois du 24 mai 1854 et du 1<sup>er</sup> août 1879 sont les lois belges relatives aux brevets d'invention et aux marques de fabrique. Quant à la loi du 18 mars 1806, relative aux dessins et modèles, c'est une loi française, bien connue des intéressés.

Les mesures prises ainsi par le Gouvernement belge sont de nature à encourager le concours des industriels et producteurs français à l'exposition d'Anvers, où ils trouveront, moyennant des formalités simples, une protection assurée.

---







## QUATRIÈME PARTIE

---

# CHRONIQUE

---

### BELGIQUE

La discussion du crédit demandé pour le rétablissement de la légation belge auprès du Saint-Siège (voir plus haut, p. 201) a donné lieu à de vifs débats à la Chambre des représentants dans les séances du 6, du 7 et du 8 août. Bien des questions plus ou moins connexes ont été agitées à ce propos ; nous ne citerons que quelques extraits des discours prononcés à ce sujet.

Dans la séance du 6, c'est l'ancien président du Conseil qui a ouvert le débat.

*M. Frère-Orban* n'est pas assez naïf pour s'étonner de l'empressement avec lequel est proposé un crédit pour l'envoi d'un ministre auprès du Vatican. Cet acte de foi et d'hommage ne pouvait être différé jusqu'au vote du budget. On était mis en demeure par la curie romaine. La dépêche dans laquelle la mise en demeure est formulée parle de la satisfaction qu'a éprouvée le Souverain-Pontife des élections de la Belgique. Il n'est ni convenable ni habile qu'un prince étranger se mette ainsi à la tête d'un parti politique dans notre pays. Celui-ci est divisé en deux camps dans chacun desquels se rencontrent des catholiques. La question religieuse n'a rien à faire dans les débats. Tous nos hommes d'État savent s'ils ont eu à se louer de leurs rapports avec le Vatican. Mais la section centrale a une façon à elle de comprendre et d'écrire l'histoire. Pendant vingt-cinq ans nos relations avec le Vatican ont été presque nulles ; pendant dix-huit ans la Belgique n'a été représentée à Rome que par des chargés d'affaires. Et la section centrale parle de relations n'ayant jamais cessé d'exister !

De 1855 à 1868, la Belgique a eu à Rome un diplomate accrédité ; mais les relations diplomatiques avec le Vatican n'ont pas pour cela été plus fructueuses. Elles ont été d'année en année plus insignifiantes. Il ne pouvait en être autrement : il n'y a pas de mission diplomatique sérieuse là où il n'y a pas d'affaires à traiter. C'est ce que l'orateur a établi par des faits dans l'exposé historique qu'il a présenté à la Chambre autrefois. C'est ce qui nous a conduits, mes amis et moi, à penser que le poste devait être supprimé. Arrivés au pouvoir, nous avons fait ce que dans l'opposition nous jugions nécessaire.



Le seul acte diplomatique en cinquante ans a été celui qui a précédé le rappel de notre ministre au Vatican et qui a démontré l'impossibilité d'arriver à des résultats pratiques dans une négociation avec le Vatican. D'ailleurs, notre droit public diffère essentiellement de celui de la France, de l'Autriche-Hongrie et des autres pays qui ont des concordats avec le Saint-Siège. La section centrale a donc eu tort de se prévaloir de l'existence d'une représentation diplomatique de ces pays au Vatican. Les pays dont le droit public est analogue au nôtre n'ont pas de représentant au Vatican.

Le chef actuel du cabinet a autrefois essayé de négocier avec le Vatican au sujet de la question scolaire; il a reconnu son impuissance. Pourquoi le Vatican a-t-il exprimé sa satisfaction des élections politiques? Pourquoi veut-il une représentation de la Belgique au Vatican? C'est dans un intérêt exclusivement politique; c'est l'expression des projets ultramontains sur la Belgique. Ce n'est plus au nom de la nation qu'on parle, c'est au nom de la Belgique catholique.

*M. Coomans.* Vous dites bien : la Belgique libérale.

*M. Frère-Orban.* On ne pouvait, pour le rétablissement de la légation au Vatican, faire un choix plus indiqué que celui de M. de Moreau, qui, dans un banquet de la Fédération des cercles catholiques, s'écriait, sous une inspiration céleste, que le *Syllabus* est la prophétie des temps modernes et, rappelant Sodome et Gomorrhe, revendiquait pour la Belgique catholique la mission de sauver le monde.

(Une discussion s'engage alors entre M. Frère-Orban et M. Malou sur la politique générale du nouveau cabinet.)

*M. de Moreau, ministre des affaires étrangères.* Nous traitons le Saint-Père comme le traitent les autres nations catholiques; nous voulons avoir auprès de lui un représentant. La démarche spontanée du Saint-Siège ne pouvait pas d'ailleurs ne point être accueillie par nous. Les sentiments de son cœur paternel ne pouvaient pas être méconnus par nous. Nous sommes en cela en communauté de sentiments avec la grande majorité du pays. Il ne s'agit pas de relations politiques, mais de relations à établir entre une nation catholique et le Saint-Siège.

Les relations ont été permanentes avec le Saint-Siège de 1835 à 1880; elles ont été utiles en bien des circonstances, notamment en 1841, 1847, 1850. N'avons-nous pas vu M. Frère lui-même entamer de longues négociations avec le Saint-Siège? peut-il dire qu'elles ont été inutiles?

Nous avons intérêt à la présence d'un représentant à Rome pour la défense des intérêts moraux et religieux de la Belgique. Le ministre des affaires étrangères le déclarait en 1835, et les libéraux d'alors appelaient notre pays la Belgique catholique. La Belgique a aussi,



comme le disait le ministre en 1835, un intérêt politique à être représentée auprès d'un souverain qui a une influence directe sur deux cents millions d'âmes.

Souvent la question se présente chez nous de discuter la ligne de démarcation entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Le recours au Pape est utile et nécessaire ; nous devons donc avoir des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. C'est à tort que M. Frère a dit qu'il n'y avait que les pays ayant des concordats qui avaient des représentants à Rome ; c'est une erreur, car l'Allemagne a un représentant à Rome et elle n'a pas de concordat.

Le retour de la droite au pouvoir laissait le maintien du *statu quo* impossible. Nous devons rétablir la légation, laissant d'autre part les choses en état. Que le Saint-Père reçoive ici nos remerciements d'avoir accepté cette solution.

(Après de vives critiques de différents actes du nouveau cabinet, M. Bara, ministre de la justice dans le cabinet libéral, arrive à la question du crédit) :

M. de Moreau, messieurs, a vu une phrase de courtoisie là où il n'y en a pas du tout. La phrase ne vise nullement le cabinet, d'autant plus qu'elle est adressée à Mgr Rinaldini, qui, paraît-il, restait le représentant *in petto* du Pape en Belgique. Où voyez-vous là-dedans des amabilités à votre adresse ? D'ailleurs, cette lettre n'est pas conforme aux coutumes de la diplomatie. « J'arrive, dira le futur représentant du Pape, parce que vous avez triomphé. » Cette arrivée est donc une insulte à une partie de la nation. Le nonce s'est donné ce caractère : ne pas être le représentant du Pape près de la Belgique, mais près des catholiques belges. L'arrivée du nonce signifie la chute des libéraux. Voilà ce que signifie le papier de prêtre que vous avez publié, et M. le ministre des affaires étrangères considère cela comme un acte diplomatique.

A entendre l'honorable ministre, on peut penser que le Vatican va être consulté chaque fois qu'une loi devra être faite. M. de Moreau a des instructions à demander à Rome. Il n'y a pas un article de notre législation qui ne devienne une question mixte. La loi scolaire a sans doute passé par le Vatican. Je voudrais que M. de Moreau nous contât ce qu'a dit le Saint-Père. Une commune pourra supprimer l'enseignement religieux, d'après la loi nouvelle. Qu'en pense Léon XIII ? A-t-il supprimé les excommunications ? Si ce point est exact, il faudra féliciter l'honorable ministre, mais cela nous montrera la morale du Vatican. Il approuvera l'école neutre quand les catholiques sont au pouvoir, la condamnant quand les ministres sont libéraux. Voilà le spectacle que vous allez nous donner au début de vos relations diplomatiques avec le Saint-Siège.



Vous aurez beau faire, le nonce du Pape n'a pas le caractère diplomatique, et vous commettez un acte bien imprudent et bien grave en renouant ces relations. Si on les rétablit, dit le *Journal de Bruxelles*, ce n'est pas dans l'intérêt des catholiques, c'est dans celui des libéraux. M. Malou nous avait dit la même chose; le Saint-Siège est toujours en relations avec les catholiques. Et pourquoi donc alors donner au nonce l'habit diplomatique?

On parle de l'Allemagne. Mais elle intervient dans la nomination des ministres des cultes. Nous pas. On nous envoie qui l'on veut, et même qui nous ne voulons pas. Les Pays-Bas n'ont pas de représentant à Rome. Et froissent-ils la conscience des catholiques? Un seul catholique de Hollande réclame-t-il? Non. Vous faites donc un acte qui n'est justifié par rien. Vous faites un acte d'obséquiosité, parce que vous êtes le gouvernement des prêtres, parce que sans les prêtres vous n'êtes rien. (Très bien! à gauche.)

M. Cornesse n'entend pas discuter la politique du cabinet. Il n'entend répondre qu'à ce que MM. Frère et Bara ont dit du projet de loi. L'acte de M. Frère, qui a supprimé la légation au Vatican, a stupéfié l'Europe diplomatique, et le nonce, que vous aviez accusé de duplicité et de fourberie, envoyé à Vienne, y a reçu les hommages de tous. M. Frère a accusé le Pape lui-même de fourberie.

M. Frère. Cela n'est pas vrai, monsieur.

M. Cornesse. Je vais vous le prouver. L'orateur lit un article de fond de *l'Echo du Parlement*. (Hilarité à gauche.) Voilà le langage que vous jetiez à la figure du Saint-Père. L'honorable membre lit ensuite le discours de M. Frère.

Voilà ce que vous avez fait. Vous avez représenté le Saint-Père comme manquant de sens moral. Vous avez cru que l'Europe allait lâcher le Saint-Père. (Vive hilarité à gauche.) Vous avez été la risée de l'Europe.

Ce qui est étrange et phénoménal, c'est de voir M. Frère et M. Bara contester l'utilité d'un ministre à Rome. L'orateur cherche à prouver par l'histoire politique de la Belgique que les relations diplomatiques avec le Saint-Siège ont produit souvent les plus heureux effets.

Nos adversaires ont supprimé la légation dans un intérêt de parti. Nous devons la rétablir dans un intérêt national.

A la séance du 7, M. Rolin-Jaequemyns examine la question au point de vue du droit international. Le Pape ne se trouve pas dans les conditions régulières et normales pour l'échange de communications diplomatiques avec un État. Il n'a absolument rien d'un souverain. La terre où il réside est italienne. Lui-même est italien, et loin d'être souverain, il est le sujet du roi d'Italie. S'il mourait, sa succes-



sion serait partagée d'après les lois italiennes, et s'il surgissait une contestation, elle serait portée devant les tribunaux italiens.

Il y a eu une époque où le Pape a pu se croire l'arbitre des destinées du monde, grâce au génie de quelques papes, mais en faisant les concessions les plus larges, en reconnaissant au Pape une grande autorité morale, des relations diplomatiques entre un État et une puissance morale ne se justifient pas. Elles ne pourraient se justifier qu'à titre d'exception et à raison de circonstances particulières.

Si les agents diplomatiques auprès du Vatican jouissent des prérogatives diplomatiques, c'est grâce à la loi des garanties. Les diplomates accrédités auprès du Pape sont sous la garantie du gouvernement italien. Et il lui appartient de la retirer.

C'est pour discuter les vrais principes de l'ordre social, probablement ceux que M. de Moreau exaltait naguère dans un banquet, que nous allons envoyer un ministre auprès du Pape. Et dans quels termes s'exprime M. de Moreau ? Il se met aux pieds du Pape. Il le remercie de daigner renouer les relations. Ce n'est pas le langage d'un ministre belge. Nous avons à traiter d'égal à égal avec toutes les puissances.

A la séance du 8, le crédit a été voté par 73 voix contre 44.

— Dans la séance de la Chambre des représentants du 20 août, *M. Willequet* signale les graves dangers qui résultent de la corruption des eaux de l'Escaut par les usines françaises. L'Escaut n'est plus un fleuve, c'est un égout qui ne nous apporte plus de l'eau, mais de la boue liquide à l'état de fermentation. Les eaux de l'Escaut se répandent dans les canaux de la Flandre, et il n'y a plus un litre d'eau potable dans les rivières.

On nous avait fait de belles promesses. Le préfet du Nord avait annoncé les meilleures intentions, et cependant le mal est pire que jamais. En 1881, quand cette question a été agitée devant la Chambre, *M. Beernaert*, aujourd'hui ministre des travaux publics, engageait le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures et recommandait la construction d'un barrage à la frontière belge pour arrêter les eaux corrompues. Je viens le prier d'exécuter ce barrage que les ingénieurs compétents jugent devoir être efficace.

*M. Beernaert*, ministre des travaux publics. La situation est aussi grave que l'a indiqué *M. Willequet*. Elle résulte du mauvais vouloir absolu des administrations communales de Roubaix et de Tourcoing. Non seulement ces villes ne font rien pour épurer les eaux infectes que la pente naturelle des terres porte à l'Escaut, mais Roubaix a fait des travaux pour nous envoyer des eaux qui eussent été sans cela à la Scarpe, et il touche même une recette de 15,000 fr. pour nous empoisonner ainsi. Cela est contraire à tous les devoirs internationaux.



Aussi, voyant l'échec des négociations ouvertes par le Gouvernement belge, voyant qu'au lieu d'obtenir quelque chose du Gouvernement français, on ne faisait, de l'autre côté de la frontière, que des travaux destinés à accélérer la descente des eaux corrompues vers notre pays, j'ai pris la résolution de faire le barrage. Les études se poursuivent activement. Ce barrage constituera un foyer épouvantable d'insalubrité, mais cela engagera sans doute le Gouvernement français à réfléchir.

M. Willequet remercie le ministre.

M. Struye dit que la situation est à peu près la même pour la Lys et espère que le Gouvernement ne sera pas moins énergique.

L'incident est clos.

---

## FRANCE

Les deux Chambres se sont réunies en *Assemblée nationale* pour délibérer sur la révision de la Constitution; elles ont siégé à Versailles du 4 au 13 août et ont adopté l'ensemble du projet par 509 voix contre 172 (V. le texte plus haut p. 341).

— Le Sénat, dans la séance du 14 août, a adopté à l'unanimité (180 voix) le projet de loi adopté par la Chambre des députés le 21 juillet précédent (V. plus haut, p. 203), portant ouverture au ministre de la marine et des colonies, au titre de l'exercice de 1884, d'un crédit extraordinaire de 5,361,000 fr. pour les dépenses occasionnées par les événements de Madagascar.

— La *Chambre des députés* a, dans les séances des 14 et 15 août, discuté le projet de loi portant ouverture au ministère de la marine et des colonies d'un crédit supplémentaire de 34,483,000 fr. pour le service du Tonkin; le projet a été voté par 334 voix contre 140. M. Jules Ferry a prononcé un important discours que nous publierons en même temps que les dépêches du *Livre jaune* relatif à la Convention de Tientsin du 11 mai 1884 et à l'incident de Lang-Son (distribué aux Chambres le 2 août). La Chambre a ensuite adopté par 173 voix contre 50, un ordre du jour ainsi conçu : *La Chambre, confiante* dans la fermeté avec laquelle le Gouvernement saura faire respecter le traité de Tientsin, passe à l'ordre du jour.

— Le *Sénat* s'est occupé de la même demande de crédit dans sa séance du 16 août. Le comte de Saint-Vallier, au nom de la commission des finances, constate que la commission était d'abord disposée à renvoyer l'examen de la demande de crédits après les vacances; elle trouvait en effet que les circonstances avaient singulièrement changé depuis que



le Sénat s'est occupé en dernier lieu des affaires du Tonkin. La violation du traité de Tien-tsin et l'échec des négociations poursuivies avec la Chine lui ont inspiré de graves préoccupations ; mais il ressort des explications données par M. le président du conseil, que les crédits actuels ne visent pas les dépenses qui ne sont pas encore engagées, mais doivent assurer le ravitaillement des troupes qui sont actuellement au Tonkin.

La commission, après un examen attentif de la situation, vous propose d'adopter le projet renvoyant la discussion à la présentation de nouveaux crédits supplémentaires que les ministres nous ont annoncés pour la rentrée. Elle estime que, quelque opinion que l'on ait sur les affaires du Tonkin, on ne peut se refuser à voter ces crédits destinés à satisfaire aux besoins des soldats qui combattent là-bas sous le drapeau français. (Très bien ! très bien !)

La discussion immédiate est ordonnée.

*M. le duc de Broglie.* Messieurs, je prie le Sénat de croire que je n'ai pas l'intention d'ouvrir une délibération sérieuse ; l'heure inaccoutumée de notre séance et nos bancs si peu garnis indiquent que vous avez hâte de terminer promptement une session laborieuse. Je viens seulement formuler des réserves, et le rapporteur a facilité ma tâche en indiquant que le vote des crédits n'impliquait pas l'approbation de la politique passée du Gouvernement, que le temps manquait pour l'examiner. Il nous a dit que la discussion aurait lieu à la rentrée. Alors la situation sera modifiée et l'on pourra parler librement. Peut-être jugera-t-on sévèrement la conduite de ce Gouvernement qui, après avoir fait perdre au Parlement dix jours en discussions stériles, ne donne pas un jour à une grande assemblée pour traiter une question qui engage l'honneur de notre drapeau, la vie de nos soldats et la prospérité de notre commerce.

Quoi qu'il en soit, le vote présent n'engagera pas le Sénat au sujet des faits passés. Il n'aura d'autre sens que celui-ci : assurer les ressources nécessaires pour notre armée et notre marine. Si ce vote ne ratifie pas les actes passés, il n'implique pas non plus la confiance dans le Gouvernement. Un vote de confiance, personne ne pourra l'accorder. (Applaudissements à droite. — Protestations à gauche.)

Nous ne pouvons donner un vote de confiance au Gouvernement. En effet, rien de ce qu'on nous avait annoncé ne s'est réalisé. On nous avait dit qu'on bornerait la conquête au Delta du fleuve Rouge, mais nous poursuivons la conquête de tout le Tonkin. On nous a apporté, il y a quinze jours, un traité qui devait tout finir et qui se trouve être la source de toutes les difficultés : au bout de quinze mois, nous ne savons pas où nous allons, ce que nous voulons. On comprend que, dans ces conditions, la confiance est impossible et que nous laissons



toute la responsabilité des conséquences de cette affaire au Gouvernement qui l'a si mal conduite et aux majorités imprudentes qui ont constamment donné leur approbation. (Applaudissements à droite.)

*M. le comte de Saint-Vallier* dit que *M. le duc de Broglie* a donné au rapport une portée qu'il n'a pas. La commission n'a pas voulu introduire un blâme dans son travail. Elle s'est contentée de faire des réserves et d'ajourner la discussion sur la question de fond. (Approbation au centre.)

La discussion générale est close; on passe aux articles.

*M. le président du conseil* dit qu'il n'aurait pu accepter sans une protestation très vive l'interprétation que *M. le duc de Broglie* a donnée au rapport. Cette protestation a été faite par *M. le rapporteur*. Il n'a pas dépendu du Gouvernement que le crédit fût apporté plus tôt, il était prêt à le discuter; il accepte le rapport comme indiquant le renvoi de la discussion à la rentrée; mais il ne pourrait pas admettre qu'on votât les crédits avec une idée de défiance contre le Gouvernement, et nous donnons au vote des crédits le caractère d'un vote de confiance. (Applaudissements à gauche.)

Le crédit est voté par 193 voix contre 1.

Le *Journal officiel* a publié le 9 août la loi qui pourvoit aux dépenses de la mission de *M. Savorgnan de Brazza* dans l'Ouest africain.

Aux termes de cette loi, il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des beaux-arts un crédit extraordinaire de six cent cinquante mille francs (650,000 fr.), imputable sur l'exercice 1884, lequel sera classé à la 1<sup>re</sup> section (Service de l'instruction publique), où il fera l'objet d'un chapitre libellé : N° 66. — « Mission de *M. Savorgnan de Brazza* dans l'Ouest africain. »

Il est ouvert au ministre des affaires étrangères un crédit extraordinaire de trente mille francs (30,000 fr.), imputable sur l'exercice 1884, lequel fera l'objet d'un chapitre libellé : N° 22. — « Présents diplomatiques afférents à la mission de *M. de Brazza* dans l'Ouest africain. »

Il est ouvert au ministre de la marine et des colonies un crédit extraordinaire de cent mille francs (100,000 fr.), imputable sur l'exercice 1884, qui sera classé à la 1<sup>re</sup> section (Service de la marine) à un chapitre intitulé : N° 30 *ter*. — « Mission *Savorgnan de Brazza* dans l'Ouest africain. »

— Par arrêté du Ministre de l'instruction publique en date du 1<sup>er</sup> août 1884, une commission est instituée à l'effet de préparer les résolutions à porter au nom de la France devant la conférence internationale de Washington relativement aux questions de l'unification



des longitudes par l'adoption d'un premier méridien unique et de l'introduction d'une heure universelle. (V. au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> août les noms des membres de cette commission.)

---

La commission créée en avril 1883 par M. Challemel-Lacour, dans le but d'étudier la réforme du corps consulaire français, vient de terminer ses travaux. Les séances, présidées par M. Dietz-Monnin, sénateur, président de la Chambre de commerce de Paris, se sont prolongées pendant plus d'un an. Les résolutions suivantes ont été prises par la commission et vont être adressées sous forme de vœu au président du conseil :

1<sup>o</sup> Recrutement du corps consulaire. La commission s'est prononcée en faveur d'un système rendant accessibles au plus grand nombre les emplois consulaires ; le titre de licencié en droit n'est plus exigé pour l'admission à l'examen d'entrée ; il peut être remplacé par un diplôme d'École des hautes études commerciales, ou par la justification d'un stage de trois ans dans une maison de commerce. La commission a élaboré un nouveau programme d'examen, où les matières économiques et l'étude des langues tiennent la première place.

2<sup>o</sup> Organisation de la carrière consulaire. La commission a étudié des modifications aux règlements concernant la hiérarchie et le mode d'avancement des consuls. Elle a tracé le plan d'un système qui tendrait à éviter les fréquentes mutations qui ont eu lieu dans le corps consulaire et qui ferait des avantages aux agents séjournant longtemps dans le même poste. Les carrières diplomatique et consulaire sont assimilées.

3<sup>o</sup> Distribution nouvelle des postes consulaires. La commission, tenant compte des importantes modifications qui se sont produites dans les courants commerciaux, a mis à l'étude une répartition nouvelle des postes consulaires sur la surface du globe. Un certain nombre d'agences autrefois importantes seraient remplacées par des agences d'ordre inférieur. Par contre, des postes nouveaux seraient créés notamment en Afrique, en Asie, dans l'Amérique du Sud. Si ces modifications étaient adoptées, elles se traduiraient par une légère augmentation du budget consulaire.

4<sup>o</sup> Enfin, la commission s'est particulièrement attachée à répondre aux vœux du commerce en étudiant la question des renseignements commerciaux. Elle a constaté, sur ce point, de la part des consuls, une activité qu'elle n'a eu qu'à encourager. Il lui a paru utile de pourvoir à la synthèse de ces renseignements par la création, dans les pays avec lesquels nos relations économiques sont les plus fréquentes, de grands postes d'attachés commerciaux. Les renseignements une



fois obtenus seront répandus en France de la façon la plus rapide et la plus large, par l'intermédiaire du *Journal officiel*, du *Bulletin consulaire*, du *Moniteur officiel du Commerce* et de la *Feuille des Renseignements commerciaux*.

Un rapport d'ensemble, où ces réformes principales et d'autres moins importantes seront exposées, doit être adressé, dans le plus bref délai, au président du conseil, ministre des affaires étrangères, et distribué au Parlement.

La commission a désigné pour son rapporteur M. Hanotaux, conseiller d'ambassade.

## GRANDE-BRETAGNE

*Chambre des Communes. — Séance du 28 juillet.*

*M. Errington.* Je demande au sous-secrétaire d'État pour les colonies s'il est à sa connaissance que le steamer *le Duplex*, des Messageries françaises, ait débarqué ouvertement au mois d'août, à Sidney, neuf condamnés qui n'avaient été libérés à Nouméa qu'à la condition de ne jamais retourner en France. Je désire savoir si le Gouvernement de Sa Majesté a protesté près du Gouvernement français contre l'importation sur le territoire de notre colonie australienne d'une bande de criminels que leur propre pays refuse de recevoir, et parmi lesquels, d'après les autorités coloniales, se trouvaient des repris de justice que l'on désigne d'ordinaire sous le nom de récidivistes. Je demande si le Gouvernement de Sa Majesté recommandera aux Gouvernements des colonies de prendre des mesures législatives édictant des peines contre les importateurs de forçats sur leurs territoires.

*M. Evelyn Ashley.* Le Gouvernement de Sa Majesté a échangé pendant plusieurs mois des communications avec le Gouvernement français sur la question des récidivistes, et nous avons lieu de croire que nos représentations ont été prises en sérieuse considération. Il est donc à espérer que les colonies de l'Australie ne verront pas la nécessité d'occuper leurs parlements de la question, mais le Gouvernement de Sa Majesté ne les empêchera pas de prendre contre l'importation des forçats toutes les mesures raisonnables qu'elles jugeront utiles à leur protection.

*Sir H. Maxwell.* Est-il exact que l'assemblée législative de Queensland ait voté à l'unanimité la convention en faveur de la confédération des colonies et de l'annexion de la Nouvelle-Guinée et des autres îles de l'océan Pacifique, ainsi que d'une législation commune contre les criminels étrangers ?



*M. E. Ashley.* Les faits sont tels que l'honorable membre vient de les énoncer. Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà déclaré qu'il était disposé à confirmer et à porter à exécution, par les mesures législatives nécessaires, le plan de confédération de la convention de Sydney, du moment où ce plan aura été adopté par les diverses législations coloniales, et je répète que le Gouvernement ne s'opposera aucunement à ce que les colonies s'entendent pour prendre des précautions contre les forçats étrangers.

*Chambre des Communes. — Séance du 29 juillet.*

*M. Ashley*, répondant à une interpellation de sir H. Holland, relative à Angra-Pequena, dit :

Après examen, le Gouvernement de Sa Majesté a conclu qu'il ne pouvait faire d'objection au droit revendiqué par le Gouvernement allemand de couvrir de sa protection les sujets allemands qui se sont établis à Angra-Pequena en vertu de concessions accordées par les chefs indigènes, mais qu'il est incontestable que Wallfish Bay et les îles adjacentes à Angra-Pequena appartiennent à l'Angleterre. Il a donc été convenu que le Gouvernement allemand protégera les sujets allemands qui ont acquis des concessions ou qui se sont établis comme marchands à Angra-Pequena, et le Gouvernement allemand a été invité à donner son concours pour la nomination d'une commission mixte qui sera chargée de régler la question des droits des sujets britanniques, auxquels ont été accordées des concessions antérieures.

Il est question de mettre sous le contrôle du Gouvernement du Cap la côte entre Orange-River et la frontière portugaise au sud, y compris la station britannique de Wallfish Bay, mais ce contrôle ne serait pas exercé sur le territoire d'Angra-Pequena qui se trouverait sous la protection de l'Allemagne.

*Sir H. Holland.* Y aura-t-il annexion formelle, et le drapeau allemand flottera-t-il à Angra-Pequena, ou bien n'y aura-t-il qu'une protection de l'Allemagne s'étendant aux sujets allemands ?

*Lord E. Fitzgerald.* Il ne s'agit jusqu'à présent que d'une protection donnée par l'Allemagne à ses nationaux.

— *M. Storey* demande au sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères si le Gouvernement des Pays-Bas persiste à faire dépendre l'action commune dans l'affaire du *Nisero* de la condition que le rajah se soumette à reconnaître la Hollande comme son suzerain légal, ce qui serait, dit-il, exploiter ce différend pour atteindre un résultat que le Gouvernement hollandais a inutilement essayé, pendant bien des années, de conquérir par la force des armes.

*Lord E. Fitzmaurice.* Le rajah a signé, il y a quelques années, sa soumission formelle aux autorités néerlandaises. Le Gouvernement



hollandais a stipulé comme une des conditions auxquelles il rouvrirait les ports au commerce — afin de mettre un terme à l'état de choses qui a été la cause de la capture de l'équipage du *Nisero* — que le rajah cessât sa rébellion.

Le blocus est une mesure de belligérant à laquelle les Hollandais ont eu recours, et à moins que le Gouvernement de Sa Majesté ne se décidât à employer l'action navale afin de faire cesser ce blocus et à violer le territoire hollandais en envoyant une expédition armée dans l'intérieur du pays sans le consentement du Gouvernement de la Néerlande, il n'aurait su faire mieux que d'entreprendre une action commune avec le Gouvernement hollandais à des conditions acceptées d'avance par l'une et l'autre puissance. L'action proposée s'exécutera sous la responsabilité des deux Gouvernements.

Le projet d'arrangement a le caractère d'un compromis, parce que les Hollandais s'engagent, dans le cas où l'équipage du *Nisero* serait mis en liberté et que le rajah effectuerait sa soumission, à ouvrir les ports et à les tenir ouverts, et, en outre, à payer au rajah une somme d'argent. Maintenant qu'il a été satisfait aux principales demandes du rajah, j'espère que les prisonniers seront libérés et que le Gouvernement de Sa Majesté ne sera pas placé dans la pénible nécessité de recourir à la seule alternative qui lui resterait, à savoir d'entreprendre une expédition armée pour obtenir la mise en liberté des prisonniers par l'emploi de la force et pour châtier le rajah.

*Chambre des Communes. — Séance du 30 juillet.*

*M. Dawney*, à l'occasion d'une demande de crédit pour frais dans le Transvaal et le Zululand, appelle l'attention de la Chambre sur la politique suivie par le Gouvernement dans ces pays, où il a réédité toutes les fautes commises dans le Soudan. L'honorable membre soutient que si l'Angleterre n'intervient pas contre les Boers qui, dit-il, se conduisent à l'égard des Zoulous comme des flibustiers, elle aura à se reprocher plus tard la disparition des races indigènes. Ce que l'Angleterre aurait de mieux à faire, ce serait d'étendre la zone neutre qu'elle a établie entre le Zululand et la colonie anglaise du Natal. L'orateur propose de réduire le crédit demandé de 300 livres à titre de protestation contre la politique du Gouvernement dans le sud de l'Afrique.

*Sir H. Holland*. Nous nous contentons de protéger la zone neutre; cela ne suffit pas et ne couvre pas notre responsabilité. Nous sommes également tenus de prendre des mesures pour assurer la paix et l'ordre dans le Zululand même, car nous sommes responsables de tout ce qui s'y est passé depuis notre première guerre contre le feu



roi Cetywayo. Le Gouvernement manque à son devoir en n'exigeant pas des Boers qu'ils remplissent leurs engagements en respectant les frontières des Zoulous.

*M. Wodehouse.* Les choses iront de mal en pis au sud de l'Afrique aussi longtemps que le Gouvernement ne se décidera pas à agir énergiquement pour y affirmer la suzeraineté de la Grande-Bretagne.

*M. Evelyn Aslhey*, sous-secrétaire du département des colonies, dit que l'extension de la zone neutre constituerait un acte d'annexion contre lequel le Gouvernement de Sa Majesté britannique a toujours protesté. Le Gouvernement actuel a fait tout ce qu'il pouvait pour administrer au mieux l'héritage que ses prédécesseurs lui ont légué au sud de l'Afrique.

*Lord R. Churchill.* Toutes nos difficultés proviennent de la grande déférence que le Gouvernement témoigne aux Boers, dont évidemment nos ministres ont peur.

*M. Forster.* Le Gouvernement a constamment cherché à éluder dans le Transvaal et le Zululand les responsabilités que lui imposent à la fois la justice et nos intérêts.

*M. Chamberlain.* Nos responsabilités sont couvertes du moment où nous protégeons le territoire neutre ; nos devoirs ne nous imposent pas l'obligation de défendre les Zoulous contre les conséquences de leurs propres folies. C'est, du reste, calomnier les Boers que de les accuser d'être brutaux et barbares envers les indigènes ; si les Boers parviennent à s'établir dans le Zululand, je suis convaincu que les indigènes et leurs voisins anglais n'aurent qu'à s'en féliciter.

*Sir S. Northcote.* Il est certain que la politique suivie jusqu'ici par le Gouvernement dans le Transvaal n'a pas réussi ; je regrette que le Gouvernement ne nous donne pas de renseignements sur ce qu'il compte faire à l'avenir.

*M. Gladstone.* La situation de l'Afrique australe s'est beaucoup améliorée. Par exemple, les dangers auxquels le Natal était précédemment exposé ont été écartés par l'interposition d'un territoire neutre entre la colonie et le Zululand.

Le Gouvernement répudie tout projet d'annexion, ainsi que toute intention d'établir une autorité politique sur les indigènes du Zululand au delà des limites du territoire neutre, bien qu'il admette qu'il est de son devoir d'user de l'autorité de l'Angleterre pour rétablir la paix.

La Chambre repousse la proposition de M. Dawnay par 155 voix contre 99.

Le crédit est voté.



*Chambre des Communes. — Séance du 31 juillet.*

*Sir H. Maxwell* demande au sous-secrétaire d'État pour les affaires étrangères si le droit de préemption d'une certaine partie de territoire sur le Congo, — de celle qui est occupée par l'Association internationale, — a été obtenu par le Gouvernement français, et si ce droit avait préalablement été offert au Gouvernement de Sa Majesté.

*Lord E. Fitzmaurice*. D'un arrangement entre le premier ministre de France et le président de l'Association internationale, arrangement que les journaux ont publié, il semblerait ressortir que le droit de préemption auquel l'honorable baronnet vient de faire allusion, a été obtenu par le Gouvernement français, mais le Gouvernement de Sa Majesté n'en a aucune connaissance officielle.

Ce droit de préemption n'avait pas été préalablement offert au Gouvernement de Sa Majesté.

*Chambre des Communes. — Séance du 2 Août.*

*M. Gladstone* dit qu'il a le regret d'annoncer que la conférence a échoué dans le principal but pour lequel elle avait été convoquée : à savoir l'adoption par l'autorité européenne d'un projet pour le règlement des difficultés financières de l'Égypte. Trois questions ont été soumises à la conférence : 1° les dépenses prévues pour l'administration en Égypte ; 2° la nécessité d'un emprunt pour couvrir les besoins immédiats ; 3° les recettes prévues en Égypte et les moyens dont ce pays dispose pour couvrir les dépenses.

Sur le premier point, il y avait accord substantiel entre les puissances. Sur le second point, il avait été entendu qu'on émettrait un emprunt de 8 millions de livres sterling, qui laisserait, après en avoir déduit l'indemnité pour les dommages causés à Alexandrie, 4,500,000 liv. pour les autres dépenses. L'Angleterre avait demandé que l'emprunt fût le premier à la charge des recettes, et que des dispositions fussent prises pour l'établissement d'un Gouvernement juste et ferme en Égypte.

L'Angleterre désirait aussi, autant que possible, rassurer les porteurs d'obligations. Mais des difficultés causées par des différences de vues se sont élevées entre les représentants français et les représentants anglais, au sujet des recettes prévues en Égypte. Le Gouvernement français a refusé de consentir à aucune diminution des coupons. L'Angleterre a insisté sur ses propres arrangements, relatifs aux dépenses de l'administration en Égypte.

*M. Gladstone* dit que l'Angleterre avait soumis un projet tendant à régler les charges qui doivent peser sur les recettes égyptiennes, de la façon suivante : 1° la dette privilégiée de 8 millions de livres



sterling, dont 4,500,000 livres sterling devaient être avancés en argent; 2° le coupon sur les autres dettes, avec un intérêt réduit de 1/2 p. 100; 3° une somme de 5,250,000 liv. st., mise à part pour les dépenses du Gouvernement; 4° le paiement du 1/2 p. 100 réduit. Le Gouvernement anglais était disposé à consentir que ce projet fût mis à l'épreuve pendant trois ans, et qu'il fût alors soumis à une autre conférence. Mais le Gouvernement français a fait aujourd'hui seulement la proposition suivante pour le règlement des charges : 1° le nouvel emprunt et la dette privilégiée; 2° la dette avec les coupons complets; 3° les dépenses d'administration; 4° tout l'excédent mis à la disposition du Gouvernement égyptien. En outre, il a été proposé qu'en cas de déficit, il fût couvert, après consultation entre le Gouvernement égyptien et la Commission de la caisse, laquelle serait composée des représentants des sept puissances représentées à la conférence. Le Gouvernement anglais s'est opposé sans hésitation à ce projet et à la situation qu'on voudrait faire à la Commission de la caisse, attendu qu'il en résulterait une confusion financière pire que jamais.

Tout serait alors déféré à un tribunal hostile. Des pouvoirs de cette importance ne peuvent pas être confiés à la commission, car ils lui donneraient une supériorité complète sur les affaires du Gouvernement égyptien. Le Gouvernement anglais ne pouvait donc accepter un pareil projet; mais, quoique la conférence n'ait pas réussi, elle a donné quelques bons résultats, entre autres l'accord sur les charges prévues et le montant de l'emprunt. La conférence a ensuite fait évanouir l'idée que le Gouvernement anglais pût jamais proposer quelque chose qui ressemblât à un contrôle international pareil à un contrôle à deux. Les vues de l'Angleterre ont été soutenues par l'Italie et la Turquie; mais, la France et l'Angleterre ne pouvant pas arriver à s'entendre, la Russie, l'Allemagne et l'Autriche ont refusé d'exprimer leur opinion. La conférence, ne pouvant arriver à un résultat, s'est ajournée sans fixer le jour d'une nouvelle réunion.

Cet insuccès impose au Gouvernement anglais un examen sérieux de la situation faite à la question égyptienne et des mesures nécessaires.

Quant à l'arrangement anglo-français, ajoute M. Gladstone, j'ai toujours dit qu'il dépendait du succès de la conférence. Il est, par conséquent, en suspens et sans effet obligatoire pour aucune des parties. Le Gouvernement anglais apprécie cependant les conditions de cet arrangement et, malgré les différends survenus, il estime hautement l'esprit amical et conciliant et la sagesse dont le Gouvernement français a fait preuve dans les négociations qui ont amené cet arrangement.

M. Gladstone, répondant à sir Stafford Northcote, dit que le Gou-



vernement n'aura aucune proposition à soumettre à la Chambre, relativement à l'Égypte, pendant le reste de la session.

*Lord R. Churchill* demande si le Parlement doit se séparer sans avoir obtenu une déclaration du Gouvernement au sujet de sa politique en Égypte.

*M. Gladstone* répond qu'il ne peut faire aucune promesse à ce sujet. L'incident est clos et la séance est levée.

*Chambre des Lords. — Séance du 4 août.*

*Lord Granville* fait à la Chambre, sur les travaux et l'échec de la conférence, une déclaration analogue à celle qui a été présentée à la Chambre des Communes par *M. Gladstone*.

Le Gouvernement est reconnaissant envers l'Italie et la Turquie, ajoute-t-il, de l'appui qu'elles lui ont donné, et il croit n'avoir pas le droit de se plaindre des puissances qui sont restées neutres lorsqu'elles ont jugé qu'il existait entre l'Angleterre et la France une différence d'opinion irréconciliable. Le Gouvernement de Sa Majesté est pénétré de la grande responsabilité qui lui incombe en conséquence de l'échec de la conférence. La façon dont il aura à s'acquitter de cette responsabilité est une question qui occupe toute l'attention des ministres, lesquels espèrent pouvoir communiquer à l'assemblée dans la séance prochaine les mesures préliminaires qu'ils prendront.

*Lord Salisbury*. Avant d'aborder la discussion en détail des travaux de la conférence, les membres de la Chambre devront étudier les documents qui leur ont été communiqués. Je déclare toutefois que je ne puis que féliciter l'Égypte de l'insuccès de la conférence. Si le plan proposé avait été adopté, le développement des engagements de la convention anglo-française eussent amené l'établissement d'un contrôle multiple ; or, rien n'eût été plus fatal pour l'Égypte. Je suis heureux d'apprendre que le Gouvernement comprend toute l'importance de la responsabilité qui lui incombe, car elle est des plus sérieuses.

Il m'importe de savoir comment l'Égypte se procurera les ressources additionnelles dont elle a besoin, le Gouvernement ayant déclaré que ses ressources actuelles sont insuffisantes. Je n'insisterai pas davantage sur ce point, lord Granville nous ayant promis une prochaine déclaration sur les mesures préliminaires à prendre.

*Lord Granville*, répondant à lord Houghton, dit que les comptes du Gouvernement égyptien sont actuellement très bien tenus.

*Chambre des Communes. — Séance du 4 août.*

*Lord Fitz-Maurice*, répondant à *M. Healy*, dit que le Gouvernement égyptien a appelé l'attention sur les difficultés résultant des attaques de la presse par suite des immunités accordées aux étrangers



par les capitulations et par suite du refus opposé par quelques représentants étrangers de coopérer à l'exécution des lois sur la presse, lorsque ces journaux sont dirigés par leurs nationaux respectifs. Le Gouvernement anglais a donné des instructions à ses représentants auprès des puissances pour leur soumettre la question.

— Répondant au baron de Worms, lord Fitz-Maurice dit qu'il paraît douteux que le décret de la Roumanie contre les colportages des israélites soit une violation de l'article 44 du traité de Berlin. Le Gouvernement s'informerait cependant si on a empêché les israélites de quitter la Roumanie.

— Répondant à M. Campbell, lord Fitz-Maurice dit qu'il n'a aucune raison de douter que le Gouvernement égyptien n'ait l'intention de remplir les engagements du traité au sujet de la traite des esclaves dans l'Égypte proprement dite.

— *M. Maccoan* demande sur le service diplomatique une réduction de crédit de 4,000 livres sterling, représentant les frais de la mission Hewett en Abyssinie. L'orateur peut assurer que cette mission est dénuée de toute utilité.

*MM. Worms et Bartlett* appuient cette proposition.

*Lord Fitz-Maurice* défend le traité conclu par l'amiral Hewett en Abyssinie.

La proposition est rejetée par 67 voix contre 32.

Le crédit est adopté.

— *Sir W. Lawson* critique vivement l'expulsion de l'Égypte de M. Wilfred Blunt, expulsion qu'il considère comme un acte indigne d'un gouvernement libéral.

*Lord E. Fitz-Gerald* dit que le Gouvernement égyptien a le droit d'expulser du pays tous les étrangers dont la présence est un danger pour la sécurité de l'État et le maintien de l'ordre public.

*M. Gladstone*. Les relations de M. Blunt avec Arabi et le mouvement révolutionnaire dont Arabi était le chef imposaient au Gouvernement égyptien le devoir de l'exclure du territoire égyptien. Le Gouvernement de Sa Majesté accepte lui-même la responsabilité du fait tout autant que si le Gouvernement égyptien n'existait pas.

#### *Chambre des Lords. — Séance du 5 août.*

*Lord Salisbury* demande à Lord Granville s'il a quelques communications à faire à la Chambre sur les affaires d'Égypte.

*Lord Granville*. Le Gouvernement a reçu la gracieuse approbation de Sa Majesté à sa proposition d'envoyer lord Northbrook en Égypte avec la mission de rechercher quels conseils doit donner au Gouvernement égyptien, dans les circonstances actuelles, le Gouvernement



britannique. Sir Evelyn Baring n'usera pas de toute la durée de son congé en Angleterre, afin de pouvoir accompagner le noble lord.

*Lord Granville*, répondant à diverses interpellations, dit que l'intention du Gouvernement est de réintroduire le bill pour la représentation du peuple dans la forme où il a été repoussé par la Chambre des lords.

*Lord Redesdale*. Je considère cette tactique comme une manœuvre pour soulever injustement le pays contre la Chambre des lords.

*Le lord Chancelier*. La conduite que nous suivrons est celle qui, d'après nous, doit le plus sûrement aboutir au succès que nous avons en vue, et elle a pour elle l'approbation de l'immense majorité de la Chambre des communes.

*Lord Salisbury*. Dans l'opinion du Gouvernement, nous sommes arrivés à une situation où il n'existe plus qu'un seul corps législatif dans le pays. J'espère que les nobles lords repousseront de toutes leurs forces une pareille doctrine.

*Lord Granville*. Faudrait-il donner la prédominance à la doctrine contraire, à savoir que la Chambre des communes doit toujours céder?

*Lord Brabourne*. Un ministre a dit hier dans un meeting public : « Les tories ont peur de la franchise ; ils ne demandent la redistribution qu'afin de neutraliser la loi pour l'extension du droit électoral. »

Lorsqu'un membre du cabinet tient un pareil langage devant de nombreuses réunions de ses concitoyens, on doit craindre d'y voir le point de départ d'une agitation dont les conséquences pourraient dépasser les prévisions du Gouvernement.

Cette conversation n'a pas d'autre suite.

#### *Chambre des Communes. — Séance du 5 août.*

*M. Gladstone*. Ainsi que je l'ai annoncé hier, j'ai à faire une importante déclaration à la Chambre. En présence des sérieuses responsabilités qui nous incombent par suite de l'insuccès de la conférence, il a plu à Sa Majesté d'approuver la proposition que nous lui avons faite d'envoyer lord Northbrook en Égypte avec la mission de rechercher par lui-même quels conseils nous pourrions, dans les circonstances actuelles, donner au Gouvernement égyptien, et quelles mesures il y aurait lieu de prendre, eu égard à ces circonstances. Lord Northbrook a accepté la mission que nous lui avons offerte et se rendra en Égypte au cours du mois actuel. Sir E. Baring l'accompagnera et conservera son poste actuel en Égypte.

*Sir S. Northcote*. Je ne comprends pas bien en quelle qualité lord Northbrook se rend en Égypte. Lord Northbrook exercera-t-il un pouvoir ou une autorité quelconque sur les fonctionnaires de Sa Majesté Britannique qui se trouvent en Égypte?



*M. Gladstone.* La mission de lord Northbrook, qui ne sera que temporaire, ne changera rien sous ce rapport. Étant membre du cabinet, il ne recevra d'ailleurs pas d'instructions du Gouvernement. Il aura probablement en Égypte le titre de Haut-Commissaire, mais ce point n'est pas encore réglé.

— La Chambre se forme en comité des subsides.

*M. Gladstone* demande un crédit de 300 mille livres destiné à mettre le Gouvernement en mesure d'entreprendre au besoin des opérations pour la délivrance du général Gordon. De tout ce que le Gouvernement a appris jusqu'à présent, cependant, il ressort que la nécessité de commencer des opérations militaires pour dégager le général ne s'est pas encore produite. Cette nécessité peut survenir pendant les vacances parlementaires; le but de la proposition est donc de fournir au Gouvernement les moyens de sauver la situation, s'il apprenait, pendant que les Chambres ne siègent pas, que Gordon est menacé. Le ministère ajoute que la somme proposée ne représente pas le chiffre de la dépense présumée, parce qu'il ne la demande qu'à titre de principe en vue des mesures éventuelles que les événements pourraient réclamer.

*Sir G. Campbell* dit qu'il est dangereux de voter le chiffre à titre de principe, la proposition du Gouvernement pouvant de cette façon entraîner la Chambre beaucoup plus loin qu'elle ne voudrait aller.

*M. Labouchère, Sir W. Lawson, Lord Galway, M. Willis*, combattent la proposition; *M<sup>rs</sup> Bourke, Forster, Sir S. Northcote*, l'appuient.

La proposition est votée par 174 voix contre 14.

*Chambre des Lords. — Séance du 7 août.*

*Le comte de la War* demande des renseignements sur la mission de lord Northbrook en Égypte et prie le secrétaire du Foreign-Office d'informer la Chambre si le Gouvernement du Sultan a été consulté sur la nomination d'un haut commissaire dans la vallée du Nil.

*Le comte Granville.* Je ne puis que répéter que le noble lord a accepté la mission de se rendre en Égypte afin de renseigner Sa Majesté sur les conseils qu'il conviendrait de donner au Khédive dans la condition actuelle des affaires et sur tout autre intérêt en rapport avec la question. Quant aux pouvoirs dont disposera Sa Seigneurie, on est occupé en ce moment à les rédiger et ils seront communiqués au Parlement dès qu'ils auront reçu l'approbation de Sa Majesté; ce sera avant la prorogation, mais je ne pourrais préciser le jour. Quant à la dernière partie de l'interpellation du noble lord, je puis déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté a déjà communiqué relativement à la question avec le Sultan.



*Chambre des Communes. — Séance du 11 août.*

*M. Gladstone* dit que la protection de la nouvelle Guinée, mentionnée dans la dépêche de lord Derby du 9 mai, ne s'étend que sur les côtes allant du sud à l'est du territoire réclamé par la Hollande. La côte nord et les îles situées à l'est et au nord n'y sont pas comprises. L'orateur ne peut pas actuellement définir d'une façon exacte les points sur lesquels s'étendra cette protection; mais on comprendra dans les limites de cette ligne les indigènes qui seront protégés contre la violation des lois par les Anglais ou les étrangers.

— *M. Ashley* déclare qu'un haut commissaire indépendant du gouverneur de Fiji sera établi dans la Nouvelle-Guinée.

— *Lord Fitz-Maurice* annonce qu'une réponse a été envoyée à la dernière lettre de Gordon. Cette réponse porte que le Gouvernement désire ardemment connaître les vues de Gordon sur la situation, afin de prendre des mesures en conséquence. Tous les efforts seront tentés dans le but de faire connaître à Gordon les préparatifs faits actuellement.

*Lord Hartington* entre dans des détails au sujet des préparatifs faits en vue d'une expédition pour porter secours à Gordon, aussitôt que cela sera nécessaire.

— *Lord Fitz-Maurice* dit que les négociations avec le Mexique ont abouti à la signature d'un arrangement préliminaire, d'après lequel l'Angleterre recevra le traitement de la nation la plus favorisée, et cela pendant un certain nombre d'années, jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce et de navigation.

— *Sir St. Northcote* appelle l'attention de la Chambre sur la condition actuelle de la question d'Égypte. Mon intention, dit l'orateur, est surtout de faire ressortir les conséquences de la convention anglo-française, dont je crains, bien qu'on ait dit qu'elle était en suspens, que nous n'ayons pas entendu le dernier mot. J'ai à faire trois grandes objections à cette convention: d'abord je désapprouve la position qui a été faite à la Commission de la caisse; en second lieu je regrette qu'elle ait fixé une date à l'évacuation; enfin, je ne saurais me rallier au projet de la neutralisation de l'Égypte. Ce mot de « neutralisation » a un effet magique sur beaucoup d'esprits. On nous dit: « Voyez la Belgique; voyez la Suisse; que ces pays neutres sont heureux! » et on se demande s'il ne serait pas possible de placer l'Égypte dans les mêmes conditions. Je voudrais savoir si le Gouvernement a sérieusement étudié la question de la neutralisation et si la neutralisation pourrait s'appliquer à l'Égypte. La Belgique et la Suisse sont des Etats indépendants, aussi indépendants que le Portugal ou tout autre



État de l'Europe; telle n'est pas la condition de l'Égypte. L'Égypte fait partie de l'empire ottoman, et je voudrais bien savoir comment vous pourriez la neutraliser si elle doit conserver ses rapports actuels avec la Turquie. Vous ne pourriez la neutraliser qu'en affectant très sérieusement la puissance militaire de la Porte en cas de guerre; et si l'Égypte ne doit pas être séparée de la Turquie, je voudrais bien savoir comment vous pourriez maintenir sa neutralité dans un cas de guerre qui intéresserait l'empire turc. Il y a une autre grande distinction à faire entre la situation de l'Égypte et celle de la Belgique et de la Suisse. Ces derniers pays sont entourés de tous côtés par d'autres États européens qui ont garanti leur neutralité et désirent la maintenir, et qui sont, dans tous les cas, liés par le droit public européen s'ils violent leurs engagements ou rompent la garantie.

L'Égypte, elle, n'est nullement entourée de puissances, mais elle a, tant du côté du sud que de l'ouest, des frontières très étendues qui sont exposées à des tribus guerrières et à des puissances d'Afrique et d'Asie qui ne respecteraient aucune garantie de neutralisation. Un autre point à garder en vue est que la Belgique et la Suisse sont parfaitement capables, si on les laisse agir, d'administrer elles-mêmes leurs affaires, et qu'elles ont un revenu suffisant. Ce sont, eu égard à la grandeur de leur territoire, des États très puissants, et elles ont le pouvoir de se défendre elles-mêmes.

Avant de terminer, je désire insister pour que le Gouvernement nous donne quelques renseignements sur le but qu'il se propose d'atteindre en envoyant lord Northbrook en Égypte. Beaucoup de gens seront d'avis que le voyage de ce noble lord dans la vallée du Nil n'a pour but que de donner au Gouvernement du temps pour prendre des mesures; et, en effet, à moins que lord Northbrook ne parte avec de très grands pouvoirs, sa mission n'aura aucune utilité.

*M. Gladstone.* A entendre l'orateur qui vient de me céder la parole, il semble que nous n'ayons encore rien fait pour l'Égypte, car il oublie de rendre hommage aux nombreuses réformes dont nous avons doté ce pays jusqu'ici.

En ce qui concerne la mission de lord Northbrook, il nous est encore impossible de donner beaucoup plus de renseignements que nous n'en avons fournis précédemment. Je dirai que la banqueroute de l'Égypte et l'insuccès de la conférence ont changé toute la situation, et que c'est pour nous mettre en position de mieux juger le nouvel aspect des affaires que lord Northbrook est parti pour la vallée du Nil; mais il y aurait de la présomption de la part du Gouvernement à mesurer dès maintenant toutes les conséquences de cette mission.

J'admets que le Gouvernement est tenu de donner au Parlement toutes les informations dont il peut disposer sans nuire à la marche



des affaires, et sous ce rapport nous remplissons tous nos devoirs. Le Parlement peut toutefois être convaincu de ceci : c'est que jamais le Gouvernement n'engagera le pays par une politique quelconque en Égypte, avant d'en avoir obtenu l'assentiment du Parlement.

Quant à la convention anglo-française dont nous a encore entretenus sir S. Northcote, je puis déclarer à la Chambre qu'elle n'est pas suspendue, mais absolument déchirée.

*Sir H. Wolff.* Je ferai remarquer que jamais le langage du premier ministre n'a été plus nébuleux, et qu'après l'avoir entendu nous n'en savons pas plus qu'auparavant. Pourquoi sommes-nous allés en Égypte ? Qu'y ferons-nous ? Comment se fait-il que par notre politique en Égypte nous nous soyons aliéné tous les Gouvernements de l'Europe ? Je nie que jusqu'ici le Gouvernement d'Angleterre ait amélioré sous aucun rapport le sort des Égyptiens.

*M. Arnold* dit qu'il regrette sincèrement l'échec de la conférence.

*Sir G. Elliot.* Le point faible de la politique ministérielle est sa grande déférence envers la France. Maintenant que l'Angleterre est complètement libre, j'espère que par ses actes elle prouvera au monde qu'elle désire s'occuper sérieusement de sa mission.

*M. Forster.* Je me réjouis de savoir que la convention anglo-française est déchirée. J'attends de bons résultats de la mission de lord Northbrook, mais le Gouvernement ne doit pas perdre de vue que les réformes qu'il établira en Égypte ne se maintiendront qu'autant que l'application en sera surveillée par les agents de l'Angleterre. Je suis heureux que nous puissions recommencer à nouveau en Égypte, mais la Chambre agira sagement en n'insistant pas pour obtenir prématurément du Gouvernement des renseignements sur toutes les mesures qu'il compte prendre dans la vallée du Nil. Lord Northbrook le guidera, mais je suis convaincu que le résultat de la mission du haut commissaire sera de convaincre le Gouvernement qu'il ne pourra pas reculer devant la responsabilité de se charger lui-même des affaires de l'Égypte. Je m'attends même à voir le Gouvernement entrer dans cette voie avant la session d'automne.

*M. Chaplin.* Le Gouvernement n'a envoyé lord Northbrook en Égypte qu'afin de se donner plus de temps pour réfléchir. Il y a deux ans que les ministres de Sa Majesté Britannique ont de nombreux agents en Égypte. La mission de lord Northbrook ne saurait donc plus leur apprendre rien de nouveau.

*Sir J. Lubbock.* En nous retirant trop tôt de l'Égypte, nous la livrerions à tous les troubles de la guerre civile. Nous devons y rester aussi longtemps que l'exigera le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité.

*Sir W. Barthelet.* J'espère qu'en aucun cas le Gouvernement ne



sacrifiera les intérêts du peuple égyptien et la sécurité de notre route vers l'Inde à ses sympathies pour la France.

*Le chancelier de l'Échiquier* s'attache à établir que ce sont les responsabilités nouvelles qui incombent au Gouvernement anglais depuis l'insuccès de la conférence, qui lui ont imposé l'obligation d'envoyer un homme d'État de la plus grande valeur en Égypte pour y étudier la phase nouvelle du problème.

*Sir M. Hicks-Beach* critique sévèrement la convention anglo-française et blâme le Gouvernement d'avoir fait de si larges concessions à la France alors qu'il devait savoir que le Gouvernement français ne consentirait pas à une réduction du taux de l'intérêt de la dette. L'orateur soutient que le résultat de la conférence a eu pour effet d'aggraver la condition financière de l'Égypte.

Ces explications n'ont pas d'autre suite.

---

La session du Parlement a été close le 14 août par le Message suivant lu au nom de la Reine :

Mylords et Messieurs,

La satisfaction avec laquelle je vous décharge d'habitude du soin de vous acquitter des devoirs de la session se trouve diminuée en cette occasion par le regret sincère qu'une portion importante de vos travaux n'ait pu aboutir à une mesure législative.

Les relations les plus amicales continuent à subsister entre moi et les puissances étrangères. Les relations diplomatiques avec le Mexique ont été reprises, et une convention préliminaire a été signée avec cette puissance, stipulant qu'un nouveau traité de commerce et de navigation sera négocié entre les deux pays. J'ai le regret d'avoir à constater l'échec des efforts faits par les puissances européennes réunies dans la récente conférence pour délibérer sur les moyens de rétablir dans les finances de l'Égypte l'équilibre, constituant un élément si important pour la prospérité et l'ordre de ce pays.

Je continuerai à remplir fidèlement les devoirs que m'impose la présence de mes troupes dans la vallée du Nil, et j'ai le ferme espoir que la mission spéciale que j'ai résolu d'envoyer dans ce pays m'aidera puissamment à suggérer les conseils qu'il sera bon de donner au Gouvernement égyptien, et à m'indiquer les mesures à adopter en conformité de ces conseils.

L'autorité impériale a été rétablie dans le Basutoland, et dans le règlement des affaires de ce pays nous avons fait autant de progrès que nous pouvions raisonnablement espérer.

La convention conclue avec les délégués du Transvaal a été ratifiée



par le Volksraad. Je regrette d'avoir à constater que la situation du Zoulouland, en dehors des limites de la région réservée, continue à être troublée.

Messieurs de la Chambre des communes, je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez contribué à soutenir les établissements du pays.

Mylords et Messieurs, je continue de constater avec une satisfaction incessante que les crimes agraires ont diminué en Irlande et que la situation de la population irlandaise s'est considérablement améliorée. Je remercie Dieu de la saison favorable que nous avons eue, et j'espère qu'elle allégera les longues et cruelles souffrances que l'agriculture a éprouvées dans ce pays.

J'ai été heureuse de donner mon assentiment à la loi destinée à alléger le fardeau de la dette nationale au moyen d'une conversion, — à la loi qui doit réprimer les manœuvres de corruption dans les élections municipales, — à la loi relative aux maladies contagieuses des animaux importés de l'étranger ; — enfin, à la loi qui étend les heures pendant lesquelles le scrutin reste ouvert dans les bourgs électoraux.

J'ai l'intention d'appeler bientôt votre attention, comme je l'ai fait dans la session qui expire aujourd'hui, sur la grande question de la représentation des populations.

Je me réjouis de remarquer parmi les nombreux signes d'intérêt qu'a provoqués cette question, des preuves constantes de loyauté pour le trône et de respect pour la loi. Ces indications me permettent de croire que de hautes visées nationales seront poursuivies en cette occasion comme en tant d'autres, avec ordre et modération.

Ce sont là les meilleures garanties pour que cette question soit résolue avec la bénédiction de la Providence divine, de façon à contribuer à la prospérité et à la liberté de ce peuple, et à la grandeur de l'empire.

---

## PAYS-BAS

A la seconde Chambre, il y a eu, le 31 juillet, une interpellation sur l'affaire du « Nisero. »

M. Brautsen Rutgers désapprouve une action commune avec l'Angleterre contre le radja Tenom, comme préjudiciable aux droits souverains du pays.

Le ministre des affaires étrangères constate que, grâce à la coopération anglaise, le radja Tenom ne peut plus compter sur l'appui de l'Angleterre. Les intérêts du pays ne sont nullement sacrifiés. Nous avons, dit le ministre, refusé une médiation et toute promesse collec-



tive faite au radja comme pouvant établir une obligation envers l'Angleterre. Dans la question du blocus également, nous n'avons pas sacrifié l'indépendance du pays.

MM. Vanderhoeven et Vanhouten trouvent que le résultat des négociations est satisfaisant.

Le ministre des colonies déclare que les côtes d'Atchin seront bloquées suivant les nécessités de la situation.

Le membre qui a interpellé déclare qu'il n'est pas satisfait des réponses du Gouvernement.

## ROUMANIE.

La session des deux Chambres roumaines a été close le 20 juin à Bucarest.

A cette occasion, il a été donné lecture du message royal qui suit :

Messieurs les Sénateurs,  
Messieurs les Députés,

Longue et laborieuse a été la session actuelle des Corps législatifs. Vous avez eu à remplir une mission des plus difficiles : la mission de réviser la Constitution et de donner au pays une nouvelle loi électorale.

Cette réforme était réclamée par le progrès moral et matériel qui a été réalisé pendant ces vingt dernières années. Le besoin en était senti par la nation tout entière. Cependant la réalisation en était difficile et la solution n'en pouvait être formulée immédiatement d'une manière précise. Par des débats méticuleux et éclairés, vous avez donné à tous le temps de réfléchir avec maturité à ce qu'il y avait à faire, et vous avez réussi à réaliser un nouveau et important progrès.

Votre œuvre donne au pays des corps électoraux formés en vue des intérêts généraux de la nation, et entoure l'indépendance des électeurs et la moralité du vote de garanties puissantes. Ainsi, vous avez assuré l'avenir de la nation, et le pays, d'accord avec moi, conservera une vive reconnaissance à ceux qui ont pu terminer avec succès une œuvre aussi délicate et aussi importante.

Cette réforme terminée, une nouvelle ère commence, dans laquelle, tous et de toutes nos forces, nous devons travailler au développement moral et matériel du pays, à la consolidation des résultats obtenus au prix de tant d'efforts, de tant de sacrifices, de tant de vertus.

Mais votre activité ne s'est pas bornée ici, vous avez encore cherché à donner satisfaction à beaucoup de besoins et de nécessités en exa-



minant et en votant les lois financières et économiques. Les lois sur les raisons sociales et pour l'accroissement des caisses de crédit agricole, les lois pour l'amélioration en partie au moins de la position des magistrats et pour la gradation des professeurs, la loi pour diverses constructions et entre autres celles de la cathédrale et autres lieux saints; toutes ces lois produiront, j'en suis sûr, leurs effets salutaires.

Ces sacrifices, le pays a pu les faire; car, bien qu'une forte crise agricole règne dans toute l'Europe, nos finances ont été en prospérant, grâce à l'accord qui a existé entre les Chambres et le Gouvernement, pour maintenir sur des bases solides et réelles l'équilibre constant entre les recettes et les dépenses.

Messieurs les Sénateurs,  
Messieurs les Députés,

En instituant le domaine de la couronne, vous avez affirmé de nouveau que la monarchie héréditaire constitutionnelle est la pierre angulaire de notre édifice national, et vous avez voulu me donner une nouvelle preuve d'affection et de confiance. J'accepte ce témoignage de dévouement avec reconnaissance, et soyez sûrs que dans mon palais, qui est celui de la nation, toutes les idées, tous les sentiments, tous les grands besoins du pays, trouveront toujours un puissant écho, et, dans toutes les circonstances, un chaleureux appui.

Fortifiés à l'intérieur, nous pouvons regarder l'avenir avec assurance, et je constate avec joie que notre conduite ferme et prudente, notre développement constant et pacifique inspirent partout la confiance, et que la Roumanie a aujourd'hui, en Europe, une position dont elle peut être fière.

Messieurs les Sénateurs,  
Messieurs les Députés,

En terminant cette importante session, vous retournerez dans vos foyers avec la conscience que vous avez travaillé avec sagesse et avec acharnement à la réalisation d'une grande réforme, qui ne tardera pas à porter ses fruits bienfaisants.

Je souhaite donc de toute mon âme, messieurs les sénateurs et messieurs les députés, que Dieu, qui a toujours protégé notre chère patrie, bénisse nos champs, dispersant ainsi les inquiétudes que nous avons tous eues ce printemps. Cette fois encore nous nous séparons, comme nous nous réunissons toujours, avec le cri qui nous inspire et nous unit tous, de *Vive la Roumanie!*

CHARLES.

---



## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> août. — *La nation armée, à propos de l'ouvrage du baron von der Goltz*, par le général Cosseron de Villenoisy. — *Un général diplomate au temps de la Révolution : II. Dumouriez et la retraite des Prussiens*, par Albert Sorel. — *Les grandes percées des Alpes : le Mont-Cenis, le Saint-Gothard et l'Arlberg*, par L. Simonin.

15 août. — *Études politiques et religieuses. Les catholiques libéraux et l'Église de France de 1880 à nos jours*, par Anatole Leroy-Beaulieu. — *La défection de Dumouriez*, par Albert Sorel. — *En Tunisie, souvenirs de voyage*, par M<sup>me</sup> Blanche Lee Childe.

## La Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> août. — *La patrie hongroise* (suite), par M<sup>me</sup> Adam.

15 août. — *L'influence de l'Allemagne sur la France depuis 1870*, par Georges Renard. — *Les colonies et la colonisation*, par Charles Giraudeau (l'auteur se propose de rechercher pourquoi nos établissements coloniaux ne sont pas aussi prospères que ceux des Anglais; le motif en est, suivant lui, que notre système colonial est basé sur un principe (la centralisation) opposé à celui (l'autonomie) sur lequel a été établi l'empire colonial anglais).

## Revue britannique.

Juillet. — *En Finlande*, par X. Marmier (souvenirs de voyage). — *Choiseul, Kolb et La Fayette*, par le vicomte de Colleville (Kolb était un lieutenant-colonel envoyé en Amérique par le duc de Choiseul, pour examiner la situation des colonies anglaises qui étaient en conflit avec la métropole; Kolb accompagna ensuite La Fayette aux États-Unis et mourut sur le champ de bataille). — *L'Italie en 1882* (situation économique d'après les derniers documents statistiques). — *Le traité anglo-portugais du Congo* (analyse de deux articles en sens divers de la *Fortnightly Review* et de la *National Review*).

Août. — *Histoire générale des grèves*, par G. d'Orcet. — *Chez les Teutons, impressions d'une Anglaise* (traduction d'un article de *Temple Bar*).

## Le Correspondant.

25 juillet. — *Le général Skobeleff*, par André Villamus (d'après des ouvrages récemment publiés en Russie et en Angleterre). — *Le*



cardinal Mazarin d'après les derniers travaux historiques et critiques, par R. Chantelauze. — *L'Allemagne en Orient*, par le baron d'Avril.

---

### Revue historique.

Juillet-Août. — *Mémoire adressé à la dame de Beaujeu sur les moyens d'unir le duché de Bretagne au domaine du roi de France*, publié par J. Havet (d'après un manuscrit du Musée britannique de Londres). — *Documents inédits relatifs à l'histoire de Marie-An-toinette*, par E. Wertheimer (recherches faites aux archives de l'État à Paris et à Vienne).

---

### Revue de Géographie.

Août. — *Un tour dans l'Ouest et le Far-West*, par de Fontpertuis (d'après des publications récentes). — *La Corée avant les traités*, par M. Jametel (impressions de voyage). — *Le mouvement géographique*, par L. Delavaud. — *L'œuvre de l'alliance française au Tong-King*, par Ch. Labarthe. — Bibliographie.

---

### Le Mémorial diplomatique.

2 août. — *La crise anglaise*. — *Nouvelles diverses*. — *Le projet de révision de la Constitution française*. — *Documents* : Proclamation du gouverneur de la Cochinchine au peuple cambodgien ; arrangement franco-suédois pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art ; traité de l'Angleterre avec le roi d'Abyssinie ; légalisation de documents par les ambassades russes ; circulaire de la Porte sur les postes étrangères ; correspondance relative au différend de la Serbie avec la Bulgarie.

9 août. — *L'échec de la Conférence*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres et de Saint-Petersbourg. — *Révision de la Constitution française*. — *Le nouveau traité avec le Cambodge*. — *La Conférence de Londres sur les affaires d'Égypte* (analyse des protocoles).

16 août. — *L'Europe et la question égyptienne*. — *Nouvelles diverses*. — *Correspondances* de Bruxelles, de Londres. — *Le Livre jaune concernant les affaires du Tonkin*. — *Protection des œuvres littéraires et artistiques* (circulaire du Conseil fédéral). — *Documents* : les tribunaux français en Tunisie ; règlement entre le Gouvernement français et l'évêque d'Urgel au sujet d'Andorre ; mesures sanitaires prises par la Turquie en prévision du choléra.

---



### L'Économiste français.

2 août. — *Les projets de chemins de fer nouveaux à travers les Pyrénées*, par P. Leroy-Beaulieu. — *L'hérédité de l'État et l'assurance mutuelle obligatoire*, par Arthur Mangin (à l'occasion d'une proposition de loi tendant à « l'établissement de la mutualité nationale par l'hérédité de l'État et l'impôt progressif sur les successions »). — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis. — *Le remboursement de la dette de l'État à la banque de Russie*, par A. Raffalovich. — *Les ports allemands de la mer Baltique : Dantzig*, par Charles Grad.

9 août. — *Le gaz à Paris*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les petites colonies françaises, leurs ressources et leur situation actuelle*, par de Fontpertuis. — *L'Allemagne et l'Orient*, par Charles Grad (article fort intéressant). — *La responsabilité du transporteur dans les différents pays*, par M. Hofman (étude de droit comparé). — *La justice civile et commerciale en France et en Algérie en 1883*.

16 août. — *La situation de la propriété immobilière à Paris*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La crise de New-York*, par Clément Juglar (il s'agit de la crise qui a éclaté subitement les 7 et 8 mai). — *L'archipel des Nouvelles-Hébrides*, par de Fontpertuis. — *Le Conseil d'État en Prusse*, par A. Raffalovich.

23 août. — *La situation de la propriété immobilière à Paris*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Terreur de 1884 et les mesures de salut public*, par A. Mangin (il s'agit du choléra et des mesures incohérentes qu'il a provoquées). — *Les travaux de la société de statistique en 1884*, par Achille Mercier (projet d'une *Union statistique*). — *Le mouvement économique aux États-Unis et au Canada*, par de Fontpertuis (le canal de Panama et le commerce de la Louisiane). — *Lettre d'Angleterre* (le marché monétaire et le change). — *L'application de la loi sur les assurances ouvrières contre la maladie en Allemagne*, par Arthur Raffalovich. — *Le relèvement des droits sur les bestiaux*. — *Les viandes américaines en France*.

30 août. — *De quelques règles de conduite pour la colonisation française*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les sept premiers mois de 1884*. — *Quelques données statistiques relatives à la Néerlande*, par E. de Laveleye. — *Les épidémies et la protection de la santé publique*, par Arthur Mangin. — *Le Soudan français : ses ressources et sa situation économique*, par de Fontpertuis (d'après une publication officielle récente).



### Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Juin. — France : *Décrets concernant la dette tunisienne; le mouvement des impôts; les dépenses et les recettes de l'Algérie de 1840 à 1882*. (Les dépenses ont passé de 4 millions à 50, et les recettes de 1,800,000 francs à près de 36 millions). — Étranger : les projets de réformes en *Tunisie*; documents concernant l'*Allemagne* (projets de révision du tarif douanier, le régime des sucres, le projet d'impôt sur les affaires de Bourse, la production des métaux précieux); le projet de réforme monétaire en *Angleterre*; le revenu national et l'impôt dans le même pays (traduction d'un mémoire important communiqué par le professeur Leone Levi à la Société de statistique de Londres, avec de nombreux tableaux); les résultats de l'exercice 1883 en *Suisse* (les recettes de la Confédération se sont élevées à 50,456,136 francs et les dépenses à 50,033,764 francs; la fortune de la Confédération au 31 décembre 1883 se composait d'un passif de 35 millions 1/2 et d'un actif de 44 millions 1/2); les banques aux *États-Unis* (intérêt d'actualité par suite de la crise qui a sévi à New-York en juin dernier et qui a atteint plusieurs *banques nationales*); la situation financière du *Bésil* depuis dix ans.

Juillet. — France : *Recettes et dépenses comparées des exercices 1870 à 1881* (diagramme); *les produits de l'enregistrement, des domaines et du timbre pendant les années 1882 et 1883*; *le projet de budget de la ville de Paris pour 1885* (les recettes ordinaires sont évaluées à un peu plus de 256 millions et les dépenses à près de 255 millions). — Étranger : *le produit des impôts en Belgique pendant le premier semestre de 1884* (le montant des recouvrements a été de 121 millions 1/2, inférieur de 12 millions 1/2 aux évaluations); *Lois et projets de lois sur divers impôts en Allemagne*; la circulation monétaire en *Allemagne* et dans les *pays scandinaves*; *le budget autrichien pour 1884* (il se solde par un déficit de plus de 40 millions de florins); *le projet de budget espagnol pour 1884-1885*; *la progression des revenus publics en Espagne depuis 1876* (le produit net de la loterie a été en 1883-1884 de 19,550,000 francs).

**La politica di Massimo d'Azeglio dal 1848 al 1859**, par Nicomede Bianchi, un vol. in-8°, Turin, 1884, Roux et Favale.

Ce volume sert de complément au recueil des lettres inédites de Massimo d'Azeglio à son neveu, qui a paru l'année dernière et dont nous avons rendu compte (*Archives*, 1883, III, 142). Il comprend une série de documents qui éclairent la politique piémontaise de 1848 à 1859. Ce sont d'abord des dépêches relatives aux négociations,



si pénibles pour le Piémont, qui amenèrent le Traité de paix de 1849 avec l'Autriche; il s'agissait, tout en acceptant les conséquences nécessaires de la défaite, de ne pas perdre l'honneur et de sauvegarder l'avenir; d'Azeglio y réussit surtout par sa grande honnêteté. Puis viennent plusieurs séries de documents relatifs aux rapports du Piémont avec les différents États italiens dans les années qui suivirent Novare. Enfin signalons un mémoire rédigé par d'Azeglio, sur la demande de Cavour, au sujet de la conduite à tenir par les plénipotentiaires sardes au Congrès de Paris de 1856, et les lettres ou dépêches écrites par lui au cours de la mission dont il fut chargé, à la veille de la guerre de 1859.

La plupart des lettres sont en français; elles sont accompagnées de tous les éclaircissements nécessaires. Elles confirment l'opinion que nous nous étions faite de Massimo d'Azeglio; c'est certainement un des hommes qui ont fait le plus d'honneur au Piémont et qui ont le mieux servi leur patrie.

---

L.

**Le Play**, d'après sa correspondance, par Charles de Ribbe, in-12, Paris, 1884, Firmin-Didot.

Peu d'hommes ont inspiré autant d'estime et on pourrait dire de vénération que Le Play; les témoignages sur ce point sont unanimes. Tous ceux qui l'ont connu attestent son amour de la vérité, son dévouement au bien, son ardeur d'apôtre. Ceux qui, moins heureux, n'ont fait que lire ses ouvrages, ont éprouvé les mêmes sentiments. Sans doute nous sommes loin de partager toutes les idées de Le Play; mais si, en le lisant, nous ne sommes pas toujours convaincu, nous ne pouvons pas ne pas rendre hommage à la sincérité et à la profondeur de ses convictions. Nous savons donc gré à M. de Ribbe de nous faire connaître l'homme qui l'a honoré de son amitié. L'ouvrage se divise en deux parties : la première est un résumé de la vie et des travaux de M. Le Play; la seconde comprend une série de lettres adressées par lui à M. de Ribbe. On les lira avec intérêt.

---

L.

**La Politique contemporaine devant l'histoire**, par François de Bus, ancien magistrat, nouvelle édition, 2 vol. gr. in-8°. Paris, 1884, librairie Dentu.

L'auteur a pris un titre un peu solennel, et nous dirions même un peu ambitieux, pour son ouvrage; il ne s'agit pas de la *politique contemporaine* en général, mais seulement de la période qui a précédé et suivi la chute de l'Empire. Peut-être l'auteur a-t-il l'intention de continuer son travail et d'apprécier la politique des Gouvernements qui



se sont succédé en France depuis le 4 septembre. Quoi qu'il en soit, l'auteur, qui ne dissimule en rien ses convictions et ses tendances, s'est proposé de faire un véritable réquisitoire contre le Gouvernement de la Défense nationale; il lui a semblé qu'il portait encore la parole comme autrefois devant la Cour d'assises; il fait comparaître les hommes qui ont été mêlés aux événements de 1870 et il les traite sans ménagement. Nous comprenons qu'on se place à ce point de vue; mais dans un livre sérieux comme s'annonce le sien, nous croyons qu'il y a certaines expressions, certaines formes de langage qui auraient dû être écartées, qui ne conviennent ni à un historien ni à un magistrat. Ces réserves faites, et elles étaient indispensables, nous devons reconnaître que la lecture de ces deux gros volumes est instructive, notamment parce que l'auteur y a inséré un grand nombre de textes et de documents divers (débats parlementaires, circulaires, proclamations, etc.). Le tome I<sup>er</sup> est divisé en deux parties : la première comprend *les Origines de la candidature Hohenzollern, la candidature Hohenzollern devant les Chambres françaises, les Derniers jours de l'Empire*; la seconde comprend *le Gouvernement du 4 septembre, son avènement, ses actes jusqu'à la capitulation de Metz*. Le tome II, également divisé en deux parties, est consacré à *la Journée du 31 octobre* et à *la mission de M. Thiers*.

---

**Histoire de la monarchie de Juillet**, par Paul Thureau-Dangin, 2 vol. gr. in-8°. Paris 1884, librairie Plon.

M. Thureau-Dangin, qui a déjà publié d'importants ouvrages (*Roya-listes et républicains, le Parti libéral sous la Restauration, l'Église et l'État sous la monarchie de Juillet*), se propose de nous donner une histoire complète de la monarchie de Juillet. Il a constaté l'importance de la période de la monarchie constitutionnelle qui va de 1814 à 1848; si la partie de la Restauration a été l'objet de travaux remarquables, au premier rang desquels il faut citer le grand ouvrage de M. de Viel-Castel, le gouvernement de Juillet n'a pas encore été étudié d'une manière suffisamment approfondie. M. Thureau-Dangin fait donc une œuvre des plus utiles en comblant cette lacune, et il est à souhaiter qu'il poursuive sa tâche sans interruption; les deux volumes qui viennent de paraître ne comprennent en effet que la période de 1830 à 1836. L'auteur ne raconte pas la Révolution même; les journées de Juillet appartiennent plutôt, suivant lui, à l'histoire de la Restauration dont elles forment le dénouement. Cette première partie est divisée en deux livres : *le Lendemain d'une révolution* et *la Politique de résistance de 1831 à 1836*.

L'ouvrage de M. Thureau-Dangin est d'une grande valeur; il se lit



avec intérêt, nous dirions même avec passion. L'auteur est un polémiste incisif qui sait donner à ses récits et à ses discussions la forme la plus vivante. Il a puisé à toutes les sources d'informations, il a eu à sa disposition des documents inédits dont les moins curieux ne sont pas les papiers du feu duc de Broglie. Nous appellerons tout particulièrement l'attention sur la politique extérieure de cette période, qui est exposée de la façon la plus claire et la plus complète. Nous avons dit que M. Thureau-Dangin était un polémiste, et nous pouvons ajouter un polémiste des plus ardents, mêlé à nos luttes quotidiennes. Cela n'a-t-il pas eu de conséquences pour ses jugements d'une époque qui n'est pas encore bien éloignée de nous? Voici ce que dit à ce sujet l'auteur lui-même : « De redoutables événements, des révolutions nombreuses et profondes, des malheurs nouveaux ont creusé entre cette époque et la nôtre un abîme qui équivaut à un siècle d'éloignement. Et d'heureuses réconciliations n'ont-elles pas dissipé bien des préventions? n'ont-elles pas rendu la justice plus facile à faire et à accepter?... Si l'auteur est demeuré étranger aux ressentiments de la politique ancienne, il n'a pas moins tenu à se dégager des préoccupations de la politique actuelle. » Nous ne voudrions pas répondre que ce programme ait été tenu de tous points. Si M. Thureau-Dangin ne ménage pas la vérité à ses amis, il est rude pour ses adversaires, et il parle des républicains du temps de Louis-Philippe comme il pourrait parler des républicains d'à présent. Sa passion même le rend intéressant à lire, et il y a double plaisir quand il a à dépeindre des hommes qui ont ses sympathies, comme Casimir Périer et le duc de Broglie ; il en fait alors un portrait saisissant et plein de relief ; on croirait qu'il a vécu dans leur intimité. Nous ne pouvons que terminer en répétant que M. Thureau-Dangin a fait une œuvre historique des plus remarquables.

L.

---

**De l'Atlantique au Mississipi, Souvenirs d'un diplomate**, par le comte A. Zannini, Paris, J. Renoult, 1884.

Le temps est aux publications hâtives. Soit paresse ou indolence, soit nécessité de fixer et publier au plus vite leurs impressions sur un monde toujours en mouvement et en transformation, les auteurs d'aujourd'hui ne nous donnent, pour la plupart, que des œuvres inachevées, ou plutôt à peine ébauchées ; par-ci par-là, pour notre consolation, un travail consciencieux, résultat d'un long labeur. Joignez à cela que tout le monde se pique d'écrire, que la masse des écrivains improvisés a peu lu, peu vu, souvent mal observé, nous offre comme nouveau ce que nous savons de toute ancienneté, et



comme indiscutable ce qui est discuté unanimement. Que devient le critique, que deviennent les lecteurs? Comment concilier le devoir de sévère justice avec la nécessité de ne pas décourager les nouveaux venus, parmi lesquels peut-être beaucoup ont écrit avant le temps?

Voici un livre nouveau, qui s'intitule : *Souvenirs d'un diplomate*, et où il n'y a pas une ligne de diplomatie. L'auteur a-t-il donc craint de parler de ce qu'il connaissait? Son livre, de 260 pages, embrasse tous les sujets : *La maison Blanche, le Capitole, Columbia, le Maryland, la région de l'huile, l'Ohio, Cincinnati*, etc., *les élections présidentielles, les préjugés, la religion, les pénitenciers, la femme*, etc. N'avions-nous rien sur tout cela? Et Tocqueville? C'est bien vieux. Soit! Et Le Play, et Michel Chevalier, et Seaman, et le dernier venu, si complet, Claudio Janet? Au moins y a-t-il du neuf, ou du définitif dans l'ouvrage du comte Zannini? Comment l'espérer? Ce sont des notes de voyage : mais le voyageur était doublé d'un moraliste et d'un observateur qui a dédaigné de relater ses impressions de voyage, et n'a pas pris le temps d'observer, de s'informer, de consulter les documents ou les hommes compétents. Y a-t-il au moins du piquant, une jolie mise en scène? L'auteur a pris pour épigraphe une citation d'un roman américain qui a fait grand bruit dans le monde : *Démocratie*. Qu'il relise la peinture des hommes politiques américains, des tripotages, des *flirtations*, des intrigues; qu'il compare à la sienne la *Réception du président* de l'auteur anonyme de *Démocratie*.

Goethe disait que dans tout livre nouveau il y avait des choses estimables. Voici ce qu'il y a de bon dans celui-ci : Si l'auteur, au lieu de faire un volume, sous une forme quasi didactique, avait écrit, dans quelque journal, une série de lettres, elles eussent été intéressantes et utiles. Si même il n'a prétendu que s'adresser à un public superficiel et curieux, se refusant à donner le temps nécessaire aux ouvrages que je citais plus haut, il aura encore un but utile : il aura fourni des idées justes le plus souvent à des lecteurs incapables de les extraire de discussions savantes ou de descriptions trop longues ou trop techniques. Enfin il aura fourni une heure ou deux d'agréable lecture à ceux qui aiment à connaître les pays étrangers comme on les connaît pour y avoir passé en express.

J. C.

---



# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

|                | 1863  | Pages. |
|----------------|---|--------|
| Août . . . 11  | <i>Cambodge — France. Traité d'amitié et de commerce.</i>   | 263    |
|                | 1873  |        |
| Janvier . . 24 | <i>France — Birmanie. Traité d'amitié et de commerce.</i>   | 261    |
|                | 1875  |        |
| Février . . 27 | <i>France. Le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, au comte de Rochechouart, chargé d'affaires de France en Chine . . . . .</i> | 274    |
| Avril . . . 28 | <i>Le duc Decazes au comte de Rochechouart. . . . .</i>   | 275    |
| Juin . . . 15  | <i>Chine. Le prince Kong au comte de Rochechouart. . . . .</i>  | 279    |
| — 19           | <i>France. Le comte de Rochechouart au duc Decazes. . . . .</i>   | 277    |
|                | 1876  |        |
| Juin . . . 1   | <i>France. L'amiral Fourichon, ministre de la marine, à l'amiral Duperré, gouverneur de la Cochinchine . . . . .</i>                      | 281    |
|                | 1877  |        |
| Septembre. 7   | <i>France. Le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, à M. l'amiral Gicquel des Touches, ministre de la marine . . . . .</i>       | 283    |
| — 30           | <i>Le vicomte Brenier de Montmorand, ministre de France en Chine, au duc Decazes, ministre des Affaires étrangères . . . . .</i>          | 287    |
|                | 1878  |        |
| Décembre. 5    | <i>France. M. Turc, consul de France à Haï-Phong, à l'amiral Lafont, gouverneur de la Cochinchine. . . . .</i>                            | 290    |
| — 30           | <i>L'amiral Pothuau, ministre de la marine et des colonies, à M. Waddington, ministre des Affaires étrangères . . . . .</i>               | 292    |
|                | 1879  |        |
| Janvier . . 9  | <i>France. M. Waddington, ministre des Affaires étrangères, à l'amiral Pothuau, ministre de la marine. . . . .</i>                        | 294    |
| — 10           | <i>L'amiral Pothuau à M. Waddington. . . . .</i>  | 297    |
| — 10           | <i>L'amiral Pothuau à l'amiral Lafont, gouverneur de la Cochinchine française . . . . .</i>   | 295    |
| — 23           | <i>Allemagne — Russie. Convention relative à la correspondance entre les tribunaux respectifs. . . . .</i>                                | 257    |



|           |   | Pages. |
|-----------|---|--------|
| Octobre . | 1 <i>France</i> . L'amiral Jauréguiberry, ministre de la marine, à M. Waddington . . . . .                        | 298    |
| Décembre. | 3 <i>France</i> . M. Waddington à M. Jauréguiberry. . . . .   | 303    |
| —         | 25 M. Patenôtre, chargé d'affaires de France en Chine, à M. Waddington, ministre des Affaires étrangères. . . . . | 307    |

## 1880

|             |  |     |
|-------------|--|-----|
| Janvier .   | 3 <i>France</i> . M. l'amiral Jauréguiberry à M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères . . . . .                                | 304 |
| Mars . . .  | 4 M. Patenôtre, chargé d'affaires de France en Chine, à M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères. . . . .                       | 311 |
| Mai . . .   | 5 <i>Chine</i> . Extrait de la <i>Gazette de Pékin</i> . (Annexe à la dépêche du 5 mai 1880). . . . .                                    | 314 |
| —           | 5 <i>France</i> . M. Patenôtre à M. de Freycinet . . . . .   | 312 |
| Juillet . . | 26 <i>France</i> . M. de Freycinet à l'amiral Jauréguiberry . . . . .  | 315 |
| Novembre.   | 10 <i>Chine</i> . Le marquis Tseng, ministre de Chine à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères . . . . . | 315 |
| —           | 26 <i>France</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire à M. Bourée, ministre de France en Chine. . . . .   | 315 |
| Décembre.   | 27 M. Barthélemy Saint-Hilaire au marquis Tseng . . . . .  | 316 |

## 1881

|            |  |     |
|------------|--|-----|
| Janvier .  | 21 <i>France</i> . M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des Affaires étrangères, au général Chanzy, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg . . . . .                     | 317 |
| Août . . . | 17 (Annexe à la dépêche du 24 août.) Décret présidentiel. . . . .  | 318 |
| Août . . . | 24 L'amiral Cloué, ministre de la marine, à M. Barthélemy Saint-Hilaire . . . . .  | 318 |
| Septembre. | 24 <i>Chine</i> . Le marquis Tseng, ministre de Chine à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire. . . . .  | 319 |
| —          | 26 <i>France</i> . L'amiral Cloué, ministre de la marine, à M. Barthélemy Saint-Hilaire . . . . .  | 319 |
| —          | L'amiral Cloué à M. Le Myre de Vilers, gouverneur de la Cochinchine. . . . .   | 320 |
| Décembre.  | 9 <i>Suisse</i> . Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale pour motiver le projet de loi sur la propriété littéraire et artistique (voté le 23 avril 1884). . . . . | 193 |

## 1882

|            |   |     |
|------------|---|-----|
| Janvier .  | 1 <i>France</i> . M. Gambetta, ministre des Affaires étrangères, au marquis Tseng, ministre de Chine à Paris. . . . . | 321 |
| Février .  | 8 <i>Chine</i> . Le marquis Tseng à M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères. . . . .                        | 321 |
| Mars . . . | 16 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Jauréguiberry, ministre des Affaires étrangères. . . . .                      | 321 |
| —          | 18 <i>Chine</i> . M. de Freycinet à M. Bourée, ministre de France en Chine. . . . .                                   | 324 |



|             |    |  |     |
|-------------|----|--|-----|
| Mai. . . .  | 6  | <i>Allemagne — Belgique — Danemark — France — Grande-Bretagne — Pays-Bas.</i> Convention pour régler la police de la pêche dans la mer du Nord.  | 129 |
| Juillet . . | 7  | <i>France.</i> M. de Freycinet à M. Bourée . . . . .   | 326 |
| —           | 29 | <i>États-Unis — Mexique.</i> Memorandum de la convention pour l'entrée des troupes de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre. . . . . | 9   |
| Septembre.  | 9  | <i>Chine.</i> Le marquis Tseng à M. Duclerc, ministre des Affaires étrangères . . . . .  | 328 |
| —           | 16 | <i>France.</i> M. Duclerc à M. Bourée. . . . .   | 329 |
| —           | 26 | M. Duclerc à M. Jauréguiberry. . . . .   | 329 |
| Octobre . . | 31 | M. Jauréguiberry à M. Duclerc. . . . .   | 332 |
| Novembre.   | 14 | M. Duclerc à M. Jauréguiberry. . . . .   | 338 |
| Décembre.   | 8  | <i>France (Madagascar).</i> M. Duclerc, ministre des Affaires étrangères, à M. Raffray, vice-consul de France à Tananarive . . . . .             | 26  |
| —           | 9  | <i>France.</i> M. Duclerc à M. Raffray. . . . .  | 28  |

## 1883

|              |    |  |     |
|--------------|----|--|-----|
| Janvier. . . | 3  | <i>Angleterre.</i> Dépêche circulaire. Lord Granville à Lord Lyons . . . . .   | 162 |
| —            | 13 | <i>France (Madagascar).</i> M. Raffray à M. Duclerc. . . . .   | 30  |
| —            | 19 | <i>Madagascar.</i> M. Rainilaiarivony, premier ministre, à M. Raffray . . . . .  | 34  |
| —            | 27 | <i>Madagascar.</i> M. Rainilaiarivony, premier ministre, à M. Raffray . . . . .  | 35  |
| Février. . . | 8  | <i>France (Madagascar).</i> M. Raffray au ministre des Affaires étrangères . . . . .                                     | 33  |
| —            | 11 | <i>France (Madagascar).</i> M. Fallières, chargé par intérim du ministère des Affaires étrangères, à M. Raffray. . . . . | 29  |
| Mars . . . . | 17 | <i>France (Madagascar).</i> Instructions données par le ministre de la marine à M. le contre-amiral Pierre. . . . .      | 31  |
| —            | 25 | Instructions données par le ministre des Affaires étrangères à M. Baudais, consul à Madagascar. . . . .                  | 35  |
| Mai. . . . . | 18 | <i>France (Madagascar).</i> M. Baudais à M. Challeme-Lacour, ministre des Affaires étrangères . . . . .                  | 39  |
| —            | 23 | <i>France (Madagascar).</i> Le contre-amiral Pierre au ministre de la marine . . . . .                                   | 39  |
| —            | 25 | <i>Madagascar.</i> (Annexe à la dépêche du 13 juin.) M. Audriamifidy à M. Baudais. . . . .                               | 54  |
| Juin . . . . | 4  | <i>France (Madagascar).</i> M. Raffray à M. Challeme-Lacour . . . . .  | 47  |
| —            | 4  | <i>Angleterre.</i> M. Packenham, consul de Sa Majesté Britannique, à M. Baudais . . . . .                                | 55  |
| —            | 5  | <i>Madagascar.</i> (Annexe à la dépêche du 13 juin.) M. Audriamifidy à M. Baudais. . . . .                               | 54  |



|             |  | Pages. |
|-------------|--|--------|
| Juin . . .  | 5 <i>Madagascar</i> . (6 <sup>e</sup> annexe à la dépêche du 13 juin.)<br>M. Ramdriamifidy à M. Baudais . . . . .  | 55     |
| —           | 8 <i>France — Tunisie</i> . Convention réglant les rapports<br>respectifs des deux pays . . . . .  | 12     |
| —           | 13 <i>France</i> . M. Baudais à M. Challemel-Lacour . . . .  | 47     |
| —           | 13 ( <i>Annexe à la dépêche du 13 juin</i> ). <i>France (Madagascar)</i> .<br>Ultimatum adressé à la reine Ranavalona II. . . .                                    | 52     |
| —           | 14 <i>France</i> . M. Raffray à M. Challemel-Lacour . . . .  | 47     |
| —           | 16 <i>France (Madagascar)</i> . Rapport de M. l'amiral Pierre. .   | 40     |
| —           | 19 <i>France</i> . M. Jules Ferry, chargé par intérim des Affaires<br>étrangères, à M. Baudais . . . . .   | 42     |
| —           | 22 <i>États-Unis — Mexique</i> . Convention additionnelle à la<br>convention du 29 juillet 1882 . . . . .  | 11     |
| —           | 22 <i>France</i> . Note indiquant les bases d'arrangement com-<br>muniées aux envoyés hovas par le Président du<br>Conseil dans l'entrevue du 18 juin 1883 . . . . | 43     |
| —           | 25 <i>France (Madagascar)</i> . M. Jules Ferry à M. Baudais. .   | 42     |
| —           | 27 <i>Angleterre</i> . Note remise par l'ambassadeur de la<br>Grande-Bretagne à Paris . . . . .  | 44     |
| Juillet . . | 3 <i>France</i> . Note pour Lord Lyons, ambassadeur de la<br>Grande-Bretagne à Paris . . . . .   | 44     |
| —           | 3 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour à M. Baudais . . . .   | 45     |
| —           | 11 <i>Angleterre</i> . Note remise par Lord Lyons (substance des<br>télégrammes du comte Granville) . . . . .  | 46     |
| —           | 12 <i>France (Madagascar)</i> . M. Baudais à M. le ministre des<br>Affaires étrangères . . . . .   | 58     |
| —           | 18 <i>France — Birmanie</i> . Traité de commerce et d'amitié<br>(ratification). . . . .  | 261    |
| —           | 19 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour à Lord Lyons . . . .  | 46     |
| —           | 28 <i>France (Madagascar)</i> . Le contre-amiral Pierre au mi-<br>nistre de la marine . . . . .  | 57     |
| —           | 31 <i>France (Madagascar)</i> . M. Challemel-Lacour à M. Bau-<br>dais . . . . .  | 56     |
| Août . . .  | 5 <i>France (Madagascar)</i> . Le capitaine de vaisseau Rallier<br>au ministre de la marine . . . . .  | 58     |
| —           | 12 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour à M. Waddington, am-<br>bassadeur à Londres . . . . .   | 60     |
| —           | 17 <i>Allemagne — Russie</i> . Convention additionnelle à la<br>convention du 23 janvier 1879 . . . . .  | 259    |
| —           | 21 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour au comte d'Aunay,<br>chargé d'affaires à Londres . . . . .  | 64     |
| Septembre.  | 5 <i>Monaco — Russie</i> . Convention d'extradition. . . .   | 13     |
| —           | 26 <i>Angleterre (Madagascar)</i> . Commandant Johnstone, fai-<br>sant fonction de consul, au comte Granville. . . .   | 70     |
| Octobre .   | 4 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour à Lord Lyons. . . .  | 64     |
| —           | 8 <i>France</i> . M. Challemel-Lacour à M. Waddington. . .   | 65     |
| —           | 15 <i>Madagascar</i> . (Annexe à la dépêche du 2 novembre.)  |        |



|                   |   |     |
|-------------------|---|-----|
|                   | M. Rainilaiarivony à M. Baudais et à M. le commandant de la station navale. . . . .   | 73  |
| Octobre . . . . . | 29 Angleterre. Lord Granville à M. Waddington, ambassadeur de France à Londres . . . . .  | 67  |
| Novembre. . . . . | 2 France (Madagascar). M. Baudais à M. Jules Ferry. . . . .   | 72  |
| — . . . . .       | 2 France (Madagascar). (Annexe à la dépêche du 2 nov.) M. Baudais et M. le commandant de la station navale à M. Rainilaiarivony . . . . .     | 74  |
| — . . . . .       | 30 Angleterre. (Annexe à la dépêche du 4 décembre.) Comte Granville à M. Waddington. . . . .  | 75  |
| Décembre. . . . . | 4 France. M. Waddington à M. Jules Ferry. . . . .   | 75  |
| 1884              |   |     |
| Janvier. . . . .  | 15 France. Loi tendant à la répression des infractions à la convention internationale du 6 mai 1882 sur la pêche dans la mer du Nord. . . . . | 183 |
| — . . . . .       | 25 Pays-Bas. Discussion aux États généraux sur l'affaire du Springbok . . . . .   | 77  |
| Mars . . . . .    | 14 France — Luxembourg. Arrangement concernant l'échange des mandats de poste par la voie télégraphique . . . . .                             | 268 |
| — . . . . .       | 31 États-Unis — France. Sentence finale de la commission arbitrale (règlement d'indemnités). . . . .  | 5   |
| Avril. . . . .    | 5 Birmanie — France. Déclaration relative à la mise en vigueur d'un traité de commerce . . . . .  | 260 |
| — . . . . .       | 18 Message du Président des États-Unis transmettant une communication du secrétaire d'État (commission arbitrale). . . . .                    | 8   |
| — . . . . .       | 19 Grande-Bretagne (Affaires d'Égypte). Lord Granville aux représentants de Sa Majesté à Berlin, Vienne, Paris, Rome et Pétersbourg . . . . . | 22  |
| — . . . . .       | 23 Suisse. Loi fédérale concernant la propriété littéraire et artistique . . . . .  | 187 |
| — . . . . .       | 29 France (Égypte). M. Jules Ferry, ministre des Affaires étrangères, à M. le comte d'Aubigny, chargé d'affaires à Londres . . . . .          | 155 |
| Mai. . . . .      | 2 Espagne — France. Convention télégraphique . . . . .  | 144 |
| — . . . . .       | 14 France — Pays-Bas. Déclaration relative aux indemnités à allouer aux sauveteurs de filets de pêche. . . . .                                | 141 |
| — . . . . .       | 14 Belgique — France. Arrangement pour régler l'alimentation d'un canal . . . . .   | 142 |
| — . . . . .       | 19 Pays-Bas. Note adressée à Lord Granville par le ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Londres (affaire du Nisero) . . . . .             | 173 |
| — . . . . .       | 31 Angleterre. Le comte Granville au comte de Bylandt (affaire du Nisero) . . . . .   | 178 |



|             |   | Pages. |
|-------------|---|--------|
| Juin . . .  | 2 <i>Angleterre (Égypte)</i> . Sir E. Baring au comte Granville.  | 149    |
| —           | 15 <i>France</i> . M. Waddington, ambassadeur de France à<br>Londres, à Lord Granville. . . . .                       | 156    |
| —           | 16 <i>Angleterre</i> . Lord Granville à M. Waddington . . .   | 159    |
| —           | 17 <i>France</i> . M. Waddington à Lord Granville. . . . .  | 164    |
| —           | 20 <i>France</i> . Exposé fait par M. Jules Ferry à la Chambre<br>des députés de la question égyptienne. . . . .      | 166    |
| Juillet . . | 31 <i>Belgique</i> . Arrêté royal pour la protection de la pro-<br>priété industrielle (Exposition d'Anvers). . . . . | 342    |
| Août . . .  | 14 <i>France</i> . Loi portant révision des lois constitutionnelles.  | 341    |

*Le Gérant : FÉCHOZ.*